Université de Lille

ECOLE DOCTORALE SESAM

Doctorat en géographie et aménagement

La dialectique de l'exclusion(s)-inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens du Liban

Etude du cas du camp de Bourj El-Barajneh dans la banlieue sud-ouest de Beyrouth

Nicole TABET

Thèse dirigée par Patrick PICOUET, Professeur des universités en géographie, et Pauline BOSREDON, Maître de conférences en aménagement et urbanisme.

Soutenue le 24 février 2020

Jury

M. Jacques BEAUCHARD, Président du jury, Sociologue, Professeur émérite en sociologie, Université Paris-Est Créteil, UPEC (rapporteur)

M. Mohammad Kamel DORAÏ, Géographe, chargé de recherche CNRS, Chercheur associé à Migrinter, Université de Poitiers

M. Jihad FARAH, Architecte-urbaniste, Professeur, Département d'Urbanisme de l'Institut des Beaux-Arts, Université Libanaise

Mme Mona FAWAZ, Architecte-urbaniste, Professeure associée, Coordinateur des programmes d'études supérieures en urbanisme et design, Univsersité Américaine de Beyrouth

M. Olivier LAZZAROTTI, Géographe, Professeur des universités en géographie, Univsersité de Picardie Jules Verne (rapporteur)

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

A mon père, à Khalil.

© 2020 Tous droits réservés.

© 2020 Tous droits réservés.

Remerciements

Je souhaite d'abord remercier mes directeurs de thèse Patrick Picouet et Pauline Bosredon, pour la confiance qu'ils m'ont accordée, leurs multiples conseils et corrections tout au long de ce travail, et leurs qualités humaines d'écoute et de compréhension qui ont rendu ce voyage doctoral agréable.

Je tiens aussi à remercier tous ceux qui m'ont appuyé et m'ont aidé à porter ce projet jusque-là. Je remercie en particulier ma sœur Christelle pour sa confiance en moi et d'avoir toujours été présente. Merci à Antonin pour ses conseils, pour son soutien et ses relectures. Merci à Thibault, Lucie, Elsa et Yasser pour leurs relectures méticuleuses de mon travail. Merci à Sabrine de m'accompagner de près ou de loin sur mon terrain.

Merci à ma famille, pour m'appuyer dans ce projet. Merci à mon mari David, pour me pousser quand j'avais besoin, me motiver quand il le fallait et me donner la force et la patience, quand j'en avais plus.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

Table des matières

Liste des sigles 15

Introduction générale 17

1. Les camps de réfugiés palestiniens du Liban : état des lieux 20
   1.1. Mise en contexte 20
   1.2. *Refugee Studies* et les camps de réfugiés palestiniens 21
2. Problématique, questionnements et hypothèses 24
   2.1. Problématique et questions principales 24
   2.2. Hypothèses 25
3. Choix du sujet et méthodologie 27
   3.1. L'intérêt au sujet des camps de réfugiés palestiniens 27
   3.2. La méthodologie 28
      3.2.1. Travailler sur un "terrain sensible" 28
      3.2.2. Les phases de terrain 31
      3.2.3. Les techniques de terrain 32
4. Le plan de la thèse 36

PARTIE 1. Exclusion(s), inclusion(s) et habitat : fondements theoriques et conceptualisation 37

Chapitre 1. Comprendre l'exclusion/inclusion des camps de réfugiés palestiniens au Liban 41

1. Comprendre la dialectique de l'exclusion/inclusion 41
   1.1 L'exclusion : cadre théorique 41
   1.2 La frontière entre l'exclusion et l'inclusion : l'« inclusion différentielle » 44
   1.3 A la frontière entre la citoyenneté et la non-citoyenneté : la « citoyenneté inclusive » 45
   1.4 Sur « l'inclusion différentielle » et la « citoyenneté inclusive » des réfugiés palestiniens au Liban 46
   1.5 L'analyse à la frontière comme méthode de recherche 47
2. Les logiques d'exclusion des réfugiés palestiniens au Liban 49
   2.1. L'exclusion des réfugiés palestiniens du régime juridique de protection internationale 50
   2.2. L'instabilité du statut de réfugié palestinien au Liban 52
   2.3 L'exclusion socio-économique des réfugiés palestiniens au Liban 53
   2.4 Contexte politique de la stigmatisation des réfugiés palestiniens des camps 53
3. Comprendre la ségrégation et l'exclusion spatiale 56

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.1. Les géographies de l'exclusion : un bref aperçu historique 57
3.2. La ségrégation et l'exclusion : définition et dimension spatiale 58

4. Logiques d'exclusion des camps de réfugiés palestiniens au Liban 61
4.1 Le camp de réfugiés : une forme spatiale d'exclusion 61
4.2 Logiques d'exclusion et d'inclusion des camps palestiniens urbains au Liban 62
4.2.1. La stigmatisation médiatique du camp 62
4.2.2. L'exclusion institutionnelle du camp 63
4.2.3. Exclusion des projets de reconstruction ou d'amélioration de l'environnement bâti 63
4.2.4. L'UNRWA : inclusion sociale et politiques d'assistance 64
4.2.5. Le camp : entre-soi et affirmation identitaire 64
4.3 Au-delà d'un espace d'exclusion et de contrôle : le camp palestinien 65

Chapitre 2 : l'habitat des camps de réfugiés palestiniens au Liban 67

1. Les notions d'habitation, d'habiter et d'habitat 67
1.1 L'habitation : définition et dimensions 67
1.2 Habiter 68
1.3 L'habitat : définition et caractéristiques 69
1.4 L'habitat non-règlementaire 71
1.4.1 L'habitat irrégulier, l'habitat illégal et l'habitat informel 71
1.4.2 L'habitat sauvage du camp : définition et caractéristiques 72

2. L'analyse morphologique de l'habitat sauvage des camps palestiniens 88
2.1 L'analyse typologique de l'habitat du camp 88
2.1.1. La méthode de l'analyse typologique 88
2.1.2. Le réseau des voies de circulation du camp 90
2.1.3. L'analyse parcellaire 92
2.1.4. Les constructions et la typologie du bâti 93
2.2. L'analyse séquentielle du paysage urbain du camp 94
2.2.1. La méthode de l'analyse séquentielle 94
2.2.2. Les éléments de la méthode de l'analyse séquentielle 95

3. L'analyse qualitative de l'habitat sauvage des camps palestiniens 98
3.1. La pratique de l'espace, la pratique de l'habitat 98
3.2. Les méthodes et les outils de l'analyse des pratiques spatiales du camp 99
3.2.1. Le marquage des pratiques de l'espace 100
3.2.2. La parole de l'habitant 100
3.2.3. L'observation *in situ* 103

Conclusion de la première partie 104

© 2020 Tous droits réservés.

PARTIE 2. De l'intégration(s) à l'exclusion(s) : l'histoire urbaine du camp palestinien de Bourj El-Barajneh 105

Méthodologie de l'étude de l'évolution urbaine du camp 109

Chapitre 3. La période libanaise du camp (1949-1958) 113

1. Les premières étapes de l'exil au Liban : de la dispersion à la réorganisation 114
   1.1 L'exclusion de Palestine et la dispersion 114
   1.2. L'accueil libanais et ses politiques discriminatoires 115
   1.3. Les institutions libanaises pour la gestion des réfugiés palestiniens 116
   1.4. La réorganisation spatiale : les camps de réfugiés palestiniens 117
2. Les camps palestiniens de la banlieue sud de Beyrouth 123
   2.1 Contexte économique et urbanistique de Beyrouth et de ses banlieues 123
      2.1.1 Beyrouth au milieu du XX^{ème} siècle 123
      2.1.2. Beyrouth au milieu du XX^{ème} siècle : formation des bidonvilles et des camps de réfugiés 126
   2.2. Le camp de Bourj El-Barajneh : le commencement 133
      2.2.1 Les premiers arrivés : les villageois de Tarchiha 133
      2.2.2. L'organisation spatiale du camp ou la Palestine du camp 135
      2.2.3. Insertion professionnelle réussie des Palestiniens du camp 137
      2.2.4. Nos voisins les Libanais : des éléments d'inclusion sociale 138
3. La morphologie de l'habitat et des habitations 140
   3.1 Les habitations du camp : entre bricolage et aides humanitaires 141
      3.1.1 Khiyam el-jaras et khiyam el-jamalon 141
      3.1.2 El-tanakiyeh ou el-Khachabiyeh 141
      3.1.3. El-sabsat 142
      3.1.4. Les habitations : limites et réglementations 142
   3.2 L'exclusion des services publics urbains 143
      3.2.1 L'approvisionnement en eau 143
      3.2.2. Les sanitaires 143
      3.2.3. Le réseau électrique 144
      3.2.4 Les voies de circulation 144

Note conclusive 144

Chapitre 4. Le camp, du refuge à la résistance (1958-1969) 145

1. Le « chehabisme », les réfugiés et les camps palestiniens 146
   1.1. Les institutions libanaises de contrôle des réfugiés palestiniens 146
      1.1.1. La Direction des Affaires des réfugiés Palestiniens 147
      1.1.2. Le Corps suprême des affaires palestiniennes 147
      1.1.3. Le service de renseignements de l'armée libanaise : le Deuxième Bureau 148

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.2. Le contrôle policier des camps de réfugiés palestiniens 148
1.2.1. La montée en puissance du mouvement de résistance palestinienne 149
1.2.2. Les camps palestiniens sous contrôle policier 150

2. Transformations urbaines dans l'agglomération de Beyrouth 153
2.1. Transformations urbaines et sociales en banlieue sud-ouest 154
2.1.1. Les quartiers irréguliers de la banlieue sud-ouest 155
2.1.2. Les quartiers irréguliers à proximité des camps palestiniens 156
2.1.3. Les quartiers irréguliers autour du camp de Chatila 158
2.1.4. Les quartiers irréguliers autour du camp de Bourj El-Barajneh 161

3. Les camps palestiniens de la banlieue sud : les années 1960 164
3.1. L'urbanisation du camp de Bourj El-Barajneh 165
3.1.1. L'occupation des terrains 165
3.1.2. L'habitat du camp de Bourj El-Barajneh 170
3.1.3 L'habitat du camp de Chatila 175

Note conclusive 175

Chapitre 5. Le camp palestinien : de l'autonomisation à la destruction (1969 – 1989) 177

1. La dissolution de l'Etat 177
1.1. Les Accords du Caire 178
1.2. L'arrivée des combattants palestiniens au Liban 179
1.3. Le début de l'effondrement 180
1.3.1. Le catalyseur palestinien 180
1.3.2. Une division droite-gauche 180
1.3.3. Des tensions communautaires 181
1.4. Les épisodes de la guerre civile libanaise 181
1.4.1. Les camps de l'agglomération beyrouthine dans les premières années de guerre 182
1.4.2. Intervention étrangère dans la guerre libanaise 185
1.4.3. Le départ de l'OLP 185
2. La période libanaise du mouvement national palestinien 187

2.1. L'OLP au Liban : un *« gouvernement en exil »* 187
2.2. Le paysage politique et urbain de l'agglomération beyrouthine dans les années 1970 188
2.2.1. La ceinture de misère de la ville dans les années 1970 189
2.2.2. Organisation politico-spatiale de la banlieue sud dans les années 1970 - 1980 190
2.2.3 Contrôle politique et territorial de la banlieue sud : les irrégularités urbaines 191

© 2020 Tous droits réservés.

3. L'évolution de l'habitat des camps de l'agglomération sous l'OLP 194
3.1. L'habitat du camp de Chatila: de l'oppression à l'autonomisation 194
3.1.1. L'OLP dans le secteur de Chatila : une organisation politico-spatiale 195
3.1.2. L'amélioration de l'habitat, élément d'inclusion des réfugiés et du camp 195
3.1.3. Les années 1970 : l'OLP aux alentours du camp 197
3.1.4. Les années 1980 : la guerre sur Chatila ou le Coup du Voisinage 198
3.2. L'« Âge d'or » du camp de Bourj El-Barajneh 202
3.2.1. L'habitat du camp 202
3.2.2. Les réseaux du camp 204
3.2.2. Au voisinage du camp 209
3.2.4. La limite Est du camp : géographie d'une frontière communautaire 212
Note conclusive 214

Conclusion de la deuxième partie 215

PARTIE 3. Le camp de l'après – guerre : une inclusion opérée par le bas 217

Chapitre 6 : Les Palestiniens et les camps dans le Liban post-guerre 221

1. La reconstruction de l'agglomération de Beyrouth ; priorités et enjeux 221
1.1. Les irrégularités urbaines dans l'agglomération beyrouthine post-guerre 223
1.2. La reconstruction en banlieue sud de Beyrouth 225
2. Politiques d'étranglement et (re) confinement dans les camps 230
2.1. La question du relogement des déplacés palestiniens après la guerre 231
2.2. Le contrôle syrien des camps de Beyrouth 234
3. La place des camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh dans la reconstruction libanaise 237
3.1. La guerre sur Chatila ou le Coup du Voisinage 237
3.1.1. La reconstruction du camp de Chatila 241
3.2. Le camp de Bourj El-Barajneh dans l'après-guerre libanaise 244
3.2.1. Les frontières physiques du camp de Bourj El-Barajneh 249
3.2.2. Les frontières sociales du camp 253
Note conclusive 254

Chapitre 7 : Typologie des réseaux « sauvages » du camp 255

1. Parler des frontières du camp palestinien 257
2. Le réseau viaire du camp 258
2.1. La typologie du réseau viaire 258
2.2. La forme de la voirie urbaine : la voirie automobile du camp 263
2.2.1. La localisation 263

© 2020 Tous droits réservés.

2.2.2. Accessibilité 263
2.2.3. Etat de la chaussée 264
2.2.4. Présence et qualité des aménagements 264
2.3. La forme de la voirie urbaine : le chemin piétonnier 271
2.3.1. La localisation 271
2.3.2. L'accessibilité 273
2.3.3. L'état de la chaussée 273
2.3.4. La présence et la qualité des aménagements 279
2.4. Le piéton dans l'espace public du camp : attractivité ou répulsion 283
2.4.1. L'insécurité et la peur le long des ruelles étoites (voies type 2) 284
2.4.2. Lien entre la morphologie de cette voirie du camp et sa représentation : un facteur d'exclusion 285
2.5. Perméabilité ou étanchéité des frontières physiques et sociales du camp 287

3. Le réseau d'électricité 292
3.1. La gestion du réseau électrique: les cas des camps de Bourj El-Barajneh et de Chatila 293
3.1.1. L'accès à l'électricité dans le camp de Bourj El-Barajneh 294
3.1.2. L'accès à l'électricité dans le camp de Chatila 296
3.2. Les problèmes du réseau électrique dans le camp de Bourj El-Barajneh 297
3.2.1. Les problèmes techniques du réseau 297
3.2.2. Les conflits de gouvernance locale 300
3.3. L'électricité dans le camp de Bourj El-Barajneh : *l'inclusion dans l'exclusion* 300
3.3.1. Exclusion de l'accès à l'énergie électrique dans les camps palestiniens 301
3.3.2. L'inclusion « par le bas » ou les processus d'accès à l'électricité dans le camp 302
3.3.3. Sécuriser l'accès à l'électricité : la « rue de l'espoir » de Chatila 307
3.4. Synthèse de la typologie du réseau électrique du camp de Bourj El-Barjaneh 308

4. Les réseaux d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets 310
4.1. Le réseau d'eau domestique du camp de Bourj El-Barajneh 310
4.1.1. La problématique de l'eau au Liban 310
4.1.2. La gestion du réseau d'eau 313
4.1.3. La qualité de l'eau domestique dans le camp 319
4.2. La gestion du réseau de collecte des eaux usées et des eaux de pluie du camp 323
4.3. La gestion des déchets 324

5. Les dangers de l'exclusion des services publics de base 327
5.1. Privatisation individuelle des ressources communes du camp 328
5.2. Inclusion, ouverture de la frontière et conflits identitaires dans le camp 330

Note conclusive 333

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 8 : Les processus d'exclusion/inclusion par la construction : l'habitat sauvage du camp 335

1. La mouvance générationnelle du bâti dans le camp 336
1.1 La logique de regroupement spatial et relationnel 336
1.2 L'habitat du camp comme outil d'affirmation identitaire 349
1.2.1 La représentation des habitants de leur camp 351
1.2.2 Les géosymboles comme révélateurs de l'identité palestinienne en exil 355
1.2.3. La toponymie comme révélateur de l'identité palestinienne en exil 359
1.3. Synthèse 362

2. Processus d'ouverture des camps urbains : pratiques et formes de propriétés foncières 364
2.1. L'instabilité politique : un facteur de densification verticale du camp 369
2.2. Exclusion spatiale et densification verticale du camp de Bourj El-Barajneh 371
2.2.1. La loi sur l'acquisition de droits immobiliers non libanais au Liban 371
2.2.2. Exclusion de la propriété foncière et densification verticale du camp 373
2.3. Les techniques de la verticalité dense dans le camp 374
2.3.1. Constructions autorisées par les Forces de Sécurité Intérieures 376
2.3.2. Les techniques de la verticalité dense : construire pour usage propre 378
2.3.3. Commercer dans le secteur foncier du camp 389
2.4. Impact de la présence syrienne dans le camp 399

Note conclusive 404

Conclusion générale 407

Bibliographie 419

Liste des figures 443

Liste des encadrés 449

Annexes 451

© 2020 Tous droits réservés.

© 2020 Tous droits réservés.

Liste des sigles

AIB : Aéroport International de Beyrouth
ALP : Armée de Libération de la Palestine
ALS : Armée du Liban Sud
CB : Comité du Bâtiment
CDLP : Comité de Dialogue Libano-Palestinien
CDR : Conseil du Développement et de la Reconstruction
CLAP : Commandement de la Lutte Armée Palestinienne
CP : Comité Populaire
CRP : Croix-Rouge Palestinien
CS : Comité Sécuritaire
CSO : Camp Service Officer
DAP : Direction des Affaires Palestiniennes
DB : Deuxième Bureau
FDI : Forces de Défense Israélienne
FDLP : Front démocratique pour la libération de la Palestine
FL : Forces Libanaises
FLA : Front de Libération Arabe
FPLP : Front populaire de libération de la Palestine
FSI : Forces de Sécurité Intérieure
HCR ou UNHCR : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ICIP : Infrastructure and Camp Improvement Program
LSCR : Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge
MEE : Ministère de l'Énergie et de l'Eau
MNA : Mouvement Nationaliste Arabe
MNL : Mouvement National Libanais
OLP : Organisation de Libération de la Palestine
PSNS : Parti Social Nationaliste Syrien
RAU : République Arabe Unie
RF Registre Foncier
SG : Sûreté générale
SRU : Shelter Rehabilitation Unit
UNRWA : United Nations Relief and Works Agency
WPA : Women Program Association

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.

Introduction générale

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, en 2014, 59,5 millions de personnes se retrouvent en situation de déplacement forcé, un chiffre jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale (UNHCR, 2014, p. 14). « Crise migratoire », « crise des réfugiés », « crise de l'asile », ces mots occupent l'actualité politique et médiatique internationale depuis le début du XXI^{ème} siècle (Agier et Madeira (dir.), 2017). Avec la nécessité de trouver des solutions à ces « crises », se multiplient les dispositifs spatiaux d'aide apportée à ces populations vulnérables. Camps de réfugiés, Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile, campements, camps auto installés, *etc*., ces solutions spatiales temporaires deviennent des outils des Etats hôtes pour séparer les réfugiés de la société d'accueil (Agier (dir.), 2014, p. 14).

Pour les Etats hôtes, la préoccupation face à l'arrivée des réfugiés sur leur territoire est d'abord d'ordre sécuritaire. Les Etats d'accueil exercent un contrôle sur le territoire national surveillant l'entrée et la sortie des étrangers. Afin de minimiser les risques réels ou perçus pour la sécurité nationale, réduire le poids de l'arrivée des réfugiés sur les infrastructures et le système socio-économique national, prévenir leur intégration dans les sociétés d'accueil pour organiser ensuite leur rapatriement et attirer l'assistance internationale, les gouvernements hôtes préfèrent les regrouper dans des sites écartés de la société d'accueil : les camps de réfugiés (Black, 1998, p. 2 ; Fresia, 2007, p. 102-3 ; Kibreab, 1986 dans Crisp and Jacobsen, 1998, p. 28 ; Kibreab, 2007, p. 28-9).

Dès la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, le camp de réfugiés devient une solution normalisée et généralisable dans la gestion des réfugiés (Malkki, 1995, p. 498). Le confinement spatial dans des camps aura des conséquences sur la figure moderne du réfugié (Malkki, 1995, p. 498) : l'installation dans un camp définit l'identité de ses habitants-réfugiés et les situe socialement, leur porte préjudice et crée un environnement d'accueil qui leur est hostile (Chaaban et al., 2010, p. 5 ; Fábos et Kibreab, 2007, p. 5; Young, 1990, cité dans Lehman-Frisch, 2009, p. 105-6 ; Segaud, 2010, p. 76-89). Les réfugiés sont souvent étiquetés comme un fardeau et sont tenus responsables de la détérioration du marché de travail, de la sécurité, de logements, de transports, de lits d'hôpitaux, *etc.* (Fábos et Kibreab, 2007, p. 6).

La notion du camp de réfugiés est rarement conceptuellement définie dans la littérature scientifique (Schmidt, 2003, p. 4). Cependant, elle se distingue par un nombre de caractéristiques. L'accent est généralement mis sur le camp comme un outil de contrôle et de ségrégation de la communauté d'accueil (Hitchcox, 1990a, cité dans Kwok Bun et Christie, 1995, p. 80-7 ; Kibreab, 2007 ; Malkki, 1995, p. 498 ; Murphy, 1955 et Stein, 1986, cité dans Schmidt, 2003, p. 4). Les critiques de l'accueil des réfugiés dans des camps portent sur cet aspect ségrégatif et les restrictions aux libertés socio-économiques, politiques et à l'intégration des réfugiés qu'il implique, l'accroissement de la dépendance

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

aux aides incitant les réfugiés à abandonner leurs responsabilités sociales et les effets négatifs qu'implique vivre dans un camp sur la santé mentale des réfugiés (Black, 1994, 1998 ; Harrell-Bond, 1998 ; Schmidt, 2003, p. 6-7 ; Kibreab, 1983, 1986 dans Crisp et Jacobsen, 1998, Ward, 2014, p. 78). Les défendeurs de l'installation des réfugiés dans des camps soulignent l'importance des camps dans le rapatriement des réfugiés, la visibilité qu'ils permettent d'acquérir pour attirer des financements et la facilité qu'ils assurent dans la distribution des aides (Schmidt, 2003, p. 7 ; Sommers, 2001, p. 347-70, cité dans Ward, 2014, p. 77-8).

Toutefois, la vie dans un camp ne se définit pas obligatoirement par le contrôle, les restrictions à la liberté et la ségrégation. La tendance des gouvernements à installer les réfugiés en marge dans des camps est de plus en plus contestée par les réfugiés eux-mêmes (Fábos et Kibreab, 2007, p. 9). Nombreux travaux soulignent ces formes de contestations des réfugiés qui, dans le besoin, développent de nouvelles compétences, négocient les normes, et établissent de nouvelles relations sociales refusant les exclusions auxquelles ils sont soumis (Fábos et Kibreab, 2007, p. 7). Ils s'opposent à la figure du réfugié comme une simple victime dans un espace exclu, soulignant la figure du réfugié-stratège, le réfugié qui détourne la dépendance et l'exclusion et se construit de nouvelles identités (Corbet, 2015, p. 167-184 ; Doraï et Puig (dir.), 2012 ; Fresia, 2007, p. 110). Centrées sur les stratégies de survie et d'adaptation des réfugiés, ces études montrent comment les réfugiés résistent à la domination exercée par les institutions de l'Etat d'accueil et humanitaires (Brun, 2001, p. 18 ; Fresia, 2007, p. 106-8). Les termes techniques souvent employés pour décrire ces formes de contestations sont la résilience, les stratégies de survie et les mécanismes d'adaptation (Gladden, 2013 ; Jops, Lenette et Breckenridge, 2019 ; Schmidt, 2003 ; Schweitzer, Greenslade et Kagee, 2007).

Cette thèse s'ajoute à ces recherches s'intéressant à la capacité des réfugiés des camps de mobiliser d'autres cadres d'action que ceux proposés par les gouvernements et les institutions humanitaires pour dépasser les conditions d'exclusion qui leur sont imposés et se créer des nouvelles situations d'inclusion. Fondé sur un travail empirique centré sur l'expérience des réfugiés du camp de Bourj El-Barajneh dans la banlieue sud-ouest de Beyrouth, elle met en évidence les décalages qui s'opèrent entre les politiques d'exclusion étatiques et les réalités sociologiques des réfugiés et leurs différentes stratégies d'adaptation mises en œuvre. Elle analyse dans la survie, les pratiques quotidiennes des réfugiés du camp, les différents processus d'appropriation qui naissent et les mécanismes d'ancrage physiques et relationnels qui se déroulent dans le camp et entre le camp et son extérieur.

Le camp de réfugiés est un dispositif spatial toléré pour séparer le légitime du non-légitime (Darling, 2016), un site *« où est construite de la manière la plus élaborée, une vie tenue à distance du monde politique et social ordinaire (…) »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, Agier, 2002, p. 320). Le camp, sous toutes ses formes, apparaît comme une solution *« la plus répandue pour tenir à l'écart ce qui dérange, pour contenir ou rejeter*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

ce qui, humain, matière organique ou déchet industriel, est de trop. » (Agier (dir.), 2014, p. 12). Dans ce sens, le camp palestinien au Liban apparaît comme un dispositif d'exclusion sociale et spatiale des réfugiés palestiniens.

Face à ce constat, établi par la recherche sur les camps de réfugiés, notre recherche vise à montrer que le fonctionnement des camps palestiniens oscille constamment entre l'exclusion et l'inclusion. Elle souligne la fluctuation de cette mise à l'écart mettant en évidence différents degrés d'inclusion socio-spatiale émergeant des réfugiés-citadins du camp. A travers leurs stratégies d'adaptation, ces populations « confinées » et « mises à l'écart » dans les camps urbains, produisent, reproduisent et redéfinissent constamment leurs lieux, leurs situations de vie et les frontières entre les intérieurs et les extérieurs des camps palestiniens (Doraï et Puig (dir.), 2012, p. 235-256 ; Fábos et Kibreab, 2007, p. 3-9 ; Gladden, 2013, p. 66-89).

Dans cette optique, notre thèse va au-delà du binôme trop rigide d'inclusion/exclusion et s'intéresse à cet entre-deux, à ces zones grises et aux chevauchements de ces deux catégories afin d'appréhender la situation à la fois inclusive et exclusive des réfugiés palestiniens et des camps. En ce faisant, elle souligne les décalages entre les situations d'exclusions institutionnelles des camps urbains palestiniens au Liban et les réalités sociologiques et géographiques des réfugiés sur le terrain.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1. Les camps de réfugiés palestiniens du Liban : état des lieux

1.1. Mise en contexte

En guise de mise en contexte, nous rappelions brièvement les éléments régionaux et nationaux qui ont abouti à l'installation des réfugiés palestiniens dans des camps au Liban pour aborder ensuite la littérature sur ce sujet. La guerre israélo-arabe de 1948 conduit au déplacement forcé[1] de 750 000[2] arabes palestiniens qui traversent la frontière pour trouver asile au Liban, en Jordanie et en Syrie. Pour apporter une aide humanitaire à ces populations déplacées, l'Assemblée générale des Nations unies (AG) met en place un organisme pour les réfugiés de Palestine, l'Aide des Nations Unies aux Réfugiés de Palestine (UNRPR - United Nations Relief for Palestine Refugees) (Hanafi et Doraï, 2003, p. 287-310). Plus tard, des campements de tentes temporaires seront ouverts et aménagés sur les territoires des pays voisins en collaboration avec la Ligue de la Croix-Rouge, le Commissariat pour l'Aide aux Réfugiés de Palestine et l'American Friends Service Committee (Rey-Schyrr, 2001, p. 739). En 1949, l'AG remplace l'UNRPR par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)[3] et à partir de 1950, les camps dits officiels[4] sont pris en charge par les services de l'UNRWA.

Au moment de leur arrivée au Liban, les réfugiés palestiniens constituent environ 10% de la population libanaise (Al Husseini, 2006, p. 114 ; Sayigh, 2015, p. 18). Cet afflux significatif de réfugiés dans un pays nouvellement créé[5], nécessite des solutions d'accueil rapides (Sayigh, 2015, p. 18). Par des initiatives publiques et privées, l'installation temporaire des réfugiés sur des terrains constitue le point de départ du modèle du camp palestinien. Dans le prolongement du conflit et la naissance du militantisme palestinien au Liban, la représentation politique, médiatique et sociale de ce dispositif spatial de protection et d'accès aux aides humanitaires change. Si à ses origines le camp palestinien

[1] Le départ des Palestiniens de la Palestine en 1948 a longtemps fait l'objet d'une discussion scientifique entre les historiens israéliens défendant la migration volontaire des Palestiniens, conséquence des évènements de guerre, et les historiens palestiniens pour qui le départ des Palestiniens a été forcé, résultat d'une politique d'expulsion. Hanafi, S. et Doraï, M. K. (2003). Des réfugiés qui ne relèvent pas du Haut-Commissariat aux Réfugiés : les Palestiniens. Dans M. Guillon, L. Legoux, et E. Ma Mung (dir.). *L'asile Politique Entre Deux Chaises ; Droits De L'homme Et Gestion Des Flux Migratoires* (p. 287-310). Paris : L'Harmattan.

[2] D'après Hanafi et Doraï, *« Les Etats arabes évoquent le souvent un chiffre compris entre 750 000 et 800 000 réfugiés, contre 550 000 pour l'Israël »*. Dans M. Guillon, L. Legoux, et E. Ma Mung (dir.) (2003). *L'asile Politique Entre Deux Chaises ; Droits De L'homme Et Gestion Des Flux Migratoires* (p. 287-310). Paris : L'Harmattan.

[3] L'UNRWA : *United Nations Relief and Works Agency,* est assure les services sociaux, éducationnels et de santé pour les Palestiniens du Liban.

[4] Les camps dits officiels sont des camps installés sur « des terrains placés à la disposition de l'UNRWA par le pays d'accueil pour recevoir les réfugiés palestiniens et établir un dispositif humanitaire » (https://www.unrwa.org/).

[5] Le Liban déclare son indépendance le 22 Novembre 1943 et reçoit les réfugiés palestiniens quatre ans après en 1947-1948.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

au Liban ne constitue pas une technologie de ségrégation spatiale pour contenir les réfugiés (Black, 1998 ; Harrell-Bond, 1998 ; Kibreab, 1983, 2007 ; Tabet, 2017), le manque de volonté politique nationale pour intégrer les réfugiés, l'attitude de contrôle de l'Etat libanais et la rigidité de ses politiques, le prolongement de l'exil, la naissance du militantisme palestinien dans les camps du Liban et son implication dans la guerre civile libanaise, vont tirer vers l'isolement des réfugiés et des camps du reste du pays.

Depuis la fin de la guerre civile, la présence palestinienne est perçue dans sa dimension politique et sécuritaire et tout projet politique d'intégration sociale, juridique ou professionnelle pour les réfugiés palestiniens est refusé par l'Etat libanais (Rougier, 2005). Depuis, l'Etat associe le dossier palestinien à une menace de la sauvegarde la citoyenneté (*Al-tawteen*), un projet national, un régime d'appartenance exclusivement libanais (Al-Natour, 2002, p. 16 ; Meier, 2009a, p. 223-228).

Les discours politiques et médiatiques libanais associent les camps palestiniens à des « îles de pauvreté », « d'insécurité » et « de misère » et à des concentrations de problèmes sociaux (Tabet, 2017, p. 236-243). A ces discours, s'ajoute l'exclusion des camps de toute planification urbaine accentuant en ce faisant la séparation entre les ayant-droits à la ville et ses corps étrangers (Darling, 2016). A ces formes d'exclusion, s'ajoute un autre niveau d'exclusion qui relève de l'humanitaire, ce que les sociologues Jean-Noël Chopart et Shirley Roy (1995) appellent exclusion « administrée ». Ces processus d'exclusion sont nés des politiques d'insertion sociale et d'intégration, comme les aides de l'UNRWA, qui considèrent les camps comme des espaces problématiques. De ces discours et de ces politiques de « mises en formes » naît une stigmatisation des camps palestiniens comme espaces informels « de dangerosité » (Doraï et Puig (dir.), 2012, p. 240), des espaces défavorisés et dépendants des aides (Chopart et Roy, 1995, p. 7 ; Horst, 2002, p. 250-1).

1.2. *Refugee Studies* et les camps de réfugiés palestiniens

Les réfugiés, leurs mouvements et leurs impacts sur le territoire d'accueil restent aux marges de la recherche en sciences sociales jusqu'aux années 1980 (Chatty et Marfleet, 2013, p. 4-5). C'est durant cette période que s'établit le domaine des études sur les réfugiés - *Refugee Studies* comme un domaine d'étude distinct (Black, 2001, p. 59-60 ; Chatty, 2013, p. 35 ; Fresia, 2007, p. 101-3). Issu des travaux portant sur les migrations forcées dans le domaine de la Sociologie, des Sciences Politiques et des relations internationales et du Droit international, le domaine des *Refugee Studies* connait son tournant spatial en Géographie et en Anthropologie plus tardivement dans les années 1990 (Brun, 2001, p. 16 ; Malkki, 1995, p. 507). Pourtant, la place des *Refugee Studies* dans le domaine de la géographie reste très timide durant cette période et des géographes comme Richard Black (1991, 1993) appellent à plus de contributions dans le domaine. Cela parce que, les géographes, avec leur vaste domaine, leur pluralisme épistémologique et leurs méthodes de recherche variées, sont idéalement placés pour mener des recherches sur les migrations forcées et faire progresser la théorie des migrations (King, 2012, p. 134).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

L'étude des réfugiés suivant une approche géographique et où l'expérience des réfugiés se situe au centre des réflexions, permet d'analyser les schémas spatiaux générés par la réinstallation des réfugiés – ici les camps palestiniens, de les cartographier et de suivre leurs transformations (Brun, 2001, p. 17).

Que ce soit dans le domaine des Sciences Politiques, de l'Histoire, de la Géographie, de la Sociologie, de l'Anthropologie ou encore de la Littérature, le sujet des camps de réfugiés palestiniens a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs, artistes, activistes, *etc.* Nombreux travaux de recherche ont étudié la situation juridique, sociale et socio-économique des réfugiés palestiniens au Proche-Orient (Al Husseini, 2006 ; Al Husseini et Signoles (dir.), 2011 ; Al-Natour, 2003 ; Chaaban et al., 2010 ; Hanafi, Chaaban et Seyfert, 2012 ; Khawaja, 2011 ; Kodmani Darwish, 1997 ; Meier, 2009a ; Roberts, 2010 ; Saleh (dir.), 2012 ; Sfeir, 2008). D'artistes comme Mahmoud Darwish et Naji El-Ali à des géographes, des anthropologues et des sociologues comme Julie Peteet, Mohamed Kamel Doraï et Jalal Al Husseini, les camps palestiniens ont fait l'objet de nombreuses études particulièrement dans les domaines de la sociologie et de l'anthropologie urbaines (Agier (dir.), 2014 ; Al Husseini et Signoles (dir.), 2011 ; Dahdah, 2014 ; Doraï, 2006 ; Doraï et Puig (dir.), 2012 ; Gorokhoff, 1984 ; Knudsen et Hanafi (éd.), 2010 ; Mauriat, 1997 ; Oesch, 2014, 2017 ; Peteet, 1987, 2005 ; Roberts, 1999 ; Dias, 2013 ; Sayigh, 2015).

En géographie et en anthropologie, les recherches sur les camps palestiniens du Liban ont porté principalement sur leur évolution historique et urbaine générale (Al Husseini dans Doraï et Puig, 2012) ou spécifique à un camp particulier (Abou Zaki dans Agier (dir.), 2014 ; Gorokhoff ; 1984 ; Hajj, 2017) ; sur des monographies des camps (Agier (dir.), 2014 ; Dias, 2013) ; sur les négociations dans les marges entre les Palestiniens des camps et les Autres - nationaux ou migrants (Dahdah, 2014 ; Doraï, 2006) ; sur l'organisation socio-spatiale propre à chaque camp (Mauriat, 1997 ; Roberts, 1999, 2010) ; et sur l'appropriation et l'identité palestinienne dans les camps (Peteet, 2005 ; Sayigh, 2015 ; Latif, 2008 ; Doraï, 2006, Doraï et Puig (dir.), 2012 ; Knudsen et Hanafi (dir.), 2010).

Rares sont les projets qui ont étudié l'habitat des camps de réfugiés palestiniens au regard de la dialectique de l'exclusion et de l'inclusion. Plus rares sont les travaux de recherche qui ont porté sur le camp palestinien de Bourj El-Barajneh en particulier. Outre l'article de l'historien Philippe Gorokhoff sur la création et l'évolution urbaine du camp de Bourj El-Barajneh en 1984 et le mémoire de fin d'études du géographe Julien Mauriat en 1997 sur l'organisation socio-spatiale des camps de Beyrouth et leur articulation avec l'extérieur, peu de travaux se sont consacrés à l'étude de ce camp.

Cette thèse s'inscrit dans la continuité de ces travaux de recherche sociologiques, anthropologiques et géographiques sur les camps palestiniens du Liban, et particulièrement les travaux de Mauriat et de Gorokhoff. Elle se situe dans le champ de la géographie urbaine et s'ajoute aux recherches s'intéressant à l'urbain dans l'étude de

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la politique et de la géographie des réfugiés (Darling, 2016). L'originalité de ce travail réside dans l'analyse que nous menons du camp urbain palestinien - de son habitat et de ses frontières - au regard des processus d'exclusion et d'inclusion sociale et spatiale qui en ressortent. L'originalité de ce travail réside également dans la méthodologie d'analyse spatiale employée ainsi que la diversité des outils méthodologiques utilisés en géographie, en architecture, en ethnographie, en anthropologie et en étude paysagère pour mener à bien ce travail scientifique.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Problématique, questionnements et hypothèses

2.1. Problématique et questions principales

Etudier la dialectique de l'exclusion(s) et de l'inclusion(s) des camps palestiniens urbains au Liban, soixante-dix ans après leur installation, revient à comprendre les faits relatifs au contexte libanais qui maintiennent les camps dans des situations d'exclusion ainsi que les processus d'inclusion qui naissent face à ces situations. C'est comprendre comment, dans ces situations d'exclusion et d'inclusion, se composent et se recomposent les frontières entre l'intérieur et l'extérieur des camps transformant l'habitat des camps en des quartiers de la ville.

Ces transformations sont au cœur de la problématique de cette thèse. Notre travail étudie comment un camp, maintenu dans un état provisoire, entre inclusion et exclusion, lutte spontanément pour devenir un quartier de la ville. Dans cette perspective, nous aborderons cette enquête autour des trois questions directrices suivantes : quelles sont les conséquences urbaines de ce modèle provisoire, devenu permanent dans la ville Beyrouth ? De cette première question en découlent deux autres : dans quelle mesure peut-on parler d'une inclusion du camp dans son environnement voisin ? Et quelle place occupe le camp dans la ville ?

Ce travail cherche à explorer concrètement et contextuellement ce qui constitue la vie dans les camps palestiniens au Liban, à comprendre comment les habitants des camps, réfugiés ou pas, sont à la fois exclus et capables de se créer de nouvelles identités (Turner, 2015, p. 143-4). A travers une approche spatiale centrée sur l'habitat du camp et à ses frontières, ce travail explore l'importance de l'environnement bâti dans la reproduction de la dialectique exclusion(s) – inclusion(s).

En plaçant les réfugiés des camps et leur expérience au cœur de ce travail, notre étude des camps de réfugiés urbains cherche à comprendre comment un stigmate est réapproprié par les réfugiés pour négocier des droits (Fresia, 2007, p. 115), comment ces négociations organisent l'espace du camp et nous informent sur l'inclusion des camps dans les villes d'accueil. Pour ce faire, nous analysons l'articulation des pratiques quotidiennes et les transformations structurelles du camp. En ce faisant, nous dépassons l'approche binaire d'étudier les camps « par le haut » ou « par le bas », d'exclusion ou d'inclusion, et nous plaidons en faveur de l'exploration de ces articulations dans les études sur les camps de réfugiés, afin de comprendre les particularités de chaque camp et de pouvoir nourrir des réflexions sur des potentielles politiques de sa régularisation.

Cette recherche se structure autour deux axes de travail principaux. Dans un premier axe, elle analyse les transformations de l'habitat dans la survie en fonction des pratiques quotidiennes des réfugiés, leurs processus d'appropriation et de représentation du camp et les mécanismes d'ancrage physiques et relationnels qui se déroulent dans le camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Parce que la gestion des réfugiés est une question matérielle et spatiale (Darling, 2016) et que l'environnement bâti joue un rôle primordial dans la manière dont on se perçoit et dont on perçoit l'autre, la question qui guide cette partie est la suivante : comment les situations d'exclusion transforment-elles l'habitat du camp palestinien ?

Suivant un deuxième axe, cette recherche explore les formes de l'habitat et de l'habitation aux frontières[6] du camp – au-dedans et au-dehors du camp – et les liens de voisinage qui se tissent aux frontières.Comment, face aux situations d'exclusion(s), émergent des processus d'inclusion(s) du camp, négociant les frontières entre le dedans et le dehors et transformant le camp en un quartier de la ville ?

2.2. Hypothèses

Si les camps de réfugiés sont des structures spatiales conçues pour assurer un refuge temporaire et dans l'urgence pour ceux qui fuient les conditions de vie dans leur pays (Roberts, 2010, p. 93), les camps palestiniens au Liban apparaissent soixante-dix ans après leur création, comme des installations permanentes dans lesquelles la vie et l'espace s'organisent. Dans leur besoin et leur quête pour être inclus dans la citoyenneté (Tambakaki, 2015), les réfugiés du camp palestinien de Bourj El-Barajneh se transforment de « réfugiés des camps » en des « réfugiés urbains », des « réfugiés-citadins ». Contrastant avec le réfugié « officiel » du camp, les réfugiés palestiniens du camp de Bourj El-Barajneh sont devenus aujourd'hui *« (...) des réfugiés mobiles et autogérés… [qui] violent l'idée que les personnes déplacées doivent être impuissantes et dépendantes »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, Marfleet, 2007, p. 42, cité dans Darling, 2016, p. 181).

Loin d'être défini par l'exclusion, le camp de réfugiés palestiniens urbain au Liban constitue un territoire mouvant qui se redéfinit sans cesse par les pratiques de ses acteurs. Le camp urbain au Liban ne constitue pas seulement une *« aire d'extension de l'exercice d'un pouvoir »* d'exception mais *« est le produit des pratiques spatiales quotidiennes et de référentiels d'identification »* (Aldhuy, 2008, p. 40) - nom spatialisé, paysage, réseau de lieux, architectures, passages, ruelles et rues, réseaux, limites, *etc*. - qui dépassent les limites officielles du camp. Il produit et reproduit constamment des formes émergentes de territorialité par *« les figures, les images, les catégories et les objets géographiques (...) »* (Aldhuy, 2008, p. 39) et par des rapports existentiels et sociaux que les individus en groupe entretiennent avec l'espace.

[6]Les frontières du camp sont d'abord des frontières symboliques, tracées par la représentation mentale de chacun (Bertrand et Moulis, 2010, p. 41). Elles sont aussi des limites politiques articulées à l'exercice d'un pouvoir séparant l'intérieur du camp de son extérieur et soulevant des conflits de souveraineté (Renard, 2002). La gouvernance du camp palestinien au Liban dépasse le pouvoir des autorités libanaises et inclue le gouvernement humanitaire, les partis politiques libanais et les factions palestiniennes. C'est pour ces raisons que nous faisons référence aux frontières et non pas aux limites du camp palestinien d'aujourd'hui. La justification de l'utilisation de ce concept est développé plus loin dans le chapitre 7.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Notre hypothèse de départ part du principe que le camp ne se réduit plus à ses limites juridiques et se trouve intégré dans la banlieue sud-ouest beyrouthine (*Al Dahyeh*). Mise à part la limite juridique du camp, tracer la limite du camp de Bourj El-Barajneh revient aujourd'hui à inclure tous les quartiers avoisinants qui souffrent aussi d'une situation de vie précaire. La qualité de vie urbaine que connaissent les réfugiés du camp n'est-elle pas semblable à celle des habitants à l'extérieur du camp, les deux appartenant à un même environnement social ? Nous posons donc l'hypothèse que le camp palestinien de Bourj El-Barajneh, contrairement aux images d'exclusion médiatiques et politiques véhiculées, constitue un territoire mouvant, changeant, « un dispositif de nouveaux débuts » (Turner, 2015, p. 144), se redéfinissant et s'ouvrant sur son environnement voisin. Loin de constituer des espaces de confinement et d'exclusion, les camps urbains palestiniens sont devenus aujourd'hui des quartiers de la ville de Beyrouth.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. Choix du sujet et méthodologie

3.1. L'intérêt au sujet des camps de réfugiés palestiniens

Dans le cadre d'une étude sur la dialectique d'exclusion et d'inclusion des camps de réfugiés, nous nous sommes intéressée au cas du camp urbain palestinien du Liban, et ce, pour différentes raisons. D'abord, du point de vue temporel, les camps palestiniens existent depuis plus de soixante-dix ans sur le territoire libanais, une période longue qui permet de suivre l'évolution des camps et de la vie dans les camps. Ensuite, du point de vue politique, ces camps ont été les terreaux de la résistance palestinienne au Liban et ont participé activement à la guerre civile libanaise (1975-1990). Ces faits permettent de comprendre encore mieux les conséquences de la vie dans un camp sur la stabilité nationale et l'importance d'établir de véritables politiques d'accueil et d'intégration des réfugiés. Du point de vue physique et spatial, les politiques territoriales libanaises ignorent l'existence des camps palestiniens. Ces derniers n'ont jamais fait l'objet de projets étatiques d'aménagement spécifiques et ont évolué au gré des besoins de leurs habitants. Cette réalité des camps palestiniens du Liban nous permet de comprendre suivant quelles logiques évolue un territoire hors toute planification formelle. Du point de vue sociodémographique, les camps ont accueilli quatre générations de palestiniens et la population des camps continue à être majoritairement palestinienne. Parmi les principaux pays d'acceuil, le Liban compte la plus grande proportion de réfugiés palestiniens qui habitent dans des camps (57 %) (Feldman, 2015, p. 245). Cela nous incite à comprendre pourquoi et comment la population des camps du Liban reste palestinienne sept décennies plus tard. C'est pour ces raisons citées plus haut que notre choix s'est porté sur le camp palestinien urbain du Liban dans l'étude de l'exclusion-inclusion des camps dans les villes d'accueil.

En 2013, notre intérêt aux questions relatives aux inégalités socio-spatiales urbaines nous a amené à rédiger un mémoire de fin d'étude et plus tard une thèse de doctorat sur la dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens urbains au Liban. Cette recherche doctorale a pris naissance en 2014, à partir d'une interrogation sur la morphologie urbaine et sociale des camps palestiniens de l'agglomération beyrouthine. Partir du cas de l'habitat des réfugiés palestiniens, un groupe largement problématique au Liban, nous a permis d'aborder les situations sociales les plus marginalisées et les conditions de vie les plus précaires.

Outre le fait que le camp de Bourj El-Barajneh n'a pas été profondément étudié par la littérature scientifique, notre choix d'étudier le camp repose sur plusieurs critères.

Les spécificités du terrain

Le camp se situe dans la *Dahyeh*, une région aux caractéristiques politiques, communautaires, spatiales et sociales particulières qui regroupe la grande majorité des quartiers irréguliers de l'agglomération (Harb, 2003, p. 70). Le camp se situe au voisinage

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de certains de ces quartiers irréguliers. Cette réalité nous a permis de découvrir comment, à l'échelle micro, les réfugiés du camp et les citadins pauvres des quartiers irréguliers voisins mettent en place des pratiques urbaines informelles de « bricolage » (Cleaver, 2002, p. 15) et de « composition » (Mcfarlane, 2016, p. 64-5 ; Simone, 2008, p. 200-1) et organisent des réseaux de coopération se combinant à des lois en les remplaçant et en les contournant.
Le camp se situe à environ six kilomètres de la capitale libanaise et à 2 km de l'Aéroport International de Beyrouth. Du fait de sa proximité géographique de la capitale, il attire des migrants et des réfugiés et constitue un des camps les plus peuplés du pays.

Notre réseau de contacts dans le camp

Nos informateurs (Bruggeman, 2011) ont joué un rôle clef dans notre choix du camp d'étude. Accéder à un terrain informel comme celui d'un camp de réfugiés palestiniens et établir une relation de confiance avec les enquêtés - habitants du camp, ne peut se faire sans aucun contact préalable sur place. Les informateurs-habitants du camp que nous connaissions avant de commencer cette recherche (Hamed et Farid, annexe 1), nous ont facilité la phase d'entrée sur le terrain et les premiers contacts. A ces éléments s'ajoute une situation sécuritaire relativement stable du camp au moment de l'enquête.

3.2. La méthodologie

Notre étude se base sur une méthode mixte s'inscrivant à la fois dans une approche qualitative et une approche quantitative. Consciente de la complexité de travailler sur et dans un *« terrain sensible »* (Bouillon, Fresia et Tallio (dir.), 2005, p. 13-16), de la variabilité des données et de leur disponibilité, nous avons opté pour une méthode mixte nous permettant de *« construire des hybridations des méthodes en raison de l'objet même d'étude »* (Duchastel et Laberge, 2014). Le travail sur un terrain sensible implique *« de renoncer à un protocole d'enquête par trop canonique »* et amène le chercheur à *« mettre ses méthodes à l'épreuve pour inventer, avec un souci permanent de rigueur, de nouvelles manières de faire »* (Bouillon, Fresia et Tallio (dir.), 2005, p. 14-15). Une méthodologie mixte nous a permis donc de mettre en place divers techniques d'enquête selon les besoins de notre recherche, l'accès au camp et aux enquêtés - habitants du camp, et la nature des données à recueillir.

3.2.1. Travailler sur un "terrain sensible"

Etre de l'autre côté du pont

Certains facteurs socio-culturels, comme l'identité de l'enquêteur par exemple peuvent influencer la réalisation d'une étude, expliquent les sociologues Sophie Alami et Dominique Desjeux et l'anthropologue Isabel Garabuau-Moussaoui dans leur ouvrage sur les méthodes qualitatives en sciences sociales (2013, p. 77-106). Les interactions entre le chercheur, son terrain et ses enquêtés s'appuient sur les attributs sociaux de chacun des individus engagés dans la recherche (leur âge, leur sexe, leurs vêtements, leurs appartenances sociales respectives *etc*.) (Ramos, 2015, p. 71-78). Le statut de l'enquêteur

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

a donc des effets sur le recueil des données, sur la proximité ou la distance aux sujets d'étude. Ces facteurs socio-culturels peuvent servir de facilitateurs et d'obstacles pour pénétrer dans la communauté en question (Alami, Desjeux et Garabuau-Moussaoui, 2013, p. 77-106).

Le regard libanais

Au début de ce travail de thèse, le terrain des camps constituait un défi majeur pour nous. Appartenant à la communauté chrétienne libanaise – principal opposant à la présence palestinienne au Liban, nous étions constamment avertie par des proches du danger de travailler dans un camp palestinien. Et quand ce n'était pas le cas, c'était leurs reproches de notre choix de travailler sur ce sujet qui ressortaient. A cela s'ajoutaient des attitudes méfiantes de certaines connaissances libanaises chrétiennes plus tard allant jusqu'à nous demander « pour qui nous travaillons », et de la possibilité que nous soyons des espions.

Le regard palestinien

Libanaise, chrétienne et étrangère à la communauté palestinienne du camp de Bourj El-Barajneh, nous étions consciente de l'image que nous pourrons renvoyer aux habitants palestiniens du camp au premier abord. Pour les enquêtés, nous pourrions apparaître comme une infiltrée ou comme la tenante d'une position sociale plus élevée (Libanaise au Liban). Pour abattre les barrières de la méfiance, de la condescendance, de la réticence et de l'illégitimité sociale et scientifique, auxquelles nous avons fait face lors de nos premiers séjours de terrain (2014-2015), un travail de terrain minutieux et de longue haleine, qui s'est construit progressivement, étape par étape, exigeant beaucoup d'observation, de flexibilité et d'adaptabilité au camp, à ses habitants et à leurs codes culturels (codes vestimentaires, parler avec un accent palestinien ou libanais, *etc*.) et leurs pratiques socio-spatiales (lieux et heures de stationnement dans l'espace commun du camp, la place de la femme dans l'espace commun du camp, les lieux de fréquentations, les pratiques dans l'espace privé de l'autre, *etc*.) nous a permis de construire des liens avec cette communauté et de recueillir les informations nécessaires pour notre étude.

Le regard de *la chercheure*

Nos premières visites du camp en 2014 se réalisaient *via* un informateur du camp, Farid, et dans sa présence. Les contraintes que cela imposait en termes de dépendance de ce dernier et de ses disponiblités, nous a poussé à entrer dans le camp seule. Etant donné la particularité politique du terrain et pour dépasser la peur d'être non-accompagnée dans un camp de réfugiés, nous effectuons au début des promenades dans le camp d'environ 40 minutes durant la journée sans s'arrêter, sans rien ramener dans le camp à part notre portable, et informant un proche de l'extérieur du camp à chaque entrée et sortie du camp.

« Une recherche qualitative demande à l'enquêteur de s'adapter au terrain. (...) par le terrain, il entre dans la vie de personnes qui ne l'attendent pas mais qui acceptent de le recevoir, pour un temps limité, dans leur quotidien. » (Alami, Desjeux et Garabuau-Moussaoui, 2013, p. 78). En apprenant à connaître le camp et ses lieux et en réussissant

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

à nous repérer, notre peur s'est réduite et nous commencions à parler aux habitantes (pour des renseignements sur un lieu dans le camp par exemple), aux commerçants (en achetant une bouteille d'eau par exemple), aux associations (en s'intéressant à leur projets par exemple), *etc*. du camp. Arabophone, cette proximité culturelle nous a permis de pénétrer progressivement dans la communauté palestinienne du camp. Les liens de sociabilité *via* l'association Women Program Association (WPA) du camp et les cours d'anglais que nous avons offerts à un groupe de 18 étudiants entre 6 et 14 ans sur une période de deux mois dans ses locaux, nous ont permis de nous faire connaître au sein de la communauté du camp. Nous n'étions plus une étrangère venue pour étudier le camp mais la professeure d'anglais de la WPA.

Un contexte politique et sécuritaire instable

Depuis 2013 et avec l'engagement du Hezbollah aux côtés d'Al-Assad en Syrie, la banlieue sud-ouest de Beyrouth apparaît comme le territoire cible des attentats contre le parti. Ainsi, l'attentat du 9 juillet 2013 à Bir El Abed suivi par un autre le 15 Août 2013 à Roueiss et le double-attentat du 12 Novembre 2015 à Bourj El-Barajneh témoignent de la gravité de la situation sécuritaire dans la zone. Le double-attentat du 12 Novembre, réalisé par deux militants d'ISIS ciblant la communauté chiite dans la banlieue, a pris place à environ 1km du camp. Non seulement les réfugiés du camp ont été les premiers suspects dans les médias mais il se révèlera plus tard que les deux kamikazes habitaient le camp de Bourj El-Barajneh. De ce fait, et pendant deux semaines, le camp connut un contrôle intensif par les agents de sécurité du camp à l'intérieur et l'armée libanaise à l'extérieur. Un appel à limiter les déplacements des réfugiés hors du camp fut lancé par les autorités palestiniennes du camp. Ces évènements ont limité notre possibilité d'accéder au camp pendant un mois de mi-novembre jusqu'à la mi-décembre 2015, remettant en cause certaines démarches de recherche dont notre volonté de louer une chambre au sein du camp pour faciliter notre immersion.

L'obtention de données photographiques et cartographiques issue de voie formelles et informelles

L'analyse de l'évolution de l'habitat et des frontières spatiales du camp nécessite le recours à des images satellitaires et des photos des camps du Liban. C'est à la cartothèque de l'Institut Français du Proche-Orient à Beyrouth (Ifpo) que nous avons pu nous procurer ces documents. A cela s'ajoute une collection d'anciennes photos des camps obtenues *via* la plateforme photographique unrwa.photoshelter.com. L'obtention de données cartographiques auprès de la municipalité de Bourj El-Barajneh s'est avérée très difficile. Vu la situation géographique et sécuritaire particulière du camp situé dans la *Dahyeh*[7], l'obtention de données cartographiques de la zone nous a été refusée. Pour ce qui est du Registre Cadastral de la Direction Générale des Affaires Foncières (*Al-moudiriyah El-*

[7] La *Dahyeh* et ses alentours font l'objet de multiples attentats entre 2013 et 2015 (attentats du 15 août et du 19 novembre 2013, du 2 janvier et du 21 janvier 2014 et le double attentat du 12 novembre 2015), (OLJ, 12/11/2015).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

aamah lil chou'oun El-ikariyah, *Da'irat El-masaha*), seul le propriétaire d'une parcelle ou une personne agissant en son nom peut demander le plan cadastral des parcelles en question. Il nous a donc été impossible d'obtenir les plans cadastraux de la zone d'étude. Nous les avons donc obtenus par voie informelle *via* nos contacts au Registre Cadastral et à la municipalité. Notre demande de plans du camp auprès de l'UNRWA nous a été refusée sous prétexte que l'UNRWA ne possède ni photographies aériennes, ni anciens plans des camps.

3.2.2. Les phases de terrain

Ce travail est issu d'une enquête réalisée dans les camps palestiniens de l'agglomération beyrouthine entre juillet 2014 et janvier 2017.

L'étape pré-terrain (2014)

Cette étape de pré-terrain a été réalisée au cours de deux séjours en 2014 ; le premier a eu lieu en juillet 2014 et le second en décembre de la même année. Le but de cette étape était de nous familiariser avec le sujet, de préparer notre entrée sur le terrain d'étude, d'élaborer notre questionnement de départ et de définir le quoi et le comment nous pourrons le faire. Cela a pris la forme de deux visites guidées du camp d'environ une heure chacune accompagnée d'un informateur-habitant du camp et ami d'un ami en juillet 2014 et de promenades dans le camp en décembre 2014.

Premier travail de terrain (2015) : exploration et sociabilité

Notre premier travail de terrain s'est réalisé en juillet et août 2015. Il a constitué une phase d'exploration des camps de l'agglomération (Mar Elias, Chatila et Bourj El-Barajneh) et dans d'autres régions (Beddawi et Nahr El-Bared). Cela a pris la forme de visites guidées des camps et de discussions informelles avec quelques habitants de ces camps nous permettant de comprendre la réalité du terrain et cerner les difficultés auxquelles nous ferons face par la suite. La principale technique utilisée pour recueillir des données durant ce premier terrain a été l'observation qui nous a permis d'examiner le fonctionnement de la communauté palestinienne des camps et ses comportements. Cette technique s'est accompagnée d'entretiens non directifs de 45 minutes à une heure, avec des acteurs concernés par la gestion des camps. Ces premiers entretiens non directifs laissant l'enquêté développer ses propos, nous ont permis d'explorer notre sujet.

Deuxième travail de terrain (2015-2016) : observation participante, entretiens et cartographie

Ce deuxième terrain s'est réalisé par deux séjours de terrain, le premier en décembre 2015 et janvier 2016 et le second en juin, juillet et août 2016. Il a porté surtout sur la cartographie, l'organisation spatiale du camp et l'activité commerciale dans le camp. D'abord, dans le cadre des cours d'anglais à la WPA, nos étudiants ont partagé leurs quotidiens, leurs expériences, leurs pratiques, leurs activités, dans le camp et à l'extérieur. Cela nous a permis de nous immerger dans leur vie et la vie de leurs proches. En regardant, observant, conversant avec les étudiants, leurs familles, des commerçants, des

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

clients des magasins du camp, des parfaits inconnus du camp, des membres de certaines maternelles et associations, cette technique de l'observation participante nous a permis de prendre part de la vie collective du camp et comprendre son espace (Lapassade, 2016, p. 392-407). A ces discussions informelles, se sont ajoutés des entretiens semi-directifs avec les principaux acteurs palestiniens et libanais concernés par la gestion du camp d'environ une heure chacun (annexe 1). Nos liens avec la WPA nous ont aidé à organiser un groupe de discussion (*focus group*) auprès de sept femmes palestiniennes du camp axé autour de la vie dans le camp, de la construction et de la présence étrangère dans le camp. Enfin, un premier questionnaire sur la représentation du camp par son voisinage, réalisé le long de la rue commerciale Abdel-Nasser à l'Est du camp auprès d'un échantillon de 37 passagers a eu lieu lors de ce séjour (annexe 2).

Troisième travail de terrain (2016-2017) : questionnaires, entretiens sur l'immobilier et analyse paysagère

Les entretiens semi-directifs et le *focus group* réalisés dans l'étape précédente ont fait évoluer notre raisonnement et nous ont guidée dans la structure des trois questionnaires remplis au cours de notre dernier terrain (annexes 3, 4 et 5). Celui-ci a eu lieu en décembre 2016 et janvier 2017. Un premier questionnaire (annexe 3) s'est réalisé auprès d'un échantillon de 25 habitants choisis aléatoirement, sur les services de base du camp (prix, accès, gestion, *etc*.). Vu l'illégalité de construire dans le camp, mener des entretiens avec des constructeurs ou faire remplir des questionnaires sur l'activité immobilière dans le camp s'est avéré difficile. C'est grâce aux liens que nous avons pu établir sur une période de deux ans avec certains habitants du camp (Abou Jamil, Abou Jalal et Chaza – annexe 1) que nous avons pu aborder ce sujet délicat. Cela a pris la forme d'entretiens avec quelques habitants sur leur expérience de construction dans le camp ainsi qu'un entretien avec un promoteur immobilier du camp. A cela s'est ajouté un questionnaire autour de l'activité de la construction auprès d'un échantillon de 30 hommes palestiniens dans le camp (annexe 4). Ce même échantillon nous a servi pour remplir un dernier questionnaire sur le symbolique du camp (annexes 5, 8 et 9). Enfin, à ces données s'ajoutent un travail d'analyse séquentielle du paysage du camp réalisé par des architectes et des urbanistes, et étudiants en Master paysagisme à l'Université Libanaise (annexes 6 et 7).

3.2.3. Les techniques de terrain

Vu la particularité de notre terrain d'étude (manque de données statistiques spécifiques au camp, difficulté d'accès aux cartes, terrain d'étude qui s'est développé dans l'informel, terrain d'étude sensible aux instabilités géopolitiques), les deux principaux outils de recherche utilisées ont été l'entretien libre et semi-directif et le questionnaire aux questions ouvertes et fermées. Les données recueillies ont été traitées de différentes manières de sorte à nourrir les réflexions spécifiques à chacune des trois parties de cette thèse.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La grille d'observation

L'observation participante *« est un dispositif de recherche dont la caractéristique principale, du moins dans sa présentation classique - celle de l'école de Chicago -, est de chercher à faire fonctionner ensemble, sur le terrain, l'observation, qui implique une certaine distance, et la participation, qui suppose au contraire une immersion du chercheur dans la population qu'il étudie »* (Lapassade, 2016, p. 394-5). A travers les cours d'anglais que nous avions donnés à la WPA, nous avons réussi non seulement à observer les pratiques, les comportements et les activités des habitants, mais aussi à participer aux activités du camp, à nous rendre et rendre notre travail de recherche publiques dès le début et à gagner plus de légitimité auprès des personnes étudiées dont certains cherchaient à inscrire leurs enfants aux cours, d'autres nous encourageaient à donner des cours de langue dans d'autres associations. Ce degré d'implication sur le terrain nous a permis de participer aux activités du camp, de renforcer les liens avec les habitants et obtenir des informations diverses.

Notre grille d'observation tout au long de notre travail de terrain nous a permis de repérer les lieux les plus pratiqués dans le camp, les espaces de rassemblements, les heures de pointe, les pratiques quotidiennes, les codes vestimentaires, la présence étrangère dans le camp et ses codes, les frontières sociales et spatiales entre l'espace privé et l'espace commun du camp et les techniques de la construction dans le camp. Elle a pris la forme d'un carnet de terrain qui rassemble les notes prises, le lieu, la durée complémentés par des dessins des bâtiments et des croquis d'itinéraires. L'observation participante nous a permis de cerner l'environnement matériel du camp, ses repères et ses connexions à l'extérieur.

Les entretiens

L'enquête par entretien a constitué dans notre travail une source d'informations importante : elle a fait apparaître les discours et les représentations du camp par ses habitants, les tensions et les conflits dans le camp, l'exclusion et l'inclusion des Palestiniens du camp. Nous avons mené des entretiens libres et semi-directifs en arabe auprès de 30 personnes-clés dans la compréhension de l'espace du camp (annexe 1). Les entretiens portaient sur : l'histoire politique et urbaine du camp, la gouvernance du camp et la gestion des services, les problèmes de vie dans le camp, la construction dans le camp, les représentations de la présence étrangère dans le camp et les pratiques des interviewés. Les entretiens concernent par exemple les secrétaires des deux Comités Populaires (CP), le directeur des services UNRWA du camp, des membres de la municipalité de Bourj El-Barajneh, le directeur de l'hôpital Haïfa du camp, la responsable de l'association *Beit Atfal Assoumoud*, un sheikh et des membres du personnel de l'UNRWA. Nos guides d'entretien ont évolué en fonction des informations récoltées et de la pertinence des questions et de l'apparition de nouvelles données à découvrir. Pour cela, certains acteurs ont été interviewés deux fois, lors de la phase exploratoire en 2015 et ensuite lors de la collecte de données plus ciblées en 2016. La durée des entretiens varient de 45 minutes à 1h15, le lieu varie en fonction de la personne interviewée et de ses préférences (locaux

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

d'une association, café dans le camp, bureau politique, *etc*.). L'accès à la majorité des personnes interviewées s'est fait suivant la méthode de proche en proche, en demandant à un interviewé lors d'une conversation informelle de nous désigner d'autres interviewés concernés par le sujet (Blanchet et Gotman, 2015, p. 54) ou *via* un informateur. Certains entretiens ont été enregistrés, d'autres sous forme de prise de note selon le désir de la personne interviewée.

Les questionnaires

Les questionnaires nous ont permis d'obtenir des données quantitatives chiffrées pour certaines questions et qualitatives pour d'autres à partir de différents échantillons variant entre 25 et 37 individus. Cinq questionnaires ont été élaborés dans ce travail mais seuls quatre ont été analysés dans la dernière partie de cette thèse. Le premier questionnaire porte sur la représentation du camp par les passagers de l'extérieur (annexe 2). 37 passagers à la limite Est du camp, le long de la rue commerçante Gamal Abdel Nasser ont été interrogés face à face dans la rue, à l'aide de questionnaires afin de connaître le pourcentage de ceux qui connaissent le camp, de ceux qui ne le connaissent pas et pourquoi. L'échantillon a été choisi aléatoirement. Le questionnaire compte une dizaine de questions ouvertes et fermées portant principalement sur comment le camp est perçu par son voisinage. Le deuxième questionnaire s'adresse à la population du camp (annexe 3). Il porte sur le fonctionnement et l'accès aux services urbains de base dans le camp comme l'eau et l'électricité. Les questions fermées nous ont permis de tirer des données quantitatives comme par exemple le prix du service de l'électricité et les questions ouvertes nous ont permis de connaître les opinions des enquêtés face à la gestion de ces services. L'échantillon compte 25 habitants du camp, dont 21 habitants sont choisis aléatoirement dans les rues et les magasins du camp (accompagnée par Maha, une habitante du camp) et 4 habitants font partis des personnes interviewées dans cette étude. Le troisième questionnaire porte sur l'activité foncière et les techniques de la construction dans le camp (annexe 4). Le quatrième questionnaire porte sur le symnolique du camp, sur ce que le camp représente pour ses habjitants (annexe 5). Pour le remplissage de ces deux questionnaires, le même échnatillon a été utilisé. Dans les trois cas, l'échantillon a été choisi via l'aide de nos contacts dans le camp et des fois accompagnés par eux ce qui nous a garanti que les habitants répondent à nos questions.

L'analyse paysagère et les techniques visuelles

Le développement d'une analyse séquentielle du paysage du camp s'est basé sur les cinq éléments développés par Kevin Lynch (1960) dans *The image of the city :* les parcours, les limites, les secteurs, les repères et les nœuds. A partir de ces éléments, nous avons élaboré une grille de lecture paysagère (annexe 6) que nous avons appliquée à une dizaine de séquences du camp choisies de par leur importance pour notre travail. L'analyse paysagère des séquences s'est appuyée sur des photos que nous avons prises dans le camp. Elle a été réalisée par 23 architectes et/ou urbanistes, étudiants en paysagisme à l'Université Libanaise qui répondent aux questions posées, analysent les photos sur du papier beurre et proposent un réaménagement du paysage sur un autre papier (annexe 7).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Elle décrit les paysages principaux du camp et définit les types des plans qui les composent : des plans de fermeture/d'ouverture, de symétrie/dissymétrie, de convexité/ concavité, d'étranglement/décontraction, *etc.* Nous détaillerons dans les derniers chapitres de ce travail les résultats de ces lectures paysagères. A ces données se sont ajoutées d'autres techniques visuelles comme par exemple l'analyse des photos, le croquis et le dessin 3D de certaines parties du camp, utiles à notre étude.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

4. Le plan de la thèse

Ce travail se divise en trois parties. La première partie étudie en profondeur les concepts clés liés à ce travail. En deux chapitres, elle examine les différentes interprétations des concepts d'exclusion spatiale et de l'habitat « sauvage » du camp et aborde l'ensemble de leurs aspects théoriques utiles pour notre travail. Articulant l'apport théorique de ces deux concepts clés avec notre cas d'étude, nous présentons à la fin de cette partie le cadre méthodologique et théorique de notre travail de terrain.

Dans la deuxième partie, nous visons à comprendre l'organisation urbaine et sociale actuelle des camps urbains de réfugiés palestiniens en analysant l'évolution urbaine de notre camp d'étude en relation avec celle de la ville de Beyrouth depuis sa genèse et jusqu'aux années 1990. L'analyse de l'évolution spatiale du camp met en évidence les différentes étapes de ses transformations socio-spatiales en lien avec le contexte politique, économique, social et urbain en question. Cette analyse nous mène à des conclusions sur les processus d'intégration, d'exclusion et d'inclusion qui sous-tendent ces transformations du camp ainsi que la logique temporelle de la mouvance de ses frontières, oscillant entre épaississement et amincissement. Elle permet de comprendre l'organisation spatiale du camp et les différentes strates de son urbanisation.

La troisième partie se centre autour de la situation urbaine actuelle du camp de Bourj El-Barajneh, une période de développement d'un marché immobilier intense et de nouvelles techniques de construction dans le camp. Elle examine les frontières du camp - leur formation, leur mouvance et leur transgression. L'examen des espaces frontaliers du camp dans l'étude de la dialectique de l'exclusion/inclusion met en valeur les liens existants entre le dedans et le dehors, les liens entre les acteurs intérieurs et extérieurs, leurs intérêts et les stratégies adoptées faisant émerger des processus d'inclusion du camp dans son environnement voisin (Hinger, Schäfer et Pott, 2016, p. 440-463). L'examen des frontières s'est réalisé *via* deux composantes : l'analyse typologique des réseaux de services de base du camp et les logiques suivant lesquelles ces réseaux participent à l'ouverture/fermeture des frontières du camp, et l'étude de la logique de la densification de l'habitat du camp et de la production foncière et immobilière, le marché locatif, les stratégies de vouloir-habiter des individus et les conflits identitaires dans un contexte d'exclusion juridique.

Enfin, à travers ce travail, nous espérons contribuer à la compréhension de ces espaces dans les marges, et de leurs habitants - les réfugiés qui en négociant les exclusions auxquelles ils font face, déconstruisent la représentation du réfugié comme une simple victime ou dépendant des aides et le camp comme un espace d'exclusion et de danger.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

PARTIE 1. Exclusion(s), inclusion(s) et habitat : fondements théoriques et conceptualisation

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Cette première partie invite le lecteur à explorer en profondeur les concepts clés liés à ce travail. L'objectif est d'examiner et de confronter en deux chapitres les différentes interprétations des concepts d'exclusion spatiale et de l'habitat. C'est en abordant l'ensemble de ces aspects théoriques que nous pourrons développer notre travail par la suite.

Dans un premier chapitre, nous analysons le concept de l'exclusion. Le chapitre se divise en quatre sections. Premièrement (1), il s'agit de présenter les principales approches de la dialectique de l'exclusion/inclusion dans ses différentes dimensions. Deuxièmement (2), il est question de développer les logiques de l'exclusion/inclusion sociale des réfugiés palestiniens au Liban. Troisièmement (3), nos réflexions conceptuelles se centreront sur l'aspect géographique du concept de l'exclusion, celui de l'exclusion spatiale et de la ségrégation. Cela permettra dans une dernière section (4) de développer la dimension spatiale du concept dans le cas des camps palestiniens, dimension qui n'a été que peu développée jusqu'à présent dans la littérature scientifique. Cette dernière section définira l'ancrage disciplinaire ainsi que les différentes échelles d'analyse de ce travail.
Ce premier chapitre permet non seulement de saisir le concept d'exclusion de façon plus complète mais aussi de conclure sur des éléments qui guideront plus tard l'analyse physique et spatiale de l'exclusion et de l'inclusion des camps. Il examine de manière synthétique les différentes approches de l'exclusion pour se centrer plus tard sur le cas des réfugiés palestiniens.

Le deuxième chapitre est relatif à notre démarche méthodologique. Après avoir exposé la place des approches de l'exclusion dans l'étude des camps palestiniens, ce chapitre articule ce concept avec celui de l'habitat « sauvage » du camp. L'approche d'une analyse du terrain par l'habitat permettra à nos yeux d'étudier les processus d'exclusion et d'inclusion spatiale des camps et d'analyser la recomposition de leurs frontières. Dans une première section (1), il s'agit de définir les apports théoriques de l'habitat ainsi que ses éléments constitutifs. Cette section permettra de justifier l'intérêt d'aborder notre analyse à travers l'habitat « sauvage » des camps. Dans une deuxième (2) et une troisième (3) sections, il est question d'exposer le cadre méthodologique de notre travail de terrain articulant l'apport théorique des deux concepts clés avec notre cas d'étude. Ces deux sections expliqueront le cadre général de l'enquête et la méthodologie et les différents outils d'analyse de l'habitat « sauvage » du camp, utilisés pour mener à bien les propos de ce travail.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 1. Comprendre l'exclusion/inclusion des camps de réfugiés palestiniens au Liban

Ce chapitre explore la dimension spatiale du concept de l'exclusion. Dans une première section (1), nous présentons les deux approches disciplinaires consacrées à l'étude du concept de l'exclusion, à savoir l'étude de l'exclusion du point de vue de la sociologie et de la science politique, et celle du point de vue de la géographie. L'ancrage disciplinaire de notre thèse est l'étude de l'exclusion à partir de la deuxième approche, sans pourtant négliger l'importance de l'approche sociologique. Nous mettrons ensuite en valeur l'inclusion comme une dimension inévitable de l'exclusion. Dans une deuxième section (2), nous analysons les logiques de l'exclusion des réfugiés palestiniens au Liban. La troisième section (3) se concentre sur la dimension géographique de ce concept : l'exclusion spatiale et la ségrégation. Cela nous permettra de comprendre les logiques d'exclusion spatiale des camps dans une dernière section (4).

1. Comprendre la dialectique de l'exclusion/inclusion

1.1 L'exclusion : cadre théorique

Le terme d'exclusion sociale apparaît pour la première fois en France au milieu des années 1960 (Paugam, 1998, p. 138 ; Haudegand et Lefébure (dir.), 2000, p. 93-4 ; D'Allondans, 2003, p. 7). Vers la fin des années 1980, le terme devient un véritable objet de recherche et un concept d'étude capital de la sociologie française (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 49 ; Lafarge, 2015, p. 4). Dominé par une vision sociale et économique au cours cette période, il se retrouve au cœur des sciences politiques avec les « politiques de luttes contre l'exclusion » dans les années 1990 (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 44-5). Cette vision s'intéresse aux origines de l'exclusion et à ses conséquences. Elle porte sur l'analyse des catégories des populations touchées par l'exclusion ainsi que sur l'examen des politiques mises en place dans les domaines du logement, du travail et de la participation, afin de garantir les droits fondamentaux des individus dans des conditions socio-économiques difficiles (Damon, 2007, p. 3 et 5, cité dans Carrillo Gáfaro, 2012, p. 46). Elle se centre sur les mesures dites « actives » - stratégies *ex ante* conçues pour éviter les risques d'exclusion - et les mesures « passives » - stratégies *ex post* visant à atténuer les conséquences d'une situation d'exclusion (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 47).

Aujourd'hui, les définitions de l'exclusion sociale sont aussi nombreuses que le concept est imprécis. Les références récurrentes dans les études sur l'exclusion insistent sur son aspect vague et polysémique (Atkinson et Davoudi, 2000 ; D'Allondans, 2003, p. 7-8 ; Autès, 1995, p. 43-53 ; Castel, 1995, p. 13-21 ; Karsz (dir.), 2000). D'après le sociologue Robert Castel, elle constitue une catégorie de recherche utilisée pour décrire tout un ensemble de situations différentes, tandis que le sociologue et philosophe Saül Karsz

© 2020 Tous droits réservés.

(2000) y voit un concept dont il faut se méfier. Vu l'hétérogénéité de ses usages, elle ne constitue pas une catégorie analytique et ne conduit pas à des investigations précises (Paugam (dir.), 1996, p. 270).

> *« On nous parle d'exclusion sociale dans les journaux, dans la rue, dans les discours politiques. Quand on en parle, le terme semble tout dire et tout aborder, au point de considérer qu'il n'est pas nécessaire de le développer (...) ».* (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 49-50).

L'identification d'une situation d'exclusion sur le terrain de recherche peut donc être floue. Une situation d'exclusion n'est en effet pas un état fixe et change en fonction des mutations de l'environnement social. Par exemple, la croissance du salariat industriel en Europe au cours des années 1960 et 1970 est suivie d'un effondrement du système productif et une croissance du chômage tout au long des années 1980 et 1990 (Atkinson & Davoudi, 2000). Nombreux sont celles et ceux qui se retrouvent alors dans une situation d'exclusion du marché de l'emploi. L'exclusion est donc propre à un temps et à un espace donné.

Portant sur des populations variées dans des situations d'isolement volontaires ou involontaires, individuelles ou communautaires, traitant du chômage, de la pauvreté, de la toxicomanie, *etc.*, le concept reste souvent associé à des éléments de l'environnement social qui conduisent les personnes à vivre des situations de rejet et éprouver des sentiments d'inutilité sociale (Fréchet et Lanctôt, 2003, p. 31). L'exclusion établit au sein de la société des catégories éloignées de la vie économique et sociale, traçant une frontière entre ceux qui appartiennent à une société et ceux qui se situent à ses marges (Bhalla et Lapeyre, 1997, p. 330-31, cité dans Hanafi, Chaaban et Seyfert, 2012).

Multidimensionnel, le concept a été utilisé dans différents domaines et à plusieurs échelles d'étude. Toutefois, la littérature sur le sujet continue à se pencher principalement sur sa dimension socio-économique et tente de le définir d'un point de vue sociologique ou au prisme des politiques sociales (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 50). C'est le cas du sociologue Manuel Castells qui définit l'exclusion comme le *« processus par lequel certains individus et certains groupes sociaux sont systématiquement empêchés d'accéder à des emplois qui leur procureraient des moyens d'existence autonome selon les critères sociaux définis par les institutions et les valeurs sociales dans un contexte donné »* (Castells, 1999, p. 92, cité dans Carrillo Gáfaro, 2012, p. 50).

Au-delà de l'aspect imprécis et variable du concept, une des caractéristiques de base de l'exclusion est sa nature comme processus et non pas comme état permanent (Carrillo Gáfaro, 2012). C'est dans ce sens que le sociologue Serge Paugam (1996, p. 5) parle de l'exclusion comme un processus qui n'apparaît pas soudainement d'un moment à l'autre au sein d'une population. Un enfant palestinien, pour qui l'accès à l'éducation publique

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

libanaise[8] est très limité, se retrouvera potentiellement exclu par la suite dans d'autres aspects de sa vie.

Mais, il n'existe pas de processus d'exclusion sans des processus d'inclusion. Parler d'une population exclue, c'est délimiter ceux qui sont exclus par rapport à ceux qui sont inclus. De ce point de vue, nous ne pouvons pas penser les situations d'exclusion sans l'opposition avec des situations d'inclusion. D'où la particularité dialectique de l'exclusion dont parlent Karsz (2000) et Schnapper (1996). La sociologue Dominique Schnapper insiste sur la dimension dialectique de l'exclusion parce que toute structure sociale, à toutes les échelles - de la famille à la communauté, ou de la nation - suppose l'inclusion des uns et l'exclusion des autres (Paugam (dir.), 1996, p. 23). Cette idée est aussi développée par le sociologue et philosophe Saül Karsz pour qui le concept ne peut pas être pensé sans son opposé, l'inclusion (Karsz, 2000 ; Karsz, 2004, cité dans Carrillo Gáfaro, 2012, p. 55). Ainsi, étudier les processus de l'exclusion c'est implicitement les analyser en opposition avec ceux de l'inclusion et inversement ; c'est constamment faire référence à l'exclusion des uns (Palestiniens) par rapport aux autres (Libanais) qui sont inclus ou qui les excluent (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 55). Étudier les processus d'exclusion des Palestiniens au Liban ne peut donc pas se faire sans référence aux Libanais inclus et aux politiques libanaises qui les excluent ainsi qu'au dialogue qui se créent entre les deux groupes.

Il est important d'accepter qu'« une définition absolue » de l'exclusion est difficile à concevoir et que pour l'étudier, il faut manier avec prudence les logiques de l'exclusion en fonction du contexte et des acteurs impliqués (Paugam, 2001, p. 73, cité dans Carrillo Gáfaro, 2012, p. 50). Pour utiliser l'exclusion comme apport théorique, il est essentiel de la définir suivant une approche « compréhensive » du contexte en question car c'est les acteurs et leur histoire qui lui donnent sa forme (Paugam, 2001, p. 73, cité dans Carrillo Gáfaro, 2012, p. 51). Pour éviter l'imprécision du concept, il s'agit donc de bien définir l'ensemble des situations qui sous-tendent cette exclusion. Dans ce cadre, il n'est pas question ci-dessous d'une analyse de l'exclusion mais des formes spécifiques que prennent les processus d'exclusion/inclusion dans notre cas d'étude. Il s'agit de dévoiler les caractéristiques contextuelles de l'exclusion dans le cas des Palestiniens et des camps au Liban et des mécanismes par lesquels se produisent les inégalités sociales et spatiales entre les Palestiniens des camps et les Libanais.

Fortement mobilisé dans le champ de la sociologie et en politiques sociales, le concept a rarement été étudié dans sa dimension spatiale. Beaucoup de travaux ont porté sur

[8] Il n'existe pas de loi définissant les droits des élèves réfugiés à l'éducation au Liban. Celle-ci se limite aux circulaires émises chaque année par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pendant la période d'inscription au début de l'année scolaire. Dans la grande majorité des cas, c'est les écoles de l'UNRWA qui assurent l'éducation primaire et secondaire des Palestiniens. Pour l'année scolaire 2014-2015, 10,8% des étudiants palestiniens dans les écoles publiques libanaises contre 70.9% dans les écoles de l'UNRWA (site du Comité de dialogue Libano-Palestinien, CDLP, http://www.lpdc.gov.lb).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'exclusion des Palestiniens dans sa dimension sociale, politique et économique (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011 ; Al-Natour, 1997 ; Chaaban et al., 2010 ; Hanafi, Chaaban et Seyfert, 2012 ; Weighill, 1997). Peu nombreux, par contre, sont les travaux qui posent la question de l'exclusion par rapport à l'inclusion des camps. Plus rares encore sont les travaux qui traitent de sa dimension spatiale : le camp ou l'habitat sauvage[9] des Palestiniens. Cependant, les approches sociologique, politique et géographique de l'exclusion ne sont pas indissociables mais complémentaires. Alors que les deux premières permettent de comprendre les dynamiques sociales de l'exclusion, ce qui affecte le réfugié palestinien dans son contexte de vie au Liban et les politiques conçues pour améliorer sa situation, l'approche géographique apporte des clarifications sur le rôle que joue l'habitat des camps dans la création et/ou dans l'accentuation de ces situations.

L'ancrage disciplinaire de notre travail est axé sur l'exclusion d'un point de vue géographique et, dans une moindre mesure, du point de vue des politiques sociales. Il apparaît donc important d'approfondir le lien entre les facteurs contextuels (histoire politique, règlementations urbaines, développement urbain, histoire économique, *etc*.) liés à la présence des réfugiés palestiniens au Liban, les politiques institutionnelles libanaises mises en place pour les intégrer et/ou les exclure de la société et la transformation de l'habitat des camps.

1.2 La frontière entre l'exclusion et l'inclusion : l'« inclusion différentielle »

Que ce soit dans le domaine de la géographie ou des autres sciences sociales, toute conceptualisation de l'inclusion n'apparaît dans la littérature sur l'exclusion qu'indirectement et en opposition à celle-ci, dans son absence, affirme le géographe Angus Cameron (2006). Dans la littérature scientifique sur l'exclusion, l'inclusion se définit principalement comme son négatif, ce qui n'est « pas exclusion sociale » (Cameron, 2006, p. 396-97). Comme l'explique Cameron, le débat sur l'exclusion/inclusion sociale apparaît comme un moyen de distinguer entre une forme d'être social caractérisée par la normalité, la moralité, la responsabilité, l'indépendance et la compétitivité d'une part, et une forme d'être social marquée par la différence, la redondance, la pathologie, l'immoralité et l'obsolescence de l'autre (Bauman, 1998, cité dans Cameron, 2006, p. 401). Cameron poursuit en expliquant qu'il est impossible d'imaginer un être social qui ne soit pas à la fois inclus et exclus, une société qui ne soit pas simultanément inclusive et exclusive (Stewart, 2000, cité dans Cameron, 2006, p. 402-3). C'est dans ce sens que nous souhaitons orienter notre travail de recherche en insistant sur la nature mouvante de la frontière entre l'exclusion et l'inclusion. Notre travail tentera d'aller au-delà du binôme trop rigide d'inclusion/exclusion en s'intéressant à cet entre-deux (Corbet, 2015, p. 180), à ces zones grises et aux chevauchements de ces deux catégories afin d'appréhender la situation à la fois inclusive et exclusive des réfugiés

[9] La notion de l'« habitat sauvage » du camp est développée dans le chapitre 2 de ce travail.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

palestiniens et des camps, une situation d'entre-deux, entre le camp et la ville, une situation ni totalement inclue ni totalement exclue de la ville.

L'intérêt de notre travail est d'étudier la nature mouvante de ces deux catégories dans le cas des camps de réfugiés palestiniens au Liban. Etudiant les mouvements transfrontaliers des migrants « irréguliers », le travail des théoriciens politiques Sandro Mezzadra et Brett Neilson (2010, p. 103) démontre l'importance de cette mouvance entre exclusion et inclusion. Selon eux, une approche analytique de ces deux notions permet d'étudier non seulement les situations d'exclusion hors des frontières nationales mais d'appréhender aussi les possibilités d'inclusion déclenchées par l'humanitaire et par les *« compétences techniques »* et *« compétences sociales »* des réfugiés pour négocier les systèmes de hiérarchisation et de contrôle préétablis (Anderson et Ruhs, 2008, cité dans Mezzadra et Neilson, 2010, p. 105). Mezzadra et Neilson nomment cette approche de l'inclusion *« l'inclusion différentielle »*, approche qui s'est principalement développée à partir des analyses ethnographiques portant sur la gestion de la frontière américano-mexicaine dans le champ des études frontalières - *border studies*, et spécifiquement des luttes autour des frontières - *border struggles*, dans le cadre de la (re)composition de la citoyenneté des migrants clandestins *via* les processus d'inclusion de ces migrants par le biais de cette clandestinité. L'inclusion différentielle constitue *« un moyen de décrire et d'analyser la façon dont l'inclusion dans une sphère ou un domaine peut être soumise à des degrés divers de subordination, d'autorité, de discrimination et de segmentation »* (Mezzadra et Neilson, 2010, p. 103). Pour Mezzadra et Neilson, l'inclusion différentielle est une dimension inévitable de l'exclusion. Elle substitue *« la distinction binaire entre inclusion et exclusion avec des modulations paramétriques continues - c'est-à-dire des processus de filtrage et de sélection qui se réfèrent à des échelles changeantes et multiples »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, Mezzadra et Neilson, 2012, p. 68). Ce qui émerge est une façon d'être à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, brouillant la distinction *« entre l'intérieur et l'extérieur produite par la frontière traditionnelle de l'État-nation »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, Mezzadra et Neilson, 2012, p. 68). Dans notre cas d'étude, ce qui émerge est un camp de réfugiés palestiniens à la fois inclus et exclus de l'espace de la ville, un *camp-quartier*[10] de l'agglomération beyrouthine.

1.3 A la frontière entre la citoyenneté et la non-citoyenneté : la « citoyenneté inclusive »

Aux travaux de Mezzadra et Neilson sur les luttes frontalières des migrants irréguliers et cet état d'entre-deux, entre exclusion et inclusion, s'ajoutent les travaux sur l'appartenance citoyenne de la théoricienne politique Paulina Tambakaki (2015).

[10] La notion de quartier n'a pas une définition unique. Dans ce travail, nous nous inspirons de l'état de l'art de la notion réalisé par Humain-Lamoure (2007, p. 41-51). Nous considérons comme quartier, le territoire d'une entité communautaire ; une forme socio-spatiale qui par le rôle de ses habitants, leur pratiques, leur représentations et leur appropriation collective – produisent une morphologie spatiale propre (typologie des bâtiments, *etc*.) et une morphologie sociale propre (structure des ménages, classes sociales, *etc*.) conférant au quartier une unité de vie collective (Humain-Lamoure, 2007, p. 41-51).

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Tambakaki étudie le flottement de la catégorie de citoyenneté montrant comment la nature flottante de la non-citoyenneté trace le chemin vers la citoyenneté. Pour Tambakaki, l'inclusion sera une dimension inévitable de la non-citoyenneté. Les non-citoyens, dans une alternance d'activités (formelles et informelles), mettent en place des pratiques de bricolage et tissent des relations leur permettant de se procurer une place dans la ville (Cleaver, 2002 ; Mcfarlane, 2016 ; Simone, 2008). De la négation de la citoyenneté nait une lutte du non-citoyen qui négocie une nouvelle forme de citoyenneté (Tambakaki, 2015, p. 923). Les travaux de Tambakaki mettent en lumière cette transgression par la renégociation des formes conventionnelles de la citoyenneté. Le statut légal d'exclusion des non-citoyens n'apparait plus comme une condition permanente mais une condition négociable par laquelle les exclus évoluent vers des *« citoyens en devenir »* (*citizen-becoming*). Et par ces négociations et ces transgressions nait une nouvelle forme de citoyenneté, *« citoyenneté inclusive »* (*inclusive citizenship*) faisant émerger le non-citoyen comme un *« citoyen en devenir ».* Dès lors, la citoyenneté apparaît comme une catégorie non uniforme et aux limites floues regroupant différents modes d'appartenance qui contestent le modèle dominant.

Que ce soit par l'étude des luttes frontalières des « migrants irréguliers » ou par l'examen du concept de citoyenneté, différents chercheurs ont insisté sur la nature mouvante de l'exclusion, qu'elle soit aux frontières nationales ou aux frontières de la citoyenneté (De Genova, 2013 et 2015 ; Mezzadra et Neilson, 2010 et 2012). Il n'existe ni totale « inclusion » ni totale « exclusion », mais des situations intermédiaires qui oscillent entre inclusion et exclusion. Notre étude de la dialectique de l'exclusion/inclusion des camps palestiniens explore donc ce brouillage entre ces schémas d'internalité et d'externalité. Elle s'articule autour de ces ramifications entre le dedans et le dehors, de la capacité des réfugiés d'être à la fois au dedans et au dehors de la citoyenneté libanaise et du camp d'être à la fois au dedans et au dehors du territoire, urbain et national. Notre travail questionne ainsi cette approche binaire entre exclusion et inclusion *via* l'étude du modèle d'exclusion du camp et la façon dont il évolue vers une inclusion dans la ville. Il s'intéresse à l'enchevêtrement entre inclusion et exclusion conduisant à la configuration actuelle du camp palestinien ; une forme mouvante entre le camp de réfugié comme espace d'exception et de la vie nue (Agamben, 1998, cité dans Fresia et Von Känel, 2015, p. 250-272) et sa capacité de transformation en ce que nous désignerons par *camp-quartier,* un quartier en devenir de la ville.

1.4 Sur « l'inclusion différentielle » et la « citoyenneté inclusive » des réfugiés palestiniens au Liban

L'étude des processus d'exclusion des Palestiniens au Liban permet de comprendre la production des frontières entre les Libanais et les réfugiés palestiniens. À travers et au-delà de ces frontières, de nouvelles catégories de réfugiés-citoyens émergent. Malgré les discriminations que subissent les réfugiés, un processus graduel d'inclusion s'établit entre eux et la société libanaise par exemple *via* les mariages mixtes palestino-libanais ou les

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

liens entre les camps et leur environnement voisin (Destremau, 1993, cité dans Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 48 ; Meier, 2009b). L'Etat libanais relie constamment son refus de l'intégration des réfugiés palestiniens à celle de l'abandon du droit au retour et de leur identité en tant que groupe national. Tout projet d'amélioration de leur condition de vie est associé à un projet d'implantation - *Al-tawteen* sur le territoire libanais et est perçu comme un *« complot américano-israélien »*, un *« projet israélien de liquidation de la cause palestinienne »* (Meier, 2009a, p. 231 ; Weighill, 1997, p. 308).

L'intégration des Palestiniens, constamment associée à leur installation permanente au Liban, est rejetée par l'Etat et par l'opinion publique libanaise (Meier, 2009a). Leur statut politique de réfugiés trace les frontières entre le dedans et le dehors de la communauté politique libanaise. Exclus de leur terre d'origine, ils se voient obliger de résider au Liban où ils représentent une forme particulière d'exclusion : au Liban, les Palestiniens sont des étrangers/réfugiés de longue durée, ils naissent et meurent réfugiés. Mais si la distinction entre exclus et inclus, entre Palestiniens et Libanais est claire au niveau juridique, elle l'est beaucoup moins dans le quotidien de cette population. Par leurs expériences au quotidien, les Palestiniens deviennent des citoyens en dehors et au-delà des paramètres juridiques de la citoyenneté. Les impératifs de survie, l'accès aux soins médicaux, à un toit, *etc*. et le souci d'un avenir moins sombre pour leurs enfants, les obligent à dépasser et à contourner les restrictions formelles pour se procurer de moyens de survie informels. En le faisant, ils contestent le modèle de citoyenneté dominant et deviennent de réfugiés-citoyens, des citoyens en devenir (Tambakaki, 2015).

1.5 L'analyse à la frontière comme méthode de recherche

Au cours de la dernière décennie, nombreux sont les chercheurs à s'être intéressé à l'étude des franges pionnières, aux mouvements transfrontaliers et aux luttes frontalières ainsi qu'aux processus qui reconfigurent les limites de la citoyenneté (Amilhat-Szary, 2015 ; De Genova, 2013 et 2015 ; Mezzadra et Neilson, 2010 et 2012 ; Tambakaki, 2015 ; Staszak (dir.), 2017). Inspiré par ces travaux, nous considèrerons les frontières non seulement comme des dispositifs qui divisent différents types de collectifs sociaux et les excluent (Staszak, 2017 (dir.), p. 25) mais aussi des dispositifs qui les relient et les incluent. L'analyse aux frontières reflète à la fois les éléments de déconnexion et des facteurs de connections et de continuité (Balibar, 2004, cité dans Mezzadra et Neilson, 2012, p. 63-4). L'étude de la frontière comme méthode de travail offre un terrain fertile non seulement pour analyser la configuration des espaces frontaliers et les formes de partition et de hiérarchisation (Mezzadra et Neilson, 2012, p. 58-9), mais aussi pour étudier les formes de continuité et de discontinuité entre l'intérieur du camp et son extérieur, reflétant les processus d'exclusion et d'inclusion du camp dans son environnement voisin.

L'analyse de la frontière constitue une méthode essentielle dans les enquêtes sur la dialectique entre deux catégories d'étude opposées, ici l'exclusion/inclusion et permet de

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

mettre en lumière les chevauchements entre les deux. Mais contrairement à la tendance dominante dans les études frontalières à souligner la dynamique de la séparation et de l'exclusion (Mezzadra et Neilson, 2012, p. 62), nous considérons dans ce travail les frontières des camps à la fois comme des dispositifs de division, de cloisonnement et d'exclusion bloquant les flux et comme des dispositifs qui par des pratiques de franchissement, canalisent et connectent ces flux transformant l'ordre établi (Mezzadra et Neilson, 2012, p. 60 ; Staszak (dir.), 2017, p. 25-32). Ce faisant, notre méthode de recherche s'ouvre à des nouvelles possibilités d'investigation dans le champ des relations dedans-dehors remettant en cause la rigidité de la distinction entre inclusion et exclusion. L'analyse à la frontière illustre donc la complexité des relations d'affrontements, de manipulations et de contournements. Comme l'explique Mezzadra et Neilson, c'est à la frontière que se cristallisent les rapports de domination et de libération, de pouvoir et de résistance, d'exclusion et d'inclusion parce que la frontière *« est l'expression d'un pouvoir en acte »* (Raffestin, 1986, p. 4, cité dans Staszak (dir.), 2017, p. 25). Dans ce travail, nous étudierons comment les liens et les pratiques entre le camp et son extérieur bricolent la configuration spatiale à la frontière et comment la frontière participe à la fabrique de ces pratiques. Au-delà de la binarité de l'inclusion/exclusion, notre travail souligne la diversité des situations des personnes et des lieux ni totalement inclus ni totalement exclus de la ville.

A travers l'analyse de l'habitat à la frontière, nous examinerons les pratiques concrètes de franchissement des réfugiés du camp contribuant à la construction et la contestation frontalières. Ce travail apporte donc des clarifications à l'échelle locale. La transformation de l'habitat à la frontière, par les pratiques des réfugiés des camps, nous permet d'examiner l'extension des frontières au-delà de l'espace des camps et à l'intérieur de l'espace territorial libanais ainsi que les mécanismes *« d'inclusion dans l'exclusion »* (*inclusion through exclusion*) à travers lesquels se produisent des nouveaux ordres sociaux et spatiaux d'inégalités et de hiérarchies (De Genova, 2015, p. 5).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Les logiques d'exclusion des réfugiés palestiniens au Liban

Pour Castel (1995, p. 18), *« l'exclusion n'est ni arbitraire ni accidentelle »,* elle relève d'un ordre de raisons déterminées. Dans cette deuxième partie du chapitre, nous développons ces logiques de l'exclusion des réfugiés palestiniens au Liban. En effet, dès les premières années de leur séjour au Liban, les Palestiniens sont confrontés à des processus d'exclusion. Ils ne sont pas responsables de leur destin et ont toujours été en marge de la société libanaise. Ils répondent à ce que Castel (1995, p. 14) définit comme des exclus, des individus qui *« ont toujours été en marge de la société, ne sont jamais entrés dans les circuits habituels du travail et de la sociabilité ordinaire, vivent entre eux et se reproduisent de génération en génération ».* Pourquoi, après soixante-dix ans de leur présence au Liban, les Palestiniens des camps sont toujours incapables de participer pleinement à la vie sociale libanaise et continuent à cumuler les handicaps ?

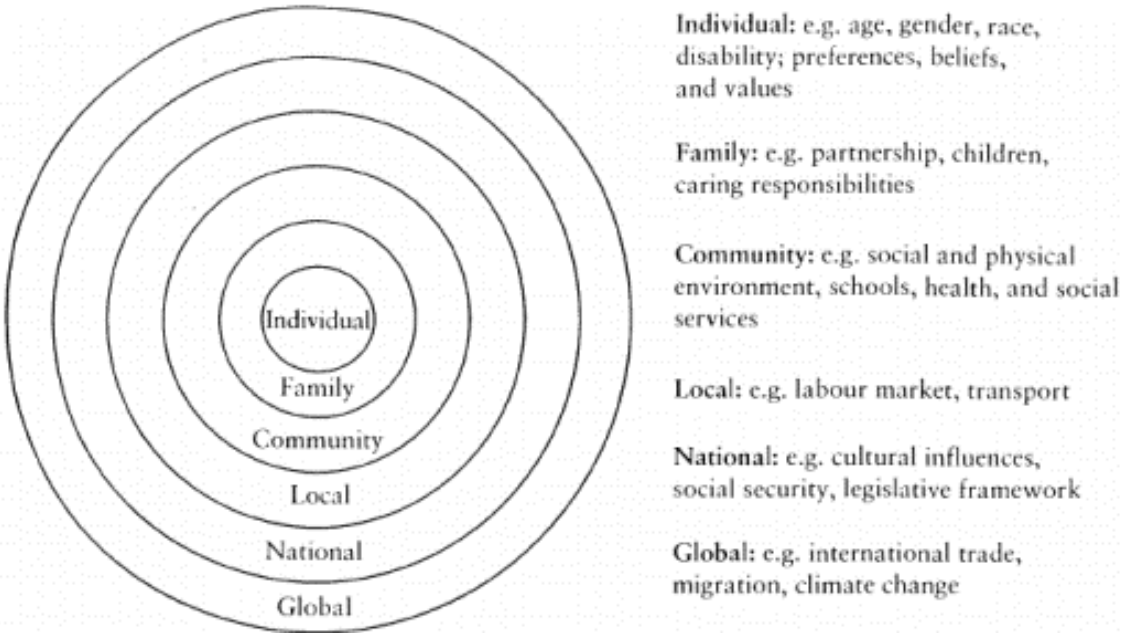
Pour répondre à cette question, il s'agit de replacer les Palestiniens des camps dans le contexte social libanais duquel ils sont exclus et de comprendre cette construction sociale qui les place dans une catégorie à part, ces *« mécanismes qui agissent pour détacher des groupes de gens [les Palestiniens des camps] du courant social »* (Traduit de l'anglais par N. Tabet, Giddens, 1998, p. 104, cité dans Burchardt, Le Grand et Piachaud, 1999, p. 228). Pour ce faire, nous nous inspirons du travail réalisé par Burchardt, Le Grand et Piachaud (1999 et 2002) pour mesurer l'exclusion sociale en Grande-Bretagne des années 1990. Dans leur travail, ils associent l'importance de la participation à quatre dimensions clés ; la consommation, la production, l'engagement politique et l'interaction sociale (Burchardt, Le Grand et Piachaud, 2002, p. 30-1). Selon eux, la participation des individus dans toutes ces dimensions est considérée comme nécessaire à l'inclusion sociale et l'absence de participation à l'une ou l'autre des dimensions suffit à l'exclusion sociale. Dans l'« Onion Diagram » de la figure 1 ci-dessous, ils divisent le processus de l'exclusion en plusieurs niveaux allant de l'individu jusqu'au niveau global. Chaque niveau, représenté par un cercle, regroupe les conditions sociales et économiques qui influencent directement ou indirectement l'individu (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 59). Les deux premiers cercles, ceux des individus et de leurs familles, constituent la structure microsociale de l'exclusion. Au sein de cette structure, l'exclusion se produit dans les relations entre les individus au sein d'une même famille. Les cercles suivants, du local au global, constituent la structure macrosociale de l'exclusion. Ces niveaux ont forcément une influence sur la structure microsociale par les règles auxquelles les individus se trouvent liés (Carrillo Gáfaro, 2012, p. 59-60).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 1. Le *Onion Diagram*

L'Onion Diagram de Burchardt, Le Grand et Piachaud reflète une approche intégrée de l'exclusion sociale des individus qui prend en compte différentes couches d'exclusion sociale allant de l'individu au global. *« N'importe quel niveau est influencé par plusieurs autres niveaux, et il n'y a pas une seule cause pour une conséquence ou un comportement, que ça soit au niveau de l'individu ou au niveau de la communauté »* (Traduit de l'anglais par N. Tabet, Bruchard, Le Grand et Piachaud, 2002, p. 7).

Source : Burchardt, Le Grand et Piachaud, 2002, p. 7.



Dans cette deuxième partie du chapitre, nous nous intéressons aux niveaux macro des processus d'exclusion, à l'effet des normes et des règles au niveau local, national et global sur l'exclusion de la participation des Palestiniens à la vie sociale, politique et économique du pays. Cela concerne les processus d'exclusion liés au droit juridique (2.1), aux politiques institutionnelles (2.2), à la production économique et sociale (2.3) et enfin aux discours médiatiques et politiques (2.4). Ces processus maintiennent les Palestiniens dans les camps officiels qu'ils continuent d'habiter au Liban en 2017 (45,1%), le reste des Palestiniens habitent dans les regroupements informels[11] à proximité des camps (OLJ, 22/12/2017).

2.1. L'exclusion des réfugiés palestiniens du régime juridique de protection internationale

Le statut des réfugiés palestiniens dessine une catégorie de réfugiés « à part ». Ils sont exclus des deux dispositifs universels et fondateurs du régime de protection juridique des réfugiés : le statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et

[11] Zone géographique située en dehors des camps officiels, qui abrite 15 familles palestiniennes et plus (CDLP, 2018, p. 12).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la Convention relative au statut des réfugiés dite Convention de Genève (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 39 ; Weighill, 1997, p. 305).

Jalal Al Husseini (2011) a étudié la singularité du statut des Palestiniens et a montré leur exclusion du monde des réfugiés de la communauté internationale. Tout d'abord, le HCR exclut de son assistance tous ceux qui jouissent de l'assistance d'autres agences des Nations Unies (HCR, 1950, cité dans Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 39). Jusqu'aujourd'hui, le HCR ne prend pas en charge les réfugiés palestiniens qui relèvent des zones opérationnelles de l'UNRWA dont font partie les camps du Liban. Seuls les « réfugiés de Palestine », situés en dehors de ces zones, sont pris en charge par le HCR depuis 2002 (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 41). La Convention de Genève écarte de son contenu les personnes qui font l'objet de l'assistance d'une agence des Nations Unies autre que le HCR (Convention de Genève publiée par le HCR, 2007, p. 6). A cause de cette exclusion de la Convention de Genève, les Palestiniens n'accèdent pas aux droits accordés aux autres réfugiés placés sous l'égide du HCR (Weighill, 1997, p. 305). Les réfugiés palestiniens font l'objet d'une instance humanitaire propre : l'UNRWA. Contrairement au HCR, l'UNRWA n'assure pas une protection juridique et internationale des réfugiés et se limite à leur fournir les services de base (éducation et santé principalement) (HCR, 2002, cité dans Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 40). Cela précarise la situation des réfugiés palestiniens du Liban qui se voient contraints à vivre dans ce pays de premier accueil et ne peuvent bénéficier du droit et des procédures d'asile vers d'autres pays (OLJ, 12/09/2019).

Une autre singularité du statut de réfugié palestinien est sa dimension politique, liée au règlement du conflit et au droit au retour. Cette dimension politique conditionne leur statut juridique fondé sur les principes du « droit au retour » et du rejet de leur intégration permanente dans les pays hôtes, principalement dans les pays arabes (Hanafi et Doraï, 2003, p. 287-310). En résultent des degrés d'intégration politique, économique et sociale variables selon le pays d'accueil. Ce traitement différencié, associé à l'absence d'une protection juridique internationalement reconnue, pèse sur les conditions de vie des Palestiniens à chaque fois qu'ils doivent faire face à des processus de marginalisation dans leur pays d'accueil (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 41).

Ce traitement différencié crée des relations conflictuelles entre les réfugiés palestiniens et les autres réfugiés dans un même pays d'accueil (comme par exemple les réfugiés syriens au Liban). A l'extérieur des pays concernés par l'UNRWA, les Palestiniens enregistrés auprès de l'institution perdent leur statut de réfugié et se retrouvent comme travailleurs migrants ou demandeurs d'asile (Hathaway, 1991, p. 205-9, cité dans Weighill, 1997, p. 305). Certes, le cadre juridique international relatif au statut des Palestiniens basé sur le statut de réfugié humanitaire de l'UNRWA a assuré aux Palestiniens une visibilité et une personnalité politique, contrairement aux autres groupes de réfugiés limités au monde de l'humanitaire (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 37-35) Mais ce même régime s'est traduit par l'échec de la protection humanitaire

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

internationale à leur égard à chaque fois qu'ils ont été exposés à des dangers dans les pays hôtes parce que l'exclusion de la protection internationale donne aux autorités des pays hôtes un pouvoir sans équivoque d'agir sur la vie des réfugiés palestiniens présents sur leur sol (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 44 ; Doraï, 2008, p. 99-101).

2.2. L'instabilité du statut de réfugié palestinien au Liban

L'attitude la plus fréquente des Etats vis-à-vis de l'arrivée des réfugiés sur leur territoire est celle de la perception d'un risque, d'un fait porteur de menaces et de problèmes et dont il faut se protéger : délinquance, menace sur l'emploi et permanence d'une situation provisoire (Cambrézy, 2001, p. 86 ; Fábos et Kibreab, 2007, p. 6). Pour « se protéger », les pays d'accueil conçoivent des politiques d'accueil et de séjour en fonction de leurs intérêts politiques et économiques, délimitant les contours de la catégorie de réfugié et ses modes d'exclusion et/ou d'inclusion (Clochard et Doraï, 2005, p. 46 ; Black, 1998 ; Fresia, 2007 ; Khalil, 2007, cité dans Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 47). Comment, dans le cas palestinien, l'Etat libanais contribue-t-il à la production des situations d'exclusion *via* ses règles ?

En 1948, le Liban n'est pas hostile à l'accueil des Palestiniens sur son sol. Les moyens financiers limités et l'absence d'un cadre légal de l'asile dans un Etat nouvellement créé se traduisent par une gestion arbitraire des Palestiniens assistée par l'aide humanitaire au cours des premières années. Mais très tôt, la crainte par l'État libanais d'une politisation des réfugiés et de leur installation définitive sur son territoire conduit à la mise en place de politiques de surveillance des camps et de leurs habitants. Au début des années 1960, l'implication des réfugiés et de la résistance palestinienne dans la politique du pays se traduit par un durcissement des politiques discriminatoires à leur égard. Avec l'implication des Palestiniens dans la guerre civile libanaise en 1975, les réfugiés deviennent des *« ennemis de l'intérieur »* (Sfeir, 2008, p. 62).

Depuis la fin de la guerre civile en 1990, l'Etat associe la présence palestinienne à une menace pour la souveraineté et la sécurité du pays et entrave leur intégration dans la société libanaise. Depuis, la présence palestinienne au Liban est perçue dans sa dimension politique et sécuritaire. Les limites de cette catégorie se redessinent par un nouvel ensemble de mesures restrictives et ségrégationnistes menant à la précarisation de leurs conditions de vie. Les Palestiniens du Liban connaîtront des limitations d'accès à l'emploi, à l'éducation, à la sécurité sociale ainsi qu'à l'achat ou l'héritage d'un bien foncier (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 64). Depuis, toute mesure ou politique d'intégration sociale, juridique, professionnelle ou encore d'accompagnement social des réfugiés palestiniens est refusée par l'Etat libanais (Rougier, 2005, p. 51-53). Aujourd'hui, une grande part d'arbitraire encadre le statut des réfugiés palestiniens au Liban (Al Husseini et Signoles (éd.), 2011, p. 56).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.3 L'exclusion socio-économique des réfugiés palestiniens au Liban

Selon Berman et Phillips (2000), l'un des indicateurs de l'inclusion sociale est l'inclusion au marché de l'emploi ou la tentative de minimiser la discrimination dans l'accès à l'emploi, principal facteur de sécurité économique. Au Liban, l'accès à l'emploi des Palestiniens est entravé par de nombreuses restrictions juridiques les empêchant d'accéder à certains métiers et maximisant leur insécurité économique. En 2010, seulement 37% de la population palestinienne en âge de travailler (18 à 65 ans) est employée, soit 53 000 des 120 000 personnes que compte la population active palestinienne (Chaaban et al., 2010, p. 10). Si les restrictions au marché de travail libanais ne ciblent pas directement les Palestiniens, l'accès à l'emploi libéral des étrangers au Liban se fonde sur le principe de la réciprocité en vertu duquel les lois relatives au traitement des ressortissants libanais dans le pays d'origine de l'expatrié dictent le traitement que celui-ci reçoit au Liban (Al-Natour, 1997). Les Palestiniens, « Sans-Etat », ne peuvent pas de ce fait avoir accès aux métiers des secteurs libéraux comme la médecine, l'ingénierie, la pharmacie, *etc*. A cela s'ajoute la liste des métiers réservés aux Libanais comme le droit, le journalisme, l'immobilier ou le métier de chauffeur de taxis (Chaaban et al., 2010, p. 13).

Au Liban, les Palestiniens se retrouvent exclus d'une trentaine de métiers environ. Pour le reste des professions, les étrangers dont les Palestiniens doivent acquérir un permis de travail auprès du ministère du Travail, conformément aux lois en vigueur (Al-Natour, 1997 ; Chaaban et al., 2010). Les seuls deux secteurs qui n'exigent pas de permis de travail sont celui des travailleurs saisonniers et celui du travail occasionnel dans les entreprises de détail. Ces secteurs absorbent la grande majorité de la main d'œuvre palestinienne au Liban (Al-Natour, 1997). Toutefois, il est important de noter qu'une grande partie de l'activité économique au Liban se situe en dehors des circuits officiels, pour les nationaux comme pour les étrangers. Ces processus cumulatifs d'exclusion des Palestiniens du marché de travail les poussent à travailler dans le secteur informel aggravant les tensions intercommunautaires et l'image qu'ils renvoient d'eux-mêmes vis-à-vis des Libanais (Paugam (dir.), 1996, p. 217).

Les réfugiés palestiniens souffrent d'une différence significative de leur niveau de vie par rapport aux Libanais (Chaaban et al., 2010, p. 30). En 2010, le taux de pauvreté de la population libanaise est en effet de 35.1% alors que celui de la population palestinienne est de 66,4%, près de deux fois plus élevé[12] (Chaaban et al., 2010, p. 27-30).

2.4 Contexte politique de la stigmatisation des réfugiés palestiniens des camps

L'exclusion s'établit et se maintient grâce à une construction de l'altérité entendue ici comme une relation inégale à une société d'accueil (Paugam (dir.), 1996, p. 159). Cette

[12] Dans l'enquête réalisée en 2010 sur les conditions socio-économiques des réfugiés palestiniens au Liban, le seuil de pauvreté est fixé à 6 $/personne/jour, dans Chaaban et al., 2010, p. 27-30.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

construction se fonde sur des représentations diffusées et renforcées par les discours politiques, sociaux et médiatiques. Ces représentations alimentent des stéréotypes pour servir des enjeux de pouvoir dans un rapport de forces inégal où le groupe des Libanais stigmatise le groupe inférieur, celui des réfugiés palestiniens. Comment cette stigmatisation des Palestiniens s'est-elle construite au Liban et quels sont ses effets sur leur situation d'exclusion ?

La représentation sociale des réfugiés palestiniens du Liban a évolué en fonction de l'arrivée et de la transformation du mouvement de la résistance palestinienne sur le territoire. Dans la période pré-1968, les Palestiniens sont encore dépendants de l'UNRWA et se considèrent comme des « rentrants » (Peteet, 1996, p. 28). Dans la période post-1968, avec la naissance du militantisme palestinien au Liban et l'entrée en guerre du pays, les discours sur la présence palestinienne changent. Pour les Palestiniens, le Liban se transforme d'un territoire de refuge en un lieu de révolte et de lutte contre l'occupation israélienne (Peteet, 1996, p. 28). Pour les Libanais, les Palestiniens deviennent des réfugiés révolutionnaires, ennemis ou alliés.
Durant cette période, leur représentation au Liban évolue en fonction de la politique adoptée par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et de sa position vis-à-vis du régime syrien. Avec les massacres des populations civiles libanaises, la corruption croissante et les suspicions de soutien au terrorisme, l'image de l'OLP et de la population palestinienne se détériore (Kodmani-Darwish, 1997, p. 27). En 1976, le régime syrien essaie de contenir la crise libanaise et propose un plan de paix entre les forces de la gauche libanaise et de la Résistance palestinienne et la droite chrétienne. Le refus par l'OLP du plan syrien est mal perçu par la Syrie qui exercera des pressions politiques et militaires sur cet allié traditionnel (Hinnebusch, 1986, p. 5).
La Syrie a toujours joué un rôle actif dans les affaires libanaises, basé sur une stratégie dialectique de l'ami/ennemi (Beauchard, 2018, p. 12-3). Le régime syrien mène une politique en « zigzag » qui, selon ses intérêts, soutient à certains moments la résistance palestinienne et s'oppose à elle pour la « discipliner » à d'autres. Le régime syrien veut contrôler la carte palestinienne dans la région et en 1983, soutient une scission de l'OLP et une rébellion intra-OLP et en 1985 la guerre sur les camps menée par la milice libanaise Amal (Brand, 1990, p. 22-7; Hinnebusch, 1986, p. 5).
La guerre civile libanaise se termine par les accords du Taëf en 1989 qui explicitent clairement le refus de toute implantation permanente des Palestiniens au Liban (Meier, 2009a). La Syrie, *« manipulant l'ennemi/ ami à son avantage »* (Beauchard, 2018, p. 12) utilise son anti-palestinianisme et son refus de toute implantation palestinienne au Liban pour se reconstituer une alliance avec l'élite politique chrétienne (Meier, 2009a). Avec une mainmise syrienne sur le Liban, le sort des réfugiés palestiniens fut assombri et toute facilitation du processus d'intégration des Palestiniens sur le territoire fut refusée (Meier, 2009a).

L'attitude de l'OLP vis-à-vis de la politique syrienne durant la guerre libanaise a pesé lourd sur la représentation de la présence palestinienne au Liban d'après-guerre. Comme

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'explique le politologue Daniel Meier, *« la machine politico-médiatique libanaise s'enclencha dénonçant la « menace » du tawtin (installation permanente) au Liban et « Oslo » (en 2003) marqua le début d'une hantise qui se précise vers une installation permanente des Palestiniens au Liban »* (2009a, p. 235).
Après la guerre, la présence palestinienne, perçue comme un problème, servira de dénominateur commun de la politique libanaise (Peteet, 1996, p. 27). Elle devient un sujet d'unité politique libanaise et de consensus libano-syrien : les pouvoirs libanais et syriens sont d'accord sur la nécessité de surveiller les Palestiniens à court terme et de refuser de leur octroyer le droit d'une installation permanente. Dans les années d'après-guerre, l'altérité palestinienne s'associe au Palestinien-fauteur de troubles et au Palestinien-cause des malheurs (Peteet, 1996, p. 27 ; Haddad, 2003, cité dans Meier, 2009a, p. 227).

La politique de l'OLP durant la guerre, manipulée par des jeux de force exercés contre son autonomie, se conclut sur l'invention des Palestiniens comme ennemis intérieurs du Liban légitimant les politiques libanaises d'exclusion de la population et d'étranglement des camps après la guerre. L'évolution des relations palestino-libanaise et palestino-syrienne, les discours politiques et les images véhiculées par les médias contribuent à la construction, dans l'imaginaire collectif libanais, des Palestiniens traitres et menaçants. Les faibles liens sociaux construits et maintenus depuis l'arrivée des Palestiniens au Liban sont rompus après la guerre et l'exclusion des Palestiniens, c'est la dissolution du lien social avec la communauté libanaise comme conséquence de la guerre et de ses dynamiques politiques sous-jacentes. L'exclusion des Palestiniens, c'est aussi le résultat d'une invention politique syrienne et libanaise d'un ennemi intérieur.

Le régime de protection internationale et le statut juridique des Palestiniens ne sont pas les seuls facteurs qui définissent les situations de leur exclusion au Liban. Leur situation au Liban, au regard de leur intégration-exclusion, évolue également en fonction des dynamiques politiques parallèles liées à *« un ensemble changeant de groupes et d'alliances sectaires, chacun avec des intérêts et des peurs particulières »* (Peteet, 1996, p. 27).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. Comprendre la ségrégation et l'exclusion spatiale

L'étude des réfugiés palestiniens des camps au Liban par le prisme de l'exclusion sociale ignore le plus souvent leur espace de vie et le rôle que joue celui-ci dans la production de mécanismes d'exclusion (Mathieu, 1997, p. 21-27). La littérature sur les situations d'exclusion aborde l'espace de vie au regard de la situation économique de l'individu et de son intégration au marché d'emploi, masquant une complexité beaucoup plus grande des situations d'inclusion et d'exclusion (Hall, 2005, p. 108). Une entrée spatiale permet de cartographier et de suivre les transformations des camps, de repérer les interactions entre les processus d'exclusion sociale et ce territoire, et de comprendre le rôle de celui-ci dans la production des processus d'inclusion (Brun, 2001, p. 17 ; Mathieu, 1997, p. 21-27).

L'espace joue un rôle actif dans la constitution, la reproduction et la hiérarchisation des identités sociales (Séchet et Veschambre (dir.), 2006 ; Backouche, Ripoll, Tissot et Veschambre (dir.), 2011). Dans son étude sur le rôle de la mobilité dans la définition de l'identité socio-professionnelle des enseignants du second degré en France, le géographe Vincent Veschambre (1995 et 2006) souligne l'importance de *« l'analyse des pratiques, des représentations, des formes d'appropriation de l'espace »* (2006, p. 221) dans la hiérarchisation sociale des groupes sociaux et l'appréhension des modes de reproduction sociale. Pour Veschambre, *« Le positionnement social se joue en partie dans la dimension spatiale, c'est-à-dire dans la capacité inégale qu'ont les individus et les groupes à retirer des usages de l'espace un certain nombre de ressources matérielles et symboliques et à les transmettre. »* (2006, p. 221). Réciproquement, les identités sociales produisent à leur tour des espaces matériels et symboliques (Valentine, 2014, p. 4).

C'est dans cette perspective que s'oriente notre travail sur les camps de réfugiés palestiniens qui apparaissent comme des espaces investis de significations qui façonnent la manière dont les camps sont produits. En d'autres termes, l'espace du camp et la société n'interagissent pas seulement mais se constituent mutuellement. Notre entrée par le territoire permet de comprendre le rôle du lieu de vie (le camp, ses composantes idéelles, physiques et sociales) dans la production de la dialectique de l'exclusion/inclusion. Ce lieu de vie agit sur les processus de ségrégation des groupes sociaux en les accentuant, dans le sens de l'exclusion, ou en les affaiblissant, dans le sens de l'inclusion.

Historienne et géographe, Nicole Mathieu (1997) mène aussi des réflexions sur la place du territoire dans la production des identités sociales et plus particulièrement dans la production des processus d'exclusion des individus et des groupes sociaux. Dans le cas de l'étude des espaces ruraux, Mathieu (1997, p. 21-27) montre comment les transformations du territoire entraînent l'exclusion d'individus et de groupes. Pour elle, le territoire peut apparaître comme un facteur actif dans l'étude de l'exclusion dont il convient de découvrir l'importance par le travail de recherche. Les situations d'exclusion et d'inclusion des réfugiés sont façonnées par le contexte spatial dans lequel ils vivent.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Nous développerons ci-dessous l'importance de l'espace et de sa production dans l'accentuation ou l'atténuation de ces situations d'exclusion et/ou d'inclusion et nous illustrerons l'inscription spatiale de celles-ci.

3.1. Les géographies de l'exclusion : un bref aperçu historique

Dans *Geographies of exclusion*, le géographe David Sibley retrace l'évolution historique de la frontière socio-spatiale entre le groupe dominant de la société et ceux considérés comme des « corps polluants ». La volonté de séparer la civilisation des déviants et de les mettre à l'écart remonte à l'Antiquité (Sibley, 1995, p. 50-1 ; Madoré, 2004, p. 21). Cette conception de la société retrouve par la suite sa place dans le Moyen Age occidental et l'Epoque moderne avec la période des explorations européennes et le dressement des frontières socio-spatiales entre l'autochtone non-civilisé et l'Européen blanc civilisé (Friedman, 1981, p. 35, cité dans Sibley, 1995, p. 51-2). Au Moyen Age, des frontières spatiales se dressent en ville pour protéger la société des personnes contaminées et sales. C'est par exemple le cas de la prostitution à Paris qui, bien que légale, se limitait à l'espace des quartiers « rouges » (Geremek, 1987, cité dans Sibley 1995, p. 52). Au 18ème et au 19ème siècle, la ségrégation devient une particularité des grandes villes comme Paris. La ville industrielle se divise socialement et spatialement en deux : par exemple, le bas de la ville accueillait les pauvres aux maladies contagieuses et le haut de la ville les classes moyennes loin des contaminations (Madoré, 2004, p. 22). La construction des frontières spatiales devient une affaire des classes hautes qui cherchent à se distancier des pauvres, sources de maladies et de pollution morale. Cette conception de la ville et de la société conduit à la stigmatisation des quartiers pauvres comme le montre l'extrait ci-dessous sur les bidonvilles de Londres au 19ème siècle :

> *« L'argile non drainée sous les taudis suintait de fosses et suait de fièvre ; les hauteurs graveleuses des banlieues étaient parsemées de sources et fleurissaient de santé »* (traduction de l'anglais par N. Tabet, Stallybrass et White, 1986, p. 127-28, cité dans Sibley 1995, p. 55).

Avec leur densification, les villes industrielles voient leurs conditions sanitaires se dégrader. Les solutions apportées sont des projets de purification sanitaire et sociale, l'évacuation des vagabonds, des minorités raciales, des prostituées, *etc*. et des déchets (Sibley 1995, p. 57). Avec les progrès techniques dans le traitement des déchets, le lien entre les pauvres et les déchets s'affaiblira. A l'époque contemporaine, les notions de saleté seront utilisées pour construire les images d'immigrants et des minorités ethniques, raciales ou autres (Corbin, 1986, cité dans Sibley, 1995, p. 58-9). Au début du XXème siècle, les villes européennes se caractérisent par une géographie de classes : les classes moyennes s'éloignent des centres réservés aux ouvriers associés au désordre et au danger du prolétariat (Sibley, 1995, p. 59). Les médias diffuseront ces mêmes images de minorités déviantes spatialement et socialement marginalisées au sujet des homosexuels, des gitans, *etc*.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Ces images construisent des géographies de l'exclusion et de l'inclusion dans la ville où il est important de maintenir à distance tous ceux qui menacent l'ordre public

> *L'isolement du camp ne vient pas des habitants du camp, l'isolement du camp vient du dehors, des discours médiatiques d'intimidation et de peur d'entrer dans le camp et de la description du camp comme quelque chose d'effrayant,* affirme un sheikh (homme de religion) du camp, le 4 janvier 2017.

Alimentées par les discours médiatiques et politiques, ces peurs tracent des frontières spatiales séparant la ville de ses espaces d'exclusion (Sibley, 1955, p. 46). Ces situations d'exclusion poussent les groupes minoritaires à transformer leur nature exclusive et par des stratégies d'inclusion à remettre en cause ces représentations d'exclusion spatiale (Valentine, 2014, p. 208-9). L'étude des micro-aspects de la vie quotidienne de ces minorités, les réfugiés palestiniens des camps, permet d'identifier ces espaces d'exclusion et ces espaces d'inclusion mis en place pour contourner l'exclusion et ses représentations.

3.2. La ségrégation et l'exclusion : définition et dimension spatiale

L'organisation sociale fondée sur une mise à distance géographique, la séparation physique et la dissociation d'un groupe social par rapport à un groupe dominant, fait référence au concept de ségrégation (Paugam (dir.), 1996, p. 209). Au cours des dernières décennies, la recherche sur la ségrégation a été abondamment investie par les sciences sociales. La géographie s'est intéressée à cette notion dès les années 1960 et vers la fin des années 1980, considérant la ségrégation comme le fruit des processus d'exclusion et d'inclusion matériels et symboliques (Valentine, 2014, p. 208-9). Du latin *segregare*, qui signifie *« mettre un animal à l'écart du troupeau »* (Lehman-Frisch, 2009, p. 94), la ségrégation désigne au sens large une action et un état *« consistant à séparer certains éléments d'un ensemble »* (Paugam (dir.), 1996, p. 209). D'après le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, elle est définie par une division sociale de la ville qui se manifeste par des surfaces de faible diversité sociale, qualifiées négativement, légitimées politiquement et nettement délimitées par rapport aux surfaces avoisinantes par une distanciation sociale (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 830).

La ségrégation apparait donc comme un processus qui impose la séparation à un groupe par rapport au reste (Baumont et Guillain, 2013, p. 765). Ses causes sont diverses : disparités socio-économiques, de races, d'ethnie, de culture, *etc.* – et se traduisent par une mise à l'écart pour protéger la société d'une « contamination » du groupe marginalisé (Lehman-Frisch, 2009, p. 97). Par exemple, l'hostilité d'un groupe à l'installation d'un autre groupe social dans le quartier se manifeste par le désir du dominant de se distancier du dominé. Cette distanciation est visible dans l'espace physique et peut se concrétiser par exemple par des luttes pour la propriété et l'espace habitable *via* des restrictions dans le marché de vente.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La coprésence dans un même lieu de deux groupes sociaux au pouvoir inégal contribue d'une manière décisive à la construction de l'espace physique et à la production d'un processus ségrégatif (Fitoussi, Laurent et Maurice, 2004, p. 10 et 61 ; Sibley, 1995, p. 3). La distanciation sociale se traduit donc par une distanciation spatiale visible dans l'environnement bâti dont les éléments constituent des formes d'inscription spatiale de la ségrégation. Ces éléments de distanciation socio-spatiale sont surtout visibles à l'espace frontalier. Ils sont produits par la forme physique, le sensible, les ambiances et les représentations associées au lieu écarté. Par exemple, l'angoisse de marcher dans une rue d'un quartier considéré « dangereux », la peur associée à certaines apparences physiques et/ou vestimentaires, la nausée liée aux odeurs désagréables, l'inquiétude ressentie dans un environnement désordonné sont des éléments qui produisent et reproduisent de la distanciation spatiale[13]. La forme de l'environnement bâti et ses ambiances reflètent et reproduisent la ségrégation dans l'espace urbain. L'espace physique est impliqué dans la construction de la déviance : l'espace physique, par ses composantes, affecte la perception et l'expérience du citadin et par conséquence intensifie ou attenue les processus d'exclusion/inclusion sociale des minorités et d'exclusion/inclusion spatiale des lieux.

L'exemple des pratiques d'embellissement et de réhabilitation des cités, focalisées surtout sur la réparation des façades, montrent l'importance du visuel et du cadre physique dans l'amélioration de l'image des cités (Ségaud (dir.), 1995, cité dans Gravari-Barbas, 1998, p. 179). Comme Oscar Newman (1972) l'avait exprimé dans son travail sur la criminalité urbaine, *« la conception architecturale (…) influence les représentations et les interactions sociales susceptibles à leur tour d'influencer la criminalité »,* ou dans notre cas d'étude l'exclusion/inclusion du camp et de ses habitants (Mosser, 2007, p. 91). La perception sensible des environnements construits comme les plateaux piétonniers du centre-ville (au revêtement des sols d'une haute qualité, un mobilier urbain travaillé, des jardinières et des bacs à fleurs suspendues sur des façades restaurées) contraste avec l'ambiance et la perception sensible[14] dans les ruelles des camps palestiniens où la lumière naturelle et l'éclairage artificiel - critères déterminants dans le sentiment de sécurité urbaine (Mosser, 2007, p. 77) sont absents augmentant le sentiment d'insécurité du visiteur et des habitantes qui évitent de les prendre le soir. Les lieux fréquentés par les réfugiés à l'extérieur du camp constituent un autre exemple ; pour certains Palestiniens interviewés, certains lieux sont considérés hostiles pour la communauté et d'autres leur sont ouverts et sont perçus comme accueillants. Tel en témoignent les extraits des deux entretiens ci-dessous. Le premier a eu lieu dans un café à Beyrouth avec Farid, journaliste, militant et habitant palestinien du camp de Bourj El-Barajneh (entretien le 17 décembre 2016). Le second a eu lieu dans le café Jafra du camp avec Halim, un musicien palestinien

[13] L'analyse les dimensions sensorielles de l'espace, comme le visuel, l'olfactif ou le tactile, montre la domination des sens sur nos catégories de représentations. Dans Grosjean et Thibaud (dir.), 2001.
[14] Sur les notions de l'ambiance et du sensible des espaces urbains, voir Chelkoff et Thibaud, 1992, Grosjean et Thibaud (dir.), 2001 et Thibaud, 2010.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

originaire du camp de Rachidiyeh et habitant dans la banlieue Ouest de Beyrouth (entretien le 13 juin 2016).

> *Auteure : Quelle est la relation que les Palestiniens du camp maintiennent avec la ville de Beyrouth ? Ont-ils peur d'y aller ?*
> *Farid : ça dépend. Il y a des endroits où le Palestinien se sent plus à l'aise que d'autres. L'autre jour, j'étais à moto avec un ami à Sassine*. Un policier municipal nous arrête, nous demande nos papiers et d'où on vient. Dès qu'il a appris qu'on est Palestiniens, il commence à nous poser tout un tas de questions, « qu'est-ce que vous faites ici ? Vous allez où ? ». Je ne me sentais pas à ma place.*
>
> *Sassine : une place à Achrafiyeh, un quartier chrérien de la ville et une base stratégique majeure pour les Phalangistes, ennemis des Palestiniens, pendant la guerre civile de 1975.
>
> *Halim : pour aller à Hamra, Tarik el-Jdide, Dahyeh, il n'y a aucun problème. Hamra est un quartier à gauche ouvert à tout le monde. Mais aller à Achrafiyeh, à Gemmayzeh ou à Mar Mikhael (partie chrétienne de la ville pendant la guerre civile), non, le Palestinien doit bien le calculer avant. Pour le dire directement, c'est principalement les lieux des chrétiens qui font peur aux Palestiniens. Il n'y a rien qui fait peur en réalité, c'est dans notre tête. Moi j'étais comme ça, j'avais peur d'aller à ces endroits-là, maintenant si tu me dis d'aller même à Bcharreh*, j'irais.*
>
> *Bcharreh : village natal du chef du parti des Forces Libanaises et bastion de la résistance chrétienne contre les Palestiniens et les Syriens pendant la guerre.

Les situations d'exclusion des camps ne sont donc pas uniquement des situations d'exclusion créées par le haut, par un Etat libanais qui met en place des systèmes de contrôle spatial pour les écarter. Il existe aussi des situations d'exclusion spatiale développées par les groupes sociaux dominants suivant leurs préférences pour la pureté et l'ordre et reproduites par la morphologie de l'espace physique (Sibley, 1995, p. 86-7). Toutefois, comme le montre l'extrait de l'entretien avec Halim, les exclus palestiniens ont le pouvoir de résister à ces formes d'exclusion spatiale et de contourner ces espaces de contrôle au quotidien (Sibley, 1995, p. 76). Même si ce pouvoir est trop limité pour interrompre la reproduction des relations de pouvoir et les rapports de force établis, il rend provisoire et variable l'état de ségrégation et d'exclusion institutionnalisé du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

4. Logiques d'exclusion des camps de réfugiés palestiniens au Liban

Un camp de réfugiés est défini par le Haut-Commissariat des Réfugiés (HCR) comme un hébergement conçu temporairement pour des personnes forcées d'abandonner leur foyer et de fuir afin de sauver leur vie pour des raisons de violence et de persécution. Les camps sont construits dans l'urgence pendant que les crises se déploient de manière à assurer une protection à ces personnes les plus vulnérables dans le monde[15]. La notion couvre un large éventail de réalités pour décrire des établissements humains dont la taille, la structure socio-économique et le caractère politique varient d'un contexte à un autre (Crisp et Jacobsen, 1998, p. 27). Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, ce modèle spatial devient une solution normalisée et généralisable dans la gestion des déplacements des réfugiés permettant leur contrôle et leur concentration spatiale et facilitant la gestion bureaucratique et des aides (Malkki, 1995, p. 498).

Le camp est installé suite à une décision de l'Etat d'accueil, assisté par les agences humanitaires, et constitue une des solutions apportées dans l'urgence à l'arrivée des flux de réfugiés. D'autres solutions peuvent être envisagées pour faire face à ces crises comme les sites de transit ou les centres collectifs, mais dans les pays du « Sud », le camp reste le principal modèle d'assistance mise en place pour apporter une aide à ces populations (Bulley, 2014 ; Kibreab, 2007 ; Schmidt, 2003, p. 1). Mais, très souvent, les conflits se prolongent et la situation des réfugiés dans les camps se maintient ; 68% des situations d'exil se prolongent dans le temps (Sylvester, 2011, cité dans Ward, 2014, p. 78).

4.1 Le camp de réfugiés : une forme spatiale d'exclusion

Le camp désigne un lieu et une forme d'habitat provisoire, si provisoire qu'il ne s'oppose ni au désir des Etats d'accueil de recevoir temporairement les réfugiés ni à celui des exilés de rentrer chez eux. Outre la concentration dans un même lieu des aides apportées, l'utilité du dispositif du camp est de maintenir la population réfugiée dans un même espace de façon à faciliter son contrôle. Ce contrôle prend diverses formes - contrôle de la mobilité, présence des forces de l'ordre dans les camps, rationnement des aides, inactivité forcée – souvent suivant un objectif d'endiguement. De fait, plus qu'un modèle spatial de protection, le camp apparait comme un espace de contrôle et de confinement (Agier, 2008 ; Black, 1998 ; Harrell-Bond, 1998 ; Kwok Bun et Christie, 1995, p. 80-1). Les autorités d'accueil s'attendent à une certaine soumission de la part des populations réfugiées en échange des aides données « sans retour » même si les réfugiés sont souvent soupçonnés de vouloir s'installer dans une assistance « à vie » (Cambrézy, 2001, p. 82-3).

Gaim Kibreab (2007), spécialisé dans les études sur les réfugiés, dresse une liste non exhaustive des raisons pour lesquelles les gouvernements des pays « en développement » préfèrent des sites de mise à distance, spatialement ségrégués, pour l'accueil des réfugiés

[15] D'après le site web de l´UNHCR (https://www.unrefugees.org/refugee-facts/camps/).

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

urbains. Pour Kibreab (2007, p. 29-31), une première raison est d'empêcher l'intégration des réfugiés dans la communauté d'accueil : la présence des réfugiés n'est tolérée sur le territoire que si elle est temporaire. Une deuxième raison est d'ordre sécuritaire : l'Etat d'accueil cherche à minimiser les risques réels ou perçus de l'arrivée de ces étrangers sur la sécurité nationale. Il les regoupe dans des camps sous prétexte que leur présence constitue une menace pour la sécurité. Leur confinement facilite le contrôle de la mobilité et des activités et permet de circonscrire les problèmes sociaux comme l'échec scolaire, la délinquance ou le vandalisme (Kibreab, 2007, p. 31). Le regroupement dans des camps permet aussi au gouvernement de réduire le poids de leur arrivée sur le système socio-économique national et les infrastructures : soins médicaux, eau, logement, *etc.* Une dernière raison est d'ordre démographique : plus le camp est peuplé, plus de visibilité il acquiert pour attirer l'assistance internationale et l'obtention de fonds des donateurs (Kibreab, 2007, p. 28-33). *Via* ces formes de contrôle, le camp constitue une autre échelle de production des frontières nationales séparant les autochtones des étrangers (Hejoj, 2007, p. 122). Et aux frontières du camp se démarque *« la différence entre l'autochtone et l'étranger, entre le citoyen et l'exilé »* (Cambrézy, 2001, p. 88-9).

4.2 Logiques d'exclusion et d'inclusion des camps palestiniens urbains au Liban

Au Proche-Orient, le confinement spatial des réfugiés palestiniens prend deux formes principales : le camp planifié et les enclaves palestiniennes. Selon l'anthropologue Julie Peteet (2015, p. 212), ils constituent tous les deux *« des dispositifs carcéraux pour contenir et concentrer spatialement et politiquement les réfugiés »*, séparant les Palestiniens des communautés dominantes. À ses origines, le camp palestinien au Liban ne constitue pas une technologie de ségrégation spatiale. Mais l'attitude de l'Etat libanais et la rigidité des politiques libanaises à son égard participe aujourd'hui de son isolement du reste du pays. Il s'agit donc ci-dessous d'expliciter les facteurs qui ont contribué à la transformation du camp humanitaire palestinien en un espace d'exclusion.

4.2.1. La stigmatisation médiatique du camp

Les discours médiatiques jouent un rôle central dans la façon exagérée de représenter un groupe ou un événement « déviant » (Valentine, 2014, p. 181). Dans le cas des Palestiniens au Liban, ces discours discriminatoires passent par une localisation, celle du camp. Les médias libanais associent les camps palestiniens à des « îles de pauvreté », « d'insécurité » et « de misère » ; ils sont perçus comme des concentrations de problèmes sociaux ; un taux de pauvreté et de chômage élevés, un bas niveau d'éducation et des problèmes de santé. Ils sont constamment représentés par des images négatives comme des lieux de conflits, de trafic de drogues et d'armes, des lieux qui échappent au contrôle de l'Etat. Ces représentations médiatiques disqualifient et excluent les camps ; « les gens ont peur, plus personne n'ose entrer dans le camp », commente Omar, secrétaire du Comité Populaire (CP) de l'OLP du camp de Bourj El-Barajneh dans le bureau du CP, le 10 juillet 2016. Ces constructions médiatiques et sociales disqualifient les camps. Les

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

camps incarnent symboliquement la place des Palestiniens au Liban, majoritairement concentrés dans les camps. Et parce que la présence palestinienne n'est pas souhaitée au Liban, leurs lieux de vie - les camps - évoquent des stéréotypes négatifs et deviennent des lieux dangereux. L'exclusion urbaine de la présence palestinienne se rattache donc aux camps.

4.2.2. L'exclusion institutionnelle du camp

La persistance d'une population majoritairement palestinienne dans les camps ne peut pas être comprise sous le seul angle de la marginalité économique des réfugiés. Elle est soutenue par les organismes gouvernementaux par un processus appelé racisme institutionnel (Smith, 1987, cité dans Valentine, 2014, p. 209). Les politiques gouvernementales, les politiques et les pratiques des autorités locales, le rôle des institutions financières dans l'octroi des hypothèques et les actions des agents immobiliers soutiennent tous une ségrégation qui cherchent à circonscrire l'habitat des Palestiniens aux camps.

En avril 2001, la loi 296 sur la propriété empêche les Palestiniens d'acquérir par achat ou par héritage un bien immobilier sur le sol libanais (Al-Natour, 2003). Cela a un effet direct sur la densification de l'habitat du camp car, ne pouvant plus acheter ni hériter un bien immobilier sur le sol libanais - les Palestiniens préfèrent construire à l'intérieur des camps. Cette mesure de l'Etat exclut de fait les Palestiniens du territoire national, les maintient dans les camps et limite leurs mobilités hors des camps ainsi que leur contact avec la société libanaise.

Le laisser-faire du gouvernement et la rhétorique politique de l'après-guerre quant à la gestion des camps sont ouvertement ségrégationnistes. Les Palestiniens sont perçus comme une menace sociétale pour les emplois et les logements des Libanais, une peur qui a culminé avec les récents évènements de la guerre du camp de Nahr El-Bared en mai 2007[16]. Cette guerre renforce l'image associée à la présence palestinienne au Liban, les Palestiniens considérés comme un facteur de déstabilisation politique. De ces politiques et de ces discours nait une stigmatisation des camps palestiniens comme des espaces informels *« de dangerosité »* (Doraï et Puig (dir.), 2012, p. 240) et une distanciation entre les ayant-droits à la ville et ses corps étrangers ; les réfugiés palestiniens illégitimes et gênants qui nécessitent d'être maintenus dans l'espace du camp (Darling, 2016).

4.2.3. Exclusion des projets de reconstruction ou d'amélioration de l'environnement bâti

Le refus de l'installation permanente des Palestiniens au Liban a une dimension spatiale. Comme l'explique Weighill (1997, p. 308), les projets de reconstruction ou de

[16] Cette guerre a opposé le Fatah El-Islam palestinien à l'armée libanaise. Sur la guerre de Nahr El-Bared, voir l'article de L'Orient-Le-Jour du 02/06/2007.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

réhabilitation des camps palestiniens après la guerre sont rejetés malgré le fait que les infrastructures de certains camps urbains se sont avec le temps connectées avec celles de la ville et que les habitants ont entrepris des projets d'amélioration de leur environnement bâti. Même les projets de connexion des systèmes d'assainissement du camp à ceux de la ville sont perçus comme une volonté d'installation permanente (Weighill, 1997, p. 308). Il existe donc un lien causal entre l'amélioration de l'environnement bâti des camps et la peur de leur refus de rentrer chez eux et de leur installation définitive au Liban (Weighill, 1997, p. 310).

4.2.4. L'UNRWA : inclusion sociale et politiques d'assistance

Depuis sa création en 1949, l'UNRWA est le principal fournisseur de services sociaux pour les réfugiés palestiniens des camps. Elle fournit des services d'éducation, de santé, de formation et d'intégration professionnelle aux réfugiés enregistrés et donc en possession d'une carte d'enregistrement UNRWA dans les cinq régions du Proche-Orient : la bande de Gaza, la Cisjordanie, la Syrie, le Liban et la Jordanie (Hejoj, 2007, p. 124). Par ces services, l'agence assure l'inclusion sociale des réfugiés dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services communautaires (Hanafi, Chaaban et Seyfert, 2012, p. 35). Mais de ces services d'inclusion naissent un niveau d'exclusion que Jean-Noël Chopart et Shirley Roy (1995) appellent exclusion *« administrée ».* En effet, ces services d'inclusion de l'UNRWA constituent « un moyen de stigmatisation »[17] des camps et de leurs populations ; ils affirment que le camp et ces habitants sont problématiques. Ces mesures de stigmatisation positive et de lutte contre l'exclusion délimitent territorialement les zones d'action – les camps, qui se trouvent associés *« à des activités de réparation »* d'une population qui nécessite une intervention spécialisée (Castel, 1995, p. 20). Le camp palestinien apparait donc comme la délimitation spatiale d'une catégorie « spéciale » de population à soigner.

4.2.5. Le camp : entre-soi et affirmation identitaire

Le camp définit l'identité urbaine des réfugiés ; la stigmatisation associée au fait d'habiter dans un camp situe socialement et spatialement ses habitants et conduit à une construction identitaire inscrite dans un espace négativement représenté (Chaaban et al., 2010, p. 5 ; Segaud, 2010 ; Young, 1990, cité dans Lehman-Frisch, 2009, p. 105-6). L'image négative du camp non seulement porte préjudice à ses habitants pour les services de la vie quotidienne mais aussi participe à la construction de l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

Cette stigmatisation négative venue de l'extérieur renforce un entre soi dans le camp et un attachement à la palestinianité du camp jusqu'à considérer que les Palestiniens habitant les camps de réfugiés le sont plus que les autres, situés hors-camps (Dias, 2013, p. 170-

[17] Dans son étude des politiques françaises d'insertion, Isabelle Astier se demande si celles-ci constituent une chance à la citoyenneté ou un nouveau moyen de stigmatisation. Dans Chopart et Roy, 1995, p. 5-8.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

1). Les Palestiniens du camp reproduisent ces jugements négatifs venus de l'extérieur. Si la vie dans les camps au Liban se caractérise par une pauvreté intergénérationnelle persistante et une dépendance aux aides humanitaires, pour les Palestiniens des camps, habiter dans le camp, c'est aussi le maintien de l'identité nationale et de la lutte pour le droit au retour[18]. Quitter le camp représente pour les personnes enquêtées en 2016 et 2017 l'abandon de leur cause et de leur lutte pour le retour.

Au-delà d'un espace de confinement et de contrôle, le camp palestinien est aussi devenu un puissant symbole de l'identité palestinienne (Weighill, 1997, p. 308). D'où le caractère polysémique du terme « camp de réfugiés » qui dépend d'abord du contexte d'étude : le camp palestinien apparait non seulement comme un dispositif d'exclusion mais aussi un espace d'appartenance et d'affirmation palestinienne, un chez-soi et un symbole de la lutte palestinienne. Ce faisant, il renforce un entre soi palestinien et une distanciation de l'extérieur libanais.

4.3 Au-delà d'un espace d'exclusion et de contrôle : le camp palestinien

Comme tout camp de réfugiés, le camp palestinien est, à ses débuts, encadré par deux autorités : l'assistance humanitaire et les autorités policières. Le prolongement temporel de la présence des Palestiniens et des camps palestiniens au Liban renforce les logiques d'exclusion à leur égard. D'après Hanafi, Chaaban et Seyfert (2012, p. 40), l'espace du camp constitue un des trois facteurs principaux contribuant à la création d'exclusion sociale au sein de la communauté palestinienne. Pour ces auteurs, le camp palestinien au Liban, en comparaison avec ceux de la Syrie et de la Jordanie, constitue un espace fermé situé en périphérie urbaine, un espace qui manque d'espaces verts et est doté d'une accessibilité médiocre et de logements précaires. Un camp ouvert serait donc un espace régularisé par les autorités publiques, un espace qui ressemble à un quartier résidentiel à bas revenus, connecté aux villages et aux villes avoisinantes et géré par une autorité gouvernante chargée des problèmes municipaux du camp (Hanafi, Chaaban et Seyfert, 2012, p. 40). Dans Chaaban et al. (2010, p. 5), les auteurs considèrent aussi le camp palestinien comme un espace fermé et dont la fermeture constitue le principal facteur de production d'un taux de pauvreté élevé.

Tant sur les scènes politique et médiatique qu'urbanistique, le camp palestinien au Liban apparait aujourd'hui comme un dispositif toléré pour séparer le légitime du non-légitime, un moyen de représenter le séjour des réfugiés comme temporaire (Darling, 2016), et *« un dispositif de mise à l'écart des indésirables »* (Agier, 2014, p. 12). Mais, dans ce contexte de mise à l'écart socio-spatiale, les camps palestiniens installés à proximité des villes réusissent à s'insérer dans le secteur économique informel. Les réfugiés palestiniens des camps tissent des liens avec la ville, occupent des métiers urbains et deviennent des réfugiés urbains. Pour vivre et survivre, ils transforment le camp selon leurs besoins, leurs

[18] Nous développerons plus loin, dans le chapitre 8, cette idée de la représentation et du symbolique du camp.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

systèmes de pensées et d'action et leurs possibilités économiques. Ils développent des réseaux avec l'extérieur.

Ainsi, en déplaçant notre point de vue de l'échelle de l'État, de la région et de l'humanitaire à l'échelle piétonne du camp et de ses habitants, nous découvrons une réalité différente, une réalité au sein de laquelle les relations sociales sont recréées, les hiérarchies sociales sont (re)construites et où dans l'exclusion, la vie quotidienne continue (Turner, 2015, p. 143). Cette échelle des spatialités intimes et du quotidien, nous permet d'étudier comment les réfugiés s'adaptent à la vie dans les camps et négocient leur exclusion. De ces spatialités du quotidien des camps émerge un espace contradictoire (Turner, 2015, p. 143-4) : d'une part, un camp comme un moyen de maintenir l'ordre et d'éliminer les impuretés dans la société et de l'autre, un espace où de nouvelles réalités inclusives s'inventent dans l'état d'exclusion établi.

Ainsi, si selon la définition de Giorgio Agamben (1998) les camps sont des espaces *« biopolitiques »* où le souverain réduit le sujet à la *« vie nue »* (Sanyal, 2014 ; Peteet, 2015), ce qui reste utile de la formulation de la vie nue d'Agamben dans le cas du camp palestinien, explique Julie Peteet, c'est que cette *« vie nue reste incluse dans la politique sous la forme de l'exception, quelque chose qui est inclus uniquement par exclusion »* (traduit par de l'anglais par N. Tabet, Agamben, 1998, p. 11, cité dans Peteet, 2015, p. 221). Les Palestiniens sont inclus *via* leur exclusion, renvoyant à ce que le géographe Simon Turner (2015) appelle *« l'exclusion incluse »* (included exclusion), la conséquence d'un processus dialectique faisant interagir les politiques publiques, le contexte urbain, énonomique, social, familial et les pratiques individuelles des Palestiniens des camps urbains.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 2 : l'habitat des camps de réfugiés palestiniens au Liban

L'objectif de ce chapitre est double. Premièrement, il reprend quelques définitions récentes de l'habitat, de l'habiter et de l'habitation afin de conclure sur l'habitat non-réglementaire et de dresser une typologie de l'habitat sauvage des camps palestiniens au Liban. Deuxièmement, il élabore la méthodologie d'étude de l'habitat des camps au regard de la dialectique exclusion-inclusion. Pour ce faire, il se divise en trois sections. Dans une première section (1), nous développons l'approche géographique du concept de l'habitat et de ses dérivés présents dans les travaux d'auteurs-clés pour conclure par la suite sur notre définition de l'habitat « sauvage » des camps. Dans une deuxième section (2), nous dressons une typologie de l'habitat des camps et ses différentes échelles d'étude. Cela nous permet dans une troisième et dernière section (3) de délimiter notre champ d'étude et de conclure sur notre méthodologie d'analyse de l'habitat au regard de l'exclusion et de l'inclusion des camps.

1. Les notions d'habitation, d'habiter et d'habitat

1.1 L'habitation : définition et dimensions

La production scientifique sur l'habitat se focalise surtout sur le logement ou l'habitation, l'unité spatiale de base. L'habitation vient du latin *habitatio* et signifie la demeure (Paquot, Lussault et Younes (dir.), 2007, p. 9). Plusieurs termes sont utilisés pour parler de l'habitation : logement, appartement, maison, chez soi, *etc*. (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 7). L'habitation est une *« unité résidentielle stable»* qui abrite *« régulièrement un ou plusieurs individus qui en partagent l'usage »* (Segaud, Bonvalet et Brun (dir.), 1998, p. 5). Elle est multidimensionnelle (figure 2) ;

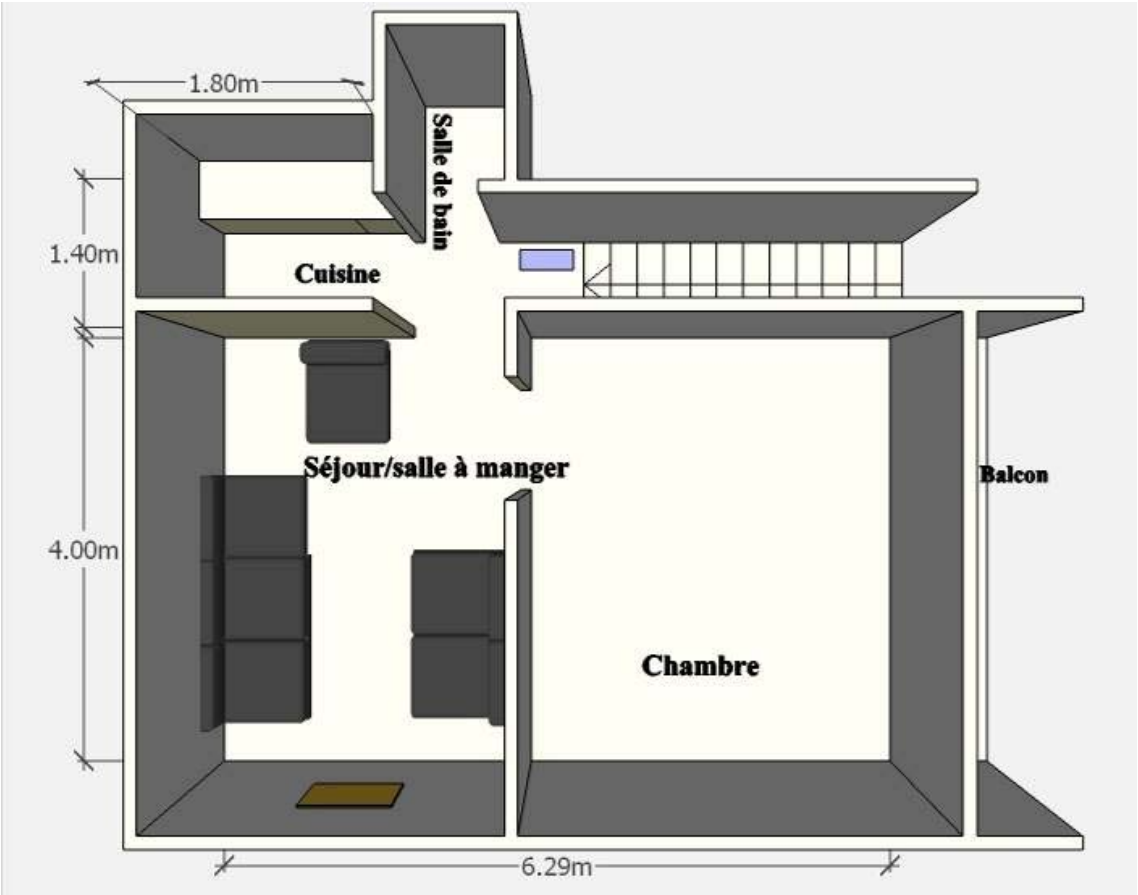
- Fonctionnelle : l'habitation relève de l'espace privé (Paquot, 2005, p. 52),
- Physique : elle est spatialement ancrée et renvoie à un espace physique bien délimité (Segaud, Bonvalet et Brun (dir.), 1998, p. 5),
- Politique : elle relève de normes qui précisent sa construction, ses surfaces, son occupation et ses équipements (Segaud, Bonvalet et Brun, 1998 (dir.), p. 5),
- Economique : elle se différencie des autres biens durables par son ancrage spatial et *« l'immobilisation des capitaux »* pour sa production (Segaud, Bonvalet et Brun, 1998 (dir.), p. 6),
- Symbolique : elle renvoie à une localisation et à un repérage social. Elle se situe dans un environnement bien précis et informe sur le contexte social de son habitant,
- Affective : elle participe à l'unité familiale et *« se situe dans le temps long des générations »* (Segaud, Bonvalet et Brun (dir.), 1998, p. 6).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 2. Les dimensions fonctionnelle, physique, politique et symbolique d'une habitation à la limite Ouest du camp

Fonctionnelle et physique. Ce relevé concerne l'habitation d'Abou Jamil, un de nos contacts dans le camp. Il se situe dans un bâtiment de deux étages (RDC+1) à l'entrée Abou Fayçal du camp. Rima et Abou Jamil, couple palestino-libanais y habitent depuis une dizaine d'année. **Politique et symbolique.** Le petit rectangle jaune sur le croquis indique la présence de la télévision : nous avons visité cette habitation quatre fois et durant chaque visite, la télévision est allumée et la chaîne de télévision diffusée est celle d'*al-Quds* (Jérusalem). Sur le mur séparant le séjour/salle à manger de la chambre est accrochée une illustration du Dôme de Jérusalem. Le rectangle bleu sur le croquis, situé à l'entrée de l'habitation est le tapis où les visiteurs laissent leurs chaussures avant d'entrer, pratique commune dans le camp.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Le dessin a été réalisé via le logiciel Google Sketch up. Les dimensions indiquées sont approximatives, aucun relevé *in situ* n'a eu lieu.



1.2 Habiter

A partir du XI^{ème} siècle, le verbe « habiter » du latin *habitare* désigne le fait de « rester quelque part », de « demeurer » ou de « séjourner » (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 10). Au cours du XX^{ème} siècle, différents domaines des sciences humaines et sociales comme la philosophie, la sociologie, la phénoménologie, l'anthropologie ou l'urbanisme intègrent la notion de l'habiter afin d'étudier la relation des hommes au

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

monde et celle *« des hommes à eux-mêmes à travers le monde »* (Knafou, 1998, cité dans Lazzarotti, 2006, p. 87). En France, la notion va connaitre un renouvellement scientifique au cours de ce siècle (Paquot, 2005, p. 50-1) : au-delà de se loger, simple acte fonctionnel propre au verbe habiter, la notion de l'habiter évolue progressivement pour indiquer la spatialité typique des acteurs et l'interactivité entre eux et l'espace où ils se développent (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 441-2).

Nombreux sont les géographes, anthropologues, architectes, urbanistes et philosophes qui se sont intéressés à l'habiter. Ces études se sont focalisées très souvent sur la dimension résidentielle que sont le logement et les pratiques habitantes saisies au sein de celui-ci (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 43). Le terme va au-delà de l'espace privé et s'étend à l'espace public. Habiter ne se limite pas à la surface en mètres carrés d'un logement ou son aspect architectural (Paquot, 2005, p. 52). Il nous fait sortir des hiérarchies déséquilibrées au profit de l'environnement et l'espace d'une part ou du sujet souverain de l'autre et les replace à égal niveau (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 442). Dans ce sens, *« travailler avec l'habiter c'est explorer les multiples et subtiles modalités du passage (…) de l'homme au monde, du monde aux hommes, des hommes aux hommes par le monde »* (Lazzarotti, 2006, p. 88), c'est explorer les pratiques géographiques de l'habitant et l'interactivité entre lui, les autres et l'espace habité[19] (Lazzarotti, 2006).

La notion de l'habiter se centre donc d'une part sur le rôle de l'habitant : elle constitue l'ensemble des actes et des relations aux autres qu'il réalise pour construire et organiser son habitat, son monde (Lazzarotti, 2006, p. 90 ; Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 437). Cet habitant, son rapport aux autres et sa manière d'habiter sont multiples : le citadin, le touriste, le migrant, l'homme d'affaire, le réfugié, habitent à leur manière l'espace qu'ils découvrent (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 441 ; Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 45). D'autre part, habiter c'est aussi explorer comment l'espace habité crée les êtres humains qui l'habitent et leurs relations aux autres (Lazzarotti, 2006, p. 90-2).

1.3 L'habitat : définition et caractéristiques

Au début du XIX^{ème} siècle, *"le mot « habitat » appartient au vocabulaire de la botanique et de la zoologie ; il indique d'abord, vers 1808, le territoire occupé par une plante à l'état naturel (…). »* (Paquot, 2005, p. 49). Dans son sens le plus large, l'habitat désigne l'ensemble des conditions de l'environnement nécessaires au développement de la survie d'une espèce animale ou végétale (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 37 ; Friedman, 2016, p. 103). Au XX^{ème} siècle, la notion va se généraliser et indique le « milieu » dans lequel l'être humain évolue (Fijalkow et Lévy, 2008, p. 21 ; Paquot, 2005, p. 49).

[19] Sur la notion de l'espace habité, de l'habitant et du rapport aux autres dans le cadre du concept de l'habiter voir Lazzarotti, 2006, p. 89-94.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

En France, la notion de l'habitat devient très présente en géographie (en particulier en géographie humaine) suivant une approche centrée sur une description morphologique et physique du logement (le rôle du bâti, le choix des types de construction, les matériaux, *etc*.) (Fijalkow et Lévy, 2008, p. 31). L'ouverture de la géographie urbaine sur d'autres disciplines de la ville et particulièrement sur les travaux en sociologie du logement conduit à l'intégration à la notion de l'habitat des questions relatives à l'individu-habitant, son espace vécu, ses pratiques urbaines, ses perceptions et ses représentations et ses relations à la ville (Fijalkow et Lévy, 2008, p. 36-7). A la fin du siècle, la géographie urbaine associe donc les dimensions physique et idéelle de l'habitat aux pratiques spatiales de l'habitant, elle associe les pratiques et les formes urbaines mais aussi les processus urbains (comme par exemple la ségrégation résidentielle). Les travaux géographiques rejoignent les approches anthropologiques et sociologiques sur les pratiques de l'espace habité mais en introduisant toujours la mise en relation des normes et des pratiques sociales avec les formes spatiales de l'habitat (Fijalkow et Lévy, 2008, p. 38).

Aujourd'hui, l'habitat renvoie au cadre de vie spatial des êtres humains en société (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 36) et constitue l'*« ensemble des conditions matérielles, sociales et culturelles qui expriment leur mode de vie »* (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 437). Il n'est pas que le *« support fonctionnel statique de la pratique »* mais aussi le cadre et *« l'organisation spatiale (matérielle et idéelle) des espaces de vie des individus ou des groupes »* (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 437; Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 39). Il rassemble à la fois l'ensemble des opérations des acteurs et l'aboutissement de l'organisation spatiale ; les opérations des acteurs (institutionnels, habitants, humanitaires, *etc*.) qui participent par leurs valeurs, leurs imaginaires, leurs savoirs et leurs situations financières à la formation des espaces de l'habitat, et la forme dans l'espace des objets de société mis en jeu par ces acteurs. L'habitat ne se limite donc plus à l'habitation et comprend tous les pratiques géographiques et quotidiennes (Lazzarotti, 2006). Ainsi, la question du logis n'épuise plus celle de l'habitat :

> *« Je réside bien dans ce trois-pièces de cet immeuble, mais mon habitat véritable embrasse plus large, il intègre la cage d'escalier et l'ascenseur, le hall d'entrée, le local à bicyclettes, les abords immédiats de l'immeuble, le cheminement qui mène à la rue, les rues voisines qui desservent la station de RER, l'école, la boulangerie, le jardin public… Mon habitat est extensible au gré de mes humeurs, de mes relations de voisinage, de ma géographie affective, tout comme il peut se rétrécir, si moi-même je me replie sur moi, ne veux rencontrer personne, m'enferme dans mon appartement comme une huître dans sa coquille. »* (Paquot, 2005, p. 52-3).

L'extrait témoigne de la nature complexe de l'habitat qui intègre à la fois la dimension fonctionnelle des lieux habités et sa répartition spatiale (localisation : urbain/rural, configuration : dispersé/dense, *etc*.), et *« les éléments matériels et humains qui qualifient*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

les modes de résidences » allant jusqu'à inclure *« les autres fonctions qui permettent de subsister et de s'approprier cet espace »* (Segaud, Bonvalet et Brun (dir.), 1998, p. 6-7). L'extrait montre la nature changeante de la notion ; elle est construite et reconstruite en permanence en fonction de l'habiter (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 39) et dépend des différentes manières d'habiter et de leurs différentes échelles quotidiennes : de l'habitation ou le logement, unité spatiale de base à l'espace de la mobilité pendulaire, rythmée par les lieux et les zones fréquentés (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 438).

1.4 L'habitat non-règlementaire

1.4.1 L'habitat irrégulier, l'habitat illégal et l'habitat informel

L'habitat non-règlementaire est un habitat qui ne suit pas les règles ; il est construit *« en dehors des normes juridiques et/ou des cadres administratifs de l'urbanisme »* (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 438). Le champ lexical relatif à l'habitat non-réglementaire est large : clandestin, spontané, non-structuré, aléatoire, insalubre, précaire, informel, taudis, bidonvilles, *etc.* (Davis, 2005 ; Deboulet, 2011, p. 76). Il fait référence en général à l'habitat des plus démunis, aux conditions de logement les plus précaires dans lesquels ils se retrouvent en situation d'illégalité ou d'irrégularité.

L'organisation spatiale de la ville est fondée d'une part sur les normes de l'urbanisme règlementaire et de l'autre sur les droits fonciers, principalement le droit de la propriété foncière et immobilière (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 13). L'irrégularité fait référence à des infractions aux normes réalisées dans le cas de détention de la propriété du bien. Au Liban, cela concerne les irrégularités à l'égard des règles de construction et les irrégularités à l'égard des règles de l'urbanisme présentes dans tous les milieux de la société libanaise (Clerc-Huybrechts, 2006 ; Mallat, 1997, p. 65-6, cité dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 14 ; Riachi, 2013, p. 129). L'illégalité de l'habitat renvoie à une transgression foncière sur des biens publics ou privées d'autrui et donc vis-à-vis du droit de la propriété. Ces irrégularités et ces illégalités concernent aussi bien l'espace construit par les plus riches que l'espace construit par les plus pauvres mais les pratiques de chaque groupe social ne sont pas représentées de la même façon (Al Sayyad, 2004, p. 10-1). Dans le cas des personnes démunies, ces *« situations d'informalité sont considérées comme illégales et leurs habitants criminalisés »,* pour les autres, ces situations *« semblent être protégées et formalisées ou même approuvées par la pratique de l'Etat »* (traduction de l'anlgais par N. Tabet, MacLeod et Jones, 2011, p. 2452).

En effet, depuis les années 70, l'informalité urbaine est employée pour décrire les citadins pauvres ou les personnes vivant dans des bidonvilles ou des quartiers de squatters. Cette approche de l'informalité urbaine est contestée par des chercheurs comme le sociologue Manuel Castells et la politiste Janice Perlman pour qui elle constitue un instrument de contrôle social des pauvres (Al Sayyad, 2004, p. 9-13). Dans son travail sur les favelas de Rio De Janeiro, Perlman (1974) montre que leur marginalité sociale, culturelle, politique et économique est *« empiriquement fausse, trompeuse sur le plan analytique et insidieuse*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dans ses implications politiques ». Pour Perlman, les favelados ne manifestent pas d'attitudes ou de comportements caractéristiques de personnes marginales ; ils sont socialement bien organisés, culturellement optimistes et économiquement actifs (Al Sayyad, 2004, p. 18-9). Dans ce travail, nous nous éloignons de cette représentation dominante de l'informalité urbaine et de l'habitat informel associée aux exclus/marginaux de la société. Notre approche considère cet habitat informel comme celui de ceux qui font partie de la société mais à des conditions qui leur font souvent subir une exploitation économique, une répression politique, une stigmatisation sociale et une exclusion culturelle sans pour autant les empêcher de rechercher *« la transformation sociale »* dans leur lutte quotidienne pour les services urbains (Bayat, 2000, p. 539 et Castells, 1983, cité dans Al Sayyad, 2004, p. 9).

D'un point de vue plus concret, l'habitat informel se résume à ce qui représente au sein de l'ONU-Habitat les installations informelles - *Informal settlements* et les taudis – *Slums* (Habitat III, 2015, p. 2). D'après l'ONU-Habitat, l'installation informelle sera une zone résidentielle définie par trois critères : l'insécurité de l'occupation : les habitants n'ont pas de sécurité d'occupation ; l'exclusion des réseaux et des services : les quartiers sont privés des services de base ; et la non-conformité aux règles de construction : le logement est irrégulier, n'est pas conforme aux règles et se situe dans des zones à risques. Un taudis – *slum* constitue la forme la plus précaire de l'installation informelle et se caractérise par l'absence d'un des critères suivants : un accès inapproprié aux services de base (eau salubre, assainissement et infrastructures), une structure non durable des logements, une surdensité de la population et l'insécurité de l'occupation et de la propriété des logements et des terrains.

1.4.2 L'habitat sauvage du camp : définition et caractéristiques

L'habitat des camps palestiniens urbains au Liban représente une forme d'habitat particulière caractérisée par un cadre juridique flou qui concerne la propriété foncière et la gestion urbaine[20], l'illégalité de leur extension horizontale au-delà des limites initiales (ces limites étant physiquement fixées ou pas) et l'illégalité de leur extension verticale, au-delà des besoins des habitants de se mettre à l'abri[21].

Aujourd'hui, les Palestiniens sont privés du droit de propriété du logement à l'intérieur et à l'extérieur des camps. Dans ce contexte de privation, naissent des formes alternatives de propriété du logement contestant le droit de propriété au nom d'un droit à la survie, et des formes d'habitat *« qui nient la propriété privée au nom de l'usage nécessaire et essentiel des biens pour ceux qui en ont besoin »* (Denèfle (dir.), 2016, p. 18). L'exclusion de l'accès à la propriété de son logement contribue à la formation d'alternatives de propriété des Palestiniens reconnues par la population à l'intérieur du camp par le moyen

[20] D'après notre entretien téléphonique avec la conseillère juridique de l'UNRWA, le 24 mai 2017.
[21] Au sein d'un cadre juridique flou, l'illégalité de l'habitat du camp est celle présente dans l'opinion publique.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de documents qui déclarent les processus de vente et de location des habitations signés par les CP du camp.

L'habitat du camp est donc d'abord une forme de contestation de la privation du droit de propriété. C'est l'occupation dans la durée de terrains mis provisoirement à la disposition d'une population palestinienne ou de terrains laissés vides et leur reconversion par les occupants eux-mêmes. Cette forme de l'habitat a été dénommée « sauvage » parce qu'elle présente les caractéristiques tant dans la forme que dans la gestion, d'un espace non soumis au droit de l'urbanisme et au droit foncier, où ces droits ne s'appliquent pas, et qui s'organise et se transforme spontanément en dehors de ceux-ci au regard des initiatives individuelles qui contestent l'exclusion du droit à la propriété foncière. Nous développons ci-dessous, un ensemble de caractéristiques de cet habitat inspiré des caractéristiques de l'habitat informel.

L'autoconstruction

A l'origine, l'habitat du camp est issu de pratiques de l'autoconstruction : il est construit et utilisé par la même personne sans aucune autorisation officielle sur un terrain transmis de père en fils depuis trois générations ou sur un terrain d'autrui. La première génération d'habitants construit elle-même l'habitat du camp, que cela soit *via* les aides à l'abri assurées par l'UNRWA ou par ses propres moyens.
Dans les années 60, l'habitant palestinien était devenu l'architecte et son habitat passait d'une architecture de survie à une amélioration de l'habitabilité (Friedman, 2016, p. 101 et 105). Avec le prolongement de la situation, l'UNRWA souhaite améliorer les abris-tentes et créer des camps proprement organisés afin d'éviter le surpeuplement et leur transformation en des bidonvilles. Dans une tentative de remplacer les tentes par du bâti en dur, elle met en place un programme d'abri, *shelter program*, qui offre des subventions encourageant les habitants à améliorer eux-mêmes leurs propres abris. Ce programme d'auto-assistance encourage indirectement les constructions informelles des réfugiés qui apprennent les techniques de la construction de leurs abris (figures 3, 4, 5 et 6). La contradiction de leur situation, entre un camp voulu provisoire et le durcissement des abris pour assurer les besoins basiques, exige un certain degré de permanence et *« Les camps et les abris sont le produit de pragmatisme et des nécessités très basiques »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, Berg, 2014, p. 124). Avec la complexification de la structure, la croissance en hauteur des constructions et l'amélioration de la situation économique de certains habitants, les habitants font aujourd'hui appel à des artisans du camp et des ouvriers pour réaliser les travaux.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 3. Projet de réhabilitation des abris dans le cadre du *self-help shelter repair program* : l'exemple du camp d'Ein El-Helwe en 1982

Suite à l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, des milliers de réfugiés palestiniens voient leurs maisons endommagées, d'autres se retrouvent sans abris dans le camp de Ein El-Helwe à Saïda, au sud du Liban. L'UNRWA achète des tentes pour fournir des abris temporaires, mais les réfugiés refusent de vivre sous des tentes et se mettent à réparer leur maison. L'UNRWA met donc en place un programme d'auto-réparation des abris. Le programme offre soit des matériaux de construction, soit des subventions en espèces pour permettre aux réfugiés de réparer/reconstruire leurs abris.

Autoconstruction des habitations par les réfugiés en situation de sans abris dans le camp de Ein El-Helwe après l'invasion israélienne de juin 1982
Source : photo par Georges Nehme, 1982, archives de l'UNRWA.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 5. Camp d'Ein El-Helwe en 1982 : autoconstruction des habitations

Comme le montre la photo ci-dessous, les habitations sont composées de murs en pierres de parpaing posés sur un sol en ciment et couvertes par le tissu des tentes distribuées par l'UNRWA.

Source : photo par Georges Nehme, 1982, archives de l'UNRWA.

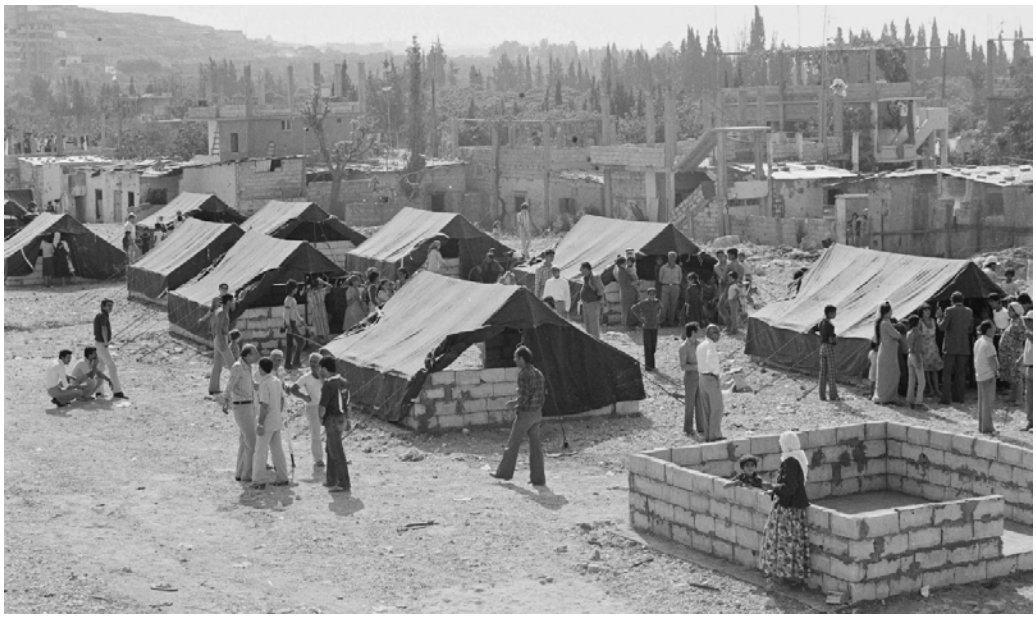
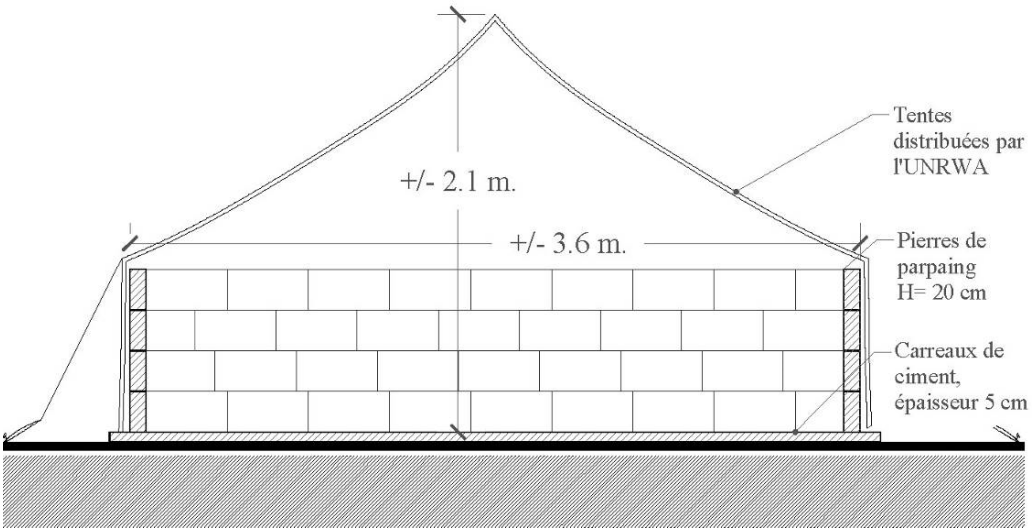


Figure 4. Coupe schématique des nouvelles habitations construites suite à la destruction du camp de Ein El Helwe en 1982

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. La coupe a été réalisée via le logiciel AutoCad. Les dimensions indiquées sont approximatives.

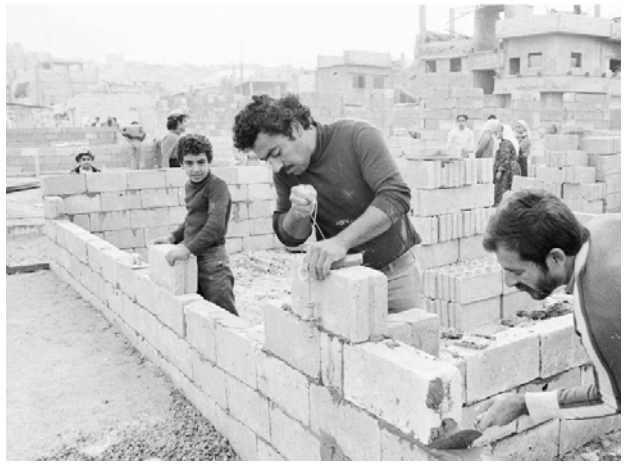


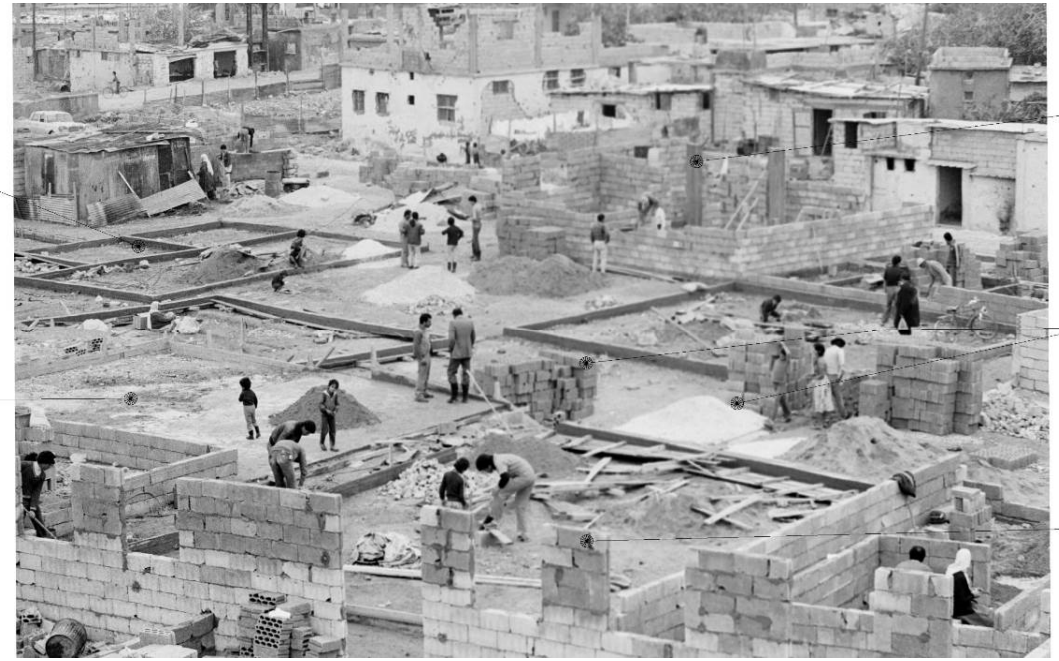
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 6. Les techniques d'autoconstruction et d'autoréparation des habitations par les réfugiés du camp d'Ein El-Helwe en 1982

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Photos prises par Georges Nehme, 1982, archives de l'UNRWA.





Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

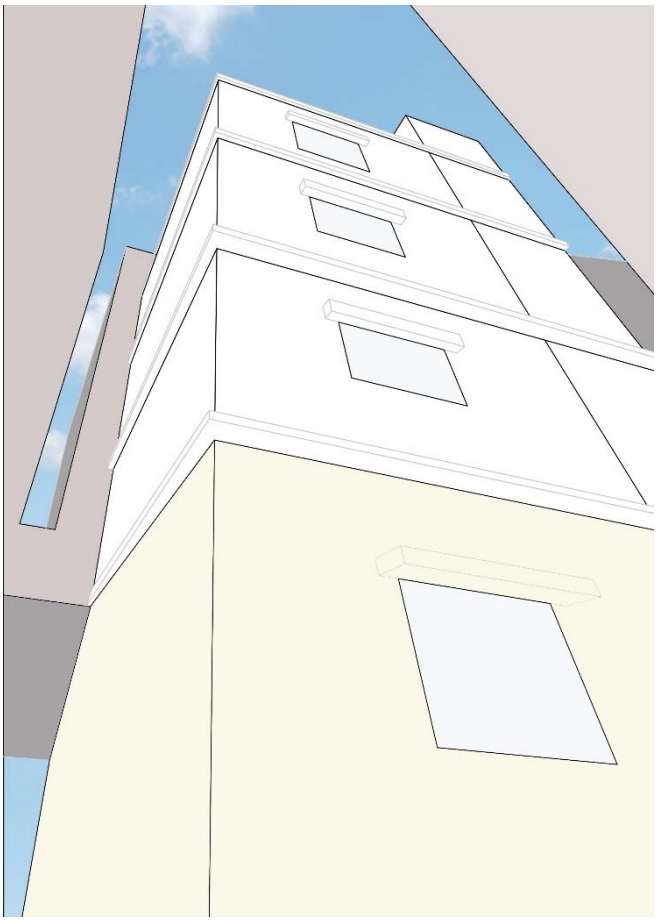
Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

La morphologie des habitations

Figure 7. Extension d'un bâtiment tout en respectant la morphologie du rez-de-chaussée d'origine

En gris jaunâtre au RDC est marqué l'ancien bâti, le bâti d'origine, construit pendant les années 60. En blanc apparait la nouvelle extension du bâtiment de trois étages respectant la trame du bâti ancien (ouverture des fenêtres, ouverture des portes, limite du bâti, *etc*.). En gris sont traçés les contours des bâtiments mitoyens.

Réalisation : dessin de Nicole Tabet. 2018. Le dessin a été numérisé via le logiciel Photoshop.



La morphologie des habitations du camp ne suit pas les règles de construction en vigueur. Dans le noyau le plus ancien du camp, là où les bâtiments sont proches les uns des autres, la seule norme pour l'ajout des étages établie par les habitants est de suivre la morphologie de l'ancien bâti au rez-de-chaussée comme le montre l'exemple de la figure 7.

Un habitant qui ajoute un étage ne peut ouvrir une fenêtre qu'à l'endroit où elle existe au RDC. Dans le cas où il souhaite changer l'endroit de l'ouverture, la nouvelle localisation se négocie avec les voisins.

La qualité des constructions dans le camp varie en fonction de la temporalité et de la localisation : un bâtiment construit récemment témoigne d'une meilleure qualité (de matériaux, de structure, d'isolation, d'accessibilité, *etc*.) qu'un bâti construit dans les années 70 (figures 8, 9 et 10).

Premièrement, c'est parce que l'ancien noyau du camp est très dense et manque d'espaces vides alors qu'au niveau des nouvelles extensions du camp, le constructeur peut profiter de la disponibilité de terrains vides pour se construire des bâtiments de surface et de hauteur plus importantes (figures 8 et 10). Deuxièmement, c'est parce qu'aujourd'hui les Palestiniens du camp cherchent à améliorer l'habitabilité de leur environnement (on ajoute par exemple des ascenseurs, de la climatisation, des caméras de vidéosurveillance, *etc*.) et ne se contentent plus d'un abri primaire pour se protéger (figure 10). Enfin, c'est

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

parce qu'aujourd'hui, ils ne construisent plus pour uniquement se loger mais pour profiter d'un marché immobilier, louer ou vendre les appartements à une clientèle palestinienne ou étrangère. Pour le faire, ils améliorent la qualité du bâti.

Dans ce contexte, la réalité physique et l'amélioration de la qualité du bâti du camp constituent un des indicateurs d'inclusion des camps : d'abord parce que l'habitat du camp s'est consolidé depuis plusieurs décennies et les habitations en matériaux de récupération légers à haut risque d'expulsion se sont transformées en dur risquant beaucoup moins la démolition (Deboulet, 2011, p. 77). La petite surface du bâti des années 60, avec un ménage par étage, a augmenté et les nouveaux bâtiments peuvent accueillir jusqu'à trois logements par étage. Ensuite, parce qu'en améliorant l'espace domestique et la qualité du logement, par exemple en intégrant au sein du bâtiment le réseau de canalisation qui autrefois s'accrochait aux façades (figures 8, 9 et 10), le statut provisoire du camp et la précarité de son habitabilité changent. Pour les habitants, la vie dans le camp est devenue permanente et le modèle du camp provisoire et dans l'urgence évolue progressivement vers un modèle plus habitable et plus permanent. Enfin, en améliorant la qualité structurelle du bâti, ils sont capables d'ajouter plus d'étages et donc d'élargir le maché immobilier du camp et d'attirer une clientèle étangère. Si les réfugiés sont sensibles à la question de la permanence liée à l'abolition du droit au retour, la nécessité de se loger les poussent à « perméabiliser » leur séjour, à faire du camp un espace de plus en plus inclus dans la ville. L'évolution du camp en un *camp-quartier* apparaît comme le produit d'un pragmatisme et des nécessités du quotidien.

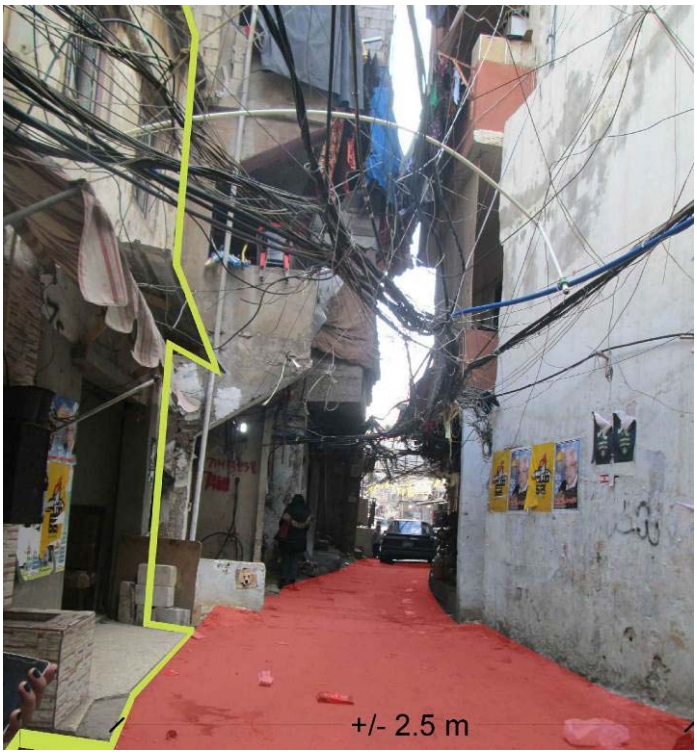


Figure 8. La morphologie de la voirie dans l'ancien noyau du camp

La zone en rouge délimite la voirie partagée entre piétons, véhicules et deux-roues. L'endroit et la direction suivant laquelle la photo a été prise sont indiqués sur la figure 9 ci-dessous par un drapeau mauve. Le périmètre en vert jaunâtre de l'ancien bâti correspond au tracé présent sur la figure 9 et délimite la partie la plus ancienne du bâtiment en question.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Photo par N. Tabet, août 2016.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 9. Comparaison morphologique de deux types de bâtiments : ancien et nouveau bâtiments dans le camp

Les deux photos de la figure 9 et de la figure 10 illustrent deux situations extrêmes des bâtiments dans le camp, le premier est un bâtiment dans un état délabré et le second est un nouveau bâtiment dans un très bon état. Il faut noter que, de l'un à l'autre, existe tout un tas de situations intermediaires de bâtis p, que ça soit des nouveaux bâtis avec des conditions esthétiques moins élaborées ou des anciens bâtis avec des conditions d'habitabilité meilleures.

a. L'analyse de l'évolution de la façade d'un bâti situé dans l'ancien noyau du camp

Situé dans le noyau le plus ancien du camp la *Jouret Al-Tarach'ha*, ce vieux bâtiment d'un étage (RDC+1) est en mauvais état. Il s'est progressivement délabré et les murs extérieurs portent toujours les traces des tirs des guerres qu'a connues le camp. Le linge étendu et les deux citernes d'eau indiquent que le bâtiment est toujours habité. La zone en rouge délimite la voirie partagée entre piétons, véhicules et deux-roues (voir figure 10 ci-après). Le petit drapeau en mauve indique la direction suivant laquelle la photo de la figure 8 a été prise. La lecture de la façade permet de retracer l'évolution du bâtiment : le périmètre en vert renvoie à la partie la plus ancienne. Le périmètre en bleu délimite la première extension du bâti formée par une terrasse au RDC couverte par un volume au premier étage, en orange le rajout d'une petite extension en porte à faux au premier étage.

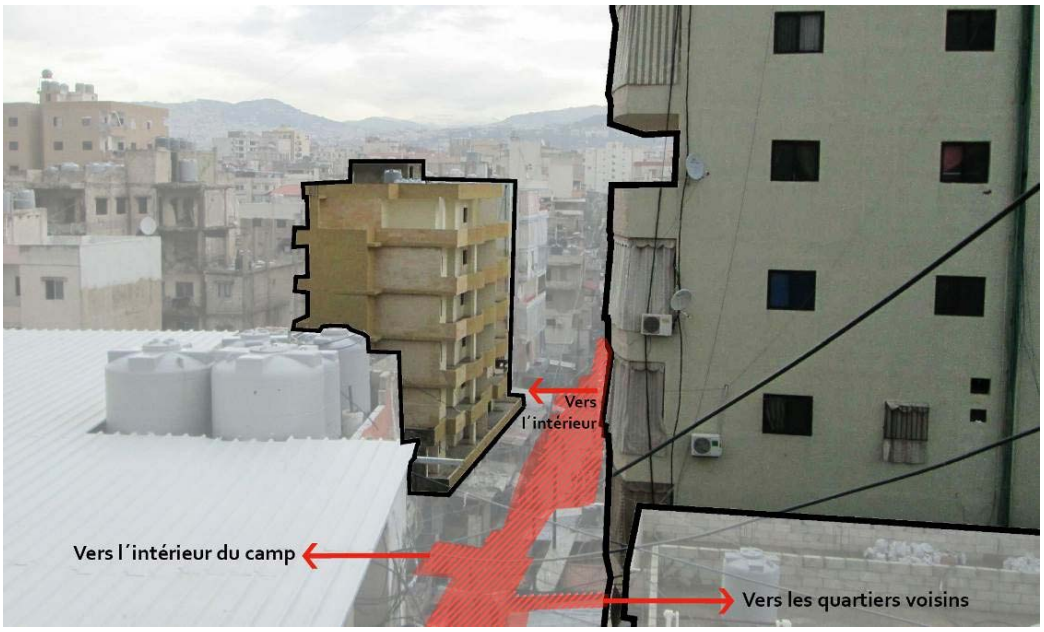


© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 10. Morphologie d'un nouveau bâtiment dans le camp

Marquée en rouge est la continuité de l'axe précédent tracé sur les figures 8 et 9. La photo montre l'apparition de nouveaux bâtiments à la limite Est du camp. Les façades de ces bâtiments sont en meilleur état. Elles sont esthétiquement plus élaborées avec des revêtements en pierres pour certaines. Les réseaux d'eau et d'électricité ne s'accrochent pas aux façades et sont intégrés aux ossatures des bâtiments. Les fenêtres ne sont plus en bois ou en acier et sont remplacées par des fenêtres en PVC ou en aluminuim témoigant de meilleures conditions d'isolation de l'enveloppe du bâti. Les appartements du bâtiment au premier plan sont climatisés, avec wifi et télévision satellite (unités d'air conditionné et antennes accrochés aux façades). La disponibilité en surface permet aux habitants de profiter d'un balcon au niveau de chaque étage, sans devoir le fermer pour agrandir la surface habitable.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Photo prise N. Tabet, août 2016.



La consolidation des anciennes constructions, dans le cas d'une extension verticale, peut impliquer un danger pour les habitants. Ces opérations d'extension manquent leurs éléments structurels ; les fondations, les colonnes et des planchers sont inexistants ou inadaptés aux nouvelles densifications et charges (figure 11). Dans l'absence de fondations et d'ossatures adaptées, le bâti risque l'effondrement. Les habitations des anciens bâtis souffrent d'un manque d'éclairage naturel, de mauvaises conditions de ventilation et donc d'humidité et n'assurent pas une bonne isolation sonore et thermique. L'effort architectural en tant qu'esthétisme est inexistant et la construction est réalisée par l'habitant lui-même.

© 2020 Tous droits réservés.

Figure 11. La qualité du bâti : effondrement des toitures des habitations

Les photos présentent deux exemples d'effondrement des toitures des habitations, problème courant dans le camp. Cela est dû à la corrosion de l'armature en acier du béton armé conduisant à l'endommagement du béton et la formation d'éclats, d'épaufrures et la fissuration du béton. La corrosion des aciers revient à divers facteurs dont une charge excessive sur le bâti existant, le contact avec certains corps comme les ions contenus dans le milieu environnant du camp (la mer proche), l'usage de l'eau domestique salée dans le mélange du béton armé ainsi que l'impact des bombardements sur le camp (durant la guerre des camps par exemple) et à ses alentours (durant la guerre de 2006 sur la banlieue sud).

Source : Photo à gauche est extraite du reportage : منازل آيلة للسقوط في مخيم برج البراجنة, Palestinian Refugees Portal, publié sur YouTube le 25 Juillet 2017. La photo à droite est extraite de la page Facebook « مخيم برج البراجنة اون لاين_Burj Barajneh camp Online », publiée le 28 Août 2018.



L'exclusion des réseaux et des infrastructures

Tout comme l'habitat informel, l'absence d'une autorisation de construction ou d'occupation exclut l'habitat sauvage du camp de l'accès aux réseaux et aux équipements publics (Deboulet, 2011, p. 76 ; Legros, 2016, p. 154). Les raccordements aux infrastructures et aux réseaux publics se font donc illégalement ou hors circuit formel (Davis, 2005, p. 17). Les conséquences sont un accès réduit et irrégulier aux services urbains de base et une offre d'infrastructures très loin de suivre le rythme de l'urbanisation du camp (Davis, 2005, p. 17 ; Legros, 2016, p. 154). Sur le long terme, le non-raccordement ou le raccordement bricolé du camp aux réseaux de base deviennent des sources de pollution des sols et des eaux souterraines et donc de dégradation de l'environnement (Davis, 2005, p. 14-5). Par exemple, l'exclusion de l'accès à l'eau domestique à certaines zones du camp pousse les autorités du camp à pomper l'eau des nappes souterraines pour desservir ces zones. Aujourd'hui, l'épuisement des nappes fait que l'eau pompée et desservie aux ménages du camp est devenue salée. L'absence d'une distribution des services urbains de base publics dans le camp conduit à un bricolage d'un système de distribution et à des graves conséquences sur la qualité de vie dans le camp et sur l'environnement (figure 12).

© 2020 Tous droits réservés.

Figure 12. Le paysage du camp : accrochage et superposition des réseaux sur les façades

Réalisation : Nicole Tabet 2018. Photo prise par N. Tabet, juillet 2014.



Légende

Réseau intérieur d'évacuation des eaux domestiques (eaux usées et eaux vannes provenant de la cuisine, de la SDB et des toilettes) vers le réseau d'assainissement municipal.

Réseau intérieur de distribution en eau (tuyaux en PVC)

Réseau intérieur d'approvisionnement en électricité

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Depuis la fin de la guerre civile libanaise, le secteur électrique souffre d'un déficit croissant entre l'offre et la demande et un manque ou une inadaptation des infrastructures à toutes les zones urbaines. Les conséquences sont des coupures fréquentes de courant et un rationnement de la distribution électrique selon les régions (OLJ, 31/1/2018). Le vide laissé par l'autorité de l'État a emmené au développement d'une importante fraude, des réseaux d'approvisionnement alternatif comme l'abonnement à un générateur personnel ou collectif et l'accrochage illégal sur le réseau (Verdeil, 2009, p. 424). Dans l'agglomération de Beyrouth, le développement de la consommation frauduleuse et les pratiques de piratage sont souvent assimilés à la banlieue sud (division de Chiyah) désignée comme le lieu du vol de courant principal même si les chiffres invitent à nuancer cette idée (Verdeil, 2009, p. 430). Dans l'impossibilité légale d'être raccordées au réseau, les forces locales en banlieue sud, dont le Hezbollah, se sont imposées comme fournisseurs de services urbains (Harb, 1996, p. 45-75). Dans ce contexte, les camps de réfugiés palestiniens constituent pour les autorités municipales des zones qui ne paient pas leur consommation d'énergie.

Si la banlieue sud est représentée comme une région à haut niveau de fraude, le camp situé dans son périmètre est considéré par l'autorité municipale comme l'emblème de la consommation frauduleuse et des pratiques de piratage. Les Palestiniens, en l'absence d'une planification du réseau et dans un contexte de forte croissance démographique, sont accusés de branchements frauduleux et du non-paiement des factures d'électricité. Le résultat spatial de ces conditions d'approvisionnement en courant électrique est un accrochage des câbles électriques sur les façades des bâtiments ou suspendus dans l'air (figure 12). *« Toile d'araignée », « impression d'un espace intérieur mais à l'extérieur », « espace fermé », « espace dense », « le chaos urbain domine l'espace », « espace surpeuplé », « la lumière naturelle est là mais ne pénètre pas », « espace réduit et confiné », « claustrophobie »* sont les termes utilisés par les étudiants de Master en paysagisme à l'Université Libanaise en décembre 2016 dans leur analyse des photos du camp, pour désigner la suspension des câbles et décrire le paysage (annexe 7).

Quant aux voies de circulation, elles sont ouvertes par les occupants et selon leurs besoins. Elles sont souvent en mauvais état et n'ont jamais fait l'objet d'aménagement : la structure urbaine est en forme de labyrinthe, l'hiérarchisation des voiries est absente, la chaussée est non-asphaltée et en terre battue, les trottoirs sont absents et l'espace public-commun manque de lumière naturelle et d'éclairage public (figure 13).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 13. Absence de lumière naturelle le long des voies du noyau ancien du camp en pleine journée ensoleillée

La photo a été prise le 18 juillet 2014 à midi. La luminosité de l'espace laisse penser que la photo a été prise en fin d'après-midi. Il est midi et les lampes de la boucherie sont déjà allumées alors que celle-ci dispose d'une façade complètement vitrée permettant la pénétration de la lumière naturelle. Le seul rayon de soleil présent pénètre à travers un trou laissé involontairement ouvert.

Source : photo prise par N. Tabet, juillet 2014.



L'espace public de l'habitat sauvage

Les Palestiniens ne sont pas propriétaires des habitations qu'ils ont construits dans le cadre du régime libanais du droit de propriété. La propriété des terrains et des habitations dans le camp est définit par un vide juridique[22], conséquence du flou juridique qui entoure les terrains du camp. Le résultat est une insécurité d'occupation de l'habitant palestinien : il ne peut pas posséder un titre de propriété légal et son statut dépend des pratiques locales (Deboulet, 2011, p. 77 ; Legros, 2016, p. 153 ; Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 439).
Dans ce contexte, les Palestiniens se retrouvent à la fois non-propriétaires et propriétaires de l'habitation[23]. Face à ce vide, le camp devient propriété légale de personne et propriété d'usage de tous. Le vide juridique conduit à l'appropriation des espaces vides (non-construits) du camp par les habitants : le vide (le non-construit) du camp sera subordonné aux intérêts de chacun (Beauchard et Moncomble, 2013, p. 14). Dans ce contexte,

[22] D'après notre entretien téléphonique avec la conseillère juridique de l'UNRWA, le 24 mai 2017.
[23] Nous traitons ici du régime de propriété par l'usage, l'appropriation et l'occupation du bien (Denèfle (dir.), 2016).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'espace « public » de l'habitat sauvage du camp (comme les voiries, les voies piétonnes, les petites places, *etc*.) n'a jamais existé. Sa subordination aux intérêts de chacun se manifeste physiquement dans l'espace : chacun construit comme il veut, empiète sur la voirie, occupe le vide des voies, *etc*. (encadré 1 et figure 14) (Beauchard et Moncomble, 2013, p. 13-8).

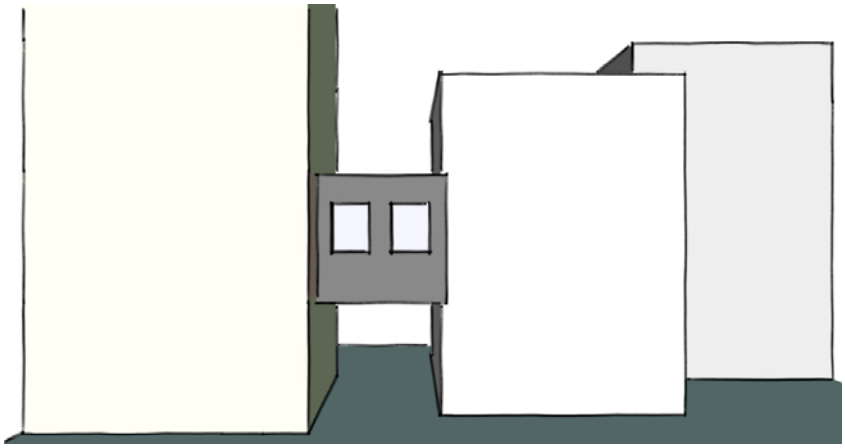
Notes de terrain 1. Le 13 décembre 2016 à 11h.

En traversant un passage couvert par une construction au premier étage (figure 14), Chaza* m'explique que cette construction n'existait pas il y a un mois. Les gens font ce qu'ils veulent, construisent au-dessus des voies de circulation, ajoutent des balcons, ferment les balcons, elle m'explique. *« La prochaine fois que tu reviendras, tu ne reconnaitras plus le camp, tout aura déjà changé »,* affirme-t-elle.

*Chaza est une étudiante de 23 ans en architecture d'intérieur que j'ai rencontré lors d'un de mes séjours de terrain.

Figure 14. Occuper le vide « public » de la voirie du camp. Cas d'un passage couvert dans le camp

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via le logiciel Google SkecthUp.



La surpopulation, le manque d'espaces verts

Comme l'habitat informel, la densité de population de l'habitat sauvage est élevée par rapport à sa capacité d'accueil et à la surface dont il dispose. L'habitat sauvage se caractérise par des fortes densités d'occupation résidentielle. Le camp manque de surfaces vides et d'espaces verts.

Pauvreté urbaine, crimes et vices

L'habitat sauvage du camp est lié à des problèmes sociaux : pauvreté persistante, chômage, bas niveaux d'éducation et problèmes de santé. Comme pour l'habitat informel, les habitants occupent surtout des emplois dans le secteur informel (Legros, 2016, p. 154). Les camps, comme les taudis, sont avant tout perçus comme des espaces d'immoralité sociale et de vices où résident les déviants de la société.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. L'analyse morphologique de l'habitat sauvage des camps palestiniens

Comme expliqué précédemment, l'habitat est à la fois l'ensemble des opérations de ses acteurs qui participent à la formation des espaces de l'habitat, et la forme que ceux-ci prennent ; l'agencement et l'organisation spatiale (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 437). Etudier l'habitat du camp, c'est donc étudier à la fois sa forme urbaine et les pratiques spatiales qui la sous-tendent. La section suivante se focalise sur une des formes de l'habitat des camps : l'espace construit et la forme physique. Il s'agit d'abord d'explorer les méthodes et les outils utilisés dans ce travail pour ensuite préciser les composantes morphologiques de l'habitat sauvage du camp : sa forme urbaine, ses voies de circulation et ses réseaux, sa localisation géographique, ses espaces publics, *etc.*

Deux méthodes sont utilisées dans notre étude de la forme physique de l'habitat du camp. La première méthode est une analyse typologique de l'espace construit du camp d'étude, le camp de Bourj El-Barajneh : elle étudie les trois grands ensembles qui constituent le tissu urbain du camp ; les réseaux des voies, les découpages fonciers et le parcellaire, et le bâti (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 105). La deuxième est une analyse séquentielle plus globale de l'espace construit à travers les séquences paysagères des axes de circulation structurants du camp.

2.1 L'analyse typologique de l'habitat du camp

La typologie est une classification des objets basée sur leurs traits généraux. Elle n'est pas un simple classement mais cherche à proposer une vision générale de l'objet étudié, les types fonctionnant comme des propositions pour la reproduction dans d'autres études (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 105-6). Nous nous intéressons ci-dessous à la typologie de l'habitat des camps urbains au Liban à partir de l'étude d'un camp spécifique, le camp de Bourj El-Barajneh. L'objectif est double : l'analyse typologique nous permet d'abord de reproduire une typologie générale de l'habitat sauvage des camps urbains palestiniens au Liban et de connaitre notre objet d'étude en détail avant de passer à son analyse plus tard.

2.1.1. La méthode de l'analyse typologique

Panerai, Demorgon et Depaule (2002, p. 121) organisent l'analyse typologique du tissu urbain en quatre phases : la définition du corpus ; le classement préalable ; l'élaboration des types et l'élaboration de la typologie. Suivant leur schéma, l'analyse typologique de l'habitat sauvage du camp se dresse comme suit :

La définition du corpus. Nous étudions d'abord les espaces construits de l'habitat sauvage du camp de Bourj El-Barjaneh ; le bâti, les réseaux d'eau et d'électricité, les voies de circulation, les aménagements des lieux, les graffitis politiques et idéologiques, le mobilier urbain, *etc*. Cela permet de comprendre les éléments physiques qui constituent le camp palestinien urbain et l'organisation spatiale du camp de Bourj El-Barajneh.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Le classement préalable. De la définition du corpus découle un premier groupement et une phase d'identification et d'observation minutieuse des objets qui constituent l'espace physique à l'intérieur du camp et à ses limites avec la mise en évidence des propriétés de chaque objet. Par exemple, nous analyserons la politique et la culture à travers la dimension symbolique de l'espace public du camp, ses aménagements propres à la culture et à la politque de ses habitants (Bonnemaison, 1981, p. 256-7) (figures 15 et 16).

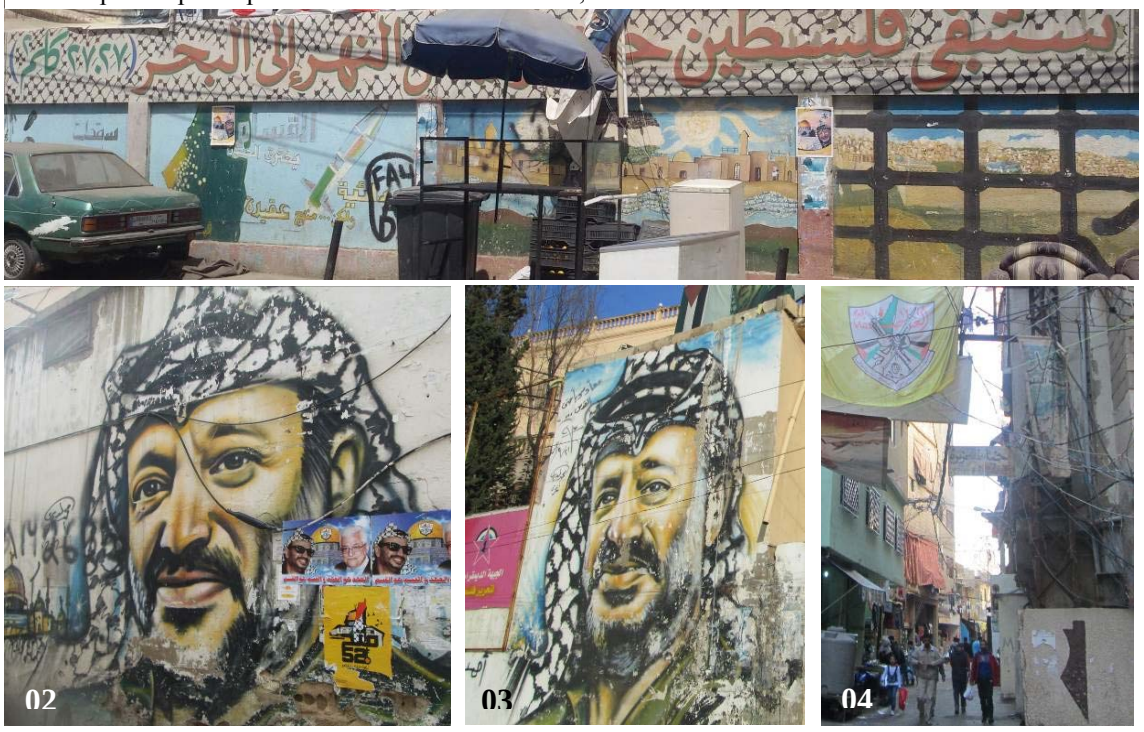
L'élaboration des types. Nous nous basons sur les éléments construits du tissu urbain du camp pour l'élaboration de notre typologie. Ce classement du tissu urbain sauvage du camp se divise en trois grands ensembles : les réseaux des voies, les découpages fonciers et le bâti (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 105). Les réseaux de voies de circulation sont constitués par le tracé des voies, les liaisons routières, les réseaux techniques de transports, *etc.,* marquant des continuités ou des discontinuités avec le dehors. Les découpages fonciers et l'analyse parcellaire regroupent le découpage du parcellaire, la parcelle bâtie, le groupement des parcelles – l'ilot, *etc.* Les constructions et la typologie du bâti regroupent les propriétés du bâti, le nombre d'étages, les matériaux de construction, la localisation géographique, les fonctions et les activités, *etc*.

L'élaboration de la typologie. Progressivement, les types et leurs caractéristiques se construisent constituant la forme du tissu du camp.

Figure 15. Graffitis et drapeaux politiques dans différents camps palestiniens au Liban

(01) "ستبقى فلسطين حرة من النهر إلى البحر (٢٧٠٢٧ كلم٢)", « Palestine restera libre de la rivière jusqu'à la mer (27 027 km^2) », le camp de Beddawi, Liban Nord.
(02) et (03) Portrait de Yasser Arafat aux limites des camps de Bourj El-Barajneh et de Mar Elias.
(04) Logo de la carte de la Palestine sous le mandat britannique dessiné sur le mur. Au-dessus, le drapeau jaune du parti politique Fatah, le camp de Chatila, région de Beyrouth.

Source : photos prises par N. Tabet. 1 en août 2015. 2, 3 et 4 en décembre 2016.



La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

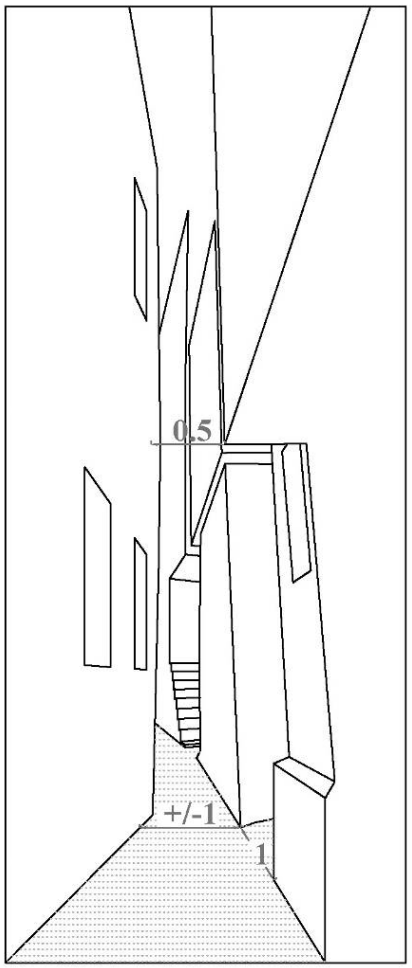
Figure 16. Dénomination culturelle de certains magasins dans le camp de Nahr El-Bared après sa reconstrucion lancée en 2009

A gauche, la librairie porte le nom de Jaffa, une ville palestinienne (مكتبة يافا). A droite, la pharmacie porte le nom de Jérusalem (صيدلية القدس).

Source : photos prises par N.Tabet, le 20 août 2015.



2.1.2. Le réseau des voies de circulation du camp



Le réseau des voies permet la distribution et la circulation, une parcelle bâtie isolée/exclue du réseau de la voirie par exemple est isolée de l'ensemble du tissu du camp. Dans le camp, le réseau routier ne dessert pas l'entièreté des parcelles. Le noyau le plus ancien, appelé par les habitants *l'intérieur du camp*, est isolé des voies de circulation motorisée. La largeur très réduite de ces rues piétonnes et le vide qu'elles occupent, varient entre 0.5 et 1.2 mètres (figures 13 et 17). Cela complique la circulation des biens de grande taille. Les habitants, pour déplacer par exemple un réfrigérateur ou un fauteuil sont obligés de le faire passer par le toit. L'examen des interactions entre les différents types de réseaux et le camp plus tard dans ce travail (chapitre 7) permet donc de comprendre les situations d'exclusion ou d'inclusion du camp.

Figure 17. La morphologie d'une ruelle à l'intérieur camp de Bourj El-Barajneh

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via Google SketchUp.

Le camp est exclu par exemple du réseau d'approvisionnement en eau publique. La quantité très limité d'eau douce qui dessert le camp ne suffit pas. Cette exclusion pousse les autorités palestiniennes à

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

trouver des solutions alternatives comme le creusage des puits artésiens et le pompage des nappes pour desservir l'entiereté camp. Les réseaux du camp ne sont pas publics ; ils comprennent une partie privée propre au bâtiment et ses habitations, et une partie commune propre au camp et gérée par les autorités palestiniennes en échange d'un montant mensuel. Les réseaux d'adduction d'eau ne relèvent pas de l'autorité des institutions publiques libanaises. Ils relèvent de la propriété de la communauté du camp qui paie l'installation et la maintenance et sont gérés par le CP de l'Alliance des Forces Palestiniennes du camp.

Dans ce travail, l'examen des infrastructures et du fonctionnement de chaque type de réseau - le réseau viaire, le réseau d'électricité, le réseau d'eau et le réseau d'assainissement – (au niveau du chapitre 7) permet de tracer la relation (spatiale, sociale ou politique) entre le dedans et le dehors du camp, de repérer les exclusions et les alternatives inclusives à celles-ci. Ce travail de repérage des infrastructures met en valeur les dessertes et les inclusions, les déconnexions et les exclusions entre le camp et les quartiers avoisinants. Il trace les limites des micro-territoires intra camp, ceux directement desservis par les voies principales, ceux desservis par des voies secondaires du camp et ceux complètement exclus du réseau. Pour revenir sur l'exemple d'approvisionnement en eau, l'exclusion du réseau d'eau publique oblige les autorités palestiniennes du camp à creuser des puits jusqu'aux nappes phréatiques marines. L'épuisement des nappes conduit à la salinisation de l'eau. Et l'eau distribuée aux habitations du reste des zones, autrefois douce, est devenue salée. L'usage de cette eau salée dans la construction conduit à la corrosion des matériaux métalliques, fragilise la structure du bâti et conduit à son écroulement (figure 11).

Ce travail permet de décrire les réseaux visibles, de comprendre l'accessibilité aux réseaux et d'analyser en quoi la typologie des réseaux du camp peut être excluante/incluante pour certains secteurs/micro-territoires du camp. Il s'agit donc de :

- Repérer les voies principales qui connectent le camp au voisinage : le dessin de l'ensemble des voies principales du camp s'analyse à partir de la relation entre leurs tracés et le site géographique environnant. L'analyse permet de comprendre l'ensemble urbain camp-environnement voisin et la logique géométrique des tracés.

- Repérer les voies secondaires qui connectent les secteurs du camp entre eux et les micro-territoires (intra-camp) qu'elles desservent permettant d'identifier les secteurs les plus isolés/connectés du camp.

Ce travail de découpage des voies fait intervenir les aspects techniques de la morphologie des réseaux comme par exemple pour le réseau viaire les mesures des largeurs du réseau, la répartition trottoirs/chaussée, les revêtements utilisés, e*tc.* Comme nous l'avons vu avec l'exemple de l'approvisionnement en eau, ce travail permet de comprendre l'impact de la morphologie et des caractéristiques des réseaux sur les conditions d'exclusion/inclusion de l'habitat du camp.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.1.3. L'analyse parcellaire

L'analyse parcellaire permet de repérer les contradictions entre la « situation de fait » et la « situation de droit » d'un parcellaire construit informellement, d'étudier les normes dans l'informel du découpage parcellaire et de souligner les tensions et les conflits que celles-ci engendrent à l'échelle micro du camp et de son voisinage (figures 18 et 19). Une analyse de l'organisation parcellaire consiste à examiner la morphologie des ilots, le morcellement parcellaire informel et la relation entre les voies de circulation et les parcelles. Cette relation structure le bâti ; la parcelle et les bâtiments s'orientent à partir de la rue. Les bâtiments sont alignés ou pas, mitoyens ou isolés, mais communiquent toujours avec la voirie (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002). L'analyse parcellaire des secteurs du camp ; de leur regroupement, de leur homogénéité ou de leur hétérogénéité, de leur distribution et de leurs limites, permet de tracer les contours de chaque micro-territoire et de comprendre son importance dans le fonctionnement de l'ensemble du camp.

La figure 18 ci-dessous illustre la situation de droit du parcellaire qu'occupe le camp selon le découpage du Registre Cadastral de la Direction Générale des Affaires Foncières. Les limites des parcelles et des voies de circulation de la figure 18 n'apparaissent pas sur la figure 19 où les constructions de petite surface du camp ont occupé l'ensemble des terrains disponibles sans respecter le plan parcellaire existant. La comparaison entre la situation de droit et la situation de fait du terrain qu'occupe le camp montre une conflictualité entre les deux situations. Elle souligne l'illégalité des occupations des extensions du camp sur des terrains privés d'autrui. Dans les faits, l'habitat du camp dépasse le cadre juridique de la propriété privée et l'occupation des terrains d'autrui apparait comme une revendication au droit au logement de la population palestinienne refugiée contestant le régime de propriété privée et le contrebalançant par la réelle propriété sociale (Denèfle (dir.), 2016, p. 165-174). La propriété privée niée aux Palestiniens est redéfinie par une propriété d'usage.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

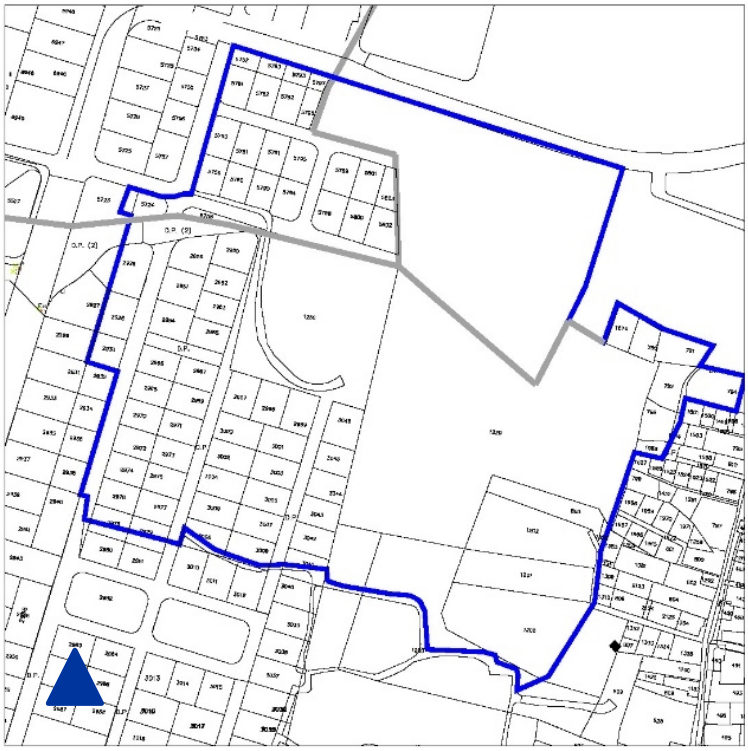


Figure 18. Situation de droit des terrains occupés par le camp

Alors que l'ancien noyau du camp se situe sur les grandes parcelles à l'Est du camp, l'étalement du camp occupe des parcelles de tailles constructibles et détenues par plusieurs propriétaires. Le plan parcellaire quadrillé ne correspond pas à la situation sur le terrain (figure 19).

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Fond de plan : contact informel à la Direction Générale des Affaires Foncières, Baabda.

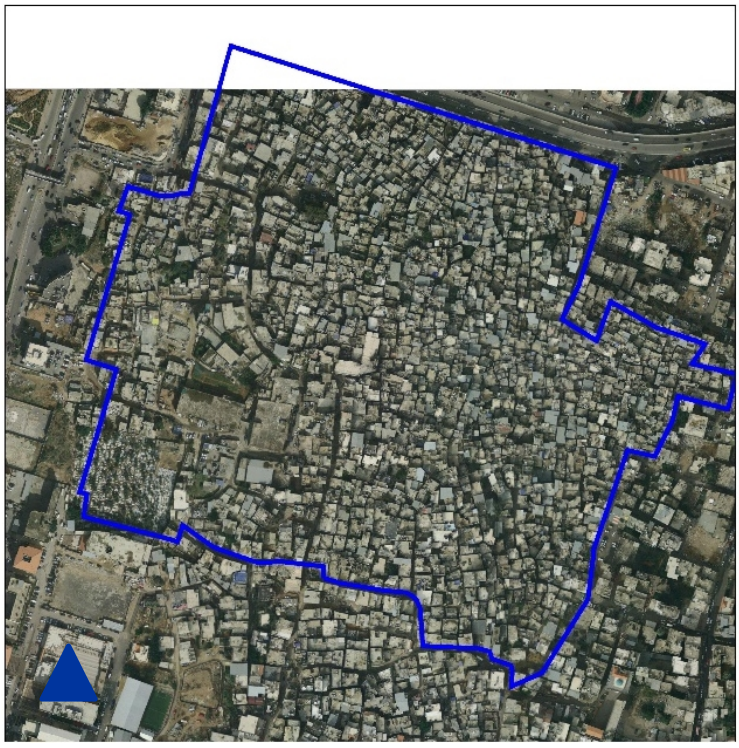


Figure 19. L'occupation illégale des terrains : contradictions entre la situation de droit et la situation de fait du parcellaire du camp

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Photo aérienne du camp en 2008 : un contact à la municipalité de Bourj El-Barajneh.

2.1.4. Les constructions et la typologie du bâti

L'analyse morphologique des bâtiments au niveau du dernier chapitre de ce travail, introduit la dimension verticale du camp. Elle complète l'analyse des deux composantes développées plus haut. Elle explore les principes et les techniques de transformation des bâtiments du camp ; la fermeture des balcons, les extensions des rez-de-chaussée sur la

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

voirie, l'agrandissement des logements, les fonctions au rez-de-chaussée, les techniques de surélévation du bâti et la logique de densification du bâti :

> *Si j'ai un espace libre, je profite et je le transforme en un magasin. Tu peux retrouver dans le camp tout type de magasins. Celui qui n'a pas de l'argent, incapable d'ouvrir un magasin, il installe une petite table et vend ses produits,* affirme Abou Jalal, habitant du camp, le 31 juillet 2016.

L'analyse permet de dresser le rapport dialectique entre l'étude typologique des constructions et la forme physique de l'habitat du camp et de souligner les inégalités socio-spatiales entre les habitants et les micro-territoires :

> *Pour construire (à la limite du camp) ? La police est venue deux fois détruire les murs. La maison de Mahmoud Safa hier (à la limite du camp), ils sont venus et ont tout détruit. La première fois que la police est venue, elle a détruit les murs, la deuxième fois le plafond,* affirme Aïda, habitante du camp, le 13 décembre 2016.

> *Le constructeur Sami possède 6 à 7 bâtiments dans le camp. (…) Tu vas me demander comment il a réussi à faire pénétrer des matériaux de construction. Il a de l'argent, il achète sa marchandise et la fait entrer. Parce que ses contacts sont plus forts que les pouvoirs dans le camp,* affirme Abou Khaled, habitant du camp, le 1 août 2016.

L'analyse morphologique du bâti, complétée par nos entretiens auprès des acteurs et des habitants permet de comprendre les processus de construction, l'évolution de la construction et les inégalités inter-camp qu'elle reflète et qu'elle accentue.

2.2. L'analyse séquentielle du paysage urbain du camp

2.2.1. La méthode de l'analyse séquentielle

L'analyse séquentielle vient compléter l'analyse typologique. Elle donne une vision plus globale de la forme de l'habitat et l'étudie à travers des séquences paysagères bien spécifiques. Dans l'analyse séquentielle, le camp n'est plus analysé à partir d'un point précis ; du bâti, de la rue, du réseau électrique, *etc.*, mais à travers un cheminement, définissant une suite de séquences ; *« une composition de la ville liée au cheminement »* (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 27-8). Dans l'impossibilité de réaliser l'étude paysagère des cheminements par des professionnels en architecture, urbanisme et paysagisme sur le terrain, notre méthode de terrain s'est limitée à une analyse paysagère du camp *via* l'analyse de photos de quelques tronçons du camp choisis par rapport à leur importance (annexes 6 et 7). Le parcours s'est donc découpé en un nombre de séquences

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

photographiques, imprimées et analysées ensuite par 23 étudiants en Master de paysagisme à l'Université Libanaise[24] comme le montre l'exemple des figures 20 et 21.

2.2.2. Les éléments de la méthode de l'analyse séquentielle

Dans *The image of the city*, Kevin Lynch (1960, p. 46) identifie cinq types d'éléments qui s'agencent pour former l'image globale de la ville : les parcours, les limites, les secteurs, les repères et les nœuds. Nous nous intéressons dans les chapitres 7 et 8 à quatre de ces éléments :

- Les parcours - *paths*, sont des chemins qui constituent des itinéraires importants. Leur identification permet de repérer les voies, les rues, *etc.* les plus empruntés, *« ceux qui s'imposent avec une certaine évidence »* (Lynch, 1960, p. 47 ; Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 34) et les continuités et les discontinuités qui en ressortent.
- Les limites - *edges*, sont les bordures qui marquent visuellement l'achèvement d'un secteur. Cet achèvement est visuel par une coupure dans le tissu ou un changement dans la forme du bâti (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 34).
- Le secteur - *districts*, est une partie du territoire du camp relativement homogène du point de vue morphologique. L'observateur mentalement pénètre à l'intérieur du secteur du camp, *etc.* reconnu pour avoir des traits communs (Lynch, 1960, p. 47).
- Le repère – *landmarks*, est une forme physique particulière facilement identifiable, un lieu particulier qui permet de s'orienter, un point de référence physique tel un bâtiment, un magasin, une statue, *etc.* (Lynch, 1960, p. 48). Dans notre cas, les repères locaux sont les lieux qui apparaissent fréquemment dans les discours des habitants et qui nous ont permis de nous orienter sur le terrain tel un cimetière, un hôpital ou une boucherie du camp.

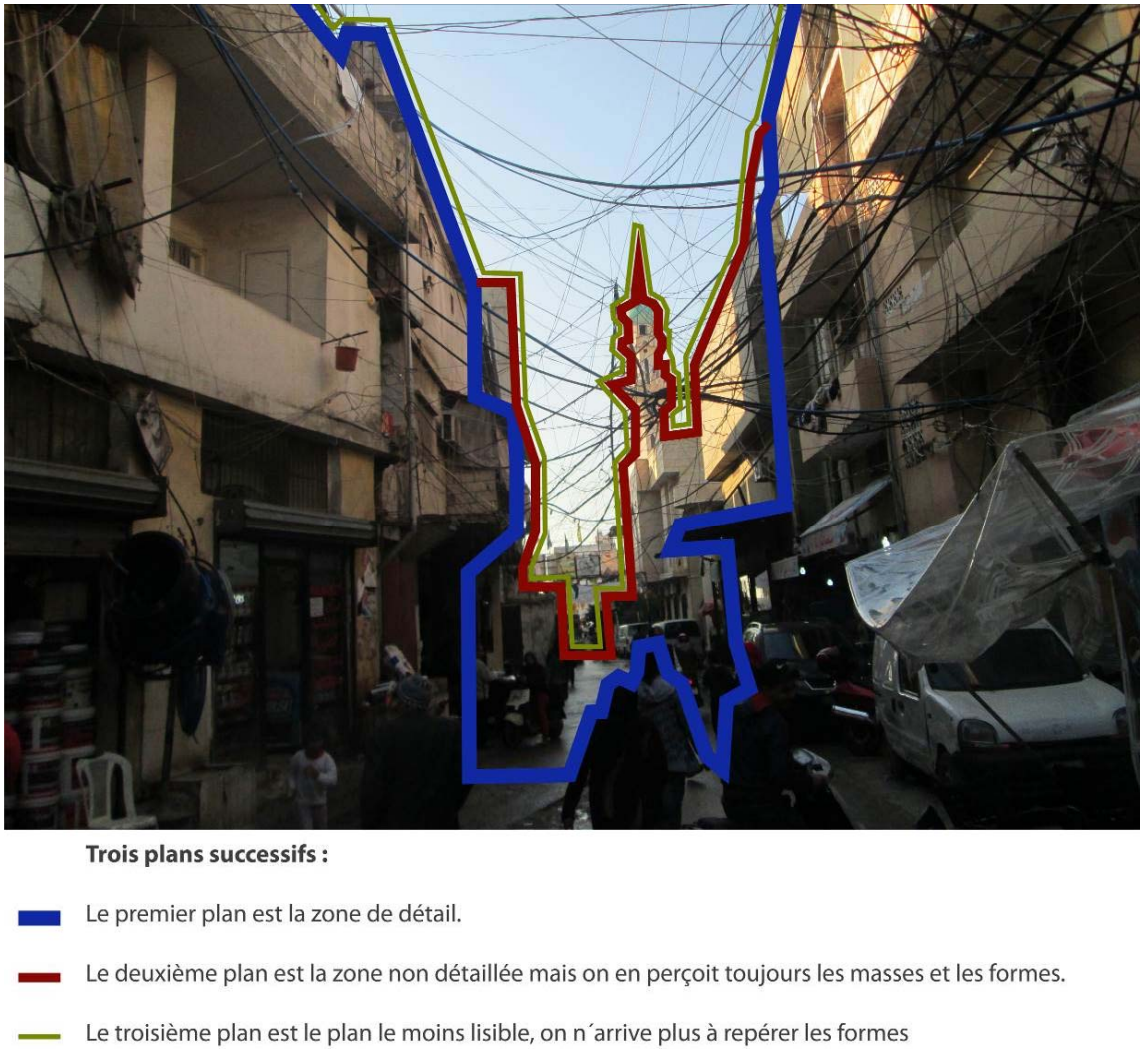
L'analyse séquentielle du paysage du camp se base sur une dizaine de séquences choisies de par leur importance dans le camp et pour notre travail. L'analyse paysagère des photos réalisée par les étudiants en paysagisme, s'est basée sur une grille que nous avons développée en lien avec les éléments proposés par Lynch (figures 20 et 21). Elle décrit les paysages principaux et définit les types des plans qui les composent : plans de fermeture/d'ouverture, de symétrie/dissymétrie, *etc.* Nous détaillerons dans les chapitres 7 et 8 les résultats de ces lectures paysagères.

[24] L'accès à ce master exige un prérequis bac + 5. La majorité des étudiants sont des architectes qui souhaitent orienter leur carrière vers le paysagisme.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Figure 20. Résultat de l'analyse paysagère réalisée par Sama (28 ans), étudiante en master en paysagisme à l'Université Libanaise

La grille de lecture a été élaborée par l'auteure. Les séquences ont été choisies et photographiées par l'auteure. Chaque étudiant a reçu une photo accompagnée par la grille de lecture (voir la figure 21 ci-dessous). L'étudiante a analysé la photo suivant la grille d'analyse. Le lieu de l'analyse en question (le camp) ne leur a pas été communiqué qu'à la fin de la session, après avoir terminé leur analyse.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 21. Les résultats de la grille de lecture paysagère de Sama

Grille de lecture paysagère	
a. Vue d'ensemble	Le paysage dans la photo est un paysage fermé et étroit : - Fermé par des bâtiments des deux côtés de la rue, où les motos, les voitures et les piétons se mélangent, - L'espace vide est couvert par des fils électriques suspendus d'un coté à l'autre, ils se mélangent avec les enseignes des magasins formant une grille chaotique, cela donne l'impression d'une toile d'araignée. - Ambiance étouffante. - Des magasins des deux côtés de la rue étroite.
b. Impression d'ensemble	Trois plans sont percevables à l'œil nu : - Premier plan (la zone de détail) : les bâtiments au premier plan avec les piétons et les fils électriques, - Deuxième plan (zone non détaillée, on ne perçoit que des masses) : ce plan est constitué par la mosquée - Troisième plan (on n'arrive plus à repérer les formes) : c'est le fond constitué par le ciel et les affiches peu lisibles.
c. Composantes de l'espace	- Pas d'uniformité ni d'harmonie ; espace chaotique, - Bâtiments à trois étages chaotiques, sans rythme au niveau des façades reflétant la pauvreté, une apparence ancienne et inachevée, - Paysage très sombre alors qu'on est en pleine journée, - Couverture artificielle de l'espace (béton, parpaing) et forte densité urbaine, - Pas de couverture naturelle végétale.
d. Couleurs et textures	- La seule composante naturelle est le ciel, - Le nuancier des couleurs des bâtiments est le gris, il donne l'impression de bâtiments sales, - L'obscurité et le manque de lumière accentuent le chaos.
e. Critères de dominance	Les points repères : les fils électriques noirs.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. L'analyse qualitative de l'habitat sauvage des camps palestiniens

3.1. La pratique de l'espace, la pratique de l'habitat

L'habitat ne se limite pas à la morphologie mais comprend aussi les pratiques du quotidien. La morphologie du camp, les pratiques de ses opérateurs et leur mise en relation forment ensembles l'habitat du camp. Cette troisième section s'intéresse aux pratiques sociales des opérateurs (habitants, visiteurs, acteurs, *etc*.) du camp et à leurs caractéristiques spatiales, aux usages et aux fréquentations des lieux du quotidien. Elle étudie l'aspect symbolique de l'habitat : les pratiques, les appropriations, la familiarisation, les limites culturelles, *etc*. reflétant les degrés de porosité entre le dedans et le dehors. La section se centre autour de l'espace des pratiques et analyse les modes de vies et les relations sociales induites par celui-ci ; les effets de l'espace construit sur les pratiques spatiales (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 161). Cependant, dans ses expressions les plus spatiales et matérielles, les conditions de la pratique ne se limitent pas au seul critère de l'espace matériel. Les pratiques spatiales doivent aussi être appréhendées avec *« leurs éléments sociaux »* ; les pratiques sociales (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 160). Les pratiques sociales saisissent des activités concrètes : le travail, le non-travail, la consommation, les loisirs, les relations sociales, les rites, les fréquentations, la mobilité, *etc*. qui affectent la vie quotidienne des habitants du camp (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 159). Ces activités sont affectées aux représentations et aux perceptions et donc aux préférences de leurs pratiquants. Tel en témoigne un exemple plus concrêt de cette relation entre pratique spatiale, pratique sociale et les représentations des habitants.

> *Comment j'évalue la relation entre le fils du camp et les habitants des quartiers voisins ? Ceux du dehors pensent qu'on est quelque chose qui fait peur, j'aimerais bien que mon message arrive, ils pensent qu'on est quelque chose de menaçant quand on sort chez eux. Mais c'est nous qui achetons de chez eux, de là-bas, nous faisons nos courses là-bas, nous sortons à chaque fois que nous voulons quoi que ce soit,* affirme une Palestinienne du camp*.
>
> *Extrait du groupe de discussion organisé le 30 août 2016 avec sept femmes palestiniennes du camp dans la WPA[25].

Ces pratiques sociales s'expriment dans l'espace matériel principalement à travers les pratiques de l'espace. La pratique sociale *« investit, socialise, qualifie, localise l'espace matériel »* (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 164). Comme l'expliquent Panerai, Demorgon et Depaule (2002, p. 160), la pratique spatiale ne se résume pas uniquement à

[25] Le groupe de discussion porte sur la représentation du camp et sur la cohabitation avec les réfugiés Palestiniens et Syriens en provenance de la Syrie. L'ensemble des discussions sous forme d'échanges successifs se structure autour d'une interaction semi-dirigée par l'animatrice/auteure. Chaque discussion est ouverte au cours de son développement. Ce travail nous a permis de connaître leurs points de vue sur les différents aspects de la vie dans le camp et sa relation avec l'entourage.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la configuration spatiale et celle-ci ne constitue pas toute la situation. Ils insistent sur la nécessité de mettre en relation les caractéristiques spatiales et sociales :

> *« Un immeuble, un ensemble d'immeubles, des ensembles urbains appartiennent à une situation dans laquelle la vie quotidienne se développe. Leurs propriétés morphologiques, les orientations par rapport aux voies notamment, ne sont pas indifférentes à la pratique. Elles ne font pas toute la situation : un bâtiment (ou une rue ou une place ou un quartier) est une partie de l'espace social, il remplit une ou des fonctions (logement, travail, etc.) ; il entretient des relations avec d'autres fonctions urbaines ; il se trouve à une certaine distance du centre; ses usagers appartiennent à tel ou tel groupe (…). » (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 162).*

Il s'agit donc d'étudier au niveau des chapitres 7 et 8 les effets de l'espace matériel sur les pratiques des habitants et la dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) qui en résulte. La morphologie de l'habitat sauvage du camp, contraignante et stigmatisante, agit sur les modes de vie, les relations sociales et les rapports sociaux entre le dedans et le dehors.

> *Ma nièce s'est mariée avec un homme du Hezbollah. Quand il apprenait qu'elle venait chez moi, il ne lui laissait pas aller. Tu sais pourquoi ? Il dit qu'il a peur pour la sécurité de sa femme. Et ça c'est la fille de mon frère ! Je lui ai demandé pourquoi, je lui ai expliqué que j'habite aux limites du camp et pas à l'intérieur du camp*, affirme une Palestinienne du camp.
>
> *En réalité, il y a beaucoup de gens de l'extérieur du camp qui ont peur de rentrer chez nous. (…) beaucoup de monde qui ne rentre pas. Même des Palestiniens ne rentrent pas dans le camp. Personne ne nous visite,* ajoute une autre*.
>
> *Extrait du groupe de discussion organisé le 30 août 2016 avec sept femmes palestiniennes du camp dans la WPA.

Il ne s'agit donc pas ici de considérer l'espace construit comme le seul responsable des situations de l'exclusion du camp. Penser l'articulation des représentations, des pratiques et de l'espace physique du camp permet de tracer les schémas d'exclusion du camp dans son environnement voisin.

3.2. Les méthodes et les outils de l'analyse des pratiques spatiales du camp

Qu'est-ce qui concrètement nous informe sur les pratiques spatiales des habitants camp au regard de la dialectique de l'exclusion/inclusion de celui-ci ? Quels outils pouvons-nous mobiliser pour étudier ces pratiques ? Notre étude mobilise trois outils pour examiner les pratiques spatiales de l'exclusion/inclusion à différentes échelles allant des micro-territoires à l'ensemble du camp et de son voisinage.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.2.1. Le marquage des pratiques de l'espace

Il est d'abord possible de saisir les pratiques de l'espace dans le *marquage*, *« c'est à dire les manifestations concrètes à travers lesquelles elles s'affirment et déposent ses traces qui sont toujours significatives » (*Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 164). Le marquage est l'ensemble des traces physiques des pratiques sociales, leur inscriptions spatiales volontaires ou non, programmées ou pas. Le marquage des pratiques des habitants dans le camp et à ses alentours se manifeste par :

- Les activités : commerciales, foncières, religieuses, éducatives et médicales,
- Les fréquentations et la mobilité : les déplacements, les motifs, les réseaux de transport, les infrastructures et les moyens de transport,
- Les gestes : la langue et les accents, les codes vestimentaires et les comportements,
- Les habitudes et les coutumes : les fêtes et les célébrations, les rites, les symboles culturels et les géosymboles.

Les marquages des pratiques reflètent les relations qu'entretiennent les communautés au voisinage immédiat du camp. Ils soulignent l'importance de la distance géographique dans la production, l'accentuation ou l'atténuation des situations d'exclusion. Etudier les marquages des pratiques aux limites du camp permet de comprendre comment oscille la dialectique exclusion/inclusion du camp dans son environnement voisin. Ainsi, par exemple dans notre enquête sur la relation entre le camp et son voisinage réalisée à la limite Est du camp (annexe 2), le long de la rue commerçante, sur les 37 personnes interrogées, 23 ont déjà visité le camp au moins une fois et 12 n'ont jamais été dans le camp. 5 de ces 12 personnes ont peur de rentrer et les 7 restants disent qu'ils n'ont rien à faire dedans.

3.2.2. La parole de l'habitant

Il est également possible de saisir la pratique de l'espace et ses modalités *dans la parole de l'habitant* qui qualifie l'espace vécu, retrace ses pratiques et leurs symboliques (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 164). Cette analyse qualitative de l'espace vécu met en relief l'espace investi par les habitants ; le lieu *« qualifié, nommé, « produit » par la pratique quotidienne qui est faite d'activités, de perceptions, de mémoires, de symboles »* (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 158). Cela s'est concrétisé par l'enquête menée sur la représentation du camp par ses habitants au niveau du chapitre 8 (annexe 5). Un même espace construit peut constituer plusieurs lieux ; un lieu diffère d'un autre selon la façon dont il est vécu et qualifié. Par exemple, une même ruelle dans le camp constitue un lieu de passage pour les femmes, un lieu de rencontre pour les hommes et un lieu de loisirs pour les enfants (figures 22 et 23).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Figure 23. La rue, un espace de jeu pour les enfants
Source : photo prise par N. Tabet, le 30 juillet 2014.



Figure 22. La rue, un lieu de stationnement masculin
Les deux photos montrent les différents usages des ruelles du camp.
Source : photo prise par N. Tabet, le 30 juillet 2014.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Les qualifications des lieux se manifestent dans la parole des habitants. Par exemple, les expériences partagées (de l'exil, de la vie dans un camp, de discrimination, de l'identité palestinienne*, etc.*) développent dans le camp un sentiment d'appropriation qui procure aux habitants palestiniens un sentiment de sécurité et d'identité partagée. Toute présence étrangère et démographriquement importante apportent aux habitants un sentiment de menace et d'intimidation.

> *Le camp est ouvert de partout. Nous n'avons pas un véritable contrôle sur le camp, de celui qui rentre et qui sort (…). Dans le camp, nous avons de toutes les couleurs et de toutes les formes (…). Les Syriens louent des maisons et nous ne savons rien sur eux. Nous ne savons pas leur appartenance, s'ils sont avec ou contre nous,* affirme une habitante du camp.
>
> *Une famille syrienne ne loue pas un appartement, il y a une famille dans chaque chambre (…). Imagines six familles dans un seul appartement ! Honnêtement nous avons marre !* Ajoute une autre.
>
> *Saleté et enfants, je veux dire quelle merveille (macha'allah) ils font des enfants très rapidement (…). Tu vois une femme avec un bébé dans ses bras et six derrière elle comme des poussins,* explique une troisième.
>
> Extrait du groupe de discussion organisé le 30 août 2016 avec sept femmes palestiniennes du camp dans la WPA.

L'extrait souligne non seulement le sentiment d'appropriation du camp par les Palestiniens, mais aussi leur perception des nouveaux-syriens dans le camp. Les Palestiniennes s'identifient en opposition aux Syriennes, elles se comparent aux Syriennes par leur mode d'habiter et de se reproduire, comment elles vivent, combien d'enfants elles ont, *etc*. En le faisant, elles insistent sur la différence entre leur mode de vie permanent*, « comme les Libanais »* et ceux de ces nouveaux réfugiés.

> *Le Palestinien ne vit plus comme un réfugié, il a grandi ici et a fait sa vie ici, il est allé à l'école et il veut sortir, vivre,… il est comme le Libanais, il aime vivre, sortir, dépenser de l'argent, s'habiller bien, … alors que le Syrien, l'argent qu'il reçoit, il le met à coté ou l'envoie en Syrie. Le Palestinien contribue comme le Libanais à l'économie du pays. Pourquoi n'a-t-il pas ses droits ici ?* affirme Farid, habitant du camp, le 17 décembre 2016 dans un café à Beyrouth.

Ce deuxième extrait montre à nouveau une identification avec les habitudes et le mode de vie libanais en oppostion avec le mode de vie syrien du camp. Les deux extraits soulignent des processus d'inclusion des Palestiniens du camp par les pratiques de reproduction, d'habiter, de dépenser, de s'habiller, qui se rapprochent de ceux des Libanais. En se distanciant des Syriens du camp, les Palestiniens renforcent leur sentiment communautaire, nous/eux. Ce sentiment a un effet sur la qualification du camp, de son

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dehors et de l'ouverture/la fermeture du camp sur son extérieur. La communauté palestinienne va protéger son camp, le défendre contre le danger, la saleté, le terrorisme, *etc*.

La pratique est donc contenue dans le langage de l'habitant. Ce langage renvoie à *système symbolique* selon les cultures et les représentations (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 164-7). Ce système symbolique qualifie les lieux selon les représentations des personnes qui les pratiquent : certains lieux sont liés à des visions négatives et des sentiments de rejets, d'autres à des visions positives et des sentiments d'appréciation. Nos images et nos perceptions de l'espace favorisent la pureté, l'ordre et l'environnement propre. Nos images de la saleté et du désordre s'associent à une vision négative et un sentiment de rejet de l'environnement en question. Cette répulsion conduit à l'érection de frontières spatiales associées à ces lieux perçus négativement (Sibley, 1995, p. 78).

> *Abou Jalal : d'où viens-tu ?*
> *Auteure : de Baabda*
> *Abou Jalal : moi je connais toutes les régions des chrétiens. Je jouais de la musique dans un groupe dans des restaurants partout chez les chrétiens en haut. Et je te dis une chose, c'est les plus belles régions du pays, tout est bien organisé, propre… pas comme ici ! On rentre chez nous et on est dégoûté*, extrait d'un entretien avec Abou Jalal, habitant du camp, le 31 juillet 2016.

L'extrait ci-dessus montre que la localisation n'est jamais neutre et évoque des sentiments d'hostilité ou d'envie liés au lieu (Segaud, 2010, p. 76 ; Sibley, 1995, p. 107). Elle informe, par le lexique spatial utilisé, sur l'état social de l'habitant à un moment donné (Segaud, 2010, p. 76-83). Les stéréotypes du groupe et son lieu, construits mutuellement, sont tangibles dans la parole des opérateurs (Lehman-Frisch, 2009, p. 105-6). La mise à l'écart ou le rapprochement d'un lieu dépend en partie du stéréotype du groupe associé au lieu tangible dans les mots utilisés pour le qualifier. L'analyse des représentations de la communauté du camp et celles de l'extérieur, à travers la parole des habitants permet donc de retracer les configurations que prend la dialectique de l'exclusion/inclusion du camp.

3.2.3. L'observation *in situ*

Au marquage et au langage de l'habitant s'ajoute une troisième méthode, celle de l'observation *in situ* du chercheur. Elle permet de repérer les rythmes, les pratiques et leur inscription spatiale, les répétitions et les permanences et donc de vérifier les résultats obtenus à partir des marquages et des paroles. Les répétitions et les permanences des pratiques observées construisent pour l'habitant des espaces de familiarisation dans le camp et son voisinage. L'habitant, par ses pratiques quotidiennes, établit des rapports entre l'intérieur et l'extérieur du camp. En le faisant, il instaure son système de continuités avec certains espaces urbains et de discontinuités avec d'autres. L'observation et la

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

description des pratiques permettent de repérer ces systèmes de continuités et de discontinuités. Pour ce faire, il s'agit de :

- Décrire les opérations de marquage, négatives ou positives, des habitants qui prolongent ou resserrent l'espace initial du camp. Cette description saisit comment s'établissent les flux du camp vers l'extérieur et de l'extérieur vers le camp,
- Recenser les activités, « informelles » ou institutionnalisées et leurs localisations épisodiques, mais repérables,
- Relever et analyser les noms des lieux, les dénominations faites des lieux.

Ces quelques éléments appuient notre analyse des situations concrètes d'exclusion et d'inclusion spatiale du camp au niveau du chapitre 8. Toutefois, toute observation porte le regard de celui qui la mène, de ce qui lui semble évident, de ses présupposés culturels et des idées reçues. Pour faire face à cette subjectivité, il s'agit de rompre avec chaque évidence, avec les idées reçues et préétablies pour chercher sur le terrain, par les questionnaires menés (annexes 2, 3, 4 et 5) des justifications tangibles (Panerai, Demorgon et Depaule, 2002, p. 177-8).

Conclusion de la première partie

Ces deux chapitres nous ont permis de nous familiariser avec les notions clés de ce travail. Au-delà des définitions théoriques et de la mise en contexte de l'exclusion des Palestiniens au Liban, le premier chapitre a développé des arguments témoignant de la nature mouvante de l'exclusion, des processus d'*inclusion dans l'exclusion* (De Genova, 2013) et de *l'inclusion différentielle* (Mezzadra et Neilson, 2010 et 2012). Le chapitre 2 nous a permis d'étudier d'abord théoriquement la notion de l'habitat « sauvage » du camp, ses dimensions et ses caractéristiques. Dans ce deuxième chapitre, nous avons construit une méthodologie d'analyse spatiale du camp et avons fourni les outils de terrain dont nous aurons besoin pour étudier l'habitat du camp au regard de la dialectique de l'exclusion-inclusion par la suite. L'ensemble de ces outils constitue le socle sur lequel se construit notre travail de l'analyse de l'habitat actuel du camp, analyse spécifique à la troisième partie de ce travail. Pour éviter un manque de clareté, nous avons accompagné cet ensemble méthodologique par des expériences et des exemples brefs et concrets afin de montrer ce à quoi ressemble la mise en place de tels outils dans la pratique sur le terrain. Certains de ces exemples seront repris et étudier plus en profondeur dans la dernière partie de ce travail.

Cependant, avant de passer au matériel empirique de cette recherche, il est nécessaire d'abord de revenir en arrière dans le temps afin de comprendre clairement toutes les questions liées à l'évolution de l'habitat depuis l'installation du camp en 1948-1949 et étudier le contexte dans lequel le camp s'inscrit. Tel est le principal objectif de la partie qui suit : en trois chapitres, elle étudie l'évolution spatiale du camp et met en évidence les différentes étapes de ses transformations socio-spatiales en lien avec le contexte politique, économique, social et urbain en question.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

PARTIE 2. De l'intégration(s) à l'exclusion(s) : l'histoire urbaine du camp palestinien de Bourj El-Barajneh

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Partie 2. De l'intégration(s) à l'exclusion(s) : l'histoire urbaine du camp de Bourj El-Barajneh

© 2020 Tous droits réservés.

A travers l'étude du camp de Bourj El-Barajneh, nous cherchons dans cette partie à comprendre comment les camps palestiniens ; ces structures spatiales temporaires (Roberts, 2010, p. 93) deviennent des structures permanentes. Ce passage de l'éphémère au permanent de notre camp d'étude est lié au contexte dans lequel il s'insère et à ses enjeux (figure 24) :

- géographiques – la logique de distribution des réfugiés sur le territoire et la spécificité géographique du camp ;
- politiques – les politiques d'accueil des réfugiés palestiniens, leur statut juridique, la situation politique et les relations libano-palestiniennes ;
- économiques – la situation économique et l'insertion des réfugiés des camps dans le marché du travail ;
- sociaux – les liens entre les Palestiniens du camp et les habitants du village d'accueil ainsi que les liens entre les Palestiniens et les institutions internationales ;
- et enfin aux enjeux urbains – les transformations urbaines de la capitale, le déploiement des services publics dans le camp et le développement de son habitat.

Saisir le passage de l'éphémère au permanent passe donc par une compréhension d'une part de la nature des liens entre les réfugiés et la société d'accueil, entre les camps et les villes/villages d'accueil, et d'autre part des logiques de leur évolution. Les questions principales qui se posent dans cette deuxième partie sont les suivantes : dans quel contexte se forment les liens entre les Palestiniens du camp et les habitants du village d'accueil, entre le camp et le village de Bourj El-Barajneh ? Quels sont les processus d'intégration, d'exclusion et d'inclusion qui sous-tendent les liens entre le camp et son voisinage et quels impacts ont-ils sur l'évolution du camp (sa morphologie et son extension géographique) et sa transformation en un quartier de la ville ?

Pour répondre à ces questions, cette partie se structure autour de la temporalité. L'analyse de l'évolution spatiale du camp met en évidence les différentes étapes de ses transformations socio-spatiales en lien avec le contexte politique, économique, social et urbain en question. En ce faisant, elle souligne les processus d'intégration, d'exclusion et d'inclusion qui sous-tendent ces transformations ainsi que la logique de l'extension des limites du camp, leur transformation en frontières et l'épaississement et/ou l'amincissement de ces dernières avec le temps (figure 24). Elle permet de comprendre la configuration spatiale actuelle du camp, la logique de superposition des strates de son urbanisation et les grandes étapes de l'urbanisation des camps palestiniens au Liban.

Cette deuxième partie se divise en trois chapitres. Chaque chapitre définit une période bien précise de l'évolution urbaine des camps palestiniens de Beyrouth : le chapitre 3 porte sur la période de la gestion libanaise du camp (1949-1958), le chapitre 4 sur la main

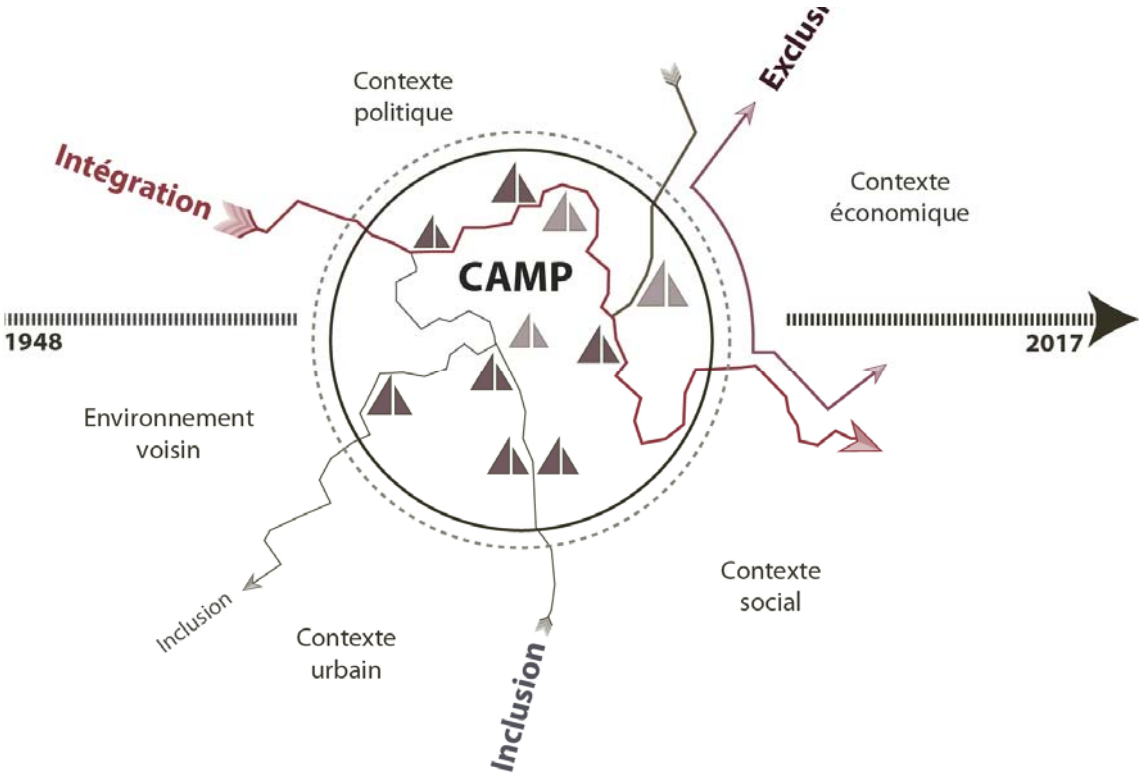
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

mise palestinienne de sa gestion (1958-1969) et le chapitre 5 sur la période de militarisation du camp et plus tard des politiques de son étrangrement (1969-1989).

Figure 24. Schéma de raisonnement et d'analyse de la deuxième partie

Le camp d'étude est limité par un cercle où apparaissent des triangles symbolisant les tentes et l'habitat du camp qui se transforment au cours du temps (1948-2017) et cela en fonction des processus d'intégration, d'exclusion et d'inclusion (illustrés par des flêches) des contextes économique, social, politique, urbain et de son environnement voisin. Les limites du camp sont tracées par deux cercles, un au tracé continu et l'autre au tracé discontinu, renvoyant tantôt à l'ouverture du camp et tantôt à sa fermeture sur l'extérieur.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Méthodologie de l'étude de l'évolution urbaine du camp

Suivre l'évolution urbaine d'un camp de réfugiés dans un contexte politique instable comme celui du Liban n'est pas simple. Les guerres et les destructions que connait le Liban dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle ont effacé continuellement les strates urbaines précédentes et ont changé les données démographiques des différentes régions. A cela s'ajoute les grandes vagues de migrations forcées que reçoit le Liban depuis le début du siècle dernier : les réfugiés arméniens qui arrivent au Liban en 1922 suite au génocide de 1915 (kassir, 2012, p. 350), les assyriens, syriaques et kurdes (kassir, 2012, p. 387), les réfugiés palestiniens du conflit israélo-arabe de 1948, les réfugiés irakiens de la guerre d'Irak en 2003 et les réfugiés syriens suite au conflit syrien en 2011. Dans ce contexte d'instabilité politique et faute de recensement continu depuis 1950, suivre l'évolution démographique et la forme urbaine du camp s'avère impossible. Face à cette pénurie de données statistiques, notre étude de l'évolution urbaine du camp se base sur des données démographiques partielles issues de sources documentaires, des images satellitaires, d'anciennes photos du camp recueillies sur le terrain et des entretiens menés auprès d'acteurs concernés par l'évolution urbaine (comme par exemple les membres des Comités Populaires (CP)[26] ou l'Agent de Service du Camp (CSO)[27] appelé aussi directeur des services de l'UNRWA dans le camp).

Sources documentaires

Afin de mener une analyse spatiale du camp la plus complète possible, nous nous basons sur des travaux-clés de la littérature scientifique portant sur l'exil palestinien au Liban. Ces travaux sont ensuite confrontés aux données récoltées sur le terrain. La bibliographie consultée porte sur trois thématiques principales.

1-L'histoire politique de l'exil palestinien au Liban : la thématique porte sur les grands évènements politiques de l'exil palestinien au Liban. Nous nous intéressons en particulier aux travaux de l'historienne Jihane Sfeir[28], de la politologue Bassma Kodmani-Darwish[29] et du rapport du Centre Al-Zaytounah pour des Etudes et des Consultations de 2012 dirigé par l'historien Mohsen Mohammad Saleh[30].

[26] « Le Comité Populaire [*Al-lijnah Al-cha'biyah lil khadamat fi El-mokhayamat El-filastiniyah*] est la référence adoptée par la Direction (des affaires des Réfugiés de l'OLP) pour les habitants du camp et les institutions opérant dans le camp ». Extrait de l'article 7 du Règlement interne modifié des comités populaires pour les services dans les camps de réfugiés palestiniens, Avril 2010, traduction personnelle de l'arabe.

[27] L'Agent de Service du Camp ou le *Camp Service Officer* (CSO) couramment appelé le « directeur du camp » ou le « directeur des services de l'UNRWA du camp ».

[28] Sfeir, J. (2008). *L'exil palestinien au Liban. Le temps des origines (1947-1952).* Paris : Karthala-Ifpo. Son travail de micro-histoire traite de la première étape de la présence palestinienne au Liban.

[29] Kodmani-Darwish, B. (1997). *La diaspora palestinienne*. Paris : PUF. Son travail retrace l'histoire de la société palestinienne et la naissance du problème des réfugiés dans les quatre pays principaux de la diaspora.

[30] Saleh, M. M. (dir.). (2012). *La situation des réfugiés palestiniens au Liban*. Beyrouth : Centre Al-Zaytounah pour des Etudes et des Consultations. Consulté à l'adresse https://www.alzaytouna.net. Ce travail détaille la situation des Palestiniens au Liban depuis leur statut juridique jusqu'à leur distribution spatiale.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2-L'histoire des camps palestiniens de l'agglomération beyrouthine : ces travaux portent sur l'histoire des camps palestiniens à Beyrouth. Nous citons principalement les travaux des historiens Ahmad Ali El-Hage Ali[31], Rebecca Roberts[32], Philippe Gorokhoff[33] et des géographes Julien Mauriat[34] et Hélène Seren[35].

3-Les transformations urbaines de la capitale et de ses banlieues : comprendre l'urbanisation des camps de l'agglomération revient à les replacer dans leur contexte général, celui des transformations urbaines de Beyrouth et de sa banlieue sud à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Cette troisième thématique s'intéresse aux travaux du géographe et historien Pierre Marthelot[36], du géographe et urbaniste Eric Verdeil[37], de l'architecte et docteure en urbanisme Valérie Clerc-Huybrechts[38] et de la professeure en études et politiques urbaines Mona Harb El-Kak[39].

Données photographiques et cartographiques

Ce travail a nécessité le recours à des images satellitaires ainsi qu'à d'anciennes photos des camps palestiniens du Liban. C'est à la cartothèque de l'Institut Français du Proche-Orient à Beyrouth (Ifpo) que nous avons pu nous procurer un ensemble de photographies aériennes de Beyrouth et de ses banlieues à différentes époques ainsi que d'anciens plans photogrammétriques. A cela s'ajoute une collection d'anciennes photos des camps

[31]El-Hage Ali, A. A. (2007) .*Le camp de Bourj El-Barajneh : l'ombre de la mort et de la vie.* Beyrouth : Thabet, l'Organisation palestinienne pour le droit au retour. L'auteur étudie l'histoire du camp en lien avec la politisation de ses habitants.

[32] Roberts, R. (2010). *Palestinians in Lebanon: Refugees Living with Long-Term Displacement*. London et New York : I. B. Tauris. Ce travail examine l'impact du statut des réfugiés sur leurs mécanismes d'adaptation dans les camps.

Roberts, R. (1999). *Bourj al-Barajneh: the signifiance of village origin in a Palestinian refugee camp* (Mémoire de master), Université de Durham. Ce mémoire constitue une aide à la compréhension de l'organisation spatiale du camp.

[33] Gorokhoff, P. (1984). Création et évolution d'un camp palestinien de la banlieue sud de Beyrouth : Bourj El-Barajneh. Politiques urbaines dans le Monde Arabe. *Etudes sur le monde Arabe, 1,* 313-330. L'article retrace l'histoire du camp depuis ses origines, jusqu'en 1982.

[34] Mauriat, J. (1997). *Les camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth : Dynamiques internes et articulations à leur environnement immédiat* (Mémoire de maitrise). Université Paris X Nanterre. Ce travail est une importante source pour l'analyse géographique du camp et sa relation avec le voisinage.

[35] Seren, H. (dir.). (2004). *L'urbanisation des camps de réfugiés dans la bande de Gaza et en Cisjordanie* (Rapport de rechercher Projet 93). Paris : SHAML–PRUD. Consulté à l'adresse http://www.gemdev.org/prud/rapports/rapport30.pdf

[36] Marthelot, P. (1963). L'expansion récente de la ville de Beyrouth. *Bulletin de l'Association de géographes français*, *313*, 74-84. Doi : 10.3406/bagf.1963.5634.

Marthelot, P. (1963). Une ville remplit son site : Beyrouth. *Méditerranée*, *3*, 37-56. Doi : 10.3406/medit.1963.1088. Ces travaux étudient l'évolution de la ville en lien avec les projets urbains.

[37] Verdeil, E. (2010). *Beyrouth et ses urbanistes. Une ville en plans (1946-1975)*, Beyrouth : Presses de l'Ifpo. L'auteur retrace l'histoire de l'urbanisme beyrouthin reliant le contexte urbanistique avec l'histoire politique du pays.

[38] Clerc-Huybrechts, V. (2008). *Les quartiers irréguliers de Beyrouth, une histoire des enjeux fonciers et urbanistiques dans la banlieue sud*. Beyrouth : Presses de l'Ifpo. Elle analyse le développement des quartiers irréguliers dans la banlieue sud de Beyrouth.

[39] Harb El-Kak, M. (1996). *Politiques urbaines dans la banlieue sud de Beyrouth*. Beyrouth : Presses de l'Ifpo. L'auteure étudie le contexte urbain de la banlieue sud et apporte une clarification sur le rôle Hezbollah dans ce territoire.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

obtenues *via* la plateforme des archives photographiques de l'UNRWA (unrwa.photoshelter.com). Outre ces données, nous nous sommes appuyée sur les travaux cartographiques réalisés par Valérie Clerc-Huybrechts et de Julien Mauriat.

Entretiens avec des personnes-clés de l'histoire urbaine du camp

Afin de comprendre l'évolution urbaine spécifique au camp de Bourj El-Barajneh, nous avons mené des entretiens libres et semi-directifs auprès d'habitants et des membres des CP, le directeur des services UNRWA du camp et un historien. Les entretiens d'une durée de 40 min. à 1h15 menés en arabe ont été enregistrés et retranscrits et traduits par l'auteure. Ces entretiens ont complétés les informations présentes dans la littérature sur les camps palestiniens du Liban. Ils font apparaitre, dans les discours des enquêtés, l'organisation chronologique du camp, replacant les informations récoltées dans leur contexte grâce aux données cartographiques et bibliographiques sur les épisodes politique, social et urbain des camps du Liban (Blanchet et Gotman, 2015, p. 37-9).

Les entretiens ont été menés auprès de deux groupes principaux (annexe 1). Le premier groupe concerne les autorités palestiniennes et de l'UNRWA du camp. Deux membres des CP du camp ont été interrogés parce qu'ils étaient en mesure, du fait de leur ancienneté et leur profonde connaissance de la réalité du camp, de mettre en lien l'évolution du camp avec les politiques libanaises de chaque période. L'autorité de l'UNRWA dans le camp est représentée par le CSO. Cet entretien nous a permis de connaitre le discours officiel adopté par l'UNRWA sur l'évolution des camps du Liban. Notre guide d'entretien peu structuré portait sur deux éléments principaux (Blanchet et Gotman, 2015, p. 58-9) : la formulation de la consigne principale (l'évolution urbaine du camp) et des axes thématiques qui nous ont permis de guider l'interviewé lors de l'entretien (les étapes politiques nationales et du camp). L'adoption d'un guide d'entretien peu structuré nous a permis de connaitre les évenements politiques les plus marquants dans l'histoire du camp et de nous familiariser avec les codes du terrain (le vocabulaire utilisé, les périodes chronologiques les plus récurrentes lors de l'entretien). A ces entretiens s'ajoute un entretien structuré autour des étapes de l'évolution du camp avec un interviewé plus centré sur l'évolution urbaine du camp ; l'habitant et historien Ahmad Ali El-Hage Ali.

Le deuxième groupe concerne le milieu associatif palestinien et les habitants du camp. Quatre entretiens libres ont été menés auprès de cinq personnes et dont deux (dans la trentaine) travaillant dans le milieu associatif palestinien (Farid et Chadi) et les trois autres agés (dans la soixantaine) racontant l'histoire du camp à travers leur propre vécu de la guerre et de l'après-guerre (Abou Jalal, Abou Khaled et Imad). Notre choix de mener des entretiens libres suivant une progression narrative et chronologique se justifie par notre besoin d'explorer les répercussions de l'évolution du camp sur les habitants. L'entretien libre a permis à l'interviewé de s'exprimer le plus librement possible et de raconter sa propre histoire et son vécu dans le camp (Blanchet et Gotman, 2015, p. 59-60).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

L'analyse des entretiens s'est réalisée de façon transversale. Une analyse de contenu a d'abord été menée pour chaque entretien suivant un découpage du discours en fragments selon les grandes étapes de l'évolution des camps. Ensuite, ces fragments ont été rassemblés par thématiques ce qui a facilité la comparaison des discours et le recueil des informations et cela via le logiciel Nvivo.

L'enquête nous a permis de compléter notre travail bibliographique sur l'évolution et les transformations spatiales du camp. Toutefois, pour une étude plus centrée sur l'histoire urbaine spécifique au camp de Bourj El-Barajneh, un travail d'histoire orale rassemblant les témoignages d'un plus grand nombre de Palestiniens de la communauté du camp sera essentiel dans des études futures.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 3. La période libanaise du camp (1949-1958)

Pour comprendre l'évolution urbaine du camp et les processus d'intégration, d'exclusion et d'inclusion qui la sous-tendent, il semble inévitable de revenir sur les premières étapes de l'exil, c'est-à-dire l'arrivée et l'accueil des réfugiés palestiniens au Liban. Même si leur inclusion s'est réalisée progressivement et sur le long terme, la lecture des conditions de leur arrivée et les réactions qu'elle suscite apportent des clarifications sur la façon dont les camps vont évoluer par la suite. Dans quelles conditions les réfugiés palestiniens arrivent au Liban et comment sont-ils accueillis ?

D'après l'historienne Jihane Sfeir (2008, p. 34-57), l'arrivée de quelques 100 000 à 130 000 Palestiniens au Liban se réalise suivant trois vagues distinctes. La première vague d'exilés arrive au Liban à l'été 1947 ; elle concerne les couches sociales privilégiées qui trouvent un refuge temporaire en attendant que la situation se calme. L'arrivée de *« ces touristes »* ne pose aucun problème et leur nombre réduit[40] ne menace pas la composition démographique libanaise (Sfeir, 2008, p. 34). Ce sont des exilés qui ont des réseaux familiaux et économiques au Liban avant la *nakba* et certains y possédaient même des résidences secondaires (Sfeir, 2008, p. 34-7). La deuxième vague d'exilés a lieu suite au plan Dalet[41] et des séries d'offensives lancées par les sionistes sur plusieurs régions de Palestine en avril et mai 1948. La conséquence est l'arrivée au Liban de plusieurs dizaines de milliers de personnes, Palestiniens, Libanais et Arméniens, principalement de classe moyenne et originaires de la Galilée et de Haïfa. Notre étude porte sur l'accueil de la troisième vague, *« la vague villageoise »* (Sfeir, 2008, p. 49) déclenchée par la guerre des dix jours[42] et conduisant à l'expulsion de 100 000 à 150 000 Palestiniens vers la Transjordanie, la bande de Gaza, le Liban et la Haute-Galilée (Morris, 1987, p. 235-6, cité dans Sfeir, 2008, p. 49-51). Elle est suivie en octobre et en novembre 1948 par des opérations d'expulsion au sud dans le Néguev, et au nord dans la région de la Haute-Galilée. Cette troisième vague composée de paysans – *fellaheen* (Sayigh, 1979, 1994) se termine par des opérations de nettoyage des frontières de novembre 1948 à juillet 1949, conduisant à l'arrivée d'environ 30 000 personnes dans les camps du Liban.

[40]Avec leur nombre réduit estimé à 6300 sur les 13 000 touristes présents au Liban en été 1947, et leur situation financière aisée, ils ne constituent pas un fardeau économique ou une menace démographique pour le pays. Sfeir, 2008, p. 34.

[41] Le plan de Dalet est un plan établi par l'organisation paramilitaire sioniste la Haganah en 1948. Pour certains scientifiques comme W. Khalidi, il constitue un plan d'expulsion des Arabes de Palestine et pour d'autres comme B. Morris, c'est un plan militaire et non pas une politique d'expulsion. Sfeir, 2008, p. 38.

[42] La guerre des dix jours (9-18 juillet 1948) permet à l'armée israélienne de conquérir de nouveaux territoires en Palestine. Sfeir, 2008, p. 50.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

1. Les premières étapes de l'exil au Liban : de la dispersion à la réorganisation

La question de l'intégration et de l'exclusion de la communauté palestinienne dans la société libanaise n'a pas pris un même aspect depuis leur exode en 1948. Elle a connu différentes étapes dans l'histoire libanaise, marquée tantôt par des processus politiques d'intégration et tantôt par des processus politiques d'exclusion et de méfiance. Pour comprendre les processus d'accueil des réfugiés palestiniens au Liban, il est essentiel de considérer le contexte socioéconomique et politique du pays au moment de leur arrivée.

Des processus de connexion sociale préexistaient entre les deux groupes libanais et palestiniens avant l'arrivée des réfugiés : depuis la période ottomane, des liens sociaux et des échanges commerciaux relient les Palestiniens et les Libanais (Hudson, 1997, p. 243-5). Naplouse, Acre, Beyrouth, Tripoli et Lattaquié appartiennent jusqu'en 1917 à une même subdivision administrative ottomane : la *wilāya*[43] de Beyrouth qui disparait en 1917 pour réapparaitre en 1943 comme la capitale d'un nouveau pays, le Liban. Ce partage d'un même territoire jusqu'au début du XX^{ème} siècle explique en partie l'hospitalité des Libanais à l'arrivée de leur *« frères »* (Traboulsi, mai 2010) palestiniens en 1947-1948. La non-existence de barrières structurelles à ces connexions entre les deux groupes qu'elles soient liées à la langue, à la culture et à l'environnement local facilitent l'accueil des réfugiés (Ager et Strang, 2008, p. 166-191). La proximité géographique facilite les échanges et avant 1948, nombreux Palestiniens de la Galilée entretiennent des liens commerciaux avec des Libanais du Sud (Saleh (dir.), 2012, p. 19 et 23), d'autres passent leurs vacances estivales dans les villes libanaises. La présence de trois consulats libanais à Jérusalem, Haïfa et Jaffa justifie de l'importance de ces échanges. Le partage administratif d'une même province jusqu'en 1917, la proximité géographique ainsi que l'ensemble des relations citées plus haut, expliquent l'attitude accueillante du Liban face à l'arrivée des réfugiés palestiniens en 1947-1948.

1.1 L'exclusion de Palestine et la dispersion

Avant 1948, il est difficile de parler de frontières entre le Liban et la Palestine. Ces frontières sont perméables avec des déplacements qui s'opèrent dans les deux sens et des relations ancestrales entre le sud du Liban et le nord de la Palestine (Sfeir, 2008, p. 59-71). Mais, le début des hostilités suscite l'appartion et l'affirmation des frontières (une maritime à l'ouest et une autre terrestre au sud) par les Libanais et les Arabes et les Juifs de Palestine (Sfeir, 2008, p. 66). La signature des accords d'armistice israélo-libanais le 23 mars 1949 conduit à la fermeture des frontières, interdisant le retour des Palestiniens chez eux (Sfeir, 2008, p. 66-9).

[43] La *wilāya* – province est la plus gande division administartive de l'empire ottoman suivie par le sanjak, sous-division de la province. Dans Ágoston et Masters, 2009, p. 619.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

En 1948, l'arrivée au Liban d'environ 100 000 Palestiniens originaires du nord se fait par voies maritime ou terrestre. Pour les Palestiniens, cette première étape de l'exil est celle d'une période d'adaptation aux nouvelles conditions de vie. Au cours des premiers mois, l'image des Palestiniens au Liban est celle de milliers de personnes fuyant le conflit (Sfeir, 2008, p. 123). L'État libanais rejoint les forces armées arabes dans la guerre de 1948 et confirme sa solidarité arabe avec la Palestine. Cette guerre présente une occasion pour le président libanais Bechara El-Khoury, en manque de popularité, de réparer son image dégradée par la corruption et le clientélisme (Sfeir, 2008, p. 66-9). Il lance aux Libanais plusieurs appels pour venir au secours des Palestiniens et à considérer le Liban comme leur deuxième pays (traduit de l'anglais par N. Tabet, Roberts, 2010, p. 77). Le 23 avril 1948 à la radio, il annonce :

> *« Ouvrez vos maisons, vos églises, vos écoles et vos couvents. Qu'ils se sentent chez vous comme chez eux… Donnez-leur assistance et subside. Assurez-leur bien-être, fraternellement en ces heures d'épreuve. Atténuez leurs malheurs et consolez-les. Dieu vous en récompensera. »* (Chami, 2002a, p. 238, cité dans Sfeir, 2008, p. 123).

Le Premier ministre Riad El-Solh affirme à son tour la disposition des Libanais à *« partager leur pain avec eux »* (traduit de l'arabe par N. Tabet, Saleh (dir.), 2012, p. 55). Quant au ministre des affaires étrangères Hamid Frangieh, il affirme que *« nous accueillerons au Liban les réfugiés palestiniens, peu importe leur nombre et la durée de leur séjour et nous ne pouvons rien leur interdire (…). Ce qui leur arrive nous arrive et nous partagerons avec eux notre pain. »* (Traduit de l'arabe par N. Tabet, Safa, 2005, p. 49, cité dans Saleh (dir.), 2012, p. 55).

Mais, si au début le Liban les reçoit avec compassion, avec la défaite arabe de la guerre et le prolongement de la situation d'urgence, ces messages d'accueil se transforment en une attitude répressive de leur présence et des politiques de contrôle rendant difficile leur dispersion sur le territoire (Kodmani-Darwish, 1997, p. 67-77 ; Sanbar, 1984, p. 205-9).

1.2. L'accueil libanais et ses politiques discriminatoires

Du « *frère arabe »* (Sfeir, 2008, p. 22)*, « frères palestiniens »* (Sanbar, 1984, p. 205-9) et *« l'invité »* (Traboulsi, mai 2010), la figure du Palestinien au Liban devient rapidement celle des *« habitants des camps (soukkan al-moukhayyamat), les réfugiés (al-laji'oun), les étrangers perturbateurs de l'ordre social, économique et religieux »* (Sfeir, 2008, p. 127).

La défaite du Liban dans la guerre de 1948, le poids économique et politique de l'installation des réfugiés de Palestine dans un État jeune, densément peuplé[44] et en

[44] Durant cette période, la population palestinienne représente 10% de la population libanaise. Dans Kodmani-Darwish, 1997, p. 12.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

situation de crise politique[45] et économique[46] renforce un sentiment de vulnérabilité nationale et la division de la classe politique libanaise (Sfeir, 2008, p. 122-6). Pour éviter une déstabilisation nationale et résoudre ce problème humanitaire, l'État libanais met en place des mesures d'accueil et de contrôle de cette population. Le résultat sont des mesures arbitraires de nature policière, de contrôle et de surveillance comme l'interdiction de l'entrée sur le territoire de tout réfugié âgé entre 18 et 50 ans, l'interdiction de toute forme d'organisation, l'interdiction du port des armes et à partir de mai 1951, l'interdiction de se déplacer[47] entre régions sans autorisation sauf pour des raisons de santé, d'emploi et de famille (Roberts, 2010, p. 78 ; Sanbar, 1984, p. 205-9 ; Sfeir, 2008, p. 84 et p. 123-4).

> *« C'était le début de l'oppression. Il était interdit de parler, de circuler librement, de sortir du camp, de sortir de la tente. On était en quarantaine. On nous contenait dans ce camp et les maladies se propageaient. »* affirme Khaled, habitant du camp de Bourj El-Chamali au sud du Liban, le 20 juillet 2002 (dans Sfeir, 2008, p. 56).

Alors qu'en Jordanie et en Syrie ils sont intégrés dans la vie sociale, dès leur arrivée, au Liban les Palestiniens reçoivent le statut d'étrangers, un statut ambigu qui les maintient dans un flou juridique afin d'empêcher tout débat politico-religieux susceptible de diviser la population libanaise à ce sujet. En effet, les Palestiniens sont majoritairement de confession sunnite, leur absorption fera croître le poids sunnite au Liban et bouleversera l'équilibre politico-confessionnel du pays (Sfeir, 2008, p. 103-5). Dès 1949, la présence palestinienne est représentée comme un fardeau économique et les Palestiniens ne peuvent travailler sans permis (Sfeir, 2008, p. 123-8). Très tôt, le gouvernement introduit des politiques de marginalisation de la population et l'exclut aux niveaux social, politique, économique et urbain (Sfeir, 2008, p. 105-6).

1.3. Les institutions libanaises pour la gestion des réfugiés palestiniens

Le 26 mai 1948, le gouvernement libanais adopte par décret ministériel la création d'une institution pour la gestion des affaires des réfugiés : le Comité central des affaires des réfugiés en provenance de Palestine (*al-lijna al-markaziyya li chou'oun al-laji'in al-qadimin min Filastin*)[48]. Son rôle est *« de recenser les arrivants, de leur assurer un abri, de les assister et de s'occuper de leur situation sanitaire »* (Sfeir, 2008, p. 86). Mais dans

[45] L'intégration de cette population, majoritairement sunnite, aurait bouleversé l'équilibre politique et confessionnel du pays. Dans Kodmani-Darwish, 1997, p. 12.
[46] A leur arrivée, le pays souffrait déjà du chômage. Avec leur arrivée et la fermeture des frontières, l'économie libanaise se trouve perturbée notamment avec le blocage du marché agricole du sud vers la Galilée. Dans Kodmani-Darwish, 1997, p. 12 et Kassir, 2012, p. 464.
[47] Avec la dégradation des conditions de vie des Palestiniens, leur mobilité sur le territoire constitue une menace sur la santé publique.
[48] Ce comité est remplacé en 1959 par la Direction des affaires palestiniennes. Source : JOL, décret n K 11567, 26/05/1948. Dans Sfeir, 2008, p. 85.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la réalité, ce comité relève surtout de l'armée libanaise et de la Sûreté générale (SG)[49] qui enregistrent, encadrent et transfèrent les réfugiés d'un endroit à un autre (Sfeir, 2008, p. 85-8). Il est composé du directeur général de la présidence de la république, du directeur général du Conseil des ministres, du directeur général de l'Economie nationale, directeur général de la Santé, un délégué du Bureau permanent de la Palestine (*Maktab Filastin al-da'im*) et un délégué de la Croix-Rouge libanaise (Sfeir, 2008, p. 86).

1.4. La réorganisation spatiale : les camps de réfugiés palestiniens

Les premières années sont caractérisées par une grande mobilité des réfugiés qui fuient les conflits d'un village palestinien à un autre jusqu'à gagner le Liban (Sanbar, 1984, p. 197 ; Sfeir, 2008, p. 53). Au début, leur arrivée au Liban n'est pas vécue comme un exil explique Elias Sanbar, mais plutôt comme un séjour arabe temporaire. C'est pourquoi, au franchissement de la frontière, les réfugiés se concentrent dans le sud où ils demeurent des mois en attente de leur retour en Palestine, avant de se diriger vers l'intérieur du Liban (Sanbar, 1984, p. 200).

La résidence des réfugiés dans les camps au cours des premières années n'est pas non plus stable et est constamment soumise à des déplacements jusqu'à la stabilisation de la situation dans les camps vers 1955. Par exemple en 1950, les réfugiés installés à Khan El-Askar à Tripoli se voient obligés de rejoindre le camp de Beddawi suite à l'inondation de la ville et l'effondrement du Khan (Sfeir, 2008, p. 222). En 1949, les réfugiés du camp du lac Qara'oun sont déplacés dans le camp de Nahr El-Bared pour des problèmes d'hygiène dans le camp.

Le refus du Liban d'une installation durable des réfugiés, l'absence de stratégie de leur répartition spatiale et le manque d'une autorité centrale pour la gestion de leurs affaires conduisent à des opérations improvisées et ponctuelles de mise en place des camps. Leur réorganisation spatiale ne sera donc pas le résultat d'une politique planifiée mais le fruit d'actions spontanées (Sfeir, 2008, p. 220-24). Concentrés principalement dans le sud, l'État met d'abord à leur disposition les anciens camps arméniens de Rachidiyeh et d'El-Bass à Tyr (figure 26). Une partie des réfugiés des camps du sud est transportée vers les trois anciennes casernes de l'armée française dans la Bekaa : les casernes de Gouraud, Wavell et Anjar. Ces camps sont vites saturés et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (LSCR) ouvre en 1948 un nouveau camp à l'est de Tyr, le camp de Bourj El-Shemali (Roberts, 2010, p. 76) (figures 26 et 27). L'assistance dans les camps est assurée par les instances humanitaires, principalement la LSCR qui recense les réfugiés, distribue les rations alimentaires et leur assure des logements et des soins médicaux. Dans certains cas, la LSCR est assistée par des institutions religieuses chrétiennes et musulmanes pour les réfugiés de ces confessions respectives.

[49] La Sûreté Générale est une agence libanaise d'intelligence dont les rôles principaux sont le recueil de renseignements pour le gouvernement libanais afin de garantir l'ordre public et la surveillance des étrangers résidents au Liban (délivrance des visas, titres de séjour, *etc*.).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Pour certains camps, la distribution des réfugiés suit deux logiques communautaires : la première est celle des institutions religieuses qui veulent rassembler leurs partisans et la deuxième est celle de la confession des propriétaires des terrains sur lesquels s'installent certains camps (Sayigh, 2015, p. 23). Les cas des camps chrétiens de Mar Elias (Saint-Elie) et de Dbayeh soulignent l'importance des institutions religieuses dans l'accueil et la réorganisation spatiale des réfugiés. En 1949, le couvent grec-orthodoxe Mar Elias Btina reçoit des réfugiés chrétiens de Palestine dans ses locaux. Trois ans plus tard avec le prolongement de l'exil, le couvent les déplace sur un terrain limitrophe appartenant au *Waqf*[50] de Mar Elias et loué par l'UNRWA (Sfeir, 2008, p. 238-40). Quant au camp de Dbayeh, il est installé en 1949 sur un terrain du *Waqf* maronite Mar Youssef Al-Bourj (Saint-Joseph de la Tour) (Gorokhoff, 1984, p. 316). Ces réfugiés habitent dans une ancienne caserne militaire jusqu'en 1956, année lors de laquelle ils sont déplacés à quelques kilomètres, sur un autre terrain du *Waqf*[51].

Chaque camp possède ses spécificités contextuelles et morphologiques : certains camps s'installent sur des terrains loués par l'UNRWA au gouvernement, d'autres à des institutions religieuses ou à des particuliers (Roberts, 2010, p. 77), quand d'autres s'installent sur des terrains vides ou dans d'anciennes casernes de l'armée française (figure 25). Et au milieu des années 1950, le Liban compte dix-sept camps officiels (figure 26). La grande majorité sont établis à proximité de noyaux urbains et intentionnellement proches des zones de production agricole et industrielle (Traboulsi, 1993, p. 273, cité dans Kassir, 2012, p. 464-5). Les camps de Mar Elias, Dbayeh, Tell Ez-Zaatar, Jisr El-Bacha, Bourj El-Barajneh et Chatila se situent à Beyrouth et ses banlieues ; Ein El-Helwe et Miyeh Miyeh à Saïda, Nabatiyeh dans la ville de Nabatiye, Rachidiyeh, El-Bass et Bourj El-Shemali à Tyr, Nahr El-Bared dans le Akkar, Beddawi au nord et Gouraud et Wavell à Baalbek et Anjar dans la Bekaa (Roberts, 2010, p. 76-7) (figure 26).

[50] *« Bien immobilisé dont les revenus sont affectés à des œuvres de piété et de bienfaisance »*. Dans Favier, 2001, p. 429-431.
[51] Les autorités religieuses du *Waqf* maronite de Mar Youssef Al-Bourj réclament le terrain qu'ils souhaitent vendre vu l'augmentation de son prix.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 25. La diversité morphologique des camps de réfugiés palestiniens

De gauche à droite : le camp de Wavell est installé dans une ancienne caserne militaire de l'armée française à Baalbek (photo de 1952), le camp de Nahr El-Bared est installé sur un terrain vide appartenant à l'Etat libanais à Akkar (photo de 1952) et le camp de Miyeh Miyeh est installé à Saida dans la région du Sud (photo de 1952).

Source : de gauche à droite : photographe inconnu (1952), photo par Jack Madvo (1952), photographe inconnu (1952). Archives de l'UNRWA, site : unrwa.photoshelter.com

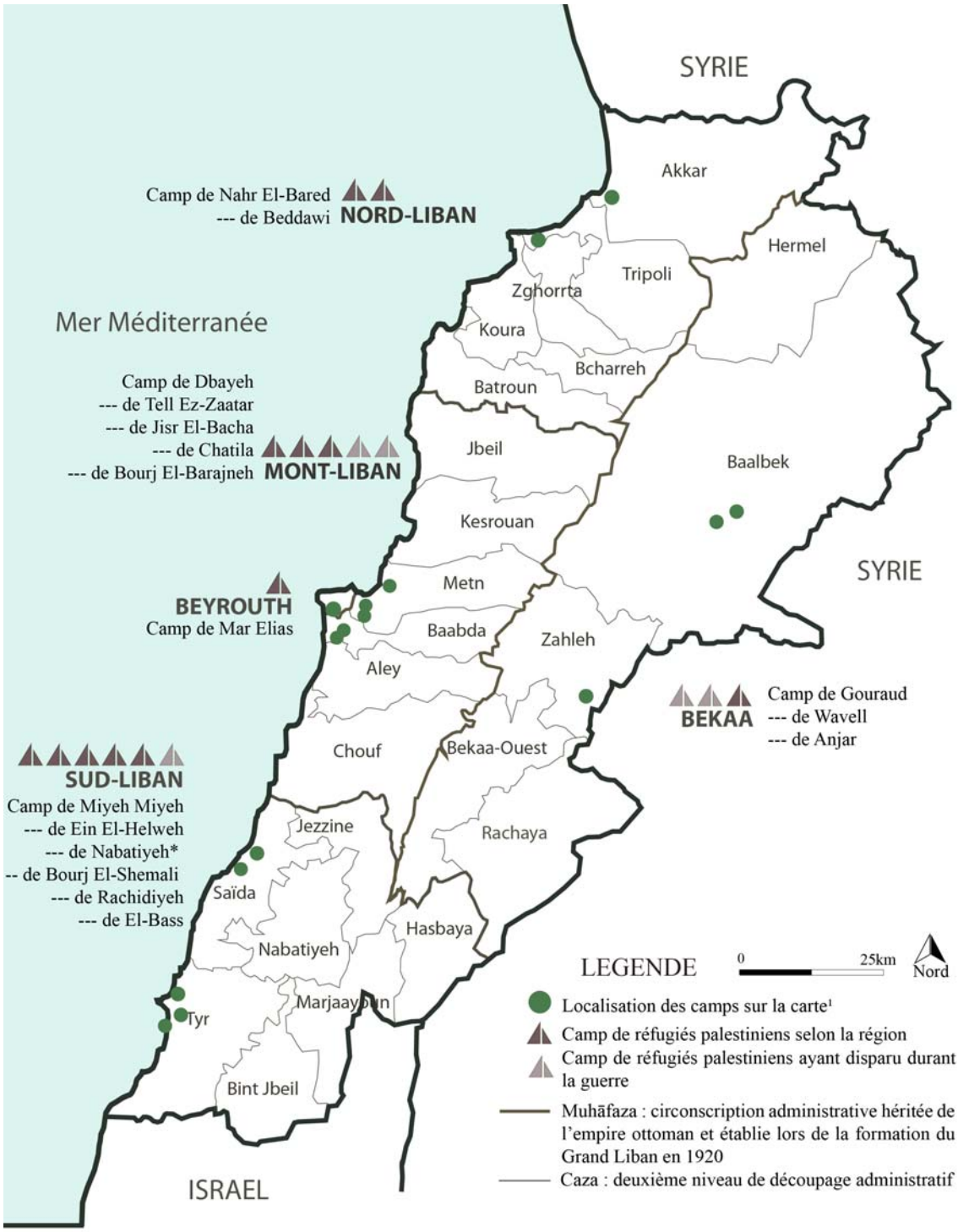


Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Figure 26. La répartition des camps palestiniens sur le territoire libanais au milieu des années 50

Réalisation: Nicole Tabet, 2018 à partir des données cartographiques extraites de la carte « Divisions administratives du Liban 1947-1952 », Sfeir, 2008, p. 10, de la carte « Les espaces palestiniens au Liban entre 1948 et 1952 », Sfeir, 2008, p. 232 et de la carte « Carte générale du Liban », dans Verdeil, Faour et Velut, 2007, p. XIV.

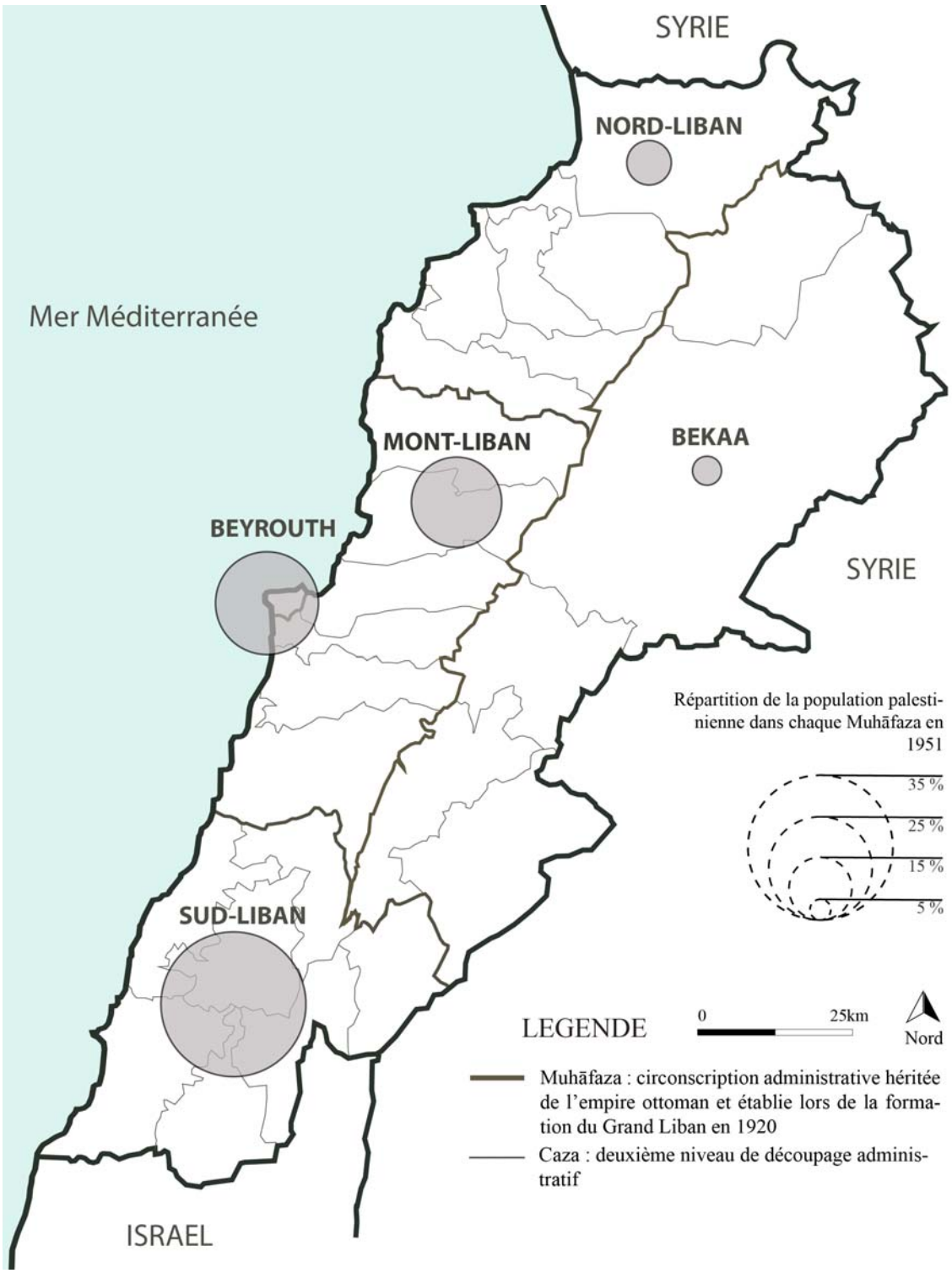


[1] La localisation de l'emplacement des camps sur la carte est approximative. Les camps sont listés du nord du sud. A titre d'exemple, pour la région de Liban-nord, apparait dans la liste d'abord le camp de Nahr El-Bared et ensuite celui de Beddawi respectant l'ordre de localisation nord-sud sur la carte.
*Nous n'avons pas pu localisé le camp de Nabatiyeh sur la carte.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 27. La répartition de la population palestinienne sur le territoire libanais en 1951

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Carte élaborée à partir des données démographiques extraites des archives de la Ligue tirées de Sfeir, 2008, p 227 et des données cartographiques extraites de la carte « Carte générale du Liban », dans Verdeil, Faour et Velut, 2007, p. XIV et de la carte « Divisions administratives du Liban 1947-1952 », Sfeir, 2008, p.10.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Les camps palestiniens de la banlieue sud de Beyrouth

Au milieu des années 1950, l'agglomération beyrouthine compte six camps palestiniens, cinq situés dans la région du Mont-Liban et un dans la région de Beyrouth (figure 26). Le camp de Dbayeh se situe dans la banlieue nord de la capitale. Créé dès 1949, il est déplacé en 1956 sur un terrain du *Waqf* de Saint-Joseph de la Tour et loué par l'UNRWA à l'Ordre Libanais Maronite. Le camp de Mar Elias se situe au sud de la capitale. Il est accueilli en 1952 sur un terrain du *Waqf* du couvent grec orthodoxe de Saint-Elias et loué par l'UNRWA. Les camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh se situent dans la banlieue sud. Ils sont accueillis en 1949 sur des terrains privés de notables des villages et loués par l'UNRWA. Le camp de Jisr El-Bacha se situe en banlieue est. Il est installé vers le milieu des années 1950 sur un terrain privé de la famille Abi Al-Lama' et loué par l'UNRWA. Le camp de Tell Ez-Zaatar aussi nommé Al-Dekwaneh se situe en banlieue est. Il est installé en 1950 sur un terrain de 56 646 m^2 (Gedeon, 1974, cité dans Fawaz et Peillen, 2003, p. 13). L'installation de ces camps aura des conséquences sur le tissu urbain de la ville et de ses banlieues. Les camps vont involontairement jouer un rôle central dans le développement des quartiers irréguliers de l'agglomération. Réciproquement, l'évolution urbaine de la ville et ses extensions facilite l'inclusion économique et urbaine des réfugiés des camps de l'agglomération.

2.1 Contexte économique et urbanistique de Beyrouth et de ses banlieues

Au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle, Beyrouth connait une croissance démographique importante qui se traduit par une accélération de son urbanisation et son étalement vers la périphérie (Davie, 1996, p. 71-105). La ville se densifie et se dilate, l'urbanisation touche aux villages en banlieue qui accueillent les flux de migrants ruraux et une part des réfugiés arméniens (Kassir, 2012, p. 385-392) (figure 28). En 1950, la ville est en pleine expansion urbaine et concentre la grande majorité de l'activité commerciale, industrielle et culturelle du pays (Kassir, 2012, p. 453-503 ; Marthelot, 1963, p. 41-3 et 1963, p. 75-6 ; Ruppert, 1999, p. 17-32).

2.1.1 Beyrouth au milieu du XX^{ème} siècle

Au milieu du XX^{ème} siècle, l'activité commerciale beyrouthine connait une prospérité croissante principalement due à la fermeture du port de Haïfa suite au conflit de 1948. L'activité portuaire beyrouthine est dynamisée et Beyrouth accueille dans les années 1950 le principal port de la région[52] (Kassir, 2012, p. 464-5). Les troubles au Moyen-Orient vont profiter à l'économie du Liban : les investisseurs étrangers, surtout arabes séduits par la libéralisation de l'économie sous le mandat de El-Khoury placent leurs capitaux à Beyrouth (Kassir, 2012, p 464-5 ; Sfeir, 2008, p. 200). Cette richesse économique se traduit par des investissements dans le secteur de la construction et de l'immobilier. Les

[52] Le total des marchandises débarquées et embarquées passe de 1 136 054 t. en 1951 à 2 018 174 t. en 1957. Dans Marthelot, 1963, p. 76.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

conséquences sont une densification du bâti du centre-ville et l'extension urbaine le long des voiries (Charafeddine, 1987, p. 18-22 ; Kassir, 2012, p. 547-55). Celle-ci prend la forme de gros travaux d'infrastructures et de construction comme le Palais de l'Unesco et le Palais de Justice à Beyrouth, le nouvel aéroport à Khaldeh, la Cité sportive à Bir Hassan et les premiers centres balnéaires de Saint-Simon et de Saint-Michel (figure 28).

Figure 28. Photo aérienne de Beyrouth et sa périphérie en 1936

Cette photo de la ville est prise en direction du sud légèrement tournée vers l'ouest. Au premier plan se situe le port de la ville suivi par son centre. Plus loin, l'étalement de la ville est interrompu par une tâche en marron foncé sur la photo : c'est la forêt de pins (tracé en vert). La forêt est entourée de part et d'autre par les villages de la banlieue sud et plus loin à droite apparait une partie de la Zone des sables (tracé en rouge). Une partie de cette Zone acceuille le camp de Bourj El-Barajneh en 1949. A gauche, apparait le fleuve de Beyrouth (en bleu) entouré de terrains non urbanisés.

Source : ministère des Affaires étrangères, reproduit dans Fournier et Ammoun, 1999, p. 13, extraite de Clerc-Huybrechts, 2008, p. 35 et modifiée par Nicole Tabet, 2018.



Quelques grands équipements urbains en banlieue sud

La Cité sportive Camille Chamoun (figure 29). Construit en 1931, l'aérodrome de Bir Hassan est démoli et remplacé en 1955 par la Cité Camille Chamoun inaugurée en 1957 à l'occasion des Jeux panarabes (Verdeil, 2010, p. 177). Le reste du terrain est occupé par un quartier à caractère officiel abritant les bâtiments des Nations Unies et des ambassades (Verdeil, 2010, p. 178).

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Figure 29. Photo de la Cité sportive au début des années 70

La photo prise en direction du sud-est. En premier plan apparait le nouveau projet de la Cité sportive. Plus loin, l'espace en gris foncé sur la photo est Horch Tabet, une forêt de pins qui dans les années 70 représente toujours un espace vert. Entre la Cité et le Horch Tabet se situe le camp de Chatila. Au troisième plan, dans le même axe de lecture, se situe le camp de Bourj El-Barajneh, non-lisible sur cette photo.

Source : Khalaf et Khoury 1993, figure 40 extraite de Clerc-Huybrechts, 2008, p. 43.

L'Aéroport International de Beyrouth (AIB). La décision de déplacer l'aéroport de Bir Hassan à quelques kilomètres vers le sud, dans le village de Khaldeh est adoptée en 1946 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 161). La conception et l'exécution du projet débutent en 1947, deux ans avant l'arrivée des premiers réfugiés du camp de Bourj El-Barajneh. L'ouverture de l'AIB en 1951 place la ville à l'échelle internationale et Beyrouth devient *« la plaque tournante du trafic aérien entre l'Europe et l'Asie »* (Kassir, 2012, p. 466 ; Ruppert, 1999, p. 17-32). L'AIB se situe aujorud'hui à environ 1.2 km du camp.

Des nouvelles voies routières. A cette époque, de nombreux projets d'assainissement et des grandes voies de pénétration sont aménagés. Le projet de l'AIB s'accompagne par l'ouverture des voies routières et le 1er mai 1950, une loi d'urbanisme vient codifier les nouveaux aménagements du bâti le long de l'artère reliant la forêt des pins (figure 30) à l'aéroport (Marthelot, 1963, p. 43). La logique des aménagements est celle de lotissements réguliers de grandes parcelles à faible constructibilité favorisant l'implantation de villas. La ville s'étend vers le sud sur la Zone des sables[53] où se situe le camp d'étude (figure 30). La Zone est encore vierge et constitue avec la construction de l'AIB et le désenclavement des banlieues un espace attractif pour les investisseurs fonciers (Verdeil, 2010, p. 172-7).

[53] La Zone des sables ne couvre pas l'entièreté des terrains sablonneux en banlieue sud. Elle est délimitée par l'équipe de cadastre du mandat français en 1931. Aujourd'hui, elle regroupe une grande partie de l'occupation illégale en banlieue sud (Ouzaï, Raml, le camp de Bourj El-Barajneh, *etc*.). Dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 69-71.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.1.2. Beyrouth au milieu du XX^{ème} siècle : formation des bidonvilles et des camps de réfugiés

Au cours des années 1920, les bidonvilles et les camps de réfugiés arméniens et syriaques sont en cours de formation. Certains s'installent en ville et d'autres en périphérie. Au sud, l'urbanisation atteint les anciens villages de Furn El-Chebbak, Chiyyah et Mrayjeh, désormais intégrés à l'agglomération. Cette urbanisation touche légèrement les villages plus lointains de Bourj El-Barajneh, Hadath et Choueifat, qui ne seront complétement absorbés par la ville qu'à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. En effet, l'amélioration des conditions de vie en ville et son attractivité, l'exode rural et les troubles géopolitiques que connaît la région depuis le début du siècle exercent des pressions démographiques sur l'agglomération qui voit se développer des quartiers précaires dans ses banlieues (Kassir, 2012, p. 566-70).

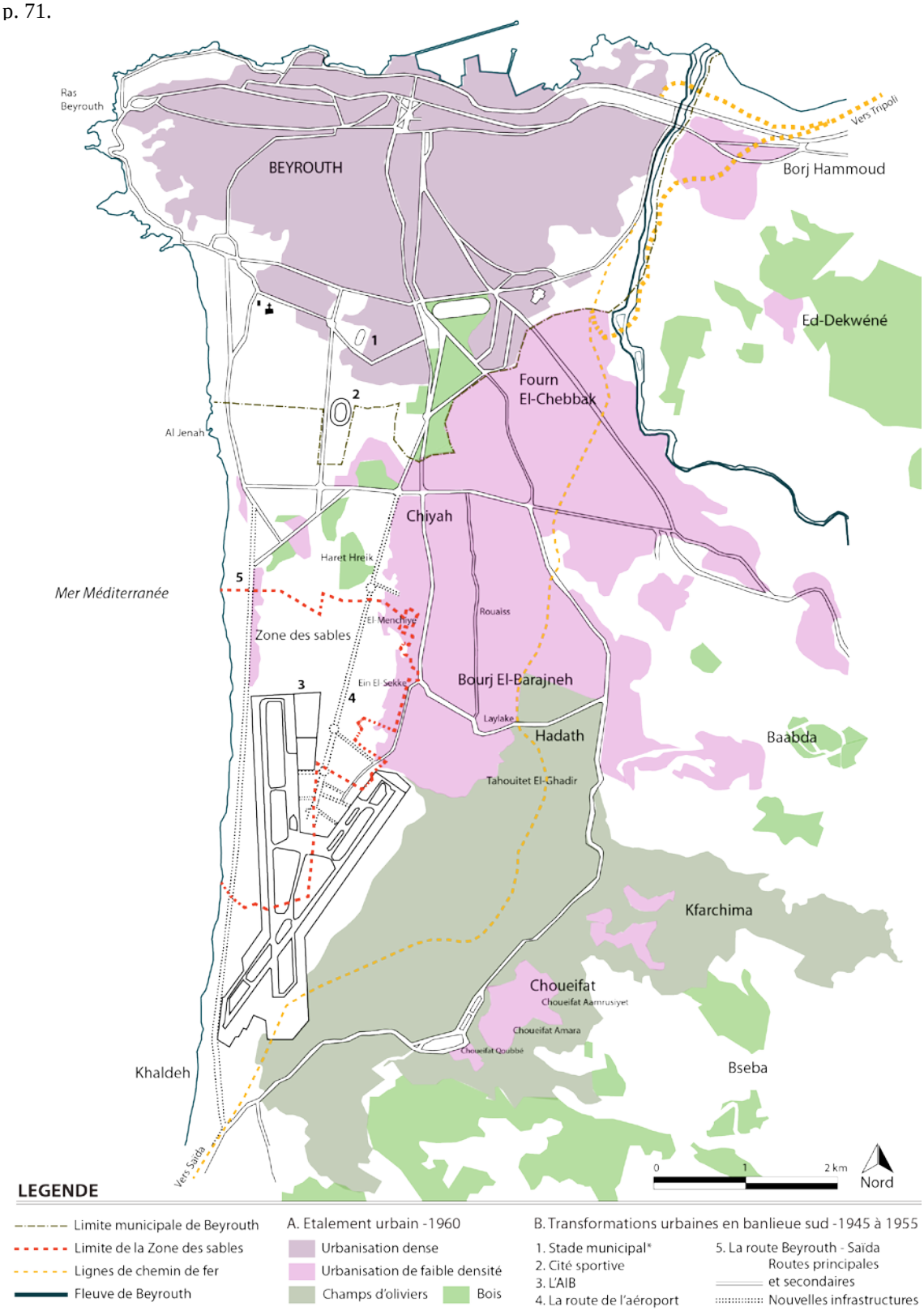
Beyrouth et ses banlieues[54] reçoivent des flux migratoires successifs modifiant la structure démographique de l'agglomération. Si Beyrouth compte en 1930 180 000 habitants, en 1950 elle compte entre 300 000 (Bourgey et Pharès, 1973, p.107) et 400 000 habitants (Marthelot, 1963, p. 43). La population de l'agglomération quant à elle, passe de 450 000 habitants[55] en 1959 à 938 940[56] en 1970 (sans compter la population des camps). Cette croissance démographique s'explique par un solde migratoire positif depuis le début du XX^{ème} siècle provenant de : l'exode d'une population montagnarde maronite en provenance du Mont-Liban, du nord et de la Bekaa s'installant dans le centre ou ses proches banlieues dès 1920 (Davie, 1997, p. 30-2 ; Kassir, 2012, p. 385-92 ; Marthelot, 1963, p. 43) ; les premiers exodes dès les années 1930 d'une population rurale chiite du Sud et de la Bekaa qui s'intensifient ensuite avec la déstabilisation de la frontière sud en 1948 (Davie, 1997, p. 32 ; Kassir, 2012, p. 385-92 et 567-68) ; les flux de réfugiés arméniens[57] de la Cilicie en 1921, syriaques et assyriens depuis l'Irak et des kurdes de Turquie pour la période d'entre-deux guerres ; l'arrivée des réfugiés palestiniens dès 1948 et qui compte en 1951 32 380 habitants à Beyrouth (données de la LSCR, Sfeir, 2008, p. 227) et finalement l'arrivée des émigrés syriens dans les premières années qui suivent l'indépendance du Liban s'installant principalement en proche banlieue (Charafeddine, 1987, p. 44-6 ; Davie, 1997, p. 34-35 ; Marthelot, 1963, p. 43) (figure 30).

[54] A partir des années 1960, les rapports d'urbanisme et le plan Ecochard traitent de « Beyrouth et ses banlieues ». On parle de plusieurs banlieues pour montrer et les différences d'une banlieue à une autre, dont l'hétérogénéité de leurs formes (Arnaud (ed.), 1996, p. 209-227).
[55] Mission I.R.F.E.D.-Liban, Besoins et Possibilités de développement du Liban. Ministère du Plan, Beyrouth, 1960-1961 (14 X 21), trois volumes, 365 p., 508 p., 540 p., dans Bourgey et Pharès, 1973, p.107.
[56] L'enquête par sondage sur la population active au Liban, novembre 1970, Ministère du Plan, Direction centrale de la statistique, Beyrouth, 1972. Bourgey et Pharès, 1973, p. 107.
[57] Au début des années 1920, le Liban compte 28 000 réfugiés arméniens et syriaques. Kassir, 2012, p. 350.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 30. Les transformations urbaines en banlieue sud en 1960

*Le stade municipal qui apparait sur le plan de 1939. Réalisation : Nicole Tabet. 2018 basée sur les données cartographiques de : (1) « Beyrouth » (réf. NI-36-XII-3d-4)-1945, élaboré par le Serv. Géo. des FFL; (2) « Beyrouth »-1960 élaboré par le Serv. Géo. de l'Armée (SGA) ; (3) « Beyrouth Sud-Ouest »-1963 élaboré par SGA ; (4) « La croissance de Beyrouth entre 1943(?) et 1961 » dans Marthelot, 1963, p. 42 ; (5) « Emplacement de l'ancienne Zone des sables dans l'actuelle banlieue sud » dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 71.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Ces flux ont des conséquences très visibles sur la structure démographique et le paysage urbain de l'agglomération. En périphérie, les zones sous-intégrées grossissent et donnent lieu à des quartiers précaires qu'on nommera plus tard dans les années 70 la *ceinture de misère de Beyrouth - hizâm al-bû's* (Bourgey, 1985, p. 17 ; Davie, 1996, p. 71-105 ; Harb, 2003, p. 73-5 ; Verdeil, 2010, p. 273-300). Le laisser-faire urbanistique, l'absence d'une politique foncière et la gestion étatique au service des intérêts privés conduisent à *« Un monstrueux amas d'une architecture hétéroclite »* écrit *L'Orient* en octobre 1954 (dans Kassir, 2012, p. 543).

Le désenclavement au sud de la capitale par les nouvelles infrastructures routières amorce l'urbanisation de la proche banlieue, c'est-à-dire des villages de Bourj El-Barajneh, de Kfarchima, de Hadath et de Choueifat, et accélère la densification des camps palestiniens (figure 30). Vers le milieu des années 1950, cinq des six camps de réfugiés palestiniens font partie de la ceinture de misère de la ville (Charafeddine, 1987, p. 122) appelée aussi la seconde couronne de bidonvilles (Bourgey et Phares, 1973, p. 110-12).

L'arrivée des réfugiés palestiniens et l'installation de deux camps dans la banlieue sud, dont un sur la Zone des sables (non-urbanisée jusqu'au début des années 1950) créent un contexte propice au développement de quartiers illégaux du secteur (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 176-80) (figure 31). C'est le cas du quartier illégal de Raml à proximité du camp de Bourj El-Barajneh et le quartier illégal de Hay El-Gharbeh à proximité du camp de Chatila (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 180-88). Cependant, la relation entre l'urbanisation illégale de la Zone des sables et la présence du camp de Bourj El-Barajneh n'est pas directe et dépend d'un contexte politique et urbain plus large. D'abord, l'ouverture en 1950 de la route de l'aéroport, et l'aménagement en 1957 de la route littorale vers Saïda, jouent un rôle important dans le désenclavement de la Zone et l'urbanisation des camps au sud de la capitale (figures 30 et 32). Ces voies améliorent l'accessibilité de la capitale depuis les camps et l'accès des Palestiniens au marché de travail beyrouthin et aux emplois non-qualifiés, surtout dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie et du bâtiment. Deuxièmement, la multiplication des projets de construction et des travaux publics durant cette période crée des opportunités d'emplois pour les réfugiés palestiniens (Sfeir, 2008, p. 208). Enfin, l'arrivée de populations du sud du Liban suite à la déstabilisation à la frontière israélo-libanaise et l'absence d'une planification urbaine libanaise qui prend en charge la gestion des camps palestiniens[58] créent un contexte propice à l'extension des camps et à la formation de quartiers irréguliers autour (Davie, 1996).

Cette extension de la ville vers le sud sur la Zone des sables prend la forme d'une occupation illégale de petites baraques (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 176-80 ; Marthelot, 1963, p. 48-9). Malgré la valorisation foncière de la Zone et le capital foncier qu'elle représente pour les investisseurs (Marthelot, 1963, p. 75 ; Verdeil, 2010, p. 169-197),

[58] La planification urbaine libanaise n'a jamais pris en charge la planification des camps palestiniens qui n'apparaissent pas sur les schémas directeurs d'urbanisme.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

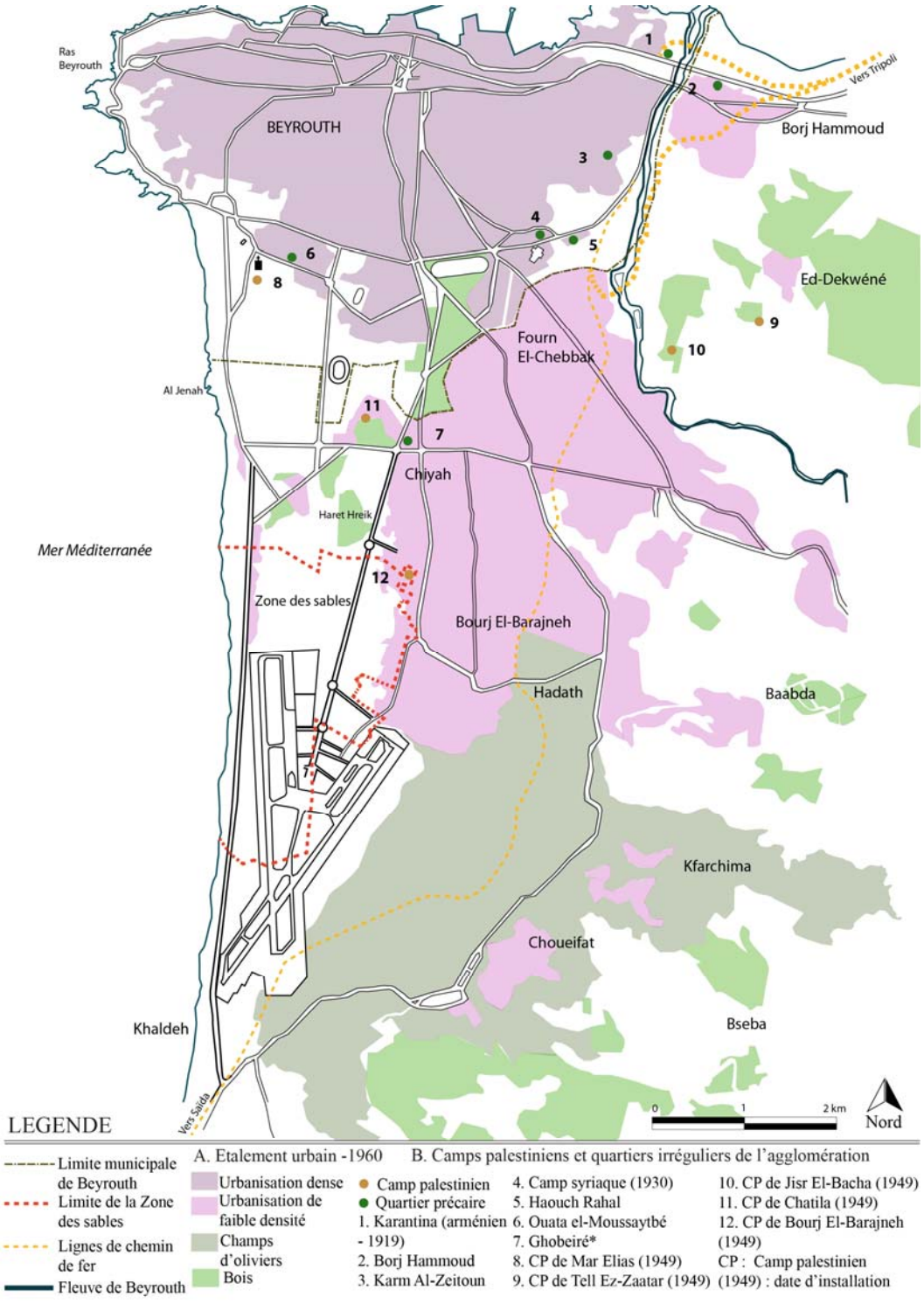
l'installation du camp de Bourj El-Barajneh ne cause à ce stade aucune contestation foncière. Le camp, constitué d'un regroupement de tentes, se situe à environ 500 m. de la route de l'aéroport. Sa localisation au niveau de l'axe Gamal Abdel Nasser, reliant Bourj El-Barajneh au reste de l'agglomération, facilite les déplacements entre le camp et la capitale, certains habitants du camp s'y rendent à pied pour trouver du travail. Cette accessibilité va de pair avec l'amélioration de l'accès à l'emploi et des conditions de vie des habitants du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 31. Camps palestiniens et quartiers irréguliers de l'agglomération en 1960

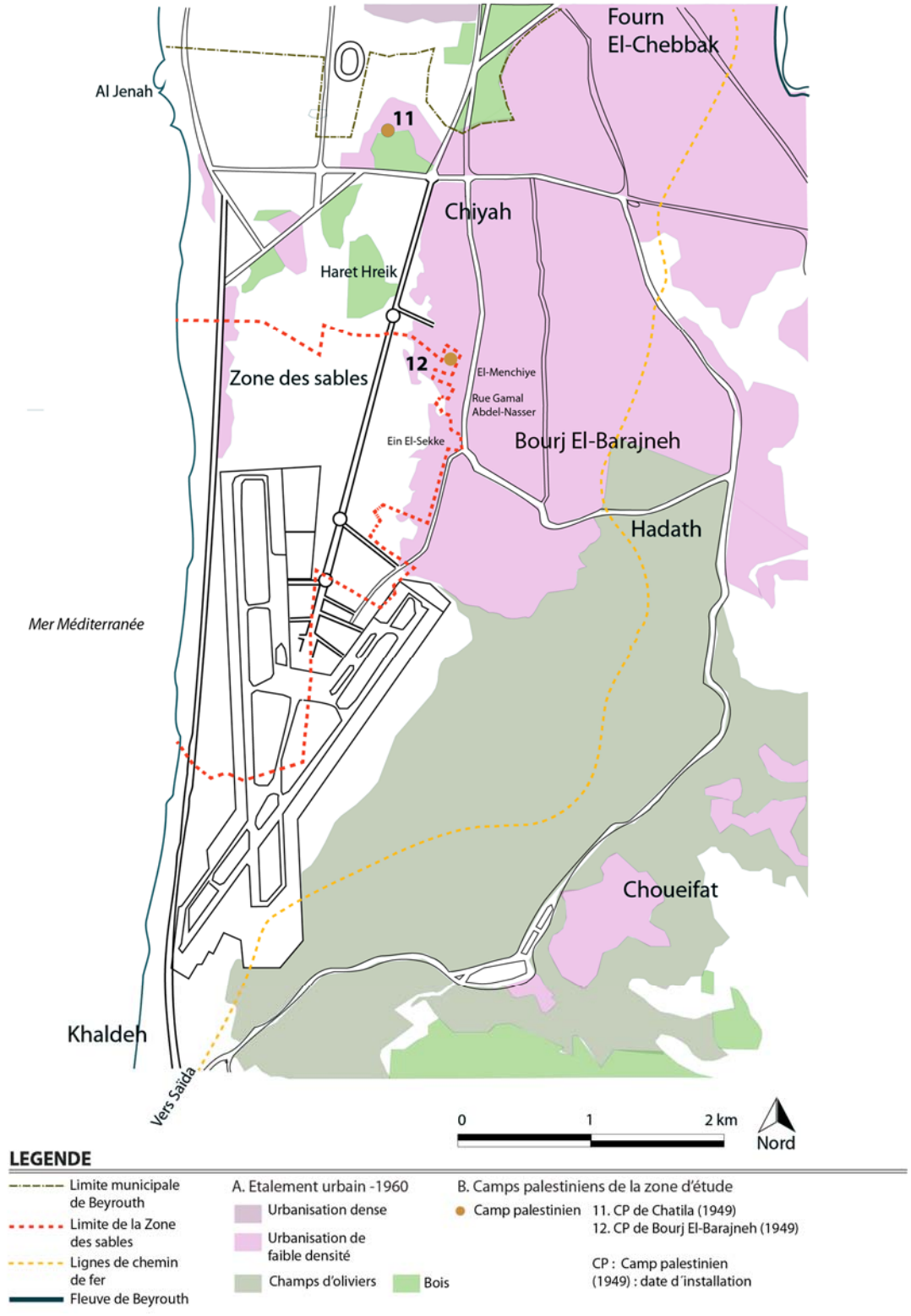
*Nous supposons que Ghobeiré auquel font référence Bourgey et Phares renvoie au quartier illégal de Horch Tabet dont l'occupation illégale ne commence qu'à partir de 1970 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 53). Réalisation : Nicole Tabet. 2018 basée sur les données cartographiques de : « Beyrouth » (réf. NI-36-XII-3d-4)-1945, élaboré par le Serv. Géo. des FFL; « Beyrouth »-1960 élaboré par le Serv. Géo. de l'Armée (SGA) ; « Beyrouth Sud-Ouest »-1963 élaboré par SGA ; « La croissance de Beyrouth entre 1943(?) et 1961 », dans Marthelot, 1963, p. 42 ; « Emplacement de l'ancienne Zone des sables dans l'actuelle banlieue sud » dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 71 ; « Fig.1-Localisation et population des bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth » dans Bourgey et Phares, 1973, p. 111.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 32. Camps palestiniens en banlieue sud de Beyrouth durant les années 1950

Réalisation : Nicole Tabet. 2018 basée sur les données cartographiques de : (1) « Beyrouth » (réf. NI-36-XII-3d-4)-1945, élaboré par le Serv. Géo. des FFL; « Beyrouth »-1960 élaboré par le Serv. Géo. de l'Armée (SGA) ; « Beyrouth Sud-Ouest »-1963 élaboré par SGA ; « La croissance de Beyrouth entre 1943(?) et 1961 », dans Marthelot, 1963, p. 42 ; « Emplacement de l'ancienne Zone des sables dans l'actuelle banlieue sud » dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 71 ; « Fig.1-Localisation et population des bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth » dans Bourgey et Phares, 1973, p. 111.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.2. Le camp de Bourj El-Barajneh : le commencement

Revenir sur les premières années de la formation du camp permet de suivre l'évolution des relations entre les Palestiniens du camp et la communauté villageoise de Bourj El-Barajneh. Cette évolution est marquée tantôt par des processus d'inclusion et tantôt par des processus d'exclusion. Quels sont ces processus et comment transforment-ils l'habitat du camp ? Deux versions racontent l'histoire de la genèse du camp de Bourj El-Barajneh. La première est celle de l'UNRWA pour qui l'installation du camp se fait par la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (LSCR) en 1948. La deuxième est partagée par Roberts, Gorokhoff, Ali El-Hage Ali et les deux Comités Populaires (CP) du camp. Selon eux, le camp est né suite à la mobilisation des réfugiés palestiniens venus de Tarchiha qui, une fois arrivés à Bourj El-Barajneh, demandent au maire leur installation sur un terrain privé.

2.2.1 Les premiers arrivés : les villageois de Tarchiha

Les réfugiés du camp de Bourj El-Barajneh sont issus de la troisième vague de Palestiniens du Liban (Sayigh, 1994, p. 39-50, cité dans Sfeir, 2008, p. 50-1). Au nord de la Palestine, l'armée israélienne mène des opérations d'expulsion et une partie des Palestiniens de la Haute-Galilée est repoussée vers la Galilée et le Liban (Sfeir, 2008, p. 51). Tarchiha[59] est un des villages les plus peuplés de la circonscription d'Acre de la Haute-Galilée. La conquête du village par les forces israéliennes le 1er décembre 1948 pousse les villageois à fuir. Ils traversent plusieurs villages en Palestine et gagnent le sud du Liban. Ils arrivent d'abord à Rmeich puis à Bint Jbeil et finalement à Tyr (El-Hage Ali, 2007, p. 22-3). A Tyr, un train de bétail est venu les transporter à Alep[60] mais les réfugiés refusent de partir. Certains apprennent qu'une famille de Tarchiha s'est installée à Bourj El-Barajneh, d'autres ont déjà un réseau à Bourj El-Barajneh datant d'avant le conflit :

> *« À Tyr, (...) j'ai insisté pour rester au Liban. Avant la nakba, je venais à Bourj El-Barajneh parce que j'avais des proches de la famille Al-Jalloul à Ghobeiry »* (traduit de l'arabe par N. Tabet. A. H. Abou Hachem, le 17 avril 2007, dans El-Hage Ali, 2007, p. 23).

Quelques mois avant la défaite du village, une famille de notables de Tarchiha s'était réfugiée à Aley au Liban où elle passait ses vacances estivales. A Aley, elle appelle des proches dont le *Mukhtār*[61] Hassan Ali El-Sabeh, maire de Bourj El-Barajneh (1920-

[59] Avant 1948, Tarchiha est un des villages les plus peuplés de la circonscription d'Acre, « plus grand qu'un village et plus petit qu'une ville », entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016. C'est un village mixte (musulman et chrétien) en bonne situation économique. Il dépend des plantations de tabac et d'oliviers.
[60] A l'époque, les deux pays privilégiés pour l'installation des réfugiés palestiniens sont l'Irak et la Syrie, dans Kodmani-Darwish, 1997.
[61] *Mukhtār* : chef du village ou d'un quartier de ville. La fonction est confiée à une personne jouissant de la confiance de la population qui l'élue. Régie par la loi du 27/11/1947, elle confère au *mukhtār* le rôle d'œuvrer dans l'intérêt général du village, de faciliter les tâches administratifs et d'octroyer les services administratifs, dans Favier, 2001, p. 429-431.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1951). Le *Mukhtār* joue un rôle clé dans l'installation des habitants de Tarchiha à Bourj El-Barajneh et plus encore dans l'insertion du camp au sein du village (Jalloul, 1994, p. 17, cité dans Sfeir, 2008, p. 243). Il réunit les habitants du village et leur demande, pour ceux qui le souhaitent, de recevoir des réfugiés chez eux. Le maire viendra régulièrement en aide aux réfugiés palestiniens de son village. Cela provient des relations commerciales et d'amitiés qu'il maintenait avant le conflit avec des familles importantes de Tarchiha, notamment les familles Moughrabi, Sarhan et Yachrouti (entretien avec Hassan El Sabeh, le petit fils de *Mukhtār*, le 13 avril 2007, cité dans Ali El-Hage Ali, 2007, p. 30). La famille pionnière de Tarchiha s'installe donc à Bourj El-Barajneh où elle a déjà des contacts. Pour Gorokhoff, celle-ci est la famille des Agha (1984, p. 318) tandis que pour El-Hage Ali (2007, p. 30) et Roberts (1999, p. 34), il s'agit de la famille des Moustapha.

Le départ depuis la Palestine s'est fait par blocs entiers de villages et quartiers qui traversaient les frontières, souvent à pied, et rejoignent la ville ou le camp où s'est regroupé leur communauté villageoise (Sanbar, 1984, p. 205-6 ; Sfeir, 2008, p. 69). À Tyr par exemple, les réfugiés apprennent la nouvelle et, en 1949, 452 personnes originaires de Tarchiha se rendent à Bourj El-Barajneh. Certains louent des appartements, d'autres habitent dans le *Manzoul*[62] ou dans la mosquée *Al-Aarab* (El-Hage Ali, 2007, p. 128). Les archives de la LSCR le témoignent : en novembre 1949, 80 % de ces réfugiés ne vivent pas sous des tentes mais nombreux sont ceux qui ont dépensé toutes leurs économies et ont besoin d'être logés (Sfeir, 2008, p. 243). C'est ainsi qu'en décembre 1949 les plus démunis s'installent dans des tentes offertes par le gouvernement libanais (Sfeir, 2008, p. 243) dans le verger qui entoure la maison du *Mukhtār* El-Sabeh à Ain Sekké –Tahwita (Gorokhoff, 1984, p. 319), aux limites sud du village. Très vite, le terrain s'avère trop étroit pour accueillir la masse croissante de réfugiés. La famille des Agha, représentants officieux des villageois de Tarchiha, demande aux autorités municipales l'octroi d'un autre terrain (Gorokhoff, 1984, p. 319).

Le statut de « propriétaire du terrain » mis alors à leur disposition est incertain : deux versions coexistent. La première, celle d'El-Hage Ali (2007, p. 30-1), raconte que le Sheikh Mohammad Mnaymneh, une personnalité de Bourj El-Barajneh, offre de prêter gratuitement son terrain aux Palestiniens pour toute la période de l'exil. En février 1950, les réfugiés s'installent sur un terrain de 100 000 m^2 [63] situé dans la Zone des sables. Ce terrain, prêté d'abord par son propriétaire, est ensuite loué par le gouvernement libanais, puis par l'UNRWA dès 1950. La deuxième version est celle de Fayçal Jalloul selon qui le camp est érigé sur une parcelle de terre battue de 37 500 m^2 appartenant à quatre propriétaires dont trois Libanais (Rachid Beydoun, Sobhi Mahmassani et Mohsen Slim), et un Palestinien du camp, Saïd Saïd (Jalloul, 1994, p. 17, cité dans Sfeir, 2008, p. 242). Dans les deux cas vers la fin de l'année 1949, le camp s'installe sur un terrain privé à la limite ouest de la rue Gamal Abdel Nasser couramment appelée la rue principale – *Al-*

[62] Une maison d'hôte, dans El-Hage Ali, 2007, p. 31.
[63] Selon Ali El-Hage Ali, le terrain mesure 100m de long et 75m de large, dans El-Hage Ali, 2007, p.128.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Chare' Al-ra'isi qui relie le village au centre de Beyrouth au nord et aux villages de Hadath et de Choueifat au sud-ouest (figure 32). Le site est aride et la zone encore peu urbanisée de sorte qu'on voit le chantier de l'aéroport au sud et le centre de Beyrouth au nord (Roberts, 2010, p. 124). Peu importe le statut du terrain et sa surface, l'important est de souligner les modalités de la création d'un camp palestinien à Bourj El-Barajneh (Sfeir, 2008, p. 244) ; le résultat d'un consensus entre les réfugiés de Tarchiha, la LSCR, le(s) propriétaire(s) du terrain et les autorités locales.

2.2.2. L'organisation spatiale du camp ou la Palestine du camp

> « *(…) les camps furent, tant par leurs topographies que par leurs agencements internes, modelés et organisés à l'image des espaces que l'on avait perdus. (…) Partout où ils se retrouvaient, les Palestiniens reformaient la partie de la Palestine qu'ils étaient capables de préserver, ce qui finalement leur permettaient de se conserver eux-mêmes.* » écrit Elias Sanbar en 1984 (p. 208).

Le camp de Bourj El-Barajneh ne fait pas exception et l'organisation spatiale du camp traduit dès les premières années une géographie d'une Palestine dans l'exil. Elle est conçue par les réfugiés eux-mêmes qui se répartissent l'espace suivant une logique d'appartenance familiale et villageoise reproduisant la toponymie des villages perdus[64] (Roberts, 1999, p. 47-50 ; Sfeir, 2008, p. 243-4). Au départ, les Palestiniens pensent que leur séjour ne va pas durer et sont peu soucieux de la superficie du terrain qui les entoure. Se mettre à l'abri est leur principale préoccupation : ils cherchent d'abord à se loger puis à loger le plus grand nombre possible de leurs proches et veillent à leur arrivée que leurs voisins de tente soient du même village palestinien.

Les premiers arrivants sont originaires de Tarchiha. Ils s'installent dans le creux du terrain en pente, qualifié plus tard de Creux de Tarchiha ou le Creux des gens de Tarchiha – *Jouret El-Tarach'ha*. Le village détient avant la *nakba* un conseil local de gestion des affaires des habitants (Jalloul, 1994, p. 17, cité dans Sfeir, 2008, p. 243). C'est peut-être pourquoi, parmi les premières initiatives des réfugiés, est de créer un comité du camp chargé de la gestion des aides de la LSCR. Le comité organise l'espace du camp – par exemple pour l'évacuation des déchets – et apporte des solutions aux questions liées à l'éducation et la santé (El-Hage Ali, 2007, p. 31). Les plus influents des arrivants occupent la zone nord du camp qui longe la route principale du village. Installés au plus proche du village, ils jouent le rôle d'interface avec la communauté voisine. Dès le début, les habitants de Tarchiha donnent une image positive du camp :

> *Les vieux du village parlent de leurs réactions face à l'arrivée des réfugiés et l'installation des tentes. Ils pensaient que les réfugiés allaient manquer de moralité. Ils arrivent dans le camp et une semaine après son installation, sont*

[64] Sur l'organisation spatiale communautaire du camp de Chatila, voir le travail de Sayigh, 2015, p. 39-42.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

> *surpris de trouver qu'une école sous une grande tente est déjà installée. L'éducation avait commencé bien avant l'arrivée de l'UNRWA en 1950,* entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

C'est ce dont témoigne également un membre de la municipalité de Bourj El-Barajneh :

> *La situation économique des habitants de Tarchiha est bonne. Ils ne restent pas dans le camp et partent habiter à l'extérieur. La majorité (des gens de Tarchiha) est éduquée et plus raffinée que les autres (réfugiés du camp),* entretien avec Bilal, membre de la municipalité de Bourj El-Barajneh, le 13 août 2016.

Les habitants de Kabri constituent le deuxième groupe de villageois à s'installer dans le camp. Le village de Kabri est géographiquement proche de Tarchiha : nombreuses familles qui y résident sont en effet originaires de Tarchiha, d'autres travaillent comme ouvriers agricoles chez les grandes familles de Tarchiha (Sfeir, 2008, p. 244). Ils fuient Kabri suite à l'invasion de l'armée israélienne du 21 mai 1948 et se dispersent entre le Liban et la Syrie. En 1950, certaines familles rejoignent le camp de Bourj El-Barajneh où elles s'insèrent facilement grâce aux liens existants entre les villages avant l'exil.

> *Les habitants de Kabri travaillaient à l'époque pour les habitants de Tarchiha. Ces relations professionnelles ont conduit certains villageois de Tarchiha à habiter à Kabri. Cela a donné lieu à des relations matrimoniales Kabri-Tarchiha. Les Kabri qui arrivent dans le camp en 1950 sont des familles originaires à la base de Tarchiha. Ces familles sont suivies ensuite par leurs travailleurs de Kabri,* entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Les habitants de Kweikat sont le troisième groupe villageois du camp. Ils fuient leur village suite à l'invasion de l'armée israélienne le 21 juin 1948. Au sud du Liban, ils arrivent à Rmeich puis se dispersent dans des directions différentes : Qana, Bint Jbeil, Aaytaroun, *etc*. Dans l'exil au sud du Liban, ils tissent des liens avec les villageois de Tarchiha ce qui facilite leur arrivée dans le camp de Bourj El-Barajneh en 1950.

> *Grâce à ces liens, l'habitant de Tarchiha facilite l'exode de son ami de Kweikat à Bourj El-Barajneh sous prétexte qu'ici (à Beyrouth) on trouve du travail et surtout qu'ici, le réfugié habite gratuitement et est proche de son lieu de travail,* entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Ainsi viennent s'installer dans le camp les habitants de Tarchiha, Kabri et Kweikat. En 1951, 80 % de la population du camp est originaire de ces trois villages. Le reste des habitants sont originaires de Ghabsieh, Cheikh Daoud, Nahaf, Al-Nahr, Deir Al-Assad, Deir Al-Qasi, Fara, Sa'sa', Souhmata, Al-Barweh, Oumm Al-Faraj, 'Amqa, Hatin, Al-Zib, Safsaf et Safouriyeh (Sfeir, 2008, p. 242-3). Malgré ce fort sentiment d'appartenance villageoise, les communautés cohabitent sans problèmes ni conflits (El-Hage Ali, 2007, p. 142-8). L'arrivée successive de différentes communautés villageoises de Palestine

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dessine les premiers tracés communautaires dans le camp. Au sein d'une même communauté, se tisse un réseau de relations entre les habitants d'un même village ; *« le cousin (…) facilite l'exode de son cousin, et celui du fils de Tarchiha ensuite »* (Sfeir, 2008, p. 244).

Dans les premières années de l'évolution spatiale du camp, cette appartenance joue un rôle central dans l'organisation de l'espace social et spatial du camp. Le groupement familial et villageois renforce le développement d'un réseau d'entraide et de soutien face aux obstacles de l'exil. Tel le témoigne l'extrait d'un entretien avec une Palestinienne de Cheikh Daoud :

> *« Je suis arrivée (dans le camp) en 1952. Je me suis réunie avec les notables du village (Cheikh Daoud) et je leur ai demandé de faire pression afin que je puisse obtenir une tente en cloche (sur la forme des tentes voir la section 3 du chapitre). Tel fut le cas »* (traduit de l'arabe par N. Tabet, entretien avec H. Fahed, le 2 avril 2007, dans El-Hage Ali, 2007, p. 128).

2.2.3. Insertion professionnelle réussie des Palestiniens du camp

Au Liban, la présence d'une main d'œuvre palestinienne pas chère au début des années 50 contribue au développement des secteurs industriel et agricole du pays (Kodmani-Darwish, 1997, p. 67-77). Si au cours des premières années les Palestiniens doivent se munir d'un permis pour travailler ou voyager (Roberts, 2010, p. 78-9), grâce au laisser-faire économique, les Palestiniens sans qualification réussissent à s'intégrer dans le secteur du travail informel (Kodmani-Darwish, 1997, p. 67-77). Aussi, avec le prolongement de la situation de l'exil, le contrôle sur la mobilité d'un camp à un autre, d'une région à une autre se réduit facilitant les déplacements camp-travail (Sayigh, 2015, p. 111). Ainsi, deux ans après son arrivée, la population palestinienne/future population des camps, concentrée au sud du Liban se déplace vers les régions centrales de Beyrouth et du Mont-Liban, régions qui offrent une plus grande accessibilité à l'emploi non-qualifié (Sfeir, 2008, p. 191).

Au début des années 1950, la ville est en pleine expansion et des milliers de Palestiniens sont embauchés comme journaliers ou saisonniers dans l'agriculture, l'industrie et la construction (la maçonnerie, la plomberie, la peinture, *etc*.) (Sayigh, 2015, p. 47-8 ; Sfeir, 2008, p. 215 et 242-3). Les bas salaires de cette main d'oeuvre forcent ceux qui habitent hors camp à finalement rejoindre les camps (Gorokhoff, 1984, p. 319). Ainsi, de 1949 à 1952, la population du camp double et passe de 1365 en 1950 à 2811 en 1952 (El-Arif, 1965, p. 1122-6, cité dans Gorokhoff, 1984, p. 320).

Les réfugiés du camp trouvent du travail dans l'agriculture, dans les vergers environnants comme celui d'*Al-Aannan* ; dans la construction, sur les chantiers des grands projets de la banlieue comme celui de l'AIB, de la Cité sportive, des grands boulevards périphériques et du Palais de Justice (Sfeir, 2008, p. 208) ; ou encore dans l'industrie,

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

dans les grandes usines libanaises installées autour de Beyrouth (El-Hage Ali, 2007, p. 34-5). On estime même que l'installation du camp à cet endroit a été autorisée par les autorités libanaises à cause du besoin d'une main-d'œuvre pour la construction de l'aéroport (Roberts, 2010, p. 124). Avec la facilité d'accès à l'emploi informel des Palestiniens du camp, très rapidement, il sera qualifié par les réfugiés comme le camp de la monnaie ou de l'or - *moukhayam El-lirat et moukhayam El-zahab* (El-Hage Ali, 2007, p. 35).

2.2.4. Nos voisins les libanais : des éléments d'inclusion sociale

Alors que la période de gestion libanaise (1949-1969) du camp est souvent décrite par les habitants comme une période de relations pacifiques entre les habitants de Bourj El-Barajneh et les Palestiniens du camp, elle n'exclue néanmoins pas quelques tensions entre les deux communautés. A titre d'exemple, on raconte l'histoire d'un Palestinien du camp tué par une famille du voisinage pour avoir refusé de travailler gratuitement. Ou encore les visites régulières de jeunes du village qui pénètrent furtivement le camp la nuit pour regarder les habitations (El-Hage Ali, 2007).

Dans un contexte politique de méfiance, dans lequel l'Etat renforce ses contrôles des camps et des réfugiés qu'il considère dès 1951 des *« élément étranger, dangereux pour l'économie et la stabilité du pays »* (Kodmani-Darwish, 1997, p. 67-77 ; Sanbar, 1984, p. 205-9 ; Sfeir, 2008, p. 127), ces accidents entre des habitants du camp et certains villageois renforcent cette image négative, généralisée alors à la population du camp et à la communauté palestinienne au Liban. Durant cette période, le maire Al-Sabeh jouera un rôle important d'interface entre les deux communautés réussissant à maintenir l'ordre et à éviter l'aggravation des conflits. Au-delà du rôle central du maire dans la relation entre les deux communautés, trois facteurs contribuent à la création de liens entre le camp et le voisinage : les partis politiques, la religion et le commerce.

L'adhésion aux partis politiques transcende les limites du camp

L'adhésion des Palestiniens du camp ainsi que des *ahel*[65] de Bourj El-Barajneh aux partis politiques nationalistes constitue un facteur d'inclusion de ces nouveaux arrivés dans le village. Si au début c'est l'identité villageoise qui prime sur toute autre identité (jusqu'à même se manifester dans les relations matrimoniales, l'union ne se faisant qu'entre hommes et femmes d'un même village), avec le prolongement du conflit, d'autres identités s'affirment.

L'adhésion à des partis politiques revendiquant la patrie depuis l'exil contribue largement à la création de liens entre le camp et le voisinage. L'adhésion des Palestiniens du camp

[65] Par *ahel*, nous faisons référence aux habitants indigènes du village de Bourj El-Barajneh. L'existence de cette population date de 300 ans environ. En effet, dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, les réfugiés palestiniens ne sont pas l'unique population étrangère dans le village. S'ajoutent à eux, dès le début des années 40, des populations libanaises originaires principalement des régions du Sud-Liban, de la Bekaa et du Mont-Liban et attirées par la richesse économique de la ville. Dans Charafeddine, 1987, p. 38-39.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

et des habitants du village aux mêmes partis politiques nationalistes engagés dans la guerre en Palestine et qui se partagent un même ennemi : Israël, et le partage des mêmes idéologies, notamment des visions nationalistes panarabes renforcent les liens. A titre d'exemple, nous citons le Parti Baath, le Haut Comité Arabe, le Mouvement Nationaliste Arabe et le Parti Social Nationaliste Syrien (PSNS), le Parti An-Najjadah et le Parti de la Libération qui arrivent dans le camp en 1953-1954 et dont certains siègent à Beyrouth (Al-Hage Ali, 2007, p. 39-45). Et parce que l'adhésion à ces partis dépasse l'identité nationale avec des partisans syriens, libanais, palestiniens ou irakiens qui défendent une identité arabe commune, cette adhésion a permis aux Palestiniens du camp de devenir membres d'un réseau économique et social intégré hors-camp, à Bourj El-Barajneh et au Liban. Ce glissement d'une identité villageoise à une appartenance politique panarabe s'avère avantageux pour les habitants du camp, cela jusqu'au milieu des années 60 et la montée en puissance de l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP). Plus tard, avec le prolongement du conflit, le pouvoir croissant de l'OLP et la propagation d'une idéologie palestinienne de Révolution armée - *Al-Kifah Al-mousallah,* la distinction entre le dedans du camp–palestinien et son dehors–libanais va progressivement s'affirmer.

Le réseau religieux

Dans le camp de Bourj El-Barajneh, les appartenances familiales, villageoises et nationales ne sont pas les seuls facteurs de regroupement (Sfeir, 2008, p. 244-5). Les familles des trois villages principaux du camp sont aussi unies par un réseau religieux : celui de la *tariqa el-chaziliyah el-yachroutiya*[66] fort présente dans les villages de la Galilée et en particulier à Tarchiha, Kabri et Shaa'b (El-Hage Ali, 2007, p. 40). La *tariqa* est l'expression de l'engagement d'un groupe de disciples envers un sheikh qui devient leur guide religieux et dont ils ont le devoir de suivre la méthode et les pensées[67]. La plupart des villageois sont adeptes de la *tariqa el-chaziliyah el-yachroutiya* fondée par le Sheikh *Ali ben Ahmad el-maghribi el-yachtari el-chazili* à Tarchiha en 1849[68]. La *tariqa* ne constitue pas seulement un puissant facteur de rassemblement de disciples Palestiniens des camps – en particulier ceux de Beyrouth, de Tripoli et de Saïda, mais elle a également des disciples parmi les religieux libanais influents (Sfeir, 2008, p. 244-5) dont le *Mufti* de Beyrouth[69], Sheikh Moustafa Naja, *Mufti* le plus important du pays et dignitaire de la communauté sunnite libanaise. En 1908, il est le président de l'association islamique de

[66] La tariqa *el-chaziliyah el-yachtouriyah* est une *tariqa* dérivée de la tariqa *elchaziliyah*, une des *tariqa* du soufisme sunnite. Elle est fondée par le Sheikh *Ali ben Ahmad elmaghribi elyachtari elchazili* (1796-1899), né à Bizerte en Tunisie en 1849 à Tarchiha.

[67] Ben Ali Aawaji, G. (2001). *Firak moua'asira tantasib ilal islam wa bayan mawkef elislam minha- tome 1*, Jaddah : El-Maktaba el'Asriyrah el-zahabiyah, p. 893-894.

[68] El-Zirikli, Kher Eddin. (2002). *Al-A'lam, kamous tarajem liach'har elrijal wal nisa2 mina el arab wal elmosta3rabin wal mostachrikin* – tome 4, Beyrouth : Dar el'Elem lilmalayin, p. 260.

[69] Le Mufti de Beyrouth, appelé à partir de 1932 Mufti du Liban, est par la loi, à la tête de la communauté musulmane sunnite. Chef de l'autorité musulmane il exerce des responsabilités de législation et d'organisation des fonds de dotation et des lois, dans Grafton, 2003, p.123.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

bienfaisance *Al-Maqassed*[70] dont les membres sont les descendants de familles de notables sunnites de Beyrouth. D'après Sfeir, cette relation entre le *Mufti*, l'association *Al-Maqassed* et les disciples de la *tariqa* explique dans une certaine mesure l'inclusion des réfugiés membres de cette *tariqa* dans la vie économique et sociale du pays. A titre d'exemple, un des représentants de la *tariqa* est en 1970 entrepreneur dans la construction et recrute ses ouvriers uniquement dans le camp de Bourj El-Barajneh (Sfeir, 2008, p. 244-245). Le réseau religieux est donc un élément important d'inclusion des réfugiés palestiniens dans la société libanaise.

L'activité commerciale de la rue Gamal Abdel-Nasser, une interface camp-village

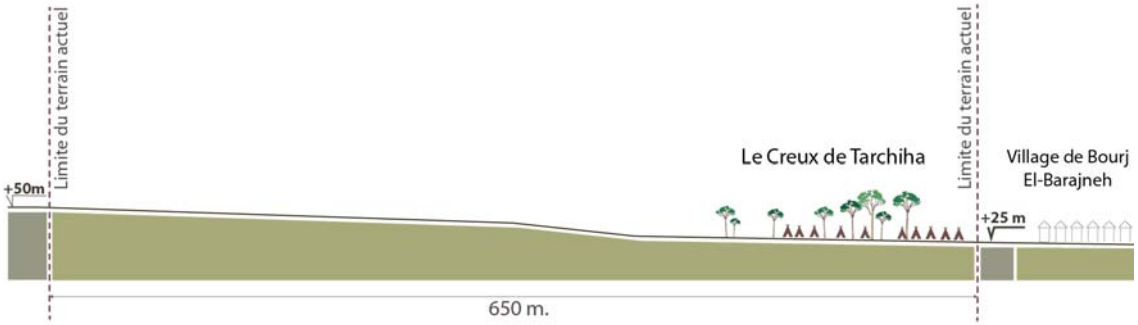
En 1954, un certain nombre d'habitants du camp installent des magasins le long de la rue Gamal Abdel Nasser qui sépare le camp du village (figure 32). Cafés, épiceries et boucheries ouvrent sur les 500 mètres que le camp partage avec le village, sur son côté ouest. Vers la fin des années 1950, on compte 25 magasins et entreprises palestiniens : salon de coiffure, atelier de couture, pâtisserie, librairie, fabrique de glace, *etc*. Le développement de l'activité commerciale palestinienne le long de cette rue va progressivement permettre de créer des liens avec les villageois. Interface entre le camp et le village, la rue commerçante invite les habitants du Bourj El-Barajneh à venir y faire quelques courses. Grâce à sa localisation, hors-camp, cette activité commerciale bénéficie d'une clientèle mixte venant des environs du camp. L'amélioration de la situation économique de quelques Palestiniens, en partie due à cette activité naissante, leur permet en retour, une décennie plus tard, d'acheter une maison à l'extérieur du camp dans le village de Bourj El-Barajneh (El-Hage Ali, 2007, p. 50-1).

3. La morphologie de l'habitat et des habitations

Les caractéristiques topographiques du terrain sont essentielles pour comprendre le lieu d'installation du camp. Le terrain est en pente. Les tentes s'installent donc au niveau le plus bas du terrain sur une zone sablonneuse, en lisière d'une des rues principales du village, la rue Gamal Abdel-Nasser (figure 33).

Figure 33. Coupe transversale du terrain

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Les courbes de niveau sont obtenues à partir de la carte de « Beyrouth » - 1960 élaboré par le Service Géographique de l'Armée (réf. NI-36-XII-3d-4).



[70] *Jam'iya al-maqassed el-khayriyah al-islamiya fi bayrout* « est une association islamique de bienfaisance qui regroupe plusieurs institutions dont des écoles et un hôpital. Cette association s'occupe aussi de gérer les biens et les fonds de la communauté », dans Sfeir, 2008, p. 245.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

En raison des importants glissements de terrain, les premiers habitants du camp plantent des arbres à proximité de leurs tentes (El-Hage Ali, 2007, p. 32) et réclament même une aide municipale pour l'enlèvement du sable et le nivellement du terrain (Roberts, 1999, p. 36). Ce premier site est connu sous le nom de « creux des Tarach'ha » – *Jouret El-Tarach'ha* et le camp est nommé « le camp de Tarchiha » (entretien avec S. K. Faour, le 14 mai 2007, dans El-Hage Ali, 2007, p. 32).

3.1 Les habitations du camp : entre bricolage et aides humanitaires

3.1.1 Khiyam el-jaras et khiyam el-jamalon

Au cours des premiers mois, l'habitat prend la forme de tentes en toile kaki militaire fournies par la LSCR. 23 tentes sont dressées et hébergent près de 400 réfugiés originaires de Tarchiha (Sfeir, 2008, p. 244). Quelques mois plus tard avec l'arrivée d'un deuxième groupe de réfugiés de Tarchiha, la LSCR installe de grandes tentes d'hôpital en toile blanche avec une capacité d'accueil pouvant aller jusqu'à 50 personnes par tente (Sfeir, 2008, p. 244). Deux types de tentes sont distribuées aux Palestiniens[71] : des tentes en forme conique nommées par les réfugiés tentes en cloche – *khiyam el-jaras* de quatre mètres par quatre, distribuées aux petites familles ; et des tentes en forme de pyramide surmontées d'un toit en croupe, nommées *jamalon*[72] et distribuées aux familles de plus de six membres. Les *jamalon* divisées en deux par une toile servant de cloison accueillent parfois deux familles (El-Hage Ali, 2007, p. 128).

3.1.2 El-tanakiyeh ou el-Khachabiyeh

Au creux de Tarchiha, les tentes sont exposées au vent et aux inondations qui les balaient loin de leur emplacement. Le besoin de se mettre à l'abri des intempéries pousse les réfugiés à consolider leurs habitations. En improvisant et en bricolant, ils les consolident et au bout de quelques années, les habitants ont érigé des abris de fortune.

En 1955 a lieu le premier changement structurel suite à la consolidation de la paroi interne des tentes (El-Hage Ali, 2007, p. 129). Celle-ci est renforcée de l'intérieur par des planches en tôle ondulée en étain – *tanak* et une structure en bois, le toit reste lui toujours en toile. Cette nouvelle forme d'habitation est qualifiée de *tanakiyeh* (de *tanak* – tôle) *ou de khachabiyeh* (de *khachab* – bois). Pour réparer leurs abris, les réfugiés doivent obtenir une autorisation auprès de la gendarmerie libanaise (*al-darak*) et du ministère des affaires sociales. En effet, durant cette période, l'État impose des restrictions sur l'habitat des camps pour maintenir leur caractère temporaire (Sayigh, 2015, p. 44). Ainsi, pour celui qui a des contacts auprès des autorités libanaises, on lui tolère la construction de murs bas de soutien en pierre autour de la tente. Les autres, pour échapper aux contrôles des gendarmes, construisent ces murs à l'intérieur des tentes (El-Hage Ali, 2007, p. 128-30).

[71] Pour des illustrations des différentes morphologies des tentes, voir la partie 3, chapitre 8.
[72] Jamalon, جملون, de l'arabe signifiant toit en croupe.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

3.1.3. El-sabsat

En 1956, l'idée de tracer les limites de l'habitation se propage dans le camp. Le périmètre est dessiné au sol puis coulé par une chape de béton. L'UNRWA distribue des panneaux de tôle-ondulées en amiante-ciment et en zinc (El-Hage Ali, 2007, p. 129-30). Les tôles en zinc servent de toiture, celles en amiante-ciment de murs. Les châssis des fenêtres sont en bois. Le gouvernement libanais tolère le durcissement des habitations mais interdit le rajout d'étages, l'habitation ne peut compter qu'un seul niveau. Il est également interdit d'attacher les toitures aux murs alors la majorité des habitants posent des sacs de sables ou des pierres sur le toit pour fixer les panneaux en zinc (Roberts, 1999, p. 37). En 1958, l'UNRWA distribue des pierres et des matériaux de construction et les Palestiniens sont autorisés à construire des murs d'un mètre de haut surmontés par des panneaux de tôle-ondulées en amiante-ciment. Durant cette période, clôturer les habitations en pierre est désormais autorisé. Ceux dont la situation financière s'améliore se mettent à protéger et à isoler leur habitation de la chaleur en ajoutant des panneaux en tôle au toit en zinc.

3.1.4. Les habitations : limites et réglementations

Au cours de cette première période, le gouvernement libanais, refusant l'installation durable des Palestiniens sur son territoire, est attentif au développement des camps et interdit régulièrement l'usage de matériaux dur et stable dans le temps. C'est d'abord parce que les camps palestiniens doivent garder une apparence temporaire vis-à-vis de la communauté internationale et ensuite parce que le maintien de conditions de vie difficiles dans les camps doit décourager les Palestiniens de demeurer au Liban (Roberts, 1999, p. 37-8). La croissance démographique du camp est accompagnée par un étalement spatial et le camp empiète sur les terrains vides hors des limites du terrain du Sheikh Mnaymneh. A partir de 1951, le camp gagne les terrains de sables en pente. Durant cette année, la mobilité des Palestiniens d'un camp à un autre, sans autorisation, est restreinte parce qu'elle entrave le recensement de la population, et constitue une menace sur la santé publique. Sans autorisation, les nouveaux arrivés ne peuvent plus recevoir une tente de l'UNRWA et sont forcés à quitter le camp (Gorokhoff, 1984, p. 320). Toutefois, les décisions du gouvernement et leur application sur le terrain sont contradictoires : malgré les restrictions, certains arrivent à négocier, *via* leur réseau de contacts auprès de l'UNRWA du camp de Bourj El-Barajneh, l'obtention d'une tente ou l'agrandissement de celle-ci (El-Hage Ali, 2007, p. 130-1). Mais d'une façon générale, l'extension du camp reste limitée jusqu'en 1969.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.2 L'exclusion des services publics urbains

3.2.1 L'approvisionnement en eau

Les premières années dans les camps se caractérisent par des conditions de vies difficiles, un manque de services en eau et en électricité et un problème récurrent d'insalubrité qui provoque la propagation des maladies.

> « *Je me souviens des jours de Bourj El-Shemali avec amertume. (...) Il n'y avait pas de toilettes, pas d'eau potable, la nourriture était insuffisante, beaucoup de dépression, la mort, la maladie. Le début de la nakba c'est Bourj El-Shemali (camp au sud du Liban)* » (entretien avec Khaled, le 20 juillet 2002, dans Sfeir, 2008, p. 56).

Pour porter secours aux réfugiés, la LSCR assure les aides alimentaires comme le sucre, les lentilles, *etc*., les soins médicaux et l'approvisionnement en eau. A Bourj El-Barajneh, les réfugiés se déplacent munis de bocaux, bidons et récipients jusqu'aux points de collecte de l'eau installés en 1950 par la LSCR. Il s'agit de deux réservoirs remplis chaque jour par des camions citernes (Gorokhoff, 1984, p. 324). La question de l'alimentation en eau étant problématique, des habitants de Bourj El-Barajneh, dont le maire du village Abdel Aaziz Harakeh, offrent aux réfugiés l'accès à leur propre source d'approvisionnement en eau (un puits ou l'eau du domicile). Certains Palestiniens achètent de l'eau potable à des Libanais qui font du commerce dans le camp (Roberts, 1999, p. 36-7) ; « *un de ces fournisseurs est un habitant du Bourj, un autre est un chrétien de Haret Hreik* » (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). En 1957, l'UNRWA construit des châteaux d'eau aux points culminants de la colline prenant en compte la direction de la pente pour l'écoulement de l'eau et sa distribution sous pression. Chaque ménage a le droit à 20 litres/jour pour une somme de 25 piastres/mois et la distribution de l'eau est organisée par quelques habitants du camp. Il faudra attendre 14 ans, jusqu'en 1963-1964 pour que l'Office des eaux de Baabda de l'Etablissement des eaux de Beyrouth et du Mont-Liban desservent le camp en eau. Le gouvernement libanais permet dès lors pour ceux qui le souhaitent l'installation de l'eau courante chez eux en échange de 24 Livres Libanaises (L.L.)/an (Gorokhoff, 1984, p. 324).

3.2.2. Les sanitaires

En 1951, les toilettes du camp sont encore très rudimentaires. Elles sont séparées (hommes/femmes) mais il n'y a ni pas de douches ni d'espace pour se laver. Les femmes sont contraintes de se laver dans la tente (Roberts, 1999, p. 37). En 1957, l'UNRWA installe des unités sanitaires équipées de latrines dans différentes zones du camp. Les unités sont séparées en deux, d'un côté les femmes, de l'autre les hommes. Elles sont constituées de deux à six modules selon le nombre d'habitants de chaque zone. Seuls les habitants qui ont des contacts auprès de l'UNRWA réussissent à installer des toilettes privées (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). En 1963, l'UNRWA, en accord

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

avec les pouvoirs libanais, propose aux habitants d'auto-construire leurs propres toilettes en échange de 25 L.L. L'habitant dépose alors une demande auprès du ministère des affaires sociales qui, une fois acceptée, est redirigée à la gendarmerie pour validation. Une fois validée, l'habitant peut récolter ses 25 L.L. au bureau de l'UNRWA.

3.2.3. Le réseau électrique

Dans l'absence d'un service public de l'électricité dans le camp, des solutions alternatives sont mises en place à partir de 1954 afin de desservir quelques habitations en électricité. Certains habitants réussissent à obtenir des compteurs électriques avec une capacité de 50 Ampères (A.) et en vendent dans le camp. Pour 1.25 L.L./mois, le ménage peut allumer une lampe et une veilleuse. Pour 5 L.L./mois, le ménage peut allumer une lampe, une veilleuse et une radio. En 1960, l'ensemble du camp ne consomme que 250 A. (El-Hage Ali, 2007, p. 135). Pour le reste des habitants, ils s'éclairent grâce aux lampes de pétrole et aux bougies (Gorokhoff, 1984, p. 325). Ce n'est qu'en 1963-1964 que le service public de l'électricité entre dans le camp. Comme pour le service en eau, l'habitant doit d'abord déposer une demande auprès du ministère des affaires sociales avant d'être desservi en électricité.

3.2.4 Les voies de circulation

Les routes du camp sont sablonneuses et les eaux pluviales balaient le sable vers une des rues principales du village la rue Gamal Abdel-Nasser située à l'Est du camp. C'est probablement pour cette raison qu'en 1968, le chef de la gendarmerie de Bourj El-Barajneh se réunit avec les habitants de chaque quartier du camp et les invite à paver les routes. Les familles de chaque quartier collectent l'argent et procèdent au pavage des rues et à l'installation d'un réseau d'égouts (El-Hage Ali, 2007, p. 130).

Note conclusive

Comme nous l'avons souligné tout le long de ce troisième chapitre, l'étude de la genèse et de l'évolution du camp au cours de la première décennie nous a permis de comprendre comment l'habitat du camp évolue au regard, d'une part, des politiques d'interdiction et d'acceuil des camps mises en place par le gouvernement et les autorités libanaises en vigueur, et de l'autre, des projets d'intégration de l'humanitaire et des initiatives d'inclusion personnelles, que ce soit par le maire, la famille pionnière de Tarchiha ou identitaires (comme par exemple la religion, les affinités politiques, *etc*.).

La lâcheté du contrôle étatique vis-à-vis des Palestiniens au Liban au cours de la première décennie témoigne de la tolérance de l'Etat et donc d'une représentation des Palestiniens comme une présence non menaçante sur le territoire national. Ajoutée aux stratégies de survie mises en place par les réfugiés du camp, cette lâcheté facilitera leur insertion pofessionnelle et sociale et le durcissement des logements, caractéristiques de la première décennie de la vie dans le camp. Toutefois, la détérioration de la situation politique au Liban au cours de la deuxième décennie, en partie à cause de l'engagement du Liban dans le conflit israélo-arabe, aura des répercussions négatives sur le camp et ses habitants.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 4. Le camp, du refuge à la résistance (1958-1969)

Le clientélisme, la mauvaise répartition fiscale et la manipulation des élections présidentielles amènent le premier président de la République libanaise Bechara El-Khoury (1943-1952) à démissionner de ses fonctions en 1952. Sous Camille Chamoun, son successeur (1952-1956), le Liban va connaitre une grave crise politique entrainant le pays dans une « mini » guerre civile, la guerre de 1958 (Salibi, 2008, p. 243-9).

Plusieurs facteurs contribuent au déclenchement de cette guerre. D'abord, la montée à partir de 1953 du nationalisme arabe du président égyptien Gamal Abdel-Nasser et la création en 1958 de la République Arabe Unie (RAU)[73] divisent l'opinion publique libanaise entre un panarabisme majoritairement musulman et une opinion « pro-occidentale » majoritairement chrétienne (Corm, 2012, p. 100-1). De plus, le tournant proaméricain de Chamoun, son rapprochement du pacte de Bagdad[74] et sa détermination à affaiblir l'influence soviétique au Moyen-Orient sont perçus comme hostiles par l'opinion libanaise anticolonialiste et panarabe. Cette conjonction d'évènements aboutit à des affrontements armés en 1958 entre une coalition de partis nationalistes et la communauté chrétienne pro-occidentale dans différentes régions libanaises. Cet épisode, la guerre civile de 1958, conduit à l'élection du général Fouad Chehab (1958-1964), fondateur et commandant des forces armées libanaises depuis treize ans, comme le nouveau président de la République (Malsagne, 2014, p. 17 ; Salibi, 2008, p. 248-50).

Vers la fin des années 50, le climat politique régional est instable. La montée du nationalisme arabe nassériste, l'expédition de Suez et l'alliance de l'Égypte et de la Syrie en une RAU contrastent avec le recul de l'influence des États-Unis et de la Grande-Bretagne dans la région après le coup d'État irakien et l'effondrement du Pacte de Bagdad (Corm, 2012, p. 100). Ce changement de paradigme déclenche un élan de solidarité avec la cause palestinienne. Les réfugiés voient en la montée en puissance des courants panarabes un espoir pour leur retour et nombreux sont ceux qui rejoignent les rangs des partis de l'Opposition libanaise[75] (Hamid, 1975, p. 92). Le rapprochement des réfugiés de l'idéologie nassériste et des idées pro-palestiniennes de l'Opposition inquiètent les autorités libanaises (Sayigh, 2015, p. 27-8). La guerre civile libanaise de 1958, la tentative de coup d'état en 1961[76] et l'essor des mouvements révolutionnaires palestiniens (Corm,

[73] La République arabe unie (RAU) regroupe la Syrie et l'Égypte. Dans Verdeil, 2002, p. 216
[74] Signé par le Royaume-Uni, l'Irak, le Pakistan, l'Iran et la Turquie en 1955, il prône une politique pro-occidentale au MO et veut affaiblir la puissance soviétique dans la région. Dans Salibi, 2008, p. 246.
[75] Pour les partis de l'« Opposition », nous adoptons la terminologie de Sayigh (2015, p. 27) qui sous ce terme regroupe le Parti Social Nationaliste Syrien (PSNS), le Mouvement Nationaliste Arabe (MNA), le Parti An-Najjadah, le Mouvement National Libanais (MNL), le Parti Baath et le Parti communiste libanais.
[76] Il est organisé par un parti de l'Opposition, le PSNS dont plusieurs Palestiniens sont membres.

© 2020 Tous droits réservés.

2012, p. 105-112) accentuent l'instabilité du pays et complique la tentative du président Chehab de rétablir la paix et de poser la base d'une véritable unité nationale.

1. Le « chehabisme », les réfugiés et les camps palestiniens

Malgré les tentatives de contrôle et de gestion des Palestiniens sur le territoire au cours des premières années de l'exil, entre accueil chaleureux et mesures restrictives, celles-ci restent marquées par le soutien de l'Etat, des autorités religieuses et de la société. A partir de la deuxième moitié des années 50, le prolongement du conflit, la montée du nationalisme arabe pro-palestinien et le désespoir lié au retour en Palestine conduisent à une forte politisation des réfugiés et des camps palestiniens au Liban. Afin d'enrayer la politisation et le recrutement politique dans les camps, le gouvernement de Chehab renforce son contrôle policier des réfugiés et des camps. D'une part, il contrôle les partisans des partis politiques nationalistes panarabes et apaise les tensions avec l'Opposition *via* une politique pro-égyptienne et de l'autre, il installe un régime de surveillance et de répression dans les camps pour empêcher le recrutement politique ou militaire des Palestiniens dans les partis de l'Opposition et la formation de cellules de résistance palestinienne [77] (Sayigh, 2015, p. 29-30). Ces mesures encouragent la polarisation de la communauté palestinienne qui habite les camps et sa méfiance vis-à-vis des autorités libanaises, jusqu'à son soulèvement en 1969.

1.1. Les institutions libanaises de contrôle des réfugiés palestiniens

Le désespoir lié à l'exil, la naissance dès le milieu des années 50 de mouvements de résistance palestinienne[78], l'ouverture de camps militaires palestiniens en Syrie, Irak, Egypte et Algérie, la consolidation du pouvoir et de l'influence nassséristes et l'affirmation de l'Opposition pro-palestinienne sur la scène politique libanaise sont autant de facteurs déterminants dans la politisation des Palestiniens des camps et leur implication sur la scène politique libanaise (Sayigh, 2015, p. 28-31). Face à ces bouleversements politiques, l'État juge nécessaire un contrôle accru de la présence palestinienne sur son territoire. Alors que les périodes d'El-Khoury et de Chamoun se caractérisent par une marge d'expression et d'engagement politique des réfugiés relativement acceptable (Suleiman, 1999, p. 67), celle de Chehab réprime toute activité politique palestinienne. Sous Chamoun, les gendarmes sont chargés de maintenir l'ordre dans les camps (Nassif, 2005, p. 35), sous Chehab, la gestion passe aux mains de nouvelles institutions sécuritaires, la Direction des Affaires Palestiniennes (DAP), le Corps Suprême des affaires palestiniennes et le service de renseignements de l'armée, le Deuxième Bureau (DB) (Sayigh, 2015, p. 27). Leurs rôles illustrent clairement le changement d'attitude et de perception des réfugiés, dorénavant appréhendés sous un angle politique et sécuritaire.

[77] Sur le mouvement de la résistance palestinienne, voir Picaudou, 1989, p. 113-153.
[78] Même si le Mouvement des nationalistes arabes se constitue dès le début des années 50, entre 1948 et 1958, il ne constitue qu'un courant de pensée plutôt qu'un parti politique, dans Picaudou, 1989, p. 103-105.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.1.1. La Direction des Affaires des réfugiés Palestiniens

La composition et le rôle de la Direction des Affaires Palestiniennes (DAP) montrent la place qu'occupent le contrôle policier et la surveillance dans la gestion de la présence palestinienne dès la fin des années 50. Créée en 1959, elle remplace le Comité central des affaires des réfugiés en provenance de Palestine[79]. La direction est placée au sein du ministère de l'Intérieur et est directement liée à la Sûreté Générale (SG) et au ministère de la Défense. Son rôle est strictement administratif et sécuritaire et considère les aides sociales (logements, soins médicaux et éducation) des réfugiés comme relevant de la responsabilité de l'UNRWA.

Parmi ses responsabilités, elle est chargée de : recevoir et étudier les demandes de passeports des réfugiés et de les transmettre à la SG ; enregistrer, après validation, les documents relatifs à leur statut personnel (naissance, mariage, décès, changement de résidence, *etc*.) ; approuver les demandes de regroupement familial ; délivrer les permis de changement du lieu de résidence d'un camp à un autre quand c'est jugé nécessaire, déplacer les réfugiés à un autre camp conformément aux exigences de sécurité (Sfeir, 2008, p. 88), identifier l'emplacement des camps et gérer l'acquisition des terrains[80].

Elle est composée du Département du statut personnel, des délégués des régions et des contrôleurs des camps[81]. Le Département du statut personnel gère les questions administratives des Palestiniens ; par exemple, il valide et enregistre les informations relatives au statut personnel comme la naissance. Le rôle des délégués régionaux et les contrôleurs des camps est d'ordre sécuritaire. Le délégué régional supervise le travail des contrôleurs des camps, surveille la situation sociale et sanitaire des réfugiés, surveille leurs mouvements politiques (partis, organisations et associations) et les réfugiés suspects, ainsi que les actions portant atteintes à la sécurité interne. Le travail du délégué est complété par celui des contrôleurs des camps qui assument les mêmes responsabilités mais au niveau local du camp.

1.1.2. Le Corps suprême des affaires palestiniennes

Un an plus tard en 1960, le Corps suprême des affaires palestiniennes est créé sous la supervision du ministre des Affaires étrangères et des Emigrés[82]. Il a deux rôles principaux : le premier traite de *« toutes les questions liées au problème palestinien sous tous ses aspects politiques, militaires, économiques et autres, étudie la question de Palestine sous tous ses aspects, surveille son évolution et prépare des solutions structurelles pour y faire face »*, le second cherche à *« retracer l'activité du mouvement*

[79] Par décret législatif n.42, la DAP remplace le Comité central des affaires des réfugiés créé en 1948, traduit de l'arabe par N. Tabet, dans Saleh (dir.), 2012, p. 13 et Sfeir, 2008, p. 89-90.
[80] JOL, article 1 du décret n 927, 31/3/1959, consulté en ligne : http://www.legallaw.ul.edu.lb
[81] JOL, articles 27, 28, 29 et 30 du décret n 2867, 28/12/1959, consultés en ligne http://www.legallaw.ul.edu.lb
[82] JOL, décret n 3909, 26/4/1960.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sioniste à l'étranger (...) »[83]. La composition du Corps suprême souligne l'importance de la surveillance dans la gestion de la présence palestinienne. Il est composé du directeur général du ministère de la Défense, d'un officier du DB , du directeur général de la DAP, du chef du département Palestine au sein du ministère des Affaires Étrangères et des Émigrés, du chef du bureau du district d'Israël au sein du ministère de l'Économie nationale et du Tourisme, de l'ambassadeur directeur général de la chambre civile de la présidence et du représentant du Liban auprès de l'UNRWA[84].

1.1.3. Le service de renseignements de l'armée libanaise : le Deuxième Bureau

Créé en 1946, le DB (*Al-Maktab Al-thànî*) est un service de renseignements relevant du commandement de l'armée. Il est chargé de surveiller la politique interne et externe et espionner les personnalités liées à celle-ci (Malsagne, 2014, p. 17). En 1949, le DB n'accorde pas encore une grande importance à l'afflux des réfugiés palestiniens mais, dès 1955, cette présence est perçue comme une menace sur la souveraineté du Liban. En 1957, le DB crée une nouvelle section à cet effet dont le rôle est de surveiller la présence palestinienne et d'empêcher l'espionnage israélien. Plus tard, sous Chehab, le pouvoir du DB sera renforcé par le recrutement de personnalités fortes et l'octroi d'un budget de plus en plus important (Nassif, 2005, p. 42). Durant ces années, le DB est géré par des officiers maronites proches du parti des Phalanges libanaises, le principal opposant à la présence palestinienne au Liban[85] (Malsagne, 2014, p. 29).

Le DB exerce un contrôle sévère sur les camps où il recrute ses informateurs et, de 1950 à 1969, il surveille de près avec la police les Palestiniens et les camps (Malsagne, 2014, p. 29 ; Nassif, 2005, p. 35-6). Si les premières tentatives de gestion n'ont pas un effet provocateur sur les réfugiés, le déploiement de ces structures de surveillance renforce la distinction entre le camp et son extérieur. Mais contrairement à la Syrie et à la Jordanie où toute activité politique palestinienne est réprimée (Hamid, 1975, p. 92), le régime libanais, doté d'une relative liberté de presse[86] et d'une tolérance aux institutions palestiniennes, ne contrôle pas le grand bouillonnement politique des camps (Kodmani-Darwish, 1997, p. 78). Peu à peu, s'installe une atmosphère de méfiance palestinienne vis-à-vis des autorités libanaises menant au « soulèvement des camps » dans les années 60 (Suleiman, 1999, p. 67).

1.2. Le contrôle policier des camps de réfugiés palestiniens

La politisation des Palestiniens au Liban commence dès 1950. Exclus de leur terre et marginalisés dans les sociétés d'accueil, les réfugiés développent un attachement fort à leur identité nationale. L'exil est la cause de leurs conditions de vie difficiles et la seule

[83] JOL, décret n 3909, 26/4/1960.
[84] *Idem*.
[85] De 1952 jusqu'en 1964, le DB est sous la direction d'Antoun Saad, dans Nassif, 2005, p. 35.
[86] A ce sujet, nous citons la revue *Filastinuna* un journal du Parti Al-Fatah, imprimé à Beyrouth au cours des années 60, dans Kassir, 2012, p. 617.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

solution est le retour ; tous leurs projets convergent vers cette seule idée (Hamid, 1975, p. 90-1). Et parce que *« l'injustice subie par les Palestiniens est donc ressentie comme une injustice par la Nation arabe toute entière »* (Picaudou, 1989, p. 60), les réfugiés voient dans la montée du pouvoir nationaliste arabe un moyen de revendiquer leur retour. Les réfugiés s'engagent donc aux côtés des partis proches du nationalisme arabe nassériste. Dans les camps, le DB veut enrayer la politisation des réfugiés et empêcher leur recrutement au sein de ces mouvements de l'Opposition. Pour le faire, il y installe des postes de contrôle et réprime, par des techniques d'humiliation, d'intimidation et de torture, toute activité politique dans les camps (Malsagne, 2014, p. 29).

1.2.1. La montée en puissance du mouvement de résistance palestinienne

Structuré autour de la libération de la Palestine et du retour, le mouvement national palestinien apparaît réellement après la défaite des pays arabes contre Israël en 1967 (Picaudou, 1989, p. 91). Alors que, jusque-là, les Palestiniens comptaient sur l'unité arabe comme une condition préalable à la libération et au retour, l'échec du panarabisme et la rupture de la RAU accentuent leur autonomie (Hamid, 1975, p. 93) et en 1965, on compte déjà environ 40 groupes palestiniens actifs dans le monde arabe[87]. En 1967, la défaite des armées arabes face à l'armée israélienne, au terme de la guerre des Six Jours, qui symbolise la fin du nassérisme comme force politique régionale, favorise la transition d'un *« nationalisme arabe triomphant d'avant 1967 »* à un *« patriotisme palestinien militant après 1967 »* (Picaudou, 1989, p. 123). De ce patriotisme vont naître différents groupes de résistance palestinienne autour d'une vision commune : le retour, et d'un moyen commun : la lutte armée (Picaudou, 1989, p. 113).

En 1964, durant le premier sommet de la Ligue arabe, l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP), multipartite, est officiellement reconnue comme entité représentative de la communauté palestinienne (Hamid, 1975, p. 93). De 1964 à 1969, elle tente de centraliser les activités militaires de ses organisations armées et en 1968, à l'adoption de sa nouvelle charte nationale, la lutte armée devient *« la seule voie pour la libération de la Palestine »* (Picaudou, 1989, p. 166-7). Elle se dote par la suite d'un pouvoir militaire et politique qui lui permet de lancer des attaques sur le territoire israélien depuis les pays voisins. Basée en Jordanie et ensuite au Liban, l'OLP, placée sous l'hégémonie du Fatah, prend dès 1968 le visage d'une lutte armée.

Fondé au Koweït en 1959, le Fatah s'adresse en premier au *« peuple des camps »* (Picaudou, 1989, p. 103). Il gagne de la popularité dans les camps et devient en 1967, membre de l'OLP. En 1969, le chef de Fatah Yasser Arafat devient président du comité exécutif de l'OLP (Hamid, 1975, p. 100). Durant cette période, plusieurs factions palestiniennes vont rejoindre l'OLP[88].

[87] G. Kanafani, supplément palestinien *Al-Muharrir*, 30 décembre 1965, dans Hamid, 1975, p. 93.
[88] Plusieurs groupes rejoignent l'Organisation comme le FPLP et le Front Démocratique de Libération de Palestine (FDLP), antérieurement unis sous le MNA, dans Picaudou, 1989, p. 114-118. D'autres se forment

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Dès le milieu des années 1960, les tensions entre l'armée libanaise et les *feda'yyins* (combattants palestiniens) s'exacerbent[89]. Le raid israélien de 1968 sur l'AIB et le manque de neutralité de l'armée libanaise viennent renforcer la division de la classe politique et les attitudes adoptées face aux opérations de la résistance palestinienne. Le député Rachid Solh[90] va jusqu'à affirmer que *« Si l'armée libanaise est l'armée des chrétiens, les Palestiniens forment l'armée des musulmans »* (Benassar, 1978, p. 24, cité dans Picaudou, 1989, p. 214).

Les pressions exercées par l'Opposition libanaise et la Syrie sur le gouvernement conduisent à la signature des Accords du Caire en 1969 entre Arafat et le commandant de l'armée libanaise Emile Boustani. Ces accords veulent mettre fin aux tensions entre l'armée libanaise et les *feda'yyins* et légaliser la présence armée palestinienne dans certaines zones du sud du Liban (Corm, 2012, p. 114-5). Avec la signature de ces accords, la résistance armée palestinienne a le droit d'exister et d'agir depuis le territoire libanais (Picaudou, 1989, p. 212-3). En 1970 et 1971, les affrontements entre l'armée jordanienne et les *feda'yyins* conduisent à leur expulsion du Royaume. Les feda'yyins rejoingnent la lutte armée opérant depuis le Liban. Ces forces armées palestiniennes établissent leurs premières bases dans la zone frontalière au sud du Liban (Suleiman, 1999, p. 67).

Comme en Jordanie, la présence armée palestinienne remet en cause la souveraineté du Liban sur son territoire. Le sud du Liban et, par la suite, l'agglomération beyrouthine sont entrainés dans l'escalade des attaques et des contre-attaques entre les Palestiniens et Israël. Des conflits se déclenchent entre l'armée libanaise et les forces armées palestiniennes, l'armée essayant de mettre fin à cette situation (Picaudou, 1989, p. 211-4). Le gouvernement libanais se trouve confronté à un double problème : d'une part la tolérance envers les activités de guérillas palestiniennes est refusée par les partisans d'une politique pro-occidentale et d'autre part, la suspension des activités de ces guérillas provoquerait une crise nationale ; l'Opposition considère la souveraineté libanaise indissociable des opérations des *feda'yyins* (Malsagne, 2014, p. 24-5).

1.2.2. Les camps palestiniens sous contrôle policier

L'apparente impossibilité d'un proche retour fait des camps des terrains fertiles au recrutement politique et, dès 1953, nombreux sont les jeunes qui rejoignent les partis de l'Opposition (El-Hage Ali, 2007, p. 39). Avec l'effervescence des idées révolutionnaires, l'expansion du pro-nassérisme dans les camps et la multiplication des opérations des *feda'yyins*, la gestion des affaires palestiniennes prend la forme *« d'outils de surveillance »* de plus en plus sévères (Sfeir, 2008, p. 61). Avant le Chehabisme, la police était installée loin des camps et son rôle se limitait à veiller à l'ordre de la zone. Avec le

comme *El-Sa'iqah*, mouvement commando actif aux frontières jordaniennes et syriennes, créé en 1967, et dirigé par l'armée syrienne, dans Hamid, 1975, p. 99.

[89] La résistance palestinienne s'installe au sud du pays en 1968 et le premier affrontement a lieu en octobre 1969, dans Malsagne, 2014, p. 24-25 et Picaudou, 1989, p. 211.

[90] Elu député sunnite de Beyrouth en 1960, il est nommé Premier ministre en 1974.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chehabisme, un commissariat de police et un bureau du DB s'installent aux limites des camps : ils occupent la sortie Sud du camp de Chatila, dans le *Horch* (forêt), et la limite Est du camp de Bourj El-Barajneh (Zakaret, 2010 ; Schmidt, 1969, p. 1 et 12). Les réfugiés des camps connaissent une période d'isolation et d'intimidation (Brewer, 1957, p. 7) : leur mobilité est restreinte et, pour sortir du camp ou se déplacer d'une région à une autre, les réfugiés de Bourj El-Barajneh doivent se munir d'une autorisation de la gendarmerie et du DB qui enregistre les noms à chaque sortie, les cochant au retour (Sayigh, 2015, p. 76 ; Schmidt, 1962, p. 3).

Beyrouth attire très tôt des factions palestiniennes qui cherchent plus d'influence politique ; une faction palestinienne non présente dans la capitale est une faction faible (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). Proches de Beyrouth, les camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh sont exposés très tôt au recrutement politique. Ils jouent un rôle important dans la préparation de la lutte armée ; leur proximité de la capitale et des ambassades leur permet de s'approvisionner discrètement en armes et de les transférer aux *feda'yyins* à la frontière (Sayigh, 2015, p. 96). Le DB veut empêcher la politisation et l'armement des Palestiniens : il recrute des collaborateurs dans chaque camp et, par la torture et l'humiliation, cherche à obtenir des renseignements sur les plans des organisations politiques des camps (El-Hage Ali, 2007, p. 46-8). Pendant le mandat de Chehab, l'OLP est une entité reconnue par la Ligue arabe mais toute activité politique liée à l'OLP dans les camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh est jugée illicite. Les réfugiés politisés des camps sont poursuivis et nombreux sont ceux qui sont torturés à cet effet (El-Hage Ali, 2007, p. 47 ; Sayigh, 2015, p. 87).

> *« J'étais membre du Mouvement Nationaliste Arabe, cela signifiait que je m'engageais dans des activités politiques comme l'organisation des manifestations (...) et donc j'étais surveillé par le DB. J'ai été arrêté plusieurs fois. Il y avait un état d'urgence permanent c'est-à-dire que la police avait le droit d'entrer dans nos maisons à n'importe quelle heure. Ils venaient s'installer au-dessous de ma fenêtre le soir pour nous écouter (...) Ils ont essayé différents types de pressions (...). Ils ont contacté mes amis et leur ont demandé de ne pas être vus avec moi - il est suspect. Et durant une période, personne n'osait me dire marhaba (bonjour). Ils ont su où je travaillais et ont demandé à mon patron de me virer (...) »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, entretien avec A. M. Farmawi, habitant du camp de Chatila, dans Sayigh, 2015, p. 80).

L'étau du DB se resserre de plus en plus ; les habitants sont interdits de se promener dans les rues du camp à plus de deux personnes, de sortir de la maison, de visiter un ami après 20h, de lire le journal dans un endroit public (El-Hage Ali, 2007, p. 46-7).

> *Pour entrer dans le camp, il faut passer par le bureau du directeur, pour y habiter ou pour se déplacer entre Beyrouth et Saïda, il faut une autorisation*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *du directeur et des autorités libanaises, pour déménager, il faut transférer son dossier vers le nouveau camp*, entretien avec le directeur des services UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.

> *L'État poursuivait ceux qui venaient s'installer dans le camp de Bourj El-Barajneh et les renvoyait dans leur camp d'origine. (…) Chaque camp avait un quota et l'État voulait éviter le surpeuplement*, entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Ce régime policier va se retourner contre les autorités libanaises en unissant différents mouvements politiques palestiniens dans les camps (Sayigh, 2015, p. 83). À partir de 1966, des cellules du Fatah se forment dans les camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh, où des réunions entre le Fatah, l'OLP et *El-Sa'iqah* ont lieu à l'abri du DB (El-Hage Ali, 2007, p. 47). En 1967, suite à la défaite des armées arabes dans la guerre des Six Jours, les habitants du camp de Bourj El-Barajneh manifestent devant le poste du DB de leur souhait de participer aux fronts armés contre l'Israël. Le contrôle de plus en plus serré des autorités libanaises, la multiplication des attaques israéliennes et l'appel continu aux armes de la résistance palestinienne mènent à des affrontements entre les habitants des camps et les autorités libanaises (Roberts, 2010, p. 81).

> *« (…) Une fois les Palestiniens (des camps) se sont armés, ils réagissent différemment. Ici, les gens étaient opprimés, ils voulaient la liberté. Quand ils se sont armés, ils ont senti que la liberté était possible. Tout le monde était emporté par ce courant et on était prêt pour l'insurrection »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, entretien avec A. M. Farmawi, habitant du camp de Chatila, dans Sayigh, 2015, p. 102-3).

En 1969, quatorze des quinze camps palestiniens passent sous le contrôle des commandos palestiniens (Schmidt, 1969, p. 1). En octobre 1969, à Bourj El-Barajneh, une marche d'étudiants et des mouvements de la résistance palestinienne s'attaquent au poste du DB (El-Hage Ali, 2007, p. 48). Les confrontations se terminent par le retrait des autorités libanaises du camp et la prise de contrôle du FPLP (entretien avec Bilal, membre de la municipalité le 30 décembre 2015 et El-Hage Ali, 2007, p. 47).

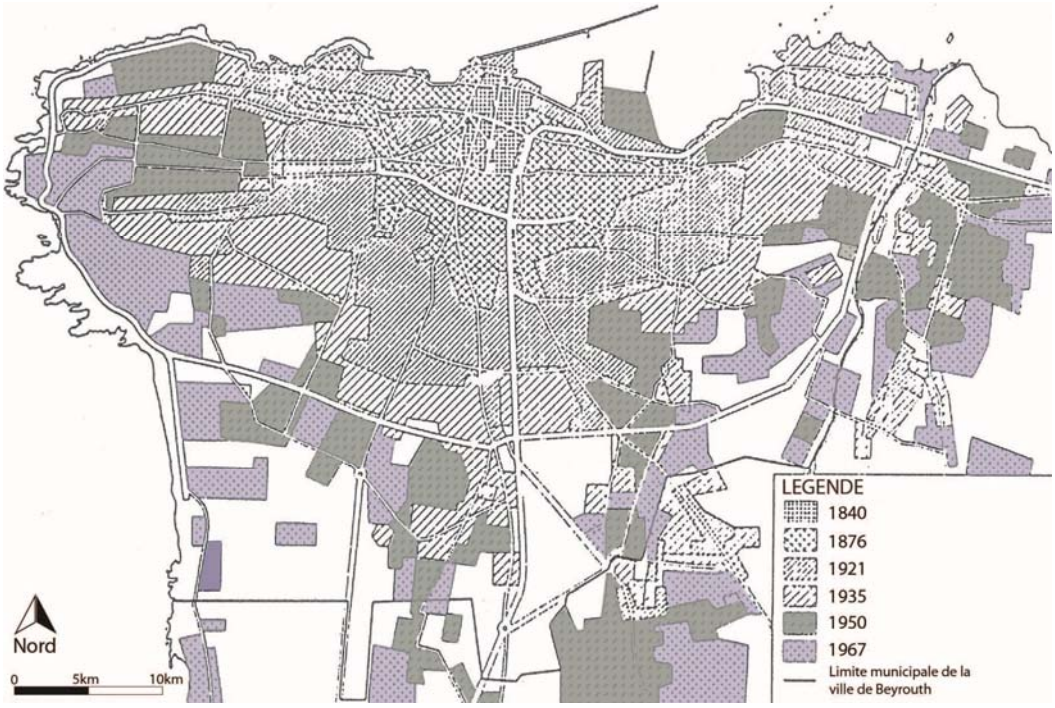
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Transformations urbaines dans l'agglomération de Beyrouth

La fin des années 1950 constitue une période de modernisation urbaine de la capitale (Verdeil, 2010, p. 15). Les trafics portuaire et aéroportuaire connaissent un essor remarquable surtout après la défaite de 1967. L'industrie, installée dans la proche banlieue, se développe et s'étend vers l'est. Le tourisme augmente, surtout entre 1968 et 1974, avec l'arrivée estivale des touristes de l'Arabie saoudite et du Koweït (Kassir, 2012, p. 465-72). Les hôtels de quatre et de cinq étoiles et les centres balnéaires occupent le littoral beyrouthin (Kassir, 2012, p. 478). Le réseau privé d'écoles, d'universités et d'établissements de santé se développe et les activités culturelles, le cinéma et la presse sont en pleine expansion (Kassir, 2012, p. 479-83 et 495-500). Avec une politique urbaine de laisser-faire et une faible intervention publique héritées du mandat d'El-Khoury et maintenues sous Chamoun, les problèmes urbains s'aggravent. A la fin des années 50, la ville, dense, est caractérisée par un tissu urbain saturé, une surdensité du bâti, un patrimoine architectural détruit, une absence de continuité et d'alignements des façades et des périphéries mal intégrées et insalubres (figure 34) (Kassir, 2012, p. 554-570).

Figure 34. L'expansion de Beyrouth entre 1840 et 1967

Source : Ruppert, 1969, Beirut, eine westlich geprägte Stadt des Orients, dans Charafeddine, 1987, p. 21.



Sous le chehabisme, les inégalités socio-spatiales entre une capitale moderne et des périphéries sous-développées font du développement et de la décentralisation une priorité de l'État et conduisent le président Chehab à intervenir dans l'aménagement du territoire (Malsagne, 2014, p. 25 ; Verdeil, 2010, p. 4). Sous Chehab, un nombre d'institutions de planification urbaine sont créées comme la direction de l'urbanisme qui devient en 1966 la Direction Générale de l'Urbanisme et le Conseil exécutif des grands projets rattaché au

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

ministère des Travaux Publics (Verdeil, 2010, p. 102-105), d'autres sont reformées et restructurées comme par exemple le ministère du Plan (Verdeil, 2010, p. 94-99). Pour le président Chehab, une politique axée sur les besoins sociaux est essentielle pour assurer une cohésion nationale et surmonter les conflits communautaires (Corm, 2012, p. 106). Dès le début des années soixante, Beyrouth fera l'objet de nombreux travaux de voiries pour désenclaver la ville. Ces travaux visent aussi à percer le tissu urbain, et à fragiliser ainsi la cohésion au sein des quartiers, afin d'empêcher toute menace d'entre soi identitaire (Corm, 2012, p. 107 ; Kassir, 2012, p. 555-8). Ces projets publics cherchent à réduire le déséquilibre capitale-périphéries. Des projets de décentralisation des villes et de développement intégré des villages sont menés et on assiste au désenclavement des villages et à une amélioration de leur desserte en réseaux publics d'eau, d'électricité, d'écoles et de dispensaires (Corm, 2012, p. 107).

Toutefois, malgré la tentative du chehabisme de limiter les écarts entre les régions, Beyrouth continue à monopoliser les capitaux (Kassir, 2012, p. 473) et le désenclavement des villages accentue l'accroissement de la population de l'agglomération (figure 35). Le mandat qui suit, celui de Charles Hélou (1964-1970) caractérisé par le relâchement de l'effort de planification territoriale, des investissements publics limités et la domination du privé, accentue les écarts entre régions et strates sociales (Verdeil, 2010, p. 51).

Figure 35. Evolution de la population de Beyrouth de 1950 à 1983

Source : [1]Saïd Chehab Ed Dine, [2]estimation de la mission I.R.F.E.D, Bourgey et Pharès, 1973, p. 107, [3]estimation Direction Générale des Statistiques du Ministère du Plan, dans Charafeddine, 1987, p. 20, [4]estimation de BCEOM pour la direction des Eaux au ministère des Travaux Publics et des Transports, dans Charafeddine, 1987, p. 22.

	1950	1960	1970	1983
Population de Beyrouth	300 000 hab.[1]	400 000 hab.[2]	474 810 hab.[3]	510 000 hab.[4]

2.1. Transformations urbaines et sociales en banlieue sud-ouest

L'accroissement démographique de la ville et de sa banlieue Sud se traduit par une importante expansion urbaine sous forme de nouveaux quartiers de standing d'une part et de quartiers d'habitat spontané de l'autre (Bourgey et Pharès, 1973, p. 108-9). A partir de 1958, la banlieue Sud connait un *« phénomène d'urbanisation sauvage »* et une densification irrégulière de ces quartiers (Charafeddine, 1987, p. 40). Si, sous Chehab, elle fait l'objet de nombreux projets[91] pour absorber l'afflux démographique vers la capitale, ceux-ci ne verront pas le jour et la Zone des sables reste légèrement urbanisée jusqu'au début des années 60 (Kassir, 2012, p. 558-60). Dès 1960, elle accueille un habitat précaire formé d'habitations en murs sans enduit et de toits en tôles ondulées abritant Palestiniens et ruraux chiites du sud et de la Beqaa (Kassir, 2012, p. 582).

[91] Comme celui de la ville nouvelle conçue sur la Zone des sables.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Plusieurs facteurs jouent un rôle dans l'occupation irrégulière de la Zone des sables. D'abord, l'échec de l'urbanisme règlementaire sur la Zone coïncide avec une période d'instabilité politique et de transformations sociales de la banlieue. La déstabilisation de la frontière sud et l'instabilité politique et économique du Liban-Sud poussent les migrants et les déplacés du sud et de la Beqaa à s'installer dans l'agglomération en plein essor industriel (Verdeil, 2010). Aussi, sous le chehabisme, le désenclavement des régions du Liban-Sud et de la Beqaa les relie au centre du pays et facilite la mobilité de leurs habitants[92]. Au début des années 70, plus que la moitié de la population urbaine chiite se concentre dans l'agglomération, surtout sa banlieue sud où elle constitue un prolétariat industriel important (en 1943, elle ne constitue que 6% de la population de Beyrouth) (Nasr, 1985, p. 87-116) (figure 36).

	Chiite	**Maronite**	**Autres**
Bourj El-Barajneh	85%	5%	10%
Ghobeiry	75%	2%	23%
Haret Hreik	12%	55%	33%

Figure 36. Répartition confessionnelle des municipalités de la banlieue sud avant 1975
Source : Charafeddine, 1987, p 39.

La guerre de 1958 et la guerre de 1975 sont deux moments opportuns pour l'expansion des camps, la formation de regroupements palestiniens et de quartiers illégaux. Cette occupation irrégulière de la banlieue sud démarre significativement avec la guerre de 1958 et s'intensifie après le début de la guerre civile à partir de 1976 (Charafeddine, 1987, p. 40). Cette occupation se distingue par l'insalubrité de son habitat précaire et par l'irrespect des législations sur la propriété, l'urbanisme et la construction (Verdeil, 2010, p. 301-23). C'est dans cette banlieue que se développe un environnement propice au déploiement de la résistance palestinienne. C'est dans ces milieux que se rapprochent les partisans de la résistance palestinienne (dont les noyaux sont les camps) et les adhérents aux partis de l'Opposition (Kassir, 2012, p. 624). La montée en puissance de la résistance palestinienne et l'inversion du rapport de forces entre autorités libanaises et mouvements palestiniens encouragent l'étalement des regroupements palestiniens (camps et regroupements informels) auxquels viennent s'ajouter des populations d'origines variées (Verdeil, 2010, p. 195).

2.1.1. Les quartiers irréguliers de la banlieue sud-ouest

La tenure foncière des bidonvilles en banlieue Sud est extrêmement diverse. Les terrains sur lesquels se situent les camps palestiniens « officiels » sont protégés par l'UNRWA et ses accords avec l'État libanais et les propriétaires des terres. Les

[92] En 1960, la majorité des villages ne sont pas encore reliés aux réseaux d'électricité et de routes nationales - sur les 450 villages chiites du sud et de la Beqaa, 300 ne sont pas connectés aux routes nationales et 350 au réseau électrique, dans Nasr, 1985, p. 87-116.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

regroupements palestiniens informels et les quartiers irréguliers se situent sur des terrains occupés illégalement[93]. Ceux-ci se sont développés à partir de noyaux non-réglementaires installés dès la fin des années 1950 et se sont principalement étendus durant les années de guerre. Comme le montre Verdeil, leur statut foncier est controversé. Dans certains cas, il présente une situation conflictuelle : les terrains sont réclamés à la fois par des propriétaires qui pensent avoir acquis la propriété des terrains et par les municipalités qui les considèrent comme propriété collective (Verdeil, 2010, p. 314). Dans d'autres cas, l'acquisition foncière est légale mais les constructions ont lieu sans processus de lotissement enregistré ou permis de construction (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 32).

Dans la Zone des sables, la volonté de planifier est rapidement confrontée à la réalité du terrain. D'un côté, la présence des camps de réfugiés palestiniens et le développement de quartiers illégaux constituent un obstacle majeur à sa planification, de l'autre l'échec relève de dysfonctionnements techniques (Verdeil, 2010, p. 170). La superposition et la succession de réformes foncières entreprises depuis les années 40 compliquent la situation foncière de la Zone et mènent à des conflits de propriété et d'usage entre les parties concernées.

Sous le mandat chéhabiste, la prolifération de ces quartiers précaires constitue une inquiétude pour l'État. La localisation de ces quartiers et des camps, proches des voiries importantes comme le boulevard de l'aéroport ou la route de Saïda représente une menace politique et d'encerclement de la ville, d'où la volonté du gouvernement de mettre fin à ces quartiers (Verdeil, 2010). Il cherche à mettre en place une politique d'habitat social, bien que les camps palestiniens restent perçus sous un angle politique. En 1962, le gouvernement crée le Conseil de l'habitat du ministère des Affaires sociales et du Travail (Verdeil, 2002, p. 358) dont le rôle est d'effectuer un état des lieux de la situation du logement des personnes les plus démunis et de dresser un plan d'action prévoyant de détruire les bidonvilles et de reloger leurs habitants (Verdeil, 2010, p. 319). Ces tentatives de relogement n'aboutissent pas ; un des principaux obstacles sera le manque de financement et d'intérêt du secteur privé. Ces projets se heurtent aussi à l'hostilité des partis de l'Opposition et des habitants en question[94] et à Beyrouth, aucun de ces projets ne verra le jour (Verdeil, 2010, p. 312-322).

2.1.2. Les quartiers irréguliers à proximité des camps palestiniens

Comprendre les articulations entre les camps de la banlieue et leur environnement voisin, c'est étudier les processus d'urbanisation des camps et des quartiers limitrophes et saisir l'impact réciproque de la présence des camps et des quartiers irréguliers qui les entourent. L'occupation illégale des terrains est particulièrement forte au voisinage des

[93] Fawaz, M., Peillen, I. (2003). Dans "The Challenge of Slums: Global Report on Human Settlements". United Nations Human Settlements, p. 204.
[94] Fawaz, M. (2004) *Strategizing for housing. An investigation of the production and regulation of low-income housing in the suburbs of Beirut*, Thesis (Ph. D.), Massachusetts Institute of Technology, Dept. of Urban Studies and Planning.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

camps palestiniens de la banlieue et la présence des camps a contribué à l'urbanisation illégale de leur voisinage (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 175-196 ; Marthelot, 1963). Ce phénomène s'explique d'abord par le fait que ces camps connaissent des étapes d'urbanisation plus marquées que les camps dans d'autres régions : la polarisation démographique et des activités à Beyrouth accélère le rythme de l'urbanisation de ces camps et exerce une pression sur les terrains autour. Le développement territorial déséquilibré centralisé à Beyrouth et ses banlieues attire des populations principalement rurales chiites et pauvres du Sud et de la Beqaa (Nasr, 1985, p. 87-116). L'élargissement d'un capitalisme agro-exportateur dans les régions rurales et le changement des systèmes productifs agraires dans ces régions obligent ces populations à rejoindre la capitale à la recherche d'emploi (Nasr, 1985, p. 87-9). La desserte de la banlieue par des nouvelles infrastructures routières durant les années 1950 accélère l'urbanisation des villages et de leurs camps (Marthelot, 1963, p. 48). La présence de ces camps aux rythmes d'urbanisation forts, entraîne une pression sur les terrains vides autour et le résultat est l'occupation illégale de ces derniers (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 175-196).

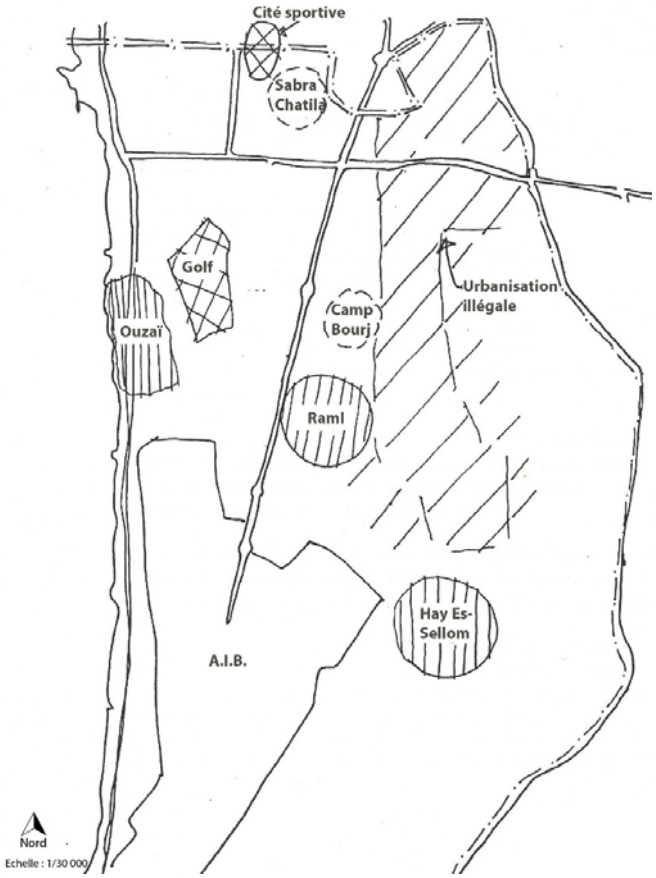


Figure 37. Urbanisation de la banlieue Sud vers la fin des années cinquante

Source : Charafeddine, 1987, p. 49.

Un autre facteur est l'application des politiques de planification et de réglementations urbaines : la superposition de réglementations et de plans d'urbanisme et le retard des opérations de remembrement et de lotissement laissent ces terrains inconstructibles et donc vides durant cette période créant un cadre propice à l'occupation illégale ; un terrain privé non loti et détenu par plusieurs propriétaires est un terrain facile à occuper, de même

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

qu'un terrain public en période de crise étatique (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 203-4). Enfin, les bouleversements politiques aux cours des années 50 et 60 et les instabilités au Sud déplacent des populations palestiniennes et libanaises vers la capitale. L'absence d'une gestion urbaine libanaise des camps, le contexte propice à leur extension (avec le prolongement du conflit et les migrations des populations du sud et de la Beqaa) et la formation de quartiers illégaux autour (terrains restés vides à cause de conflits fonciers) entrainent l'urbanisation d'une grande partie de la Zone des sables[95].

2.1.3. Les quartiers irréguliers autour du camp de Chatila

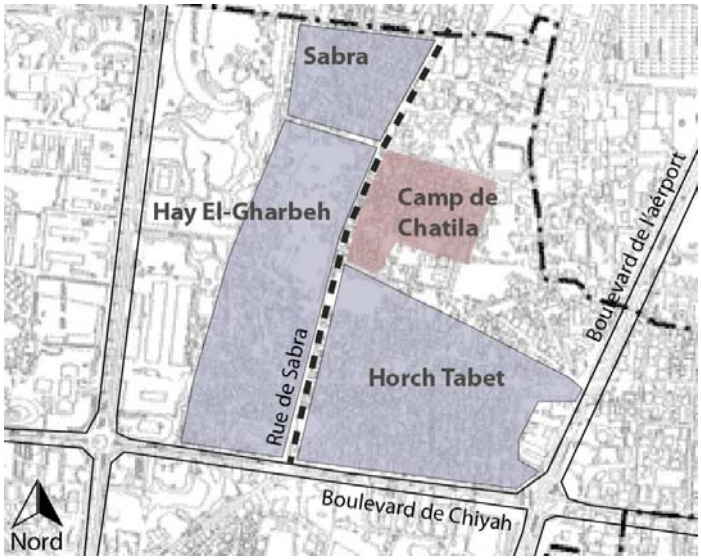


Figure 38. Carte des quartiers irréguliers à proximité du camp de Chatila

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Basée sur les données extraites de Charafeddine, 1987, p. 49 et de la figure 4.3 dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 236. Fond de plan : Oger international, 1991.

	Quartier irrégulier	Municipalité	Occupation irrégulière	Origine de la population (années 1970)	Population
Á proximité du camp	Tajammo' Sabra (regroupement informel de Sabra)	Ghobeiry	1960-1965	Palestiniens et Libanais du sud	2 640 en 1974
	Horch Tabet	Ghobeiry	1970	Palestiniens et Libanais du sud	3 776 en 1971
	Hay El-Gharbeh	Ghobeiry	1957		

Figure 39. Caractéristiques des quartiers irréguliers à proximité du camp de Chatila

Les données sont extraites de : Fawaz et Peillen, 2002 ; Bourgey et Pharès, 1973 ; Verdeil, 2010, chap 11, Clerc-Huybrechts, 2008, p. 236 et Al-Hout, 2004, p. 31.

Le regroupement informel de Sabra

Situé au nord-ouest du camp de Chatila, la majorité des terrains du *Tajammo'* Sabra appartiennent à la famille Sabra (figure 38). Durant les années 1950, le secteur est peu

[95] La planification urbaine beyrouthine n'a jamais pris en charge la planification des camps palestiniens.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

construit et ne compte que quelques maisons. Ces maisons constituent avec celles de Hay Farhat, les premières habitations au voisinage du camp de Chatila et le théâtre des premières articulations camp - environnement immédiat. Dans les premières années de l'exil, le camp n'est pas encore desservi en eau et en électricité et l'approvisionnement du camp se fait alors auprès de ces maisons. Plus tard, quand l'eau de l'UNRWA devient insuffisante, les réfugiés se servent de l'eau de leurs voisins libanais du regroupement de Sabra et de Hay Farhat (Sayigh, 2015, p. 54). La desserte en électricité du camp durant la deuxième moitié des années 1950 se fait par l'extension d'un câble depuis Sabra (Sayigh, 2015, p. 46). Le parcellaire du regroupement, inadéquat aux réglementations de construction retarde sa constructibilité et crée un environnement propice au développement irrégulier des terrains, surtout avec l'arrivée de flux de migrants et de déplacés libanais au cours des années 1960 (Clerc-Huybrechts, 2008). Plus tard, son développement devient plus important que celui du camp ; il accueille un marché de fruits et légumes fréquenté par les habitants de l'agglomération dès 1960 et l'hôpital de Gaza construit par l'OLP durant les années 1970 (entretien avec 'Abu Qassem', le 28 avril 1983, cité dans Al-Hout, 2004, p. 31). Ce regroupement est divisé en trois secteurs : le lotissement Daouq, le regroupement Saïd Ghoch et le regroupement Bacha-El-dik-El-banat-El-Aasi[96].

Le lotissement Daouq. Premier secteur à être habité, il accueille sous des tentes des familles palestiniennes originaires de Safad et de Jaffa suite à l'autorisation du propriétaire des terrains Omar El-Daouq (entretien avec Hajj 'Abu Ahmad', le 2 mars 2001, dans Al-Hout, 2004, p. 29). Loti dès 1939, il reste vide jusqu'aux années 1950[97]. La difficulté de sa constructibilité s'explique par un plan parcellaire composé de 62 parcelles dont certaines sont de surfaces trop petites (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 31-2 et p.180-181). Il sera occupé plus tard par les flux de Libanais et de Palestiniens qui s'installent à proximité du camp et profitent de ses services (Al-Hout, 2004, p. 29).

Le regroupement Saïd Ghoch. Nommé en 1970 en l'honneur de l'un des chefs de la lutte armée Saïd Ghoch, il accueille dès 1950 des familles palestiniennes et des familles libanaises de Baalbek, de Ersal et d'Iklim El-Kharroub.

Le regroupement Bacha - El-Dik - El-Banat - El-Aasi. Ce regroupement est né à la suite de l'exode rural des libanais du sud. Ses quartiers portent les noms des principales familles du regroupement[98].

Le regroupement de Horch Tabet

Le *Horch* (forêt) se situe aux limites sud du camp de Chatila (figures 38 et 39). Durant les années 1930, il est détenu par plusieurs propriétaires privés. Il sera momentanément

[96] Conseil de Développement et de Reconstruction. (2005). Rapport « Recherche sociale rapide : Beyrouth et ses banlieues », Projet de développement communautaire (2002-2008), p.114-116.
[97] Le lotissement concerne l'ancienne parcelle 1818, dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 31-2.
[98] Conseil de Développement et de Reconstruction. (2005). Rapport « Recherche sociale rapide : Beyrouth et ses banlieues », Projet de développement communautaire (2002-2008), p.115-116.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

habité dans les années 1960 par les *Nawar* (les nomades) dans des baraques en bois et en tôle et est appelé *Horch El-Nawar* (entretien avec Hasan A. 'Abu Ali' pseudonyme, le 11 mai 1984, dans Al-Hout, 2004, p. 31). Durant cette période, il fait l'objet de règlementations et de plans d'urbanisme dans le but de le préserver en tant qu'espace vert (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 53-5). Son occupation illégale ne démarre qu'à partir des années 1970 et s'intensifie après 1980 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 53-5) : l'incohérence entre les règlementations et leur mise en œuvre empêche sa constructibilité et, au début en 1972, le terrain est toujours presque vide. Le parcellaire du terrain reste inadapté aux règlementations dont il fait l'objet jusqu'en 1983-1984 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 53). Les propriétaires ne connaissent pas les nouvelles limites de leurs terrains jusqu'en 1990 et ne peuvent donc pas les défendre. L'incohérence entre les règlementations et leur mise en œuvre, et sa proximité du camp de Chatila conduisent à son occupation illégale en 1970 après le départ du DB des camps. L'accroissement de la présence palestinienne au Liban protège son occupation illégale qui démarre à la suite du conflit de Mai 1973 entre l'armée libanaise et les *feda'yyins* menant à l'encerclement des six camps de l'agglomération par l'armée (Charafeddine, 1987, p. 136 ; Dahl, 2006, p. 76). Durant ce conflit, les terrains du Horch deviennent le refuge des déplacés palestiniens et libanais qui s'installent dans des petites maisons construites en bois (Al-Hout, 2004, p. 30).

Hay El-Gharbeh

Quartier mitoyen à l'Ouest du camp de Chatila, il est né de l'empiétement du camp sur des parcelles au-delà du terrain autorisé (limité à la parcelle 287) (figure 38). Le camp déborde sur la route de Saïda et vers la fin des années cinquante occupe déjà des terrains de l'autre côté de la rue, sur les parcelles 187 et 1824 (selon le plan parcellaire de 1930) (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 183). Ces parcelles inconstructibles en raison de leurs grandes tailles sont maintenues en indivision en raison de conflits fonciers entre les différents propriétaires. Ces conflits empêchent la constructibilité des parcelles encourageant l'occupation illégale. Le reste des parcelles du Hay fait l'objet d'une superposition de procédures de lotissements et de remembrement dont certaines restent inabouties jusqu'en 1987. Les terrains nécessitent des opérations de lotissement pour leurs constructibilités et la multitude de leurs propriétaires complique la procédure. Ce retard permet au camp de s'étaler sur la moitié de la zone et l'extension du camp sur des terrains avoisinants favorise l'occupation illégale de la zone (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 180-6).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.1.4. Les quartiers irréguliers autour du camp de Bourj El-Barajneh

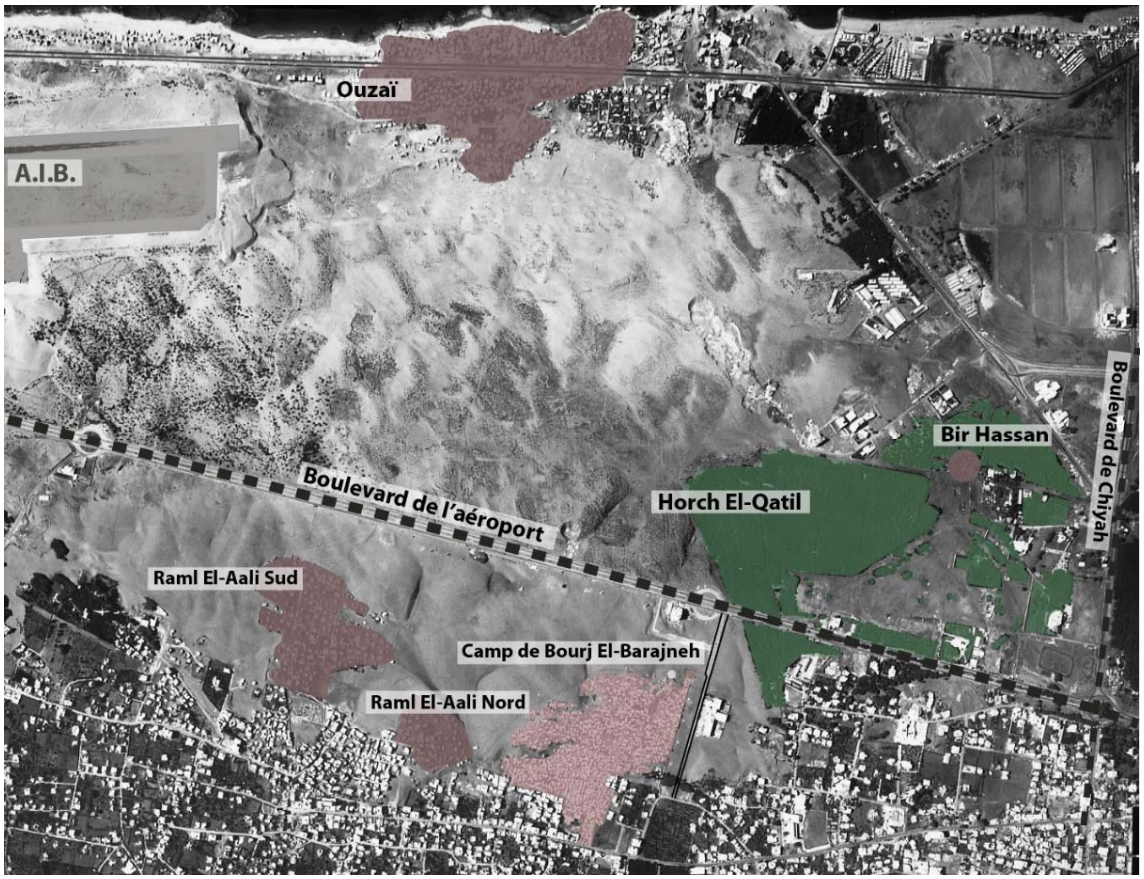


Figure 40. Quartiers irréguliers autour du camp de Bourj El-Barajneh en 1962

En 1962, Horch El-Qatil est encore une forêt de pins. Il ne sera occupé que durant les années 70 à partir du noyau illégal de Bir Hassan.

Source : Nicole Tabet. 2018. Carte élaborée à partir des données extraites de Charafeddine, 1987, de Clerc-Huybrechts, 2008 et de la superposition de photos aériennes de 1971, 1983 et 1991. Fond de plan : photo aérienne de 1962, contact informel à la municipalité de Bourj El-Barajneh.

	Quartier irrégulier	**Municipalité**	**Occupation irrégulière**	**Origines de la population (années 1970)**	**Population (années 1970)**
Á côté du camp	Horch Al-Qatil	Ghobeiry	1973		
	Raml El-Aali	Bourj El-Barajneh	1955 /1960	Libanais du sud et de la Beqaa	8 000 (en 1975)
	Ouzaï	Bourj El-Barajneh	1955 /1953	Libanais du sud	5 000 (Clerc, 2002)

Figure 41. Caractéristiques des quartiers irréguliers autour du camp de Bourj El-Barajneh

Source : Clerc-Huybrechts, 2008, p. 236 et Verdeil, 2010

Le regroupement Horch El-Qatil

Suivant la même logique de l'occupation illégale de Horch Tabet, le regroupement illégal dans le *Horch El-Qatil* (la forêt de l'assassiné) démarre dès les années 1950 avec l'afflux

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

continu des réfugiés palestiniens et l'installation de bureaux d'organisations palestiniennes[99]. Espace vert, il fait l'objet de réglementations spécifiques d'abord à partir des années 1960 et ensuite en 1971 pour sa protection (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 53-61). Tel le cas de Horch Tabet, le plan parcellaire de Horch El-Qatil doit être modifié conformément aux nouvelles réglementations, opération qui n'a lieu que jusqu'en 1983-1984. Durant cette période de contradiction entre les réglementations en vigueur et les dispositions de leur application, l'occupation illégale se développe. Ensemble de propriétés privées, les propriétaires ignorent les limites de leurs terrains et ne peuvent pas les défendre. C'est vers la fin des années soixante qu'ont lieu les premières occupations illégales dans ce bois (Charafeddine, 1987, p. 175-8). L'occupation illégale se développe d'abord à partir du noyau illégal de Bir Hassan et ensuite vers l'est, puis le Sud du noyau (figure 40) (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 177). Les terrains sont occupés par des populations pauvres et paysannes issues de l'exode rural vers l'agglomération à partir des années 1960. L'occupation des terrains s'intensifie au cours des années 1970 avec les invasions israéliennes du sud du Liban et l'arrivée des déplacés des villages comme Aytaroun, Blida et Chebaa[100].

Les quartiers de Raml et d'Ouzaï

D'après la municipalité de Bourj El-Barajneh, la localité compte trois quartiers illégaux : Raml El-Aali, Ouzaï et le camp de Bourj El-Barajneh (entretien avec Bilal, membre de la municipalité, le 30 décembre 2015). Le quartier Raml Al-Aali, tel qu'il est couramment appelé par la municipalité, correspond au quartier de Raml dans le travail de Clerc-Huybrechts. Ce secteur se divise en deux, suite au passage de la rue couramment appelée *Nazlet El-Rasoul El'aazam* (descente du grand prophète) au cours des années soixante : Raml du Sud - *Raml El-Aali El-Jnoubé*; et Raml du Nord - *Raml El-Aali El-Chemali* (figure 40) (entretien avec Bilal, le 30 décembre 2015). L'histoire de l'occupation illégale de Raml El-Aali et d'Ouzaï est différente de celle des quartiers informels décrits plus haut. Elle est le résultat de conflits entre des propriétaires qui prétendent détenir la propriété des terrains et la municipalité de Bourj El-Barajneh qui considère que ces terrains sont des terrains *mouchaa* du village – des terres dont le domaine d'usage est collectif et relève de la propriété privée de l'État et à partir 1971 du domaine privé municipal (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 90-2). Afin de régler ces conflits, la zone fait l'objet de différents procès entre 1953 et 1955. Le jugement final en 1955 refuse à la municipalité le statut de *mouchaa* des terrains qui relèvent donc de la propriété privée (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 96). Le jugement est contesté par la municipalité qui continuera à se considérer propriétaire des terrains. Elle donne par exemple des autorisations de construction à certains habitants de la zone et loue certains terrains (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 167). Elle soutient l'occupation illégale ; le maire de Bourj

[99] Conseil de Développement et de Reconstruction, Rapport « Recherche sociale rapide : Beyrouth et ses banlieues », Projet de développement communautaire (2002-2008), 2005, p.87-88.
[100] *Ibid.*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

El-Barajneh encourage ses alliés à occuper illégalement les terrains de Raml et d'Ouzaï pour élargir son électorat (Charafeddine, 1987, p. 230 ; Clerc-Huybrechts, 2008, p. 168).

A Ouzaï, l'attitude des occupants va dans le même sens que celle de la municipalité ; ils sont convaincus de la nature collective *mouchaa* de la zone et construisent en dur dans l'espoir d'obtenir une part de ces terrains par la suite (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 162-3). La majorité perçoit le jugement de 1955 comme une privatisation d'un domaine collectif (Clerc-Huybrechts, 2008, p.167). Après ce jugement, leur présence est considérée comme illégale mais rien n'est prévu pour le dégagement des terrains et malgré les revendications des propriétaires, les occupants détiennent, de par leur nombre et le soutien municipal, la propriété d'usage des terrains (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 168). Les terrains au Sud de la zone sont expropriés pour la construction de l'AIB, ceux au Nord, de surface très grande, sont détenus par plusieurs propriétaires d'où la difficulté de les construire. Avec le projet de l'AIB, ils se trouvent au voisinage des pistes et deviennent inconstructibles, alors même qu'ils sont déjà occupés par des maisons, au bord de la mer et dans le quartier de Raml à l'Est (figure 40) (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 160-6). Avec la guerre de 1958, l'État faible est incapable de contrôler l'occupation illégale des terrains et dans la Zone des sables, le contexte social - chiites, sunnites et Palestiniens opposants au régime de Chamoun- joue un rôle important dans la multiplication des habitations illégales (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 169).

Les terrains de Raml El-Aali Nord, situés aux limites Sud et Ouest du camp, font l'objet d'opérations de remembrement entre 1959 et 1978 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 42). Leur occupation illégale commence dès la fin des années 50 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 172). A l'Ouest du camp se situe le quartier Baalbakiyeh dans les limites de Raml El-Aali Nord. Sa toponymie *Hay El-Baalbakiyeh* (relatif aux habitants venus de Baalbek), est attribuée par les Palestiniens du camp (entretien avec Bilal, le 30 décembre 2015). Ce secteur est principalement occupé par des habitants venus de Baalbek, il est encerclé par le camp et dépend de lui pour les services urbains (entretien avec Bilal, le 30 décembre 2015). Il se développe suite à l'arrivée d'une population de Baalbek qui, par « transgression » occupe des terrains que les propriétaires sont incapables de récupérer jusqu'aujourd'hui (entretien avec Bilal, le 30 décembre 2015).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. Les camps palestiniens de la banlieue sud : les années 1960

En 1960, les camps de la banlieue sud se trouvent toujours exclus des politiques urbaines libanaises (des opérations de remembrement et de lotissement, des plans d'aménagement de Michel Ecochard de 1961, *etc.*) (Verdeil, 2010, p. 301-334). Les seules opérations urbaines que connaissent ces camps et les quartiers irréguliers autour sont celles de leur destruction partielle ou de leur délocalisation. Ainsi, l'autoroute reliant le quartier de Sabra à l'AIB réalisée au cours des années 60 provoque la destruction de maisons à l'ouest du camp de Chatila, zone limitrophe et donc vulnérable au passage de nouvelles routes (Sayigh, 2015, p. 111). Pour compenser ces pertes, l'État permet aux habitants de reconstruire des maisons sur une parcelle adjacente au camp. Un deuxième exemple est celui d'une tentative de délocalisation des camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh vers un site de Sa'idiyat au sud du Mont-Liban dans les années 1960. Le site proposé se situe sur une colline surplombant la mer à proximité du village de Sa'idiyat à 20 km au Sud de Beyrouth. Le terrain est rocheux et déconnecté de toute urbanisation (Sayigh, 2015, p. 84-5). Les habitants des camps contestent le projet et organisent des visites protestataires aux chefs des partis de l'Opposition pour empêcher la délocalisation des camps (Sayigh, 2015, p. 84-5).

> *« (...) Quoi qu'il arrive ailleurs, cela résonne immédiatement dans la capitale et nous (les habitants des deux camps) pourrons directement réagir. Alors que si nous sommes plus loin et quelque chose arrive, nous ne pouvons pas communiquer ce que nous pensons et personne ne va nous entendre»* (traduit de l'anglais par N. Tabet, entretien avec Jihad Bisher, habitant du camp de Chatila, dans Sayigh, 2015, p. 84).

Un troisième exemple est la tentative de l'État de déplacer un secteur illégal d'Ouzaï en 1958. L'affrontement attendu entre les habitants et les autorités étant sur le point de causer "un bain de sang" et le président du parlement à l'époque, Sabri Hamadeh refusant d'en assumer la responsabilité, le projet n'aboutit pas (entretien avec Bilal, le 13 août 2016). Dans les deux cas, la mobilisation des habitants semble avoir eu raison de la volonté des gouvernements qui s'y attaquaient. L'histoire urbanistique en banlieue Sud et le pouvoir de mobilisation des habitants qui, soutenus par les partis de l'Opposition, résistent à toute tentative de régularisation des lieux, créent un cadre propice au développement de quartiers irréguliers.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.1. L'urbanisation du camp de Bourj El-Barajneh

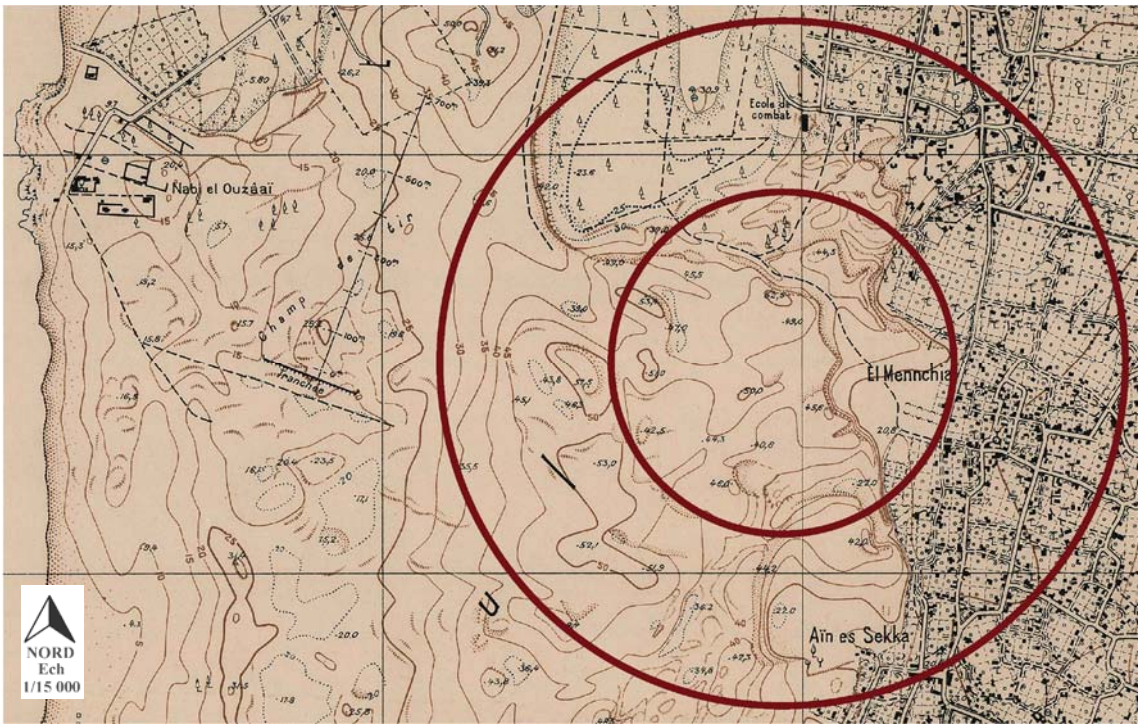
3.1.1. L'occupation des terrains

Nous analyserons ci-dessous l'évolution urbaine du camp et de son voisinage entre 1945 et 1963. Cette analyse se base sur les cartes de Beyrouth Sud-Ouest de 1945 et de 1963 ainsi que sur une photo aérienne de la banlieue datant de 1962 (figures 42 et 43). Notre périmètre d'étude se limite au camp, son environnement immédiat et son environnement voisin. Le repérage du camp sur chaque carte s'est fait par l'intermédiaire de deux cercles en rouge (figure 42) : le premier périmètre en rouge – l'environnement immédiat du camp, correspond à un cercle de rayon 400 m. dont le centre est celui du camp ; le deuxième périmètre, l'environnement voisin du camp, correspond à un cercle de rayon 800 m.

Figure 42. Carte de la zone d'étude en 1945

En 1945, le camp n'existe pas encore. Sur la carte, apparait deux cercles, le premier de rayon de 400 m. le second de 800 et dont le centre indique la future localisation du camp de Bourj El-Barajneh.

Fond de plan : « Beyrouth sud-ouest » - 1945, élaboré par le Service géographique des FFL, original au 1/10 00, modifié par Nicole Tabet. 2018.



L'environnement voisin du camp

Comme le montre la carte de la figure 42, en 1945, la Zone des sables sur laquelle se situe le camp, n'est pas encore urbanisée et les sables s'étendent jusqu'au littoral. Le tissu urbain est discontinu et dominé par la présence de vergers de citronniers, d'orangers et d'oliviers illustrés par des lignes discontinues sur les figures 42 et 43.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

A Bourj El-Barajneh apparaissent, sur la carte de la figure 43 datant de 1945, les deux quartiers (repectivement du Nord au Sud) de Menchiya et d'Aïn es Sekka, quartiers ajourd'hui au voisinage du camp (figure 43).

Figure 43. Le voisinage du camp de Bourj El-Barjaneh en 1945

Le centre des cercles, le premier de rayon de 400 m et le second de 800 m, indique la future localisation du camp.

Fond de plan : « Beyrouth sud-ouest » - 1945, élaboré par le Service géographique des FFL, original au 1/10 00, modifié par Nicole Tabet, 2018.



Comme le montre la figure 44, en 1962, la zone est encore légèrement urbanisée. Le boulevard de l'Aéroport ainsi que l'aéroport sont déjà en place. Le boulevard est relié à l'est de la zone, au village de Bourj El-Barajneh par une pénétrante. A l'ouest, il est déconnecté de l'urbanisation au niveau du littoral : les sables sont presque vides et n'accueillent que l'AIB et le quartier irrégulier d'Ouzaï. Horch El-Qatil n'est alors qu'une forêt de pins. Les dunes de sables autour de l'aéroport sont peu urbanisées. A l'est du boulevard de l'Aéroport, les terrains sont moyennement urbanisés et accueillent déjà le noyau du quartier irrégulier de Raml. Le réseau des voies des villages est bien développé

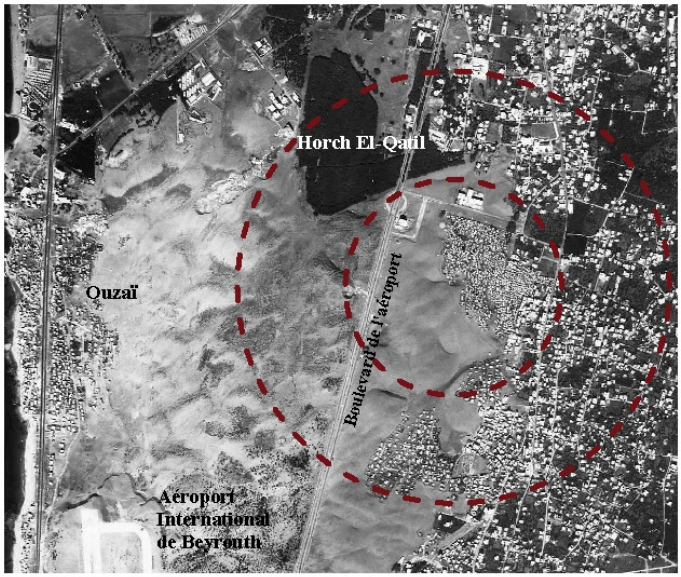
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

et continu avec comme axe principal de la zone, la rue Haret Hreik. Certains tronçons du village de Bourj El-Barajneh sont unilatéralement bâtis mais la majorité sont bilatéralement bâtis. Le tissu urbain du village s'est densifié et contraste avec le tissu du camp dont l'emprise au sol du bâti est beaucoup plus petite. Les sables proches du camp sont encore vides. Les terrains situés entre le camp et les quartiers irréguliers voisins sont vides et ne comptent que quelques bâtiments.

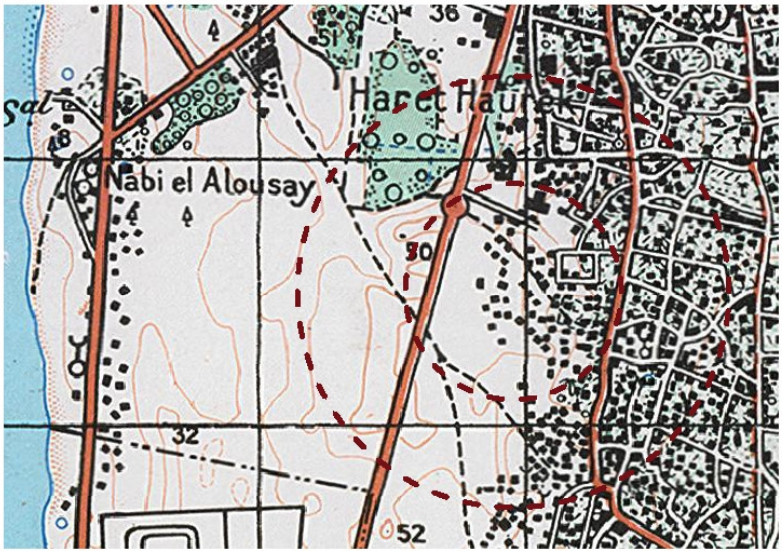
Figure 44. Le camp et son environnement voisin au début des années 1960

Fond de plan : (1) « Beyrouth » - 1963, Direction des Affaires Géographiques et Géodésiques, 1963, original au 1/50 000 et (2) contact à la municipalité de Bourj El-Barajneh, modifié par Nicole Tabet. 2018.

Photo aérienne de la zone d'étude en 1962
Fond de plan : contact à la municipalité de Bourj El-Barajneh, 1962.



Carte de la zone d'étude en 1963.
Fond de plan : "Beyrouth", Direction des Affaires Géographiques et Géodesiques, 1963, original au 1/50 000.



NORD
Ech
1/20 000

L'environnement immédiat du camp

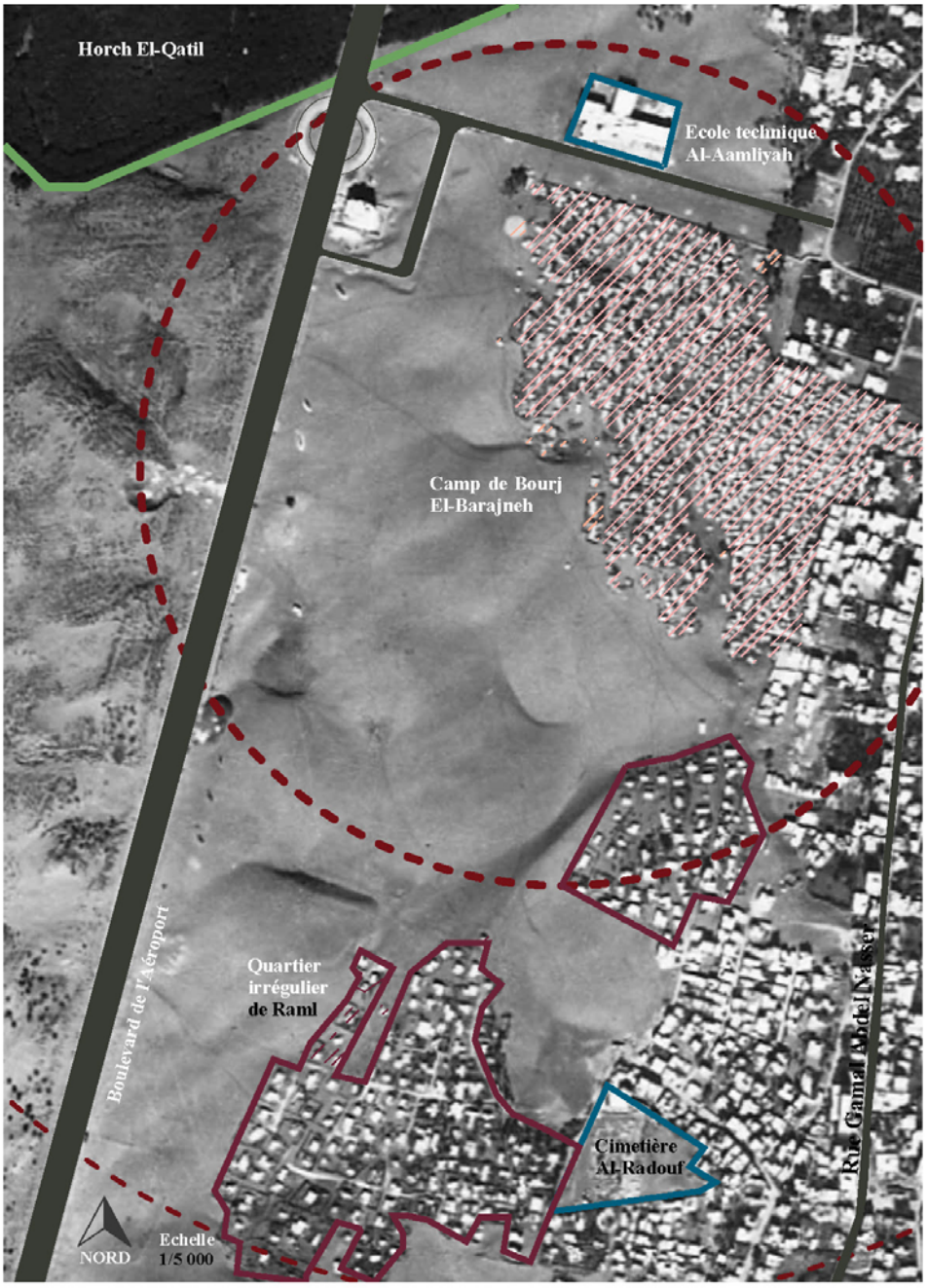
En 1960, le camp s'étale mais n'occupe pas encore toute la surface vide qui l'entoure (figure 45). Il n'a pas encore atteint la limite tracée par le boulevard de l'aéroport à l'ouest. Au nord, une limite virtuelle est tracée par une rangée d'habitations parallèle à la voie de

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

desserte de l'école technique Al-Aamliyah[101]. Même lorsqu'il s'étendra, plus tard, au-delà de ses limites d'origine, le camp ne dépassera pas cette limite Nord. Certains de ses habitants racontent qu'au niveau de cette limite, l'État avait construit durant les années 1960 un mur pour délimiter l'extrémité Nord du camp et empêcher son étalement (entretien avec Abou Jamil et Abou Jalal, deux habitants du camp, le 31 juillet 2016).

Figure 45. Le camp et son environnement voisin en 1962

Source de la photo aérienne : contact informel à la municipalité de Bourj El-Barajneh, modifiée par Nicole Tabet 2018.



[101] L´école technique Al-Aamliyah est construite au cours des années 1960 par le Conseil Supérieur Chiite – *« autorité chiite consultative qui sert de référence dans les domaines touchant de près ou de loin, directement ou indirectement, la communauté chiite libanaise».* Dans Harb El-Kak, 1996, p. 26.

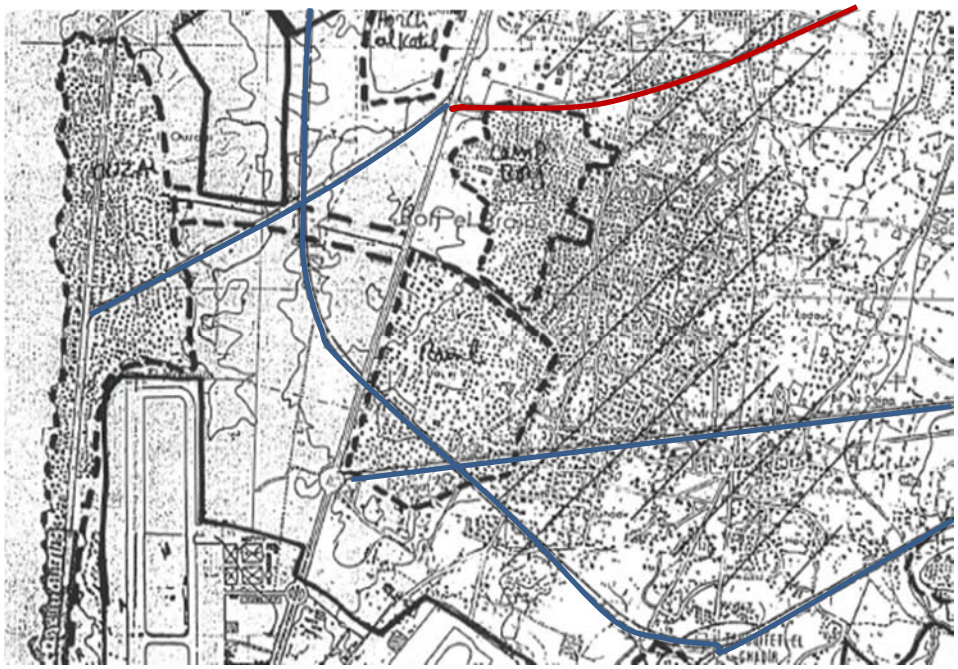
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

En effet, les autorités libanaises envisageaient, au cours des années 1960, de relier à cet endroit la localité de Hazmieh à la route de l'aéroport et aux banlieues sud de la capitale et donc de relier l'Est de la région au centre (figure 46). Le mur est supposé avoir été construit à cet effet, afin d'empêcher l'étalement du camp.

Figure 46. Tracé des grandes voies de circulation envisagées en 1964 pour desservir Beyrouth et ses banlieues

En rouge, l'infrastructure routière envisagée pour relier la localité de Hazmieh à la route de l'aéroport et aux banlieues sud de la capitale. En bleu, le reste des infrastructures routières envisagées à l'époque.

Carte extraite de Charafeddine, 1987, p. 53, modifiée par Nicole Tabet. 2018.



Comme le montre la figure 45, en 1960, les terrains autour du camp sont légèrement urbanisés, les constructions sont dispersées. L'environnement immédiat du camp en 1945 et en 1960 est légèrement construit. Le camp couvre une surface de 19,5 ha. et compte environ 400 habitations (Mauriat, 1997, p. 116). La faible emprise au sol des cabanes du camp contraste avec la forte emprise des bâtiments à l'extérieur. La surface des habitations dans le camp varie principalement entre 40 et 100 m^2. Les habitations à l'extérieur du camp couvrent des surfaces allant de 100 à 300 m^2. L'extension verticale du camp n'est pas encore déclenchée, les toitures en matériau dur étant interdites (Al-Hout, 2004, p. 30). D'après les données de l'UNHCR[102], sur une surface de 19,5 ha, un camp de réfugiés doit compter un maximum de 6500 personnes. En 1970, le camp compte 14000 habitants (Bourgey et Pharès, 1973, p. 114) soit 13,9 m^2/personne. Le rythme d'occupation du sol dans le camp est plus important qu'en dehors. L'étalement des

[102] Selon les normes de l'UNHCR, dans la planification d'un camp de réfugiés, on calcule une superficie minimale au sol de 30 m^2/pers. Deuxième édition publiée en 1999.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

habitations suit la logique de la pente. La seule entrée du camp est depuis la rue Gamal Abdel Nasser.

3.1.2. L'habitat du camp de Bourj El-Barajneh

La forme physique du camp va de pair avec sa forme temporelle : la pérennisation et l'enlisement d'une situation, à l'origine temporaire, dans les camps enclenchent des changements structuraux dans les représentations des habitants de leur espace de vie (Hinger, Schäfer et Pott, 2016). D'une part, les autorités libanaises continuent d'associer la temporalité de la présence palestinienne à la forme de l'habitat des camps : dans cette logique, la forme physique (les matériaux, le volume, la superficie, les techniques de construction, le revêtement des murs et du sol, l'isolation thermique, *etc*.) ne permet d'assurer qu'une présence temporaire des camps et donc de leurs habitants. Les toitures en béton sont donc interdites, annihilant ainsi la possibilité d'ajouter des étages. D'autre part, pour les réfugiés, le camp passe progressivement d'un espace temporaire d'attente à un espace permanent de vie ; en 1960 les réfugiés sont déjà installés, connaissent les lieux et cherchent à améliorer leurs conditions de vie (Sayigh, 2015, p. 94). Au terme d'un processus d'adaptation à la nouvelle situation à partir de 1948, marqué par une mobilité constante (volontaire ou non) entre camps, villes et villages (Doraï, 2006, p. 56), les réfugiés, douze ans plus tard, sont contraints de constater que l'exil se prolonge et que leur situation précaire se normalise et se pérennise.

Les habitations

La première préoccupation des réfugiés du camp est celle de leur habitation. Il n'est plus question d'un abri primaire pour se protéger contre les intempéries ou le soleil. Les habitants veulent améliorer leurs habitations, les agrandir, les isoler et les rendre étanches à la pluie. En 1957-1958, l'UNRWA, avec l'accord des autorités libanaises, fournit aux réfugiés des camps des planches de tôle et des blocs de parpaings creux. Les tentes en tissu et les baraques bricolées font alors place à des habitations en murs de parpaing couvrant la surface du module préexistant et aux toitures en tôle ondulée (Mauriat, 1997, p. 118). A la fin des années 1950, la forme des habitations s'homogénéise et passe d'une forme hétérogène en matériaux légers à une forme homogène et plus dure (figures 48 et 49) (Doraï, 2006, p. 56). La dimension verticale du camp reste limitée à un seul niveau et les toitures en béton restent interdites : en effet, un toit en béton permettrait l'ajout d'étages et d'habitants, ce qui serait signe d'une situation de moins en moins provisoire.

> *D'une manière générale, la surface des habitations reste régulière jusqu'en 1969. Pas de constructions, pas de toitures en béton, que du zinco. En 1969, la révolution palestinienne autorise la construction (en dur) et le camp connait une extension horizontale importante. (…) les bâtiments ne comptent qu'un seul étage jusqu'aux années 1980,* entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

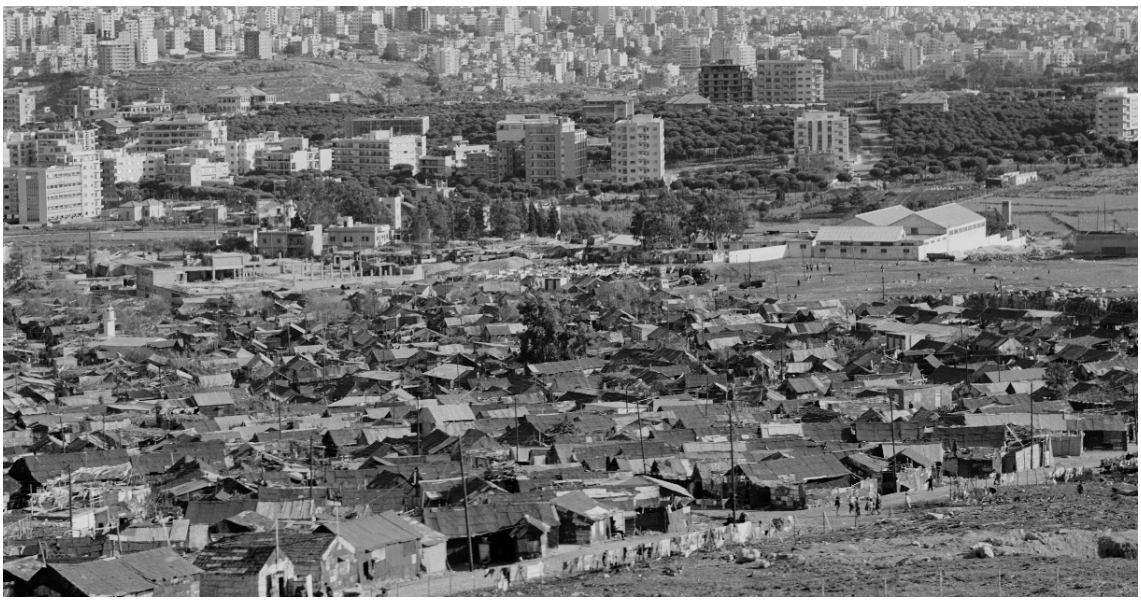
La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 47. Le paysage du camp de Tell Ez-Zaatar en 1969

En 1969, les camps connaissent une période de transition. Du contrôle des autorités libanaises, ils passent sous le contrôle de l'OLP et des factions palestiniennes. Les habitations des camps sont, à la fin des années 60, composées de murs en parpaing ou en tôle et de toitures en tôles. Le paysage du camp de Tell Ez-Zaatar contraste avec le paysage de l'environnement voisin. Ce contraste n'est donc pas le résultat spatial d'un manque de moyen pour l'extension verticale, mais le résultat de directives gouvernementales visant à empêcher aux Palestiniens de rendre permanentes leurs habitations et donc leur présence.

Source : photographe inconnu, archives de l'UNRWA, 1966.



Sous le mandat chéhabiste, la police libanaise contrôle les transformations des habitations dans le camp. Ces contrôles marquent tellement cette période que les réfugiés l'appellent la « période de l'État » ou les « jours de l'État » : *Ayyam el-dawle.* La moindre tentative de transformation de l'habitation requiert alors une autorisation (Sayigh, 2015, 79-82).

> *« Pour mettre un simple clou de fixation du toit en zinc, il faut obtenir la permission du DB, de la Direction Générale et de la police. Si tu as la chance d'avoir obtenu ce permis, c'est parce que tu as dû leur payer de l'argent ; tu les as suppliés et peut-être as-tu été obligé de leur donner quelques noms. Ils voulaient les noms des personnes impliquées dans la cause (...) »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, entretien avec Jihad Bisher, dans Sayigh, 2015, p. 82).

> *« Les policiers! Est-ce qu'une femme pouvait nettoyer devant sa porte ? Elle n'osait pas. Si le toit de tôle s'envolait, est-ce qu'on osait le clouer? Jamais ! Ils venaient arrêter le propriétaire, l'emprisonnaient et lui imposaient une amende de 20 L.L. (...) La police et le DB surveillaient le camp jour et nuit. (...)* » (traduit de l'anglais par N. Tabet, entretien avec Umm Ghanem, dans Sayigh, 2015, p. 83).

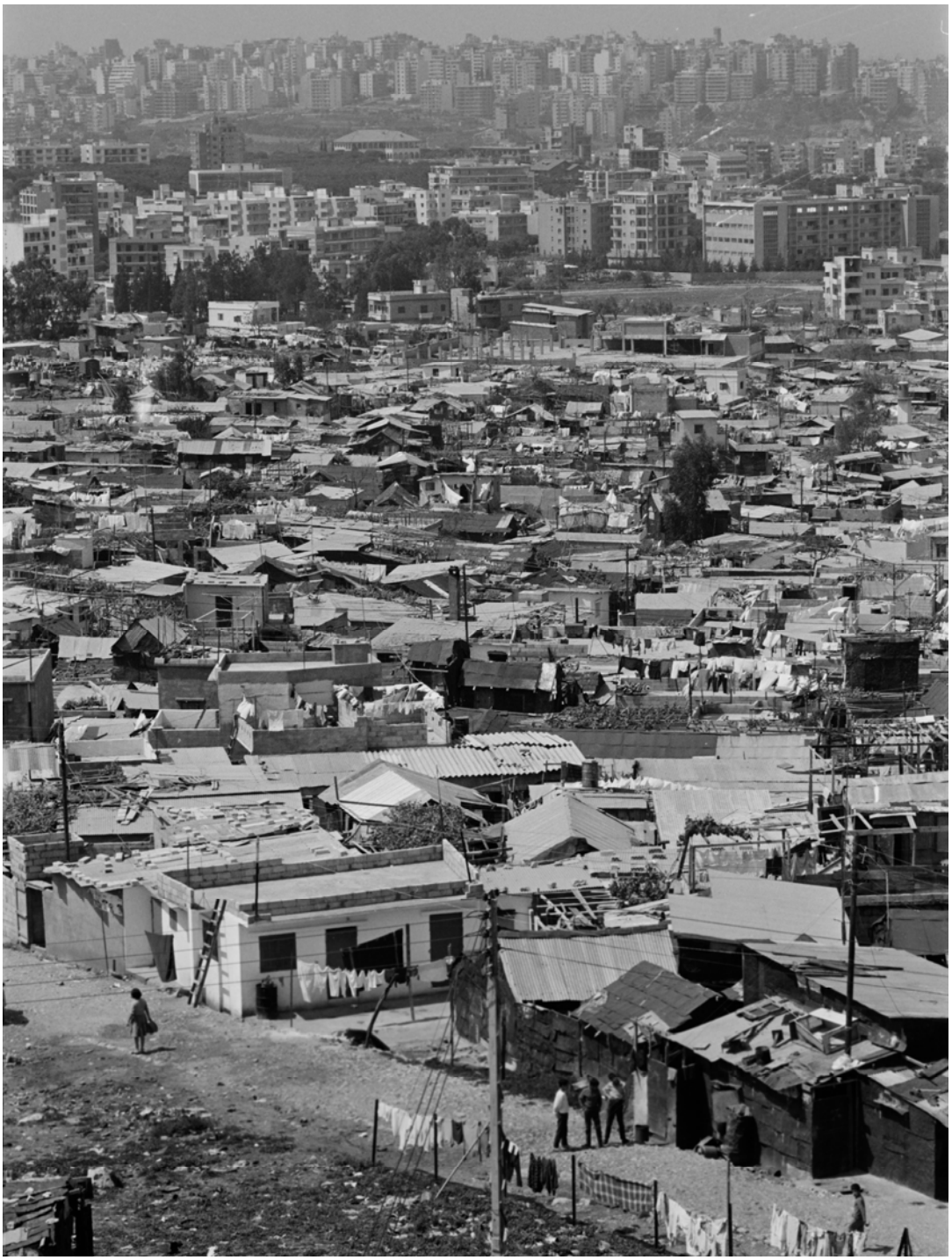
La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 48. Forme physique de l'habitat des camps de réfugiés palestiniens des banlieues de Beyrouth ; le cas du camp de Tell Ez-Zaatar en 1971

Le camp est installé sous forme de tentes en 1949-1950. Deux décennies plus tard, à part les quelques aux toitures en béton, la forme physique du camp est principalement composée de murs en parpaing et de toitures en tôle. Les habitations du camp contrastent avec l'étalement urbain de la ville vers l'Est, composée de bâtiments de 5 à 6 étages. Ce contraste est la manifestation spatiale des interdictions imposées aux camps de s'étendre verticalement. Le camp sera entièrement détruit suite au siège de 52 jours à l'été 1976.

Source : Roupen Vosguimoroukian, archives de l'UNRWA, 1971.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Les réseaux

Avec la pression de l'exode vers Beyrouth, les camps de la banlieue se trouvent rapidement trop peuplés et, vers le début des années 1960, présentent toutes les caractéristiques des bidonvilles urbains (Sayigh, 2015, p. 66). Les voiries sont encore inexistantes ; à Chatila comme à Bourj El-Barajneh, les habitations sont plus petites et plus encombrées que dans d'autres camps, le vide entre les habitations - et donc les futures voiries – est plus étroit que dans les autres camps où les réfugiés disposent d'un jardin ou d'une petite cour (figure 49). À Bourj El-Barajneh, les habitations ne suivent pas la logique d'un réseau de voirie préexistant. Les réfugiés bricolent un réseau d'eaux ménagères et d'eaux usées. Grâce à des pots-de-vin, certains réussissent à creuser leurs propres fosses septiques (Sayigh, 2015, p. 82).

Le cimetière

Jusqu'en 1961-1962, les habitants du camp de Bourj El-Barajneh enterrent leurs défunts dans le cimetière Al-Radouf, un cimetière chiite situé à l'extérieur du camp (figure 45). Le cimetière Al-Radouf, comme la mosquée Al-Radouf, est un espace officieusement réservé aux familles originaires de Bourj El-Barajneh (Charafeddine, 1987, p. 41-2). En 1961-1962, les *ahel* (les familles originaires) de Bourj El-Barajneh contestent le partage du cimetière, avec les habitants du camp dont le nombre ne cesse de croître. Leur peur est de ne plus avoir de place pour leurs défunts. Ils contestent, au début des années soixante, l'enterrement d'un Palestinien et le maire Al-Sabeh intervient pour résoudre le conflit. Il met à disposition des habitants du camp un terrain devant servir la fonction de cimetière : le cimetière Al-Raml. Celui-ci se situe à côté de la mosquée Al–Raml réservée aux familles migrantes libanaises durant cette période, à environ 700 m. du camp. C'est là que les Palestiniens, et certains Libanais enterreront leurs défunts durant les années 1960 (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016).

Le statut foncier des parcelles

Selon un membre de la municipalité, le camp occupe des parcelles de deux types : d'une part celles sur lesquelles se sont installés les réfugiés dès les premières années d'exil – la parcelle 1229 et dont le propriétaire ne peut plus réclamer la propriété, avec le prolongement de la situation. D'autre part, les parcelles occupées suite aux extensions du camp – la parcelle privée 1228 - revendiquées par la municipalité comme terrain *mouchaa*[103] durant les années 1950 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 94-5) et qui restent en indivision jusqu'aux années 1970, à partir desquelles le terrain est divisé en une cinquantaine de parcelles (2999, 3000, 3001, 3002, *etc*.)[104].

[103] Terrain dont le domaine d'usage est collectif et relève à partir 1971 du domaine privé municipal.
[104] Suite à la décision du juge foncier Philippe Khairallah. Entretien avec Bilal, le 13 août 2016 à la municipalité de Bourj El-Barajneh.

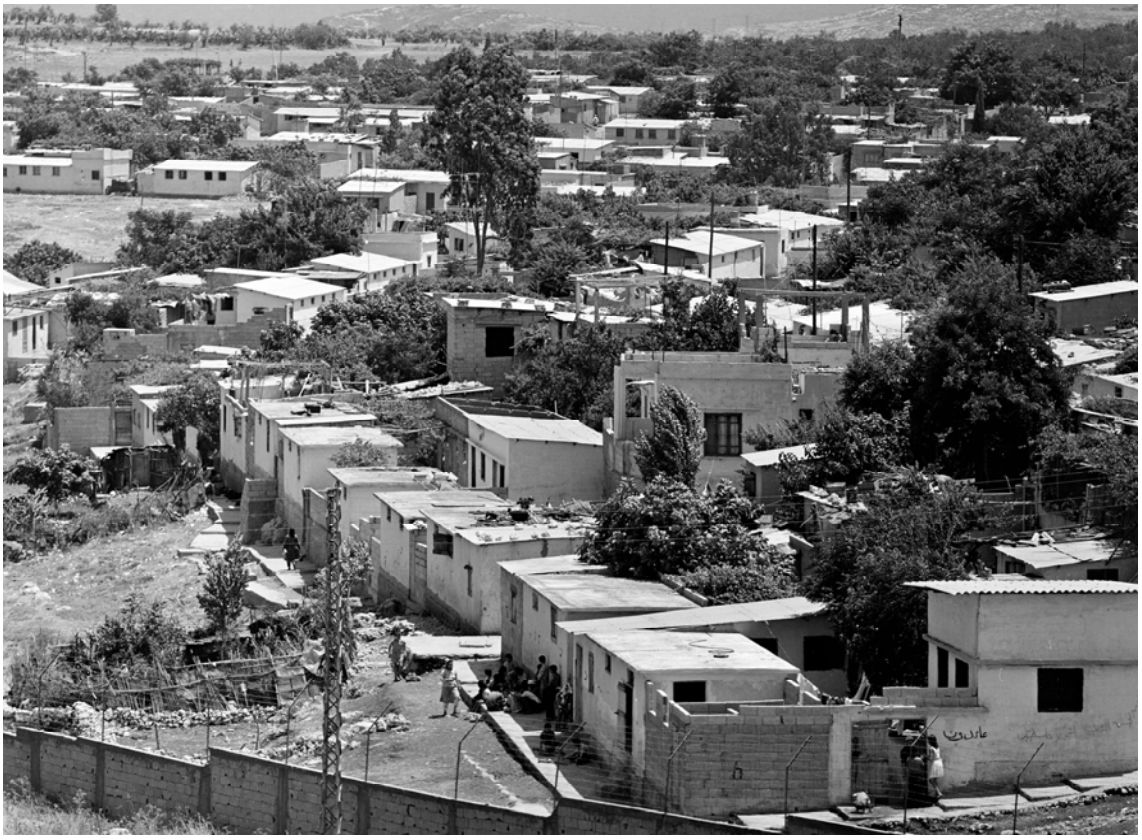
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 49. L'habitat du camp de Beddawi à la fin des années 60

Le camp de Beddawi est situé au nord du Liban à environ 4.5 km de la ville de Tripoli.

Source : de haut en bas, (1) photographe inconnu, (2) Georges Nehme, archives de l'UNRWA, 1969.





© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.1.3 L'habitat du camp de Chatila

Dès les années 1950, le camp de Chatila dépasse les limites de sa parcelle initiale, la parcelle 287. Il reçoit au cours de cette période deux vagues principales de palestiniens : les réfugiés en provenance du camp de Anjar suite aux affrontements entre Arméniens et Palestiniens ; et les réfugiés des camps du Sud suite à la décision en 1955 des autorités libanaises d'éloigner d'un minimum de 10 km les Palestiniens de la frontière afin d'éviter les infiltrations. Cette décision force 9000 Palestiniens à se déplacer et rechercher de nouveaux lieux de vie (Gilroys, 1955, p. 3). A ces mouvements contraints s'ajoutent les migrations économiques de familles palestiniennes vers Beyrouth.

> *« Le travail est plus facile à trouver. La ville est très proche, tu peux faire tes allers retours à pied sans devoir payer de transport. C'est la ville, la capitale ! Tout est plus proche, (...), les médecins, l'UNRWA, tout »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, entretien avec Abu Turqi, dans Sayigh, 2015, p. 75).

> *Une grande partie des gens préfèrent habiter dans la capitale. Ici, on peut tout trouver (...). Ici, il y a tout, les hôpitaux, les écoles, tout. Et surtout, l'offre de travail,* entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Cet afflux de nouveaux réfugiés est encouragé par le directeur du camp, Abu Kamal qui veut faire croître la population du camp. Abu Kamal voit dans le poids démographique du camp un outil de pouvoir et un moyen d'obtenir une reconnaissance officielle. Abu Kamal est conscient de l'importance de la localisation du camp, proche de Beyrouth, et veut le maintenir à sa place (Sayigh, 2015, p. 84). Il est également conscient de la visibilité qu'a le camp sur le boulevard de l'Aéroport et de la volonté des autorités de s'en débarrasser. Il va donc jusqu'à encourager l'installation des Palestiniens à l'extérieur des limites originelles du camp, au risque que ces extensions provoquent la réaction des propriétaires ou des autorités (Sayigh, 2015, p. 75). Le camp déborde au-delà de la route de Saïda, occupant des parcelles de l'autre côté de la route. A cette extension n'est opposée aucune résistance de la part des propriétaires, à l'exception du propriétaire de la parcelle 262, qui réclame son terrain au début des années 1960 (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 182-6). La vitesse d'occupation est ralentie dès 1960 ; les autorités libanaises interviennent et gèlent le transfert des enregistrements vers les camps de Beyrouth.

Note conclusive

Au cours de cette deuxième décennie, la transfomation de l'habitat du camp de Bourj El-Barjaneh suit la logique des bouversements politiques régionaux. La montée du Nassérisme panarabe, le soutien de l'Opposition libanaise à la cause palestinienne et la montée en puissance des factions palestiniennes renforcent d'une part le contrôle du camp et sa surveillance par le DB, et de l'autre conduisent à la politisation de ses habitants. Dans le camp, cela se traduit par des restrictions quant à l'extension verticale de son bâti

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

alors que horizontalement, il s'étend et occupe des terrains vides, allant jusqu'à se mélanger aux quartiers irréguliers voisins. A la fin des années 60, le désespoir au retour pousse les réfugiés à améliorer l'habitabilité de leur logement. Le désespoir au retour pousse les habitants à s'engager dans une lutte, armée ou pas, pour tenter de libérer la Palestine occupée et à la fin des années 60, le facteur palestinien devient un acteur de la politique libanaise.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 5. Le camp palestinien : de l'autonomisation à la destruction (1969 – 1989)

Contrairement aux deux décennies précédentes pendant lesquelles l'opposition des Palestiniens à l'opression des autorités libanaises est insignifiante, l'histoire palestinienne au Liban durant cette période est jalonnée de luttes et d'affrontements violents, d'expulsions et de destructions. La déliquescence du mouvement nassériste à partir de 1967, la signature des Accords du Caire en 1969, puis l'expulsion jordanienne de l'OLP en 1971 mènent à la restructuration du mouvement national palestinien à partir du Liban. La politique de surveillance accrue des Palestiniens et des camps par les autorités libanaises contribuent à une politisation toujours plus intense de la question des réfugiés et de leur autonomisation à partir de l'année 1969 qui verra notamment l'OLP obtenir son droit à l'autodétermination, à l'autonomisation et à l'installation de bases militaires et sociales. C'est la période dite de *« l'émancipation des camps de réfugiés à l'égard de l'État libanais »* (Kodmani-Darwish, 1997, p. 72), période durant laquelle les pouvoirs libanais se retirent des camps laissant la place à l'OLP et sa direction.

L'arrivée de l'OLP et de ses services dans les camps contribuent à la transformation des camps en des zones de sécurité relative : les Palestiniens peuvent désormais s'engager politiquement, parler ouvertement dans l'espace public et utiliser des infrastructures qu'ils contrôlent (Weighill, 1997, p. 300). Mais la montée en puissance militaire de l'OLP et son alignement avec les partis de l'Opposition libanaise exacerbent les divisions communautaires (Khawaja, 2011, p. 27). Et pendant ces deux décennies, les camps deviennent le terrain privilégié de la confrontation entre, d'une part, l'Etat et la communauté chrétienne libanaise - rejoints ensuite par la communauté chiite - et, d'autre part, la présence militaire palestinienne sur le territoire (Kodmani-Darwish, 1997, p. 69).

1. La dissolution de l'Etat

Les événements régionaux, au lendemain de la guerre de 1967, vont affecter profondément la stabilité du Liban pour les décennies à venir et « *l'Etat [libanais] n'existe plus que dans la forme dès les années 1966-1967*» (Corm, 2012, p. 114). La défaite des armées arabes en 1967 met en exergue la faiblesse du nationalisme nassériste face à Israël (Hamid, 1975, p. 98). Aligné sur la politique égyptienne, le Liban est fragile pour surmonter la crise et connaît d'importantes mutations confessionnelles, socio-économiques et géopolitiques. L'opinion libanaise se divise alors en deux entre la mouvance pro-occidentale anti-panarabiste d'une part, et les partisans du mouvement panarabiste d'autre part. L'anti-panarabisme au Liban se concrétise par une alliance des trois principaux partis chrétiens : *Al-hilf Al-thulathi* composé des Phalanges, du Parti National Libéral et du Bloc National. A l'inverse, les partis de gauche et ceux issus du

© 2020 Tous droits réservés.

nationalisme arabe se regrouperont autour de Kamal Joumblatt, ministre de l'intérieur de l'époque (Kassir, 2012, p. 629-37).

La défaite de 1967 marque une rupture dans la dépendance de la résistance palestinienne au Nassérisme et aux autres États arabes. La déliquescence du mouvement nationaliste arabe et le vide politique qui s'ensuit laisse place à une montée en puissance du mouvement national palestinien (Joffé, 1983, p. 166 ; Kassir, 2012, p. 626-7). La résistance palestinienne compte davantage sur elle-même pour renforcer son identité nationale et conquérir l'Etat d'Israël (Forsythe, 1983, p. 95). Au Liban, dans un contexte de fragilisation du chéhabisme, cela se traduit par une liberté d'action militaire des feda'yyins dans le Sud : la frontière Sud devient le principal front de la lutte armée palestinienne avec 28 opérations lancées en 1968 contre 150 en 1969 (O'Neil, 1978, p. 242, cité dans Kassir, 2012, p. 631). Le Liban subit alors les attaques et les contres–attaques palestiniennes et israéliennes[105], et la situation politique se détériore rapidement. Les actions des feda'yyins, seule force capable de *« prendre le relais du Nassérisme »* (Kassir, 2012, p. 648)[106], sont soutenues par les partis de gauche libanais et qui vont jusqu'à déstabiliser l'autorité de l'État et de l'armée libanaise : *« l'armée ne pouvait chercher à s'imposer aux feda'yyins sans encourir le risque d'une guerre civile qui ruinerait son* unité » (Kassir, 2012, p. 635). A contrario, la petite et la moyenne bourgeoisie chrétienne libanaise condamne les activités militaires palestiniennes (Kassir, 2012, p. 632-3). La situation entre les deux clans s'aggrave et de violents affrontements éclatent entre des factions palestiniennes et l'armée libanaise à l'automne 1969. Pour mettre fin aux affrontements, la Syrie attaque l'armée libanaise à la frontière via sa faction palestinienne El-Sa'iqah. Usant de pressions économiques et politiques, elle réussit à paralyser le gouvernement libanais et le pousse à un accord avec la présence palestinienne armée sur son territoire. Le 3 novembre 1969, sous la présidence de Charles El-Helou (1964-1970), le Liban signe avec l'OLP les Accords du Caire (Corm, 2012, p. 115).

1.1. Les Accords du Caire

Les Accords sont signés par le chef de l'armée, le général Boustani (1965-1970) et le chef de l'OLP Arafat sous l'égide du président égyptien Abdel Nasser (Corm, 2012, p. 115). Accords les plus marquants pour l'avenir politique du Liban, ils donnent à la résistance palestinienne des droits incompatibles avec la souveraineté du pays. Le Liban autorise la présence palestinienne armée sur son territoire, accepte les opérations militaires menées par l'OLP depuis son territoire et permet l'installation des bases militaires de l'OLP dans certaines régions du Sud. A son tour, l'OLP reconnaît la

[105] C'est le cas par exemple de l'attaque israélienne de l'AIB en décembre 1968 en réponse à l'attaque palestinienne à Athènes.
[106] La majorité villages du sud assure aux feda'yyins un environnement propice à leur installation. Pour ces ruraux, les feda'yyins - nouveaux gardiens de l'arabisme, sont leurs sauveurs de la loi de l'armée et du contrôle des grandes familles féodales. Dans Kassir, 2012, p. 631-632.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

souveraineté du Liban et doit coordonner avec l'Etat libanais pour mener ses opérations (Khawaja, 2011, p. 25).

Avec ces accords, le Liban accepte l'exercice de certains droits extraterritoriaux dans les camps (Kliot, 1986, p. 209-11). Il reconnaît l'autonomie palestinienne des camps qui passent sous la direction de l'OLP et du Commandement de la Lutte Armée Palestinienne (CLAP) (Roberts, 2010, p. 81 ; Y. Sayigh, 1999, p. 192). Pour les Palestiniens, ces accords sont une forme de libération de la domination libanaise. Pour les Libanais, ces accords, largement consentis dans les milieux pro-palestiniens, sont vécus comme *« une violation insupportable de l'intégrité libanaise »* dans les milieux chrétiens (Malsagne, 2014, p. 28-9). Les accords redéfinissent également la situation sociale des réfugiés : sa première clause traite de la résidence, de la libre circulation et du droit au travail des Palestiniens, et les réfugiés ont désormais le droit de travailler, de former des comités dans les camps et de participer à la lutte armée (Peteet, 1996, p. 28 ; Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 384).

1.2. L'arrivée des combattants palestiniens au Liban

Dès 1967, la Jordanie voit se développer sur son territoire un pouvoir politico-militaire palestinien alors que le roi veut mettre fin à toute menace contre sa souveraineté (Picaudou, 1989, p. 176-9). Le rejet par la résistance palestinienne du règlement du plan Rogers entre la Jordanie, l'Egypte et l'Israël se traduit par des affrontements entre les forces armées palestiniennes et l'armée jordanienne, et conduit à l'expulsion de l'OLP du royaume en 1971 (Picaudou, 1989, p. 178-9). Les structures et les combattants de l'OLP s'installent à Beyrouth : ailleurs, toutes les portes leur sont fermées (Al-Hout, 2004, p. 44 ; Kassir, 2012, p. 639). Le nouveau président égyptien Al-Sadate rompt avec l'Union Soviétique après la mort de Nasser en 1970 et la Syrie ferme ses frontières aux opérations des commandos après l'arrivée au pouvoir de Al-Assad la même année (Kassir, 2012, p. 638-9). L'OLP se dirige donc vers le Liban qui, à travers les Accords du Caire, démontre sa tolérance vis-à-vis de la présence armée palestinienne (Corm, 2012, p. 115). Le gouvernement libanais, passif à leur arrivée, ne prend aucune mesure pour empêcher l'installation des bases militaires. Ces combattants ont un impact direct sur la radicalisation du reste de la communauté et viennent densifier la population des camps (Khawaja, 2011, p. 26). Israël, quant à lui, tient le gouvernement libanais responsable des actions des feda'yyins depuis son front et multiplie les attaques : on compte en moyenne 1,4 attaques par jour entre 1968 et 1974, et 7 par jour entre 1974 et 1975[107]. Le poids de la présence de l'OLP, à la fois politique, sécuritaire et démographique[108], se fait de plus en plus ressentir au sein de l'armée libanaise et des milices chrétiennes (Kassir, 2012, p.

[107] Statistiques de l'armée libanaise, *Fiches du monde arabe*, Beyrouth, n°933, dans Kassir, 2012, p. 640.
[108] Durant ces années, la population palestinienne constitue 16% des résidents beyrouthins et 10% à l'échelle nationale, dans Bourgey, 1985, p. 4.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

639). La fracture politique entre partisans et opposants à ces activités s'aggrave et finit par conduire le pays à la guerre civile de 1975 (Y. Sayigh, 1999, p. 358-9).

1.3. Le début de l'effondrement

Si les Accords du Caire réussissent à instaurer un calme relatif au cours des premières années, ils mènent par la suite à la radicalisation des mouvements palestiniens et des milices chrétiennes et chiites (Kassir, 2012, p. 636-7 ; Malsagne, 2014, p. 30).

1.3.1. Le catalyseur palestinien

Dans le Liban des années 1970, la résistance palestinienne jouit d'une autonomie sans équivoque : les accords ne sont pas respectés et un véritable "Etat dans l'Etat" émerge à partir des camps palestiniens de Saïda, de Tyr et de Beyrouth (Said, 1982, p. 209, Kliot, 1986). Elle devient un des principaux acteurs de la politique libanaise et le centre autour duquel la gauche libanaise gravite (Kassir, 2012, p. 649 ; Doraï, 2006, p. 143-4). L'armée libanaise est impuissante face aux tensions internes et externes. Le gouvernement se voit contraint de démissionner. Pour les partis conservateurs chrétiens, la présence armée palestinienne constitue une menace à la souveraineté du pays. La région du Mont-Liban, et en particulier les districts de Maten, Keserwan, Byblos, Batroun et l'Est de Beyrouth, se transforme elle aussi en un mini-Etat chrétien (Kliot, 1986, p. 209-11).

> *« La Résistance exige que nos frontières soient une base pour ses opérations, elle nous impose une sorte d'occupation et nous conduit au combat »,* Pierre Gemayel, fondateur du parti des Phalanges, 1972 (Khawaja, 2011, p. 34-5).

Les attaques lancées depuis le Sud pendant près d'une décennie n'ont pas porté un seul coup sérieux à Israël et l'impuissance des feda'yyins à protéger les populations locales nourrit le souhait de les voir partir (Kamm, 1972, p. 15). La situation se dégrade dans les villages du sud qui subissent les conséquences du conflit entre feda'yyins, forces israéliennes et armée libanaise (Tanner, 1974, p. 1 et 10 ; De Onis, 1975, p. 3).

1.3.2. Une division droite-gauche

L'OLP contribue au rapprochement des partis de la gauche libanaise et la multiplication des mouvements étudiants inspirés par les évènements de Mai 68, aggravant ainsi la relation entre la gauche et l'armée libanaise (Khawaja, 2011, p. 31). Ces militants anti-impérialistes et pro-palestiniens revendiquent également des réformes politiques en vue de donner plus de pouvoir à la communauté musulmane - et en particulier chiite - sous-représentée dans les fonctions publiques. Devenue majoritaire, cette dernière appelle à une nouvelle répartition du Parlement plus en adéquation avec la réalité démographique. Les partis chrétiens refusent toute réforme par crainte de perdre leur pouvoir politique (Kliot, 1986, p. 209-11). La situation est très tendue et se reflète sur le terrain par l'érection de barricades dans les quartiers chrétiens et musulmans (Kassir, 2012, p. 643-51).

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.3.3. Des tensions communautaires

Alors qu'au début des années 1970 le clivage libanais n'a pas encore vraiment pris son aspect communautaire et s'apparente davantage à un clivage politique droite-gauche, c'est bien sa composante communautaire qui dominera par la suite (Corm, 2012, p. 116). La structure socio-économique de la société avec une hégémonie chrétienne sur les autres communautés va jouer un rôle majeur dans le déclenchement de la guerre civile en 1975 (Barakat, 1979, p. 3, cité dans Kliot, 1986, p. 209). Une véritable lutte des classes apparaît dans le pays où seulement 4% de la population contrôle les principales activités économiques (Martin, 2015, p. 9-18). Du fait des récents événements politiques, la situation économique se détériore et le coût de la vie double entre 1967 et 1975. Le système socio-économique inégal et l'augmentation du coût de la vie accentuent les inégalités sociales desquelles transparaissent également les inégalités communautaires (Khawaja, 2011, p. 32-3).

1.4. Les épisodes de la guerre civile libanaise

La guerre civile libanaise de 1975 sera le résultat de trois rivalités principales exacerbées par deux interventions étrangères – israélienne et syrienne - dans les affaires du pays : une rivalité communautaire entre Palestiniens et Libanais, une rivalité politique entre la gauche et la droite, et une rivalité confessionnelle entre musulmans et chrétiens (Kassir, 1984, p. 8-28, dans Doraï, 2006, p. 145). Au cours de cette guerre, l'image des Palestiniens – entre victimes et responsables- varie selon les épisodes et les rivalités.

Le 13 avril 1975 marque le début de la guerre : lors de l'inauguration d'une église à Ein El-Remmaneh, une tentative d'assassinat est perpétrée contre le leader des Phalanges P. Gemayel et quatre de ses gardes du corps sont assassinés. Les phalangistes accusent les Palestiniens et contre-attaquent le même jour lors d'un attentat contre un bus de Palestiniens en direction du camp de Chatila qui fera 27 morts (Kassir, 2012, p. 682 ; Khawaja, 2011, p. 37). Ce jour marque l'ouverture des hostilités entre les mouvements armés palestiniens et l'alliance des partis de la gauche d'une part, et l'alliance des partis chrétiens de l'autre (Corm, 2012, p. 117 ; Khawaja, 2011, p. 36). Les affrontements commencent au niveau des quartiers et gagnent rapidement le cœur de la capitale : Beyrouth est divisé en deux par la ligne de démarcation, Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest (Kassir, 2012, p. 682) (figure 50). Au cours de ce premier épisode de la guerre, les Phalanges sont critiquées pour avoir assassiné des civils Palestiniens et le ministre K. Joumblatt appelle le gouvernement à boycotter ce parti. Nombre de ministres maronites (phalangistes) démissionnent alors et le gouvernement de Rachid El-Solh tombe. Les Palestiniens sont considérés comme les victimes d'un massacre (Khawaja, 2011, p. 38-9). Cet épisode se traduit par la polarisation confessionnelle des villes et des villages, et 600 000 personnes sont déplacées de force dans le pays. Beyrouth-Est et sa banlieue sont vidées de leurs habitants musulmans et des camps de réfugiés et Beyrouth-Ouest se sépare de sa communauté chrétienne (Kliot, 1986, p. 209-11).

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.4.1. Les camps de l'agglomération beyrouthine dans les premières années de guerre

En janvier 1976, soutenues par l'armée syrienne, les milices chrétiennes ont recours à de nouvelles formes de violence dont des sièges et des massacres successifs de camps palestiniens et de regroupements palestiniens de la banlieue Est de la ville. Les milices assiègent les camps de Tel El-Zaatar, de Jisr El-Bacha et de Dbayeh ainsi que plusieurs bidonvilles dont celui de Karantina (figures 51 et 52). Cet épisode de guerre constitue la base de la méfiance des Palestiniens à l'égard de la société libanaise. Un cordon sécuritaire autour des camps est alors mis en place pour protéger les populations palestiniennes (Khawaja, 2011, p. 41-2).

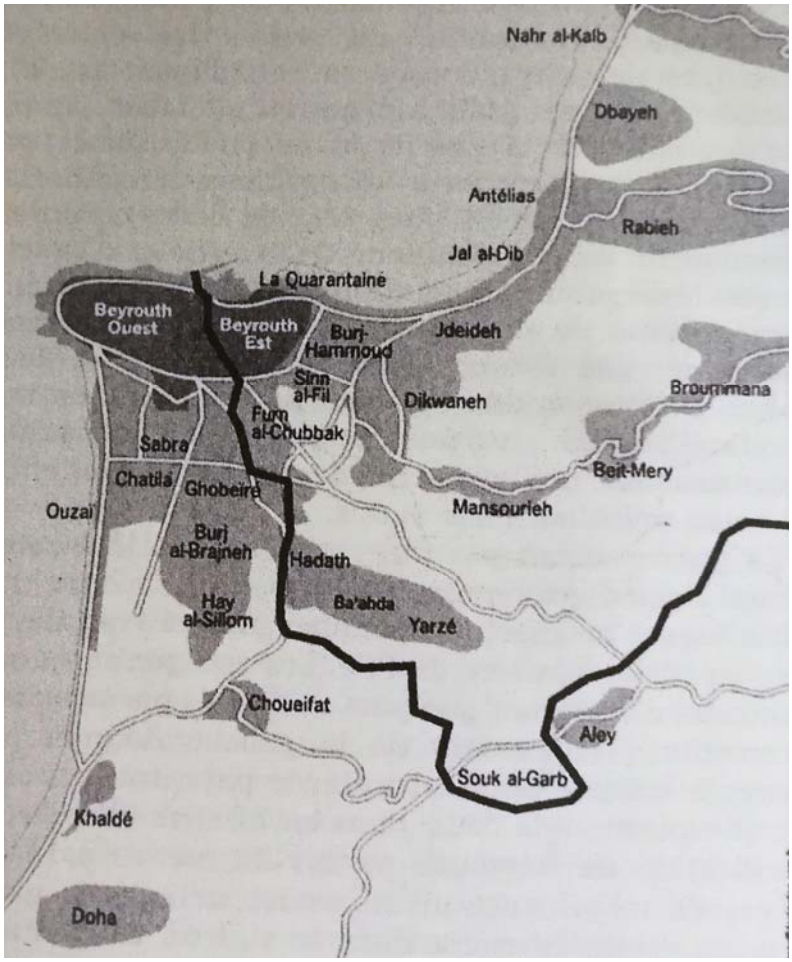


Figure 50. La ligne de démarcation Est-Ouest, appelée aussi ligne verte, vers la fin de la guerre libanaise

Source : Kassir, 2012, p. 683, cartographie par Alexandre Medawar.

Le massacre du camp de Tell Ez-Zaatar. Le camp est situé en « territoire maronite ». Dans le cadre de ses opérations de nettoyage, les milices chrétiennes assiègent le camp pendant deux mois à partir du 4 juin 1976. Le camp tombe finalement sous le commandement de Bachir Gemayel (Phalanges). Premier massacre de masse de Palestiniens, il fait environ 2200 morts sans distinction entre combattants et non-combattants (Khawaja, 2011, p. 42-3). Il témoigne de la vulnérabilité des Palestiniens dans les camps durant la guerre civile libanaise. Il déplace environ 15 000 habitants vers la banlieue sud-ouest de la ville (Khawaja, 2011, p. 42-3 ; Mauriat, 1997, p. 126-7).

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 51. Victimes du siège du camp de Tell Ez-Zaatar

Survivants de la famille de Safiah Hamad. *« On était une famille de 11 personnes. On travaillait dur mais la boucherie de mon mari nous assurait un bon niveau de vie. Maintenant, mon mari est mort. Mon fils ainé est mort. Tout ce qu'on avait a été détruit. On n'a plus de maison. Je ne peux pas soutenir ma famille toute seule. »* affime Safiah Hamad (archives l'UNRWA, unrwa.photoshelter.com).

Source : Myrtle Winter Chaumeny, 1977, archives de l'UNRWA.

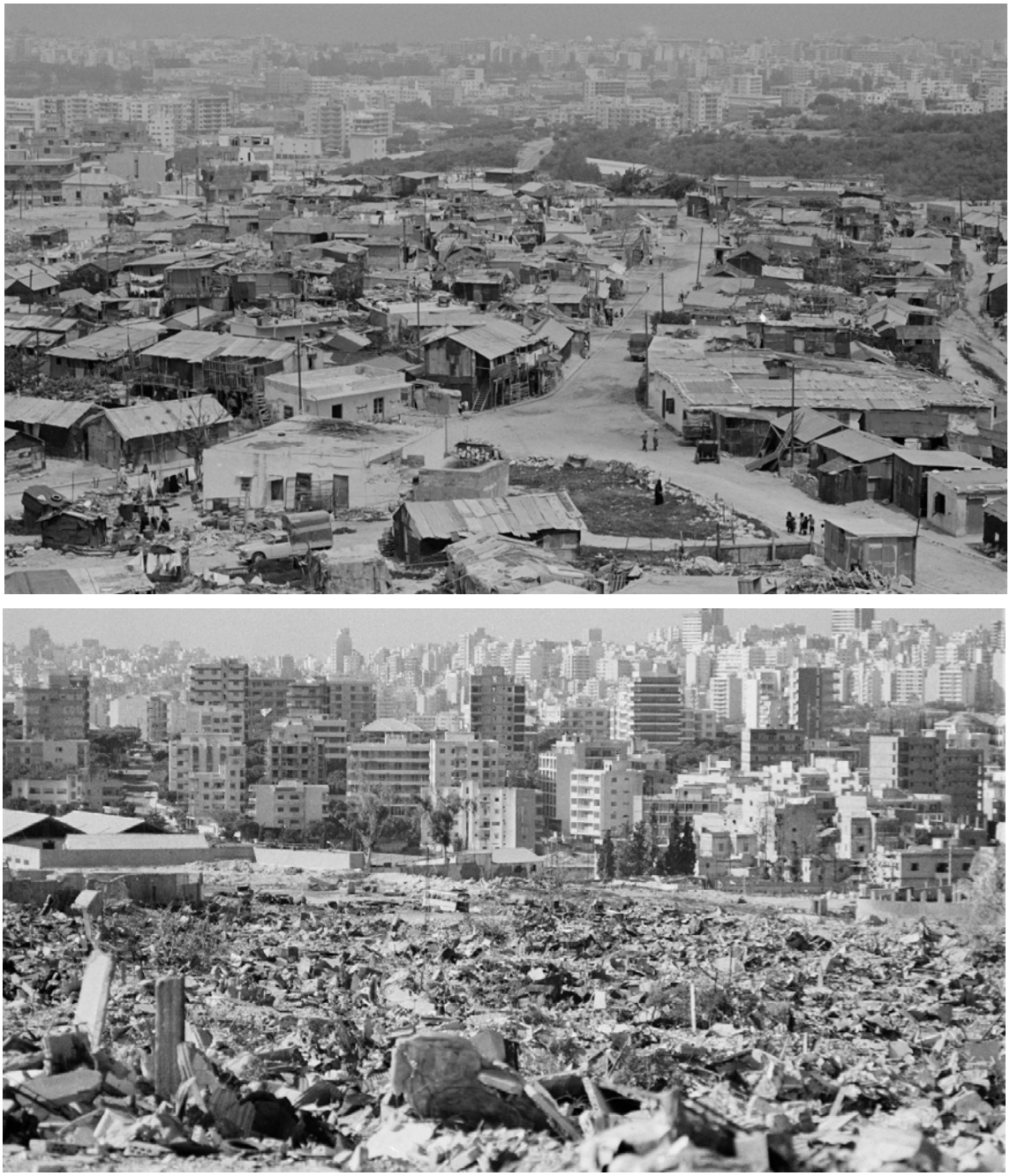


© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 52. Le camp de Tell Ez-Zaatar en 1971 et 1977

(1) En 1971, le camp contraste avec le paysage urbain de son entourage. Le camp présente toujours un bâti limité à un rez-de-chaussée reflet des politiques d'interdiction de l'amélioration des habitations dans les camps. (2) En 1977, le camp est complètement rasé au bulldozer (Charafeddine 1991, Massabni 1977, As-Safir 1983, dans Fawaz et Peillen, 2003, p. 16).

Source : (1) Roupen Vosguimoroukian, 1971, (2) photographe inconnu, 1977, archives de l'UNRWA.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.4.2. Intervention étrangère dans la guerre libanaise

La Syrie a toujours joué un rôle actif dans les affaires libanaises. L'enjeu prioritaire est la sécurité ; elle partage avec le Liban une longue frontière géographique. Le second enjeu est politique et économique ; elle instrumentalise le Liban dans sa confrontation militaire et diplomatique avec Israël (Picard, 1987, p. 22, cité dans Doraï, 2006, p. 147). Pour Al-Assad, le Liban n'est qu'une construction coloniale artificielle française et fait partie intégrante de la nation arabe, avec à sa tête la Syrie (Kliot, 1986, p. 209-11). Al-Assad veut empêcher l'arrivée au pouvoir de la résistance armée palestinienne et de son principal allié libanais, le MNL de K. Joumblatt. L'arrivée au pouvoir du MNL conduirait à une invasion israélienne du Liban et donc l'arrivée d'un rival mieux armé à sa frontière (Doraï, 2006, p. 143). La Syrie répond donc aux appels à l'aide des milices chrétiennes au début de la guerre, elle intervient militairement au Liban en juin 1976 afin de mettre un terme à un pouvoir palestinien indépendant (Doraï, 2006, p. 143 ; Kliot, 1986, p. 209-11 ; Rougier, 2005). Quant à l'intervention israélienne au Liban, elle ne se limite pas aux attaques des Forces de Défense Israélienne (FDI). Israël soutient aussi les opérations des milices chrétiennes : elle leur fournit des armes et les aide à se former militairement afin d'empêcher le retour des Palestiniens près de la frontière. Elle aide l'Armée du Liban Sud (ALS), milice libanaise et allié inconditionnel et complètement dépendant d'Israël, à étendre son contrôle dans le sud, notamment lors de l'Opération Litani de 1978 (Kliot, 1986, p. 211 ; Doraï, 2006, p. 148). Plus tard, en 1982, l'opération « Paix en Galilée » vise à détruire les infrastructures de l'OLP à Beyrouth et dans le sud, forcer la Syrie à se retirer et redonner le pouvoir à son allié principal, le Front Libanais, coalition des partis chrétiens (Kliot, 1986, p. 211).

1.4.3. Le départ de l'OLP

Si, au début de la guerre, les Palestiniens apparaissent comme les victimes d'un attentat organisé par les Phalanges, les massacres de masse de civils libanais, la corruption croissante de l'OLP et les soupçons de soutien au terrorisme, ternissent gravement l'image de l'OLP et de la présence palestinienne au Liban (Kodmani-Darwish, 1997, p. 27). Durant quinze années, l'OLP mène une guerre sur plusieurs fronts : israélien, syrien et libanais. La fragilisation de son infrastructure militaire la pousse à négocier un cessez-le-feu de juillet 1981 à avril 1982. Cette année marque un changement radical dans les relations libano-palestiniennes : les infrastructures militaires de l'OLP sont affaiblies, les infrastructures de santé et d'éducation sont détruites, Israël occupe le sud et la capitale libanaise, et les combattants de l'OLP sont forcés de quitter le pays. Le départ de l'OLP et la perte d'une grande partie de son financement et de son personnel coïncident avec les destructions les plus dévastatrices auxquelles les Palestiniens ont été confrontés (Weighill, 1997, p. 300-2). En 1983, selon les chiffres de l'UNRWA, 57 % des habitations des camps des régions de Beyrouth, de Saïda et de Tyr sont détruites et 36 % sont touchées par les attaques (Doraï, 2006, p. 152). En juin 1982, Israël déclenche l'opération « Paix en Galilée » de quatre mois durant laquelle elle envahit Beyrouth et le sud. Les FDI

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

veulent détruire *« l'infrastructure politique des organisations terroristes situées à Beyrouth »* (Khawaja, 2011, p. 45). Les FDI exercent un contrôle serré sur Beyrouth-Ouest et demandent l'assassinat du leadership de l'OLP ou le départ de ses forces au Liban (Khawaja, 2011, p. 50). L'invasion sera utilisée comme arme politique pour façonner la représentation de la présence palestinienne au Liban : les discours israéliens justifient l'invasion israélienne du territoire comme la conséquence de la présence palestinienne armée au Liban et de l'impact de cette présence sur la vie des Libanais (Khawaja, 2011, p. 48-50). L'OLP et ses combattants sont forcés de remettre leurs armes à l'armée libanaise et de quitter le Liban en août 1982 ; ils partent en laissant derrière eux des armements lourds, les camps et les réfugiés (Kapeliouk, 1982, p. 24).

Cette date constitue un tournant dans l'histoire du mouvement palestinien : après le départ des forces armées palestiniennes, les camps et les Palestiniens du Liban sont plus vulnérables que jamais aux menaces des clans opposés. Alors que l'OLP obtient avant son départ des garanties signées de l'envoyé américain Philip Habib pour la protection des réfugiés non-combattants, la représentation des Palestiniens par les Libanais au Liban ne distingue plus les combattants des non-combattants : deux semaines après le départ de l'OLP, 3000 réfugiés sont massacrés dans le secteur de Sabra et Chatila par des milices chrétiennes sous protection israélienne (Al-Hout, 2004, p. 35 ; Khawaja, 2011, p. 53). Quelques années plus tard, les tentatives de reconstruction dans les camps sont entravées par les attaques d'Amal, de l'armée libanaise, puis par les conflits entre factions palestiniennes elles–mêmes (Weighill, 1997, p. 300-2). La milice chiite Amal - *Afwaj Al-Muqawama Al-Lubnaniya*, soutenue par la Syrie, met également en place des blocus sur les camps de Beyrouth-Ouest et de Tyr lors de la "Guerre des camps" (Doraï, 2006, p. 143-169).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. La période libanaise du mouvement national palestinien

La période libanaise du mouvement national palestinien constitue « *la première période indépendante de l'histoire nationale* » palestinienne, une « *période d'excentricité, d'un paradoxe insoluble et d'une extraordinaire exposition internationale* » (Said, 1982, p. 303). Le mouvement privilégie durant cette période d'une autonomie sans précédent dans le développement de ses structures (Kodmani-Darwish, 1997, p. 76), une autonomie qui encourage la formation d'un « para-état » (Weighill, 1997, p. 298-9), d'un « Etat-OLP » au Liban (Kodmani-Darwish, 1997, p. 24). Le mouvement national dispose en effet de toutes les caractéristiques d'un Etat : un territoire, une armée, un peuple, une identité nationale, un système judiciaire et des institutions sociales (Kodmani-Darwish, 1997, p. 76).

2.1. L'OLP au Liban : un *« gouvernement en exil »*[109]

La période post-Accords du Caire jusqu'en 1982 correspond à une période de renforcement militaire, politique et économique de la résistance palestinienne au Liban (Suleiman, 1999, p. 67). L'OLP atteint un niveau de sophistication institutionnelle poussée et ses institutions pénètrent dans tous les aspects de la vie des Palestiniens. Elle dispose d'un Conseil National (CN) - l'équivalent d'un parlement palestinien, et d'un Comité Exécutif (CE) - l'équivalent d'un cabinet palestinien. Le Fonds National Palestinien gère les revenus et les finances selon un budget annuel élaboré par le CE et approuvé par le CN (Hamid, 1975, p. 101-4).

L'OLP dispose d'une force militaire créée en 1964, l'Armée de Libération de la Palestine (ALP). Celle-ci compte, durant les années 1970, 6000 à 10 000 hommes et est financée majoritairement (60%) par l'impôt de 5% imposé sur les salaires des travailleurs palestiniens et receuilli par les pays arabes d'acceuil (Kodmani-Darwish, 1997, p. 27). L'OLP établit des postes CLAP - *Qiyadat Al-Kifah Al-Musallah* - dans les camps qui jouent le rôle de la police locale et assurent l'ordre et la sécurité publique (Peteet, 1996, p. 32-3 ; Siklawi, 2017, p. 925-26). Le « Tribunal Révolutionnaire » - système judiciaire palestinien, est créé en 1972 pour gérer les problèmes inter-palestiniens avec, pour bras exécutif, le CLAP (Sayigh, 2015, p. 113). Dans les camps, son rôle est de promouvoir l'ordre parmi les différentes factions et limiter la corruption et les abus de pouvoir de ces dernières (Peteet, 1996, p. 32-3).

Dès son arrivée en 1970-1971, l'OLP cherche à améliorer les conditions de vie des Palestiniens, réduisant le rôle de l'Etat libanais et la dépendance aux aides humanitaires (Brynen, 1990, p. 204-227, cité dans Kodmani-Darwish, 1997, p. 79). Pour cela, elle dispose d'un département des affaires éducatives et culturelles, d'un département d'information et d'orientation nationale, et d'un département des organisations de masse

[109] Expression utilisée par Ray Vicker, (22 octobre 1979). Not just Guerillas. *The Wall Street Journal*, *CXCIV* (79), p. 1.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

(Hamid, 1975, p. 102 ; Kodmani-Darwish, 1997, p. 26). Ces associations s'installent dans les camps pour défendre les droits des travailleurs et leur garantir des aides sociales (Kodmani-Darwish, 1997, p. 26).

L'une de ses plus importantes organisations est le Croissant-Rouge Palestinien (CRP)[110] qui assure les services sociaux et médicaux à des dizaines de milliers de réfugiés gratuitement ou pour des frais nominaux, et compte 13 hôpitaux et 100 cliniques[111] (Rubenberg, 1983, p. 61-5). L'association « Ateliers de la Société des Martyrs Palestiniens – SAMED » fondée en 1970 assure la formation et l'aide à l'emploi des Palestiniens. Elle installe des usines et des ateliers d'activités agricoles et industrielles dans les camps du Liban et leur entourage ; la chaîne d'usines la plus importante se situe dans les camps de Nahr Al-Bared et de Beddawi (Rubenberg, 1983, p. 66-9). Elle devient un véritable noyau de l'économie palestinienne avec pour objectif l'autosuffisance : les coopératives de SAMED[112] assurent la consommation (fabrication de meubles, d'habits, de plastiques, produits alimentaires, *etc.*) de la communauté à environ 1/5ème du prix du marché libanais (Wall Street Journal, 22/10/1979, p. 27). L'OLP dispose de bureaux d'information, d'un journal hebdomadaire - *Filastin al-Thawra*, d'une agence de presse – *Wafa,* et d'une radio - *Voix de la Palestine* (Picaudou, 1989, p. 186-7). Avec ces nombreuses institutions qui versent leur argent dans les banques de la capitale libanaise, l'installation de l'OLP au Liban s'avère avantageuse au début, et constitue un des facteurs de la prospérité économique libanaise durant les sept premières années de guerre (Kassir, 2012, p. 652)[113].

2.2. Le paysage politique et urbain de l'agglomération beyrouthine dans les années 1970

Au début des années 1970, Beyrouth connaît un essor économique et une croissance démographique et urbaine importante. Les mouvements de transit libanais et du port s'intensifient avec la fermeture du canal de Suez. L'AIB est le plus grand aéroport du Moyen-Orient avec plus de 1 500 000 passagers en 1968 (Sanlaville, 1969, p. 388). L'industrie est en plein essor et contribue à un quart du revenu national, le tourisme beyrouthin continue à attirer de nouveaux hôtels et en 1970, 42% de la population citadine libanaise habite l'agglomération qui compte près d'un million d'habitants – presque la moitié de la population totale (Bourgey et Pharès, 1973, p. 107 ; Bourgey, 1985, p. 11). La surface urbanisée reste très minime comparée à l'expansion urbaine que connaît l'agglomération après 1975 (Kassir, 2012, p. 569). Les dépenses du gouvernement sur les projets d'aménagement continuent à accentuer les inégalités entre régions : par exemple, le gouvernement dépense 100 millions de L.L. pour l'installation d'un nouveau système d'assainissement des eaux dans le Matn au nord de Beyrouth qui dessert 150 000

[110] Le Croissant-Rouge Palestinien est fondé en Jordanie en 1965 et institutionnalisé en 1969.
[111] 11 des 13 hôpitaux et 60 des 100 cliniques du CRP se situent au Liban.
[112] Samed compte 46 ateliers au Liban contre 5 en Syrie.
[113] En 1981, l'économie palestinienne contribue jusqu'à 15% du PNB libanais, dans Nasr, 1990, p. 5.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

personnes tandis que seuls 30 millions de L.L. sont versés en banlieue sud où vivent 700 000 personnes (Sayigh, 1994, p. 135).

Le paysage de l'agglomération contraste entre le luxe ostentatoire de la bourgeoisie et la misère des plus pauvres : des « enclaves maronites » privilégiées contrastent avec des bidonvilles surpeuplés, et Beyrouth reste marquée par des inégalités socio-spatiales recoupées par des divisions communautaires (Kassir, 2012, p. 652). La guerre divise Beyrouth en deux territoires composés eux-aussi de « micro-territoires » et des milices qui les dominent (figure 51) (Saidi, 1998, p. 48-9). La guerre entraîne un phénomène progressif de polarisation socio-spatiale et les quartiers se referment sur eux-mêmes ; les pratiques des beyrouthins - travail, éducation et approvisionnement - se font désormais à proximité de chez eux (Huybrechts, 2002, p. 249-55). La guerre a des effets dévastateurs sur l'espace urbain : bâtiments en ruines, façades noircies, balcons détachés, ruelles détruites, services urbains en panne (Saidi, 1998, p. 49-50). Les habitants à la recherche de sécurité s'installent dans les banlieues de la ville provoquant de fait l'étalement urbain des banlieues durant la guerre (Faour, Haddad, Velut et Verdeil, 2005, p. 8).

2.2.1. La ceinture de misère de la ville dans les années 1970

Au début des années 1970, les étrangers au Liban représentent environ le quart de la population ; ceux-ci sont majoritairement des ouvriers non-qualifiés qui s'installent en marge des villes libanaises (Bourgey et Pharès, 1973, p. 120). A Beyrouth, ils viennent densifier la "ceinture de misère" à laquelle s'ajoutent les déplacés du sud et les Palestiniens et Libanais expulsés de Beyrouth-Est (Davie, 1997, p. 36). Durant cette période, les banlieues de Beyrouth comptent 400 000 habitants dont le tiers habite la "ceinture de misère"[114] (Beyhum, 1995, p. 124 ; Khuri, 1975, cité dans Kassir, 2012, p. 654). 63.5% des habitants des bidonvilles de l'agglomération sont Palestiniens, les Libanais majoritairement originaires du sud ne représentent qu'environ 12.7% des résidents (Bourgey et Pharès, 1973, p. 121). Les Palestiniens préfèrent habiter dans les camps ou les quartiers mitoyens[115] mais cette tendance va s'inverser avec la guerre et la destruction des camps en banlieue si bien qu'en 1982, 63 % des Palestiniens de l'agglomération vivent hors camps (Bourgey, 1985, p. 18 ; Doraï, 2006, p. 167). Entre surpeuplement et difficultés d'accès aux services de base, les bidonvilles de Beyrouth sont marqués par de mauvaises conditions d'hygiène et les habitants, libanais ou étrangers, partagent un même sentiment d'abandon (Kassir, 2012, p. 655 ; Martin, 2015, p. 13).

L'accentuation des inégalités et l'extrême pauvreté fait de ces milieux des lieux de prédilection pour les partis de gauche et de la résistance palestinienne, notamment en banlieue sud et la "ceinture de misère" (Kassir, 2012, p. 656). Le rapprochement politique

[114] La ceinture de misère regroupe elle seule environ 130 000 à 150 000 personnes. Dans Verdeil, 2010, p. 314.
[115] Sur un total de 37 969 Palestiniens dans l'agglomération en 1971, seuls 969 habitent à l'extérieur des camps, dans Bourgey et Pharès, 1973, p. 118-119.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

et social entre les camps et les quartiers qui les entourent fait de ces derniers des portes d'entrée vers les camps, des milieux "interface" où le réfugié et le citoyen défavorisé se côtoient. Le rapprochement spatial avec l'extension des camps au-delà de leurs limites favorise également ce côtoiement (Martin, 2015, p. 12-13 ; Kassir, 2012, p. 656). La guerre transforme radicalement la géographie des camps et de leur voisinage dans l'agglomération : les destructions et les déplacements inter-camps sont d'une envergure très importante et les bidonvilles, notamment ceux proches des camps et des regroupements palestiniens, connaissent eux aussi des destructions importantes.

Figure 53 La population des camps palestiniens de l'agglomération en 1971

Source : Bourgey et Pharès, 1973, p. 114.

Camp palestinien	**Population**
Mar Elias	500
Chatila	7 000
Bourj El-Barajneh	14 000
Tell Ez-Zaatar	14 000
Jisr El-Bacha	500

2.2.2. Organisation politico-spatiale de la banlieue sud dans les années 1970 - 1980

Si, en 1950, les chiites sont en marge de la société libanaise et comptent pour moins d'un cinquième de la population, le décloisonnement urbain et institutionnel des régions rurales du sud et de la Beqaa fait émerger 20 ans plus tard de nouvelles strates moyennes chiites, remettant en question cette place marginale qu'elle connaissait jusqu'ici (Nasr, 1985, p. 89-90). La population chiite double en trois décennies et, en 1975, elle ne représente pas moins de 30% de la population libanaise (Nasr, 1985, p. 94). Principalement rurale, elle devient progressivement majoritairement urbaine (65%) et sa présence dans l'agglomération beyrouthine quintuple (Nasr, 1985, p. 91). En banlieue, elle se concentre surtout dans les secteurs de Ghobeïri, de Bourj El-Barajneh et de Nabaa (Nasr, 1985, p. 92).

Marginalisée dans le système politique, elle remet en cause la répartition du pouvoir et se forme ainsi en 1974 le Mouvement des Déshérités - *Harakat Al-Mahroumine* - de l'Imam Moussa El-Sadr revendiquant une place plus importante des chiites au sein des institutions libanaises (Nasr, 1985, p. 95). Mouvement populaire, il a une forte présence en banlieue sud où résident les déplacés et les migrants chiites (Nasr, 1985, p. 95-6). Avec les mutations socio-spatiales durant la guerre, la banlieue sud passe d'une coprésence chiite et maronite à une hégémonie chiite. Déplacés par la guerre, ils s'installent

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

illégalement sur le littoral à Ouzaï, à Jnah et à proximité des camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh (Harb, 2003). Progressivement, les villages de Mrayjeh, de Haret Hreik, de Bourj El-Barajneh et de Ghobeïri forment un ensemble homogène appelé, à partir de 1982, la "Banlieue" – *dahyeh*[116]. Le Mouvement des Déshérités se rallie à la gauche libanaise et à la résistance palestinienne qui lui fournissent des bases d'entraînement, et des armes pour son aile militaire Amal. Cet alignement politique se manifeste par des liens forts entre la population libanaise chiite et les Palestiniens des camps, et ce jusqu'au début des années 1980. Les mariages mixtes entre Libanais et Palestiniens dans le secteur de Chatila deviennent plus fréquents en raison de ce côtoiement (Sayigh, 2015, p. 120-1).

2.2.3 Contrôle politique et territorial de la banlieue sud : les irrégularités urbaines

Les années 1970 constituent la fin de l'Etat interventionniste en termes de planification territoriale (Kassir, 2012, p. 565). Les années à venir seront marquées par un affaiblissement étatique accompagné par une incapacité de contrôler les litiges urbains. Ces années se caractérisent par la désobéissance des citoyens vis-à-vis des lois urbaines dès lors que celles-ci concernent leur cadre de vie, ainsi que par la lâcheté des institutions d'urbanisme qui détournent le regard face à certains litiges[117] et négocient les normes pour garder un contrôle minime sur l'aménagement du territoire[118] (Kassir, 2012, p. 565-6 ; Verdeil, 2010, p. 323-4). Avec la guerre, l'installation irrégulière en banlieue sud s'intensifie : le déploiement d'un nouveau rapport de force sur le terrain, celui des milices libanaises et palestiniennes, affaiblit la position des propriétaires et permet aux occupants d'exploiter les terrains (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 11 et 239).

La Faqhani Republic ou le contrôle de la banlieue sud par l'OLP

A son arrivée l'OLP installe son siège général dans le quartier de Faqhani, à quelques centaines de mètres au nord du camp de Chatila (figure 54). La présence de l'OLP et de ses institutions dans le secteur est tellement forte qu'elle est surnommée *Faqhani Republic* ou *Fatehland* (en référence au Fatah, parti politique palestinien à la tête de l'OLP) par ses critiques (Y. Sayigh, 1999, p. 448). L'OLP déploie ses infrastructures dans Beyrouth-Ouest : bureaux politiques, hôpitaux, réseau de téléphone propre, écoles, dépôts d'armes, crèches, *etc.* (Y. Sayigh, 1999, p. 448). L'arrivée de l'OLP sera notamment à l'origine de l'extension de plusieurs camps au-delà de leurs limites (Verdeil, 2010, p. 317). A Beyrouth-Ouest, l'extension de Chatila et de Bourj El-Barajaneh et celle des quartiers irréguliers ainsi que la concentration des institutions de la résistance et de la gauche forment un ensemble urbain homogène. Il est ainsi décrit dans un extrait du *Wall Street Journal* :

[116] Le terme renvoi à un territoire chiite, pauvre, anarchique et illégal, dans Harb, 2003.
[117] Par exemple, la fermeture des balcons pour la récupération de pièces supplémentaires. Kassir, 2012, p. 565-566.
[118] Par exemple, la distribution des « arrangements administratifs » à Hay El-Sellom autorisant la construction de logements pour des occupants illégaux du secteur.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *« Cette ville (Beyrouth-Ouest) délabrée d'explosions soudaines et de tirs d'armes à feu est le siège de l'OLP et la maison de la plupart de ses bureaux administratifs : le Liban est trop faible pour mettre quelqu'un dehors. Les agences sont dispersées autour de la ville dans des immeubles de bureaux ou des immeubles d'habitation reconvertis. Tous sont gardés par des jeunes portant des uniformes kaki ou camouflage et des kalachnikovs russes. Les barrages en réservoir et les postes d'inspection en sacs de sable annoncent souvent le fait que certains bureaux de l'OLP se trouvent à proximité. »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, dans Wall Street Journal, le 22/10/1979, p. 1).

Avec l'arrivée de l'OLP à Beyrouth, la capitale et ses camps se placent au cœur du conflit. De 1971 à 1982, Beyrouth-Ouest et sa banlieue deviennent les cibles des attaques contre l'organisation et ses alliés libanais. Les factions de l'OLP recrutent dans les camps qui se transforment à partir de 1975 en de véritables terrains de recrutement et d'entraînement militaire (NYT, 20 janvier 1970 ; Sayigh, 2015, p. 111). L'arrivée de la résistance dans les camps survient après une période de loi martiale rendant ainsi le soutien des camps à la résistance unanime (Kodmani-Darwish, 1997, p. 77 ; Sayigh, 1979, p. 130-6). Depuis lors, la résistance gère les camps qui deviennent des entités extraterritoriales (Khawaja, 2011, p. 25). Nombreux travaux montrent que la militarisation des réfugiés dans les camps sera le résultat des politiques d'exclusion et de marginalisation du Liban (Khawaja, 2011, p. 23). L'installation de l'OLP a d'importantes conséquences sur les camps et sur leur rôle dans le mouvement national palestinien (Khawaja, 2011, p. 24-5). C'est dans les camps du Liban que va naître et va s'organiser une véritable résistance palestinienne (Kassir, 2012, p. 630). Les camps sont pris dans l'engrenage du jeu politique libanais : l'armée et les milices chrétiennes attaquent les camps afin d'affaiblir le pouvoir de la résistance[119] et les forces israéliennes mènent des séries de frappes aériennes sur les camps[120] (Doraï, 2006, p. 144 ; Kassir, 2012, p. 635). Pour protéger sa population, l'OLP fait appel à ses combattants du sud qui viennent assurer la sécurité les camps. L'arrivée des membres du CLAP et le renforcement sécuritaire des camps conduit à l'installation d'armement lourd tel que des canons anti-aériens et au développement de marchés d'armes dans les camps (Sayigh, 2015, p. 111-2). Essentielle pour la sécurité des réfugiés, la militarisation des camps accentuent leur extraterritorialité. Durant la guerre, les camps se transforment en de véritables fortifications militaires protégées par un cordon sécuritaire alimentant l'hostilité des opposants libanais (Kodmani-Darwish, 1997, p. 82).

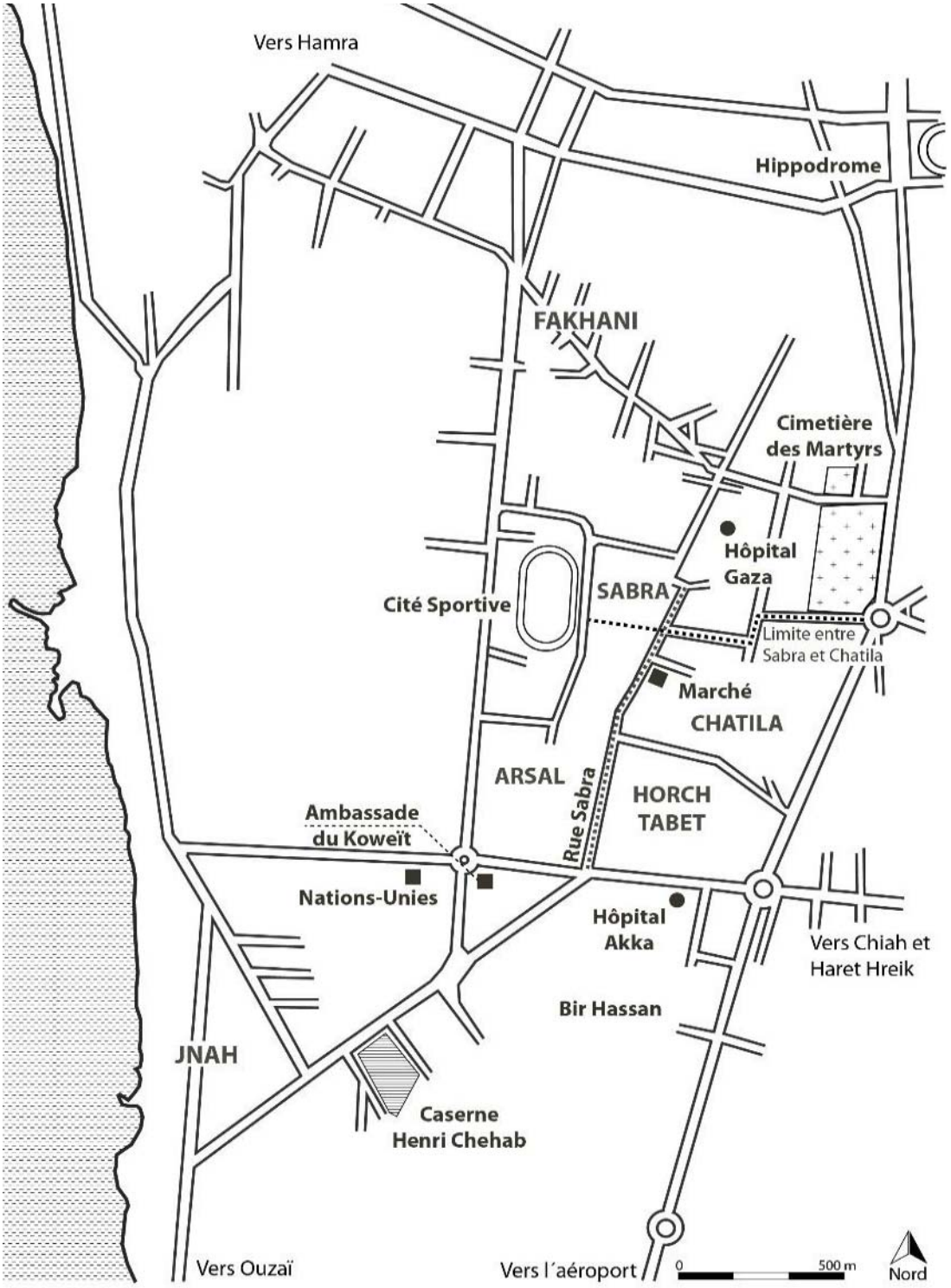
[119] C'est le cas de l'attaque de mai 1973 et les sièges des camps de Dbayeh, de Tell Ez-Zaatar, de Jisr El-Bacha et le groupement de Qarantina en 1975-1976, dans Sayigh, 2015, p. 116 et Kodmani-Darwish, 1997, p. 82.
[120] C'est le cas des frappes aériennes du 2 décembre 1975 sur les camps de Nabatiyeh, de Beddawi et de Nahr El-Bared, dans Kassir, 2012, p. 635.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 54. Le secteur de Chatila durant les années 1970

Le quartier de Faqhani, siège général de l'OLP, se situe à proximité du camp de Chatila témoignant de l'importance des camps de Beyrouth dans la résistance palestinienne au Liban. Le secteur accueille deux des onze hôpitaux du CRP au Liban témoignant du besoin élevé de fournir des soins aux Palestiniens en banlieue Sud.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Basée sur les données extraites de Kapeliouk, 1982, p. 7 et Mauriat, 1997, p. 82.



La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. L'évolution de l'habitat des camps de l'agglomération sous l'OLP

L'arrivée de la résistance dans les camps eut un impact immédiat sur l'habitat : cette période coïncide avec l'amélioration des habitations, de l'accès à l'électricité, à l'eau et à l'emploi (Kodmani-Darwish, 1997, p. 68). L'OLP assure alors les services en eau, électricité et assainissement, auparavant assurés partiellement par le gouvernement en coopération avec l'UNRWA. Les réfugiés obtiennent la permission de durcir leurs habitations, de les agrandir et d'y ajouter des étages. Des dalles de béton sont coulés et des murs en parpaing construits (Martin, 2015, p. 9-18 ; Peteet, 2005, p. 133). Et sous l'impulsion de l'OLP, les camps de Beyrouth s'étendent au-delà de leurs périmètres originels. Leurs frontières physiques se diluent et les camps se mélangent physiquement et socialement avec leurs voisinages (Martin, 2015, p. 9-18 ; Peteet, 2005, p. 135 ; Verdeil, 2010, p. 285).

L'arrivée de l'OLP correspond à un nouveau rythme de vie dans les camps : le quotidien est calqué sur les activités politiques des groupes de la résistance (commémorations, célébrations, jours nationaux, *etc.*), des activités qui occupent pleinement l'espace public des camps à grand renfort de drapeaux, chants, *etc.* (Sayigh, 2015, p. 125). Les factions palestiniennes assument la responsabilité de tous les aspects de la vie quotidienne des habitants dans les camps : la santé, l'éducation, les aides sociales, l'insertion professionnelle, la sécurité publique et l'habitat (Said, 1982, p. 303).

L'OLP établit des institutions autonomes dans les camps et crée des activités génératrices de revenus minimisant la dépendance des réfugiés aux aides : des crèches, des centres de formation professionnelle, des industries de textile, *etc*. (Peteet, 2005, p. 136 ; Weighill, 1997, p. 298-9). Ces institutions se développent pendant la guerre pour assurer les besoins des camps et du voisinage (Peteet, 1996, p. 33 et 135). La police des camps devient aussi Palestinienne : la Lutte Armée veille à la sécurité des camps et les défend des attaques extérieures. Elle surveille les limites des camps et en contrôle les entrées et sorties, demandant à tout étranger le motif de sa destination (Peteet, 2005, p. 134-5). Et les comités locaux, appelés dès 1973 Comités Populaires (CP) représentent l'échelon municipal de l'autorité de l'OLP dans les camps (Agier (dir.), 2014, p. 40 ; Kodmani-Darwish, 1997, p. 80 ; Sayigh, 2015, p. 113-5).

3.1. L'habitat du camp de Chatila: de l'oppression à l'autonomisation

A Chatila, avec l'arrivée de l'OLP, les drapeaux palestiniens sont hissés dans le camp et à ses limites. C'est l'euphorie. Les habitants du camp célèbrent le départ des autorités libanaises, la « libération » du camp et l'arrivée de l'OLP, de ses combattants et de ses dirigeants. Tout le monde veut rejoindre les rangs d'une organisation de libération, participer au mouvement de la résistance et libérer la Palestine (Sayigh, 2015, p. 109-10).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.1.1.L'OLP dans le secteur de Chatila : une organisation politico-spatiale

Dans le secteur de Chatila s'opère un changement à la fois spatial, démographique et de gouvernance. L'organisation spatiale, la toponymie des quartiers et la forme du bâti adoptent la logique politico-militaire des factions palestiniennes : le Comité de Hautes Fortifications construit des abris anti-aériens, les factions ouvrent leurs bureaux politiques et déploient leurs gardiens, et l'OLP installe ses infrastructures (Y. Sayigh, 1999, p. 358-60). Avec cette nouvelle organisation spatiale, de nouveaux repères se constituent dans le camp : terrains d'entrainement militaire, centres de formation professionnelle, cliniques, centres d'alphabétisation, *etc*. deviennent, avec la mosquée et les locaux de l'UNRWA les points cardinaux du camp (Peteet, 2005, p. 136 ; Sayigh, 2015, p. 111). À Chatila, les trois principales factions sont le Fatah, le FDLP et El-Sa'iqah. Chaque faction ouvre son bureau, contrôlant son secteur - *Iqlim* qui porte son nom (entretien avec A. M. Farmawi, dans Sayigh, 2015, p. 110-1). Durant ces années 70, le camp connait un accroissement important de sa population, toujours exclusivement palestinienne, menant à une évolution accélérée de son habitat. En 1971, le camp compte 7000 habitants (Bourgey et Pharès, 1973, p. 113-4) et son secteur 20 000 (Sayigh, 2015, p. 120). Entre 1970 et 1980, la population triple et au début des années 80, le camp compte, à lui seul, 20 000 habitants et son secteur 47 000 habitants (Al-Hout, 2004, p 42 ; Sayigh, 2015, p. 120). Ce bond démographique est dû aux déplacements forcés des populations durant la guerre ainsi qu'à la présence dans le secteur des infrastructures des factions palestiniennes, offrant des soins médicaux, des services en électricité ou des offres d'emploi (Martin, 2015, p. 9-18). L'OLP crée des CP dont le rôle est de gérer les affaires et les services du camp. Elu par la direction de l'OLP, le CP se compose d'un représentant de chaque faction, d'un représentant de chaque association, des figures nationales, sociales et politiques indépendantes, de quelques anciens de la communauté et des délégués des organisations populaires. Il travaille de concert avec l'OLP et les autorités libanaises mais n'a aucun pouvoir législatif ou exécutif (Peteet, 1996, p. 32-3).

3.1.2.L'amélioration de l'habitat, élément d'inclusion des réfugiés et du camp

Les habitations

Avec le départ du DB, les habitants se retrouvent libres d'agrandir leurs maisons et de les transformer en dur. Les toitures des habitations passent alors du zinc temporaire au béton permanent, les toilettes privées remplacent les blocs sanitaires de l'UNRWA et certaines constructions atteignent déjà les deux étages (Agier (dir.), 2014, p. 41 ; Al-Hout, 2004, p. 44). Bien que restées précaires, les habitations se sont transformées en dur et, au début des années 80, la majorité des ménages possèdent une télévision, un réfrigérateur, une machine à laver et, pour certains, une voiture (Bourgey et Pharès, 1973, p. 113 ; Sayigh, 2015, p. 133). Avec le manque d'espace et la croissance démographique, le camp dépasse ses limites et les constructions à l'extérieur se développent plus rapidement qu'à son intérieur (Agier (dir.), 2014, p. 40). Les frontières, auparavant rigides et contrôlées par la police libanaise se dissolvent et le camp se mélange à son voisinage immédiat : les

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

regroupements de Sabra et de Hay El-Gharbeh deviennent des extensions naturelles du camp et les Palestiniens peuvent désormais se déplacer à l'extérieur du camp en toute sécurité (Peteet, 2005, p. 134). La densification du bâti conduit à un resserrement spatial et la construction devient source de conflits entre voisins du camp. Les disputes autour de la perte de la luminosité ou de l'intimité dans l'habitation : *« Tu es très proche de moi », « N'ouvres pas une fenêtre ici ! »* sont résolues par le CP ou les associations villageoises (entretien avec Abu Muhamad, dans Sayigh, 2015, p. 111).

Les infrastructures sociales et spatiales de l'OLP

Après sa mauvaise expérience jordanienne, l'OLP adopte une logique plus inclusive vis-à-vis de la communauté d'accueil. Elle cherche à donner une bonne image auprès de l'opinion libanaise en mettant souvent ses infrastructures aux services de Libanais défavorisés. Par exemple, après chaque attaque israélienne au Sud, l'OLP indemnise ou finance la reconstruction des logements détruits de Libanais (Kodmani-Darwish, 1997, p. 80). Le pouvoir financier de l'OLP et de ses factions modifie la relation entre Chatila et son entourage (Sayigh, 2015, p. 121). Dans le secteur, l'OLP installe des infrastructures socio-culturelles et médicales et introduit, pour la première fois, des lieux à usage public dans le camp : le Comité du Bâtiment (CB) de l'OLP construit une librairie, une salle d'exposition et une crèche. À l'extérieur, dans les regroupements de Hay El-Gharbeh et de Horch Tabet, le CB mène des travaux de construction dont un centre d'études militaires et scientifiques, une école d'éducation politique, deux hôpitaux et un complexe Samed (Sayigh, 2015, p. 118-20).

Les réseaux : dynamiques d'inclusion spatiale

Durant ces années, les réseaux des camps s'améliorent, permettant d'inclure, de sécuriser, et de rapprocher hôtes et réfugiés. Les CP effectuent des travaux de voiries dans les camps ; ils réparent et asphaltent les routes, approvisionnent le camp en eau et électricité, réparent le réseau d'eaux usées et creusent des puits (entretien avec Abu Muhamad, dans Sayigh, 2015, p. 115). Ces travaux contribuent à la prospérité du camp Chatila : le pavage de la rue principale du camp et l'installation d'un réseau d'assainissement encourage les institutions et les organisations à s'y installer[121] (Al-Hout, 2004, p. 35).

Le réseau viaire. Dans une ambiance d'autonomie et d'autosuffisance, les habitants prennent l'initiative de résoudre eux-mêmes leurs problèmes de vie dans le camp. Sous les auspices du Fatah et d'autres factions de l'OLP, ils pavent, d'eux-mêmes, la rue principale et installent les canalisations des égouts. Pour financer ces travaux, ils vendent la provision de six mois de Kérosène distribuée gratuitement par l'UNRWA aux habitants. Les résidents de la rue s'entraident et chaque famille se charge de revêtir les quelques mètres devant sa maison. Des étudiants de l'Université Américaine de Beyrouth, sympathisant avec la cause, participeront aussi aux travaux (Al-Hout, 2004, p. 32).

[121] Par exemple, le nombre d'écoles double et de nombreux clubs, centres de formation et crèches s'y installent.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Le réseau électrique. Um Ali, originaire de Shebaa au sud du Liban, s'installe durant les années 60 à Sabra, aux limites du camp de Chatila (Al-Hout, 2004, p. 57-8). Dans son entretien avec Al-Hout en 1983, elle décrit les modalités d'accès à l'électricité sous la résistance. Pour les habitants du secteur – Palestiniens ou pas, l'arrivée de la résistance implique la suspension des services d'eau et d'électricité assurés par le secteur public ; « *Allez à la Résistance, ils nous disaient* » (entretien réf. POH.S/SH. No. 18 (238/ T.20), dans Al-Hout, 2004, p. 58). Dans le camp, le directeur J. Bisher est responsable de la distribution de compteurs électriques et des sources d'eau aux Palestiniens sur présentation d'une carte de rationnement de l'UNRWA. Libanaise, Um Ali voit sa demande refusée. Grâce à un ami Palestinien du camp, Um Ali obtiendra l'accès à l'électricité et à l'eau. Avec la carte de rationnement de son fils qui vit à l'étranger, l'ami palestinien obtient un compteur électrique et une source d'eau. Grâce aux relations de voisinage, certains Libanais comme Um Ali réussissent à accéder aux services renforçant les relations libano-palestiniennes à l'échelle du secteur.

Le réseau de collecte des eaux usées. Le système d'égout à l'intérieur du camp dépend du système d'égout municipal, particulièrement des conduits d'égouts le long de la rue Sabra. Sous la résistance, le réseau d'assainissement du camp est connecté au réseau municipal, suite au changement de fonction d'une infrastructure (Al-Hout, 2004, p. 32).

3.1.3. Les années 1970 : l'OLP aux alentours du camp

Un nouveau mode d'occupation des terrains

Si, durant les années 60, les propriétaires cherchent à libérer leurs terrains, avec la montée en puissance de la résistance *« plus personne n'a osé nous approcher* » affirme Abu Turki (Sayigh, 2015, p. 121). La présence militaire et financière de l'OLP et de ses factions dans le secteur change la nature de la relation entre Chatila et son voisinage (Sayigh, 2015, p. 121). Le secteur connait une phase de construction intense, pendant laquelle les friches sont occupées par des Libanais chiites, par des Palestiniens, des arabes et des non-arabes et où les frontières physiques entre le camp et son voisinage disparaissent (Sayigh, 2015, p. 120). Le renforcement du pouvoir de la résistance a un impact direct sur le développement de l'occupation illégale des quartiers alentours. Presque vides en raison de l'interdiction de construire, les quartiers de Horch Tabet au sud et de Hay El-Gharbeh à l'ouest accueillent, pendant la guerre, des Palestiniens et des Libanais (Al-Hout, 2004, p.31-2 ; Charafeddine 1987, p. 136 ; Clerc-Huybrechts, 2008, p. 180).

Frontière et santé

Les hôpitaux de l'OLP se situent à l'extérieur du camp. Dans le secteur de Chatila, on compte deux hôpitaux ; l'hôpital Gaza à côté du cimetière Al-Daouq, au nord du camp, et l'hôpital d'Akka au sud. Les deux hôpitaux sont gérés par le CRP et constituent les deux plus grands centres médicaux palestiniens du pays (Rubenberg, 1983, p. 61-2). Palestiniens et Libanais ont accès aux soins médicaux de ces hôpitaux caritatifs

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

gratuitement ou pour des frais dérisoires : la visite médicale équivaut à 1$, l'hospitalisation à 5$ et les médicaments sont gratuits (Rubenberg, 1983, p. 61-3).

Frontière et commerce : la rue de Sabra

La rue commerçante de Sabra se situe à la frontière entre le camp et son dehors. Les résidents de la rue sont des arabes de différentes nationalités. Le long de la rue, la zone à l'ouest du camp est principalement habitée par des Palestiniens. Plus haut, au nord-ouest du camp, les maisons appartiennent majoritairement à des Libanais (Al-Hout, 2004, p. 43). La rue se développe avant les années 1970 mais ne compte pas encore des magasins des deux côtés. Avec l'arrivée de l'OLP, elle devient une artère commerciale importante avec un marché de fruits et de légumes et des magasins des deux côtés (Al-Hout, 2004, p. 33-4). Ces magasins sont détenus par des Libanais, des Palestiniens et des Syriens (Sayigh, 2015, p. 120-1). La présence du marché de Sabra contribue à la dynamisation du commerce aux limites du camp. On y retrouve de nouveaux types de marchandises comme des équipements photos et des valises de voyage et, à ces commerces, s'ajoute la coopérative de consommation de l'OLP (Agier (dir.), 2014, p. 40 ; Sayigh, 2015, p. 132).

3.1.4. Les années 1980 : la guerre sur Chatila ou le Coup du Voisinage

Les massacres de Sabra et Chatila, la guerre des camps et les restrictions des politiques (syro-) libanaises vont dissoudre très rapidement les relations sociales constituées et consolidées au cours des années 1970 (Peteet, 2005, p. 15 et 160). La guerre des camps en 1985, opposant le camp et son voisinage marque la conscience collective des Palestiniens de Chatila et violement retrace les frontières entre le camp et son voisinage (figures 55 et 56). Après cette guerre, des frontières s'érigent entre les habitants du camp et les habitants du voisinage et les flux des Palestiniens vers l'extérieur se réduisent.

1982 : l'effroyable massacre à Sabra et Chatila[122]

Les massacres de Sabra et Chatila constituent l'exemple le plus révélateur du ressentiment des Libanais envers les Palestiniens et de la méfiance des Palestiniens envers les Libanais. Ces massacres reflètent la non-distinction faite entre commandos et réfugiés palestiniens.

> *« Nous avons vu 13 hommes armés devant notre porte (…). L'un d'eux a crié et a donné l'ordre de nous emmener à l'intérieur de la pièce. Il nous a ordonné de nous tenir debout près du mur, nos mains levées au-dessus de nos têtes et le dos tourné vers eux. Ils ont commencé à nous tirer dessus. Ma petite sœur a reçu une balle dans la tête (…). Mon père a reçu une balle dans le cœur mais était toujours en vie. Mes frères Shadi, 3 ans, Farid, 8, Bassam, 11, et mes sœurs Hajar, 7 ans, et Shadia, et notre voisin sont morts tout de suite. Moi, j'étais paralysé et je ne pouvais plus bouger »,* témoignage de

[122] Titre du journal *l'Orient-le-Jour* à l'issue des massacres de Sabra et Chatila. Dans Kapeliouk, « Chapitre 6. Dimanche 19 septembre », 1982.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

> Souad Merii (traduit de l'anglais par N. Tabet, dans Gordon, 2001, p. 33, cité dans Khawaja, 2011, p. 55).

Bachir Gemayel, fondateur des Forces Libanaises (FL)[123] et candidat à la présidence libanaise soutenu par le gouvernement israélien est assassiné le 14 septembre 1982, trois semaines après son élection à la présidence du pays (Kapeliouk, 1982, 9% version Kindle). La veille de son assassinat, les dernières troupes françaises quittent la ville et les troupes israéliennes en profitent pour reprendre le contrôle de Beyrouth-Ouest, sous prétexte que l'OLP a violé l'accord d'évacuation laissant derrière elle 2000 « terroristes » à Beyrouth (Kapeliouk, 1982, 17% version Kindle). Elles pénètrent à Beyrouth-Ouest violant les Accords Habib et installent des points de contrôle autour du secteur de Sabra et Chatila, surveillant ses entrées, mais sans y pénétrer (Kapeliouk, 1982, 29% version Kindle). Entre le 16 et le 18 septembre, les FL et l'ALS envahissent le secteur de Sabra et Chatila et, avec l'aide de l'Israel, tuent des milliers de personnes - chrétiens ou musulmans, Libanais ou Palestiniens, tirant *« sur tout ce qui bouge dans les ruelles. Fracassant les portes des maisons, ils liquident des familles entières en plein repas du soir »* (Kapeliouk, 1982, 40% version Kindle). En quarante heures, le massacre fait 3000 à 3500 morts dont un quart sont des Libanais, le reste des Palestiniens (Kapeliouk, 1982, 78% version Kindle). L'armée libanaise reprend le contrôle du secteur le 19 septembre. Ce massacre exprime la situation d'extrême précarité politique et sécuritaire des Palestiniens-civils au Liban après le départ du commandant de l'OLP (Kodmani-Darwish, 1997, p. 69).

Figure 55. Les massacres de Sabra et Chatila

Le personnel médical porte un corps dans le camp de Chatila le 20 septembre 1982. Réfugiés palestiniens et d'autres civils ont été massacrés dans le secteur de Sabra et de Chatila entre le 16 et le 18 septembre.

Source : photographe inconnu, 1982, archives de l'UNRWA.



[123] Entre 1976 et 1982, les Forces Libanaises est l'aile militaire de la coalition du Front Libanais.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1985 : la guerre des camps

Alors que dans les années 1970, la communauté chiite libanaise est un des principaux alliés de l'OLP, la milice chiite pro-syrienne Amal mène en 1985 un blocus de près de trois ans sur les camps de Chatila, Bourj El-Barajneh et Rachidiyeh, communément appelé la « guerre des camps ». Soutenu par la Syrie, le mouvement Amal veut mettre fin à la présence armée palestinienne et réduire la présence palestinienne dans les territoires chiites (Doraï, 2004, p. 147-50 ; Kodmani-Darwish, 1997, p. 69). Les voisins chiites, alliés d'hier, deviennent dans la deuxième moitié des années 1980 les ennemis de l'OLP.

> *« Les Israéliens sont partis de Tyr et Amal est arrivé directement après. Ils n'ont pas attendu un mois, et Amal a commencé à nous combattre. Le pire, c'est que les chiites qui nous ont fait la guerre étaient nos voisins, des musulmans comme nous… Nous vivions ensemble depuis des dizaines d'années. Nous n'étions plus en sécurité. Tu as entendu parler de ce qu'ont fait les Israéliens... Ça n'a pas été un quart de ce qu'ont fait les autres ensuite »*, habitante du camp d'Al Buss (Doraï, 2006, p. 156).

Dans leurs témoignages sur la Guerre des camps, quelques habitants de Chatila parlent des relations de voisinage qui leur permettent de survivre lors des blocus et des attaques :

> *« (...) Le lendemain, Amal est venu dans notre immeuble et l'a occupé. (...) nous étions tous assis là. Notre voisin, Muhammad était avec eux. Il portait un serre-tête vert (un symbole chiite) et brandissait une kalachnikov, prêt à tirer. (...) Je me suis approchée de notre voisin Muhammad et je lui ai dit: "Ne fais pas ce qui est mal, je t'en prie, au nom du voisinage (...)* », Um Khalid de Chatila, 1992 (traduit de l'anglais par N. Tabet, dans Peteet, 2005, p. 160).

> *« Penses-tu vraiment que nous étions complètement coupés de l'extérieur ? Nous aurions dû mourir ! Nous avions des amis chiites d'Amal qui détournaient les yeux et nous permettaient de faire passer en contrebande des médicaments, des produits alimentaires et des armes. Pour d'autres, nous avons payé (…) Nous les connaissions bien, nous avions été voisins et amis pendant de nombreuses années »,* Abu Jawad de Chatila, 1992 (traduit de l'anglais par N. Tabet, Peteet, 2005, p. 155).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 56. Le camp de Chatila suite aux semaines de combats acharnés dans et autour du camp en 1987

Source : H. Haider, 1987, archives de l'UNRWA.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.2. L'« Âge d'or » du camp de Bourj El-Barajneh

Les habitants du camp de Bourj El-Barajneh distinguent très clairement la période d'oppression libanaise de la période de l'OLP qu'ils nomment *Jours de la Révolution Palestinienne.* Dans leur discours, lors d'entretiens en 2015 et 2016, cette période palestinienne est associée à l'âge d'or du camp, l'amélioration du cadre de vie, des services médicaux et associatifs et au développement des activités commerciales. Le camp connait un important accroissement démographique, exclusivement palestinien, avec l'arrivée des combattants de la Jordanie et des Palestiniens déplacés par la guerre (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). Il compte entre 14000 et 18 000 habitants au début des années 1970, 20 000 à 22 000 en 1982 (Bourgey et Pharès, 1973 ; Gorokhoff, 1984). Les chiffres donnés par l'UNRWA sont plus réduits comme le montre la figure 57.

Figure 57. La population du camp entre 1971 et 1986 selon l'UNRWA
Source : Roberts, 1999, p. 65.

Date	Population du camp
01/07/1971	7 514
01/07/1972	7 612
01/07/1973	7 765
01/07/1974	7 963
30/06/1975	8 194
30/06/1979	9 132
30/06/1983	10 840
30/06/1984	11 348
30/06/1985	11 609
30/06/1986	11 620

3.2.1. L'habitat du camp

Les habitations, 1970 - 1980

Avant 1970, le camp ne dépasse pas les limites de son périmètre officiel. Avec l'arrivée de l'OLP, il s'étend horizontalement et occupe les zones élevées du terrain (El-Hage Ali, 2007, p. 132). La qualité de vie s'améliore et ressemble dans certains de ses aspects à la vie des citadins de l'agglomération (Abou El-Aala, 1980, p. 45). L'occupation du sol par les habitations construites après 1969 est plus importante que celle des habitations construites avant 1969. Cela est visible en comparant les photos aériennes du camp entre 1962, 1971 et 1983 de la figure 61. L'agrandissement de la surface habitable devient possible avec l'arrivée de l'OLP, les habitations passent du zinc au béton et les murs en bois sont remplacés par des murs en parpaing (figure 60). Les réfugiés, ayant perdu l'espoir du retour, se retrouvent libres de transformer leurs habitations[124]. La libération

[124] Avec la défaite de 1967, l'espoir au retour en Palestine s'est affaibli et les priorités dans l'exil changent.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

de l'oppression des autorités libanaises et le désespoir lié à l'impossibilité du retour conduisent à une expansion aléatoire du camp et à sa densification verticale.

> *Au début, la priorité est de trouver un abri, une chambre (…), le temps d'attendre le retour en Palestine. Après la défaite de 1967, on commence à douter de la perspective d'un retour. Alors, quand on se construit une maison, on construit quatre ou cinq chambres,* El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Au début des années 1980, le camp compte environ 2500 habitations (Gorokhoff, 1984, p. 328). 40% des habitations sont composées de deux pièces, 28% de trois pièces et 18% d'une pièce, le reste comptant quatre pièces[125] (figure 58). Le bloc sanitaire passe du collectif à l'individuel et 60% des ménages se munissent d'une toilette privée. 58% des habitations possèdent une cuisine à l'intérieur contre 42 % à l'extérieur, à quelques mètres de l'habitation. La grande majorité des fenêtres sont en bois de dimensions variables. La quasi-totalité des sols est encore en béton sans revêtement ni carrelage. Seuls 30 % des toitures en zinc sont passés au béton. La majorité des ménages possèdent de gros appareils tels un réfrigérateur et une télévision (Abou El-Aala, 1980, p. 45-8).

Les infrastructures de la résistance palestinienne dans le camp Bourj El-Barajneh

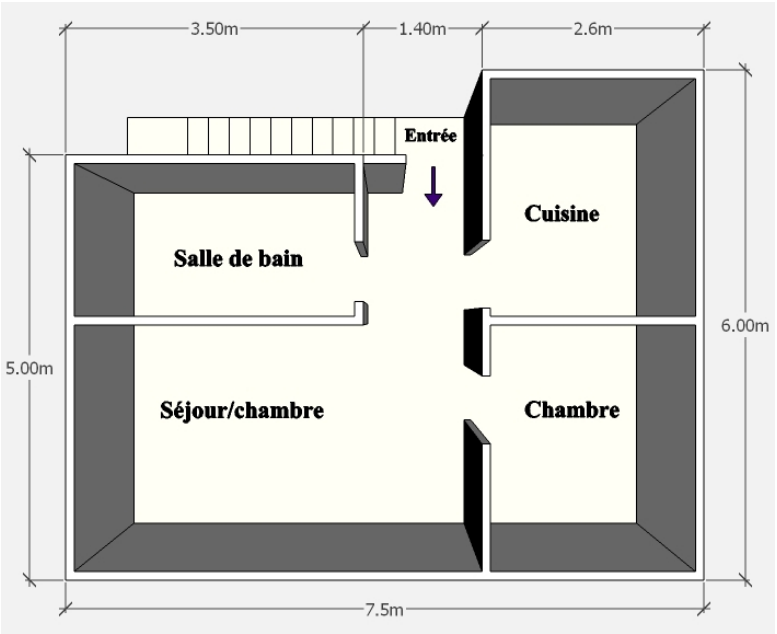


Figure 58. Distribution d'un logement composé de deux pièces dans le camp

Ce relevé concerne le logement d'un contact dans le camp. Il se situe dans un bâtiment de trois étages (RDC+3) dans le quartier Kweikat.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Le dessin a été réalisé via le logiciel Google Sketch up. Les dimensions indiquées sont approximatives, aucun relevé *in situ* n'a eu lieu.

Les principales factions dans le camp sont Fatah, FPLP, FDLP, Front de Libération Arabe (FLA) et El-Sa'iqah (El-Hage Ali, 2007, p. 57). Le CP est présidé par un membre de Fatah et composé des représentants de chaque faction, des notables du camp et du représentant de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens (Mauriat, 1997, p. 123). Le CLAP occupe l'ancien siège du DB à la limite Est du camp (El-Hage Ali, 2007, p. 58). La résistance installe des cliniques, l'hôpital Haïfa et améliore l'accès et la distribution des services

[125] L'étude a été réalisée par Hussein Abou El-Aala en 1980 sur un échantillon de 45 unités d'habitations dans différentes zones du camp.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

urbains (Abou El-Aala, 1980, p. 48). Elle négocie l'obtention d'un nouveau terrain pour un cimetière aux limites du camp en 1980 (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). L'association Samed assure la formation et l'aide à l'insertion professionelle des habitants. Elle installe des usines dans le camp : une usine de *halawa* (confiserie traditionnelle), une usine de plastique, une usine de chaussures, une menuiserie et un atelier de ferronnerie (entretien avec Abou Jamil, le 13 décembre 2016).

L'organisation spatiale du camp sert alors la militarisation et la défense : la résistance construit dix-sept abris anti-aériens dans le camp et son voisinage, le plus grand ayant une capacité d'accueil de 300 personnes (Abou El-Aala, 1980, p. 53 ; Mauriat, 1997, p. 126). Des camps d'entrainement militaire fleurissent à proximité du camp après 1975 et nombre d'habitants participent aux entrainements militaires en Syrie et en Iraq (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). Tout le monde participe à la résistance, les habitants offrant des donations aux factions et aux feda'yyins, les femmes cuisinant pour eux, et certains participant financièrement à la construction d'un bureau ou d'une clinique[126] (El-Hage Ali, 2007, p. 58-9). Le camp passe d'une organisation spatiale villageoise à une organisation spatiale politique. Apparaissent dans le camp les quartiers de Samed – *Hay Samed*, de l'hôpital Haïfa – *Hay mestachfa Heifa*, la place de l'Armée de la Libération de Palestine (ALP) – *sahat Jaych El-Tahrir*, *etc*.

3.2.2. Les réseaux du camp

Le réseau viaire. En 1980, le réseau viaire est piéton, la circulation de la voiture dans le camp est quasi impossible. Les ruelles intérieures sont étroites et ne permettent pas le passage de plus de deux personnes en même temps (figure 59). Elles sont, dans leur grande majorité, pavées d'une couche de béton léger. Le problème du transport des biens s'accentue avec les empiètements aléatoires des habitations sur l'espace public et une des décisions du CP sera d'asphalter les rues principales (Abou El-Aala, 1980, p. 53 ; Gorokhoff, 1984, p. 359).

Le réseau de distribution d'eau. C'est la période de l'installation de réseaux de distribution d'eau et d'électricité dans le camp (Abou El-Aala, 1980, p. 45 ; Roberts, 1999, p. 38). Durant les vingt premières années, l'eau est assurée par trois châteaux d'eau placés par l'UNRWA. Chaque château d'eau distribue 90 m^3 d'eau par jour à travers des unités placées dans chaque regroupement d'habitations. En 1977, la résistance creuse des puits artésiens, installe des pompes et met en place un réseau d'eau indépendant pour desservir la zone élevée du camp en échange de 5 Lira/mois (Abou El-Aala, 1980, p. 52) (figure 59) (entretien avec Abou Jalal, habitant du camp et ancien membre du Comité Sécuritaire, le 31 juillet 2016).

[126] Par exemple, le masjed El-Rawda est construit grâce à des donations des habitants appartenant à la *Jamaa Islamiya*, « *un groupe politique islamiste de la mouvance des Frères Musulmans »* (*Jamaa Islamiya (Liban)*. Dans *Wikipédia, l'encyclopédie libre*), dans El-Hage Ali, 2007, p. 62.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Le réseau d'assainissement des eaux-usées domestiques. Une canalisation bricolée à ciel ouvert relie le réseau d'évacuation des eaux domestiques au réseau municipal situé au niveau de la rue Abdel Nasser (figure 59). La canalisation se colle aux façades des bâtiments et suit la pente du terrain. A ciel ouvert, elle est la principale source des maladies et des mauvaises odeurs (Abou El-Aala, 1980, p. 48).

Le réseau de collecte des eaux usées. Avant 1970, les Palestiniens utilisent les unités sanitaires collectives de l'UNRWA, les toilettes individuelles étant interdites. Durant les années 1970, chaque maison est équipée d'une toilette privée reliée au collecteur du réseau public ou à une fosse septique individuelle vidée régulièrement (Abou El-Aala, 1980, p. 53).

Figure 59. Morphologie d'une ruelle du camp en 1983- 1984

Des habitations en dur ne dépassant pas un niveau, un réseau viaire principalement piétonnier et étroit, une canalisation bricolée à ciel ouvert pour l'évacuation des eaux domestiques et un réseau de distribution via des points de collecte placés dans chaque regroupement d'habitations.

Source : (1 à gauche) Zaven Mazakian, 1983, (2) photographe inconnu, 1984, archives de l'UNRWA.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

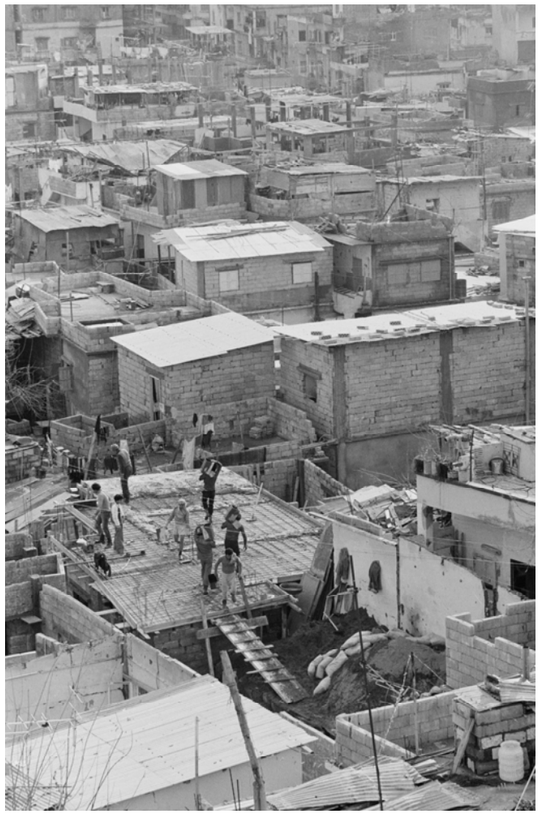


Figure 60. Paysage urbain du camp de Bourj El-Barajneh en 1982

Dans le cadre du programme d'auto-reconstruction des habitations mis en place par l'UNRWA suite à l'invasion israélienne de juin 1982, les réfugiés du camp de Bourj el-Barjaneh reconstruisent leur logement.

Source : photo par George Nehmeh, 1982, archives de l'UNRWA.

© 2020 Tous droits réservés.

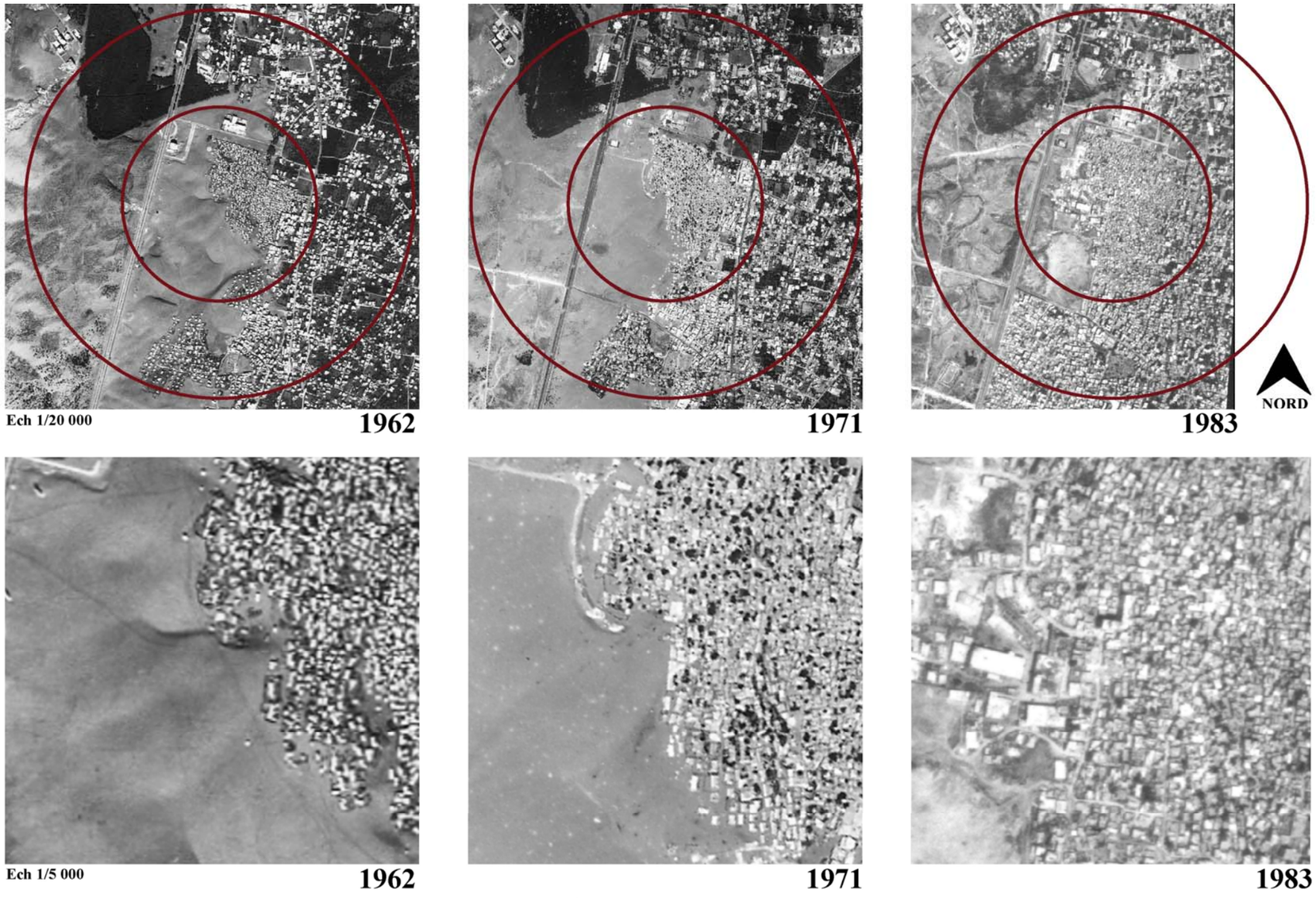


Figure 61. L'occupation au sol des habitations du camp de 1962 à 1983

Les photos aériennes apparaissent à deux échelles différentes 1/20 000 et 1/5000. La première rangée de photos correspond à l'échelle 1/20 000. Les cercles en rouge sont de rayon 400 m. et 800 m. La deuxième rangée de photos correspond à l'échelle 1/5000.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Source : (1) Photo aérienne de 1962 obtenue *via* un contact informel à la municipalité de Bourj El-Barajneh. (2) Photo aérienne de 1971 obtenue auprès de la cartothèque de l'Ifpo. (3) Photo aérienne de 1983 obtenue auprès de la cartothèque de l'Ifpo.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

3.2.2. Au voisinage du camp

Les nouvelles limites du camp

Le camp connait une densification importante de son bâti mais l'extension du camp au-delà de son périmètre reste très limitée jusqu'aux années 1974-1975 (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). Avec l'afflux des déplacés, les terrains de sable aux alentours du camp sont occupés[127]. Le camp s'étend vers l'ouest jusqu'à l'hôpital Haïfa marquant la nouvelle limite du camp (figure 61) (Roberts, 1999, p. 38).

> *L'hôpital, c'était la fin du camp et le bâtiment de Samed était le dernier bâtiment à être construit durant cette période. Le reste s'est développé après la guerre des camps (1985-1987),* affime Bilal, membre de la municipalité, le 13 août 2016.

Selon Abou Ihab (secrétaire du CP-*tahalof*, le 23 décembre 2015), en 1974-1975, la municipalité, en accord avec les dirigeants du camp, – « les *abadayet* » (hommes au cœur fort) extrait le sable pour le vendre. Après l'excavation, les constructions s'étendent sur ces nouveaux terrains exploitables. Chaque nouvel arrivant, Libanais ou Palestinien, découpe un morceau de terrain et s'installe ; le découpage se fait telle une division agricole des parcelles. Le cas du quartier de *Baalbakiyeh* est emblématique de ces installations. Au cours des années 1960, il accueille une population paysanne chiite de la région de Baalbek - El-Hermel mais le besoin de se loger et la disponibilité de terrains mène à sa mixité libano-palestinienne du quartier dans les années 1970.

> *On ne savait pas ce qui allait arriver. On laissait les autres s'installer en pensant qu'on allait partir bientôt. On ne savait pas que la communauté internationale allait nous tourner le dos. Et tout ça est devenu le camp. La municipalité a gagné en argent, nous et les baalbakiyeh en surface*, affirme Abou Ihab, secrétaire du CP-tahalof, le 23 décembre 2015.

En 1980, la limite Ouest du camp atteint une proximité de 30 m. avec le boulevard de l'aéroport (figure 61) (Abou El-Aala, 1980, p. 45). Cette expansion urbaine illégale est rendue possible par l'affaiblissement du secteur public du fait de la guerre civile, réduisant les possibilités de contrôle public de la zone (Abou El-Aala, 1980, p. 48-9). Les groupes politiques qui contrôlent la zone protègent l'occupation illégale et les quartiers irréguliers de Raml El-Aali et de Horch El-Qatil se densifient (Fawaz, 1998, p. 154). L'espace vide entre le camp et ces quartiers se réduit et, en 1980, on parle déjà d'un problème de saturation de l'espace, de manque de surface et du besoin de s'étendre pour répondre à l'accroissement démographique du camp. Le refus des zones voisines d'être

[127] L'arrivée des Palestiniens de la Jordanie en 1970-1971, des Palestiniens suite aux sièges successifs des camps de Beyrouth-Est et des habitants du camp de Rachidiyeh suite à l'invasion israélienne de 78 conduisent à l'apparition de baraques aux limites du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

« balayées » par l'extension spatiale et démographique d'une présence palestinienne si importante empêche le camp de s'étendre (Abou El-Aala, 1980, p. 48).

L'occupation illégale autour du camp : les quartiers de Raml et de Horch El-Qatil

L'occupation illégale des zones de Raml et de Horch El-Qatil, dont les terrains sont restés en indivision jusqu'au début de la guerre et donc inconstructibles du fait de leur taille, est liée à l'affaiblissement du pouvoir public et au changement majeur dans l'équilibre des forces dominantes sur le terrain dans les années 70 et 80 et (Clerc, 2006, p. 15). Détenus par plusieurs propriétaires, ces terrains sont difficiles à défendre. Leur proximité géographique au camp joue aussi un rôle dans leur urbanisation :

> *Ces extensions et cette urbanisation aléatoire est le résultat d'un chaos sécuritaire et incontrôlable dans le secteur du camp avec l'accroissement de la population et l'armement des Palestiniens. Plus personne ne pouvait les (Palestiniens) arrêter !* affirme Bilal, membre de la municipalité, le 13 août 2016.

Pour Clerc-Huybrechts, l'urbanisation illégale du quartier de Raml est liée à la montée en puissance du pouvoir palestinien dans le camp et à ses alentours, particulièrement après la signature des Accords du Caire (Charafeddine 1987, p. 136 ; Clerc-Huybrechts 2008, p. 180). La localisation de ces quartiers n'est donc pas aléatoire et est liée à l'histoire politique et géographique du secteur. Les Accords du Caire, l'arrivée de l'OLP et l'affaiblissement du pouvoir public créent un contexte propice à l'urbanisation illégale à Beyrouth-Ouest, sur les terrains contrôlés par la résistance et les milices chiites. L'histoire géographique et foncière de la zone, avec l'installation du siège de l'OLP à Faqhani et des deux camps en banlieue Ouest exercent des pressions sur l'occupation illégale des terrains autour (Clerc, 2006, p. 15). Avec le début de la guerre, les quelques baraques installées à Horch El-Qatil passent du bois au parpaing. Ces constructions comptent un à deux niveaux et s'étendent illégalement sur les terrains jusqu'au sud du Horch (figure 62) (Charafeddine, 1987, p. 175). La morphologie du quartier de Raml, durant cette période, ressemble à celle du camp : rues tortueuses non asphaltées, bâtiments d'un, deux ou même trois étages et façades en parpaings sans enduit (figures 62, 63 et 64). Les poteaux et leur ferraillage dépassent les dalles du toit et sont laissés en attente pour un éventuel ajout de futurs étages (Charafeddine, 1987, p. 148-51).

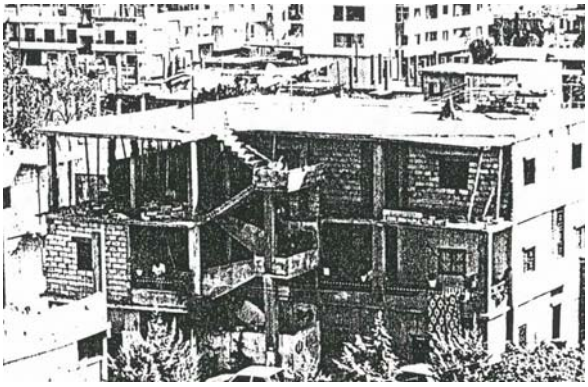


Figure 62. Les constructions illégales à Raml en 1984

Source : Charafeddine, 1987, p. 153.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 64 La morphologie d'un bâtiment dans le quartier Raml en 1984

Bâtiments limités au Rez-de-chaussée dans les années 50, ils connaissent un phénomène de surélévation du bâti existant et le rajout d'un à trois étages en plus dans les années 80.

Source : Charafeddine, 1987, p. 285.

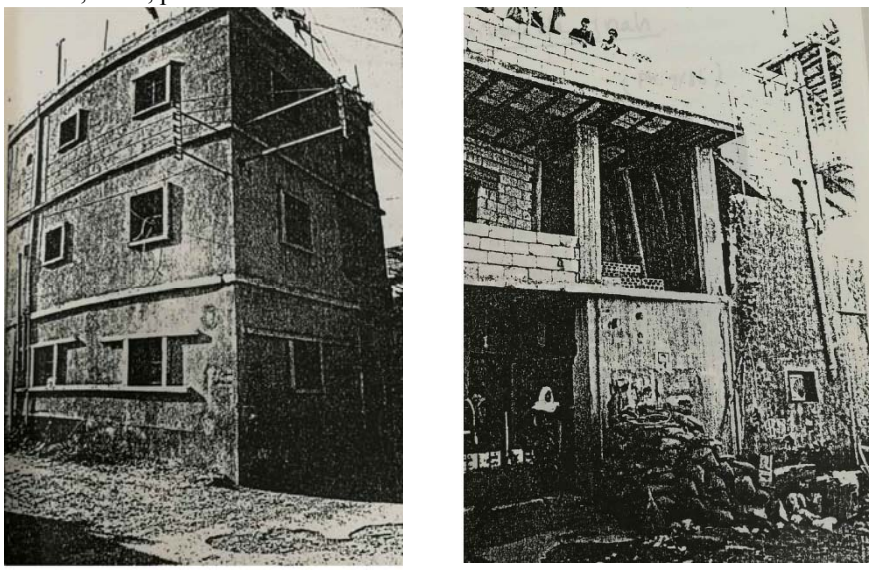


Figure 63. Paysage urbain du quartier de Raml en 1984

Au premier plan, apparaissent les poteaux en béton armé d'un bâtiment, laissés en suspens pour une future surélévation. Au second plan apparaissent les squelettes des étages de quelques bâtiments, synonymes de bâtiments en plein travaux.

Source : Charafeddine, 1987, p. 153.



Les réseaux à Raml

Le quartier irrégulier de Raml compte en 1987 30 000 habitants dont la majorité est en situation foncière illégale : occupation des terrains d'autrui, occupation de bâti existant et construction sans permis. La desserte du quartier en eau, en électricité et en assainissement se fait collectivement. L'illégalité de l'urbanisation et donc l'absence de

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

la puissance publique pousse les habitants à s'organiser et assurer les services urbains du quartier. Les habitants au nord-est du quartier, situés à proximité des canalisations municipales, participent aux frais des travaux entrepris collectivement pour la construction d'un réseau d'égouts. Pour ceux qui habitent plus loin, ils dépendent des fosses septiques. L'accès à l'eau est indépendant de tout réseau public. Comme dans le camp, les habitants creusent 125 puits artésiens dans la zone et en 1987, l'eau des 65% des puits en banlieue sud est très polluée. Tout le quartier est desservi par l'électricité et la majorité des ménages ont des compteurs électriques (Charafeddine, 1987, p. 155). A la fin des années 1980, le bâti du quartier compte en moyenne une hauteur de trois étages (Charafeddine, 1987, p. 183).

3.2.4. La limite Est du camp : géographie d'une frontière communautaire

Les réfugiés des camps dépendent des affinités et des alliances politiques de l'OLP : leur contact avec le voisinage libanais a été très différent selon que celui-là a été chrétien ou musulman, sunnite ou chiite (Kodmani-Darwish, 1997, p. 68). Avec l'aggravation du conflit entre la gauche libanaise et les milices chrétiennes, la relation entre les Palestiniens du camp et les Chrétiens de Haret Hreik devient tendue.

> *Après 1969, ils (les habitants du camp) deviennent incontrôlables, ils se révoltent contre l'armée libanaise. Avec l'arrivée de l'OLP, la situation est un chaos sécuritaire*, entretien avec Bilal, membre de la municipalité, le 13 août 2016.

En mars 1970, la résistance du camp attaque le bureau du parti des Phalangistes à Haret Hreik. L'attaque fait six morts. Au cours de la même année, le commandant du CLAP du camp Saïd Ghoch est tué. Progressivement, la limite Est du camp se transforme en un champ de bataille entre l'armée libanaise et les habitants chrétiens de Haret Hreik d'une part et les Palestiniens du camp de l'autre (El-Hage Ali, 2007, p. 58). Les Palestiniens du camp et les chiites du voisinage maintiennent des relations de voisinage et ces derniers rejoignent les rangs palestiniens dans les batailles (El-Hage Ali, 2007, p. 56-7).

Fermeture des frontières : la guerre des camps

Dans les camps, la résistance vient remplir un vide laissé par les pouvoirs libanais et créé par l'absence de tout processus d'intégration des réfugiés au Liban. Après le départ de l'OLP en 1982, les Palestiniens du camp sont à nouveau exposés aux hostilités libanaises, cette fois perpétrées par des chiites. Dans l'objectif de contrôler les camps et de mettre fin au pouvoir indépendant de l'OLP, la Syrie se sert de ses alliés, la milice chiite Amal et le Parti Socialiste Progressiste, pour mener une guerre contre les camps de la banlieue sud. Comme à Chatila, Amal mène une guerre contre le camp de Bourj El-Barajneh de 1985 à 1987 sous prétexte que la résistance est en train de se réorganiser à nouveau dans le camp. Elle assiège le camp et empêche les résidents de se procurer des aliments frais (Khawaja, 2011, p. 57).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Bombardement d'artillerie et siège du camp : fermeture des frontières

Alors que 50% du camp fut détruit par l'invasion israélienne de 1982 (Gorokhoff, 1984, p. 321), les réfugiés considèrent les trois sièges d'Amal comme leur pire expérience dans le camp[128] (figure 65).

> *Ce que nous avons vécu durant les guerres, c'étaient des bombes qui tombaient sur nos têtes. On est resté un mois assiégé, sans nourriture. On passait des jours sans rien manger. On tuait des chats pour manger, de l'herbe, de la mauve*, affirme Abou Khaled, habitant du camp, le 1 août 2016.

Amal contrôle les secteurs et les bâtiments aux frontières Sud et Est du camp. Les combattants du camp réussissent à prendre le contrôle sur la frontière Ouest mais le camp tombe finalement sous le siège total d'Amal. Cette guerre produit une grande rupture dans l'histoire des relations libano-palestiniennes, surtout dans la mémoire de ceux qui l'ont vécu :

> *Durant cette guerre, les commerces et les boutiques de Palestiniens ont été ciblés. Cela a créé une barrière psychologique, une méfiance. Il y a, depuis, une peur d'investir, de construire ou d'ouvrir un magasin dans le voisinage. La confiance des Palestiniens, après cette guerre, s'est erodée. Les Palestiniens ne sont plus confiants quant à leur situation et leur futur. Cela les empêche d'investir leur capital dans la zone (de la Dahiyé)*, affirme El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Après cette guerre, les Palestiniens du camp perdent l'aise et la confiance qu'ils avaient dans le voisinage et leurs activités à l'extérieur diminuent. Les Palestiniens avaient, avant la guerre du camp, un rôle important dans le dynamisme de l'activité commerciale de la rue Abdel Nasser, surtout dans son côté limitrophe au camp (entretien avec El-Hage Ali, le 22 juin 2016). Depuis cette guerre, ils sont méfiants vis-à-vis de leur voisinage, en particulier dans les secteurs gérés par la milice Amal. Quant aux habitants de Bourj El-Barajneh, ils subissent les conséquences d'une guerre qu'ils n'ont pas choisi : nombreux sont les habitants tués ou blessés à la limite Est du camp lors des affrontements entre Amal et les combattants. Cela va fragiliser les liens entre le camp et son voisinage :

> *Ce n'est pas le fils de Bourj El-Barajneh qui mène la guerre contre les Palestiniens mais les Palestiniens ont tiré dans tous les sens. Mon père a pris une balle dans la poitrine mais il a survécu. D'autres n'ont pas survécu et beaucoup de familles du Bourj comptent des martyrs depuis cette guerre*, explique Bilal, membre de la municipalité, le 13 août 2016.

[128] Le premier siège dure un mois, le deuxième six semaines et le dernier six mois. Roberts, 1999, p. 39.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

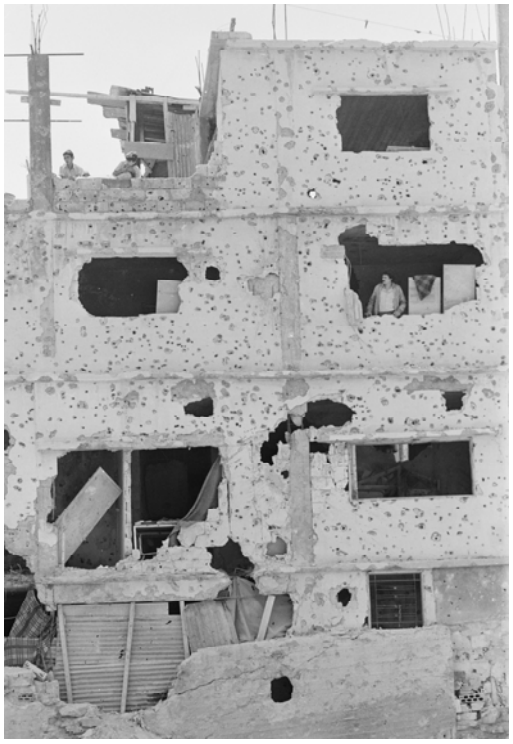


Figure 65. Les destructions dans le camp de Bourj El-Barajneh durant la Guerre des camps

Photo de la façade d'un bâtiment situé à la limite du camp en hiver 1987.

Source : George Nehmeh, 1987, archives de l'UNRWA.

Note conclusive

Dans la période de la guerre libanaise, si les frontières juridiques sont conçues pour distinguer les Libanais des autres (Palestiniens), des frontières secondaires – des sous-frontières recoupent celles-ci, créant des catégories sociales où la frontière entre le Libanais et le Palestinien devient poreuse jusqu'à s'effacer. Au sein de ces catégories sociales, l'appartenance libanaise ou palestinienne perd son importance. Produites par des intérêts sectaires, politiques et économiques, ces nouvelles catégories beyrouthines se regroupent dans un même milieu, celui des camps et des quartiers irréguliers autour. Les camps palestiniens et les quartiers irréguliers de la banlieue sud-ouest de Beyrouth deviennent des lieux où le citoyen et le réfugié se rencontrent (Martin, 2015, p. 18).

À la sortie de la guerre, cette frontière entre les Palestiniens et les Libanais s'épaissit. Les Palestiniens deviennent la cible commune de la politique libanaise et le bouc émissaire sur lequel la plus grande partie de la responsabilité de la guerre sera placée (Khawaja, 2011, p. 59 ; Meier, 2009a; Sfeir, 2010, p. 27-8). Ils sont isolés du reste de la diaspora et feront face à des politiques étatiques d'étranglement des camps (Doraï, 2006, p. 149-50). Après la guerre, l'Etat libanais et la Syrie font des camps des espaces de confinement et de surveillance : *« ils nous enferment la nuit. C'est vraiment comme une prison »* affirme un habitant de Chatila (traduit de l'anglais par N. Tabet, dans Peteet, 2005, p. 171). Les checkpoints de militaires syriens et libanais installés aux entrées des deux camps contrôlent les déplacements *in-out* ; aux checkpoints, des hommes sont battus, dépossédés, arrêtés et parfois disparaissent. Les flux vers le camp sont limités ; pour les étrangers au camp, les frontières du camp ne s'ouvrent qu'avec l'obtention d'une permission des militaires aux portes. Le gouvernement libanais abroge en mai 1987 les

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Accords du Caire sans aucune distinction entre leurs aspects politiques et leurs aspects sociaux (Kodmani-Darwish, 1997, p. 85 ; Meier, 2009). L'annulation de ces accords, qui définissaient la relation entre l'Etat et les camps, replace ces derniers *« à la merci des caprices des forces syriennes »* (entretien avec Farid, habitant du camp et militant, le 17 décembre 2016).

La guerre civile libanaise se conclut avec la signature des accords de Taëf en 1989. Le mouvement national palestinien se trouve divisé et l'OLP est incapable d'assurer la protection des Palestiniens dans l'exil (Weighill, 1997, p. 300-2). Les services de sécurité syriens poursuivent leur lutte contre Arafat et son influence politique détruisant les restes des institutions palestiniennes de l'OLP (Rougier, 2005). En 1991, l'OLP perd ses dernières bases militaires au Liban marquant la fin de sa période d'autonomie militaire (Nasarallah, 1992, p. 22).

Conclusion de la deuxième partie

Cette deuxième partie de mise en contexte a tracé l'évolution du camp de Bourj El-Barajneh et en partie de celui de Chatila, en relation avec le contexte historique et politique du Liban et urbain de la capitale. En ce faisant, elle nous a permis de comprendre pourquoi, dans le Liban de l'après-guerre, la présence palestienne au Liban – camps et réfugiés – fait face à des politiques étatiques d'exclusion et de marginalisation plus importantes que jamais.

Que ce soit par des politiques d'acceuil, d'exclusion et d'intégration par le haut ou des processus d'inclusion naissant entre les habitants du camp de Bourj El-Barajneh et les quartiers du voisinage, le camp s'est urbanisé progessivement et à des rythmes propres à chaque période de sa gestion. La dialectique de l'inclusion/exclusion de notre camp d'étude a évolué en lien avec le contexte géographique et sociale, mais surtout en fonction du contexte politique à l'échelle nationale et régionale qui a profondément marqué les processus d'inclusion et d'exclusion du camp dans son entourage. L'étude de l'évolution sociale et spatiale du camp a montré l'importance du contexte politique dans la question de l'intégration des Palestiniens au Liban. Elle nous a permis de comprendre comment se sont produites les frontières entre le camp et son dehors, entre la communauté palestinienne et la communauté libanaise, analysées à différentes échelles. L'étude a précisé sur le terrain le tracé des frontières du camp, de leur production, leur délimitation et leur démarcation.

L'intégration des Palestiniens au Liban durant ces quatre décennies a principalement été interprétée dans sa dimension politique. En effet, depuis l'arrivée des réfugiés de Bourj El-Barjaneh et la genèse du camp, le rôle de l'Etat libanais et la nature de ses relations avec ses voisins, principalement la Syrie, l'Israel, l'Egypte et l'OLP, se sont manifestés de façon très claire et directe dans l'habitat du camp, l'évolution de ses frontières et les conditions de vie de ses habitants.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Le travail qui suit s'inscrit dans la continuité de cette deuxième partie. Après avoir étudié l'évolution du camp et de sa représentation par la société libanaise de 1948 et jusqu'à 1990, nous examinons empiriquement par la suite la situation actuelle du camp et des réfugiés de Bourj El-Barajneh, soulignant les processus d'exclusion et d'inclusion qui en découlent et leurs répercussions sur l'habitat du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

PARTIE 3. Le camp de l’après – guerre : une inclusion opérée par le bas

© 2020 Tous droits réservés.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

A la fin de la guerre civile libanaise, la présence palestinienne constituera une question centrale dans la réconciliation nationale et le rétablissement de l'ordre. Les ennemis libanais de guerre s'unissent dans un front contre la présence palestinienne qui servira de dénominateur commun à l'unification nationale (Khawaja, 2011, p. 60). La présence palestinienne est perçue comme une menace à la sécurité nationale et le gouvernement libanais établit un consensus politique libanais sur la nécessité de surveiller les Palestiniens à court terme et de leur refuser le *tawteen* - leur implantation permanente (Peteet, 1996, p. 27 ; Meier, 2009a, p. 223-228).

Pour les Palestiniens, l'intégration dans les pays d'accueil signifie la perte du droit au retour, la ratification de la politique d'expulsion d'Israël et la perte de leur identité en tant que groupe national (Meier, 2009a, p. 223-242; Wheighill, 1997, p. 308-9). Pour les Libanais, le *tawteen* constitue à la fois un plan israélien de liquidation de la cause palestinienne et un projet d'annihilation de l'identité libanaise et de changement de l'équilibre confessionnel libanais (Meier, 2009a, p. 230-232). Le *tawteen* est refusé catégoriquement ; « *Ce n'est ni dans leur intérêt ni dans celui du Liban* » affirme le premier ministre Sélim Hoss à Radio France Internationale en 1998 (OLJ, 14/12/1998).

> *« Le Liban n'intégrera jamais les Palestiniens. Ils ne recevront pas de droits civils ou économiques, ni même de permis de travail »* affirme Rafiq Al-Hariri, ancien premier ministre en 1998 (traduit de l'anglais par N. Tabet, Bowker, 2003, p. 75 ; cité dans Khawaja, 2011, p. 61).

Le danger d'*Al-tawteen* est utilisé pour justifier les politiques exclusivistes à leur égard (Khawaja, 2011, p. 61 ; Meier, 2009a, p. 230). Les accords d'Oslo en 1993 ne vont qu'empirer leur situation ; ratifiés à huis clos entre l'OLP et le nouveau gouvernement israélien, ces accords mènent à une scission au sein des Etats arabes. Le Liban considère que les accords ne prennent pas en considération les besoins des Palestiniens en dehors des territoires occupés. Le discours anti-palestinien refait surface et redevient central dans l'univers politique libanais. Pour rassurer l'opinion publique, le gouvernement impose plus de restrictions aux Palestiniens afin de réduire leur nombre au Liban. En 1994, moins de 1% des permis de travail délivrés par le ministère sont octroyés aux Palestiniens. L'accès des Palestiniens à l'emploi et les possibilités qui existaient avec l'OLP, les ONG et l'UNRWA diminuent radicalement (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 384-5). En 1995, le gouvernement libanais renforce ses politiques d'immigration afin d'empêcher le retour sans visa d'environ 15000 Palestiniens expulsés de la Lybie (Nasrallah, 1997, p. 356-7 ; Shiblak, 1997, p. 270-1).

Dans un contexte de fragmentation identitaire après la guerre, la figure du Palestinien comme ennemi intérieur et celle du camp comme îlot d'insécurité sont nécessaires pour la (re)constitution de l'identité collective au Liban (Khalidi, 2010, p. 30, cité dans Khawaja, 2011, p. 62). Le Liban resserre les politiques à leur égard et le contrôle des camps. Mais malgré la mise à distance de la communauté palestinienne après la guerre,

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

les liens économiques, sociaux et spatiaux avec la société d'accueil sont inévitables. La temporalité de leur présence dans le pays les a mené à construire des liens avec la société. Ils travaillent dans l'économie libanaise, certains habitent même à l'extérieur des camps. La qualité des habitations s'améliore et les camps s'urbanisent progressivement (Weighill, 1997, p. 307-9).

Cette dernière partie de notre étude se structure autour de cette oscillation entre politiques exclusivistes après la guerre et les processus d'inclusion par le bas des camps et de leurs habitants. Elle se centre autour de la situation urbaine actuelle du camp de Bourj El-Barajneh et cherche à examiner l'habitat et les frontières du camp - leur mouvance et leur transgression - depuis la fin de la guerre en 1990. Cette période correspond à une période de renouvellement physique et social du tissu du camp, une période de développement d'un marché immobilier intense, une période d'attractivité du camp et de l'accroissement et de la diversification de sa population.

L'examen des espaces frontaliers du camp dans l'étude de la dialectique de l'exclusion/inclusion met en valeur les liens existants entre le dedans et le dehors, les liens entre les acteurs intérieurs et extérieurs, leurs intérêts et les stratégies adoptées faisant émerger des processus d'inclusion du camp dans son environnement voisin. Les zones frontalières sont des espaces de négociations entre acteurs qui, par leurs pratiques quotidiennes, produisent des formes d'inclusion (Hinger, Schäfer et Pott, 2016, p. 440-463). Dans ce sens, les trois chapitres ci-après étudient les processus d'inclusion qui s'opèrent « par le bas ». Ils se centrent sur l'échelle locale mais ne se limitent pas à celle-ci ; la rencontre des différentes échelles s'avère essentielle à des moments pour souligner les processus d'exclusion/inclusion du camp.

Le sixième chapitre correspond à la période de reconstruction nationale et des camps. Elle permet de comprendre la situation des camps à la fin de la guerre. Le septième chapitre est une analyse typologique des réseaux de services urbains de base du camp. Il analyse les composantes attractives et répulsives physiques de ces réseaux et souligne les logiques suivant lesquelles ces réseaux participent à l'ouverture/fermeture des frontières du camp. Le huitième et dernier chapitre se focalise sur l'habitat du camp. Il étudie d'abord (1) la logique de la densification de l'habitat du camp et ses techniques, la mouvance du bâti et le symbolique de l'habitat du camp. Il analyse ensuite (2) la production foncière et immobilière, le marché locatif, les stratégies de vouloir-habiter des individus pour conclure sur les conflits identitaires qui naissent dans un contexte d'exclusion juridique entre habitants et étrangers au camp. Cette dernière section analyse les formes urbaines aux frontières du camp contribuant ou pas à son ouverture sur le voisinage.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 6 : Les Palestiniens et les camps dans le Liban post-guerre

Ce chapitre porte sur les camps dans le Liban de l'après-guerre, période qui va de 1989 et la siganture des accords du Taëf, jusqu'en 2005, année de la sortie de l'armée syrienne du pays. Il permet de comprendre le contexte actuel des camps et met en lien les politiques d'exclusion nationale des camps avec les processus de leur inclusion. Cette période se distingue par la mainmise syrienne sur le Liban et sur les camps palestiniens (Nasrallah, 1992, p. 18). Période relativement calme, elle voit s'améliorer les relations libano-palestiniennes (Saleh (dir.), 2012).

Les accords du Taëf ne traitent pas la question de la présence, de la protection ou du futur des réfugiés palestiniens, la seule référence des accords au dossier palestinien est le rejet de leur rapatriement au Liban – *Al-tawteen* (Khawaja, 2011, p. 58-9 ; Meier, 2009a). La gouvernance des camps (CP, postes de responsabilité au sein de l'UNRWA, *etc*.) est soumise au pouvoir syrien : elle passe aux mains des factions palestiniennes (FPLP-Commandement général, El-Sa'iqah, Fatah-Intifada) organiquement reliées au régime syrien (Rougier, 2005).

> *L'arrivée des syriens dans le camp et leur gouvernance par la force signifient la reconnaissance des factions palestiniennes pro-syriennes et donc du CP du tahalof kouwat el-tahrir (Alliance des Forces de la Libération) et non pas celles de la mounazzamé (l'OLP) qui ne sont plus représentées dans le camp,* explique Farid, habitant du camp et membre de Fatah, le 17 décembre 2016.

Le danger du *tawteen* s'associe aux propositions de reconstruction des camps. Les projets de reconstruction et de réhabilitation des camps sont perçus comme des tentatives d'installation permanente et seront rejetés : pendant que la reconstruction du pays se planifiait, la place des Palestiniens et des camps dans celle-ci restait incertaine (Weighill, 1997, p. 303). L'image du camp devient celle d'un territoire sans loi, armé, un territoire où les forces de sécurité libanaises ne pénètrent pas (Khawaja, 2011, p. 62-4). Les contrôles libanais des camps s'intensifient sous le prétexte de prolifération des armes et l'armée libanaise (et syrienne) installe ses points de contrôle aux entrées des camps. La vie palestinienne se retrouve régulée dans tous ses aspects (Khawaja, 2011, p. 65).

1. La reconstruction de l'agglomération de Beyrouth ; priorités et enjeux

Nous ne pouvons pas comprendre les processus de reconstruction des camps de Beyrouth sans examiner les projets publics de reconstruction de la banlieue sud-ouest au lendemain de la guerre civile libanaise, en particulier ceux ciblant le relogement des déplacés de la banlieue sud-ouest.

© 2020 Tous droits réservés.

Suite à la guerre civile libanaise, le pays a connu de lourdes pertes matérielles, estimées de 20 à 25 milliards de dollars (Katkhouda, 1998, p. 13). Le pays est en crise économique, les activités portuaires et aéroportuaires sont interrompues, le secteur industriel est détruit et le secteur bancaire est endetté. Le taux de chômage de la population libanaise active est de 20%. Deux plans nationaux principaux sont conçus pour la reconstruction : le Plan National de Reconstruction d'Urgence (*National Emergency Reconstruction Plan*, élaboré dès 1992 et sur cinq ans et le Plan Horizon 2000 élaboré en 1994 sur une période de dix ans (Katkhouda, 1998, p. 13 ; Verdeil, 2002, p. 145). Le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), établissement public lié à la Présidence du Conseil des ministres, est responsable de la gestion des travaux de la reconstruction (Verdeil, 2002, p. 389-395). Bien que les priorités budgétaires du gouvernement concernent les besoins vitaux de la vie quotidienne comme l'électricité, le logement des déplacés et la rénovation des infrastructures (tableau de la figure 66), la priorité est accordée aux infrastructures physiques et aux projets de développement économique de la capitale (Katkhouda, 1998, p. 13 ; Verdeil, 2002, p. 145-147). L'agglomération beyrouthine ayant subi le plus de destructions par rapport aux autres régions, le redressement économique du pays devait passer d'abord par sa capitale. L'objectif est de replacer Beyrouth à l'échelle internationale et absorber la plus grande part possible des investissements (Verdeil, 2002, p. 148). Les projets cherchent à améliorer l'accessibilité de la capitale et donc la reconstruction des infrastructures-clés (Verdeil, 2002, p. 149).

Figure 66. ***« Planification des investissements de la reconstruction (10 premiers postes) »***

Source : Tableau n. 3-5, CDR, extrait de Verdeil, 2002, p. 146.

	Plan d'urgence (1993-1995)	**Plan quinquennal (1993-1997)**	**Plan « 2000 » (1994-2002)**
Electricité	17	12	14
Habitat	13	12	9
Déplacés	8	11	
Routes	8	16	18
Assainissement	5	6	6
Aéroport	5	4	
Enseignement			8
Eau	4		3
Télécommunications	5	3	
Industrie	4		3
Bâtiments gouvernementaux	5	4	
Postes et communications			6
Agriculture		5	5
Santé		4	4
Culture			4
Port	5		

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.1. Les irrégularités urbaines dans l'agglomération beyrouthine post-guerre

L'organisation démographique de l'agglomération est profondément modifiée par la guerre. En 1987, 27,3% des habitants de l'agglomération sont des déplacés internes et habitent principalement à l'Ouest de la ville, le long de la ligne verte (Kasparian et Baudoin, 1992, p. 114, cité dans Verdeil, 2002, p. 120). S'y ajoutent les arrivées successives de déplacés d'autres régions qui occupaient parfois des logements et des terrains vides (figure 68) (Verdeil, 2002, p. 120). Durant la guerre, des terrains et des tentes sont mis à disposition des déplacés libanais, ceux-ci restent vides et ne seront pas habités (figure 67). Les déplacés libanais préfèrent occuper un bâtiment ou se construire un abri ; les figures 68 et 69 illustrent les formes que prennent ces différentes occupations que connait la banlieue. La guerre a contribué à l'accroissement des irrégularités foncières que ce soit par la construction hors normes des terrains, l'occupation illégale des terrains d'autrui (public ou privé), l'occupation illégale de logements ou l'occupation de propriétés maritimes (figure 69). Ces irrégularités se concentrent surtout dans le centre du pays (Beyrouth et Mont-Liban) et particulièrement en banlieue sud où l'occupation illégale a surtout lieu durant les périodes d'instabilité politique, l'Etat étant trop faible pour pouvoir protéger les propriétés privées (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 176 ; Katkhouda, 1998, p. 21 ; Verdeil, 2002, p. 128). Et en 1995, environ 25% de la population de l'agglomération est en situation d'occupation illégale (Katkhouda, 1998, p. 21).

Figure 67. ***« Les tentes de l'Etat installées au Stade municipal de Beyrouth, sont restées vides »***

Source : Sako Békérian, archives de l'Orient-Le-Jour, 1978.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 69. "*Pour les réfugiés, la tente ou la « requisition »*

« Dans les quartiers-ouest de Beyrouth, les rares immeubles et appartements « disponibles » qui n'avaient pas encore été occupés de force, continuent d'être pris d'assaut, souvent les armes à la main. Ce qui donne lieu parfois à des accrochages avec les propriétaires, locataires ou gardiens des logements visés »

Source : Hampar Naguizian, l'Orient-Le-Jour, 1978.

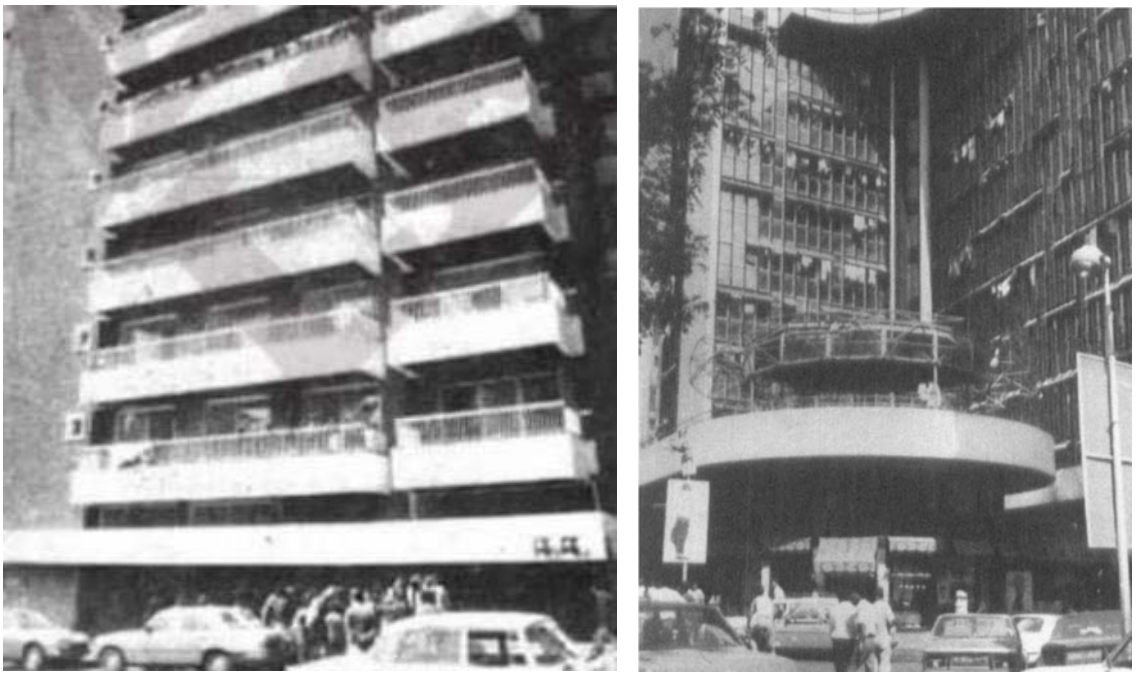
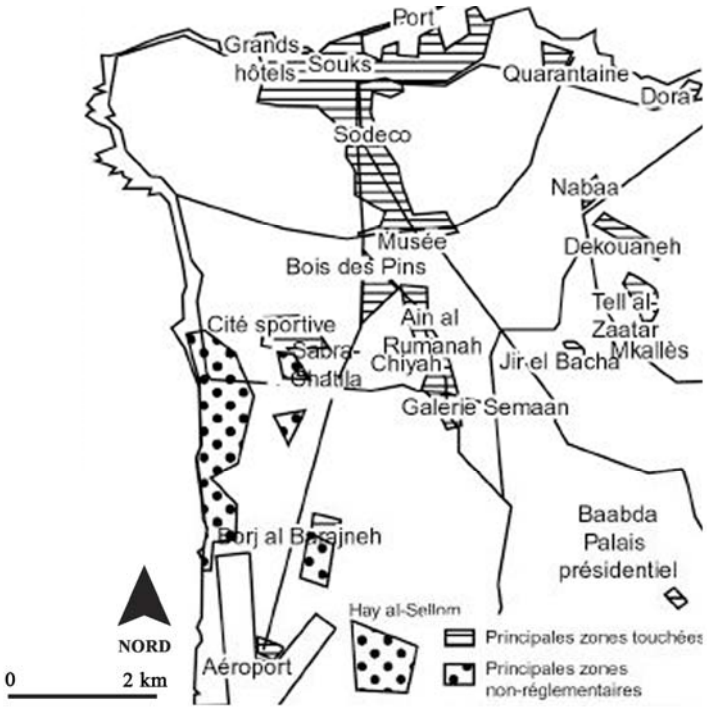


Figure 68. Carte indicative des principales zones touchées par la guerre et des zones d'habitat non réglementaires dans l'agglomération de Beyrouth

Source : « Recoupement d'après Pharès-Schmeil en 1977, mission franco-libanaise en 1984 et l'IAURIF en 1993 », dans Verdeil, 2002, p. 117.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.2. La reconstruction en banlieue sud de Beyrouth

Le besoin de libérer les propriétés occupées et de reloger les déplacés constitue au cours des années 1990 une priorité nationale (Katkhouda, 1998, p. 21 ; Verdeil, 2002, p. 125). En 1992, l'Etat crée le ministère des Déplacés et une Caisse sous le même nom chargés de l'élaboration de programmes pour le retour des déplacés (Virely, 2000, cité dans Verdeil, 2002, p. 140-1 ; Kanafani-Zahar, 2004). Les fonds de la Caisse sont destinés à la distribution des allocations pour le relogement des locataires illégaux et apporter une aide aux personnes dont les logements ont été endommagés. Dans les cinq premières années, l'investissement total budgétisé pour le logement et le retour des déplacés s'élève à près de 755 millions de dollars, la plupart sous forme de prêts (Katkhouda, 1998, p. 21-2). Les travaux exécutés à cet effet concernent le déblayage des débris des sites concernés, la réparation des bâtiments endommagés, l'évacuation de logements occupés illégalement, la construction de nouveaux logements et la réhabilitation des zones de logements informels (Féghali, 1994, cité dans Katkhouda, 1998, p. 22-3 ; Kanafani-Zahar, 2000, p. 82). Notre attention portera sur un de ces projets, le projet public de Elyssar pour le réaménagement des quartiers informels dans la banlieue sud de Beyrouth, cela parce que le projet inclus dans son périmètre le camp de Chatila mais exclut celui de Bourj El-Barjaneh (figure 71).

Le projet Elyssar

Au cours des années 80, la banlieue sud constitue le principal lieu d'installation des déplacés chiites et palestiniens. Celle-ci s'effectue en partie par des occupations illégales avec environ 40% de ses nouveaux arrivés installés de façon illégale. L'Etat veut rétablir son pouvoir sur la zone et mène des politiques de force ou d'incitation au retour des déplacés dans leurs régions d'origine (Verdeil, 2002, p. 529-31). C'est le cas des évictions des habitants de constructions illégales à proximité du boulevard de l'Aéroport ou l'adoption de la loi n°13 en 1983 autorisant la destruction d'habitations illégales qui occupent des propriétés de l'État. Ces politiques de lutte contre les occupations suscitent un vif mécontentement qui se traduit par des affrontements militaires et le soulèvement de la banlieue sud (Verdeil, 2002, p. 530-1).

A la fin de la guerre, l'importance de ces zones d'habitats irréguliers les place à nouveau comme une priorité de l'Etat. Les tentatives de régularisation urbaine en banlieue sud refont surface (Clerc-Huybrechts, 2008, p. 11-5; Verdeil, 2002, p. 128) : vu sa situation géographique située entre Beyrouth-centre et le sud, entre le centre-ville et l'aéroport, la banlieue sud constitue une opportunité et un enjeu de développement économique. L'Etat mène donc des projets dans la zone comme la reconstruction de la Cité sportive ou l'amélioration de l'accessibilité par l'ouverture des voies reliant Beyrouth. Ces projets se font au détriment d'expropriations de quartiers irréguliers à Jnah, Ouzaï et Maramil.

La reprise du contrôle étatique en banlieue sud dépend des milices présentes sur le territoire – Amal et Hezbollah, et une concertation avec ces milices est essentielle pour la

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

réussite du projet (Verdeil, 2002, p. 543). Rafiq Hariri, premier ministre depuis 1992, et sa firme OGER Liban, sont associés dès 1983 aux projets urbains en banlieue sud (Verdeil, 2002, p. 538-9). La vision de Hariri est d'assurer les conditions propices au développement du marché libanais et attirer les investissements à Beyrouth. Trouver une solution à l'irrégularité foncière en banlieue allait de pair avec l'amélioration de l'image de l'agglomération. Après trois ans de négociations entre le gouvernement, Amal et le Hezbollah, le CDR propose en 1995 la création d'un établissement public Elyssar chargé du suivi des projets d'aménagement en banlieue sud (Verdeil, 2002, p. 140).

Elyssar *« a pour objet le réaménagement et la restructuration de la partie ouest de la dahiyah »* (Harb el Kak, 1999, p. 110, cité dans Verdeil, 2002, p. 546). Le projet veut éliminer les quartiers irréguliers et les reconstruire selon les normes d'urbanisme. Il envisage de reloger la moitié des habitants-déplacés dans 7500 unités d'habitat social et cela en démolissant les quartiers irréguliers qui occupent son périmètre (Harb el-Kak, 1999, p. 110, cité dans Verdeil, 2002, p. 166).

Le projet comprend dans son périmètre le camp de Chatila mais exclut le camp de Bourj El-Barajneh (figures 71 et 72). Toutefois, même si le camp de Chatila est compris dans le périmètre d'étude, il est désigné comme zone à statut spécial et est représenté par une zone vide, blanche sur les plans du projet comme le montrent les figures 71 et 72 ci-dessous. Pour les autorités libanaises, les camps sont de la responsabilité de l'UNRWA et sont exclus volontairement des projets d'aménagement libanais même dans des situations de camps quasi-totalement détruits par la guerre.

Le projet de Elyssar se heurte à l'opposition des intérêts des acteurs et à des obstacles financiers. Pour Amal et le Hezbollah, l'intérêt est politique : ils veulent préserver les intérêts des habitants afin de garantir une influence électorale. Pour l'Etat sous Hariri, l'intérêt est d'ordre économique, il procède au désenclavement de la zone par la réalisation de routes banalisant l'aspect social du projet. Le manque de financement est un autre obstacle ; le projet est financièrement déséquilibré et n'aboutit pas (Verdeil, 2002, p. 547-9).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

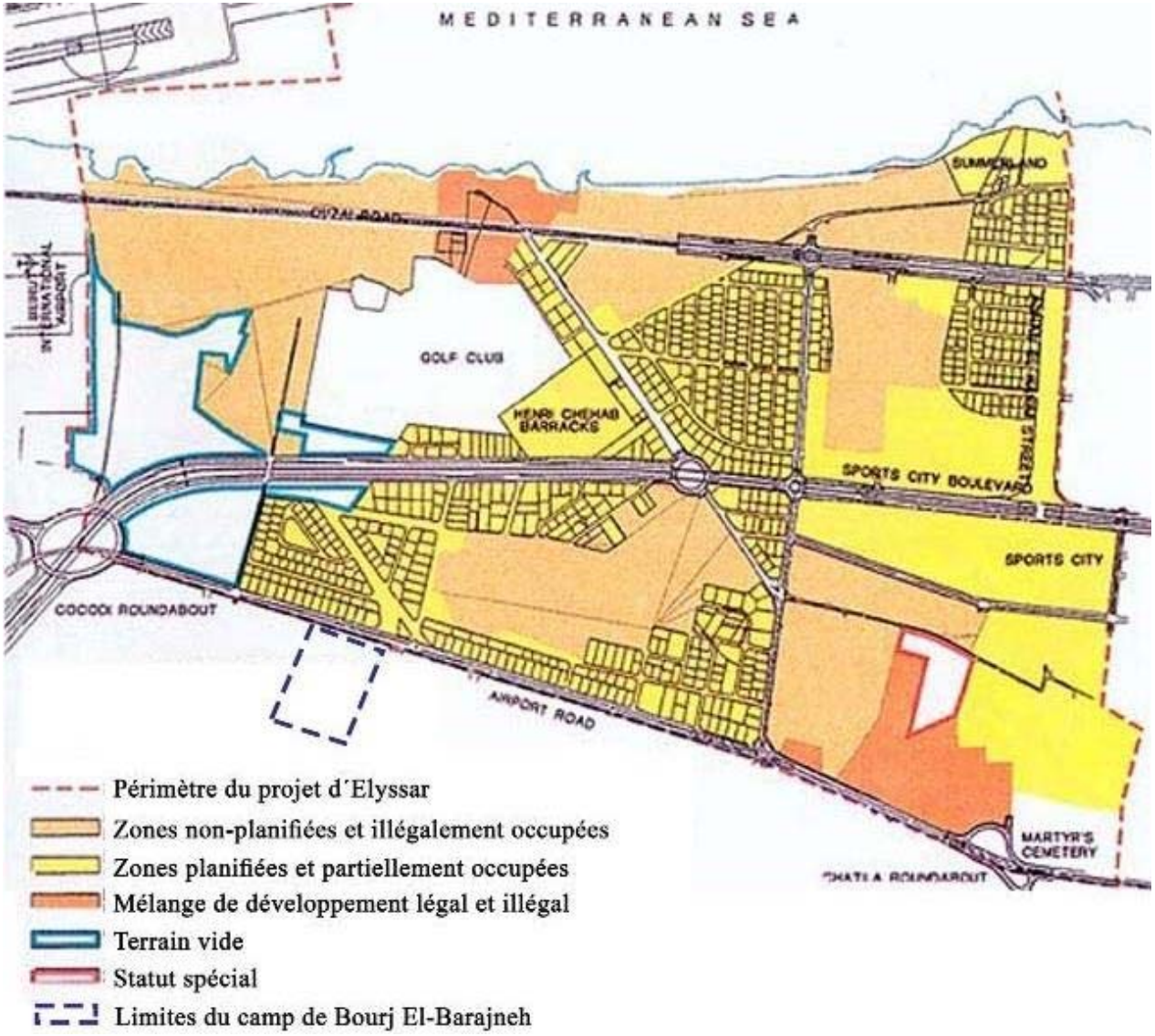


Figure 70. Limites des camps de Chatila et de Bourj El-Barjaneh au sein du périmètre Elyssar

L'encadré sur le plan en rouge « statut spécial » renvoit au périmètre du camp de Chatila. Le camp de Bourj El-Barajneh se situe à la périphérie du périmètre Elyssar.

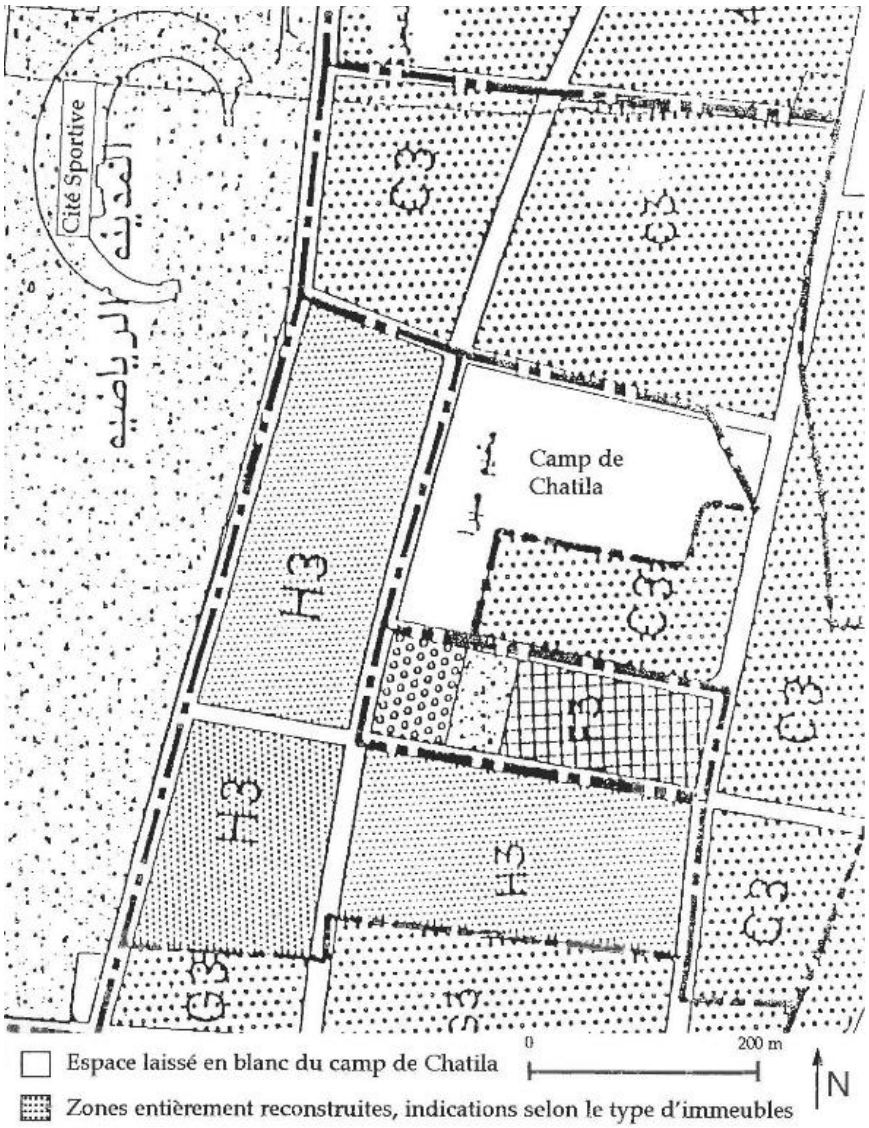
Source : plan téléchargé du site web d'Elyssar et modifié par N. Tabet, 2018.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Figure 71. Extrait du plan masse du projet Elyssar pour le réaménagement de banlieue sud de Beyrouth

Source : ALBA, plan masse Elyssar, modifié par les enquêtes de Julien Mauriat, dans Mauriat, 1997, p. 157.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Politiques d'étranglement et (re) confinement dans les camps

Pendant que le gouvernement dresse des stratégies pour la reconstruction nationale, les Palestiniens se confrontent à des obstacles insurmontables dans les camps, à la pauvreté, au chômage et au manque de droits politiques (Peteet, 1996, p. 27). Les camps et leurs habitants sont exclus de la reconstruction nationale et connaissent dans les années 90 une période de marginalisation économique, politique et de confinement spatial.

Trois des quinze camps détruits durant la guerre ne seront plus reconstruits. La construction d'un nouveau camp pour compenser la surface perdue est refusée par le gouvernement. A la sortie de la guerre, les Palestiniens des camps ont donc perdu 10% de la surface administrée par l'UNRWA alors que la population a triplé depuis 1950 (figure 73). Les camps de Beyrouth et du Sud sont gravement touchés par la guerre : Ein El-Helwe est presque entièrement détruit, 40% du camp de Rachidiyeh est détruit, 80% de Chatila est à reconstruire et à Bourj El-Barajneh, 60% du camp est affecté (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 381).

Figure 72. Les camps palestiniens du Liban, surface et population en 1993

Les camps de Nabatiyeh, Tel Ez-Zaatar et Jisr El-Bacha sont détruits durant la guerre.

Source : Ayoub, 1994, p. 154 dans Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 379 ; Roberts, 1999, p. 18.

Région	Camp	Surface (m^2)	Population en 1971	Population en 1993	Population en 1997	% de croissance
Beyrouth	Mar Elias	5 400	500	635	1 541	142%
Mont-Liban	Chatila	39 567	7 000	7 242	9 585	32%
	Bourj El-Barajneh	104 000	14 000	13 877	16 506	19%
	Dbayeh	83 756		3 959	13 096	230%
Liban Nord	Nahr El-Bared	198 129		25 148	25 131	-0.06%
	Beddawi	200 000		13 545	14 015	3.5%
Beqaa	Wavel-Galilée	43 435		6 618	6 691	1.1%
Liban Sud	Rachidiyeh	367 200		22 683	22 613	-0.3%
	Al-Buss	80 000		8 227	8 409	2.2%
	Miyeh Miyeh	54 040		3 986	11 314	183%
	Borj El-Chamali	134 600		16 456	16 526	0.42%
	Ein El-Helwe	301 039		38 753	39 588	2.15%

A la fin de la guerre, l'installation informelle hors les camps des Palestiniens n'est pas tolérée par les autorités libanaises et de nombreux Palestiniens occupants des appartements ou des terrains sont expulsés sans aucune alternative de relogement. A titre d'exemple, le regroupement informel palestinien Baraksat à Saïda passe au bulldozer en

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1994 expulsant 13000 habitants. Le regroupement Saïd Ghaouch au voisinage de Chatila est détruit pour la construction du Stade municipal de Beyrouth et le retour des Palestiniens installés autour du camp de Miyeh Miyeh à Saïda est interdit en 1991 (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 381). Ces expulsés rejoignent les camps existants. Certains projets urbains de reconstruction s'étendent aux camps et aux regroupements informels démolissant des parties de ces derniers (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 382). À Beyrouth, les camps sont menacés de destruction et circulent des rumeurs de leur démolition (Peteet, 2005, p. 15). Bourj El-Barajneh est menacé par le passage d'une autoroute (B) qui relie Hazmieh à l'aéroport détruisant 700 maisons et séparant le camp en deux comme l'illustre la figure 74 (Fatah *Dimachk*, 27/6/1998, p. 11, cité dans Revue des études palestiniennes, 1998. p. 196 ; Al-Natour, 2002, p. 6).

> *« On entend dire que les camps de Beyrouth seront supprimés. C'est soi-disant le plan de l'État pour éliminer les poches de misère et de pauvreté autour de la ville. Nous résisterons à tout prix à ce projet car nous, à Chatila, avons un caractère et une expérience particulière. (…) Nous n'abandonnerons pas ce camp facilement. Nous ne partirons que pour retourner directement en Palestine »*, affirme Abu Khalid de Chatila en 1992 (traduit de l'anglais par N. Tabet, Peteet, 2005, p. 196).

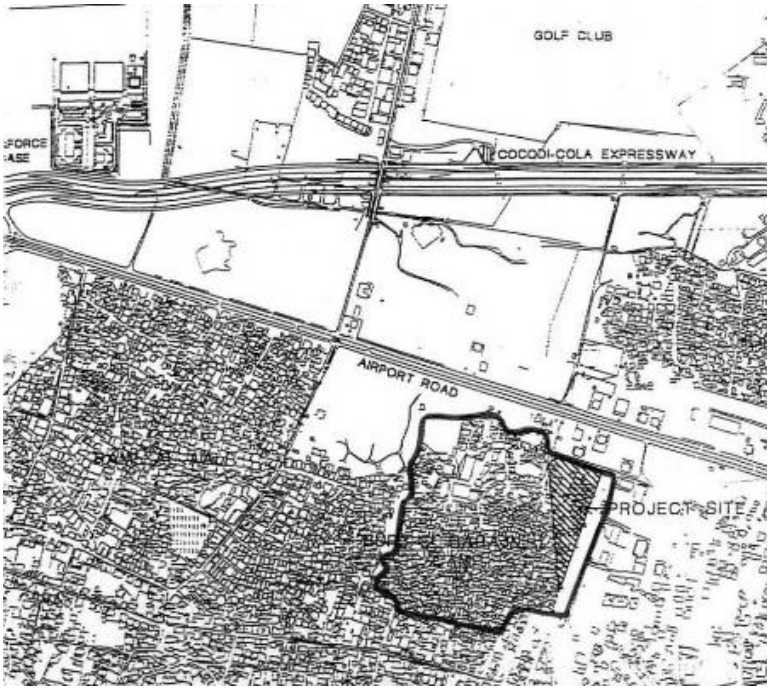


Figure 73. Le camp menacé par le passage de l'autoroute reliant Hazmieh à l'aéroport

La partie triangulaire au nord du camp est menacée par la destruction pour le passage d'un tronçon d'une autoroute qui relierait l'intérieur du pays à l'aéroport.

Source : carte aérienne du camp de Bourj El-Barajneh, UNRWA dans Roberts, 1999, annexe 12, p. 108.

2.1. La question du relogement des déplacés palestiniens après la guerre

Plusieurs projets de relogement et d'amélioration des conditions de vie des Palestiniens du Liban sont envisagés à la fin de la guerre mais se heurtent à l'opposition de certains Libanais et leur hostilité envers une installation permanente des Palestiniens (Doraï, 2006, p. 168 ; Martin, 2015, p. 9-18 ; Saleh (dir.), 2012, p. 47). Trois solutions

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sont proposées dès 1991 et avec la formation d'un comité ministériel[129] pour traiter la question des droits des réfugiés palestiniens : le retour des Palestiniens aux camps à partir desquels ils avaient été forcés de fuir ; leur réinstallation dans des camps existants ou la construction d'un nouveau camp pour les loger (Al-Safir, le 24/8/1994 et Al-Nahar, le 27/8/1994, cité dans Nasrallah, 1997, p. 351).

L'Etat refuse la première option impliquant la reconstruction des trois camps détruits par la guerre (Doraï, 2006, p. 167). Ces camps ont été construits sur des terres louées par l'UNRWA et appartenant à l'Église maronite qui refuse leur reconstruction (Nasrallah, 1997, p. 351). La deuxième option, la réinstallation dans des camps existants, ne pouvait pas répondre au besoin en termes de relogement. Les camps sont déjà saturés et ne peuvent pas accueillir ce grand nombre de déplacés. La troisième option, celle de la construction d'un nouveau camp prend par la suite la forme d'un projet de relogement de Quraiaa à Iklim El-Kharroub – Chouf. Walid Joumblatt, ministre des déplacés au sein du ministère nouvellement créé, dans une tentative de libérer les bâtiments occupés illégalement, propose en août 1994 le relogement de six mille familles palestiniennes sur un terrain d'environ 12 ha. (Nasrallah, 1997, p. 352). Le projet se heurte à une forte opposition de l'opinion publique libanaise et palestinienne. Pour les Libanais, le projet est la concrétisation d'un projet d'installation permanente des Palestiniens. Cela pour trois principales raisons. D'abord, parce que Joumblatt parle de constructions « modernes » et de « village modèle » et non pas d'une installation temporaire dans un camp. Aussi, le terrain envisagé peut accueillir jusqu'à 12 000 familles le double du besoin réel de loger 6000 familles (Nasrallah, 1997, p. 351-2 ; Saleh (dir.), 2012, p. 47-8). Enfin, la particularité du village de Quraiaa, ancien quartier général du commandement de Fatah laisse penser que le projet cherche à faciliter le retour des feda'yyins expulsés du village (Al-Nahar, le 25/8/1994, cité dans Nasrallah, 1997, p. 355). Quant aux Palestiniens, le projet confirme les suspicions que l'Etat libanais cherche à éradiquer les camps de Beyrouth de ses environs et à les placer loin de la capitale. Pour eux, le projet est lié à d'autres intentions qui cherchent à améliorer l'image de la banlieue sud et effacer les camps de la carte (Al-Safir, le 26/8/1994, cité dans Nasrallah, 1997, p. 351-2). La construction de logements modernes est perçue comme un prétexte à la suppression du « camp de réfugiés » du lexique politique des pays d'accueil (Al-Safir, le 26/8/1994 et Al-Ittihad, le 30/8/1994, cité dans Nasrallah, 1997, p. 351-3).

Les projets de la reconstruction de l'agglomération (et donc d'expulsion des Palestiniens hors-camps), exerceront indirectement des pressions démographiques et économiques sur les camps à Beyrouth (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 381 ; Halabi, 2004, p. 43). Le total des Palestiniens (enregistrés) dans les camps passe de 160 883 en 1992 à

[129] Selon Peteet (1996, p. 29), en 1992 les autorités libanaises acceptent de former un comité ministériel composé d'un ministre chrétien et d'un ministre musulman pour traiter les questions des droits civils des Palestiniens et de leur situation au Liban. Cela s'est réalisé suite à la demande des factions palestiniennes qui présenteront au comité un mémo demandant des droits civils aux Palestiniens. Les factions ne recevront jamais de réponses à leurs besoins.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

192 052 en 1996, soit une augmentation de 19% sur quatre ans alors que la croissance démographique n'a pas dépassé les 3% (Commissionner-General, 1992, p. 56 et 1996, p. 79, cité dans Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 382). Ces projets créent des opportunités d'emplois non-qualifiés mais avec l'influence syrienne, les travailleurs syriens absorbent ce besoin (Halabi, 2004, p. 42-3). Les difficultés économiques forcent les Palestiniens hors camps à rejoindre les camps pour profiter des loyers bon marché (Halabi, 2004, p. 43).

Outre les difficultés économiques et les expulsions vers les camps, le contexte politique hostile à leur égard les maintient dans les camps. Le blâme généralisé de la communauté palestinienne pour la guerre, l'hostilité du contexte politique, la hausse du prix de l'immobilier hors-camp et l'application d'une taxe foncière plus élevée aux étrangers ont une incidence sur le maintien de cette population dans les camps (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 382 ; Al-Natour, 2002, p. 3).

> *« Ils (les autorités libanaises) nous étranglent ! Toutes ces restrictions sur les emplois et la reconstruction des camps - ils pensent que si nos vies deviennent insupportables nous partirons de ce pays »*, affirme Abu Khalid, résident du camp de Chatila en 1992 (traduit de l'anglais par N. Tabet, Peteet, 2005, p. 14).

Avec les accords de Taëf, les autorités libanaises interdisent officiellement la reconstruction ou la réhabilitation des infrastructures et des logements des camps (Al-Natour, 2002, p. 8). Les gouvernements successifs vont fermement s'opposer à toute extension verticale ou horizontale des camps. Les instructions de l'UNRWA sont d'empêcher toute reconstruction des camps, particulièrement ceux de Beyrouth. Le paysage des camps est marqué par les services et les aides de l'UNRWA (figure 75). Dans chaque camp s'installe un centre de distribution des aides (Mauriat, 1997, p. 75-7). Les camps souffrent d'une sévère pénurie en eau et en électricité, l'UNRWA n'ayant pas augmenté leur quota de 20 L. d'eau/personne établit depuis les années 50 (Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 383).

A la fin de la guerre, alors que les projets de reconstruction et d'amélioration de l'image de la capitale sont réalisés, la composante sociale des tentatives de réaménagement de la ceinture de misère ; quartiers non-règlementaire et camps, n'aboutissent pas. La question est principalement politique : le gouvernement veut confiner les Palestiniens dans les camps par des politiques d'étranglement afin de les pousser à émigrer. Amal et Hezbollah, acteurs politiques de la banlieue sud, veulent maintenir une hégémonie chiite sur ce territoire et s'opposent aux projets de relogement de la population libanaise déplacée par la guerre hors de ce périmètre.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 74. Le paysage des camps marqué par les aides de l'UNRWA à la sortie de la guerre

Photo 1. L'UNRWA fournit aux réfugiés palestiniens dans les camps au Liban un approvisionnement en eau par des camions-citernes, exemple du camp de Bourj El-Barajneh. **Photo 2.** La distribution de rations alimentaires dans le camp de Bourj El-Shemali au sud du Liban.

Source : Munir Naser, archives de l'UNRWA, 1993 (photo 1) et 1995 (photo 2).



2.2.Le contrôle syrien des camps de Beyrouth

Avec les accords du Taëf, le Liban est placé sous tutelle syrienne, la Syrie devenant l'organisatrice du retour à la paix au Liban (Beauchard, 2018, p. 14). Elle établit une hégémonie sur l'univers politique libanais et le pouvoir politique passe aux mains des chefs de milices devenus prosyriens (Corm, 2012, p. 230-4 ; Hinnebusch, 1998, p. 158). En effet, depuis le début de la guerre, la Syrie manipule l'« ennemi/ami » au Liban en sa faveur : elle neutralise ses rivaux extérieurs et utilise les rivalités internes et ses réseaux

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de clientélisme pour diviser et contrôler le gouvernement libanais (Beauchard, 2018, p. 13). La division de la politique libanaise lui permet de quasi-monopoliser le pouvoir et marginaliser ses opposants (Hinnebusch, 1998, p. 157-8).

Le départ de l'OLP place les camps sous l'hégémonie syrienne et les services de sécurité syrienne continuent à détruire la présence du Fatah et de ses institutions. Les autorités syriennes contrôlent les camps comme le montre la carte mentale du camp de Bourj El-Barajneh de la figure 76. La carte réalisée en 1998 par une famille originaire de Kweikat illustre un poste de contrôle syrien au niveau d'une entrée du camp. Les factions palestiniennes prosyriennes occupent les postes de pouvoir dans les camps et les CP des camps du nord et de Beyrouth passent sous le contrôle de l'Alliance des Forces Palestiniennes (Peteet, 2005, p. 15 ; Roberts, 1999, p. 86 ; Rougier, 2005, p. 54).

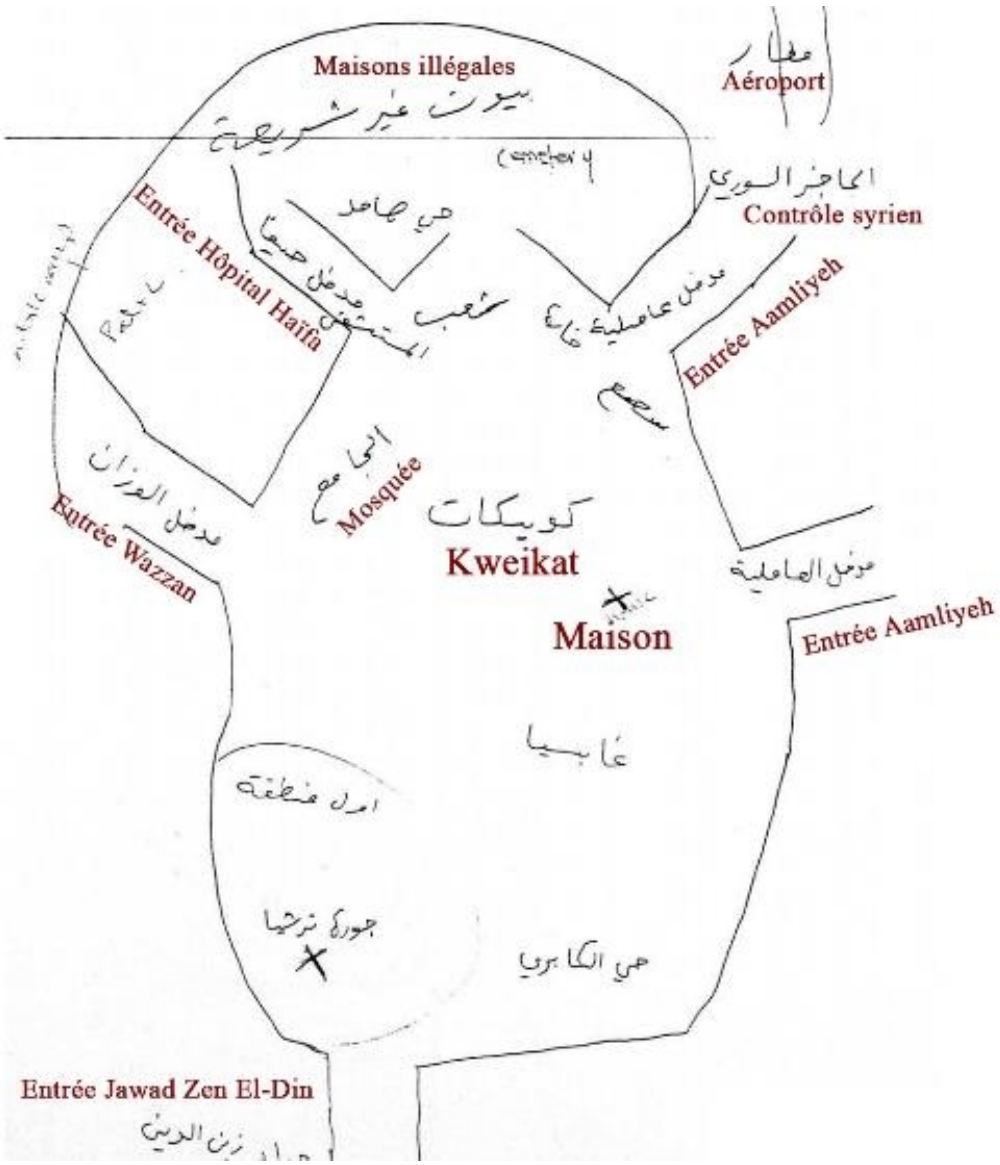
> *Vers la fin de la guerre, il y a eu un désaccord palestinien-palestinien dont le résultat est une scission ou plutôt un partage de pouvoir dans certains camps au Liban. Même si on rejette cette réalité, il y avait deux équipes palestiniennes, l'équipe du tahalof qui s'éloigne de l'OLP et l'équipe de l'OLP. (…) Dans les camps de Beyrouth, on retrouve deux CP. Parce que dans la période antécédente* les camps étaient sous le contrôle du tahalof. Mais avec l'évolution des évènements* et le rapprochement politique, la présence à nouveau d'un CP de l'OLP a été toléré dans les camps à condition que celui-ci ne se mêle pas des dossiers délicats gérés par le CP-tahalof. Ne me demande pas de développer là-dessus s'il te plait*. (…) Après ce rapprochement et pour ne pas revenir à la période du conflit antérieur*, nous (le CP-OLP) avons décidé et sans obligation de personne de ne pas nous mêler des dossiers délicats gérés par le tahalof comme la gestion du réseau d'eau et d'électricité,* entretien avec Omar, secrétaire du CP de l'OLP du camp de Bourj El-Barajneh, le 10 juillet 2016.

*Comme le remarque Bernard Rougier (2005, p. 56) dans son article, l'application de « la politique syrienne » et son implication dans la reconstruction libanaise et la gestion du dossier palestinien au Liban a été assurée et couverte par des personnages libanais. Cela a permis à la Syrie de garder un certain degré de discrétion et d'imprévisible dans sa politique. Dans la grande majorité de nos entretiens, les interviewés libanais et palestiniens critiquent ouvertement l'Etat libanais. Ils ne parlent jamais explicitement du régime syrien, de la période syrienne du camp et trouvent toujours un moyen pour détourner la mention du sujet et des mots en lien.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 75. Carte mentale du camp de Bourj El-Barajneh réalisée par une famille du quartier Kweikat dans les années 90

Source : Roberts, 1999, p. 99, Annexe 4a. L'arabe est traduit au français par N. Tabet.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. La place des camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh dans la reconstruction libanaise

Avant 1982, les camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh se mélangent facilement (physiquement, socialement et politiquement) avec les quartiers irréguliers alentours. La proximité géographique et politique a permis la construction de liens au quotidien avec les Libanais majoritairement chiites. Mais cette même proximité va, après la guerre, générer un climat de peur et d'inquiétude dans les camps.

3.1. La guerre sur Chatila ou le Coup du Voisinage

Dans leurs témoignages sur la guerre des camps, quelques habitants du camp parlent à plusieurs reprises des relations de voisinage, relations qui leurs ont permis de transgresser les frontières du camp lors des blocus de 1985-1987. Mais malgré la transgression des frontières au nom des liens de voisinage, la guerre des camps va marquer la conscience collective des Palestiniens de Chatila et de Bourj El-Barajneh et violement retracer les frontières spatiales des camps (figure 78). Après la guerre des camps (1985-1987), des frontières symboliques s'érigent entre les habitants du camp et son voisinage ; les voisins chiites sentaient qu'ils avaient payé un prix élevé pour la lutte palestinienne et deviennent dans les jours post-1982 les ennemis des Palestiniens (Peteet, 2005, p. 154).

Les destructions durant la guerre des camps concernent surtout les zones frontalières comme l'illustre les figures 77 et 78 et après la guerre, les flux des Palestiniens du camp de Chatila vers l'extérieur sont réduits. Les bombardements d'artillerie continus aux frontières pendant la guerre des camps façonnent la mobilité *in-out* des Palestiniens après la guerre. Si dans les années 1990, les frontières du camp étaient plus ouvertes que pendant les blocus de la Guerre des camps, le sens de l'emprisonnement règne dans le camp de Chatila (Peteet, 2005, p. 171). Les massacres de Sabra et Chatila en 1982, la guerre des camps en 1985 ont dissout les relations sociales jadis solides et ont retracé les frontières entre le dedans et le dehors du camp de Chatila (Peteet, 2005, p. 15 et 160).

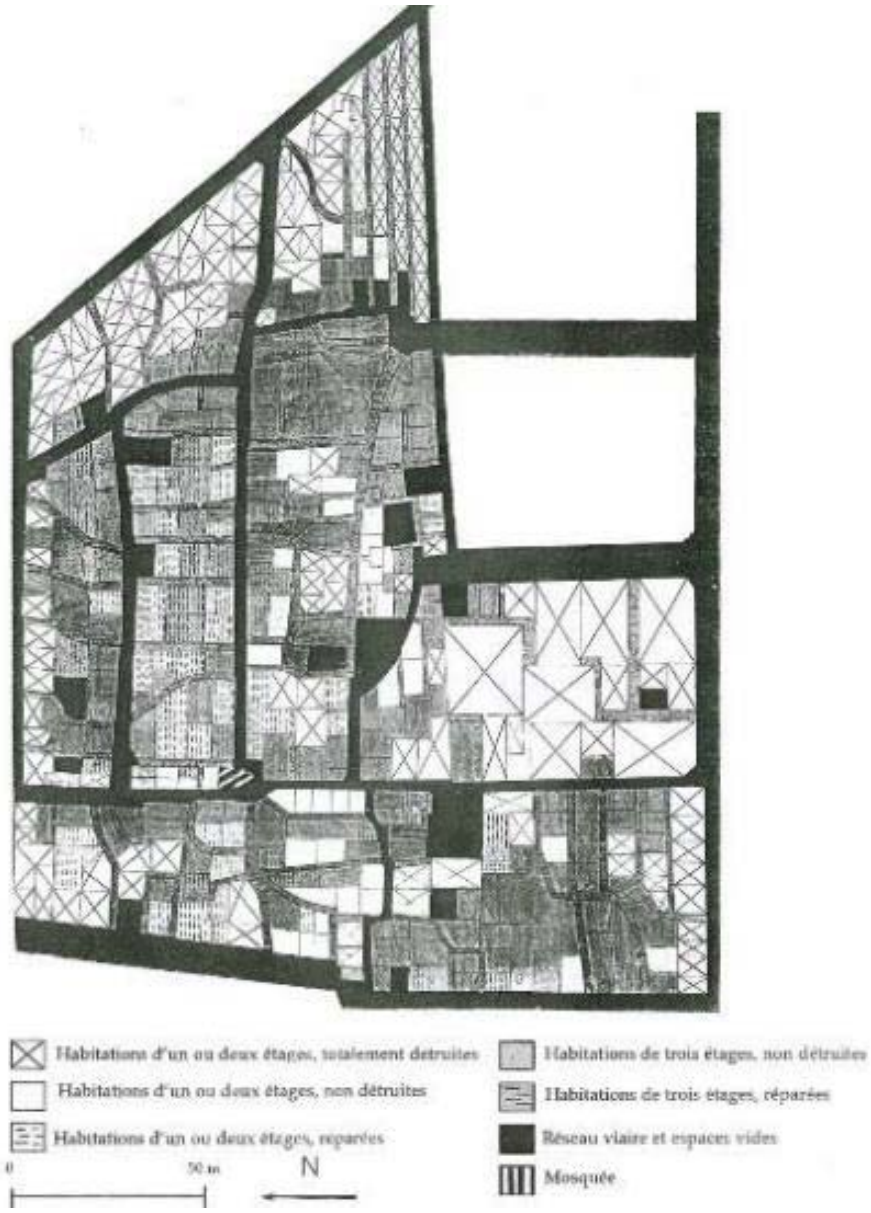
Après la guerre, l'Etat libanais et la Syrie font des camps des espaces de confinement et de surveillance : *« ils nous enferment la nuit. C'est vraiment comme une prison »* affirme un habitant de Chatila (traduit de l'anglais par N. Tabet, Peteet, 2005, p. 171). Les checkpoints de militaires syriens et libanais installés aux entrées des deux camps contrôlent les déplacements. Aux checkpoints, les hommes sont battus, arrêtés et parfois disparaissent. Les flux vers le camp sont limités ; pour les étrangers au camp les frontières du camp ne s'ouvrent qu'avec l'obtention de l'autorisation des militaires aux portes.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 76. Etat des lieux des destructions dans le camp de Chatila en 1991

Les destructions de Chatila concernent surtout les zones frontalières. La violence a reconfiguré l'espace du camp ; pour se protéger, se déplacer et s'approvisionner en nourriture et en médicaments durant les sièges de Chatila, les habitants ont creusé des tunnels souterrains.

Source : UNRWA, 1991, dans Mauriat, 1997, figure 5 p. 32 et p. 33.

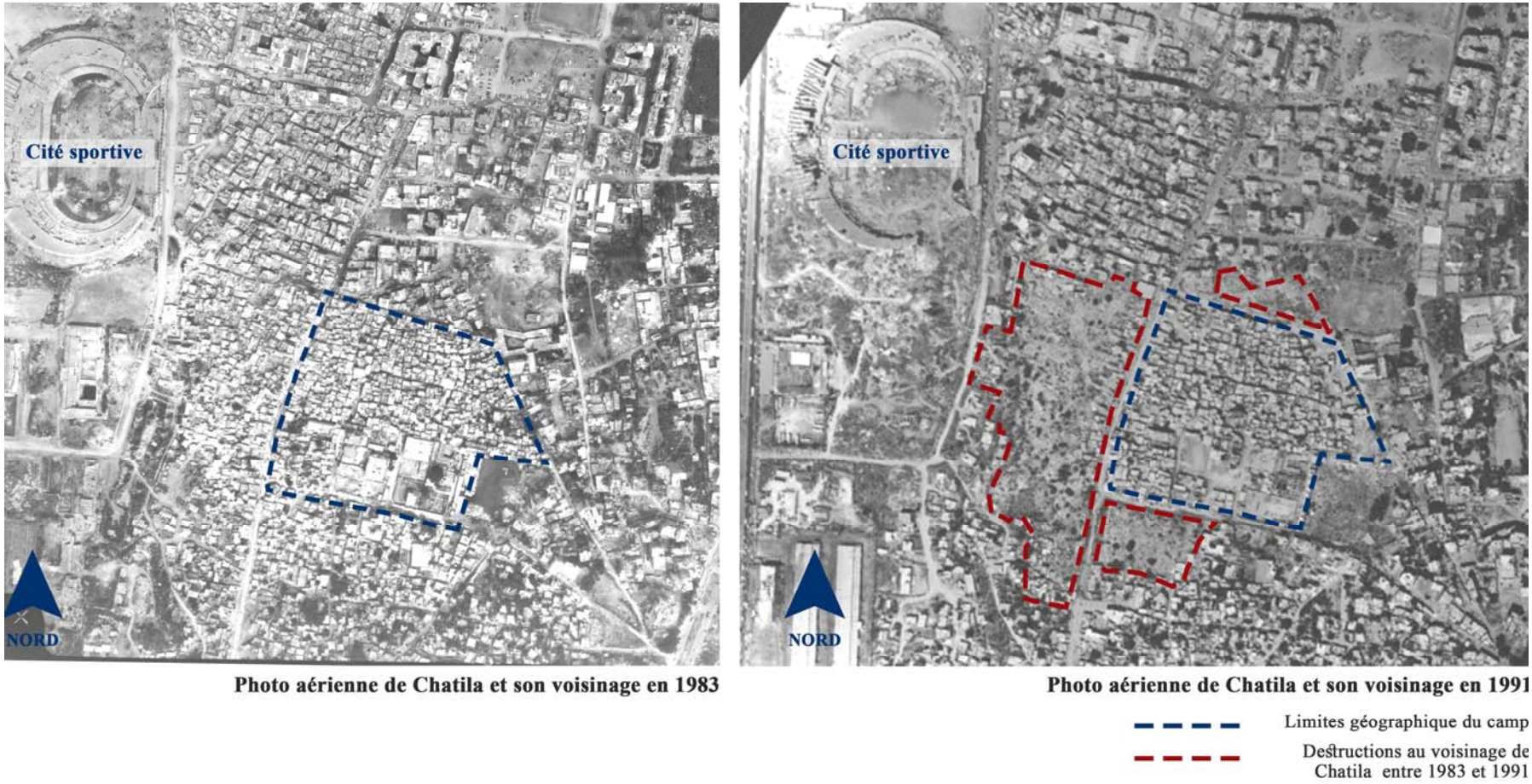


© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 77. Les destructions au voisinage de Chatila suite à la guerre des camps

Les destructions concernent surtout les espaces aux frontières du camp et de ses alentours.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Sur fond des photos aériennes num.0833 du 01/04/1983 et MAP.GEO, FILM 9123/1658, num.83 du 31/08/1991, cartothèque de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth.



Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

3.1.1. La reconstruction du camp de Chatila

Un paysage de gravats et de destructions marque le camp de Chatila après la guerre (figure 79). La zone sud du camp, où se situaient les institutions de Fatah ; est complètement détruite (Mauriat, 1997, p. 34). Le camp semble ruralisé ; ses rues sont vides, des charrettes sur la figure 78 remplacent les voitures et les camions ne seront plus autorisés à pénétrer dans le camp jusqu'en 1994 (Peteet, 2005, p. 13-5, 171). Les infrastructures sociales ont disparu et seules quelques associations assurent un minimum de services. Le camp compte entre 2 500 (Peteet, 2005, p. 14) et 6 000 habitants (Mauriat, 1997, p. 29). La reconstruction du camp se fera au coup par coup selon les besoins des individus en l'absence de volontés politiques de reconstruction nationale et internationale.

Figure 79. Le camp de Chatila en 1987 : un camp en ruines

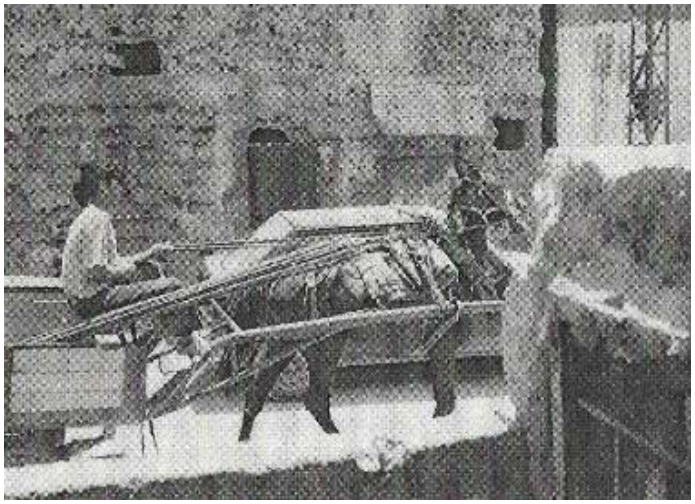
Source : Photo prise par H. Haidar, archives de l'UNRWA, 1987.



Figure 78. Le transport des biens à Chatila après la guerre

Source : Peteet, 2005, p. 172 et p. 179.





La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Alors que la reconstruction dans le camp est limitée aux initiatives de l'UNRWA, une grande partie des habitations sont déjà réparées en 1991 (figure 76). Rapidement, à l'initiative de quelques investisseurs palestiniens et des projets de l'UNRWA, les camps de Beyrouth se réorganisent (Mauriat, 1997, p. 28). Les projets de l'UNRWA se limitent à la construction de quelques bâtiments résidentiels et à la réhabilitation de quelques écoles (figures 80 et 81) (Mauriat, 1997, p. 73 ; Al-Natour, 2002, p. 4). C'est le cas des bâtiments de l'UNRWA (figure 80) « *un complexe résidentiel que l'UNRWA a construit dans le camp pour les déplacés du camp de Tell Ez-Zaatar* », affirme un résident du camp de Chatila (le 13 décembre 2016).

Figure 81. Les projets de l'UNRWA à Chatila et ses limites spatiales

A gauche, l'école de l'UNRWA située aux limites de Chatila, est un des premiers projets de rénovation réalisée par l'agence à Chatila. A droite, des logements de deux étages construits par l'agence à la limite sud-est du camp.

Source : Clichés de Julien Mauriat, le 12/01/1997, dans Mauriat, 1997, p. 48 et p.74.











Figure 80. Bâtiments UNRWA pour reloger les déplacés

(1) Le chantier de construction en 1993. (2 et 3) Le site en 2016. En 2016, les bâtiments de l'UNRWA, en couleur sur les photos 2 et 3, sont entourés par des constructions plus élevées.

Source : (1) archives de l'UNRWA, 1993. (2 et 3) photos par N. Tabet, écembre 2016.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

En 1991, l'UNRWA fait un état des lieux de la situation et confie au bureau d'études libanais Eastern Tact l'élaboration d'un plan global du camp de Chatila. La figure 82 illustre la proposition du bureau : un plan rectiligne avec une voirie hiérarchisée et la création de nouvelles fonctions (Mauriat, 1997, p. 37-8) mais le projet ne verra pas le jour. En 1991, le tissu du camp de Chatila se caractérise par une faible hauteur de cinq à six mètres et la majorité des habitations ne dépasse pas les deux étages (Mauriat, 1997, p. 33-4). Alors que le gouvernement libanais fait passer un décret en 1995 interdisant toute nouvelle construction dans les camps de Chatila et de Bourj El-Barajneh, en 1997, le camp est déjà reconstruit. Aux frontières du camp, où le bâti a été le plus exposé aux attaques d'Amal, le bâti est déjà reconstruit et on voit s'ériger des bâtiments de cinq à six étages (figure 83). Ce sont des constructeurs libanais et palestiniens qui, ayant gagné un peu d'argent dans les pays du Golf, profitent de l'absence de l'Etat pour investir dans l'immobilier du camp (Mauriat, 1997, p. 46-7). Ce renouvellement du tissu urbain attire des populations paupérisées qui viennent s'installer et en 1997, seule la moitié de la population du camp est palestinienne (Mauriat, 1997, p. 38 ; Peteet, 2005, p. 177-8).

Figure 82. Proposition du projet de reconstruction de Chatila par le bureau d'études Eastern Tact en 1991

Source : Eastern Tact, 1991, dans Mauriat, 1997, Figure 6, p. 37.



La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 83. Les nouveaux bâtiments de cinq et six étages aux frontières du camp de Chatila

Source : Mauriat, 1997, photo 8, p. 48.

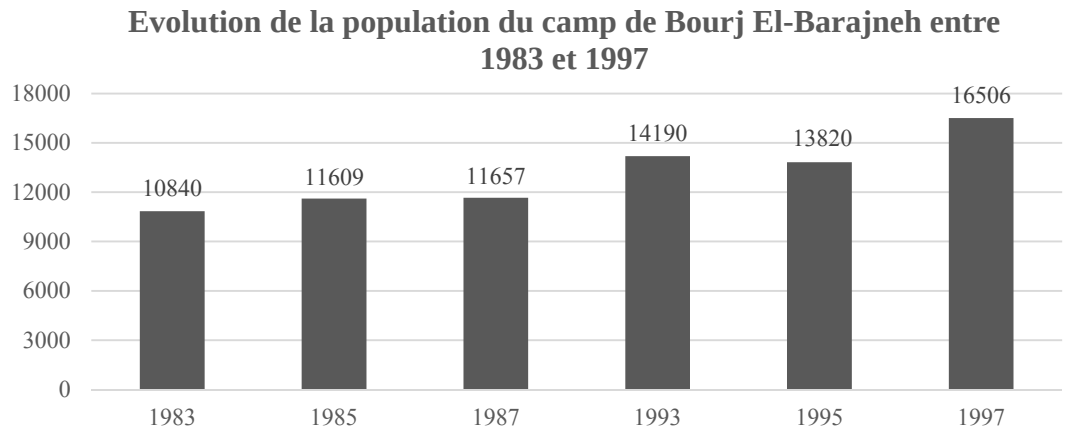


3.2. Le camp de Bourj El-Barajneh dans l'après-guerre libanaise

Le camp installé sur un terrain en pente, les glissements de terrain fréquents poussent les autorités du camp à bétonner les passages et en 1991 toutes les rues du camp sont déjà bétonnées. Ces travaux de voiries s'accompagnent d'une installation d'un réseau d'égout souterrain raccordé au réseau municipal (Mauriat, 1997, p. 54-6). Les deux réservoirs d'eau détruits par la guerre, seront reconstruits par l'UNICEF. Sur les figures 85 et 86, les terrains au nord–ouest sont encore vides et correspondent à une zone de sable utilisée comme terrain de foot par les enfants du camp (Roberts, 1999, p. 44). Si la démographie du camp est plus ou moins stable au cours des années 80, celle-ci connait une croissance d'un taux de 31% dès le début des années 90 (figure 84). Les nouveaux arrivants vont s'installer au sud du camp dans la zone Raml Al-Aali où il reste des terrains vides pour construire des maisons.

Figure 84 Chiffres de l'UNRWA de la population du camp de Bourj El-Barajneh entre 1983 et 1997

Source : Données de l'UNRWA, dans Roberts, 1999, figure 4, p. 65.



La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

C'est sur ce secteur aux limites sud du camp sur les figures 85 et 86 que s'installent des « étrangers » libanais, syriens, égyptiens et sri-lankais au cours des années 90 (Roberts, 1999, p. 68). Mais en comparaison avec le camp de Chatila, le camp est moins ouvert à l'installation des populations étrangères et contrairement à Chatila, le processus de reconstruction du camp n'a pas entrainé un renouvellement de son tissu ou de sa population (Mauriat, 1997, p. 101-2). Le camp de Bourj El-Barajneh a subi moins de destructions que Chatila et en 1997 son tissu dépasse rarement les trois étages (Mauriat, 1997, p. 35).

Figure 85. Photo aérienne du camp de Bourj El-Barajneh en 1991

Source : MAP.GEO, FILM 9123/1658, num.85 du 01/09/1991, cartothèque de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Figure 86. Les limites géographiques du camp de Bourj El-Barajneh en 1983 et en 1991

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Sur le fond des photos aériennes num.0836 du 01/04/1983 et MAP.GEO, FILM 9123/1658, num.85 du 01/09/1991, cartothèque de l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

3.2.1. Les frontières physiques du camp de Bourj El-Barajneh

Le camp de Bourj El-Barajneh est en 1997 séparé de son environnement voisin par des zones tampons ; il n'est plus en contact physique direct avec le voisinage comme il l'a été à certains endroits durant la guerre (figure 87) (Mauriat, 1997, p. 87). Cette mise à distance est à des endroits le résultat des destructions de guerre et à d'autres d'un vide voulu et planifié.

Aux frontières Nord et Ouest du camp, un espace vide sépare le camp de son voisinage (figures 86 et 87). La frontière Nord est limitée physiquement par un mur qui longe le camp d'Est en Ouest comme le montre la figure 87. Sur ce mur, repose les habitations des réfugiés du Nord du camp. Parmi les quatre frontières du camp, ce mur est la seule frontière physique délimitant jusqu'aujourd'hui l'intérieur du camp de son extérieur.

Figure 87. Un mur sépare le camp de l'extérieur à la frontière Nord

En violet est marquée sur la photo une partie du mur qui sépare le camp de l'extérieur au Nord. Les traces de balles de la guerre sont toujours apparentes.

Source : Photo par N. Tabet, janvier 2017.



En 1997, au Nord, les nouveaux bâtiments de standing sont séparés du camp par un *no man's land* comme le montre la photo 1 de la figure 88 ci-après. En effet, moins qu'une intention et une volonté des propriétaires des terrains de se distancier du camp, les constructions suivent les plans cadastraux et les plans d'urbanisme qui s'y appliquent. Le tracé d'une future autoroute à cet endroit (que nous pouvons repérer sur la figure 73 de la deuxième partie de ce chapitre et sur la figure 87 de 2017) divise l'espace en deux et empêche tout contact physique entre le camp et son voisinage direct au Nord. Cet espace d'entre-deux sera pendant des années rarement occupé, peut-être du fait du futur passage

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de l'autoroute qui relie Hazmieh à l'aéroport (OLJ, le 14/8/1997). Plus qu'un espace de séparation entre le camp et son voisinage Nord - ces bâtiments de cinq étages accueillent durant la Guerre des camps les tireurs qui grâce à la hauteur des bâtiments et le vide entourant le camp au Nord et de l'Ouest repéraient facilement ceux qui tentaient de sortir du camp lors des blocus (Peteet, 2005, p. 164). Les traces de balles sur le mur de la figure 87 en témoignent.

> *« Beaucoup de femmes ont été tuées par les tirs des tireurs d'Amal – ils visaient tout ce qui bougeait, même les chats. Leurs corps gisaient dans les espaces vides jusqu'à ce que quelqu'un puisse courir et les traîner à l'intérieur du camp »* affirme Amni, habitant du camp de Bourj El-Barajneh en 1992 (traduit de l'anglais par N. Tabet, Peteet, 2005, p. 164).

A la frontière Sud du camp, le quartier de Raml est toujours moins dense que le camp et mieux structuré que celui-ci (figure 87) (Mauriat, 1997, p. 84). Comme le montre la photo 3 de la figure 88, le Sud du camp est séparé du quartier Raml par un talus vide et orienté nord sud (Mauriat, 1997, p. 89).

A l'Est. Depuis son installation, le camp se trouve en retrait par rapport à la rue Abdel-Nasser qui constitue une des principales rues commerciales de la zone. Le camp se cache derrière des bâtiments qui jouent le rôle de paravents. Cette zone-paravent mesure 350 m. du Nord au Sud et 100 m. d'Est en Ouest. Elle est constituée d'immeubles de huit étages environ derrière lesquels s'entassent les petites habitations du camp. Cette zone tampon constitue une séparation entre le camp et la rue commerciale de Haret Hreik même si des petites ruelles traversent la zone pour relier le camp à la rue comme le montre la photo 2 de la figure 88 (Mauriat, 1997, p. 90).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Frontière Nord en 1997



Entrée par la frontière Est



A la frontière Sud en 1997





Frontière Sud en 1997

Vue aérienne du camp en 1991

Figure 88. Aux frontières du camp en 1997

Photo 1
À la frontière Nord du camp, une friche sépare le camp des nouveaux bâtiments en face. C'est la zone de passage de la future autoroute (B).

Photo 2
C'est l'unique entrée piétonne qui relie directement le camp à la rue Abdel Nasser à la l'Est du camp. Elle porte le nom de l'Entrée Abou Fayçal (*madkhal Abou Fayçal*). Abou Fayçal est le nom du propriétaire d'un magasin de fruits et de légumes qui se situait à cette entrée (entretien avec Abou Jalal).

Photo 3
Un tronçon de la limite Sud du camp, limite qui sépare le camp du quartier voisin de Raml El-Ali.

Photo 4
Un tronçon à la limite Sud du camp, à gauche le camp et à droite Raml El-Ali. Les façades des bâtiments des deux côtés sont touchées par la guerre.

Source des photos 1, 2 et 3 : clichés de Julien Mauriat, le 12/01/1997, p. 88, 96 et 151.
Source de la photo 4 : prise par Julie Peteet durant les années 90, dans Peteet, 2005, p. 157.

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

3.2.2. Les frontières sociales du camp

Les guerres entre le camp et son voisinage tracent des frontières sociales entre les Palestiniens du camp et les Libanais-voisins. Vingt ans après, les Palestiniens du camp et les Libanais-voisins n'ont toujours pas oublié la violence de la guerre :

> *Le camp n'est pas en bonne relation avec Hay El-Baalbakiyeh (situé à la frontière Sud-Ouest). On ne parle pas ensemble, il n'y a pas de relations de voisinage. Les gens n'ont pas oublié ce qui s'est passé durant le blocus du camp,* affirme Farid, un habitant du camp, le 17 décembre 2016.

> *Toute ma génération ne fréquente plus le camp. Plus personne ne rentre, la guerre des camps en 87 a laissé une grande fracture sociale. Elle a fragilisé la relation entre le camp et les ahalé (les originaux) de Bourj El-Barajneh. Durant la guerre des camps, un grand nombre d'habitants du Bourj ont été tués et cela n'est pas facile à oublier. En fin de compte, ils ont souffert les conséquences d'une guerre qu'ils n'ont pas menée. Les Palestiniens ont tué d'une façon chaotique. Mon père a été blessé par une balle et a survécu, d'autres non,* affirme Bilal, membre de la municipalité et habitant à la frontière Est du camp, le 30 décembre 2015.

Après la Guerre de voisinage, les habitants du camp n'ont plus les mêmes fréquentations et les pratiques qu'avant. Les contrôles effectués par les autorités libanaises intimident les Palestiniens qui deviennent prudents lors de leurs déplacements à l'extérieur. Hors du camp, ils craignent les agressions physiques et les insultes. L'intensité des combats entre le camp et son voisinage a limité les activités palestiniennes hors-camp. Depuis la fin de la guerre, les Palestiniens ne se sentent plus assez sereins pour investir hors du camp.

> *Les combats étaient intenses le long de cet axe (axe Est). Il y a toujours des Palestiniens qui le fréquente mais pas comme avant. Avant, (…), le dynamisme de l'axe se faisait grâce à eux. Depuis la guerre des camps, ils ne sentent plus en sécurité à l'extérieur*, affirme Bilal.

> *Le partage d'une même idéologie politique avant la guerre a permis la création de liens entre le camp et son voisinage. Cela a permis à de nombreux Palestiniens d'ouvrir des commerces aux limites du camp et même au-delà. La stabilité psychologique et la sécurité qu'ils ressentaient à l'extérieur les ont poussés à investir. La rue Abdel Nasser comptait environ 25 à 30 magasins palestiniens. Mais ces commerces ont été ciblés durant la guerre. La guerre a détruit le marché palestinien à l'extérieur du camp et a fragilisé les liens et la confiance des Palestiniens dans le passé et le futur. La guerre a tracé une frontière psychologique chez les Palestiniens vis-à-vis du voisinage, elle a produit une peur qui les empêche d'investir à l'extérieur,* affirme Ali El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Dans les camps palestiniens qui n'ont pas connu de guerres si importantes avec leur voisinage, l'activité commerciale aux frontières extérieures des camps a pu se développer, attirant une clientèle palestino-libanaise. C'est par exemple le cas d'une rue commerciale du camp de Nahr El-Bared qui avant la guerre qu'il connait en 2007 (sur ce sujet voir le chapitre 7), attirait une clientèle venant de toute la région du Nord, *« les commerçants venaient de partout, de Byblos, d'Akkar »,* affirme Ali El-Hage Ali. Avant 2007, l'absence de graves guerres entre le camp et son voisinage a permis une stabilité sur le long terme favorable au développement de relations commerciales entre le camp et le dehors. A Bourj El-Barajneh, dans la période d'après-guerre, le conflit entre le camp et son voisinage a freiné le développement du commerce palestinien à l'extérieur et a empêché d'attirer une clientèle commerciale libanaise dans le camp.

Note conclusive

A la fin de la guerre, les Palestiniens sont les ennemis de l'intérieur du pays. Les conflits de 1975 à 1990 ont réussi à détruire les liens entre la communauté libanaise et la commuanuté palestinienne. La méfiance libanaise des Palestiniens et palestinienne des Libanais réaffirme la frontière commuanutaire et des camps. La figure du Palestinien traitre à la fin de la guerre légitime les politiques d'étranglement menées par la Syrie et par le Liban dans les camps renforçant encore plus l'entre soi et la distanciation socio-spatiale.

Mais l'épaisissement des frontières socio-spatiales entre le camp et l'extérieur, depuis la fin de la guerre civile, n'est pas uniquement tangible par l'activité commerciale, les flux des clients ou la mobilité *in out* des Palestiniens. Le chapitre 7 ci-après met en valeur cette dimension perméable/imperméable des frontières du camp via l'analyse de ses réseaux de services urbains ; les réseaux des voiries, d'eau, d'électricité et d'assainissement.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 7 : Typologie des réseaux « sauvages »[130] du camp

L'espace physique comprend les composantes morphologiques de l'habitat du camp et leur organisation : sa forme urbaine, ses réseaux, ses espaces publics, son mobilier urbain, ses graffitis politiques et idéologiques, *etc*. Ce chapitre examine une de ces composantes, celle des réseaux et des voies de communication.

Le processus d'urbanisation du camp suit un schéma d'urbanisation inversée ; si l'urbanisme conventionnel commence par la planification suivie par l'aménagement urbain, les équipements, les réseaux et la construction et se termine par l'occupation des logements (Barbier, Giraud, Ruet et Zérah, 2007, p. 9), dans le camp, l'installation spontanée des réfugiés a lieu en premier menant par la suite à l'arrivée des services urbains de base et la formation d'un *camp-quartier*. Ainsi, dans le cas d'un schéma d'urbanisation inversée, quelles formes prennent les réseaux de services du camp ? Les camps sont exclus de certains services de base. Pour faire face à cette exclusion institutionnelle des services publics, les habitants du camp ont recours à des stratégies alternatives pour sécuriser l'accès à ces services.

Ce chapitre s'interèsse à la manière dont les réfugiés accèdent informellement aux services de base. Il étudie le rapport entre la morphologie des réseaux des services urbains de base du camp et la transformation de ses frontières conduisant à l'exclusion/inclusion de l'habitat et des habitants du camp. L'étude des réseaux du camp met en valeur les continuités et des discontinuités avec le dehors et les degrés de permeabilité et d'étanchétié des frontières du camp. L'objectif de ce chapitre est de comprendre l'influence que l'espace physique (ici les réseaux) a sur le comportement de l'usager (intérieur et extérieur) et sur l'ouverture du camp sur le dehors. Comment les réseaux et leur forme physique et leur gestion, génèrent-t-ils des lieux propices ou pas à l'entrée des usagers extérieurs, au développement des interrelations entre usagers, et donc à une inclusion du camp et l'ouverture de ses frontières ?

Dans un premier temps, il s'agit de préciser pourquoi, dans le cas du camp palestinien, nous faisons référence à la notion de frontière et non pas de limite. Le chapitre dresse dans un deuxième temps, la typologie des réseaux de services de base du camp palestinien urbain : rues, électricité, assainissement, eau et de élimination des déchets solides. Cela permet de préciser, dans un troisième temps, comment ces typologies affectent l'ouverture du camp et son inclusion dans la ville. Le chapitre présente ensuite les limites et les dangers de ces modèles alternatifs d'accès aux services urbains « sauvages » et donc de l'exclusion. Il repose sur des outils de la méthode qualitative et quantitative: des entretiens directifs et semi-directifs avec des habitants du camp et les principaux acteurs

[130] « Sauvage » : qui s'organise en général spontanément en dehors des lois et des règlements (dictionnaire Larousse). Sur l'habitat sauvage du camp, voir le chapitre 2.

© 2020 Tous droits réservés.

du/des camps de Beyrouth (annexe 1). A cela s'ajoute, deux questionnaires, le premier porte sur la représentation du camp par son voisinage réalisé le long de la rue Abdel Nasser et auprès d'un échantillon de 37 passagers en août 2016 (annexe 2). Le deuxième porte sur le fonctionnement et la gestion des services urbains de base dans le camp, réalisé auprès de 25 habitants du camp en décembre 2016 et janvier 2017 (annexe 3). A cela s'ajoute les résultats de l'analyse paysagère menée auprès des étudiants en master paysagisme en décembre 2016 (annexes 6 et 7). La prise des photos et le dessin des cartes ont formé des outils d'analyse essentiels au chapitre. L'ensemble a été complété par la consultation de la littérature sur l'analyse des réseaux, de la forme urbaine et du paysage.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1. Parler des frontières du camp palestinien

Les frontières que nous étudions dans ce travail ne peuvent pas être appréhendées au travers des lectures juridiques liées à la frontière classique d'un État. Elles ne séparent pas un Etat d'un autre. Toutefois, elles partagent avec celles-ci deux particularités majeures. Premièrement, les frontières du camp sont des frontières symboliques, tracées par la représentation mentale de chacun, des frontières qui existent dans les discours et *« l'esprit des gens, qui connaissent parfaitement leur tracé »* (Bertrand et Moulis, 2010, p. 41). Même si aucun document n'existe sur les frontières officielles du camp, celles-ci apparaissent dans les discours des interviewés lors des visites guidées. Ils reconnaissent tous le vrai camp - le camp dans les limites d'origine - et son extension illégale – *Al-ta'adiyet*.

> *Malheureusement, nous n'avons pas des cartes. Nous avons mais elles sont très anciennes depuis 1951 (…). Finalement, géographiquement nous connaissons où sont les limites principales du camp et où sont ses extensions. (…) Et maintenant, notre travail est connecté avec le voisinage et pour certains projets nous sommes obligés de faire des plans du camp et du non-camp,* affirme le directeur des services de l'UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.

Deuxièmement, les frontières du camp représentent des limites politiques articulées à l'exercice d'un pouvoir séparant l'intérieur du camp de son extérieur. Reprenant la définition de Jean-Pierre Renard (2002), une frontière peut apparaître à l'intérieur d'un pays, à l'échelle d'une ville tant qu'elle soulève des conflits de maîtrise territoriale et des conflits de souveraineté. En effet, la gouvernance du camp palestinien au Liban constitue un modèle particulier de gestion : elle est caractérisée par un enchevêtrement de différents niveaux décisionnels, un *« domaine fragmenté de souverainetés multiples et concurrentes* » (Alsayyad et Roy, 2006, p. 12). Elle dépasse le seul pouvoir des autorités libanaises et inclut aussi le gouvernement humanitaire, les partis politiques libanais et les factions palestiniennes.

Cet entrelacement des niveaux de décision dans le camp modèle et structure l'épaisseur de la frontière. L'épaisseur de la frontière est donc multiple : pour certains, elle s'amincit facilitant la circulation de personnes et de biens et pour d'autres, elle s'épaissit rendant difficile cette mobilité. Dans ce sens, l'espace aux frontières du camp est politique et reflète les intérêts de groupes divers qui l'exploitent et marquent sa forme. La frontière définit donc un observatoire des négociations dedans-dehors supposant que le dedans et le dehors ont quelque chose à offrir que l'autre désire (Pekar Lempereur, 2004, p. 125-140).

Michel Foucher insiste également sur cette dimension politique de la frontière. Pour lui, les frontières seront *« des structures spatiales (…), à fonction de discontinuité géopolitique et de marquage, de repère, sur les trois registres du réel, du symbolique et*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

de l'imaginaire » (Foucher, 1991, p. 38). Cette discontinuité se trace entre des souverainetés, ici libanaise et palestinienne. Le registre réel fait référence entre cette différence de souveraintés entre les territoires palestiniens - les camps et le territoire libanais. Le registre symbolique se traduit par l'appartenance à une communauté palestinienne inscrite dans un territoire qui lui appartient, le camp. Le registre imaginaire porte sur la représentation de l'Autre, le voisin, ici l'Autre libanais pour les Palestiniens du camp, l'Autre palestinien pour les Libanais du dehors (Foucher, 1991, p. 38).

Par ses composantes réelles, symboliques et imaginaires, la limite entre le camp et le reste du territoire libanais devient frontière. Il s'agit par la suite, d'étudier les différents réseaux de services de base du camp et comment ils contribuent à l'ouverture/fermeture de ces frontières du camp.

2. Le réseau viaire du camp

Il convient d'abord d'établir une typologie du réseau viaire du camp et spécifique des camps urbains palestiniens au Liban. Dans une première étape, nous nous appuierons sur l'étude de la forme urbaine du réseau saisie visuellement dans sa matérialité plastique (texture, matériaux, luminosité, volumétrie, dimensions, gabarits, *etc*.). Ensuite, nous intègrerons l'analyse de la forme de son tissu et les interrelations entre ses éléments constitutifs (parcellaire/viaire/espace libre/espace bâti) (Panerai et Langé, 2001). Dans une deuxième étape, il s'agit de mettre en relation la typologie du réseau viaire avec les représentations des usagers internes et externes au camp. La troisième étape est une synthèse des deux étapes précédentes. Elle conduit aux principales conclusions sur l'inclusion et l'exclusion du camp à travers le prisme de son réseau viaire.

Cette section s'appuie sur des outils cartographiques recueillis lors du travail de terrain : une photographie aérienne récente offrant une vision générale du camp et de son environnement immédiat, un plan du camp récent et des cartes dessinées à la main avec l'aide de quelques habitants.

2.1. La typologie du réseau viaire

Nous cherchons à comprendre l'influence de la morphologie du réseau sur les pratiques piétonnes internes et externes freinant ou encourageant les interrelations dedans-dehors. Comme l'architecte et urbaniste Oscar Newman (1973) l'avait formulé dans son étude sur la criminalité urbaine, la conception architecturale (ici la morphologie) influence les représentations et les interactions sociales (Mosser, 2007, p. 91). Ainsi, pour étudier les effets de la morphologie du réseau sur les pratiques des usagers, nous avons développé ci-dessous une grille d'observations basée sur les caractéristiques physiques du réseau viaire choisies en fonction de leur attractivité ou de leur répulsion (figure 89).

Dans l'absence de la dimension esthétique de l'habitat du camp, nous considérons une voie attractive, une voie qui favorise les échanges entre le dedans et le dehors, et une voie

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

répulsive, une voie qui présente des formes d'insécurité, de délinquance, de sentiment d'exclusion ou d'insécurité.

La typologie des voies a été décrite en fonction de ses caractéristiques physiques, fonctionnelles (usages, activités, *etc*.) et de la circulation (figure 89). Les critères retenus sont ceux qui affectent l'attractivité, les sentiments de confort et de sécurité des piétons durant la marche. La théorie du confort présente dans les études sur les transports en commun classe l'expérience de la marche selon des émotions positives ou négatives du piéton. Des réactions émotionnelles comme le confort, la sécurité et l'accessibilité du piéton sont des réactions positives, et l'absence de confort, de sécurité et d'accessibilité signifient que l'environnement de la marche est désagréable pour le piéton (Ovstedal et Olaussen Ryeng, 2002, p. 2). Nombreux autres facteurs influencent également le degré de confort et de sécurité du piéton comme la température et l'horaire de la marche (Ovstedal et Olaussen Ryeng, 2002, p. 3). Nous nous sommes limitée ici aux facteurs physiques et visuels qui influencent le confort et la sécurité du piéton du camp et génèrent des réactions émotionnelles positives ou négatives.

Figure 89. Grille d'observation dans l'élaboration de la typologie du réseau viaire basée sur ses caractéristiques attractives et répulsives

Critères	Description
1. Localisation	**Proximité/éloignement des limites :** Emplacement et proximité aux limites ou aux nœuds extérieurs, présence d'un pôle de transport à proximité.
	Communication entre extérieur et intérieur : Raccordé ou isolé du réseau externe, assure ou pas la communication entre l'intérieur et l'extérieur.
2. Accessibilité	**Mode déplacement et types d'usagers :** Véhicules, piétons, sens de la circulation (sens unique, double sens), *etc.*
	Types d'usages : Fonction dominante aux abords, monofonctionnel/multifonctionnel – exemple : lieu d'activité économique, lieu de vie sociale, *etc.*
3. Etat de la chaussée	**Dimensions :** Largeur de la voie (étroite, large), rapport entre la largeur de la voirie et la hauteur du bâti.
	Etat : Etat des voies (dégradées, bien entretenues, *etc.*), pente et déclivité, revêtement, *etc.*
	Structure du bâti : Dense, continu, délabré, *etc*.
4. Présence et qualité des aménagements	**Eclairage :** Présence et qualité de l'éclairage, lumière naturelle, lisibilité en situation nocturne, *etc.*
	Stationnement : Possibilité de stationnement (localisation, unilatéral, bilatéral, intensité du stationnement, *etc.*)

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

	Trottoirs : Présence/absence de trottoir, la largeur du trottoir.

Pour évaluer l'attractivité des voies du camp, une première lecture morphologique des voies a été établie basée sur les critères cités dans la grille ci-dessus (figure 89). Cela nous a permis de classer les voies suivant deux types généraux : les voies à usages et usagers mixtes - plus récentes dans le développement urbain du camp, et les voies monofonctionnelles et piétonnes – les plus anciennes. Chaque type est indiqué par un cercle sur la figure 90. Le cercle de couleur verte, concerne les voies à usages et usagers mixtes. Il est localisé au niveau du quartier Al-Forkan (une mosquée) du camp. Le cercle de couleur rose, concerne les voies monofonctionnelles et piétonnes. Il est localisé entre le quartier de Kabri et la place de l'Armée de libération, dans le noyau ancien du camp. La vue aérienne du camp de la figure 90 (à gauche) nous permet d'illustrer le tissu du camp et l'emprise au sol de ses bâtiments ainsi que ceux du voisinage. Le plan du réseau viaire de la figure 90 (à droite) met en valeur les zones desservies par la voiture dans le camp, et celles exclues du réseau.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 90. Étude du réseau viaire du camp de Bourj El-Barajneh : localisation des types de voies de communication

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Photo aérienne du camp de 2008, contact informel à la municipalité de Bourj El-Barajneh



© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

2.2. La forme de la voirie urbaine : la voirie automobile du camp

Dans le camp, la circulation automobile ne dessert pas l'entièreté des parcelles comme l'indique le réseau des voies de desserte automobile de la figure 90 au sein du périmètre du camp. Seules les voies principales du camp et leurs ramifications sont automobiles : elles sont les plus larges et les plus dynamiques fonctionnellement (commerces, lieux de rencontre, *etc*.) et relient le camp aux quartiers voisins. Les parties ci-dessous reprennent les élements développés dans la grille d'observation de la figure 89 pour l'analyse de la voirie automobile du camp : sa localisation (2.2.1), son accessibilité (2.2.2), l'état de la chaussée (2.2.3) et la présence et la qualité des aménagements (2.2.4).

2.2.1. La localisation

Cet ensemble se situe principalement dans la partie haute (Ouest) du camp (voir les courbes de niveau sur plan du réseau viaire de la figure 90). Comme le montre la figure 90, ces axes traversent le camp de l'Ouest au Sud reliant le camp au réseau autoroutier et aux quartiers voisins. Ils accueillent trois des entrées principales du camp : l'entrée Forkan à l'Ouest, l'entrée Cinéma Palace à l'Est et l'entrée au niveau de la Descente de l'hôpital Haïfa (*nazlet mestachfa Haïfa*) au Sud. Ces entrées viaires permettent l'accès des voitures sur des courtes ou des longues distances à l'intérieur du camp. Certains tronçons comme par exemple la rue principale au niveau de l'entrée Forkan, sont desservis par des transports en commun comme les « services » une sorte de taxis collectifs aux prix réduits. Quant aux réseaux de bus publics et de bus en commun, ils circulent à quelques mètres de deux de ces entrées (entrée Cinéma Palace - Est et entrée Forkan - Ouest). Facilement connectées au centre de la capitale par les transports en commun, ces entrées occupent une place plus importante que les restes des entrées du camp ; travailleurs et universitaires l'empruntent au quotidien.

La proximité des transports et des équipements urbains facilement connectés à la ville rend l es zones aux entrées Ouest et Est du camp facilement accessibles et donc plus attractives. Toutefois, le degré d'attractivité de ces derniers n'est pas le même : un plus grand nombre de transports en commun longent l'axe routier à l'entrée Ouest du camp-entrée Forkan. Cette zone est le lieu de regroupement de la grande majorité des associations locales et internationales et le lieu d'installation des nouvelles populations. Sa connexion au réseau autoroutier facilite la mobilité des travailleurs du camp vers la ville et les flux vers l'intérieur du camp pour l'accès aux services et aux équipements médicaux par exemple l'hôpital Haïfa ou la clinique de l'UNRWA.

2.2.2. Accessibilité

La largeur est généralement le reflet de l'importance de la rue, une largeur suffisante permet le développement des activités aux abords. Ces rues dont le tracé est plus ou moins rectiligne sont le siège de nombreuses activités (figure 91 à la fin de la partie 2.2). Ces rues desservent les différentes zones de cette partie récente du camp en voiture. Avec

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

moins de contraintes en termes de surfaces vides et disponibles, ces voies tracent un parcellaire plus organisé et mieux desservi. Aucune règle n'est fixée pour la circulation qui se réalise dans les deux sens ; en cas de conflits de passage, les automobilistes s'arrangent sur place.

Les rues sont animées à des degrés différents selon leur localisation comme le montre les photos 2 et 3 de la figure 91. Les usagers sont mixtes : piétons et automobiles se mélangent au niveau de la chaussée. Certaines rues sont plus étroites, d'autres plus larges et accueillent les terrasses des magasins aux abords (figure 91, photo 2). Ces rues sont les lieux d'activité économique mais aussi des lieux de vie sociale et de vie politique. Elles abritent les bureaux politiques, les associations, les bureaux de l'UNRWA et les bureaux des autorités palestiniennes du camp (sauf pour le bureau du CP-OLP qui se trouve à la limite Nord du camp). D'après nos observations sur le terrain, le stationnement des piétons de longue durée le long de ces rues, que ça soit en restant debout ou en s'asseyant, est une activité à domination masculine. Les femmes sont mobiles le long de ces axes et si leur mobilité est interrompue, ce n'est que pour quelques minutes. Elles ne se regroupent que dans l'espace intérieur privé (appartement de la voisine par exemple) ou commun (association pour les femmes, magasin, boucherie, association pour les enfants).

2.2.3. Etat de la chaussée

La largeur des voies varie entre quatre et huit mètres. Elles sont asphaltées, certaines plus dégradées que d'autres avec plus de trous et de la boue au niveau de la chaussée. Le bâti est de cinq à six étages de hauteur en moyenne et dans certains cas s'élève jusqu'à douze étages (surtout dans le cas des constructions récentes) (figure 91, photo 1). Le bâti est discontinu, les vides et la largeur de la voirie permettent d'alléger la densité du bâti, et du paysage de l'axe. Certains tronçons sont moins denses avec une hauteur de bâti qui ne dépasse pas les deux étages. A quelques exceptions près, les rues sont planes et à ciel ouvert malgré la suspension des fils électriques par-dessus (annexe 7).

2.2.4. Présence et qualité des aménagements

Les espaces vides, la hauteur des bâtiments qui varient entre deux et six étages et la largeur des voies laissent une ambiance d'un espace moins dense que dans la partie plus ancienne du camp. L'ensemble permet la pénétration de la lumière naturelle sur certains tronçons : ils sont exposés au soleil en journée. La figure 93 illustre la luminosité de ces axes le soir : l'absence d'éclairage artificiel public est compensée par la lumière des petits commerces ouverts jusqu'à tard et la présence de bureaux de partis politiques et de leurs gardiens. Ces rues sont animées jour et nuit. Quant au stationnement, les voitures des habitants ou des visiteurs se garent le long des chaussées. L'intensité du stationnement est importante : quand la largeur de la rue le permet, le stationnement bilatéral occupe presque la moitié de la surface de la voirie. Aussi, deux parkings payants dans le camp accueillent les voitures pour des stationnements de courte durée (selon certains habitants,

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

il existerait trois parkings payants dans le camp). Les trottoirs sont inexistants et les petites terrasses à l'entrée des magasins sont le seul aménagement aux abords.

Du fait de la place qu'elles occupent dans le camp, certaines de ces rues sont décorées par les drapeaux palestiniens et les photos des leaders de la révolution comme le montre les photos de la figure 92.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

01. Hay Samed, le quartier SAMED qui doit son nom à l'institution Samed de l'OLP. "Dans les jours de la Révolution, tout le monde travaillait à Samed. Samed c'est une usine de *Halewe*, une menuiserie, ce que tu veux comme métiers. Maintenant, *Fateh-Al-Intifada* le contrôle après le départ de Abou Ammar (Arafat) des camps. Et un syrien l'a transformé en un marché de légumes" (Abou Jalal, le 31 juillet 2016).



02. Extension de la rue de l'hôpital Haïfa, *Nazlet* Haifa.
Les petits commerces occupent une partie de la chaussée.



© 2020 Tous droits réservés.

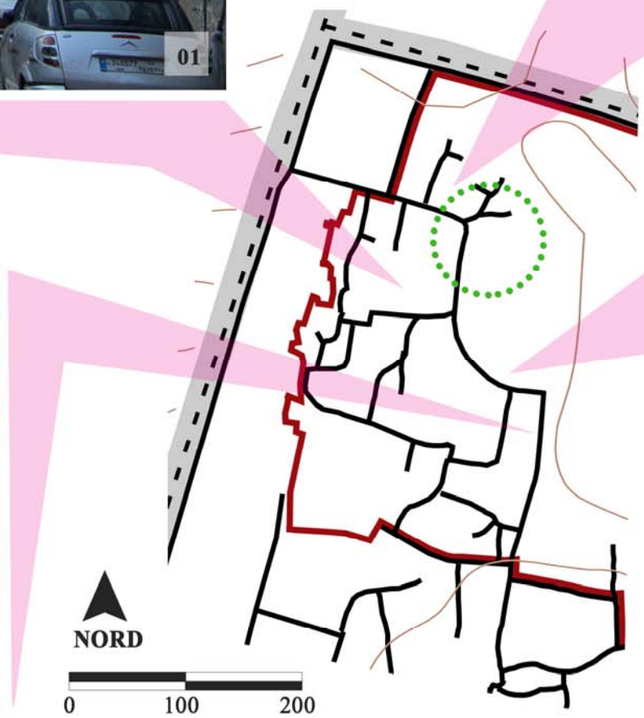


Figure 91. Type 1 : la voirie automobile dans le camp
Source : Photos par N. Tabet, août et décembre 2016

03. Hay El-Forkan, le quartier El-Forkan.
Il prend le nom de la mosquée El-Forkan qui apparait au fond de la photo à droite.



04. Tronçon situé entre Samed et l'hôpital Haïfa.



Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

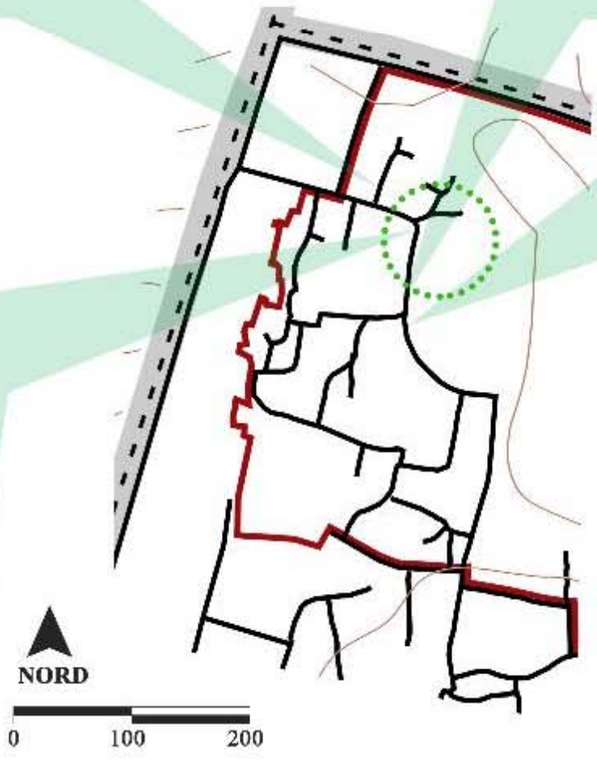
Figure 92. Drapeaux des partis palestiniens et photos des leaders de la Révolution le long des voies

Source : Photos par N. Tabet, juillet 2014 et décembre 2016











Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Figure 93. La voirie automobile du camp le soir

Source : Photos par N. Tabet, décembre 2016 vers 21h.





2.3. La forme de la voirie urbaine : le chemin piétonnier

Les voies secondaires du camp constituent un ensemble monofonctionnel : l'ensemble assure les fonctions de circulation et de desserte des secteurs du camp dont l'usage est principalement résidentiel.

2.3.1. La localisation

Cet ensemble constitue le noyau le plus ancien du camp et ses ramifications. Il est lié au réseau viaire du voisinage par des chemins piétons et est surtout localisé à la limite Est du camp. Réseau en pente, il relie la partie haute du camp (ouest) à la rue commerçante Abdel Nasser (est) par des entrées piétonnes comme l'entrée Abou Fayçal de la figure 94

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

ci-dessous. La proximité de cet ensemble de la rue Abdel Nasser, de ses services commerciaux (courses de proximité, restauration, *etc*.), de ses services éducatifs (les cinq écoles UNRWA se trouvent le long de l'axe) et des transports en commun (bus et services) encourage une communication intérieure/extérieure comme le montre l'encadré 2 ci-après.

Figure 94. Vue depuis la rue Abdel Nasser vers une des entrées piétonnes du camp, l'entrée Abou Fayçal

Source : photos par N. Tabet, juillet 2014



Notes de terrain 2. Le 25 juillet 2016 à 9h40.

Une des femmes d'Abou Jamil* avait un appartement au cœur du camp qu'ils ont vendu après la mort de la mère d'Abou Jamil. Selon lui, c'est dans cette zone qu'il appelle *l'intérieur du camp* où les taux de consommation de drogue et de chômage parmi les jeunes sont les plus élevés. Il préfère ne pas habiter là-bas. Lui, il habite à la limite Est du camp, à deux pas de l'entrée Abou Fayçal (figure 94). D'après lui, à la limite, les gens sortent plus, font plus de relations et trouvent plus facilement du travail.

*Abou Jamil est un habitant du camp. La conversation a eu lieu dans le parking où il travaille comme valet de stationnement.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.3.2. L'accessibilité

Vu leur largeur réduite, ces ruelles sont réservées aux piétons, mais les cyclistes et les motocyclistes s'en servent également. La largeur très réduite des ruelles empêche l'accès à la voiture et complique la circulation des biens de grandes dimensions. Pour le transport des chargements lourds comme par exemple des sacs de sable ou du parpaing, les habitants ou les ouvriers sont obligés de faire plusieurs allers et retours à moto (figure 96). Pour les objets de grande taille comme par exemple un fauteuil ou un réfrigérateur, une des solutions adoptées est de les faire passer par la toiture, de toit en toit. Mais malgré l'étroitesse de cette partie du réseau, l'ensemble abrite les réseaux techniques comme l'illustre la figure 95 ci-dessous : le réseau d'égouts est souterrain marqué en gris foncé sur les photos de la figure, les réseaux d'eau et d'électricité sont apparents, suspendus ou accrochés aux façades donnant une impression plus réduite d'un espace déjà très étroit.

2.3.3. L'état de la chaussée

La largeur des voies est très étroite en la comparant aux dimensions de base de la figure 96 et les dimensions de base des cheminements piétons. Ces voies du camp sont à double sens et varient entre 0,8 et +/-1,6 m environ alors que selon la norme, le passage d'un seul piéton exige une largeur de voie de 0,8 m. Le tracé de ces voies est en lignes brisées et ne suit aucune forme géométrique. L'ensemble est en pente comme l'illustre les courbes de niveaux sur le plan de la figure 90. Le bâti en moyenne de trois étages est moins élevé que celui au niveau des voies véhiculaires mais vu l'étroitesse des ruelles, le passager a l'impression que le bâti est plus élevé que dans d'autres zones du camp. La pente bloque la continuité du champ de vision du passant et les points de vue et les perspectives convergent vers des points de fuites fermés dû au manque de l'espace et son étroitesse. Les paramètres architecturaux comme la continuité du bâti, le manque d'espace libre, l'étroitesse des rues, le manque d'espacement entre les bâtis et l'hétérogénéité des façades créent une ambiance dense et laissent un sentiment d'entassement. Le revêtement en béton coulé et le manque de végétation donnent aux ruelles un aspect minéral. Les voies sont souvent couvertes par les dalles des balcons au-dessus, construites sans rythme ni monotonie (annexe 7, exemple 2). A ces dalles s'ajoutent les fils électriques et les tuyaux d'eau suspendus perpendiculairement ou parallèlement à la longueur de la voie comme l'illustre les photos de la figure 95.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Quartier de Kweikat - *Hay El-Kweikat (village palestinien)*



Quartier de El-Habet - *Hay El-Habet (nom de famille)*





Figure 95. Le type 2 : les chemins piétonniers dans le camp

Chaque photo a été prise dans un quartier différent du camp. Sur les photos 2, 3 et 4 sont colorées en vert les traces apparentes du réseau d'égouts souterrain : les regards d'égouts. La photo 4 correspond au noyau premier du camp, la *Jouret El-tarach'ha* (le creux des Tarach'ha).

Source : Photos prises par N. Tabet, décembre 2016.



Quartier de Kabri - *Hay El Kabri (village palestinien)*

Quartier Trou des Tarach'ha - *Jouret El Tarach'ha (village palestinien)*



Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

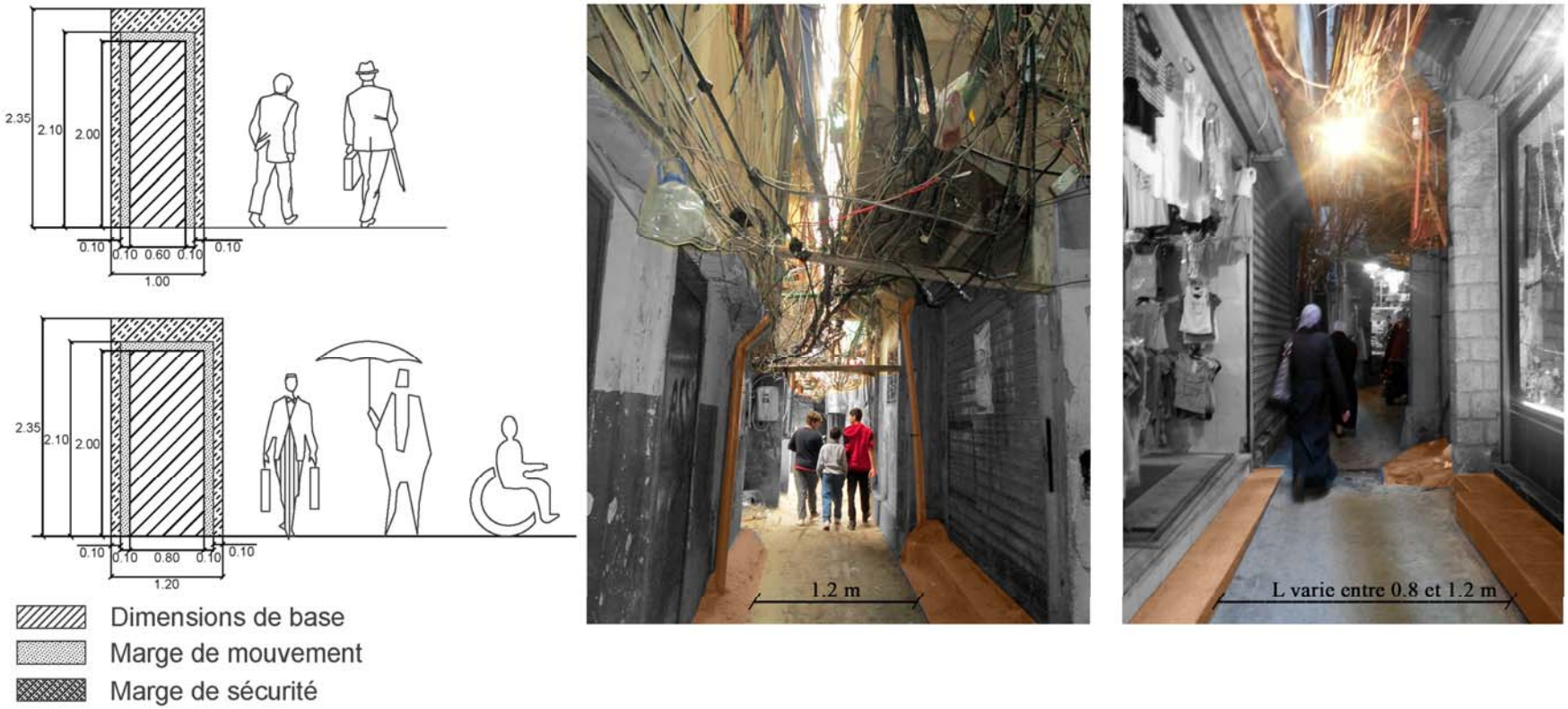


Figure 96. Comparaison entre les dimensions de base d'un cheminement piéton et les dimensions des chemins piétons du camp

Le schéma à gauche montre différents cas de gabarits de base du piéton. Le premier dessin en haut illustre les dimensions de base (0.6 m), avec une marge de mouvement de 20 cm (0.8 m) et une marge de sécurité de 20 cm, soit un passage de largeur de 1 m. Le deuxième dessin en bas, concerne un gabarit plus large de 1.2 m dans le cas du passage d'une chaise roulante ou d'une personne avec parapluie par exemple.

Les photos à droite montrent deux chemins piétons du camp. Ces chemins à double sens reçoivent le passage des motocycles comme le montre la photo à droite au fond. Les voies sont occupées par des éléments verticaux (tuyaux) et horizontaux (escaliers) marqués en orange sur les photos. Ces éléments réduisent encore plus la largeur de la marche. Les largeurs des voies ne répondent pas aux dimensions de base du premier schéma.

Source : Le schéma à gauche est extrait de Jaeger, 1995, p 191, figure 7.11a. Les deux autres photos ont été prises et analysées par N. Tabet, juillet 2014.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

2.3.4. La présence et la qualité des aménagements

Le champ visuel est guidé par les bâtiments qui occupent les abords des voies. Le manque d'aménagement aux abords, d'espace de transition entre les espaces publics et privés, entre le bâti et la voie, renforcent le sentiment d'entassement. Les façades aux rez-de-chaussée des bâtiments sont aveugles, les ouvertures sont le plus souvent fermées et empêchent la communication entre l'intérieur des habitations - espace privé, et l'extérieur - espace public/commun comme le montre les figures 97 et 98. La figure 97 illustre des exemples de voies aux rez-de-chaussée aveugles. Et quand les fenêtres sont ouvertes, elles sont couvertes depuis l'intérieur et empêchent la vue depuis la voie. A certains endroits, l'espace privé est séparé de l'espace public par une légère surélévation concrétisée par quelques marches d'escaliers comme c'est marqué en orange sur la figure 96 ci-dessus. Mais en général, ces voies se collent à l'espace privé sans aucun espace de transition entre les deux comme l'illustre la coupe 2 de la figure 98.

Qu'est-ce que l'espace public et l'espace privé dans un camp palestinien ?

Dans notre étude des voies de circulation, partie intégrante de l'espace public, il nous a paru indispensable de préciser le régime public ou privé auquel appartient ce réseau du camp.

Ainsi, avant de s'interroger sur la relation et la frontière entre l'espace public et l'espace privé du camp, il faut revenir sur la définition de ces deux notions dans ce contexte particulier. Nous adoptons pour le faire l'explication confiée par Thierry Paquot (2015) dans son ouvrage *L´Espace Public*. Paquot parle des divers « espaces publics » qui ne se limitent pas au *« seul régime juridique de la propriété du sol qui décide de la destination d'un terrain, mais les pratiques, usages et représentations qu'il assure »* (Paquot, 2015, p. 91-2). D'abord, les notions de l'espace public et de l'espace privé sont *« grandement déterminées par la langue, le genre, la hiérarchie sociale, l'âge (...) »* (Paquot, 2015, p. 67-8). Prenons l'exemple d'un espace public dans un camp de réfugiés et d'un espace public au centre de Beyrouth : ils diffèrent par leurs usagers, les représentations, l'aménagement, le degré d'ouverture sur le dehors, l'accessibilité, le statut juridique, la gestion, *etc.*

Nous considérons dans ce travail l'espace public du camp un espace qui relève du commun, à usage commun, commun à tous (habitants du camp ou pas). Il se définit par la négative, en « creux » des propriétés « privées » des habitants du camp. L'espace public du camp est un lieu collectif fréquenté principalement par ses habitants, Palestiniens ou pas. La propriété de ce lieu public ne dépend pas du « domaine public » étatique ou municipal : l'ambiguïté et la confidentialité de l'UNRWA et de l'Etat autour du statut juridique des espaces du camp nous poussent à repenser la propriété de l'espace public/privé du camp au-delà du régime de la propriété formelle : propriétés étatiques, municipales, collectives ou privées.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Le stationnement aléatoire des piétons entrave la circulation et occupe le peu d'espace vide occasionnel aux abords. Le croisement des ruelles forme des nœuds donnant lieu à des petites placettes. Ces placettes à la forme non géométrique sont des lieux de sociabilité pour les adultes du voisinage et de jeux pour les enfants comme l'illustre la figure 99. La hauteur du bâti, l'étroitesse des rues et la couverture occasionnée des passages réduisent l'intensité de la lumière naturelle. Dans l'absence d'un éclairage public, certaines voies sont obscures même durant la journée.

Figure 97. Les ouvertures fermées des façades aux Rez-de-chaussée des bâtiments

Aux RDC, la fermeture des fenêtres empêche toute communication entre l'espace privé domestique et l'espace public/collectif de la voie.

Source : photos par N. Tabet, juillet 2014 et décembre 2016.

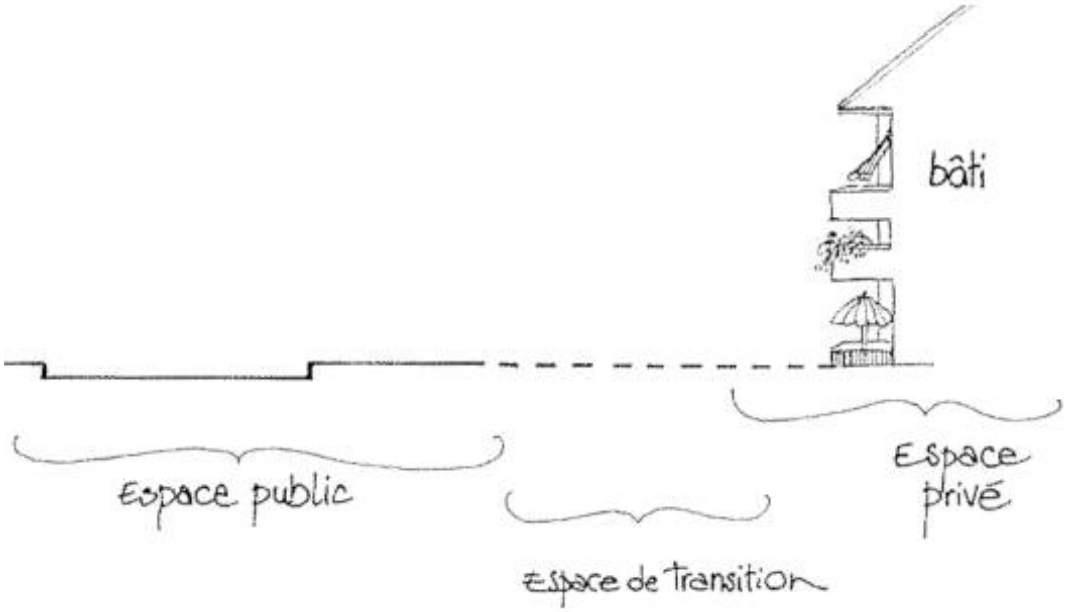


© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

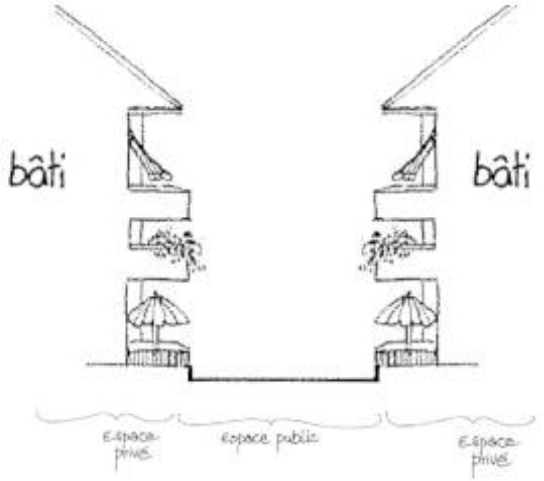
Figure 98. La relation entre l'espace privé et l'espace public/collectif du camp

La relation entre l'espace privé (le bâti) et l'espace public/collectif (la voie) est définie par : la position du bâti par rapport à la voie, la forme des façades et leur relation avec l'extérieur (figure 97) et l'aménagement de l'espace de transition (Jaeger, 1995, p. 103). La coupe (1) illustre un axe de circulation composé par la juxtaposition de trois espaces : l'espace privé, l'espace de transition et l'espace public. La coupe (2) illustre le cas du camp où l'espace de transition entre les axes de circulation et le bâti est absent. L'espace public se colle à l'espace privé ne laissant pas de la place pour des aménagements comme des espaces de stationnement, des plantes, *etc.*

Source : coupe 1 extraite de Jaeger, 1995, p. 103, figure 5.21. Coupe 2 élaborée par N. Tabet.



COUPE 1: aménagement urbain



COUPE 2 : le cas camp de Bourj El-Barajneh

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Figure 99. Les placettes, lieux de divertissement et de jeux pour les enfants

Les balançoires sont démontables, on les installe pendant les périodes de vacances scolaires des enfants (par exemple au Ramadan), *« c'est le seul espace de divertissement dans le camp. Il n'y a pas de l'espace pour jouer »,* affirme notre informateur lors de la visit guidée du camp.

Source : Photos par N. Tabet, juillet 2014.





2.4. Le piéton dans l'espace public du camp : attractivité ou répulsion

Dans les petites ruelles (les voies type 2 décrites ci-dessus), le principal usager est le piéton. Durant la journée, au-delà de la circulation professionnelle, la circulation concerne surtout les achats quotidiens sur des petites distances. La circulation est plus réduite le soir dû au manque d'éclairage des voies explique Chaza lors d'une visite guidée du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.4.1. L'insécurité et la peur le long des ruelles étoites (voies type 2)

Pour comprendre si la morphologie de ces chemins piétons joue un rôle dans l'attraction des flux externes et la stimulation des échanges entre l'extérieur et l'intérieur, il s'agit de se questionner sur le confort et la sécurité du piéton lors de la marche. L'expérience de la marche le long de ces chemins, génère-t-elle des émotions positives ou négatives pour le piéton ?

Le facteur le plus important pour le confort du piéton lors de son cheminement est la sécurité : plus le sentiment de sécurité est fort plus le sentiment de confort est fort (Ovstedal et Olaussen Ryeng, 2002, p. 4 et 9). L'étroitesse du champ de visibilité et le manque de repères le long des voies qui se croisent et se ressemblent, génèrent un sentiment d'emprisonnement, l'impossibilité de fuir en cas de problème pour celui qui ne connait pas bien les lieux. Le sentiment de sécurité est aussi affecté par l'éclairage, par la capacité des piétons à bien se voir les uns les autres dans la rue et par l'impact de l'éclairage sur la sécurité subjective et la peur du crime (Mosser, 2007, p. 80). L'absence d'éclairage le long de ces voies renforce le sentiment de peur. Dans cette zone du camp, l'espace est une ressource rare, la densité du bâti est forte et les bâtiments se collent les uns aux autres empêchant la pénétration de la lumière naturelle accentuant l'effet d'encombrement. A cela s'ajoute un paysage chaotique qui n'assure pas une bonne visibilité et renforce à son tour le sentiment d'insécurité.

Les panneaux de signalisation et les posters collés aux murs des rez-de-chaussée ne sont pas bien organisés. Ils annoncent des offres de services d'électricité, de voyages pour le pèlerinage à la Mecque ou très souvent la mort d'un « martyr par électrocution » dans le camp en raison de la suspension des fils électriques au-dessus de ces voies. En jour de pluie, le risque d'électrocution des passagers augmente. Pour le piéton (nous-même) conscient de ce problème, il doit se dépêcher pour éviter un long passage sous ces tunnels électriques quand il pleut.

Le manque de règlementation quant à la mixité des transports ainsi que les comportements irrespectueux dans la mixité des modes de déplacements et le partage des voies, accentuent l'insécurité. Il suffit le passage d'une moto dans une ruelle étroite pour que le piéton se sente menacé. L'insalubrité et les odeurs désagréables provoquées par les réseaux d'égouts à certains endroits accentuent le sentiment d'inconfort. Toutes ces caractéristiques, en plus de l'inclinaison de la pente et de la verticalité accentuée du vide du cheminement, invitent le piéton à ne pas s'arrêter et au déplacement rapide. Ce sentiment d'insécurité décrit plus haut ressort dans le discours de Rima, libanaise et habitante du camp, lors de notre conversation :

> *Moi je ne rentre pas à l'intérieur. Si je rentrais, je ne sortirais plus. Si mon appartement n'était pas proche de la rue (Abdel Nasser), jamais je n'aurais jamais accepté d'habiter ici. On a essayé d'habiter à l'intérieur mais dedans je ne connaissais rien, seule je me perdais. Tout est des zawarib (ruelles*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

étroites). (…) Ramène quelqu'un avec toi si tu veux rentrer, seule tu vas te perdre, affirme-t-elle, le 31 juillet 2016.

2.4.2. Lien entre la morphologie de cette voirie du camp et sa représentation : un facteur d'exclusion

Au-delà de notre grille d'observations de l'espace matériel de ces voies et de leur description par quelques habitants du camp, nous avons voulu savoir si, leur morphologie affecte la représentation du camp par les habitants du dehors et par conséquence leurs pratiques et les flux dehors-dedans du camp. Pour ce faire, nous avons réalisé une enquête sous forme d'un questionnaire sur la relation entre le camp et son voisinage à la limite Est du camp, le long de la rue commerçante Abdel Nasser, auprès de 37 passagers choisis aléatoirement au cours de la marche en août 2016 (pour localiser la rue Abdel Nasser, voir le plan de la figure 90). Le but était de connaître le pourcentage de ceux qui connaissent le camp, ce qui ne le connaissent pas, et pourquoi. Le questionnaire compte huit questions ouvertes et fermées portant principalement sur comment le camp est perçu par son voisinage (annexe 2).

Deux questions ouvertes relatives à la forme urbaine du camp ont été posées aux passagers (question 1 de l'annexe 2) : pour ceux qui connaissent le camp de l'intérieur et l'ont déjà visité, comment le décrivent-ils ? Pour ceux qui ne le connaissent pas, comment imaginent-ils l'espace du camp ? Les réponses ont été traduites de l'arabe et regroupées suivant les thématiques/expressions récurrentes. L'ensemble de ces expressions a été analysé et regroupé selon la fréquence. L'analyse a donné lieu à un nuage des expressions-clés sur la représentation de la forme du camp de Bourj El-Barajneh illustré par la figure 101 ci-dessous. Cette configuration visuelle met en évidence les mots et les expressions les plus utilisés dans les réponses sur la représentation de la forme urbaine. Les mots s'affichent dans des tailles et graisses de caractères différentes selon la fréquence d'utilisation. La figure 100 illustre par ordre d'importance les mots les plus utilisés pour décrire et représenter la forme urbaine du camp[131]. Le logiciel Nvivo est insensible aux espaces entre les mots. Pour que les expressions soient compréhensibles aux lecteurs, nous avons eu recours aux apostrophes afin de séparer un mot d'un autre. A titre d'exemple, l'expression "je me perds" s'afficherait dans le nuage des mots ci-dessous par "je'me'perds".

Parmi les 37 enquêtés, 23 soit 62% des enquêtés ont déjà visité le camp au moins une fois. En décrivant l'intérieur du camp, la majorité de ces enquêtés affirment qu'ils se perdent dans le camp (60% des 23). Cela s'illustre dans le nuage des mots de la figure 100 ci-dessous par l'expression « je me perds » (l'expression est apparue dans 14 des 37 réponses).

[131] L'analyse a été réalisée par le logiciel Nvivo 11 Pro.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Figure 100. Nuage de mots réalisé à partir des réponses des enquêtés sur la forme physique du camp

Réalisation. Nicole Tabet. 2018, via le logiciel Nvivo.



Le mot le plus utilisé pour décrire l'intérieur du camp est celui de *Zawarib* qui apparait dans 18 des 37 réponses (49% des réponses). Le mot signifie un passage ou un chemin très étroit à l'intérieur d'un quartier, généralement couvert (*Almaany.com*). Les enquêtés utilisent ce mot pour décrire les ruelles piétonnes du camp. Ils associent l'étroitesse de la rue au sentiment de se perdre au cours de la marche :

> *Ça fait longtemps que je ne rentre plus dans le camp. Les* ***zawarib*** *sont très étroits alors pour reconnaître le chemin, je suivais les canalisations de l'eau,* affirme un Libanais, 79 ans, retraité, né et habite à Bourj El-Barajneh.

> *Je rentre dans le camp pour réparer quelques outils. Il y a d'autres réparateurs mais le camp est plus proche. Je me perds quand je rentre, partout des* ***zawarib*** *et tout d'un coup tu te retrouves à l'intérieur d'une maison. Maintenant quand je rentre, je me dirige direct au magasin de réparation,* atteste un Libanais, 72 ans, chauffeur de taxi, né et habite à Bourj El-Barajneh.

> *Je rentre à ces débuts. J'ai déjà essayé d'aller plus loin mais je me perds à chaque fois. Tout se ressemble, et d'après ce que j'ai entendu les* ***zawarib*** *sont inondés d'eau.* Libanaise, 46 ans, habite à Bourj El-Barajneh depuis 30 ans.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.

> *Je ne rentre pas si je ne suis pas accompagné par un Palestinien, sinon je me perds.* Libanais, 64 ans, commerçant, né et habite à Bourj El-Barajneh.

> *Le plus fort se perd dans ces **zawarib**. Moi quand j'y vais, je ramène avec moi quelqu'un du camp. Que dieu soit avec eux, ils ont rien, même pas d'infrastructures.* Libanais, vendeur de légumes, 55 ans, né et habite à Bourj El-Barajneh.

Mais paradoxalement, si pour les habitants extérieurs les petites ruelles sont celles avec le niveau d'insécurité et d'inconfort le plus élevé, pour Warda, présidente d'une association située dans la partie haute du camp, c'est les rues larges (type 1) qui sont les plus dangereuses (encadré 3).

Notes de terrain 3. Le 20 juin 2016 à midi.

Warda* m'a parlé d'un accident qui a eu lieu hier soir entre deux personnes du camp pendant lequel une personne a tiré sur l'autre. Cette dernière a été blessée au niveau de la jambe et l'ambiance dans le camp est tendue depuis hier. Elle voulait m'appeler pour me conseiller de ne pas descendre, il y avait une grande probabilité que la dispute recommence à nouveau. La personne blessée est soutenue politiquement et voudra se venger. En lui demandant quels axes je dois éviter en cas de ce type de problèmes, elle me précise que c'est surtout l'axe principal qui est le plus dangereux, l'axe que je prends pour accéder au camp pensant que c'était le plus sûr du fait de sa largeur et de sa luminosité. Selon elle, c'est sa largeur qui fait sa dangerosité.

*La conversation a eu lieu dans les locaux de l'association.

La largeur de la rue permet les rassemblements et donc les disputes. Pour Warda, les axes les plus dangereux sont ceux qui sont les plus larges. Abou Jamil et Abou Jalal partagent cette même opinion. Habitants aux limites du camp, dans sa partie basse le long des ruelles étroites, ils expliquent que la zone est plus tranquille que la partie haute aux voies larges.

2.5. Perméabilité ou étanchéité des frontières physiques et sociales du camp

La description des caractéristiques du réseau viaire du camp, l'élaboration d'une typologie au regard de l'inclusion/exclusion, de la répulsion/attractivité du piéton (sections 2.1, 2.2 et 2.3) et la collecte en dernier lieu des éléments sur la représentation des rues et des ruelles du camp (section 2.4) nous ont permis de dresser les deux tableaux de synthèse ci-dessous (figures 101 et 102). Le premier (figure 101) est une synthèse des caractéristiques de chacun des deux types de voies dans le camp, le deuxième (figure 102) est une synthèse de ces derniers en fonction de leur capacité d'attirer des flux externes et donc de contribuer à l'inclusion du camp dans son environnement urbain.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 101. Typologie de la voirie du camp de Bourj El-Barajneh

	Type 1 : les voies principales d'accès	**Type 2 : les voies de distribution et de desserte**
La localisation	Assurent la communication entre l'extérieur et l'intérieur. Se raccordent au réseau interne des voies de distribution. Sont bien connectées au réseau autoroutier, au réseau de transport public et au réseau de transport en commun. Présence d'un pôle de transport en commun à proximité.	Réseau interne des voies de distribution et de desserte entre quartiers. Assurent une connexion piétonne intérieure-extérieure seulement à la limite Est du camp. Pour le reste des ruelles, elles ne sont pas directement connectées aux axes routiers principaux de la zone.
L'accessibilité	Mixte : voitures, piétons, motocyclistes. La voirie est fréquentée par multiples usagers et usages comme le commerce, l'associatif, les maternelles, les cliniques, les bureaux politiques, *etc.* La voirie est multifonctionnelle : lieu d'activité économique, lieu de vie sociale, lieu des infrastructures sociales et politiques, *etc.*	Voies piétonnes et motocyclistes. La voirie est monofonctionnelle centrée autour de la fonction résidentielle. Présence de quelques magasins au niveau de quelques tronçons.
L'état de la chaussée	La chaussée est asphaltée mais est en état plus ou moins dégradé. La chaussée est occupée par les terrasses devant certains magasins. Le bâti est discontinu et élevé (cinq à six étages en moyenne). Les voies sont larges et varient entre 4 et 8 mètres. Les voies sont plus ou moins planes et à ciel plus ouvert.	La chaussée n'est pas asphaltée. Elle est coulée par une chappe en béton. Absence de trottoir, pas de recul entre le bâti et la voie, pas d'espace de transition entre l'espace public commun et l'espace privé. Le bâti est continu de trois étages en moyenne. Manque d'espaces vides et impression d'une forte densité du bâti. Les voiries sont en pente à ciel fermé, couvertes par les canalisations d'eau, les fils électriques et les dalles des balcons. Les voies sont étroites et varient entre 0.8 et +/-1.6 m.
La présence et la qualité des aménagements	Présente une meilleure lisibilité en situation nocturne que dans le cas des voies du type 2. Absence d'éclairage public mais avec le dynamisme de la rue, le commerce	Absence d'éclairage naturel. Manque de dynamisme et d'animation le long de ces voies.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

	ouvert jusqu'à tard et la présence des bureaux de partis, les rues sont animées et éclairées la nuit. Présence de lumière naturelle, ces rues sont ensoleillées durant la journée. La largeur des voies permet le stationnement sur la chaussée. Cela dynamise l'activité commerciale et attire une clientèle étrangère au camp, surtout pour les achats en grande quatité (grossistes). La présence d´espace de stationnement le long des axes et de deux parkings payants dans le camp encourage l'entrée des visiteurs. Importante intensité du stationnement bilatéral.	Les ruelles sont étroites et obscures. La circulation est faible en période nocturne. Vu le manque de lumière naturelle, certains tronçons sont totalement dans l'obscurité même en période diurne. Possibilité de stationnement limitée des piétons et des motos. Le stationnement entrave le passage. Rues piétonnes, elles sont empruntées par les motocyclistes malgé la difficulté du passage.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 102. Capacité d'attirer des flux externes et des échanges extérieur/intérieur pour chaque type de voies

	Type 1 : voies principales	**Type 2 : voies de distribution et de desserte**
Le confort et la sécurité lors de la marche	16 des 23 enquêtés ont visité le camp au moins une fois mais ne sont arrivés qu'à son début, le long des voies principales. La majorité ne rentre pas plus loin sauf s'ils sont accompagnés ou s'ils ont un contact sur place.	Un des mots le plus utilisé pour décrire l'intérieur du camp lors du questionnaire est l'« inconfort ». Celui-ci est justifié par les odeurs désagréables, l'humidité, la saleté et le manque d'hygiène, les égouts ouverts (au niveau de certains tronçons), le manque de soleil et le bruit le long des voies étroites, les *zawarib*.
Le manque de repères	Pour éviter de se perdre, certains prennent toujours le même chemin. Le long de ces voies, il est possible de se repérer grâce à la présence de plusieurs lieux centraux comme la mosquée, l'hôpital, les associations, le cimetière, les bureaux des partis politiques. On ne se perd plus après quelques visites.	*« Je me perds dans les rues étroites », « toutes les rues se ressemblent »* sont les réponses des enquêtés qui ont déjà visité cette partie du camp. Le manque de repères laisse une impression de chaos et l'impossibilité de se repérer même quand on essaie de le faire, d'où l'impossibilité de fuir en cas de problèmes.
L'insécurité	Les enquêtés relient constamment l'insécurité et la peur de se perdre aux *zawarib*, le type 2 du réseau. Dans cette partie du camp (type 1), on ne se perd pas parce qu'on est capable de mémoriser le chemin. Cela réduit le sentiment d'insécurité et rend la fuite possible en cas de problème. Le dynamisme et la multifonctionalité de ces rues, le stationnement des passagers aux abords, contribuent à la réduction de ce sentiment d'insécurité.	En parlant de la peur dans le camp, les enquêtés citent les armes, la drogue, les voyous, les gens hors-la-loi, les *dawa'ech* (de Daech), les tirs soudains et les conflits entre les habitants palestiniens qui surgissent soudainement dans les *zawarib*.

Les informations synthétisées dans les deux tableaux ci-dessus nous ont permis de comprendre l'influence de la morphologie des voies dans la naissance des liens entre l'extérieur du camp et son intérieur et l'ouverture ou la fermeture de ses frontières. À la frontière Est du camp, la rue Abdel Nasser est connectée principalement au camp par un réseau de voies du type 2 : des voies étroites de desserte. L'inconfort ressenti par le piéton étranger au camp, lors de son cheminement le long de ces ruelles est lié à la peur de se perdre dans le camp et à l'insécurité ressentie d'être dans un espace stigmatisé

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

négativement. Cet incofort et cette insécurité (perçue ou réelle) rendent la frontière Est plus étanche : ils limitent l'entrée des personnes qui ont déjà fréquentées le camp et empêchent l'entrée de ceux qui ne l'ont jamais fréquenté.
Aux frontières Nord et Ouest, le camp est relié au dehors par des voiries de type 1. D'abord la frontière Nord est marquée par le passage d'une autoroute. Cette discontinuité physique empêche la création des liens entre le camp et les quartiers voisins situés de l'autre côté de l'autoroute. Quant à la fornitère Ouest, elle acceuille le principal accès véhiculaire du camp. De ce fait, elle facilite les échanges liés à l'usage de l'automobile : par exemple, des commercants libanais viennent s'approvisionner en marchandises chez des grosssites palestiniens le long des ces rues, moins chères qu'au dehors du camp. L'entrée des camionettes et la disponibilité de lieux de stationnement le long de ces voies permettent ces échanges commerciaux et rendent la frontière plus permeable à la circulation des biens.
Enfin, la frontière Sud sépare le camp des quartiers irréguliers voisins, en particulier les quartiers de Baalbakiyeh et de Raml El-Aali, quartiers politiquement dominés par la milice Amal. L'ensemble est relié par un réseau de voie de type 1, moins animé et plus étroit que celui présent dans le camp. D'après nos entretiens, les habitants ne s'aventurent pas dans ces quartiers, certains ne sont jamais allés, d'autres nous ont conseillé de ne pas les fréquenter. En effet, les conflits qu'existent entre le camp et les quartiers à la frontière Sud, datant depuis la guerre des camps, rendent cette frontière étanche (OLJ, 10/3/2017). La permeabilité/étanchéité de la frontière Sud du camp se joue surtout en fonction de l'histoire politique entre le camp et son voisinage et donc la mémoire et l'imaginaire de la récente guerre des camps (1985-1987). De ce fait, une étude plus approfondie sur la mobilité des piétons et des automobiles au niveau de cette frontière est nécessaire pour pouvoir conclure sur l'existence ou non des liens entre le camp et ces quartiers et sur le rôle du réseau viaire dans la création ou le maintien de ces liens, cela malgré les tensions qui se déclenchent fréquemment à ce niveau du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3. Le réseau d'électricité

L'électricité arrive dans le camp au début des années 60. Elle n'est pas produite dans le camp mais fournie par l'Etat libanais *via* son institution l'Électricité du Liban (EDL). Certains Palestiniens vont s'approvisionner en électricité de l'extérieur pour la vendre dans le camp. La faible densité de la population du camp au cours de cette période, permettait le contrôle de la consommation et la collecte des paiements. Plus tard, les habitants installent des compteurs électriques EDL et le nombre limité des abonnés et des compteurs permettent la collecte de l'argent.

> *Avant, on louait une lampe par mois par exemple. Bien sûr c'était une source de problèmes dans le camp, « toi tu as allumé la lampe plus longtemps le soir » ce genre de problèmes. Cette situation dure jusqu'à la fin des années 60*, affirme Ali El-Hage Ali, historien et habitant du camp, le 22 juin 2016.

Après la guerre, la destruction et la reconstruction du camp, l'obtention d'un compteur électrique ou la récupération de l'ancien sont devenues impossible auprès de l'EDL. L'approvisionnement en électricité devient le problème le plus durable dans le camp.

> *Ce n'était plus possible pour l'Etat d'envoyer ses employés afin qu'ils rentrent dans le camp et qu'ils collectent l'argent. La gestion de l'électricité passera aux mains du Comité Populaire qui gère la distribution et la collecte des paiements,* affime le directeur des services de l'UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.



Figure 103. Incendie dans une des chambres électriques du camp

Source : Photo prise par l'auteure le 18 juillet 2014.

A la fin de la guerre, les camps de Beyrouth sont placés sous l'hégémonie de la Syrie. Les autorités syriennes contrôlent le camp et son allié - le CP *tahalof* se charge de la distribution de l'énergie électrique. Dans les années 90 s'installent dans le camp des chambres électriques équipées de transformateurs de puissance fournis par l'Etat (figure 103). Ces postes de transformation moyenne tension/basse tension transforment la moyenne tension en basse tension (220 V.) afin d'alimenter le réseau de distribution du camp. Aujourd'hui, l'énergie est insuffisante dû à la forte densité démographique.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.1. La gestion du réseau électrique: les cas des camps de Bourj El-Barajneh et de Chatila

Chacun des deux camps est géré par deux Comités Populaires : le principal (en termes de gestion des services) est celui des partis du *tahalof* (*tahalof al-kiwa al-filsatiniyah* – l'Alliance des Forces Palestiniennes), coalition proche du Hezbollah et de la politique syrienne. Ce CP gère le dossier de l'électricité dans les deux camps : il assure le service d'électricité aux habitants du camp, distribue de l'électricité basse tension, maintient le réseau en marche et collecte l'argent. Ni la municipalité, ni l'UNRWA, ni l'EDL ne sont concernés par la gestion de l'électricité dans le camp. Le rôle de l'EDL est limité à l'installation de transformateurs de puissance dans le camp. L'argent collecté sert au maintien du réseau du camp ; les CP ne paient la consommation électrique des camps respectifs à l'EDL. Ils ne paient que les amendes et les intérêts de leur dette à cette dernière. La dette des camps envers l'EDL a atteint 294 milliards de dollars en 2017 (Legal Agenda, 26/6/2018).

> *Nous avons arrêté de payer depuis un moment. Nous ne payons que les intérêts et les amendes. L'Etat et l'EDL disent que nous sommes en train de les voler mais l'argent collecté suffit à peine pour le maintien du réseau,* affime Hassan, employé du CP-OLP du camp de Bourj El-Barjaneh, le 23 décembre 2015.

> *Le principal problème est les factures d'électricité. Le camp doit une énorme dette à l'EDL, des millions de dollars. Le CP ne paie que ses amendes sur la dette,* affirme le directeur des services de l'UNRWA du camp de Bourj El-Barajneh, le 10 décembre 2015.

Au Liban, les camps palestiniens et les quartiers informels sont souvent accusés de vol de courant (Karam et Catusse, 2008). Rassemblant camps et quartiers non-règlementaires, la banlieue Sud – la *dahyeh*, est considérée comme le *« haut lieu du vol de courant »* (Verdeil, 2009, p. 430). Toutefois, dans son article, Eric Verdeil (2009, p. 430) montre que la fraude concerne autant la banlieue Sud que la banlieue Nord de la ville. Si le non-paiement des factures en banlieue Sud concerne les populations pauvres et une forte présence de pouvoirs locaux sur le terrain, en banlieue Nord, la fraude est celle des riches tolérée par l'administration.

> *On illustre les camps comme des situations anormales, hors la loi, alors que nous respectons la loi libanaise. Nous souhaitons la régularisation étatique de tout ce qui est hors-système dans le camp, comme par exemple l'eau et l'électricité. Moi en tant que responsable du Comité Populaire, je connais l'opinion palestinienne du camp. Les gens souhaitent la régularisation de l'électricité via l'EDL et la collecte de l'argent afin que nous puissions contribuer à l'état des choses par nos droits et nos devoirs et que nous puissions montrer aux Libanais que nous vivons en vertu de la loi,* affirme

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> Omar, secrétaire du CP de l'OLP du camp de Bourj El-Barajneh, le 10 juillet 2016.
>
> *Ils prennent de l'électricité, comment je ne sais pas. Et celui qui habite là-bas ne paie rien, 10000, 15000 L.L.… Et ils ne paient qu'un montant forfaitaire à l'EDL et non pas la consommation réelle pour chaque Kw/h. Ce camp c'est une histoire particulière... et nous on va être capable de lui trouver une solution ?* affirme Bilal, membre de la municipalité de Bourj El-Barajneh, le 30 décembre 2015.

Dans ce contexte d'exclusion de toute régularisation de la distribution électrique de la part de l'EDL, les habitants « volent du courant ». Ils bricolent un réseau et un accès informel à l'énergie électrique. D'où provient cette énergie électrique et comment réussissent-ils à en avoir accès ?

3.1.1. L'accès à l'électricité dans le camp de Bourj El-Barajneh

Distribution, abonnement et consommation

Le CP-*tahalof* se charge d'installer les disjoncteurs pour les logements du camp. Le tarif d'abonnement mensuel au réseau est fixé en fonction de la capacité du disjoncteur. La grande majorité des abonnements varie entre une capacité de 5 et 10 A. : l'abonnement à un disjoncteur de 5 A. est fixé à 5000 L.L./mois (3 euros) et à 10 A. à 10 000 L.L. /mois (6 euros par mois). Les tarifs fixés sont très bas et l'argent collecté ne sert qu'à payer les opérations de maintenance et d'extension du réseau, à remplacer les pièces en panne et à payer les salaires des employés. Mais malgré ces faibles coûts de consommation, nombreux ménages sont incapables ou refusent de payer la facture du mois. D'après Omar, secrétaire du CP-OLP du camp de Bourj El-Barajneh, 55% des abonnés ne paient pas leurs factures.

> *Cela cause des problèmes parce que moi en tant que responsable de la communauté locale, je ne peux pas le priver d'électricité parce qu'il ne paie pas. Il vit déjà dans une souffrance,* affirme Omar, le 10 juillet 2016.

Rationnement électrique

Le rationnement électrique des camps suit la même fréquence du rationnement électrique du territoire libanais. Ce rationnement est inégal selon la région ; par exemple les coupures de courant dans le camp de Mar Elias situé dans les limites municipales de Beyrouth ne durent que 3h/jour alors qu'à Chatila les coupures quotidiennes durent jusqu'à 12h.

> *La nature de la région est différente ici (Mar Elias). Tu as un poste de Sûreté Générale juste en face du camp. Le camp est petit et compte environ 2000 habitants. À Chatila, les boites électriques des générateurs privés sont énormes, ici elles ne comptent que 4 disjoncteurs. Ici, tu as toujours de*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *l'électricité, donc celui qui s'abonne à un générateur privé pour ces coupures de 3h/jour est un aristocrate,* (figure 104) affirme Chadi, ingénieur électrique, membre de l'association *Ahlam laje'* et ancien habitant du camp de Chatila, le 5 janvier 2017.

En effet, malgré les importants investissements publics dans le secteur de l'électricité, tout le pays souffre de pénurie en énergie électrique : « *Production insuffisante, au coût de revient trop élevé et très sensible à la hausse des carburants, absence de bouclage du réseau, entretien déficient, perte de compétences, pertes techniques élevées (15%), piratage et fraudes diverses, non-paiement des factures, abus multiples dans l'approvisionnement en carburant (...). »* (Verdeil, 2009, cité dans Verdeil, Féré et Scherrer, 2009, p. 32). La solution à l'insuffisante capacité du réseau sera le rationnement électrique à fréquence différente selon la région.

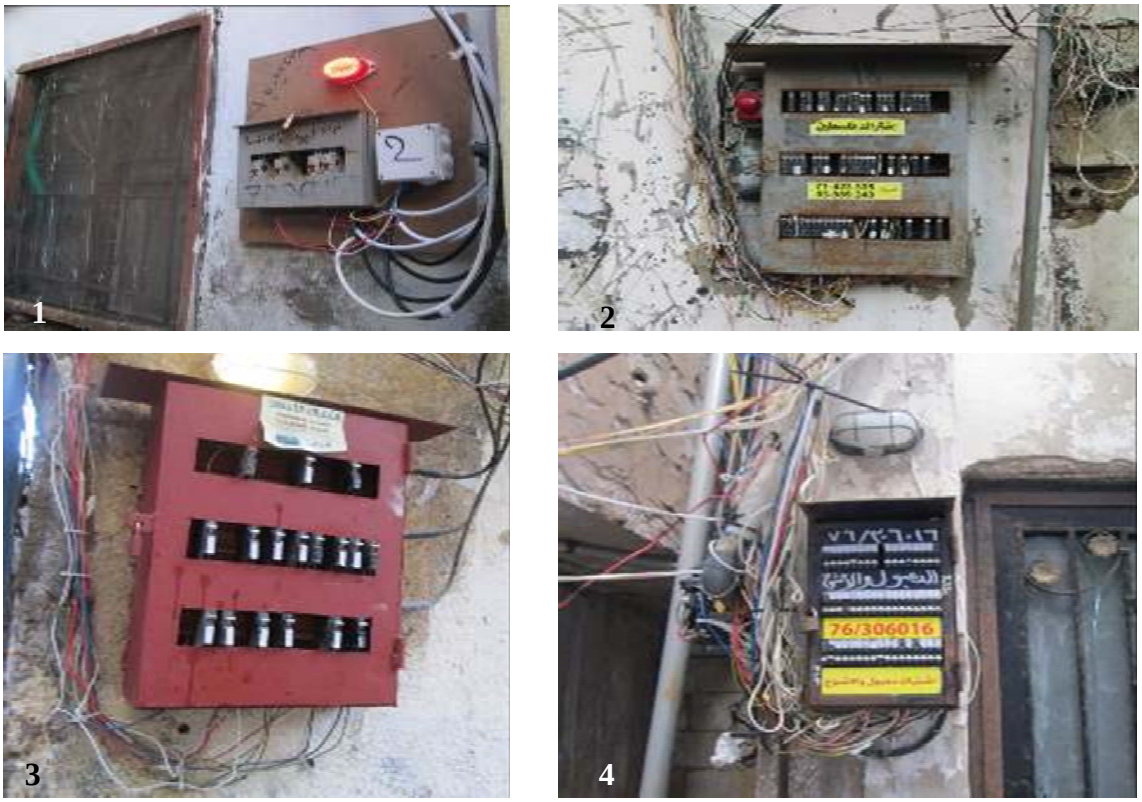
Beyrouth a longtemps été préservée des coupures alors que certaines régions restent dans le noir quasi la moitié de la journée (Verdeil, Faour et Hamzé (dir.), 2016, p. 86). Dans le camp, le rationnement électrique suit la fréquence de la *Dahyeh* (la banlieue Sud) ; le courant se coupe chaque 6h sur une période de 6h. La production insuffisante en électricité a favorisé le développement d'un secteur informel parallèle d'opérateurs électriques privés de quartier. Ceux-ci vendent des abonnements aux habitants du quartier se raccordant à un générateur général. Chaque ménage possède un disjoncteur qui lui permet de passer manuellement du courant EDL-public à l'autre – le générateur privé (Gabillet, 2010, p. 153-163). Pour combler leurs besoins en électricité et faire face aux coupures du courant du secteur public, les habitants du camp ont recours à ces abonnements comme le montre la figure 104 ci-dessous.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 104. Comparaison entre le nombre de disjoncteurs des abonnements aux générateurs privés dans chaque boîte électrique dans les camps de Mar Elias et de Bourj El-Barajneh

(1) Le camp de Mar Elias : la boîte électrique compte peu de disjoncteurs privés, preuve que peu d'habitants du camp ont recours aux abonnements privés. Dans le camp de Mar Elias, le rationnement de l'électricité publique est de 3h/jour.
(2), (3) et (4) Le camp de Bourj El-Barajneh. Chacune des trois boîtes fait la publicité d'un distributeur d'énergie électrique privée différent. Les abonnements « Palestine » et « Al-Assad » appartiennent à des Palestiniens du camp. L'abonnement « Daaboul et Al-Achwah » appartient à un Libanais de la *Dahyeh* et un Palestinien du camp.

Source : photos par N. Tabet, décembre 2016 et janvier 2017.



3.1.2. L'accès à l'électricité dans le camp de Chatila

Dans le camp de Chatila, la gestion du réseau diffère légèrement de celle de Bourj El-Barajneh. Chatila regroupe un nombre plus élevé de compteurs électriques EDL, environ 500. D'après le secrétaire du CP-OLP du camp, le collecteur EDL passe chaque mois récupérer l'argent des maisons concernées. Malgré ce branchement au réseau de l'EDL, le rationnement électrique pousse les habitants de Chatila à s'abonner à des générateurs privés. Pour ceux qui ont accès à des compteurs EDL, ils paient les frais de l'EDL et les frais d'abonnement aux générateurs privés (35 euros pour 2.5 A.).

> *Tu as en gros besoin de 100$/mois pour l'électricité de ta maison. Pour l'eau, entre l'eau ménagère et l'eau potable… il faut calculer un total de 250 à 300*

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *000 L.L. (145 euros à 175 euros) pour les charges en électricité et en eau par mois ici,* affirme le secrétaire du CP-OLP du camp de Chatila, le 26 décembre 2016.

Depuis quelques années, l'installation de nouveaux compteurs EDL pour les habitants du camp a été interdite par l'Etat. Alors que la procédure est déjà très longue pour ceux qui habitent en dehors des camps les encourageant à se raccrocher illégalement au réseau (OLJ, 26/8/2017), pour les habitants des camps, ils sont officiellement exclus de l'accès formel au réseau électrique, affirme le secrétaire du CP-OLP de Chatila. Ils ne peuvent plus installer un compteur EDL à leur nom et mesurer la quantité d'énergie électrique consommée. Le raccordement au réseau exige un titre de propriété, un contrat de vente ou un contrat de location et dans le cas d'un nouveau chantier le permis de construction correspondant (site web EDL, 2017) que les habitants des camps ne détiennent pas. Dans l'impossibilité de bénéficier d'un compteur, les habitants sont obligés de bricoler un raccordement informel.

> *Vu qu'on n'a pas des permis de construction et que l'Etat considère que les terrains qu'on occupe sont des mouchaa[132], il refuse de nous installer des nouveaux compteurs. L'Etat nous prive même des compteurs électriques,* affirme le secrétaire du CP-OLP du camp de Chatila, le 26 décembre 2016.

3.2. Les problèmes du réseau électrique dans le camp de Bourj El-Barajneh

3.2.1. Les problèmes techniques du réseau

Le problème qui revient dans les entretiens auprès des habitants du camp est celui du réseau électrique et en particulier le danger d'électrocution. En effet, la puissance électrique assurée par les transformateurs de puissance EDL ne suffit pas à la population du camp. Face à ce manque de puissance électrique, chaque ménage se débrouille à sa façon, par des branchements bricolés, pour s'approvisionner en électricité. Dans l'absence d'une véritable gestion du réseau, cela conduit à des branchements aléatoires suspendus au-dessus des espaces publics du camp conduisant à la surcharge du réseau. Le résultat est une sorte de toile d'araignée de fils électriques suspendus au-dessus des voies (figure 105). Ces branchements impliquent un danger sur celui qui passe au-dessous. Dans le camp, une personne meurt par électrocution environ tous les deux mois, ce que les habitants appellent « martyr de l'électricité ». L'EDL atteste qu'elle ne se tient pas responsable de la réalité électrique des camps et de l'installation aléatoire des câbles de basse tension par les habitants dont la responsabilité revient au CP (Legal Agenda, 26/06/2018). Dans le cadre du groupe de discussion - *focus group*, réalisé en août 2016 dans les locaux de la WPA, les sept femmes du groupe affirment que leurs plus grands problèmes sont l'électricité et l'électrocution, principale cause de mort dans le camp.

[132] Terrains dont le domaine d'usage est collectif et relève de la propriété municipale, dans Clerc-Huybrechts, 2008, p. 90-2.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

> *Les fils électriques sont en train de tout gâcher. On a peur de marcher dans la rue. Je connais d'autres camps, Bourj El-Chemali, Rachidiyeh, Ein El-Helwe, ils n'ont pas ce problème, tout est enterré au sol. Ici, les fils électriques sont au-dessus de ta tête,* affirme une habitante du camp.

> *On a perdu beaucoup de gens à cause de l'électricité. L'électricité est notre plus grand problème. Au début, quand les Syriens sont arrivés dans le camp, les pauvres…pour ceux qui travaillaient dans la construction, en portant les barres d'acier, ils se collaient au fils électriques suspendus et meurent. Nos jeunes connaissent la situation et font attention mais les Syriens ne savaient pas,* ajoute une autre.

> *Le camp a besoin de l'organisation de l'électricité et de l'eau. C'est le plus important, (…). Le réseau d'électricité se mélange au réseau d'eau causant beaucoup de victimes,* affirme Rima, Libanaise et habitante du camp, le 31 juillet 2016.

Aussi, la surcharge du courant cause des incendies dans le camp comme la brûlure du transformateur (figure 103). Et dans le cas d'une panne de courant, c'est le CP-*tahalof* qui la répare.

> *En cas de panne du courant, le CP la répare. Entre temps, le citoyen qu'est-ce qu'il fait ? Il demande à son voisin un peu de courant et branche un câble sur celui du voisin. Ce dernier ne va jamais lui dire non, il sait qu'un jour il sera dans la même situation. En le faisant, ils surchargent le courant et causent un autre incendie. Et si quelqu'un s'électrocute à cause de ces branchements non isolés, ils nous accusent. Le citoyen a un rôle aussi important que le nôtre dans le bien être du camp. Il doit penser à la sécurité des autres mais ici c'est chacun pour soi,* affirme Abou Ihab, secrétaire du CP-Tahalof de Bourj El-Barjaneh, le 23 décembre 2015.

> *Le problème c'est plutôt le peuple et non pas le CP. Par exemple, au lieu de raccorder ta maison au réseau d'une manière aléatoire, tire le fil un peu plus haut et accroche-le au mur, isole-le. Les fils installés aléatoirement, c'est la faute au peuple. Le CP est toujours là pour réparer ce qu'on leur demande, une boîte, un disjoncteur*, affirme une Palestinienne du camp.

Au problème des branchements bricolés et frauduleux, s'ajoute le problème des tarifs très bas de l'abonnement électrique dans le camp. Selon le CP, les frais très bas de l'électricité ne couvrent pas les frais de sa maintenance. Nombreux sont ceux qui continuent à recevoir de l'électricité mais ne paient pas les frais dû à des problèmes financiers ou par abstention.

> *Nous ne pouvons rien faire, nous ne pouvons rien dire, nous continuons à leur donner de l'électricité et de l'eau, même s'ils s'abstiennent de payer,* affirme Hassan, employé du CP-tahalof du camp, le 23 décembre 2015.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *Ils nous traitent de voleurs, manifestent dans les rues et nous, nous avons une dette de 11 millions de L.L. aux magasins des pièces électriques. On prend du citoyen 5000 L.L. pour 5 A., c'est rien, même pas le prix d'un câble. Après, il est capable de payer 130 000 L.L./mois pour s'abonner à un générateur privé pour 5A ! Et dès qu'on a un problème avec le service, il commence à nous insulter,* affirme Abou Ihab, secrétaire du CP-tahalof du camp, le 23 décembre 2015.

Figure 105. Le réseau électrique suspendu le long des rues

Source : photo par N. Tabet, décembre 2016.



Si une partie de l'opinion du camp pense que le principal responsable de l'électrocution est l'habitant, la grande majorité des interviewés accusent le CP-*tahalof* de vol et de mauvaise gestion. Ils citent le manque de confiance dans le service, le manque de confiance dans les délais et dans les coûts fixés par le CP. Ils ne sont pas informés au sujet des projets de maintenance et de réhabilitation et ne prennent jamais part des décisions concernant la vie dans le camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.2.2. Les conflits de gouvernance locale

Dans le camp de Chatila, l'électricité est un sujet de dispute entre les deux CP mais le dossier reste sous le contrôle du *tahalof*.

> *Le dossier ramène de l'argent et quand il y a de l'argent, les gens sont capables de tout faire pour le prendre. Nous, nous ne nous mêlons pas de l'électricité,* affirme le secrétaire du CP-OLP du camp de Chatila, le 26 décembre 2016.

Dans le camp de Bourj El-Barajneh, les CP semblent dépasser les conflits internes pour travailler pour le bien du camp ; *« on forme un même CP uni sur le terrain sur tout ce qui a rapport avec l'intérêt du camp »* affirme Omar, secrétaire du CP-OLP du camp.

> *Nous nous sommes mis d'accord qu'il était temps au retour des institutions de l'OLP dans les camps de Beyrouth. Il y avait un peu de tension quant au travail de chaque CP et nous (CP-OLP) avons décidé de ne pas nous mêler des dossiers délicats gérés par le tahalof pour ne pas revenir à la période du conflit palestinien-palestinien. (…) ceux sont les dossiers d'eau, d'électricité et la collecte de l'argent,* affirme Omar, secrétaire du CP de l'OLP du camp, le 10 juillet 2016.

Mais, entre les deux CP et les factions auxquelles ils sont liées, les associations d'habitants, l'UNRWA, l'Etat libanais et ses institutions et la communauté internationale, le manque de centralité dans la gestion du camp entrave la régularisation des services urbains de base.

> *Il n'y a pas une personne qui a du pouvoir toute seule ici. Aujourd'hui on a recours aux factions palestiniennes du camp. Mais les factions (…) ce n'est que des slogans de la libération de Palestine, du nationalisme, (…). Et qui ramène du pain à la maison ? Moi je veux de l'électricité, de l'eau, je veux de la nourriture, je veux un travail, des soins médicaux,* affirme Farid, journaliste, habitant du camp et membre de Fatah, le 23 décembre 2015.

L'absence d'une gouvernance centrale locale légitime, la fragmentation du pouvoir local et l'absence d'un acteur-repère dans la gestion des affaires du camp sont des facteurs qui empêchent l'amélioration des conditions de vie des Palestiniens dans les camps (Hanafi et Long, 2010, p. 134-159).

3.3. L'électricité dans le camp de Bourj El-Barajneh : *l'inclusion dans l'exclusion*

Les autorités palestiniennes du camp gèrent la question de l'accès à l'électricité. L'installation d'un compteur électrique EDL pour chaque ménage est interdite depuis quelques années et avec la croissance démographique du camp, la seule solution est la surcharge du courant existant causant des incendies et des victimes.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

3.3.1. Exclusion de l'accès à l'énergie électrique dans les camps palestiniens

Dans un pays qui souffre d'une grave pénurie en énergie électrique, aucune solution nationale, régionale ou locale n'est envisagée pour améliorer l'accès du camp aux services publics de base. Même quand, à l'échelle municipale, des plans temporaires sont conçus pour pallier le besoin du territoire en électricité, ces plans ne concernent jamais le camp qui continue à dépendre des dons internationaux pour l'amélioration de sa situation. En août 2016, le projet de l'installation de générateurs municipaux à Bourj El-Barajneh pour combler le manque en électricité des résidents n'inclut pas le périmètre du camp.

> *Le camp n'est pas inclut dans ce projet. Mais est-ce que tu sais ce qu'ils paient pour l'électricité de l'Etat chacun ?! Eux ils ont leur propre réseau de générateurs privés aussi,* explique Bilal, membre de la municipalité de Bourj El-Barajneh, le 13 Août 2016.

Toutefois, les services urbains de base ne peuvent pas fonctionner indépendamment des ressources étatiques et en dehors de celles-ci. Outre la réparation du réseau de distribution, le camp a besoin d'une puissance électrique plus importante pour répondre aux besoins d'une population croissante et améliorer l'accès à l'électricité. *« L'Etat n'offre rien aux camps, en termes d'infrastructures, d'eau, d'électricité, rien »*, affirme le secrétaire CP-OLP du camp de Chatila, *« on est victime d'un traitement raciste. Quand l'Etat libanais te traite d'un point de vue sécuritaire, le but est politique »,* il ajoute.

> *Il nous faut de nouveaux transformateurs électriques, ça fait deux aux que les CP essaient d'installer deux transformateurs mais apparemment, il y a un problème insolvable,* explique le directeur de services de l'UNRWA du camp de Bourj El-Barajneh, le 18 août 2016.

Et même si les dons internationaux sont assurés, le besoin du camp d'une puissance électrique plus élevée *via* de nouveaux transformateurs électriques de l'EDL bloque toute tentative d'amélioration du réseau. Au-delà de l'aspect technique et financier du réseau, les projets de réhabilitation des réseaux des camps nécessitent une décision politique qui appelle à la coopération pour améliorer la situation et réduire la dette et les pertes de l'EDL. Pour le secrétaire du CP de l'OLP du camp de Bourj El-Barajneh, la mise à l'écart institutionnelle est une des stratégies de l'Etat pour pousser les Palestiniens à émigrer du Liban.

> *L'Etat exerce des pressions sur nos vies, nous fait vivre dans des endroits invivables pour les humains (…). Il nous exige de vivre une souffrance continue, de l'eau salée, le risque de s'électrocuter. Il pense que comme ça il nous aide à détester la vie ici et partir. Ce qu'il ne comprend pas c'est que si on vivait dignement dans ce pays, cela nous aidera à mieux résister et revendiquer notre droit de retourner à notre Palestine,* atteste Omar, secrétaire du CP-OLP du camp, le 10 juillet 2016.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *L'UNRWA ne s'approche pas du sujet de l'électricité, un sujet très délicat, un monopole. Même la région de Zahlé, avec tout son pouvoir, n'a pu que jusqu'à récemment produire sa propre électricité. Et avec l'électricité, c'est le réseau, mais c'est aussi les transformateurs, l'approvisionnement et la collecte des frais. Ce n'est pas le rôle d'une institution comme l'UNRWA, c'est le rôle d'un Etat,* explique Mohammad Abdel-Aal, chef du Infrastructure and Camp Improvement Program de l'UNRWA, le 4 janvier 2017.

L'exclusion du camp de l'accès aux réseaux oblige les habitants à chercher des alternatives pour accéder aux réseaux et améliorer leur environnement physique. Impossible d'imaginer leur vie sans électricité, les autorités et les habitants du camp, se débrouillent pour assurer ce besoin fondamental de la vie quotidienne.

3.3.2. L'inclusion « par le bas » ou les processus d'accès à l'électricité dans le camp

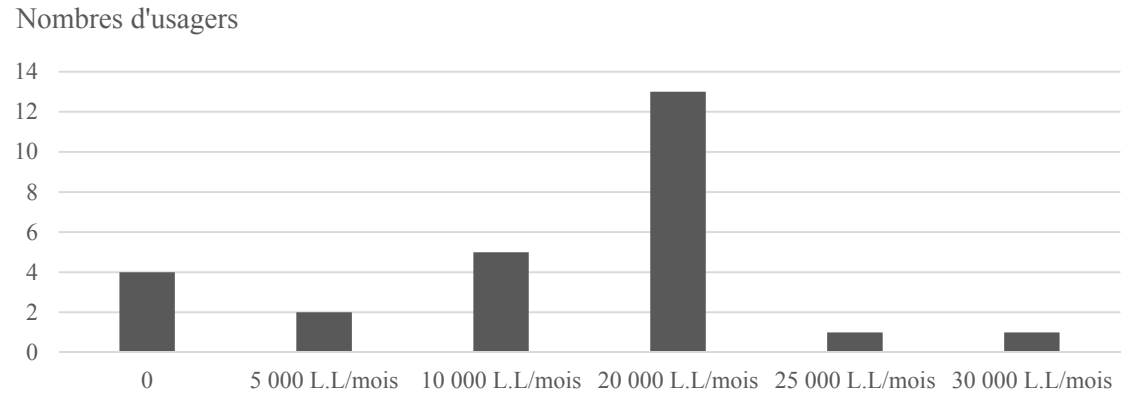
Pour comprendre le processus d'accès à l'électricité dans le camp, nous appliquons la méthode de « cartographie des processus » ou *Process mapping* utilisé par Yassin, Stel et Rassi (2016) dans leur analyse de la façon dont les réfugiés urbains du groupement informel de Maachouq[133] accèdent aux services urbains de base comme l'électricité et l'eau. La méthode permet la représentation détaillée des séries d'actions qui mènent à la fourniture de n'importe quel service. Elle permet de comprendre l'organisation, la prise de décision et les points d'inefficacité (étapes inutiles, délais ou coûts) qui sous-tendent l'accès à l'électricité dans le camp (Yassin Stel et Rassi, 2016, p. 345). Les figures 106, 107 et 108 ci-dessous détaillent ces modalités d'accès à l'électricité dans le camp de Bourj El-Barajneh.

Grâce à une enquête réalisée auprès de 25 habitants du camp choisis aléatoirement en se promenant dans les rues du camp ou par l'intermédiaire d'un informateur en décembre 2016 et janvier 2017, nous avons réussi à collecter des informations sur la qualité du bâti, les frais des services en eau et en électricité dans le camp et les problèmes de ces réseaux (annexe 3). Les chiffres de la consommation en A. et de son prix en L.L. affichés dans la figure 106 et 107 sont le résultat de l'enquête. Pour l'électricité EDL gérée par le CP-tahalof, le prix est fixé à 5000 L.L. pour 5 A. 4% des enquêtés paient 30 000 L.L./mois (17,38 euros), 4% paient 25 000 L.L./mois (17,38 euros), 50% paient 20 000 L.L./mois (11,58 euros), 19% paient 10 000 L.L./mois (5,79 euros), 8% paient 5000 L.L./mois (2,9 euros), 15% ne paient rien en échange de l'électricité qu'ils reçoivent.

[133] Le groupement informel de Maachouq se situe dans le caza de Tyr dans la région de Liban-Sud.

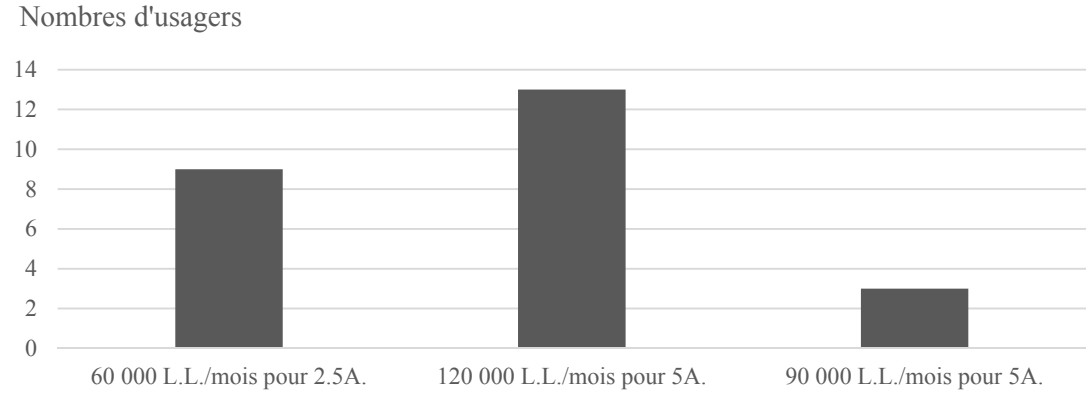
© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Figure 106. Frais mensuels de raccordement et de consommation d'électricité « publique » dans le camp



Pour l'électricité fournie par les propriétaires des générateurs privés, les enquêtés paient environ 24 fois plus le montant qu'ils paient pour la même intensité d'électricité publique. Comme le montre le graphe de la figure 107, 50% des enquêtés paient 120 000 L.L./mois (69,24 euros) pour une intensité électrique de 5A, 12% paient 90 000 L.L./mois (51.93 euros) pour la même intensité électrique. 36% sont abonnés à une intensité de 2,5A et paient 60 000 L.L./mois (34.62 euros) (le 2% qui reste ne savent pas combien ils paient).

Figure 107. Frais mensuels de raccordement et de consommation d'électricité fournie par les propriétaires des générateurs privés dans le camp



La figure 108 ci-dessous illustre les différentes façons d'accès à l'électricité dans le camp, indiquées par des flèches sur le graphe, et cela en fonction des prix de l'ampérage de chacune d'entre elles. Le prix le plus cher est celui de l'approvisionnement des générateurs privés du camp ou de l'extérieur. Marqués par des cercles sur le graphe, apparaissent les acteurs principaux impliqués dans le processus d'approvisionnement en énergie électrique, accompagnés de textes détaillant le processus.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

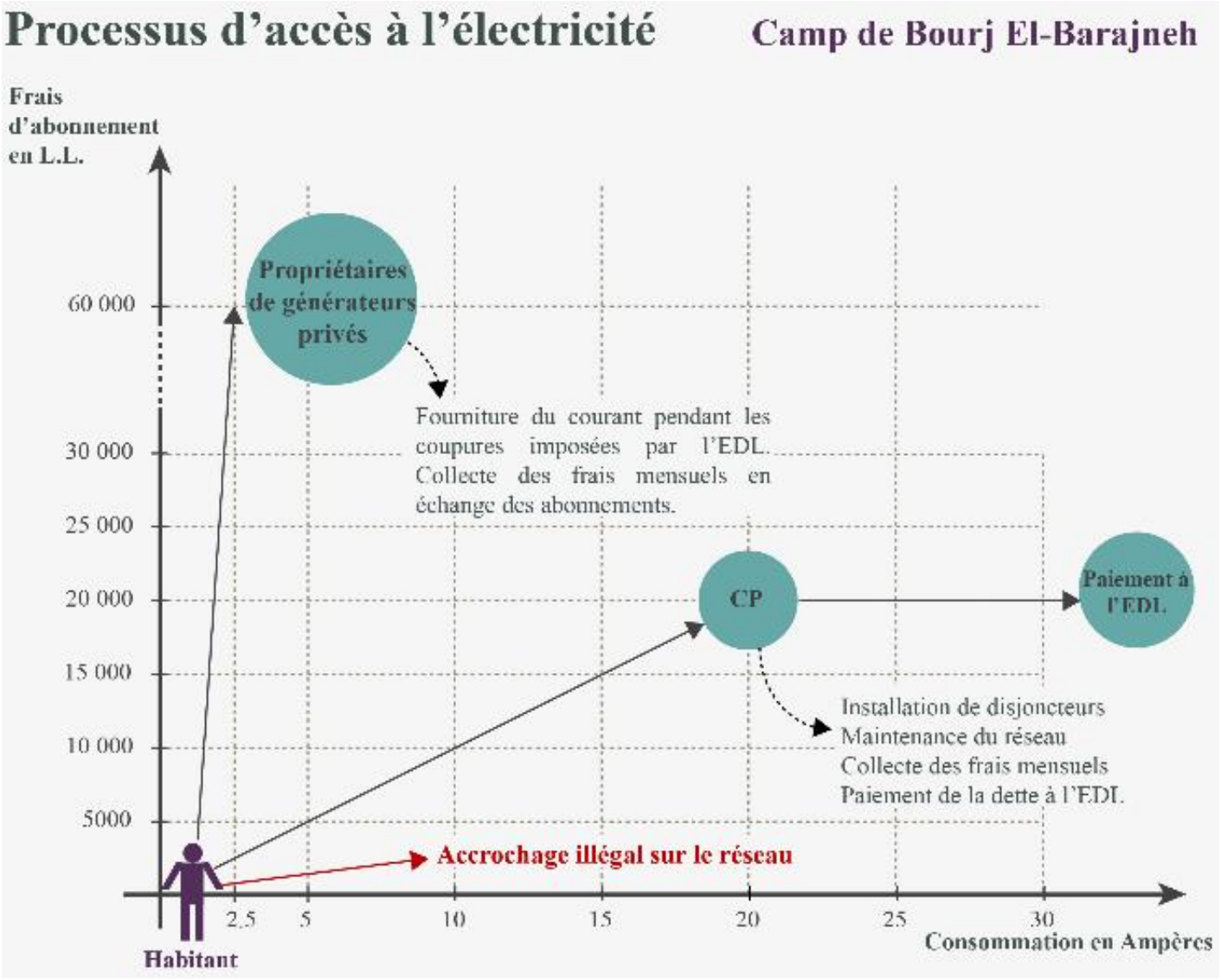


Figure 108. Les différentes façons d'accès à l'électricité dans le camp

Réalisation. Nicole Tabet, 2018. Schéma inspiré de Yassin, Stel et Rassi, 2016, p. 352, figure 1.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

3.3.3. Sécuriser l'accès à l'électricité : la « rue de l'espoir » de Chatila

L'expérience de la « rue de l'Espoir » dans le camp de Chatila constitue un exemple de comment les habitants mettent en place des alternatives pour accéder et organiser le réseau électrique du camp. Grâce à une aide financière de l'ambassade britannique, le projet cherche à réorganiser le réseau d'électricité le long de la rue afin de créer un « quartier modèle » et réduire le nombre des morts par électrocution. C'est des habitants/bénévoles de l'association *Ahlam Laje'* (Rêves d'un réfugié) qui se mobilisent en premier : ils réorganisent la suspension des câbles, la distribution des boîtes électriques et la restauration des façades. Ces travaux attirent d'autres habitants de la rue qui rejoignent le projet : par une solidarité de besoin et un réseau d'entraide, ils développent un savoir-faire dans le domaine de l'électricité et de la restauration des façades. L'implication des habitants de la rue et leur appropriation du projet sont au cœur de sa réussite, affirme Chadi, membre de l'association.

> *On a organisé les câbles de l'électricité publique ; c'est un seul câble qu'on a relié à une boîte électrique. On a installé une boîte pour chaque bâtiment comprenant un disjoncteur par logement. Cela protège les passagers et diminue le risque d'électrocution. Après, on a organisé les câbles des générateurs privés, ceux d'internet et ceux des satellites et on les a accrochés au bord de la rue. On a obligé les distributeurs/propriétaires des générateurs privés, d'internet et de satellite de respecter l'ordre et d'installer dans le futur les câbles au bord de la rue. On a peint les murs, installé des extincteurs pour les incendies et un système de vidéo surveillance,* affirme Chadi, ingénieur électrique, membre de l'association *Ahlam laje'* et ancien habitant du camp de Chatila, le 13 décembre 2016.

L'expérience du « quartier modèle » a permis l'amélioration ponctuelle de l'environnement bâti de la rue baptisée la rue de l'Espoir. L'initiative se propage dans le camp et les habitants d'autres rues vont se mobiliser ; le succès du projet motive d'autres habitants pour aménager leurs quartiers. Ceux-ci, accompagnés par l'Association *Ahlam Laje'* et le collectif d'habitants de la Rue de l'Espoir, améliorent l'habitat de leurs rues avec les moyens dont ils disposent. La figure 109 ci-dessous illustre le résultat de ces travaux. La photo à gauche est une vue sur la rue de l'Espoir, après la fin des travaux de réhabilitation du réseau. Après la réhabilitation de la rue, les câbles électriques suspendus ont disparus, les façades des bâtiments ont été rénovées, de l'éclairage « publique » le long de la voie a été installé. La photo à droite est une vue sur une autre rue non réaménagée du camp. Nous repérons clairement les fils électriques suspendus aléatoirement, l'absence de l'éclairage collectif, les empiétements sur la chaussée, et l'absence du rythme au niveau des façades.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 109. Comparaison entre le paysage de la rue de l'Espoir et une autre rue du camp de Chatila

Source : photos par N. Tabet, décembre 2016.



3.4. Synthèse de la typologie du réseau électrique du camp de Bourj El-Barjaneh

Figure 110. Synthèse : typologie du réseau électrique du camp de Bourj El-Barjaneh

Réseau d'électricité de l'EDL	**Gestion**	Le CP-*Tahalof* gère l'organisation, la distribution de l'électricité domestique, la maintenance du réseau et la collecte des frais dans le camp, cela à partir de transformateurs installés dans le camp par l'EDL et reliés aux ménages du camp.
	Tarifs	5000 L.L. par mois pour 5A. La majorité des abonnements à l'électricité publique varie entre une intensité de 5 et 10 A. par ménage.
	Coupures du courant	Elles suivent les coupures de la *Dahyeh* de 12h par jour, des coupures de 6h chaque 6h de courant.
	L'énergie électrique	Elle est insuffisante. Les capacités des transformateurs et de l'énergie électrique sont insuffisantes pour combler le besoin des habitants.
	Morphologie	Aléatoire. Les fils sont suspendus sans aucune organisation et mesures de sécurité. Les boîtes électriques

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

		s'accrochent aux façades de façon aléatoire. La priorité n'est que de desservir les ménages du camp en électricité.
Abonnements à des générateurs privés	**Gestion**	Cette énergie est assurée, distribuée et gérée par le secteur privé. Des propriétaires de générateurs du camp ou de son extérieur produisent et distribuent l'énergie électrique aux abonnés.
	Tarifs	Environ 60 000 L. L. pour 2.5 ampères, 120 000 L.L. pour 5 A. soit 24 fois plus cher le prix du service de l'électricité publique du camp.
	L'énergie électrique	Cette source est plus fiable que celle distribuée par le CP. Les abonnés ont un rapport direct avec leurs fournisseurs en cas d'incendies ou de coupures de courant.
	Morphologie	Aléatoire. Aucune norme n'est fixée quant à l'installation électrique privée. Les fournisseurs ne se soucient pas de l'esthétique, de la sécurité des habitants et de l'ordre, la priorité est de desservir les ménages en électricité.

Nous étions incapables de comparer les prix des factures de l'énergie électrique publique dans le camp aux prix des factures payées par les Libanais à l'extérieur. Cela est dû à deux systèmes de calcul des tarifs différents. Dans le camp, le prix est fixé par un montant global mensuel et non pas en fonction de la consommation réelle en électricité de l'habitant alors qu'à l'extérieur du camp, les factures EDL se calculent en fonction de la consommation réelle en Kwh des usagers. Celle-ci varie entre 35 et 200 Livres Libanaises / kwh (site de l'EDL, edl.gov.lb). Pour pouvoir comparer les différents chiffres intra et extra camp, il sera essentiel d'abord de calculer la moyenne des factures électriques de l'EDL d'un échantillon composé de Libanais, habitants de Bourj El-Barajneh par exemple. Toutefois et d'après nos entretiens et notre enquête sur le choix d'habiter dans le camp (annexe 4), le bas prix de la consommation électrique dans le camp, moins cher qu'au dehors, et malgré les nombreux dysfonctionnements du réseau, attire des populations de l'extérieur à venir s'installer dans le camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

4. Les réseaux d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets

Au cours des années 70, l'OLP mène des travaux d'infrastructures dans les camps : asphaltage des routes, approvisionnement en eau et en électricité et réparation du réseau d'assainissement (Sayigh, 2015, p. 115). Aujourd'hui, la gestion du réseau d'assainissement passe aux mains de l'UNRWA *via* le « Infrastructure and Camp Improvement Program » (ICIP). La gestion du réseau d'eau est de la responsabilité du CP-*tahalof*.

4.1. Le réseau d'eau domestique du camp de Bourj El-Barajneh

4.1.1. La problématique de l'eau au Liban

Au Liban, le Ministère de l'Énergie et de l'Eau (MEE) est l'organe officiel chargé de superviser l'approvisionnement en eau au niveau national (Yassin, Stel et Rassi, 2016, p. 351). La figure 112 ci-dessous illustre l'organigramme du MEE. Au niveau régional, la gestion des eaux est assurée par quatre Etablissements des eaux placés sous la tutelle du MEE et répartis selon la division régionale du pays datant de 1943[134] - sauf pour la région de Beyrouth et la région du Mont-Liban qui sont prises en charge par un même établissement, l'Etablissement des eaux de Beyrouth et du Mont-Liban. Ces établissements publics régionaux sont dotés d'une autonomie financière et administrative. La municipalité de Bourj El-Barajneh fait partie du Caza de Baabda ; l'approvisionnement en eau du territoire municipal est assuré donc par l'Office des eaux de Baabda de l'Etablissement des eaux de Beyrouth et du Mont-Liban (figure 112, en gras).

L'alimentation en eau au Liban est fluctuante, insuffisante et inégalitaire : plus de 20% des ménages libanais ne sont pas connectés au réseau (Verdeil, Faour et Hamzé (dir.), 2016, p. 75 et 79). L'absence du pouvoir étatique durant les années de guerre et la pénurie en services urbains mènent à la multiplication de circuits d'approvisionnement parallèles présents depuis les années 50 (Ghiotti et Riachi, 2013, p. 143). La guerre et par conséquent la pénurie multiplient les litiges : *« C'était à chacun de s'organiser pour assurer sa survie : sécurité, eau, électricité, hygiène, communications »* (Davie, 1991, p. 158). Malgré la fin de la guerre, avec la désorganisation des services et leur inadaptation à la nouvelle réalité démographique, les pratiques informelles d'accès à l'eau continuent à se développer. Dans les années d'après-guerre, certains habitants développent progressivement tout un secteur informel payant ou gratuit : certains forent des puits artésiens illégaux et vendent l'eau en camion-citerne (Davie, 1991, p. 169), d'autres développent des pratiques de fraude ou ne paient pas les factures, *etc.* (Féré et Scherrer, 2010, p. 409-10) (figure 111).

[134] Le Liban est divisé administrativement en cinq régions au moment de l'indépendance (1943). Aujourd'hui, il compte huit régions.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

Figure 112. Organisation générale des secteurs de l'eau et de l'énergie au Liban

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Basée sur les informations présentes sur les sites web du Ministère de l'Energie et des Eaux, de l'Établissement des Eaux de Beyrouth et du Mont-Liban et du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative.

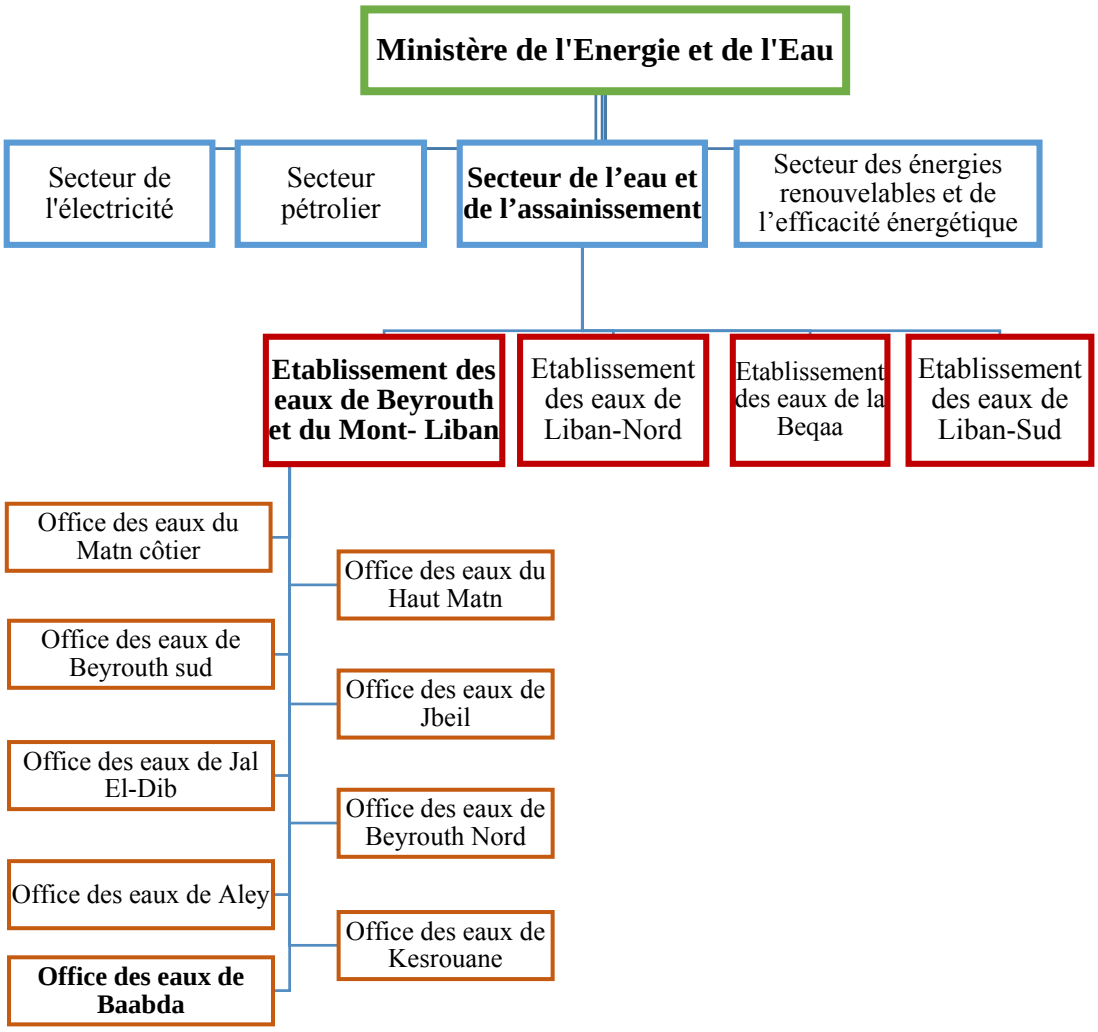
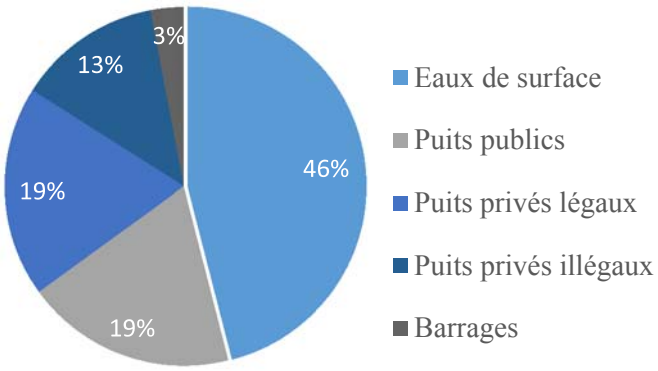


Figure 111. Les différentes sources de l'eau produites au Liban en 2010

Source : MEE, 2012 ; MOE/UNDP/ECODIT, 2011 dans Verdeil, Faour et Hamzé (éd.), 2016, Figure V-5.



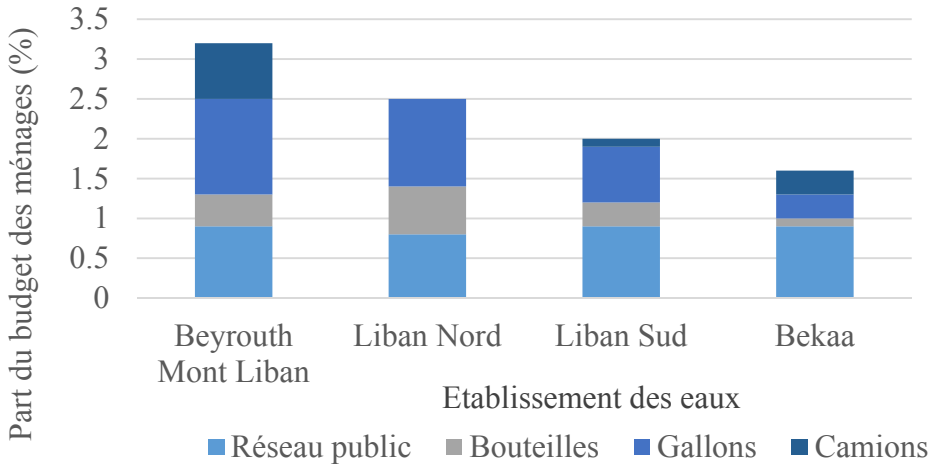
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Aujourd'hui, la zone centrale du pays connait les pénuries hydriques les plus graves : pendant la saison d'été les services publics d'eau n'assurent qu'un approvisionnement de trois heures/jour et en automne, certains quartiers à l'Ouest de Beyrouth se retrouvent complètement coupés du réseau (Verdeil, Faour et Hamzé (dir.), 2016, p. 79) (figure 113).

Figure 113. Part du budget des ménages consacré à l'eau en fonction des sources d'eau par région

Les pourcentages affichés sont approximatifs. Dû à l'absence de chiffres précis sur le graphe d'origine, nous étions incapables de reproduire les pourcentages exacts de chaque catégorie.

Source : MOE/UNDP/ECODIT 2011 dans Verdeil, Faour et Hamzé (éd.), 2016, p. 79, Figure V-8.



Cette réalité intensifie les *« pratiques de bypass »* ou les *« circuits parallèles »* qui complètent ou substituent un service public insuffisant (Verdeil, Faour et Hamzé (dir.), 2016, p. 79). C'est ce que montre l'exemple de la municipalité de Bourj El-Barajneh :

> *Ici (à Bourj El-Barjaneh) la tuyauterie d'eau potable est installée mais on n'est toujours pas connecté aux sources. On a quelques lignes dans lesquelles l'eau passe d'une façon très limitée. C'est comme-ci j'ai dix enfants et l'eau que je reçois suffit uniquement à deux. Alors qu'est-ce qu'ils (les habitants) sont en train de faire dernièrement ? Ils installent des pompes sur le réseau pour tirer de l'eau alors ils tirent leur eau et celle des autres et personne ne dit rien. On a des forces de sécurité et des commissariats de police mais personne ne peut rien dire à celui qui fait du mal,* affirme Bilal, membre de la municipalité, le 30 décembre 2015.

Une autre pratique est celle de forage de puits illégaux dans l'agglomération. Ces puits épuisent les nappes souterraines entraînant d'importantes intrusions d'eau de mer, surtout dans les zones littorales les plus peuplées (Davie, 1991, p. 158 ; Féré et Scherrer, 2010, p. 409 ; Verdeil, Faour et Hamzé (dir.), 2016, p. 76-8). C'est le cas du camp dont les habitants, privés de l'accès à l'eau publique, utilisent l'eau des puits.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

En effet, l'UNRWA du camp reçoit 90 m^3 d'eau du réseau public/jour, soit 90 000 L. un volume qui suffit à 450 personnes selon la quantité d'eau moyenne quotidienne utilisée/personne au Liban (200 L./personne/ jour, OLJ, 12/1/2018). Cette eau douce approvisionne la partie basse du camp. Le reste des ménages est exclu du réseau. Pour combler ce besoin, les autorités palestiniennes ont creusé des puits et installé un réseau d'eau pour desservir l'entièreté du camp.

> *L'unique différence entre la partie élevée du camp et la patie basse est l'eau. En haut, l'eau est salée, ici, l'eau est douce. L'eau douce n'arrive pas en haut,* explique Abou Jalal, habitant du camp, le 31 juillet 2016.

> *C'est l'eau salée des puits qui nourrit le camp. L'eau de la Dahyeh, celle qui provient des puits est aussi salée, mais les ménages desservis par le réseau municipal reçoivent de l'eau douce. Ici, on n'a pas de l'eau douce ça veut dire que je ne peux pas aller aux institutions publiques, à la municipalité pour demander qu'ils me donnent un calibre d'eau,* explique Chadi, ingénieur électrique, membre de l'association *Ahlam laje'* et ancien habitant de Chatila, le 13 décembre 2016.

> *Pour l'eau courante, on utilise (dans le camp) l'eau des puits artésiens. Cette eau est salée à plus que 80%. Les usagers achètent leur eau potable de l'extérieur,* affirme Omar, secrétaire CP-OLP du camp, le 10 juillet 2016.

A part le 90 m^3/jour que reçoit l'UNRWA du camp, le camp est totalement exclu de l'accès à l'eau douce publique. La solution mise en place à l'échelle du camp est le forage des puits et l'extraction de l'eau souterraine. La solution mise en place à l'échelle de l'habitant est l'installation de pompes d'extraction d'eau sur le réseau, permettant de profiter d'un plus grand volume.

4.1.2. La gestion du réseau d'eau

Ni l'UNRWA, ni l'Etablissement des eaux de Beyrouth et du Mont-Liban gèrent la question de l'eau dans le camp. Celle-ci est extraite des nappes souterraines *via* des puits creusés par le CP-*tahalof* assisté par l'UNRWA. Le CP s'occupe ensuite de sa distribution.

> *Nous (la municipalité) ne menons pas de travaux dans les camps. Concrètement nous ne faisons rien. Ils font partie de notre territoire municipal mais on ne peut rien y faire. Eux, ils font tout et travaillent tous seuls. La seule chose par laquelle nous sommes concernés, c'est leur réseau d'égouts parce qu'il décharge dans le nôtre,* explique Bilal, membre de la municipalité, le 30 décembre 2015.

> *On creuse des puits et on extrait l'eau selon le besoin. Par exemple, j'ai un grand secteur (du camp) que je veux approvisionner, je creuse un puits dans*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *le secteur pour voir s'il y a de l'eau. Si oui, j'extrais l'eau avec une pompe et je la distribue aux habitants du secteur,* affirme le directeur des services de l'UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.

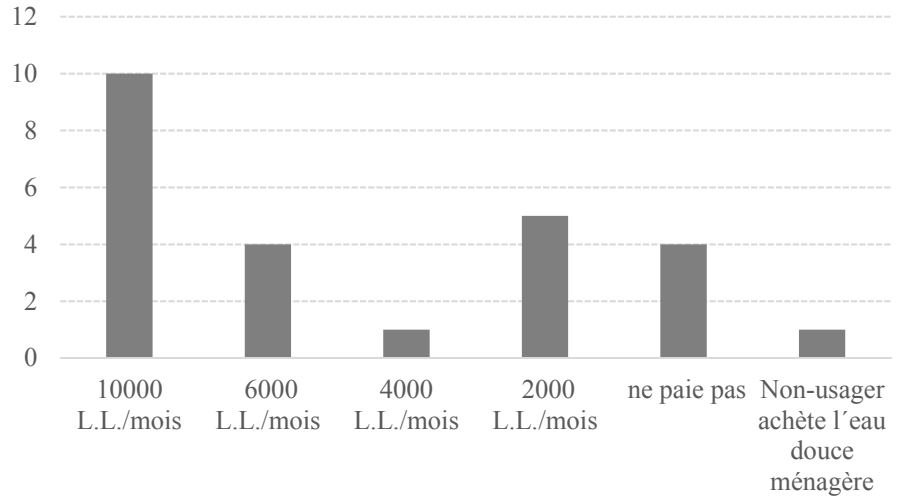
> *Chaque réseau compte 10 lignes. Chaque réseau est ouvert et l'eau est pompée pendant 20 à 30 mim. afin que chaque ménage remplisse son réservoir,* affirme Abou Samer, membre du Comité Sécuritaire du camp, le 13 décembre 2016.

Le nombre des puits se multiplie selon les besoins et on compte aujourd'hui environ 13 puits dans le camp et à ses limites. Pour la distribution, le camp se divise en secteurs – *mourabaat.* Chaque secteur a son propre réseau et est alimenté par un puits spécifique. En cas de panne, des réseaux de conversion assurent l'approvisionnement depuis un autre puits.

> *La foreuse de puits entre dans le camp. On a des puits à l'intérieur et aux limites. Nous avons deux puits à Haydous, deux à Sahet Jech El-Tahrir, à Wazzan, à l'entrée des Mahames deux, à Sa'ika deux. Chaque puits a un puits de réserve, c'est à dire que si un puits tombe en panne l'autre le remplace,* explique Abou Samer, membre du CS du camp, le 13 décembre 2016.

Chaque réseau compte environ 10 lignes. A l'ouverture quotidienne du réseau, l'eau est pompée pendant 20 à 30 minutes afin que chaque ménage remplisse sa citerne. Les citernes sont placées en général sur le toit comme le montre la figure 115. Ce service urbain n'est pas public et sa gestion ne relève pas des établissements publics des eaux. Au-delà de sa partie privée propre au bâtiment, la partie commune du réseau est gérée par le CP *tahalof*, en échange d'un montant mensuel qui sert à son installation et sa maintenance. La figure 114 illustre les différents tarifs que paient les habitants au CP en échange de la consommation de l'eau dans le camp (annexe 3). Sur un échantillon de 25 habitants, 40% paient 10 000 L.L./mois, 16% paient 6000 L.L., 4% paient 4000 L.L., 20% paient 2000 L.L., 16 % ne paient pas et 4% achètent de l'eau courante douce.

Figure 114. Frais de consommation d'eau dans le camp



La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

En effet, la politisation de l'accès à l'eau placé dans les mains des partis du *tahalof,* est source de conflits et certains groupes/individus (du CP) instrumentalisent l'intérêt général pour servir des intérêts particuliers. Tel en témoignent les extraits du groupe de discussion réalisé en août 2016 :

> *Pour certains, l'électricité est ouverte, l'eau, les interrupteurs de l'eau sont toujours ouverts gratuitement,* affirme une palestiniennne du camp.
>
> *Mais l'Etat avec toute sa grandeur est en train de voler de son peuple, tu vas te fâcher contre un Comité Populaire dans le camp ?* répond une autre.

Pour ces raisons, des habitants s'abstiennent de payer les frais de consommation en eau et d'après notre enquête, sur 25 habitants, 4 refusent de payer leurs factures d'eau.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 115. Les différentes composantes du réseau d'eau du camp de Bourj El-Barajneh

Photo 1 à gauche. Un des châteaux d'eau construit par l'UNRWA dans les hauteurs du camp. Photo 2 à droite. Un des magasins du camp qui vend de la tuyauterie et des pièces de rechange au CP-*tahalof* pour le maintien du réseau. Photo 3. Vue panoramique prise depuis un bâtiment de cinq étages montrant l'occupation des toitures par les citernes d'eau dans le camp.

Source : photos par N. Tabet, décembre 2016.







Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020





Figure 116. Accrochage du réseau intérieur de distribution en eau sur les façades

Dans le camp, la tuyauterie de distribution de l'eau s'accroche aux murs des façades des bâtiments du camp. Dans la photo à gauche d'une voie de type 2, en violet est tracé uniquement le réseau de desserte en eau, formé par une unité de distribution de 10 lignes à partir de laquelle se prolongent les lignes de distribution de chaque ménage. Les tuyaux d'eau en PVC se mélangent aux fils électriques augmentant le risque d'électrocution. Certaines citernes occupent la voie piétonne comme le montre les citernes au fond de la photo. Les habitants et le CP accrochent comme ils peuvent l'ensemble de la tuyauterie (photo à droite) aux façades des bâtiments. L'ensemble est suspendu au-dessus des voies piétonnes et automobiles.

Source : photos par N. Tabet, décembre 2016.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

4.1.3. La qualité de l'eau domestique dans le camp

Le camp est situé à environ 1.5 km de la ligne du littoral. Le forage continu de nouveaux puits et la surexploitation des nappes phréatiques sur plusieurs décennies ont entraîné des importantes intrusions d'eau de mer. Le phénomène est illustré par la coupe schématique de la figure 118. Le rythme de pompage de la nappe d'eau douce et donc de la consommation de l'eau de la nappe est supérieur au rythme d'infiltration naturelle des eaux pluviales. Cela empêche la recharge de la nappe et entraîne sa montée sous la plaine littorale, l'intrusion saline et la salinisation des eaux souterraines, et conduisant à un pompage d'eau salée dans les puits.

> *L'Etat ne gère pas la question de l'eau. L'eau douce qu'on recevait de l'Etat ne suffit plus avec la croissance démographique et les agressions sur le réseau par les habitants du camp et du voisinage. Nous utilisons à présent des puits d'eau salée,* explique le directeur des services l'UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.

La salinisation de l'eau courante domestique (douche, cuisine, ménage) abîme les mélangeurs, les installations sanitaires, les habits et même le goût des aliments.

> **Notes de terrain 4. Le 8 janvier 2017 vers 14h**
>
> Chaza* (…) m'a servi un Nescafé. Le goût de la tasse était salé. Je ne comprenais pas d'où venait ce goût de sel. Ça m'a pris un moment pour me rappeler que l'eau du camp est salée, qu'elle est extraite des nappes phréatiques. Il m'est arrivé une fois de laver mes mains et mon visage dans les locaux d'une association et de sentir le sel sur ma peau. Ça me prenait à chaque fois un moment pour faire le lien entre mes connaissances et ma recherche et l'expérience du vécu dans le camp.
>
> *Chaza est une étudiante de 23 ans en architecture d'intérieur que j'ai rencontrée lors d'un de mes séjours de terrain. Ce dimanche, nous étions chez elle en train de cartographier le camp.

> *Quand je travaillais dans la restauration des habitations du camp (de Chatila), j'installais les mélangeurs un jour avant la réception du projet. J'avais peur de les installer une semaine à l'avance et de les trouver corrodés au moment de la réception,* affirme Chadi, ingénieur électrique et originaire du camp de Chatila, le 13 décembre 2016.

L'eau salée courante nuise également à la construction dans le mélange du béton armé constituant un danger sur la sécurité publique. Qu'elle soit utilisée dans le mélange du béton armé ou infiltrée dans la structure à cause du débordement de l´eau des citernes, elle conduit à la corrosion des barres d'acier dans l'ossature du bâti et fragilise sa structure. Les infiltrations d'eau salée depuis les citernes placées aux toits fragilisent la structure des dalles :

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

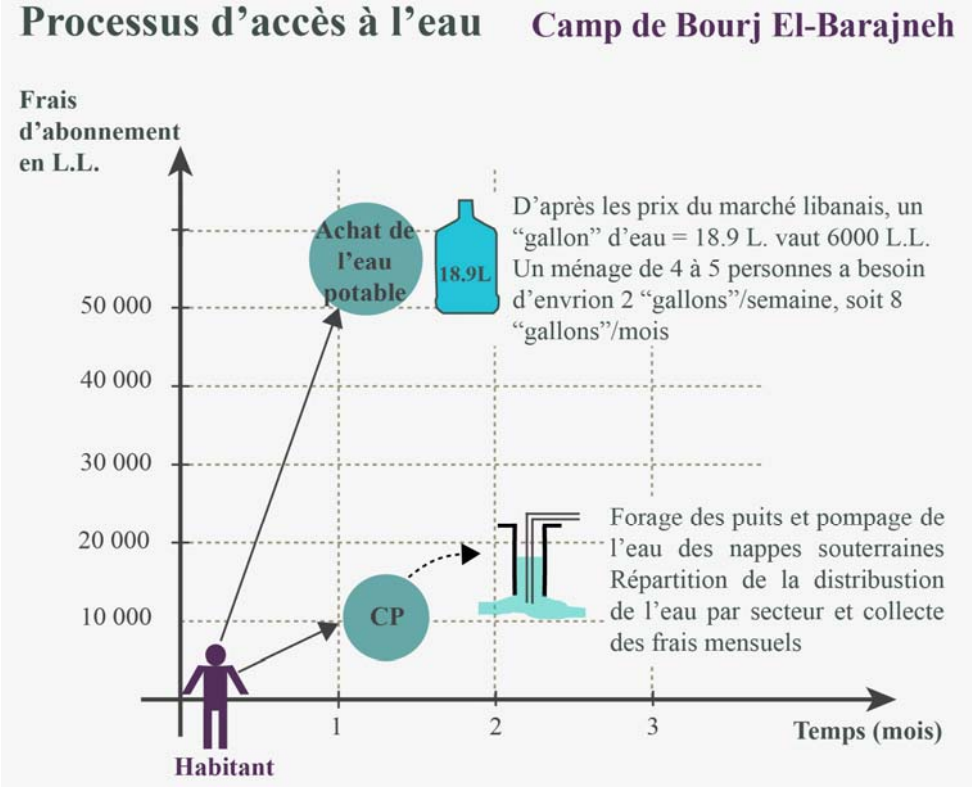
> *Les volumes des citernes varient entre 2000 L. et 250 L. Le CP pompe l'eau à la même vitesse durant 30 min. La petite citerne se remplit vite et le reste de son eau déborde. Les citernes n'ont pas des robinets à flotteur pour bloquer le passage de l'eau quand la citerne est remplie. Cela revient cher à l'usager d'installer une. Ils tombent constamment en panne à cause de l'eau très salée*, explique le directeur des services UNRWA, le 10 décembre 2015.

Outre la détérioration de la qualité de vie des habitants du camp due à une eau courante salée, l'exclusion de l'accès à l'eau publique a des conséquences sur la sécurité des habitants palestiniens du camp et des habitants libanais du voisinage. L'usage de de l'eau salée conduit à la fragilisation de la structure des bâtiments du camp. Cela peut conduire à leur effondrement dans le camp ou à ses limites, le long du boulevard de l'Aéroport par exemple, un boulevard fréquenté par des milliers de personnes chaque jour. Mettre fin à l'exclusion institutionnelle de l'accès à l'eau des camps signifie non seulement l'amélioration de la qualité de vie, très précaire des Palestiniens des camps, mais aussi la réduction du danger que cette exclusion peut impliquer sur la sécurité publique.

4.1.4. La cartographie du processus d'accès à l'eau dans le camp

La figure 117 ci-dessous synthétise les différentes façons d'accès à l'eau dans le camp (Yassin, Stel et Rassi (2016). L'eau courante du camp est assurée par le CP via le forage des puits et le pompage des nappes. L'eau potable est achetée dans des magasins du camp ou à l'extérieur (en général, le fournisseur effectue une livraison à domicile).

Figure 117. Le processus d'accès à l'eau courante et à l'eau potable dans le camp
Réalisation : Nicole Tabet, 2018.

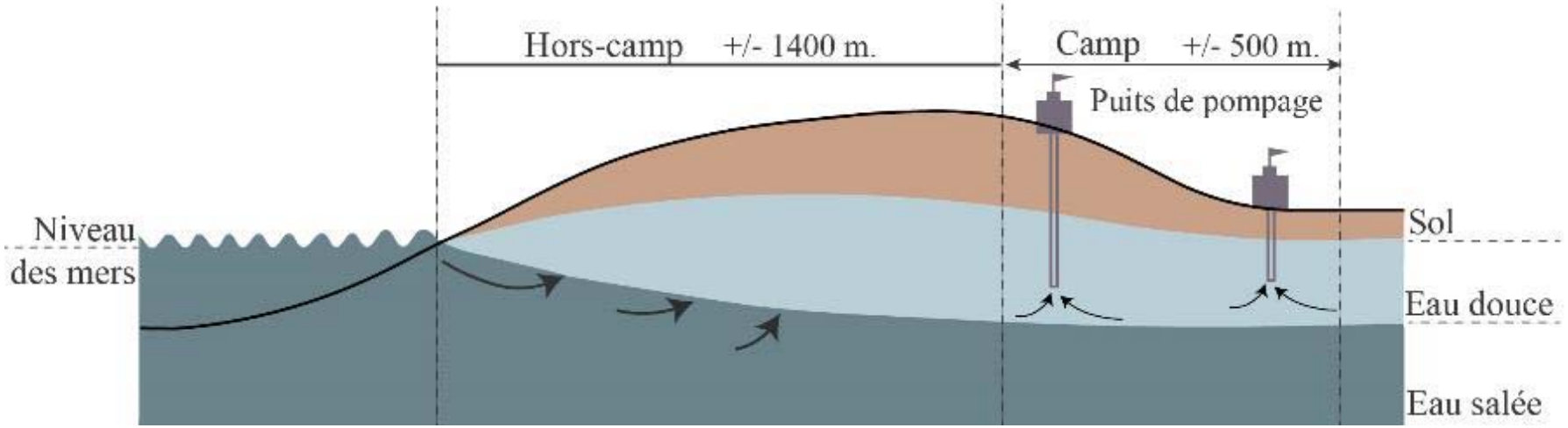


La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 118. Phénomène d'intrusion saline et pompage d'eau salée dans les puits du camp

Coupe schématique réalisée par Nicole Tabet, 2018.



Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

4.2. La gestion du réseau de collecte des eaux usées et des eaux de pluie du camp

Le réseau d'égouts de la municipalité de Bourj El-Barajneh rejoint la station de prétraitement des eaux-usées d'Al□Ghadir située à proximité immédiate de l'AIB. Le réseau passe par un tunnel sous l'aéroport et décharge à la station avant que l'eau soit évacuée dans la Méditerranée. La station dessert principalement la banlieue sud et ses environs mais reçoit aussi les effluents des camions d'égouts des zones non connectées à la station (Geara-Matta et al,. 2010, p. 8). Les eaux usées sont rejetées dans la Méditerranée sans traitement adéquat ; les concentrations de polluants dans les effluents rejetés ne correspondent pas aux normes libanaises (Geara-Matta et al, 2010, p. 9).

> *C'est une station primitive. Elle entrave et élimine les gros objets, des morceaux de bois, les graviers, ce type de choses. Le reste est rejeté directement à la mer,* affirme Bilal, membre de la municipalité, 13 août 2016.

Le seul service urbain du camp par lequel la municipalité est directement concernée est celui des égouts parce que les égouts à l'intérieur du camp dépendent du système d'égout municipal. Ils sont reliés au conduit d'égouts situé le long de la rue Abdel Nasser.

> *On coordonne avec les municipalités par rapport à tout ce qui concerne les infrastructures des égouts, surtout au niveau des sorties du réseau du camp et ses connexions avec le réseau de la Dahyeh dont le gestionnaire est la municipalité,* explique Omar, secrétaire de CP-OLP, le 10 juillet 2016.

La pente du terrain conduit les eaux-usées et les eaux pluviales du camp vers le point le plus bas situé le long de la rue Abdel Nasser de la municipalité de Bourj El-Barjaneh. La rue abrite la canalisation principale de la zone, elle reçoit les eaux usées de la municipalité d'une part et du camp de l'autre.

> *Bilal : Nous sommes obligés de mener des travaux d'infrastructures souterraines malgré nous ; leur réseau d'égouts débouche dans le nôtre, les deux réseaux sont connectés. Nous sommes obligés sinon le réseau se bloque et on aura un grand problème. Il y a là une coopération entre eux et nous concernant les eaux usées et pluviales. (…) le camp est situé sur une colline et son point le plus bas se situe au niveau de cette rue (…). Nos canalisations reçoivent leurs égouts à différents points, mais ils déversent principalement au niveau de ce zaroub qu'on appelle zaroub Zeneddine, (ils déversent) des montagnes et des montagnes. Ils ne nous paient aucun sou pour ce service.*
>
> *Auteure : Et la municipalité n'a pas essayé de leur imposer des frais ?*
>
> *Bilal : imposer des frais ? De quoi tu me parles, ils ont construit des gratte-ciel à l'intérieur, sept et huit étages. Ne pense pas que je ne suis pas objectif mais tout ça c'est du pillage par intimidation*. Entretien le 13 août 2016.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

L'UNRWA gère la question de la salubrité urbaine et le contrôle environnemental des camps. Via son *Infrastructure and Camp Improvement Program*, elle cherche à remédier à la détérioration des conditions de vie dans les camps. Parmi les différentes unités du programme figure l'unité de santé environnementale qui assure le maintien de la salubrité.

> *Les eaux usées ne peuvent pas arriver aux portes du camp et déverser dans la rue. Il faut qu'elles soient connectées au réseau municipal. Nous coordonnons donc avec les municipalités à ce sujet, donc nous ne sommes pas totalement isolés,* affirme Abed El-Aal, chef du département de l'ICIP, le 4 janvier 2017.

Parce que « *Les eaux usées ne peuvent pas arriver aux portes du camp et déverser dans la rue »* ajoute-t-il, les municipalités sont obligées de s'occuper du réseau des eaux usées limitrophe du camp. Ce dernier étant connecté à celui de la municipalité de Bourj El-Barajneh d'où l'obligation d'assurer une coordination autorité municipale - autorités du camp.

4.3. La gestion des déchets

La gestion des déchets solides du camp est assurée par l'unité de santé environnementale de l'ICIP (UNRWA). Celle-ci prend en charge la collecte et l'élimination des déchets solides et assure l'hygiène et le contrôle bactérien comme par exemple la désinfection des ruelles pour lutter contre la présence des rats ou des cafards dans les camps. Le service de collecte des déchets solides dépend du nombre des habitants : plus la population est importante plus l'équipe de collecte est nombreuse.

> *Nous (l'UNRWA) assurons les services dans les camps (…) en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des habitants,* affirme Colquhoun, représentante médiatique de l'UNRWA, le 19 décembre 2016.

> *L'unité de santé environnementale assure la collecte des déchets solides et leur disposition. (…) les municipalités ne font rien (dans les camps). Nous essayons constamment (…) de coopérer avec elles. Par exemple, nous n'avons pas de l'espace dans le camp pour déposer les déchets alors nous coordonnons avec les municipalités pour voir qu'est-ce qu'on fait,* affirme Abed El-Aal, chef du département de ICIP, le 4 janvier 2017.

Le directeur des services de l'UNRWA du camp coordonne avec les municipalités de Bourj El-Barajneh et de Haret Hreik en ce qui concerne les deux lieux de dépôt des déchets. La municipalité de Haret Hreik est concernée par un lieu de dépôt du camp situé à sa limite Nord, le long de la rue Al-Aamliyeh, celle de Bourj El-Barajneh par le point de dépôt situé dans la partie haute, à l'entrée principale du camp (figure 120).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Nous avons deux points de collecte, un à l'entrée du camp et l'autre sous le pont. Les travailleurs de l'UNRWA collectent les déchets et les déposent là-bas et Sukleen vient les ramasser*, explique le directeur des services UNRWA du camp, 10 décembre 2015.

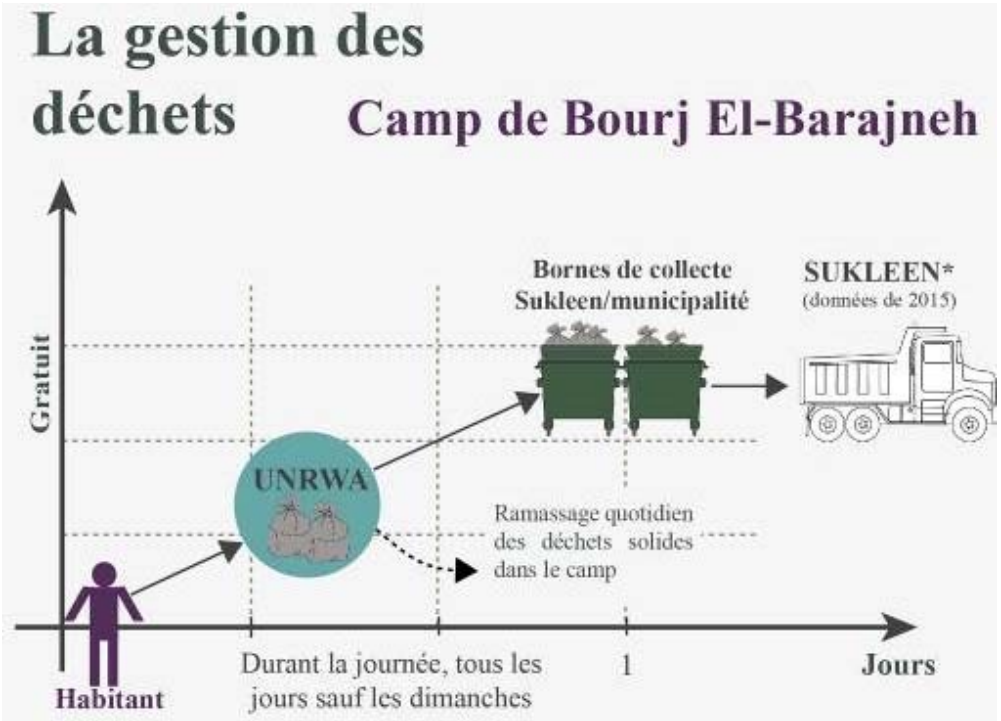
Figure 120. Point de dépôt des déchets du camp situé à 30 m. de l'entrée principale

Source : photo par N. Tabet, le 18 juillet 2014.



Figure 119. Processus d'élimination des déchets solides dans le camp

*Sukleen est une société privée de gestion des déchets dans le Mont-Liban et à Beyrouth



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La coopération entre le camp et les autorités municipales quant à la gestion des eaux usées et des déchets solides du camp, prennent place aux frontières du camp. Si cette coopération par obligation se base sur l'aspect technique des réseaux et la précoccupation des municipalités de voir leurs réseaux bouchonnés ou en panne, la mauvaise gestion de ces réseaux, à l'intérieur du camp, implique des dangers sur la santé publique de la zone. Ce danger ne se limite pas aux frontières du camp : la propogation des maladies, la pollution microbiologique et chimique de l'air et de l'eau et la pollution des nappes phréatiques, conséquences de l'exclusion d'une véritable gestion étatique des réseaux du camp, menacent non seulement les habitants du camp, mais aussi les habitants de l'extérieur. Si ce n'est pas pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants du camp, la régularisation de la gestion des déchets solides et de l'évacuation des eaux usées du camp doit constituer une priorité sanitaire pour les autorités libanaises parce que les conséquences de la pollution dépassent les frontières du camp. Mais, dans un pays incapable de gérer sa propre crise de déchets depuis 2015 (OLJ, 31/03/2016), quelle place occupe la vie (et les déchets) des réfugiés palestiniens sur son territoire ?

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

5. Les dangers de l'exclusion des services publics de base

Les accords du Caire signés en 1969 par le chef de l'armée libanaise et le chef de l'OLP accordent au mouvement palestinien la liberté de développer ses activités politiques et sociales dans les camps (Doraï, 2006, p. 145). Ces accords reconnaissent l'autonomie palestinienne des camps qui deviennent des entités extraterritoriales sous la direction de l'OLP (Khawaja, 2011, p. 25 ; Roberts, 2010, p. 81). En mai 1987, le gouvernement libanais abroge les accords sans redéfinir le rôle des différentes parties concernées par la gestion des camps (Kodmani-Darwish, 1997, p. 85 ; Meier, 2009a). Convaincu que les réfugiés palestiniens ne tombent pas sous sa responsabilité, le Liban a depuis exclu les camps de ses services publics de base (eau, électricité, voiries, éclairage public et assainissement).

Les conséquences sont des camps qui se sont densifiés, se sont construits et se sont étendus indépendamment des réseaux officiels. La solution est le bricolage de réseaux de services « parallèles » indépendamment de la gestion et de la production conventionnelle publique et cela *via* :

- La gestion des CP de certains services comme le réseau parallèle d'eau extraite des nappes, le réseau d'assainissement et ses connexions, négociées avec l'autorité municipale et le système de gestion des déchets solides limité au camp,
- Le bricolage individuel comme l'accrochage illégal au réseau électrique existant, le recours aux abonnements aux générateurs privés et l'accrochage informel au réseau d'eau du camp.

Les services de base du camp n'ont jamais fait l'objet d'une régularisation publique ou d'une mise à jour des réseaux. Le refus de connecter le camp aux réseaux de services publics n'est pas d'ordre technique mais d'ordre politique, explique le chef du département de l'ICIP – UNRWA.

> *Le problème n'est ni financier, ni de droit à la propriété, ni une question d'amélioration des camps. Le problème est politique (…). Dans la reconstruction de Nahr El-Bared, si le gouvernement de Sanioura avait accepté d'augmenter la surface du camp, ça aurait déclenché toute une polémique liée au tawtin. (…) Le problème d'accès aux services n'est pas un problème d'ingénierie, (…) nous savons très bien que si quelqu'un veut construire une maison au milieu de l'océan techniquement ça peut se faire. Le problème est politique,* commente Abdel Aal, chef du département de l'ICIP, le 4 janvier 2017.
>
> *On fait face à un traitement raciste. Quand l'Etat libanais te traite d'un point de vue sécuritaire, le but est politique,* explique le secrétaire du CP-OLP du camp de Chatila, le 26 décembre 2016.

Ces conditions d'exclusion spatiales des camps obligent les réfugiés à se livrer à des pratiques informelles essentielles pour leur survie. L'inclusion prend place quand, exclus

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

des services de base, les habitants s'inventent des moyens pour s'approvisionner en eau, en électricité, et à gérer leurs déchets. Les réfugiés du camp créent, reconfigurent et contestent leur situation pour accéder aux services urbains de base.

L'étude de l'accès aux services de base des habitants du camp montre que l'inclusion et l'exclusion sont co-constitutifs. Afin de faire face à leur exclusion des institutions officielles de fourniture de services urbains, les acteurs du camp ont recours à d'autres stratégies d'auto-assistance afin de sécuriser leur accès à ces services. L'accès aux services urbains est une composante essentielle de l'inclusion urbaine et un des principaux besoins de la population du camp. Son absence force un approvisionnement informel et/ou bricolé multipliant les problèmes de sécurité, de santé et d'accès aux ressources.

5.1. Privatisation individuelle des ressources communes du camp

L'exclusion « par le haut » et l'inclusion « par le bas » de l'accès aux services de base de la ville et de la gestion des réseaux du camp ne font que renforcer la précarité de vie des habitants du camp et de mettre en danger leur santé et leur sécurité. Un des dangers de l'exclusion des réseaux est la privatisation de l'espace public/collectif du camp. Tel en témoigne les empiètements sur les voiries « publiques » du camp et leur privatisation pour agrandir son magasin ou son logement. Tel en témoigne également l'exemple de l'accès à l'énergie électrique en cas de panne et comment chacun se débrouille comme il peut pour accéder à l'électricité. En le faisant, il occupe physiquement l'espace commun du camp et met en danger le passage des piétons.

> *Il n'y n'a pas d'autorité, ni l'Etat, ni les Palestiniens, ni l'UNRWA. Chacun pour soi (…). L'autre jour ils ont failli s'entretuer pour l'eau, quelqu'un volait de l'eau pour la revendre,* raconte Abou Jamil, le 13 décembre 2016.

Cette exclusion de l'accès aux services oblige les autorités palestiniennes, imposées aux habitants[135], à gérer eux-mêmes la situation. Celles-ci échouent à organiser efficacement l'accès aux ressources et à combler le manque en services publics. Le laisser-faire étatique quant à l'accès informel et bricolé du camp et l'incapacité des CP à imposer des normes aux habitants génèrent des tensions entre intérêts individuels et collectifs menant à la surexploitation des ressources communes et leur privatisation par les habitants :

> *Ici, chacun fait ce qui lui plaît. Le camp est très sale mais ni le CP et ni le commandement général (de l'OLP) se préoccupent,* affirme une Libanaise, habitante du camp.
>
> *Le problème c'est que l'Etat n'entre pas dans le camp et chacun fait ce qui lui plait,* explique une Palestinienne, habitante du camp.

[135] Les membres des Comités Populaires ne sont pas choisis ou élus par les habitants des camps. Ils sont imposés aux habitants d'une manière *top-down* par les factions palestiniennes présentes dans chaque camp.

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

En effet, lorsque l'Etat libanais, « producteur » des ressources, tolère les stratégies de détournement informelles dans les camps et lorsque les autorités du camp, « non-productrices » des ressources, n'ont pas le pouvoir de prendre des mesures pour le bien commun du camp, l'habitant n'est pas incité à agir de façon collectivement rationnelle comme nous l'avons vu avec le cas de l'électricité.

> *On (UNRWA) ne peut pas empêcher ou accepter ce qui se passe. Par exemple, avec la densification du camp, beaucoup de nos projets ont été endommagés. Les habitants ont construit sur nos regards et on ne peut plus les accéder pour les réparer,* affirme le directeur des services UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.

Aussi, lorsqu'une ressource est accessible à tous comme dans le cas de l'eau, l'habitant a tendance à la négliger, à la gaspiller ou à la surexploiter, en vue de maximiser son profit personnel comme dans l'exemple de l'eau des citernes qui déborde sur les toits des bâtiments (Bashizi et Geenen, 2015, p. 239). L´absence d'une autorité gestionnaire, étatique, libanaise ou palestiniene, ouvre le champ à toute une série de rapports de pouvoir inscrits dans des relations sociales du camp et aboutissent à la logique de captation des ressources par les plus forts.

Face au vide juridique et institutionnel quant à la propriété des terrains et des réseaux de services de base du camp, les Palestiniens se retrouvent à la fois non-propriétaires des habitations qu'ils ont construites et des réseaux qu'ils ont bricolés dans le cadre du régime libanais du droit de propriété, et propriétaires des habitations et des réseaux par l'usage, et l'appropriation de ces derniers. Dans ce sens, le camp devient propriété légale de personne et propriété d'usage de tous. Le vide juridique et institutionnel conduit à l'appropriation des espaces vides du camp par les habitants : le vide (le non-construit) du camp sera ainsi subordonné aux intérêts particuliers (Beauchard et Moncomble, 2013, p. 14).

Dans ce contexte, l'espace « public » du camp (comme les voiries, les voies piétonnes, les petites places, *etc*.) n'existe pas et n'a jamais existé. Le vide du camp ne rassemble que des individus identiques, des individus organisés qui le contrôlent. La libre circulation n'existe pas et l'Autre, extérieur au camp n'a plus une place là-dedans ; *« il n'y a plus que des frères ou des sujets d'un côté et des intrus ou des ennemis de l'autre »* (Beauchard et Moncomble, 2013, p. 18). Dans ce contexte, l'espace « public » du camp n'a jamais existé, il n'a jamais été un passage ouvert à tous et s'est progressivement confiné dans un entre soi palestinien á des degrés de fermeture variables (Beauchard et Moncomble, 2013, p. 18).

La subordination de l'espace du camp aux intérêts de chacun se manifeste physiquement dans l'espace : chacun construit comme il veut, branche ses réseaux comme il veut, certains respectent les normes non écrites, d'autres profitent pour agrandir la surface de leur habitation ou « voler » de l'eau ou du courant électrique.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

5.2. Inclusion, ouverture de la frontière et conflits identitaires dans le camp

Le prix bas des services urbains autogérés et/ou auto-fournis comme l'électricité et l'eau constituent des éléments d'attractivité du camp : *« le bas prix de la vie, de l'eau, de l'électricité, même les légumes, attire des nouvelles populations vers le camp »* affirme le directeur des services UNRWA de la région de Beyrouth, le 18 août 2016. Anciennes ou nouvelles populations, leurs situations financières ne leur permettent pas d'habiter ailleurs ; elles préfèrent habiter dans le camp et faire des économies qu'habiter dehors et ne pas pouvoir payer les dépenses. Ces populations sont attirées par le différentiel économique frontalier ; elles franchissent les frontières communautaires et géographiques et s'installent dans le camp pour profiter des prix bas de la vie quotidienne. Pour des facteurs fonctionnels et pratiques de la vie quotidienne, la séparation communautaire, historique, politique et géographique entre le camp et l'extérieur ne bloque pas les pratiques vers le camp et le sentiment d'appartenance à un territoire ou à l'autre (Amilhat-Szary, 2015, p. 74-5). Pour des facteurs fonctionnels, l'inclusion transfrontalière a lieu et des flux de populations, attirées par le différentiel économique de la vie dans le camp, viennent s´installer de l'autre côté de la frontière. Ainsi, dans le camp de Chatila par exemple, 50% de la population est libanaise contre 40 % de Palestiniens et 10 % de Syriens atteste le directeur de l'hôpital Haïfa en juillet 2016.

Mais si le différentiel économique est la raison pour laquelle des Libanais cherchent à habiter dans le camp, cela n'est pas l'unique facteur pour les réfugiés syriens et les réfugiés palestiniens en provenance de la Syrie, surtout depuis le début de la guerre syrienne en 2011. Ces derniers retrouvent dans le camp des pratiques et une culture de l'habitat plus tolérantes qu'à l'extérieur : ils se regroupent en plusieurs familles dans un même appartement, pratique non tolérée au dehors. Louer un appartement dans un bâtiment pour loger une vingtaine de personnes est inadmissible pour un propriétaire d´un appartement dehors du camp.

Aussi, ces populations réfugiées retrouvent plus de sécurité dans la *Dahyeh* (pour ceux proches du régime Assad et du Hezbollah) et encore plus dans le camp : « *c'est parce qu'ici l'Etat ne rentre pas et donc ils ne sont pas exposés à chaque instant aux contrôles libanais, donne-moi ta carte d'identité et tout ça »* affirme le directeur des services UNRWA du camp de Bourj El-Barajneh. « *Les Syriens qui sont venus à Bourj El-Barajneh connaissent l'environnement politique de la région. Celui qui est venu habiter ici est pro régime Assad. Il vient rassurer de la nature (politique) de la région »,* affirme Irchad, membre de la municipalité de Bourj El-Barajneh, le 13 juin 2016.

Ces différentiels frontaliers, qu'ils soient de nature économique et les prix moins chers de la vie, culturelle et la tolérance aux pratiques de la pauvreté dans le camp, ou politico-culturelle et la sécurité que cela procure à ces populations, conduisent à l'ouverture de la frontière socio-spatiale du camp. Le tissu social du camp se renouvelle et la population du camp devient de plus en plus mixte.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Mais *« La pression humaine sur le camp est source de beaucoup de disputes notamment en ce qui concerne les besoins de la vie quotidienne dans le camp »* affirme le secrétaire du CP-OLP de Bourj El-Barajneh. La forte densité de la population dans un espace mal équipé en infrastructures et avec peu d'espaces vides génère des problèmes de cohabitation. Il existe une corrélation entre l'exclusion du camp des services urbains et les conflits qui naissent autour de l'accès à ces services.

Les conflits autour de l'accès aux services urbains du camp s'expliquent par l'insuffisance de la ressource disponible comme dans le cas de l'énergie électrique. A cela s'ajoutent les conflits liés à l'accroissement du nombre des usagers et donc au rapport entre la croissance démographique de la population et les pressions exercées sur les ressources et les services disponibles.

> *(Suite à l'arrivée des réfugiés) l'eau est un problème, la voirie est un problème, l'assainissement et les déchets est un problème. (…) le surpeuplement exerce une pression sur ces réseaux,* affirme Abdel Aal, chef du département de l'ICIP, le 4 janvier 2017.

Dans un contexte de pénurie en eau et en électricité, l'accès aux services dans un espace mal équipé et incapable d'accueillir ces populations génère des conflits entre les usagers. « *Si avant 2011, l'énergie électrique était repartie sur 20 000 habitants, aujourd'hui elle se divise sur environ 40 000 habitants et c'est pareil pour l'eau »,* explique le directeur du camp. Le poids démographique s'est accentué ces dernières années alors que la quantité des ressources disponibles dans le camp reste la même.

> *Avant, on avait droit à 30 min de remplissage d'eau par jour. Maintenant on n'a droit qu'à 15 min,* ajoute une Libanaise du camp lors du Focus Group.

> *Le travail du CP et son service a doublé. C'est une réalité qu'on est obligé d'admettre et d'accepter. Quand quelqu'un construit pour louer à un étranger qu'est-ce que tu vas lui dire ? Tu lui dis voilà de l'eau et voilà de l'électricité,* atteste Hasan, employé du CP-tahalof du camp, le 23 décembre 2015.

Ce poids démographique pèse sur les réseaux d'assainissement et d'élimination des déchets solides. L'UNRWA du camp a dû multiplier le nombre de ses agents de propreté et mener des travaux d'ouverture d'égouts (entretien avec Colquhoun, représentante médiatique de l'UNRWA, le 19 décembre 2016). Ce poids démographique de cette présence étrangère dans le camp, provoque des tensions et des conflits culturels entre les communautés. La population palestinienne se sent menacée par cette présence des étrangers dans son espace.

> *La différence culturelle, la différence de traditions et des habitudes, ont un impact très fort sur l'environnement du camp. Ici on a de tout, des Sri-*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *Lankais, des fils du Sud (Libanais), des Syriens (…). Ces différentes cultures deviennent des parasites l'une pour l'autre, une source de tensions en nombre et en traditions,* affirme le directeur des services UNRWA du camp, le 19 août 2016.
>
> *Ce qui est à la mode à présent c'est que les maris des Palestiniennes se marient avec des Syriennes, les Syriennes ont ruiné nos familles. (…) elles sont très créatives. Elles reçoivent des aides et s'achètent du maquillage et des boucles d'oreille, elles ne pensent pas au lait et à la maternité,* affirme une habitante du camp*.
>
> *Extrait du groupe de discussion organisé en août 2016.

Notes de terrain 5. Le 20 juin 2016 vers 14h.

Au café *Moultaka Jafra Al-Thakafi*, j'ai croisé Karim. (…) Karim est dégoûté par la situation actuelle, qu'il y a plus d'étrangers que des Palestiniens dans le camp. D'après lui, les Syriens comptent environ 32 000 alors que les Palestiniens ne comptent que 15 000. *« Ils sont très sales, on ne sait pas ce qu'ils font, ils habitent à 20 dans un petit appartement. On leur donne de la nourriture, des aides, des soins médicaux et nous ? L'UNRWA n'a plus les moyens ! ».*

*Karim est ingénieur civil et habitant du camp depuis sa naissance. La conversation a eu lieu dans le café Jafra du camp.

Toutefois, l'accroissement démographique du camp suite à l'arrivée des réfugiés de la Syrie, a bénéficié à des Palestiniens du camp qui embauchent une main d'œuvre syrienne moins chère. Mais, pour la majorité de la communauté palestinienne du camp, l'arrivée de cette population a détérioré le marché d'emploi palestinien dans le camp et à ses limites.

> *Les prix des légumes du Syrien sont moins chers que ceux du Libanais donc la femme au foyer préfère acheter chez le Syrien. (…) Le Syrien se contente de faire moins de profit, il habite avec sa famille dans le magasin où il vend ses produits et donc en fait des économies. Il a moins de besoins au quotidien que le Libanais. Ce qui constitue pour lui un luxe, pour le Libanais est devenu une necessité. Pour le Palestinien, c'est pareil. Il est là depuis 20, 30 et 40 ans et est devenu comme le Libanais, ses exigences de la vie quotidienne sont pareils au Libanais. Donc la main d'oeuvre palestinienne ne peut pas concurrencer avec la main d'oeuvre syrienne,* affirme Irchad, membre de la municipalité de Bourj El-Barjaneh, le 13 juillet 2016.

Dans un contexte de forte présence étrangère dans le camp, le facteur démographique devient un outil de pouvoir et l'accroissement du nombre des étrangers dans le camp une

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

menace pour les *fils du camp*. L'expérience ci-dessous, racontée par une habitante du camp l'illustre :

> *Il y avait, l'autre jour dans notre quartier, un fil électrique détaché depuis la maison d'un Syrien le long de l'axe principal du camp. Un Palestinien savait à qui appartenait ce fil et demande à son propriétaire très poliment de le surélever pour éviter le risque d'électrocution. Le Syrien ne le surélève pas alors le Palestinien prend le fil, l'attache de côté et lui explique qu'il faudra l'enlever. Le Syrien dit qu'il ne va pas l'enlever. Le Palestinien l'attaque et tout d'un coup trente Syriens apparaissent pour attaquer le Palestinien. Alors il sort son pistolet et tire dans l'air. Tout le monde s'échappe.*

Note conclusive

L'exclusion des camps des services urbains publics conduit à un bricolage de réseaux alternatifs d'accès à ces services par les habitants, que ce soit par la mise en place de leur propre réseau de voiries, le vol du courant, l'épuisement des nappes phréatiques ou la mise en place d'un réseau de ramassage des déchets solides et d'évacuation des eaux-usées propre au camp. Via ces réseaux, une inclusion « par le bas » prend place permettant aux habitants du camp d'assurer leurs besoins en mobilité, en eau, en électricité et en salubrité et l'évacuation des eaux usées.

Mais cette inclusion ne s'opère pas sans conséquences sur le tissu urbain et social du camp et ses dangers sont multiples : le manque de centralité dans la gestion des réseaux, l'absence d'une autorité dans leur gestion, la privatisation des ressources communes et des biens communs du camp, la négligence, la surexploitation et le gaspillage des ressources pour l'interêt individuel.

Ces réseaux informels, moins fiables mais moins chers qu'à l'extérieur attirent de nouvelles populations aux moyens limités qui viennent s'installer dans le camp. Cette forte présence étrangère génère des tensions entre les différentes communautés du camp, exerce des pressions sur les infrastructures et les réseaux informels du camp, précarise les conditions de vie et pèse sur les ressources communes déjà surexploitées du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Chapitre 8 : Les processus d'exclusion/inclusion par la construction : l'habitat sauvage du camp

L'habitat renvoie au cadre et à *« l'organisation spatiale (matérielle et idéelle) des espaces de vie des individus ou des groupes »* (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 437)[136]. Il s'étend et se rétrécit selon les pratiques de ses acteurs, de leurs relations de voisinage et de proximité. L'habitat est donc construit et reconstruit en permanence en fonction des manières d'habiter des individus et de leurs différentes échelles quotidiennes (Paquot, Lussault et Younès (dir.), 2007, p. 39).

L'habitat non-réglementaire est un habitat qui ne suit pas les règles ; il est construit *« en dehors des normes juridiques et/ou des cadres administratifs de l'urbanisme »* (Lévy et Lussault (dir.), 2013, p. 438). Il fait référence en général à l'habitat en situation d'illégalité ou d'irrégularité. L'irrégularité renvoie à des infractions aux normes réalisées dans le cadre d'une détention de la propriété du bien. L'illégalité de l'habitat renvoie à une transgression foncière sur des biens publics ou privés d'autrui.

Par habitat sauvage du camp, nous désignons dans ce travail un habitat qui s'organise spontanément en dehors des lois et des règles urbaines et de construction libanaises, et qui se transforme au gré des initiatives individuelles des réfugiés palestiniens. Cette forme d'urbanisation est le résultat de la suspension de l'ordre et de la planification étatique dans ces espaces. Cet habitat se caractérise par deux éléments centraux :

- L'autoconstruction ou le *self-build* : l'habitat sauvage du camp est issu de pratiques d'autoconstruction ; il est construit et utilisé par ses habitants palestiniens sans autorisation officielle sur un terrain transmis de père en fils depuis trois générations ou sur un terrain d'autrui.

- Un régime inégal de droits de propriété : l'habitat sauvage du camp est issu d'un régime libanais de propriété inégal au sein duquel le réfugié palestinien est impérativement exclu de la propriété, du marché foncier formel et de la répartition des richesses foncières.

Le chapitre ci-dessous se développe à partir de ces deux éléments centraux de l'habitat sauvage du camp. Il cherche à analyser les processus d'inclusion ayant lieu dans ce cadre d'exclusion des réfugiés palestiniens de l'habitat formel. Dans une première partie, l'étude de la mouvance générationnelle du bâti et des techniques de l'autoconstruction soulève des questions relatives à l'appropriation, l'affirmation identitaire et l'entre-soi du camp. Dans un deuxième temps, l'étude du droit à la propriété montre, comment ce

[136] La notion de l'habitat est développée dans le chapitre 2 de ce travail.

© 2020 Tous droits réservés.

modèle de propriété fondé sur le « droit d'exclure les Palestiniens » est contesté par les habitants du camp qui cherchent des moyens « de ne pas être exclus ».

1. La mouvance générationnelle du bâti dans le camp

Nous faisons référence dans cette première partie à l'ensemble des phénomènes d'extension et de densification du camp étudiés à partir de leur aspect morphologique (Panerai, Demorgon, et Depaule, 2002). L'histoire du camp est celle d'une croissance incontrôlée (sans contrôle des autorités), informelle (sans suivre des règles ou des normes), discontinue (selon les épisodes politiques du pays et la fluctuation des lois sur la présence palestinienne au Liban) et dans certains cas illégale (dans le cas de l'occupation des terrains d'autrui) de son habitat.

Cette croissance de l'habitat du camp prend plusieurs formes : la première est celle d'un étalement horizontal à densité faible favorisé par l'absence de barrières géographiques et la disponibilité d'une vaste superficie de terrains vides. La deuxième forme de croissance est la densification de l'habitat au sein des premières limites, le camp se densifie de l'intérieur jusqu'à la saturation complète des surfaces vides. Une troisième forme de croissance s'opère verticalement par l'ajout des étages et la densification verticale du bâti, comme réponse à la croissance démographique du camp. Enfin, cette densification verticale se réalise par la surélévation ou la substitution du bâti ancien suite à une demande croissante en logements dans le camp, conduisant au renouvellement de la configuration de l'habitat du camp.

1.1 La logique de regroupement spatial et relationnel

La forme de l'habitat du camp a évolué en fonction de la durée de la présence palestinienne au Liban : au cours de la première décennie, la forme physique de la présence palestinienne au Liban (les matériaux, le volume, la superficie, les techniques de construction, le revêtement des murs et des sols, *etc*.) est une forme temporaire. Cette forme se pérennise progressivement avec le prolongement de leur séjour au Liban (figures 121, 122, 123 et 124).

La première génération de réfugiés du camp construit elle-même son habitat, d'abord à partir de tentes fournies par la LSCR, puis grâce aux aides à l'abri assurées par l'UNRWA ou suite à des initiatives individuelles (figure 122). Les tentes s'installent au niveau le plus bas du terrain sablonneux et en pente. Ce premier site est toujours connu sous le nom de *Jouret Al-Tarach'ha*, le « creux des gens de Tarchiha ». La forme de l'organisation spatiale est celle d'un regroupement de tentes de couleur kaki militaire fournies par la LSCR pour héberger les premiers réfugiés (Sfeir, 2008, p. 244), auxquelles s'ajoutent les grandes tentes d'hôpital blanches et la tente de l'école (Roberts, 1999, p. 36 ; Sfeir, 2008, p. 244).

Ces habitations prennent deux formes : des tentes en cloche – *khiyam el-jaras,* distribuées aux petites familles et des tentes pyramidales surmontées d'un toit en croupe – *khiyam el-*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

jamalon, distribuées aux familles de plus de six membres (figure 122) (El-Hage Ali, 2007, p. 128). La fragilité des abris pousse les réfugiés à consolider leurs habitations et, vers le milieu des années 50, les tentes sont consolidées par des bas murs en pierre, placés à l'extérieur ou à l'intérieur des tentes (El-Hage Ali, 2007, p. 128-30).

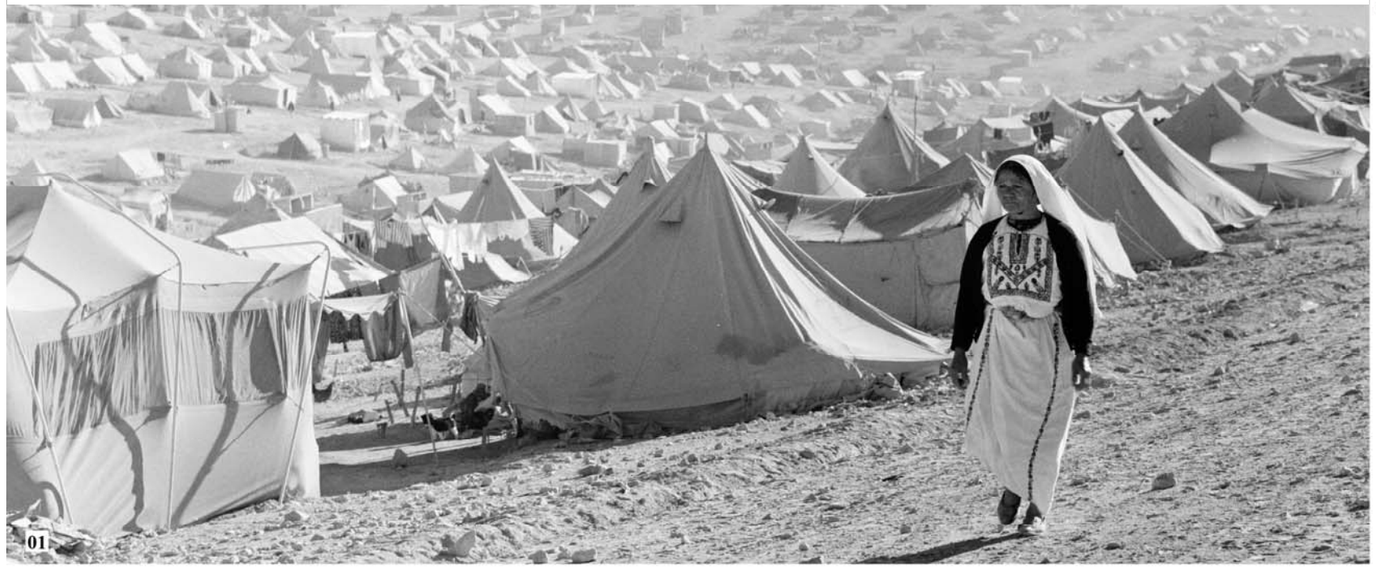
Au bout de quelques années, les habitants ont érigé des abris de fortune appelés *al-tanakiyeh et al-khachabiyeh* : les réfugiés tracent le périmètre de leur habitation qui sera ensuite coulé par une chappe en béton. L'UNRWA distribue alors des tôles ondulées en amiante-ciment pour les murs et en zinc pour la toiture et, plus tard, vers la fin des années 50, des blocs de parpaings creux (El-Hage Ali, 2007, p. 129-30). Cette période est celle de l'apparition d'habitations aux murs de parpaing et aux toitures en tôle ondulée, *el-sabsat*. L'ensemble décrit plus haut est illustré par la figure 121 ci-dessous qui retrace l'évolution des abris du camp en trois étapes successives : de 1949 à 1952/3 : la première forme d'habitation ; de 1953 à 1955/6 : la consolidation des tentes ; et de 1956 à 1958/9 : la transformation en abris de fortune.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 121. L'évolution de l'habitat au cours de la première décennie, de la tente à l'abri de fortune

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via les logiciels Google SketchUp et Adobe Illustrator



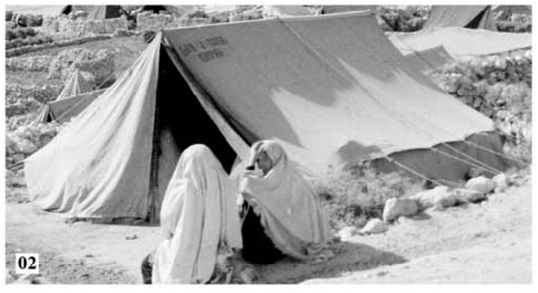
Paysage des camps palestiniens au début des années 50

La première forme de l'organisation spatiale des camps palestiniens est celtle d'un regroupement de tentes en cloche ou pyramidales fournies par la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.
Vers le milieu des années 50, les tentes sont consolidées par des bas murs en parpaings. Ceux qui sont autorisés de consolider leurs tentes, construisent les murs à l'extérieur de la tente. Ceux ne détenant pas l'autorisation les construisent à l'intérieur.

Au bout de quelques années, les habitants ont érigé des abris de fortune. L'UNRWA distribue des tôles ondulées en amiante-ciment et en zinc que les réfugiés utilisent pour se construire des murs et des toitures.

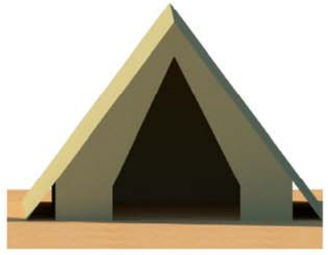
A la fin des années 50, l'UNRWA, avec l'accord des autorités libanaises fournit aux réfugiés des planches de tôles et des blocs de parpaing creux. C'est la période de l'apparition des habitations dont les murs sont en parpaing et la toiture en tôle ondulée.

Source : archives de l'UNRWA. Photo (1) le camp de Marka en Jordanie en 1953, photo (2) le camp de Fawwar en Cisjordanie durant les années 50, photo (3) vue sur un camp palestinien en 1948. Les photographes des photos sonts inconnus.





© Tous droits réservés.



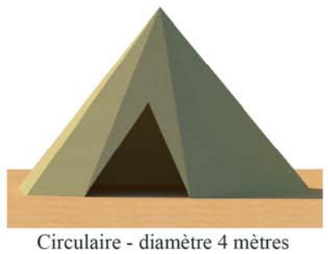
Rectangulaire
capacité d'acceuil +/- 8 personnes



Ajout des murs bas pour se protéger des intempéries à l'intérieur ou à l'extérieur des tentes



Le sol est coulé par une chappe en béton, les murs sont formés de panneaux de tôles ondulées en amiante-ciment et la toiture en zinc



Circulaire - diamètre 4 mètres
capacité d'acceuil +/- 4 personnes



Ajout des murs bas pour se protéger des intempéries à l'intérieur ou à l'extérieur des tentes



A la fin des années 50, les murs en parpaing remplacent les panneaux en amiante-ciment, mais les toitures sont toujours en zinc

1949 - 1952/3
Première forme d'habitation

1953 - 1955/6
Consolidation des tentes

1956 - 1958/9
Abris de fortune

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

La fin des années 1950 marque le passage d'une forme physique en matériaux légers et hétérogènes à une forme plus dure et homogène (figure 123) (Doraï, 2006, p. 56). Au cours des années 60, les murs en parpaing retracent la surface du module préexistant mais la toiture, toujours en tôle ondulée, rappelle l'aspect temporaire du camp. Les toitures en béton armé sont interdites par la police libanaise afin de prévenir l'extension verticale des habitations rendue possible par la structure du béton armé. L'évolution de l'habitat au cours des années 60 est illustrée par la figure 123. Cette évolution prend trois formes d'abris de fortune successives.

Les années 70 constituent la période la plus marquante dans la transformation de l'habitat du camp (figure 124). Avec l'installation de l'OLP, le camp s'étend horizontalement et s'accapare les zones élevées du terrain (El-Hage Ali, 2007, p. 132). L'habitat est modifié par l'amélioration du bâti et l'accès aux services de base comme l'électricité et l'eau (Kodmani-Darwish, 1997, p. 68). Les toits en tôles sont alors remplacés par des dalles en béton armé et les murs en tôles par du parpaing. Avec une structure du bâti plus solide et pour répondre aux besoins d'une population croissante, la deuxième génération de réfugiés agrandit les habitations et les réfugiés ajoutent un étage ou deux pour leurs fils (Martin, 2015, p. 9-18 ; Peteet, 2005, p. 133). Cette évolution est illustrée par la figure 123 ci-dessous qui décrit la bétonisation des habitations des camps.

L'implication de l'OLP dans la guerre libanaise au milieu des années 70 a des conséquences sur les camps. Dans les années 80, l'habitat du camp connait les plus graves destructions de son histoire, comme le montre la figure 124. A la fin des années 80, le camp est gravement touché par les destructions de la guerre. Durant les années 90, l'Etat libanais et l'Etat syrien font des camps des espaces de confinement et de surveillance. Dans l'absence d'une volonté politique nationale et internationale, la reconstruction du camp se fera par à-coups selon les besoins des habitants et grâce aux aides assurées par l'UNRWA (Mauriat, 1997, p. 28).

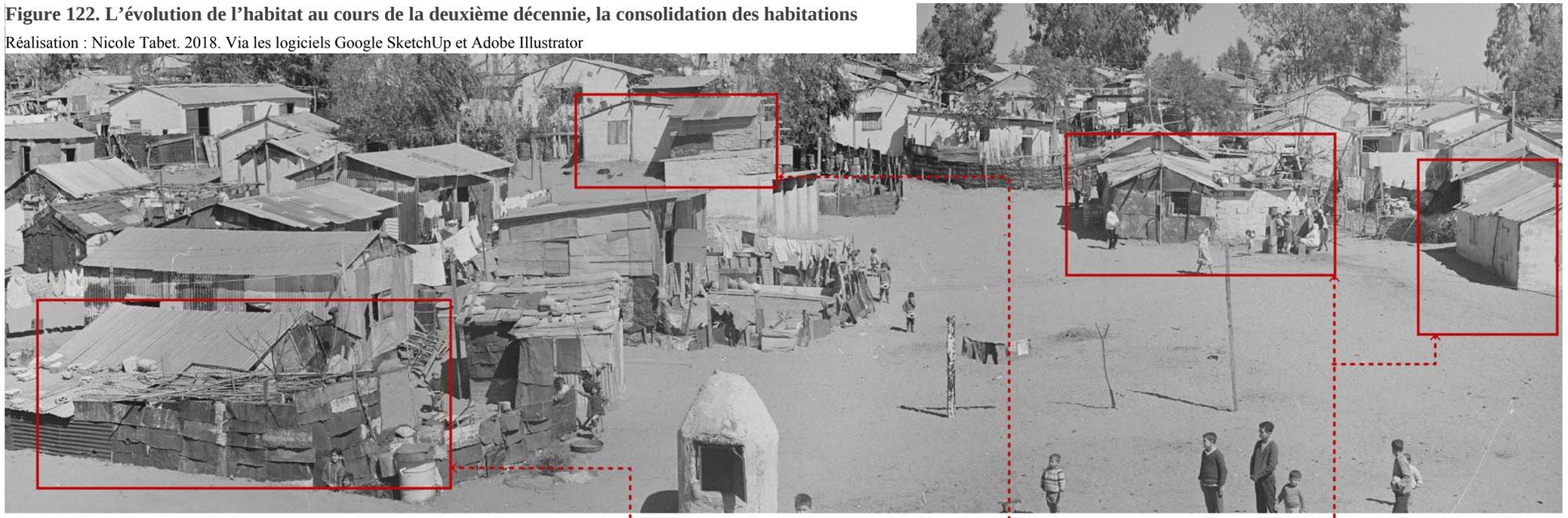
Après la guerre, dans un climat de peur du dehors et de repli sur soi, les réfugiés reconstruisent et densifient l'intérieur du camp. *Via* des aides ou par leurs propres moyens, les réfugiés de la génération de la guerre reconstruisent ou réparent le logement initial de la famille. Au RDC habite la première génération du camp et le plus vieux de la famille. Dans l'impossibilité de s'étendre horizontalement, le camp s'étend verticalement. Les réfugiés ajoutent des étages : un pour le doyen, un deuxième pour son fils quand il va se marier, puis un troisième selon les moyens. Une partie du RDC est libérée et réaménagée en magasin pour un *business de famille* : épicerie, salon de coiffure, *etc.* Cette densification horizontale et verticale du camp, inscrite dans la durée, apparait comme une réponse à la croissance et à la mouvance générationnelle de la population mais aussi à un climat de peur qui maintient les réfugiés dans le camp. Ainsi, dans la durée et l'exclusion, l'habitat du camp se transforme et par l'auto-construction et la coproduction, il passe de tentes en 1948 à des bâtiments de trois et quatre étages en béton au cours des années 2000.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 122. L'évolution de l'habitat au cours de la deuxième décennie, la consolidation des habitations

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via les logiciels Google SketchUp et Adobe Illustrator



Vue sur le camp de Bourj El-Barajneh en 1967

Source : photographe inconnu, archives de l'UNRWA.


© 2020 Tous droits réservés.







Trois formes d'habitations dominent le paysage du camp de Bourj El-Barajneh au cours des années 60.
Forme 1 : les abris de fortune construits en tôles ondulées sont toujours présents mais leur nombre est réduit.
Forme 2 : la majorité des habitations du camp est formée de murs en parpaing et une toiture en tôle de zinc. La toiture ne peut pas être fixée aux murs et se maintient grâce à des sacs de sables ou des pierres déposés par dessus.
Forme 3 : certains réfugiés profitent pour agrandir la superficie de leur habitation.

Photographie aérienne du camp en 1962

Source : personne-contact à la municipalité de Bourj El-Barajneh.

1960 - 1969

Consolidation de la structure des habitations

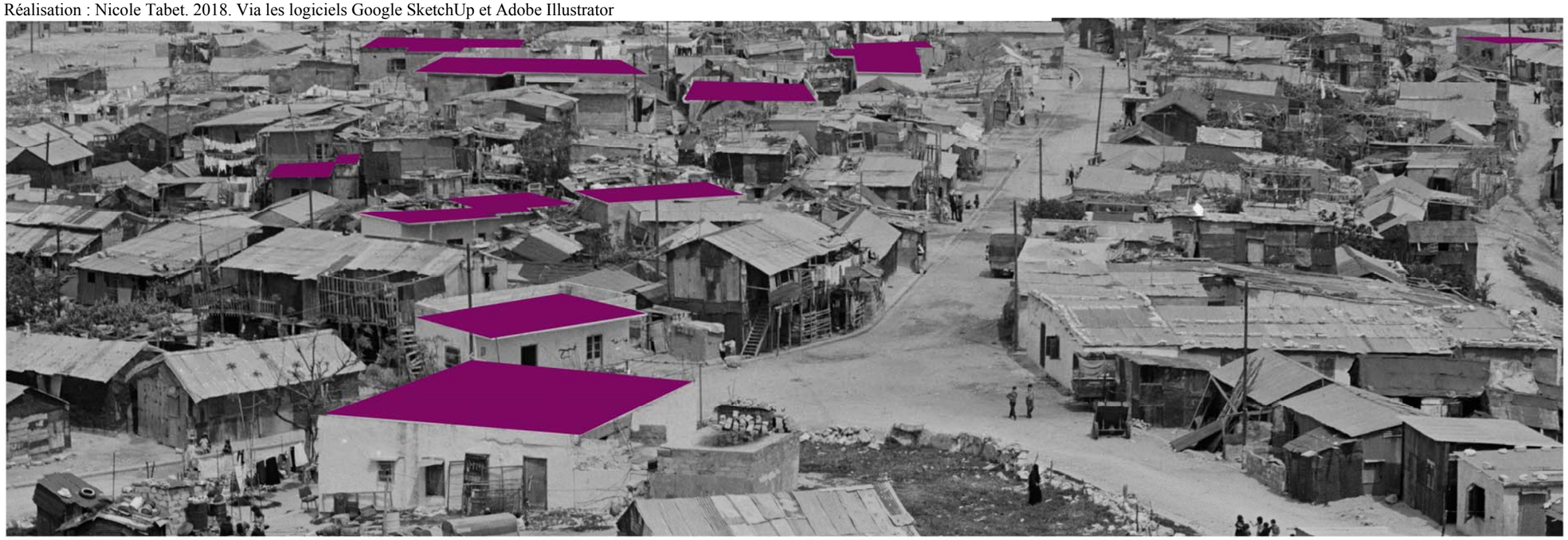
Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

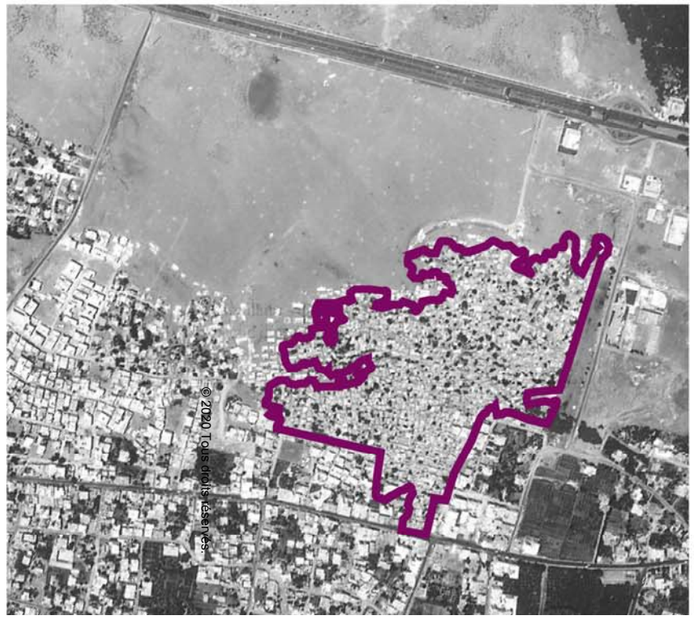
Figure 123. L'évolution de l'habitat au cours de la troisième décennie, la bétonisation des habitations

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via les logiciels Google SketchUp et Adobe Illustrator



Vue sur le camp de Dekwaneh en 1971
Source : archives de l'UNRWA, photo prise par Roupen Vosguimoroukian.

Toiture en béton armé (mélange de béton de ciment et de l'acier)







Comme le montre la photo du camp de Dekwaneh ci-dessus, dès le début des années 70 les murs des habitations sont formés de blocs en parpaing creux, certains murs sont recouverts d'enduit de ciment. Les toitures en béton armé ; un mélange de ciment, de sable, de graviers et des armatures en acier (en violet sur la photo ci-dessus), remplacent les toitures en tôles de zinc. Les sols de l'intérieur et de l'extérieur de l'habitation sont déjà carrelés. Vers la fin des années 70, quelques habitations témoignent d'une structure en poteaux et en poutres de béton armé. Dans certains cas, les poteaux et leur ferraillage dépassent le niveau de toiture, ces armatures en attente assureront la liaison pour un ajout d'un étage ultérieur. Ainsi, avec une structure du bâti plus solide, les réfugiés agrandissent leurs habitations et certains ajoutent un étage. Le camp occupe plus de surface comme le montre la photographie aérienne datant de 1971 à gauche, la ligne violet montre la limite de l'étalement du camp en 1962. L'étalement du camp, même si présent, reste limité. Mais à la différence des années 60, l'habitat est plus dense en 1971.

Photographie aérienne du camp de Bourj El-Barajneh en 1971
Source : cartothèque de l'IFPO.

1970 - 1980

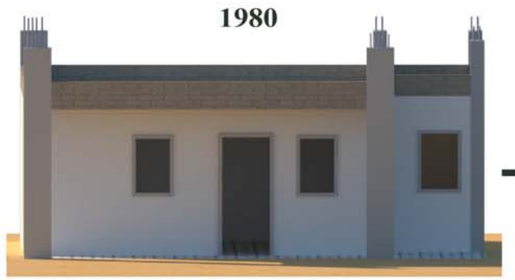
La bétonisation des habitations

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

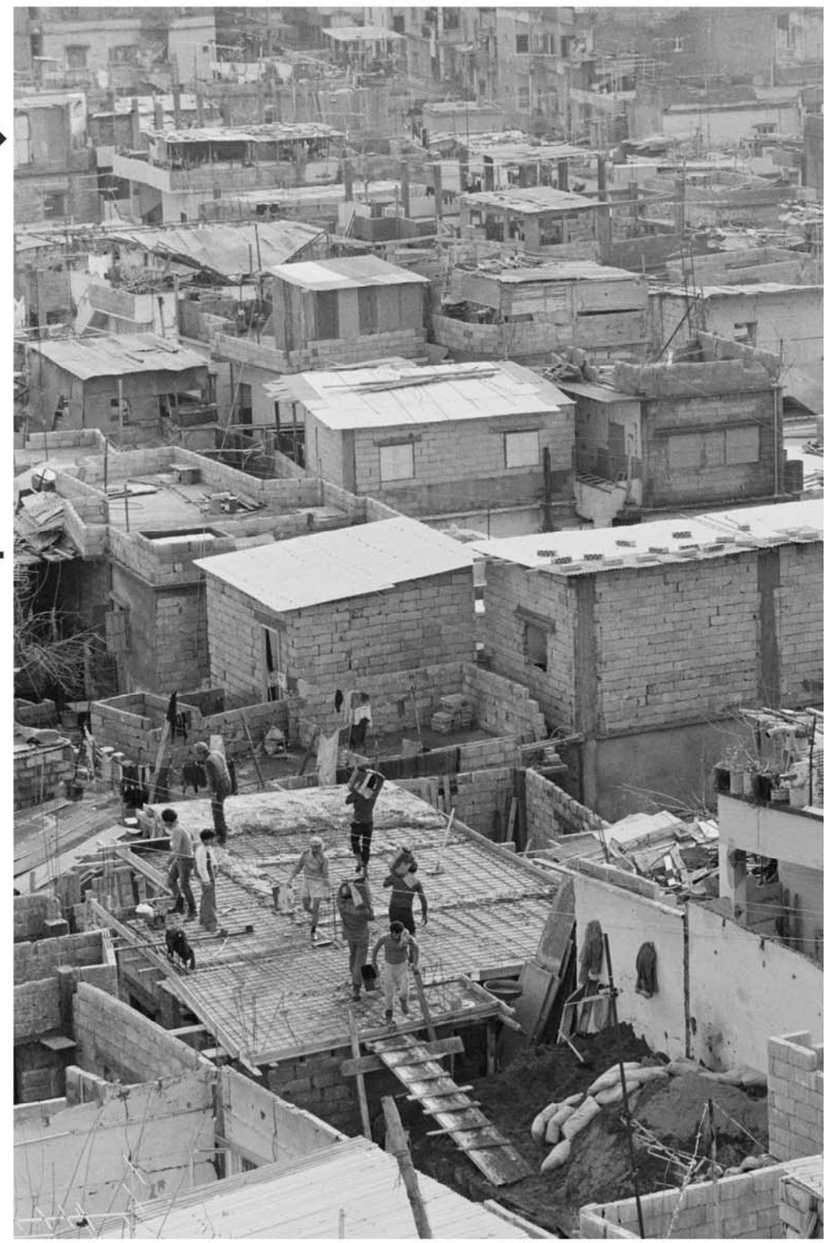
Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Figure 124. L'évolution de l'habitat au cours de la quatrième décennie
Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via les logiciels Google SketchUp et Adobe Illustrator



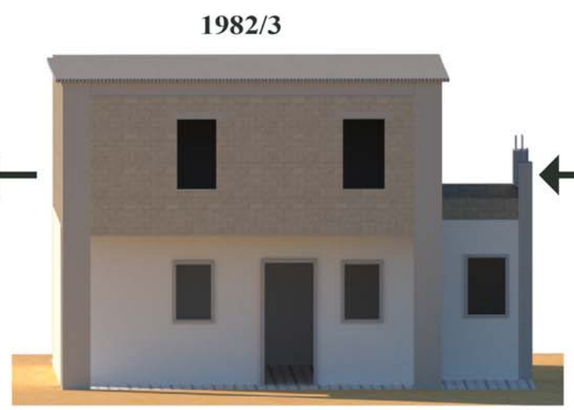


Destruction de l'habitat du camp de BB en 1982
Source : photo prise par George Nehmeh, archives de l'UNRWA





Les destructions du camp de BB en 1987
Source : photo prise par H. Haider, archives de l'UNRWA



Avec l'arrivée de l'OLP, le camp s'étend horizontalement et occupe les zones élevées du terrain comme le montre la photographie aérienne à gauche datant de 1983. L'OLP améliore l'environnement bâti du camp. Elle installe ses institutions et crée des activités génératrices de revenus : des crèches, des centres de formation professionnelle, etc. Soutenus par l'OLP, les réfugiés sont libres de transformer leurs habitations : ils consolident et agrandissent leurs habitations jusqu'à empiéter sur les terrains vides aux limites. L'habitat du camp connait au cours de cette décennie plusieurs épisodes de destruction et puis de reconstruction.



Photographie aérienne du camp en 1983
Source : cartothèque de l'IFPO

1980 - 1990

Construction, destruction et reconstruction

© 2020 Tous droits réservés.

La reconstruction du camp après les destructions suite à l'invasion isaélienne de juin 1982. Source : photo prise par George Nehmeh, archives de l'UNRWA.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

1.2 L'habitat du camp comme outil d'affirmation identitaire

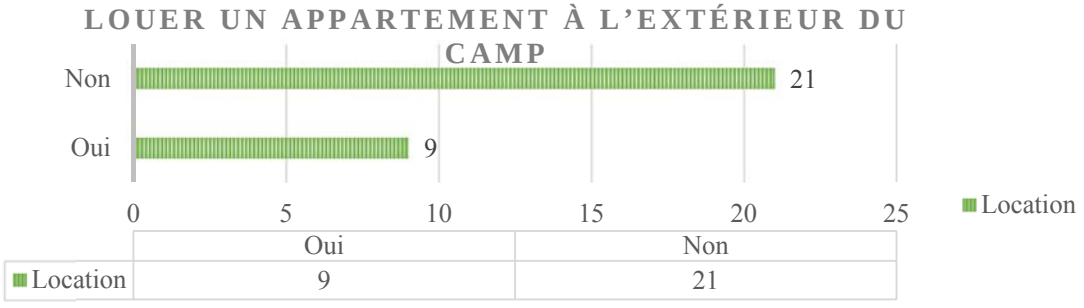
La densification horizontale et verticale du camp, inscrite dans la durée, apparait comme un moyen de dominer l'espace démographiquement, culturellement et géographiquement. En construisant le camp, les Palestiniens de Bourj El-Barajneh affirment que l'espace en question est le leur. L'habitation et l'habitat qu'ils ont conçus et construits par eux-mêmes sont le reflet d'eux-mêmes, de leur culture et de leurs sentiments (Segaud, 2010, p. 72).

Mais l'évolution et la densification de l'habitat et de l'habitation ne sont pas les seuls indicateurs de ces liens affectifs d'appartenance au camp. Ces liens sont visibles dans les justifications des habitants sur leur choix d'habiter dans le camp. Une enquête réalisée auprès de 30 habitants palestiniens sur leur choix d'habiter dans le camp (annexe 4) montre que la majorité refuse de sortir louer un appartement à l'extérieur comme l'illustre le graphique de la figure 125. A la question « Si vous aviez les moyens financiers de louer à l'extérieur du camp, le feriez-vous ? », 21 des 30 enquêtés refusent d'habiter en location à l'extérieur du camp. Ils préfèrent habiter dans le camp que de louer dehors, justifiant leur choix par des termes propres au champ lexical du chez-soi, le camp représentant pour eux leur milieu, leurs proches, leurs amis, *etc*. (figure 128).

Figure 125. Résultat de l'enquête sur le choix d'habiter en location à l'extérieur du camp

L'enquête a été réalisée le 10 janvier et le 12 janvier 2017 auprès de 30 hommes entre 19 et 61 ans dans trois lieux différents du camp ; (1) au niveau de la rue principale en face du marché aux légumes, (2) le long des petites ruelles dans le noyau ancien du camp, (3) dans un des bureaux du parti Fatah situé à côté de Samed. L'enquête fut réalisée grâce à l'accompagnement de Farid, un de nos informateurs. L'enquête a pris la forme d'un questionnaire aux questions mixtes (ouvertes et fermées). Nous avons noté les réponses en arabe, ces dernières n'ont pas été enregistrées.

Réalisation : Nicole Tabet. 2018.



L'ensemble des réponses a été traduit (*almaany.com*) et puis codifié *via* le logiciel Nvivo. La requête de fréquence de mots de Nvivo a permis d'établir un tableau des expressions utilisées selon leur fréquence, illustrées par les figures 126 et 127. Le nuage des mots

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

élaboré par le logiciel permet d'afficher les expressions mentionnées. La taille du caractère renvoie à la fréquence de l'expression (figure 127).

Figure 126. Tableau des réponses recueillies sur les raisons des enquêtés de ne pas habiter à l'extérieur du camp

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via le logiciel Nvivo.

	Mot	Répétition
Champ lexical du chez-soi palestinien présent dans les réponses des enquêtés sur les raisons d'habiter dans le camp et non pas à l'extérieur	Mes proches	5
	Mon milieu	5
	J'ai grandi ici	3
	Mes amis	3
	Fils du camp	2
	J'aime le camp	2
	Mes souvenirs	2
	Mes voisins	2
	Mon monde	2
	Entraide	1
	Ma communauté	1
	Ma maison	1
	Ma vie	1
	Mes gens	1
	Mon enfance	1
	Mon travail	1
	Vie plus belle	1
	Vie sociale	1

Figure 127. Nuage de mots réalisé à partir des réponses à l'enquête

Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via le logiciel Nvivo.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

L'ensemble des mots employés font référence à l'appartenance de l'enquêté au camp et à la communauté palestinienne du camp (figures 127 et 128). Les termes les plus récurrents sont « *mon milieu* » et « ici je suis avec *mes proches* » (5 des 21 enquêtés). « *J'ai grandi ici* dans le camp » et « *mes amis* sont ici » sont employés par 3 des 21 enquêtés. A ces mots s'ajoutent des expressions comme « je suis le *fils du camp* », « *j'aime le camp*, je n'aime pas l'extérieur », « *mon monde* c'est ici », « c'est *mon enfance*, c'est *mes souvenirs* », « je reste dans le camp aves *mes proches* et *mes voisins* » (figure 127).

Malgré les conditions de vie déplorables, la grande majorité des enquêtés témoignent d'un attachement fort à leur espace. Interrogés sur leur choix d'habiter *dehors* du camp dans le cas où leur situation financière le permettrait, la majorité des interrogés préfèrent rester dans le camp. Dans l'épreuve qu'est l'exil, les Palestiniens exclus de chez eux, se sont reconstruits et réappropriés un nouvel espace qu'ils habitent ; le camp de Bourj El-Barajneh. Ils s'approprient le camp *« pour pouvoir exercer sur lui une maitrise, un contrôle, un certain pouvoir ; on se l'approprie par rapport aux autres en affirmant que l'espace en question est le sien »* (Segaud, 2010, p. 72).

> *On a un appartement (dehors) mais ici c'est mieux, je suis entre mes proches, mes gens, mes amis (Palestinien, 19 ans).*
>
> *Non, ici la vie est plus belle, mes amis sont ici. Dehors je ne connais personne (…). Si j'achète un appartement, c'est pour le faire louer et continuer à habiter ici (Palestinien, 23 ans).*
>
> *Ici, si j'ai un problème, si quelque chose m'arrive, mes voisins viennent m'aider. Ici, c'est ma communauté. Dehors, je suis seul, je peux mourir et personne ne le saura. Pourquoi donc sortir d'ici si je suis avec mes proches et que je ne connais personne dehors (Palestinien, 30 ans).*

En le faisant, ils tracent les limites entre le dedans et le dehors : à cet attachement et cette appartenance au *dedans* et à tout ce que cela symbolise - la famille, les amis - apparait un imaginaire de non-appartenance au *dehors.* Le dehors, ses injustices et ses discriminations à l'égard des Palestiniens, renforce leur attachement au camp.

1.2.1 La représentation des habitants de leur camp

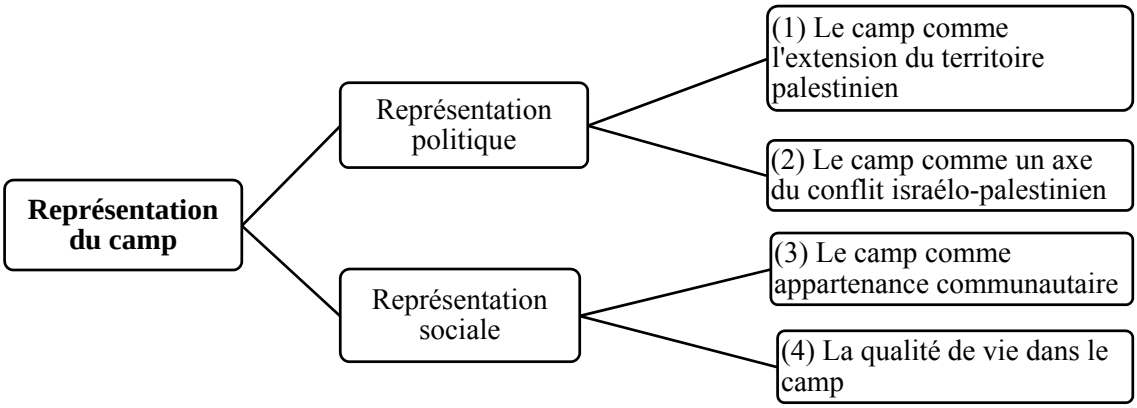
Tout lieu *« (…) ne prend son sens que complété par un ensemble de signifiants fonctionnels, culturels et symboliques qui lui sont indissociables, c'est-à-dire des marqueurs qui informent sur le lieu. »* affirme le géographe Antoine S. Bailly (1989, p. 57). Le camp, ses processus d'exclusion et d'inclusion socio-spatiaux, ne prennent sens sans comprendre ses signifiants symboliques, c'est-à-dire les images et les représentations qui lui sont attribuées par ses habitants et qui contribuent à renforcer son identité et à le délimiter de son extérieur.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Etudier le symbolique du camp par ses habitants palestiniens nous permet de comprendre l'impact de ces représentations sur leurs pratiques spatiales au dehors du camp. Dans la littérature académique et les imaginaires collectifs, les camps palestiniens sont souvent appréhendés comme *« des espaces symboliques de la « cause » palestinienne »* (Al Husseini et Signoles (dir.), 2011, p. 306). Pour Jalal Al-Husseini et Mohammad Kamel Doraï (2003, p. 94), *« L'identité palestinienne qui s'est construite dans l'exil est fortement ancrée dans les camps de réfugiés qui en sont l'une des incarnations spatiales les plus visibles et les plus représentatives ».* Les camps constituent à la fois la permanence territoriale de cette identité et la concentration spatiale des Palestiniens facilitant le maintien des réseaux de solidarité et d'entraide (Al-Husseini et Doraï, 2003, p. 94).

Une enquête menée en janvier 2017 (annexe 5) sur l'imaginaire collectif et le symbolique du camp cherche à comprendre si celui-ci représente un espace d'ancrage de l'identité palestinienne. Et si oui, comment cet imaginaire collectif trace la limite entre le camp et le non-camp, le nous et les autres ? Et en le faisant, alimente-t-il un entre-soi palestinien et une distanciation du dehors ? Pour le faire, deux questions ont été posées à 30 habitants palestiniens (même échantillon que l'enquête précédente, annexe 4) dans trois lieux différents dans le camp ; (1) au niveau de la rue principale en face du marché aux légumes, (2) le long des petites ruelles dans le noyau ancien du camp et (3) dans un des bureaux du parti Fatah situé à côté de Samed : Quelle image vous vient à l'esprit quand vous pensez au camp palestinien ? Que symbolise le camp de Bourj El-Barajneh pour vous ? Les réponses ont été traduites de l'arabe via le dictionnaire multilingue en ligne *Almaany*. Elles ont été ensuite classées dans un tableau permettant d'organiser et de trier les informations reçues. Les réponses obtenues se divisent en deux principales catégories comme le montre la figure 129 ci-dessous.

Figure 128. La représentation du camp par ses habitants

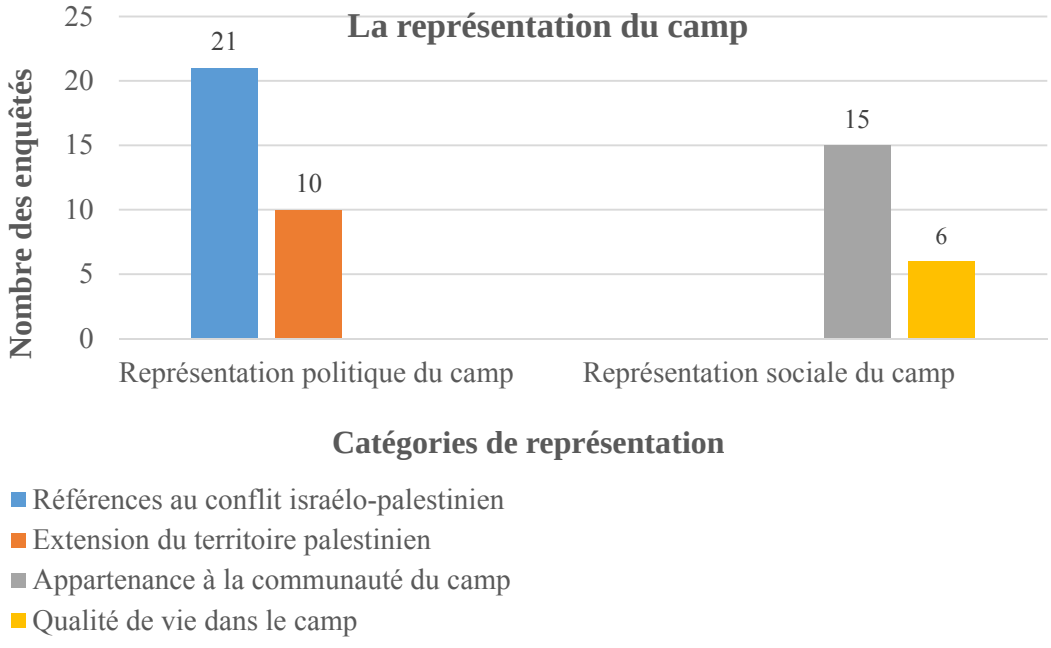


© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Les réponses qui renvoient à une représentation du camp comme espace politique se divisent en deux sous-catégories ; (1) le camp comme l'extension du territoire palestinien et (2) le camp comme un axe du conflit israélo-palestinien. Les réponses qui renvoient à une représentation du camp comme un espace social se divisent en deux sous-catégories ; (3) le camp comme appartenance communautaire et (4) la qualité de vie dans le camp (pour l'ensemble de réponses obtenues, voir le tableau de l'annexe 8).

Sous la catégorie de **Représentation politique** sont regroupées les réponses reliant de façon directe le camp à la Palestine comme par exemple *« le camp pour moi c'est une deuxième Palestine »* (Palestinien, 27 ans), ou reliant le camp au conflit israélo-palestinien comme par exemple *« le camp c'est Abou Ammar (Yasser Arafat), la révolution palestinienne »* (Palestinien, 19 ans).
Sous la catégorie de **Représentation sociale** sont regroupées les réponses reliant de façon directe le camp à l'appartenance à la communauté du camp comme par exemple *« le camp, c'est ma famille et mes proches »* (Palestinien, 30 ans), ou reliant le camp à la qualité de vie comme par exemple *« le camp, c'est la pauvreté, le serrement, la pression »* (Palestinien, 24 ans). Le graphique de la figure 130 ci-dessous illustre le nombre de réponses obtenues pour chaque sous-catégorie. Une même réponse donc un même enquêté peut présenter des éléments qui nourrissent différentes catégories/sous-catégories.

Figure 129. Récurrence de chaque catégorie de représentation auprès des enquêtés



Les réponses faisant référence au camp comme espace de la « cause » palestinienne sont les plus nombreuses avec 21 des 30 enquêtés reliant le camp au non-règlement du conflit israélo-palestinien : *« le camp c'est le droit au retour. Installés ici, nous voulons le retour pour sentir la terre de Palestine », « le camp c'est l'air que je respire, l'origine de*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

l'histoire. L'étincelle de la révolution, le plus accroché à la Terre (la Palestine) et au droit du retour. Le plus de tragédies et de douleur ». 15 des 30 enquêtés associent le camp à leur communauté du camp, à leurs familles et à leurs proches. Pour eux, le camp c'est l'appartenance à la communauté du camp de Bourj El-Barajneh : *« ici je suis né, ici j'ai grandi », « le camp c'est l'air qu'on respire, on est né et on a grandi ici », « le camp c'est mon milieu, ma maison. Quand je rentre au camp je me repose, je suis tranquille ».* 10 des 30 enquêtés associent le camp au territoire palestinien : *« une deuxième Palestine », « une partie de Palestine », « la Palestine », « la patrie », « la petite Palestine »,* et seuls 6 des 30 enquêtés évoquent la qualité de vie en pensant au camp, la misère, la pauvreté, la forte densité de population et du bâti, *etc*.

Le camp est le chez-soi des Palestiniens du camp, là où ils sont nés, là où ils ont grandi, là où ils ont leurs familles et leurs amis. Mais au-delà de l'appartenance communautaire, dans l'exclusion du territoire palestinien, le camp prend aussi une dimension politique. Dans l'exclusion du territoire palestinien, le camp symbolise l'attente jusqu'au retour. Le camp, c'est l'autre Palestine, la Palestine dans l'exil, la Palestine dans l'attente. L'exclusion (de leur patrie) confère au camp de réfugiés une dimension politique qui lui est propre. Tel le montre l'extrait de notre carnet de terrain ci-dessous.

> **Notes de terrain 6. Le 8 janvier 2017 à 19h30**
>
> Après avoir fini notre travail, Chaza m'a accompagnée jusqu'à l'entrée principale du camp. Il faisait nuit, c'était l'une des rares fois que je restais si tard dans le camp. Sur le chemin, on entend des tirs et Chaza m'explique que les gens célèbrent l'attentat qui vient d'être réalisé contre des Israéliens en Israël. Apparemment, 10 soldats israéliens ont été tués par un Palestinien et les habitants du camp le célébrent. J'ai même croisé des personnes qui offraient des petits gâteaux dans la rue à cette occasion.

Dans la durée, l'espace physique du camp ressemble à un quartier non-planifié de la banlieue sud-ouest de Beyrouth. Mais contrairement aux autres quartiers aux identités sociales diverses, le camp va au-delà d'un regroupement communautaire et reflète une identité principalement politique, celle du conflit israélo-palestinien et de l'exclusion des Palestiniens de leur territoire. Dans l'exclusion de leur terre natale, les Palestiniens se réinventent une *Palestine des camps* (Traboulsi, 1993, p. 273, cité dans Kassir, 2012, p. 464-5) et le camp devient l'espace d'une identité palestinienne retrouvée. Dans ce regroupement géographique, le *camp-quartier*, nait un sentiment d'appartenance et de partage d'une identité palestinienne exilée.

Cette charge politique accentue l'appartenance palestinienne à cet espace, et en le faisant renforce un entre-soi et trace les limites identitaires du camp. Elle distingue ce que représente le camp – la deuxième patrie dans l'attente du retour, de ce que représente un

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

autre quartier de l'agglomération. Ainsi, même si le camp, d'un point de vue morphologique ressemble à un autre quartier informel de la *dahyeh*, il continue à être marqué par une identité et une lutte palestinienne pour le retour. Cela justifie notre choix d'étudier la transformation du camp en un *camp-quartier* et non pas en un quartier de la ville. Même si par leurs pratiques et leurs relations et sociabilité avec le voisinage, les Palestiniens du camp sont inclus à différents degrés aux espaces de la ville, dans leur imaginaire, ils sont exclus de la Palestine et font du camp le territoire substitutif du lieu d'origine. De ce fait, ils se sentent menacés par toute présence étrangère importante dans le camp et contrôlent tous ceux qui n'appartiennent pas à la Palestine et à la lutte palestinienne pour le retour.

1.2.2 Les géosymboles comme révélateurs de l'identité palestinienne en exil

L'identité palestinienne du camp ne s'affirme pas uniquement à travers la représentation et la parole des habitants. Elle est visible dans l'espace physique du camp à travers lequel *« s'incarne la relation symbolique qui existe entre la culture et l'espace »* pour reprendre les mots du géographe Joël Bonnemaison (1981). Joël Bonnemaison développe le concept de *géosymbole* pour comprendre le rapport entre la société et le territoire, la relation culturelle qu'une société donnée entretient avec son territoire (Goré, 2006, p. 23). Dans le cadre de cette relation, le territoire (et ses composantes) devient un géosymbole *« c'est-à-dire un lieu, (...) qui prend aux yeux des peuples et des groupes ethniques, une dimension symbolique et culturelle, où s'enracinent leurs valeurs et se conforte leur identité »* (Bonnemaison, 1981, p. 249). Un géosymbole peut-être *« un lieu, un relief, un itinéraire, une route, une construction, un site qui, pour des raisons religieuses, culturelles ou politiques »* qui prend aux yeux du groupe social une dimension symbolique (Bonnemaison, 1992, p. 76). Dans le camp de Bourj El-Barajneh, les Palestiniens affirment leur culture dans l'espace à travers des géosymboles comme :

- Les rues qui apparaissent comme des lieux de luttes politiques où les habitants descendent pour faire valoir leurs besoins au quotidien et pour protester contre, par exemple, le trafic de drogue, les dangers de l'électricité ou les décicions gouvernementales concernant l'emploi des étrangers. Les manifestations concernent les besoins du camp et de ses habitants, ils ont lieux dans les rues principales du camp mais peuvent dépasser ses frontières (manifestation du 22 mars 2019 devant l'ambassade des Etats-Unis à Awkar, manifestation du 6 septembre 2019 devant l'ambassade du Canada à Tripoli, manifestation du 11 septembre 2019 dans la place des martyrs à Beyrouth).

- Les rues comme des espaces d'expression par le graffiti. Ces interventions graphiques sur les murs du camp, même si elles relèvent du singulier, de l'artiste qui les a dessinées, renvoient à des identités collectives : la révolution palestinienne, l'art palestinien, le territoire palestinien, comme le montre les figures 130, 131, 132 et 133 ci-dessous.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 130. ***Je ne t'oublie pas Palestine, la Nakba***

Graffiti reprenant la carte de la Palestine sur un des murs d'un bâtiment situé dans le noyau ancien du camp.

Photo par N. Tabet dans le quartier Al-Dabdoub, janvier 2017.



Figure 131. Un graffiti rappelant la vie dans l'exil et le droit au retour dans le quartier Al-Dabdoub du camp

La femme au centre du dessin porte dans ses bras le personnage de *Handhala* du caricaturiste palestinien Naji El-Ali. En 1948, Naji El-Ali, un enfant de 12 ans, et sa famille quittent la Palestine et s'installent dans le camp de Ein El-Helwe au Sud du Liban. Handhala représente un garçon de 10 ans, le dos tourné et les mains croisées vers l'arrière symbolisant le refus des solutions extérieures apportées au conflit. Handhala porte des vêtements déchirés, les pieds nus, symbolisant son allégeance aux pauvres. Il est un symbole emblématique de l'identité et de la défiance palestinienne (Nashef, 2018). Sur le dessin, il tient un crayon à la main et écrit : *« et nous avons dans l'illusion (ou dans l'imagination ou la fiction) une vie »*. A sa gauche, un homme qui porte sur son dos un des vers d'un célèbre poème de Mahmoud Darwich, connu pour être le *« poète national non officiel de la Palestine »* (Said, 1994, p. 112). Darwich a été très proche d'Arafat et a joué un important rôle politique au sein de l'OLP. Le dessin reprend un vers de son célèbre poème sur la Palestine *Aala hazhihi el-ardi,* Sur cette terre. *« Sur cette terre, ce qui mérite la vie »,* reprend le premier vers du poème.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr



Figure 132. « Révolution, Liberté, Destruction, Retour, Libération, Résistance, Sang, Siège ... »

Photo par N. Tabet, le quartier Al-Dabdoub, janvier 2017.

Figure 133. « La Terre », le drapeau palestinien et le Dôme du Rocher (mosquée à Jérusalem)

Photo par N. Tabet, le quartier Al-Dabdoub, janvier 2017.



Les rues du camp ne sont pas des espaces neutres. Elles expriment l'identité nationale avec des drapeaux palestiniens accrochés à certaines entrées, longeant certaines rues, ou fixés aux façades et aux toits des bâtiments. Ces rues affichent cette identité palestinienne par les célébrations qui ont lieu. Cette identité se manifeste le long des rues lors du Jour de la terre palestinienne - *yom el-ard el-filastini* (le 30 mars de chaque année) par des guirlandes de drapeaux palestiniens par exemple ou encore le Jour du martyr palestinien (le 7 janvier de chaque année) (figure 134 et encadré 7 ci-dessous). Les associations, les jardins d'enfants et la famille sont aussi des lieux d'apprentissage, de transmission et de célébration de l'identité palestinienne dans l'exil comme l'illustre la figure 135. L'extrait de l'entretien ci-dessous montre également la place qu'occupe cette identité dans l'éducation des enfants du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Notes de terrain 7. Le 8 janvier 2017 à 10h.

À l'entrée du camp, un poste du Fatah est composé de chaises en plastique installées sur la chaussée où s'assoient des membres du parti - environ 5 à 7 personnes en général – et regardent les gens qui passent. Les murs autour des chaises sont décorés par des photos d'Arafat, le logo du parti et des symboles de la résistance palestinienne. Ce matin, en rentrant dans le camp, j'ai vu des bus pleins de personnes de tout âge brandissant des drapeaux de la Palestine à l'entrée. Chaza* m'explique que c'était le jour du martyr palestinien et que le Fatah commémore cette journée dans les camps de Beyrouth chaque année. Dans le camp, une marche organisée par les comités et les différents partis du camp s'est déroulée ce matin-là pour fêter la 52ème année.

*Chaza est une étudiante de 23 ans en architecture d'intérieur que j'ai rencontré lors d'un de mes séjours de terrain.

Pour toutes les fêtes nationales, (...) nous nous réunissons avec les autres jardins d'enfants et tous les enfants du camp participent à l'évènement. On fête par exemple le jour de la Terre, la mémoire de la Nakbah, le massacre de Sabra et Chatila, affirme Rana, directrice du centre de l'association Beit Atfal Assoumoud du camp, le 18 août 2016.



Figure 134. Célébrations palestiniennes organisées par Beit Atfal Assoumoud dans les camps

A gauche : le Jour de la Terre le 7 janvier 2019, à droite : la mémoire de la Nakbah le 18 mai 2018.

Source : page Facebook Beit Atfal Assumoud بيت اطفال الصمود

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

1.2.3. La toponymie comme révélateur de l'identité palestinienne en exil

« Le nom est l'un des attributs du territoire : il le désigne, le situe et devrait même qualifier ou symboliser sa substance, voire son essence » (Giraut, Guyot et Houssay-Holzschuch, 2008, p. 98). La façon dont on nomme les lieux révèle donc un marquage symbolique, idéologique, mémoriel et/ou politique du territoire en question (Giraut, Guyot et Houssay-Holzschuch, 2008, p. 98). Dans le camp, trois logiques fortes dominent sa situation toponymique :

- La première logique fait référence à la première étape de son histoire, celle de l'arrivée et de l'installation de Palestiniens originaires de différents villages de la Palestine.
- La deuxième suit une logique politique avec le passage des camps sous le contrôle de la Résistance palestinienne et les *Jours de la Révolution*.
- La troisième suit la toponymie des grandes familles installées dans le camp.

Le repérage des lieux et de leur nom et l'étude toponymique ont été réalisés avec l'aide de quatre contacts dans le camp. Chaza nous a aidé à cartographier l'ensemble du camp, Farid a dessiné sa carte mentale du camp et avec Abou Jamal et Abou Ihab, nous avons pu citer les quartiers et les repères dans le camp. Certains noms ont été tirés des entretiens et des enquêtes réalisés lors de nos séjours, marqués sous « Autres » dans le tableau de la figure 135. Le tableau regroupe les lieux mentionnés par ces contacts lors de nos séjours de terrain.

Figure 135. Liste des noms des lieux-clés du camp et du voisinage
Les noms des lieux ont été traduits en français

	Farid, 17/12/2016	**Abou Ihab et Abou Jamal, 31/7/2016**	**Chaza, 8/1/2017**	**Autres**
Dans le camp	**Rabta* de Tarchiha *Le creux de Al-Tarach'ha *Quartier As-Saïka *Quartier de la Mosquée Palestine *Quartier Al-Wazzan Café Jafra *Entrée Em Bader *Rue de l'UNRWA ou Rue de l'hôpital Haïfa *Club Al-Jalil *Quartier Al-Habet	*Creux de Al-Tarach'ha *Place de l'armée de la Libération *Quartier Samed *Hôpital Haïfa *Mosquée Al-Forkan *Quartier des Al-Baalbakiyeh, *Hotel Golden Plaza, *UNRWA *Cimetière *Mosquée Rayyan (pour Hamas) *Mosquée Palestine *Rabtat de Acre, de Tarchiha, de Kweikat,	*Quartier Al-Kassam *Quartier Al-Forkan *Cimetière *Quartier Al-Dabdoub *Quartier UNRWA ou Haïfa *Quartier Al-Habet *Quartier Al-Kabri *Entrée As-Saïka *Entrée Abou Fayçal *Clinique de l'UNRWA	*Mou2assaset atfal el-soumoud *Ecole Al-Quds * Ecole Al-Jalloud Ecole Al-Jalil Ecole Yarmouk *Jardin d'enfants du Martyr palestinien *Jardin d'enfants Palestine *Jardin d'enfants

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

		de Kabri, de Sheikh Daoud et de Ghabsi	*Place de l'armée de la Libération *Mosquée Palestine	Ghassan Kanafani *Jardin d'enfants *Al-mahabbe*
Au voisinage du camp	*Cinéma Palace *Rue de l'aéroport *Quartier des El-Akrad *Quartier Baalbaki *Checkpoint de l'armée *Rue Al-Annan *Montée Al-Aamliyeh *Haret Hreik	*Rue Al-Annan *Voisinage du camp *Municipalité Ein El-Sekke *L'école El-Aamliyeh *Quartier des torréfacteurs *Hôpital du Grand Prophète *Rue de l'aéroport	*Ecole Al-Iman *Quartier des Al-Akrad *Mosquée des Al-Akrad *Ecole Al-Yarmouk *Quartier Baalbaki *Montée d'Al-Aamliyeh	

La première logique. L'arrivée progressive des réfugiés et leur regroupement spatial selon les villages d'origine entraînent la création de quartiers qui portent les noms de ces villages. Par exemple, au moment de leur arrivée, les habitants du village de Tarchiha vont se regrouper dans le camp et forment aujourd'hui le quartier de Tarchiha :

> *« Nombreux répondants affirment qu'il est naturel que les gens s'installent avec leur famille et leurs amis, en particulier en période de peur et d'incertitude. Un répondant de Kweikat a affirmé qu'il s'attendait à ce que les gens habitants son village s'installent»* écrit Roberts dans son étude sur l'organisation villageoise du camp de Bourj El-Barajneh (1999, p. 59, traduit de l'anglais par N. Tabet).

Nous retrouvons toujours ces quartiers dans le camp bien que la logique de distribution de la population ait changé et que les habitants actuels du quartier-village ne soient pas forcément originaires de celui-ci. La dénomination des quartiers-villages n'est pas l'unique référence à la géographie de la Palestine dans le camp. Nous retrouvons aussi des lieux à usage collectif qui rappellent par leur nom la géographie de la Palestine. Des mosquées comme la mosquée de Palestine - *Jame'h Filsatin* la plus ancienne du camp, des clubs comme le club sportif de la Galilée - *Nadi Al-Jalil,* l'hôpital Haïfa ou encore les écoles de l'UNRWA comme l'école *Yarmouk* (la rivière de Yarmouk) font du camp l'extension de la Palestine. Ces références à la Palestine sont aussi repérables à travers les *rabtat* comme par exemple la *rabta* de Kweikat. La rabta est une union dont le but est de maintenir regroupées dans un même endroit les familles d'un même village de Palestine. Elle regroupe ces familles et parle en leur nom, de leurs problèmes et leurs demandes *via* le responsable de *rabta*, nous explique Chaza (habitante du camp, le 30 août 2017). La *rabta* prend la forme d'une salle où se réunissent les villageois au besoin, pour des

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

fiançailles par exemple. Le camp compte plusieurs *rabtat* comme celle de Kabri et de Sheikh Daoud (figure 137).

Figure 136. Exemples de pancartes de trois *rabtat* dans le camp

De gauche à droite : (1) la rabta sociale de Kabri « Rabta des gens de Al-Kabri au Liban et dans la diaspora fondée en 2003 »,
(2) « Notre Palestine nous ne t'oublierons pas et nous n'accepterons pas une patrie autre que toi ». et ensuite : « Rue du village El-Sheikh Daoud et El-Sheikh Danoun »,
(3) « Rabta sociale du Kweikat ».

Source : photos par N. Tabet, janvier 2017.



La deuxième logique. Cette catégorie toponymique suit les processus révolutionnaires qu'a connus la Résistance palestinienne au Liban. Elle renvoie à un nouvel ordre territorial qui remplace le contrôle du camp par les autorités libanaises par une prise en charge par l'OLP. Celle-ci s'accompagne par l'introduction d'une nouvelle toponymie des lieux comme les noms de certaines rues et quartiers reflètant ce marquage politique : le quartier *Samed* ou « Ateliers de la Société des Martyrs Palestiniens » une association majeure de l'OLP ; le quartier *As-Saïka* - *Hay As-Saïka* faisant référence aux Forces de As-Saïka une faction palestinienne fidèle au parti syrien Baath ; la place de l'armée de la libération - *Sahet Jech Al-Tahrir*. Mais outre la toponymie des lieux à usage collectif, des lieux qui relèvent de la propriété privée font également référence à la résistance palestinienne comme la Fondation de la maison des Enfants de la Résistance - *Mouassasat Beit Atfal Assoumoud*, des cafés comme *kahwet Jafra*, le café de Jafra qui porte le nom d'un célèbre poème Jafra du poète Izzeddein Mansara[137], la mosquée Al-Forkan *jame' Al-Forkan* faisant référence à la guerre qui a eu lieu à Forkan dans la bande de Gaza en 2008-2009, ou encore le jardin d'enfants Ghassan Kanafani *rawdet Ghassan Kanafani*[138], le jardin d'enfants du martyr palestinien *rawdet Chahid Filsatin* ou le jardin d'enfants du Kassam *rawdet Al-Kassam* faisant référence à l'aile militaire du Hamas[139].

[137] Izzeddein Mansara, poète palestinien, écrit ce poème en mémoire de son amoureuse Jafra Al-Naboulsi assassinée par une frappe aérienne israélienne à Beyrouth en 1976.
[138] Ghassan Kanafani est un auteur palestinien et membre dirigeant du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP). Il a été assassiné par le Mossad à Beyrouth en 1972.
[139]Nous supposons qu'Al-Kassam fait référence aux brigades Izz Ad-Din al-Qassam nommées en l'honneur d'Izz Ad-Din al-Qassam.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La troisième logique toponymique suit celle des noms des grandes familles ou de personnes connues dans le camp comme par exemple le quartier de la famille Habet - *Hay Al-Habet*, le quartier de la famille de Al-Dabdoub - *Hay Al-Dabdoub,* l'entrée de la mère de Bader – *madkhal Em Bader* ou l'entrée du père de Fayçal - *madkhal Abou Fayçal*. Le regroupement de plusieurs ilots suivant l'appartenance familiale forme des quartiers même si les populations de ceux-ci se trouvent aujourd'hui mélangées. Dans le travail de Roberts (1999), une des enquêtés justifie son choix de vivre à côté de la famille :

> *« De nombreuses personnes interrogées ont insisté sur l'importance de vivre à côté de la famille plutôt que des personnes du même village. Ce fait a été souligné par une répondante de Hattin. À sa connaissance, il n'y a qu'une seule personne de son village dans le camp. Elle ne l'a jamais rencontrée et n'a pas l'intention de le faire. Elle vit avec son mari et la famille de son fils (son épouse et leurs enfants) et d'autres membres de la famille vivent dans des maisons adjacentes. Être entourée de parents l'a rendue heureuse et elle ne voit pas d'inconvénient au fait de n'avoir pas d'amis de Hattin dans le camp »* écrit Roberts dans son étude sur l'organisation villageoise du camp de Bourj El-Barajneh (1999, p. 76, traduit de l'anglais par N. Tabet).

Quant au voisinage – *jiwar al-moukhayyam,* les Palestiniens du camp utilisent en général la même la dénomination adoptée par l'extérieur. Ainsi, *chare'h Al-Annan* - la rue Al-Annan, *Al-mihaniyeh Al-Aamliyeh* - un institut de Formation professionnelle, *Tarik el-matar* - la rue de l'Aéroport, *el-baladiyeh* - la municipalité, *jame' El-Akrad* - la mosquée des kurdes, *Hay el-Akrad* - le quartier des Kurdes, *nazlet El-Rasoul El-A'zam* – la descente de l'hôpital El-Rasoul El-A'zam*, etc.*

1.3. Synthèse

La non-résolution du conflit israélo-palestinien, le prolongement de l'exil et de l'exclusion ont des conséquences sur l'habitat du camp de Bourj El-Barajneh. Les Palestiniens s'approprient le camp qui devient leur Palestine dans l'exil. Ils sont forcés à naitre et vivre loin de chez eux et cette dimension de l'exil incite les Palestiniens à l'entre-soi qui devient une caractéristique essentielle de leur camp. Cet entre-soi et cette appropriation géographique, politique et culturelle de l'espace marquent une limite entre le dedans du camp, d'identité palestinienne, et le dehors du camp, d'identité non-palestinienne. Au-delà de l'organisation spatiale du camp, des géosymboles, des logiques toponymiques ou encore de la socialisation nationale à travers les diverses instances de socialisation (les écoles, les jardins d'enfants, la famille, *etc*.), cet entre-soi et cette appropriation sont visibles par les stratégies de distanciation spatiale mises en place par les habitants du camp pour se distinguer et se distancier du dehors : aux entrées du camp, la succession des points de contrôle libanais suivis par des points de contrôle palestinien témoignent de la méfiance des Palestiniens vis-à-vis des contrôles libanais. Un autre exemple est celui de la police du camp : à l'intérieur du camp, la police libanaise

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

n'intervient pas sauf en cas de crime grave et la surveillance active est de la responsabilité de la police du camp, *Al-Amn* ou *al-lejne al-amniyeh*. La démarcation physique des entrées du camp (même celles qui sont discrètes) par des portiques décorées de drapeaux de la Palestine et des photos de leaders palestiniens témoigne de cette appropriation.
Dans ce contexte, quelle forme prend l'inclusion des Palestiniens du camp et quelle importance prend-t-elle si l'exclusion et l'entre-soi restent les dynamiques structurantes du camp ?

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2. Processus d'ouverture des camps urbains : pratiques et formes de propriétés foncières

Après les accords du Caire en 1969 et l'installation de l'OLP au Liban, la communauté palestinienne cherche à formaliser ses droits à la propriété immobilière dans les camps. L'OLP, le Fatah en tête, met en place un système de gouvernance locale ; les Comités Populaires - interface entre l'OLP et le camp. La composition du CP se calque sur la configuration de chaque camp, de sa population et de ses différentes factions politiques, sociales, religieuses et indépendantes (Hajj, 2017, p. 91-3). Afin de consolider son pouvoir et de s'assurer une clientèle loyale, le Fatah va formaliser les droits de propriété dans les camps au Liban mettant en place un système de titularisation du foncier (Sayigh, 1997, cité dans Hajj, 2017, p. 88). Pour le faire, des membres du Fatah et du CP invitent les groupes représentatifs de la population de chaque camp à des réunions de discussions et d'élaboration d'un système de propriétés, de titularisation et d'opérations d'expropriation (Hajj, 2017, p. 91-4). Ce système de titularisation introduit par le Fatah au cours des années 70-80, se maintient dans les camps jusqu'aujourd'hui (Hajj, 2017, p. 84-9). Il permet aux Palestiniens des camps d'acquérir un certain de degré de sécurité et de protection de leur identité communautaire dans un contexte libanais incertain : il leur assure une garantie de situation économique, une légitimité sociale (Denèfle (dir.), 2016, p. 16), leur permet de posséder « légalement » leur bien, de le protéger de la prédation et de le revendiquer en cas de disputes (Hajj, 2017, p. 83-100). Les deux extraits ci-dessous témoignent de l'importance de ce système de titularisation dans la vie quotidienne des réfugiés :

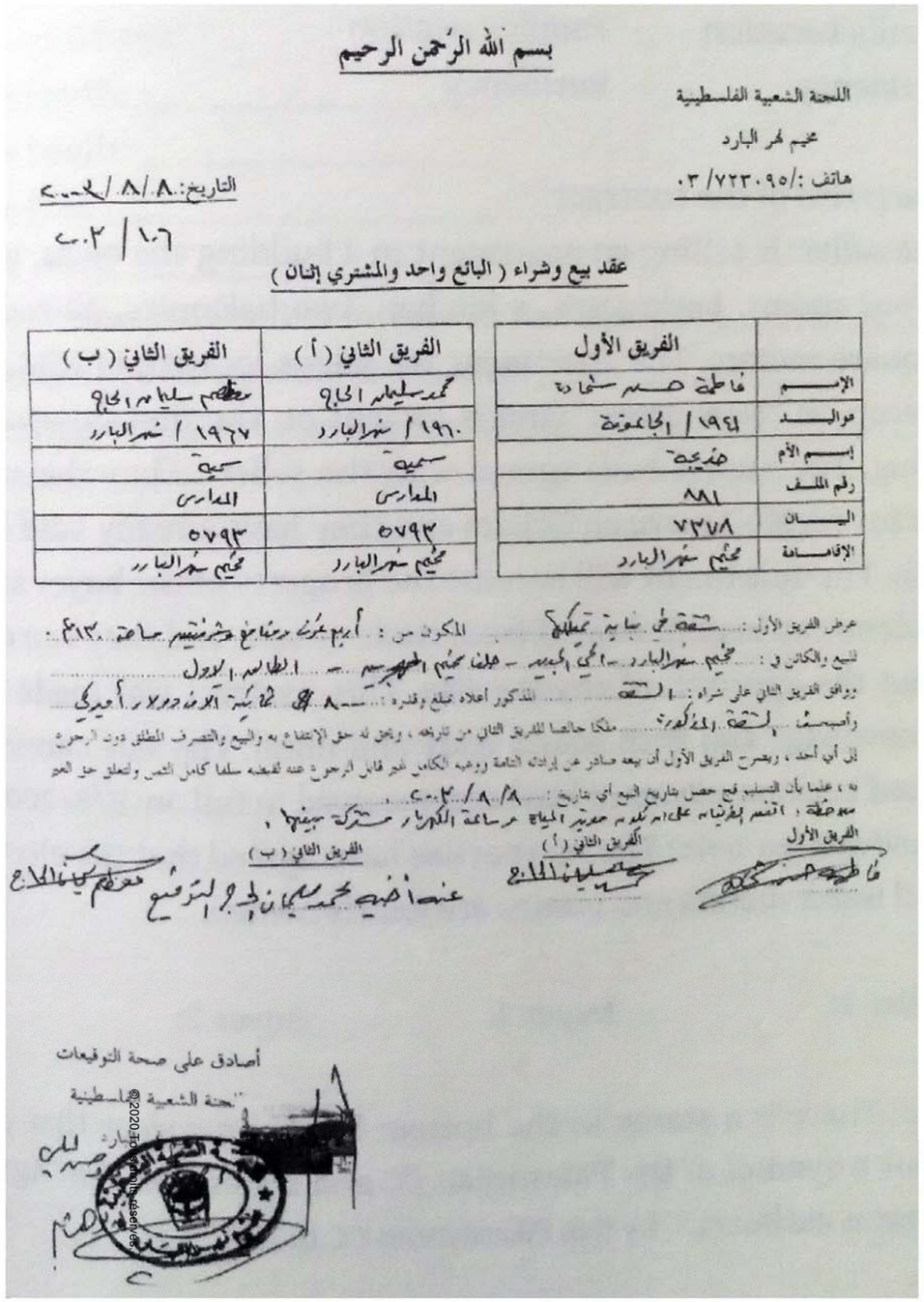
> *« Les titres officiels nous garderaient en sécurité et le Fatah nous avait dit qu'il pourra le faire »,* affirme un réfugié-propriétaire d'une fabrique de chocolat dans le camp de Beddawi, le 12 juillet 2004 (traduit de l'anglais par N. Tabet, dans Hajj, 2017, p. 96)

> *« Avant les CP, il n'y avait aucun moyen de posséder ou de revendiquer légalement une entreprise »,* affirme un autre réfugié–propriétaire d'une entreprise d'aluminium dans le camp de Nahr El-Bared, le 26 février 2007 (traduit de l'anglais par N. Tabet, dans Hajj, 2017, p. 97).

Ce système de titularisation définit un ensemble de procédures formelles pour l'enregistrement des biens informels des habitants et des règles pour la résolution des disputes foncières. Pour la location ou la vente des biens par exemple, des modèles de contrat sont développés et leur signature se fait dans le bureau du CP qui garde une copie. Quelques exemples de contrats de vente et d'achat sont illustrés par les figures 138 et 139 ci-dessous. Pour résoudre les disputes foncières, les membres du CP prennent la décision qui leur semble la plus juste, explique un membre du CP du camp de Nahr El-Bared (le 26/2/2007, dans Hajj, 2017, p. 97-8).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 137. Exemple d'un contrat de vente d'une maison située dans le camp de Nahr El-Bared en août 2003
Source : Appendix A, Title 2, Palestinian people's committee; Beddawi camp, extrait de Hajj, 2017, p. 151-3. Traduit de l'arabe par N. Tabet.



بسم الله الرحمن الرحيم

اللجنة الشعبية الفلسطينية
مخيم نهر البارد
هاتف: ٠٣/٧٢٣٠٩٥/

التاريخ: ٨/٨/٢٠٠٣
٢٠٠٣ / ١٠٦

عقد بيع وشراء (البائع واحد والمشتري إثنان)

	الفريق الأول	الفريق الثاني (أ)	الفريق الثاني (ب)
الإسم	فاطمة حسن شحادة	محمد سليمان الحاج	معتصم سليمان الحاج
مواليد	١٩٤١ / الجامونة	١٩٦٠ / نهر البارد	١٩٦٧ / نهر البارد
إسم الأم	خديجة	سميحة	سميحة
رقم الملف	٨٨١	المدارس	المدارس
البيان	٧٣٧٨	٥٧٩٣	٥٧٩٣
الإقامة	مخيم نهر البارد	مخيم نهر البارد	مخيم نهر البارد

عرض الفريق الأول: ... المكون من: ...
البيع والكائن في: مخيم نهر البارد ...
يوافق الفريق الثاني على شراء: ... المذكور أعلاه بمبلغ وقدره: ...
وأصبح ... ملكا خالصا للفريق الثاني من تاريخه، ويحق له حق الإنتفاع به والبيع والتصرف المطلق دون الرجوع إلى أي أحد، ويصرح الفريق الأول أن بيعه صادر عن إرادته التامة ووجه الكامل غير قابل الرجوع عنه لقبضه سلما كامل الثمن وتعلق حق العقد به، علما بأن التسليم فتح حصل بتاريخ البيع أي بتاريخ: ...
معه صفة، اقتسم إقرانيا على عداد كهرباء مشترك بينهما.

الفريق الأول — الفريق الثاني (أ) — الفريق الثاني (ب)

عناصر الشرطة

أصادق على صحة التوقيعات
اللجنة الشعبية الفلسطينية

© 2020 Tous droits réservés.

Au nom de Dieu le Miséricordieux

Comité Populaire Palestinien
Camp de Nahr El-Bared
Tel : 03/723095/ Date : le 8/8/2003

Contrat de vente et d'achat (un vendeur et deux acheteurs)

	Equipe 1 - le vendeur
Nom	Fatme Hasan Chehadeh
Date de naiss.	1941 / Al-Jamouneh
Nom de la mère	Khadijeh
Num. du dossier	881
Lieu de famille	7378
Résidence	Camp de Nahr El-Bared

	Equipe 2 - (A) acheteur 1	Equipe 2 - (B) acheteur 2
Nom	Mohamad Sleiman El-Hajj	Moasam Sleiman El-Hajj
Date de naiss.	1967 / Nahr El-Bared	1967 / Nahr El-Bared
Nom de la mère	Samiyeh	Samiyeh
Num. du dossier	Al-madares	Al-madares
Lieu de famille	5793	5793
Résidence	Camp de Nahr El-Bared	Camp de Nahr El-Bared

L'équipe 1 offre en vente : un appartement dans le bâtiment *tamikeleh* composé de quatre chambres, des toilettes, une cuisine et deux balcons, surface 130 m2, situé dans le camp de Nahr El-Bared - *Hay El-Kbir* - derrière le camp des *Mouhajjarins* - premier étage.
L'équipe 2 a accepté d'acheter : l'appartement mentionné ci-dessus pour le prix de 8000$, huit mille dollars (environ 7000 euros), et l'appartement mentionné ci-dessus est devenu la propriété de l'équipe 2 à partir de cette date. L'équipe 2 a droit à l'usufruit, la vente et la disposition absolue du bien sans se référer à personne.
L'équipe 1 atteste que sa décision de la vente est de sa propre volonté et de sa propre conscience. La vente est irréversible parce que le paiement a été reçu en espèces dans sa totalité. La réception du bien a eu lieu le jour de la vente le 8/8/2003.
Note manuscrite : les deux équipes se sont mises d'accord que les compteurs d'électricité et d'eau et les pompes sont en copropriété.

Equipe 1 Equipe 2 (A)- acheteur 1 Equipe 2 (B)- acheteur 2

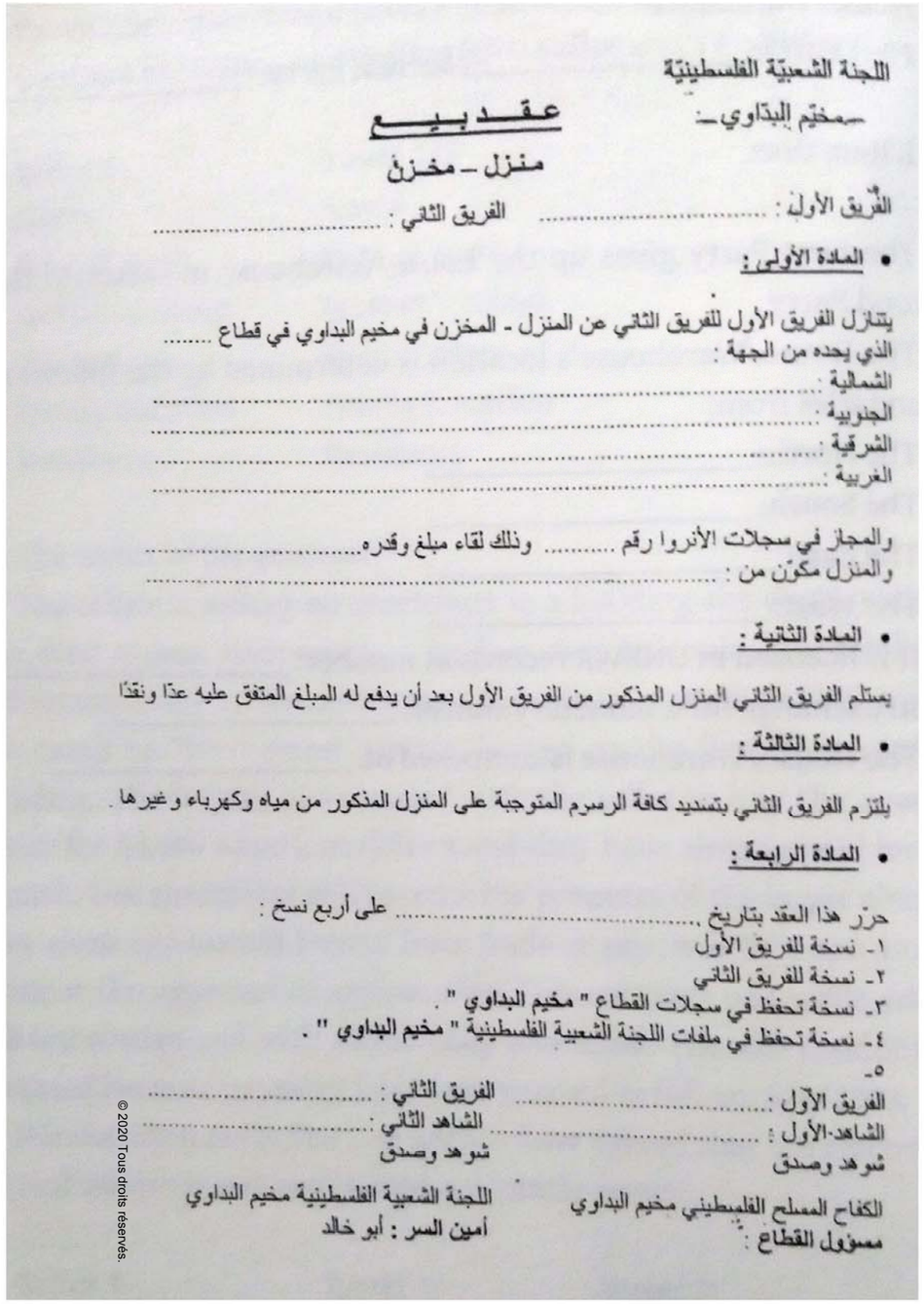
Je valide l'authenticité des infomations
Comité Populaire Palestinien de Nahr El-Bared

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Figure 138. Modèle du contrat d'achat et de vente d'une propriété foncière utilisé dans le camp de Beddawi
Source : Appendix A, Title 1, NBC camp extrait de Hajj, 2017, p. 149-50. Traduit de l'arabe par N. Tabet.



اللجنة الشعبيّة الفلسطينيّة
ـمخيّم البدّاوي ـ

عقـــد بيـــع

منـزل – مخـزن

الفريق الأول : ..... الفريق الثاني : .....

- **المادة الأولى :**

يتنازل الفريق الأول للفريق الثاني عن المنزل - المخزن في مخيم البداوي في قطاع ..... الذي يحده من الجهة :
الشمالية : .....
الجنوبية : .....
الشرقية : .....
الغربية : .....

والمجاز في سجلات الأنروا رقم ..... وذلك لقاء مبلغ وقدره.....
والمنزل مكوّن من : .....

- **المادة الثانية :**

يستلم الفريق الثاني المنزل المذكور من الفريق الأول بعد أن يدفع له المبلغ المتفق عليه عدًا ونقدًا

- **المادة الثالثة :**

يلتزم الفريق الثاني بتسديد كافة الرسوم المتوجبة على المنزل المذكور من مياه وكهرباء وغيرها .

- **المادة الرابعة :**

حرّر هذا العقد بتاريخ ..... على أربع نسخ :
١- نسخة للفريق الأول
٢- نسخة للفريق الثاني
٣- نسخة تحفظ في سجلات القطاع " **مخيم البداوي** " .
٤- نسخة تحفظ في ملفات اللجنة الشعبية الفلسطينية " **مخيم البداوي** " .
٥-

الفريق الأول : ..... الفريق الثاني : .....
الشاهد الأول : ..... الشاهد الثاني : .....
شوهد وصدق **شوهد وصدق**
الكفاح المسلح الفلسطيني مخيم البداوي — اللجنة الشعبية الفلسطينية مخيم البداوي
مسؤول القطاع : **أمين السر : أبو خالد**

© 2020 Tous droits réservés.

Au nom de Dieu le Miséricordieux

Comité Populaire Palestinien
Camp de Bedddawi

Contrat de vente
Maison - dépôt

Equipe 1 : ..... Equipe 2 : .....

Article 1 :

La première équipe renonce à la deuxième équipe la maison - le dépôt dans le camp de Beddawi, situé dans le secteur ..... , délimité du côté :
Nord : .....
Sud : .....
Est : .....
Ouest : .....
Et inscrit dans les registres de l'UNRWA numéro ..... et cela en échange d´un prix d'un montant de ..... et la maison est constituée de : .....

Article 2 :

L'équipe 2 reçoit la maison mentionnée ci-dessus de l'équipe 1 après avoir payé le montant convenu en espèces.

Article 3 :

L'équipe 2 s'engage à payer tous les frais de la maison mentionnée en termes d'eau, d'électricité ou d'autres.

Article 4 :

Ce contrat est daté du ..... et sous forme de quatre copies :
1. Une copie pour l'équipe 1
2. Une copie pour l'équipe 2
3 Une copie gardée dans les registres du secteur "camp de Beddawi"
4. Une copie gardée dans les regitres du Comité Populaire Palestinien "camp de Beddawi".
5. Equipe 1: ..... Equipe 2 : .....
Témoin 1 : ..... Témoin 2 : .....
Vu et véridique Vu et véridique

Al-Kifah Al-Mousallah Palestinien du camp de Beddawi — CP Palestinien du camp de Beddawi
Responsable du secteur : — Secrétaire : Abou Khaled

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Par cette formalisation de titres de propriété, les réfugiés deviennent, au regard de leur communauté et des autorités des camps, les propriétaires des biens fonciers qu'ils occupent depuis plusieurs décennies. Toutefois, cette titularisation de l'occupation constitue un modèle de propriété informel dans le sens où elle n'est pas reconnue par l'Etat libanais. Malgré cette informalité, la titularisation leur assure une sécurité de logement dans un contexte de privation de leurs droits à la propriété foncière : une enquête menée au début des années 90 dans les camps et les regroupements palestiniens du Liban révèle qu'environ 79% des habitants se réclament propriétaires de leur logement (El-Madi, 1995, cité dans Abbas, Shaaban, Sirhan, et Hassan, 1997, p. 382). Ce modèle de titularisation confère au logement informel du camp non seulement une valeur d'usage mais aussi une valeur d'échange. En ce faisant, il conduit au développement d'un marché foncier dans les camps, un marché *« où la rentabilité repose sur l'absence de planification et de réglementation formelles »* (traduit de l'anglais par N. Tabet, Baross, 1990 et Dowall, 1991, cité dans Roy, 2005, p. 148-9).

2.1. L'instabilité politique : un facteur de densification verticale du camp

L'étude des effets de la mise en place de ce système de titularisation foncière et de ses dimensions politiques sur le développement et l'organisation d'un marché foncier dans le camp conduisant à sa densification verticale se fera un peu plus loin dans cette partie. Il s'agit d'abord de souligner que ce système de titularisation ne constitue pas l'unique facteur de densification verticale du camp. La déstabilisation politique du pays, notamment les effets de l'impasse politique dans laquelle se trouve le Liban à partir de 2004 a aussi un effet direct sur l'extension verticale du camp de Bourj El-Barajneh.

Le 26 avril 2005, les derniers soldats syriens partent du Liban mettant fin aux quinze années de tutelle militaire et politique syrienne sur le pays et les camps. Avec le départ de l'armée syrienne, le Hezbollah devient le *« dépositaire des intérêts syriens au Liban »* (Rougier, 2005, p. 60). La question des camps palestiniens, placée sous hégémonie syrienne depuis 1990, passe aux mains du Hezbollah. A l'échelle micro du camp de Bourj El-Barajneh, le Hezbollah soutient les factions palestiniennes pro-syriennes, empêchant le Fatah de reprendre le pouvoir (Rougier, 2005, p. 59). Les factions palestiniennes pro-Hezbollah occupent les sièges de pouvoir : le CP de l'Alliance des forces palestiniennes, des forces islamiques et des partisans de Dieu (*al-tahalof*) continue à assurer la gestion urbaine du camp. A l'échelle méso, le Hezbollah contrôle depuis 1982 la banlieue sud de Beyrouth – la *Dahyeh* au sein de laquelle il offre à sa clientèle politique une multitude de services sociaux (éducation, santé, médias, *etc*.), urbains (approvisionnement en électricité, en eau, *etc*.) et religieux (Picard, 2007, p. 91).

En juillet 2006, le Hezbollah capture deux soldats israéliens à la frontière israélo-libanaise, l'opération rompt l'équilibre frontalier et pousse Israel à lancer contre le Liban une guerre de 33 jours. L'armée israélienne vise principalement les lieux du Hezbollah dont la *Dahyeh*, au sein de laquelle se situe le camp. A la fin de cette guerre de 2006, la

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

*Dahye*h compte 30% des dégâts résidentiels (figure 140) et dès le premier jour du cessez-le-feu, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah promet la reconstruction de la banlieue sud *« plus belle qu'elle ne l'était »* (*Al-Akhbar* et *As-Safir*, le 12 et 13 nov. 2006, dans Fawaz, 2014, p. 924 ; Verdeil, 2007, p. 29).

Figure 139. Répartition régionale des dégâts aux habitations et commerces lors de la « guerre des trente-trois jours »

Source : CDR, 17 août 2006 cité par The Lebanon Weekly Monitor, Banque Audi. Extrait de Verdeil, 2007, p. 27.

Région	Coût en millions de dollars	% du coût total
Baabda (banlieue sud)	730	30
Total Liban-Sud	1175	49
Total Bekaa	100	4
Autres et dégâts non localisés	401	17
Total	2406	100

Le camp, son réseau d'infrastructure et ses habitations, dépourvues de fondations et de piliers, sont gravement touchés par cette guerre et les réparations d'après-guerre sont prises en charge par l'UNRWA ;

> *Les bombardements de la banlieue et les tremblements causent des fissurations dans le bâti du camp. Nous avons reçu une donation d'environ 450 000$ du Japon et du Danemark (…) pour la réhabilitation du bâti des camps du Liban. L'UNRWA a décidé de ne pas répartir le budget sur tout le territoire et de le dépenser sur une région spécifique, la région Liban Centre et donc les camps de Beyrouth. Et où il y avait le plus de dégâts ? A Bourj El-Barajneh (…). Nous avons réhabilité un total de 320 maisons à Bourj El-Barajneh,* affirment le directeur des services de l'UNRWA de la région de Beyrouth et le directeur des services UNRWA du camp, le 19 août 2016.

Si la guerre de 2006 va reconfigurer l'environnement bâti du camp, la période post-retrait syrien du Liban caractérisée par un vide institutionnel au Liban, contribue profondément à l'extension verticale du camp. En effet, la période post-retrait syrien du Liban est caractérisée par une gestion étatique quasi inexistante : la réélection présidentielle inconstitutionnelle de Emile Lahoud en 2004 divise la scène politique libanaise en deux blocs ; les forces du 14 mars, pro-occidentales, et l'alliance du 8 mars, pro-syriennes (Hasbani, 2007, p. 40). La polarisation de la scène politique conduit le pays dans un vide électoral qui dure 18 mois ; de fin novembre 2007 - date de la fin de la présidence de Lahoud jusqu'à fin mai 2008 - date de l'élection présidentielle de Michel Sleiman. Le Liban traverse durant cette période une crise politique et sécuritaire que le gouvernement, faible, et le Parlement, paralysé, ne parviennent pas à modérer (Youssef, 2013, p. 746). Les habitants du camp et les habitants des quartiers informels voisins profitent de ces

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

instabilités politiques pour occuper les terrains vides aux limites du camp. Et selon ses habitants, le camp connait entre 2007 et 2008 une importante extension de sa surface.

> *Après la guerre de Juillet (guerre des 33 jours) entre 2007 et 2008, à l'époque de Siniora et de la crise, le camp connait une extension importante sur les terrains vides surtout en direction du quartier des Baalbakiyeh. (…) Le fils du camp, pas tout le monde certainement, mais le fils du camp qui a du pouvoir et de l'influence négocie avec le fils des Baalbakiyeh le prix du terrain vide,* explique El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Le fils du camp négocie avec le fils de *Baalbakiyeh* le prix du terrain vide situé entre ces deux territoires. Le terrain n'appartient ni à l'un ni à l'autre mais le fils de *Baalbakiyeh* fixe son prix et le fils du camp lui achète le terrain et se construit un bâtiment.

> *Tous ces nouveaux bâtiments que tu vois à la limite entre le camp et les Baalbakiyeh, tout a poussé en 2007 - 2008. Avant c'était des terrains vides. Une importante partie du camp s'est construite à cette époque,* ajoute El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

Mais pourquoi occuper les terrains vides, construire des bâtiments et en faire un marché ? Ces activités de construction récentes sont des indicateurs d'un marché aux logements qui se développe dans le camp. Elles nous poussent à nous interroger par la suite sur les origines de ce marché et l'articulation entre celui-ci et l'évolution de l'environnement bâti du camp.

2.2. Exclusion spatiale et densification verticale du camp de Bourj El-Barajneh

2.2.1. La loi sur l'acquisition de droits immobiliers non libanais au Liban

Le cadre juridique de la présence palestinienne au Liban est un facteur de stimulation du marché aux logements du camp. En effet, avant 2001, les Palestiniens pouvaient posséder jusqu'à 5 000 m^2 de terrain au Liban sans autorisation ou permis préalable du Conseil des Ministres (Saghieh et Saghieh, 2008, p. 20). Mais le décret 11614 de 1969 est modifié en 2001 par la loi n°296 sur l'acquisition de droits immobiliers des non-Libanais au Liban énonçant que :

> *« Aucun droit réel d'aucune sorte ne peut être acquis par une personne qui n'a pas la citoyenneté délivrée par un État reconnu ou par une personne si son acquisition est en contradiction avec les dispositions de la Constitution relatives à l'interdiction de l'établissement permanent (Al-tawteen) »* (Al-Natour, 2002, p. 7).

En résumé, cette loi relie *Al-tawteen* palestinien à leurs droits immobiliers. Elle implique que l'acquisition de biens immobiliers conduirait à leur installation permanente au Liban

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

(Al-Natour, 2002, p. 17 ; Saghieh et Saghieh, 2008, p. 20). La loi relie la question de la propriété immobilière à la fois au *tawteen* politique (naturalisation) et au *tawteen* par l'immobilier. Ainsi témoignent les positions des députés au moment de l'adoption de la loi (les extraits sont traduits de l'arabe par N. Tabet, dans Al-Natour, 2002, p. 10-3) :

> *« (...) certains d'entre nous craignent que le (ancien) texte ambigu conduise à une implantation permanente. Des craintes que la possession de 200000 appartements par les 200000 Palestiniens conduise au tawteen »* affirme le député Harb lors d'une session parlementaire en mars 2001 ;
>
> *« (...) nous ne sommes pas contre le droit à la propriété du Palestinien, mais la propriété d'un tel nombre démographique peut les mener à ne pas retourner chez eux »* affirme le député Abi Nasr lors de la même session.

A partir de 2001, les Palestiniens ne détiennent plus de droit à la propriété immobilière au Liban. La loi leur interdit l'acquisition de droits immobiliers comme la propriété, le droit de construire ou de posséder des bâtiments sur un terrain sans posséder ledit terrain (Saghieh et Saghieh, 2008, p. 76). Elle leur interdit le transfert de ces biens par héritage, donation ou testament. Les droits réels d'un Palestinien décédé ne peuvent plus être transférés à ses héritiers palestiniens et deviennent la propriété du *Waqf* islamique (Saghieh et Saghieh, 2008, p. 20). Aucune disposition, en termes d'indemnisation, n'est accordée à ceux qui avaient acheté des biens avant 2001, comme de nombreux Palestiniens ayant acheté un bien immobilier avant 2001 mais ne l'ayant pas enregistré au Registre Foncier (RF) pour des raisons financières (les frais d'enregistrement vont jusqu'à 6% de la valeur du bien) ou parce qu'ils paient toujours les frais de vente et ne peuvent enregistrer le bien qu'après la fin des paiements.

Avec la nouvelle loi, ces Palestiniens perdent la propriété du bien dont l'acquisition ne prend effet qu'à partir de la date de son enregistrement au RF (Saghieh et Saghieh, 2008, p. 21-2). C'est le cas aussi des Palestiniens qui ont enregistré leur bien immobilier au RF avant 2001, mais qui, avec la loi, ont perdu leurs droits de succession. La nouvelle loi interdit en effet aux Palestiniens d'hériter de biens immobiliers, même quand l'héritage provient d'un membre de famille libanais, comme par exemple la mère (Al-Natour, 2002, p. 19). Avec cette loi, les Palestiniens perdent le droit d'acheter un terrain par procuration irrévocable passée devant un notaire, ou encore d'enregistrer une propriété au RF.

L'adoption de la loi initie le développement de nouvelles pratiques informelles d'achat et de vente de biens dans les camps et en dehors, avec par exemple l'enregistrement des biens du Palestinien au nom d'un Libanais, malgré l'interdiction d'utiliser un prête-nom pour dissimuler son identité (Saghieh et Saghieh, 2008, p. 14 et 21 ; Al-Natour, 2002, p. 17-8). D'après Sayigh (2001), cette loi touche principalement les Palestiniens des camps, car la majorité des Palestiniens des classes supérieures et moyennes possèdent des passeports étrangers ou libanais qui les protègent. Dans le camp de Bourj El-Barajneh, pour répondre aux besoins en logement d'une population croissante, les habitants se

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

voient, à partir de 2001, obligés de densifier le camp verticalement. Et si certains construisent des étages pour leurs enfants dans le futur, avec le système de titularisation instauré par l'OLP, d'autres arrivent à construire et faire du commerce.

> *C'est normal, on ne peut plus être propriétaire à l'extérieur, on va essayer de s'étendre dans le camp. (…) La construction a rendu beaucoup de gens avides, ils ne pensent qu'à eux-mêmes. Pourquoi ne pas construire 10 étages, les vendre ou les louer et garantir une ressource économique à la fin du mois ?,* affirme El-Hage Ali, le 22 juin 2016.

> *Il faut placer la réalité de la construction dans le camp dans son contexte. Ces constructions sont une réaction à la croissance de la population et à la décision gouvernementale d'interdire l'accès à la propriété des Palestiniens. (…) C'est une conséquence des décisions discriminatoires à notre égard,* affirme Omar, secrétaire CP-OLP du camp, le 10 juillet 2016.

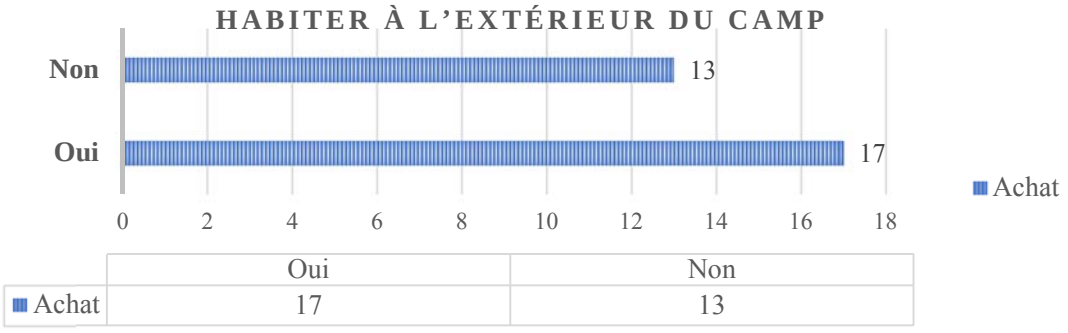
Cette exclusion de l'accès à la propriété ajoutée aux restrictions à l'accès à l'emploi des Palestiniens renforcent la vulnérabilité économique de la population du camp et détériorent les conditions de vie dans le camp.

2.2.2. Exclusion de la propriété foncière et densification verticale du camp

Pour vérifier si la densification physique et démographique palestinienne du camp est le résultat de l'exclusion de la propriété immobilière hors-camp ou pas, une enquête a été réalisée auprès de 30 habitants du camp sur leur choix d'habiter dans le camp (annexe 4 – partie C). Celle-ci montre clairement la relation entre l'exclusion de la propriété foncière et la densification dans le camp (annexe 4, annexe C). A la question « Si la loi foncière libanaise change permettant la propriété aux Palestiniens et vous avez les moyens financiers d'acheter un logement et d'habiter dehors, le feriez-vous ? », 17 des 30 enquêtés habiteraient en tant que propriétaires à l'extérieur du camp s´ils avaient les moyens de le faire (figure 140).

Figure 140. Résultat de l'enquête sur le choix d'acheter un appartement et d'habiter à l'extérieur du camp

L'enquête a été réalisée le 10 janvier et le 12 janvier 2017 auprès de 30 hommes entre 19 et 61 ans dans trois lieux différents dans le camp (annexe 4).



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Leurs choix sont justifiés par des champs lexicaux proches de la *« tranquillité »* et des *« enfants »*. Le tableau et le nuage de mots de la figure 141 illustrent les mots les plus utilisés dans la justification des choix. Six des enquêtés parlent de la tranquillité qu'ils retrouveront dehors, sept pensent qu'habiter dehors sera mieux pour les enfants et leur futur, alors que deux personnes pensent qu'habiter dehors leur permettra de respirer, faisant référence à la forte densité du camp.

Figure 141. Nuage de mots réalisé à partir des réponses à l'enquête
Réalisation : Nicole Tabet. 2018. Via le logiciel Nvivo.



Mot	Longueur du mot	Répétition
enfants	7	7
tranquillité	12	6
futur	5	2
respirer	8	2
calme	5	1

Ce choix d'habiter hors camp est également justifié par le problème d'insécurité dans le camp (mentionné 3 fois), ainsi que les mots « inquiétude », « invivable », « pression » et « absence de loi » (chacun mentionné 2 fois). En ce sens, la densification verticale du camp apparait non seulement comme l'affirmation d'une identité palestinienne développée dans la partie 1 de ce chapitre, mais aussi comme la conséquence d'un contexte juridique discriminatoire qui enferme les Palestiniens dans le camp.

2.3. Les techniques de la verticalité dense dans le camp

Récemment, l'arrivée dans le camp de réfugiés syriens et palestiniens en provenance de la Syrie suite à la guerre syrienne de 2011, provoque une forte demande en logements à loyer abordable. Pour les réfugiés syriens, l'attractivité du camp repose sur deux principaux critères : son offre en logements à loyer abordable - variant entre 100 et 300$ (environ 90 euros et 265 euros) par mois, selon la surface et la localisation du logement, et sa proximité de la capitale et donc des offres d'emploi (Tabet, 2017, p. 236-243). Pour les réfugiés palestiniens en provenance de Syrie, avec les restrictions mises en place pour la régularisation et l'obtention de leurs papiers, le camp constitue également un refuge, échappant aux contrôles des autorités libanaises.

> *Ce n'est pas uniquement une question de loyers moins chers. Pour le Palestinien de la Syrie, c'est aussi une question de mobilité. Par exemple, une*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *personne dont le visa ou le titre de séjour est périmé et dont le renouvellement est refusé risque à chaque seconde de se faire contrôler s'il habite dehors. Dans le camp, personne ne lui dit rien,* affirme le directeur des services de l'UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.

Certes, il existait avant 2011, une présence de migrants syriens et palestiniens en provenance de la Syrie dans le camp, mais celle-ci s'intensifie avec la crise. En 2016, les autorités palestiniennes du camp (CP-*tahalof*) recensent la présence de 13 000 réfugiés et migrants syriens, de 2000 réfugiés palestiniens en provenance de la Syrie et de 1000 étrangers de différentes origines – libanaise, bangladaise, sri-lankaise, *etc.* - sur 20 000 Palestiniens *fils du camp,* soit un total de 36000 habitants sur une surface de 21,6 ha. La densité de population du camp en 2016 est de 166 666 hab./km^2, neuf fois la densité de la ville de Beyrouth en 2007[140]. L'arrivée de ces nouveaux réfugiés dynamise le marché de logement locatif et de vente du camp et déclenche un phénomène de densification verticale.

> *Ce phénomène de construction s'est intensifié ces dernières 4 années. Avant, on ajoutait un étage en plus pour ouvrir un magasin au RDC pour travailler par exemple. (...) Mais cette effervescence de chantiers de construction est récente. Avant, les bâtiments étaient de deux, trois étages. Aujourd'hui les bâtiments sont devenus des tours*, explique le directeur des services de l'UNRWA dans le camp, le 10 décembre 2015.

Pour *les fils du camp,* la construction apparait comme une source de revenus et certains en profitent pour faire du *business*. Mais ces constructions sont illégales aux yeux de la municipalité de Bourj El-Barajneh, qu'il s'agisse d'une densification verticale, de l'occupation des terrains vides autour du camp ou des transactions de location et de vente. En effet, malgré le système de titularisation des popriétés de l'OLP, les réfugiés ne détiennent pas la propriété des terrains sur lesquels ils sont installés. De surcroît, la densification verticale du camp, sans aucun suivi technique, implique un danger pour les habitants de la municipalité (dans le cas de l'effondrement d'un bâtiment par exemple).

> *Ils (les Palestiniens du camp) ont fait du camp une ville. Il y a 15 ans, sur toute cette surface, on ne trouvait pas un seul bâtiment. Ils l'ont annexé au camp et ont même construit un masjed, masjed El-Forkan (mosquée). J'ai refusé d'assister à son ouverture. Je la considère illégale, construite sur le terrain d'autrui,* affirme Bilal, membre de la municipalité de Bourj El-Barajneh, le 13 août 2016.

[140] La densité de Beyrouth est de 18437 hab./km^2 en 2007. Le calcul se base sur : la superficie de Beyrouth de 19.6 km^2 (Ministère de l'Environnement, 2001 dans Yassin, 2012, p. 64). Beyrouth compte 361366 hab. en 2007, d'après les données disponibles les plus récentes, issues du site internet de l'Administration Centrale des Statistiques.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Les CP du camp tolèrent ce phénomène de densification et organisent même les transactions de location et de vente qui en résultent. Pour eux, cette densification apparait comme une conséquence des restrictions imposées aux Palestiniens en termes d'accès à la propriété. Ces restrictions poussent les habitants à saisir les opportunités qui surgissent dans le camp - le marché de construction - pour améliorer leurs conditions de vie. En le faisant, ils développent un savoir-faire dans la construction, contournant les restrictions foncières imposées par les autorités libanaises.

Deux démarches permettent le rajout d'étages dans le camp : la première est longue et passe par l'UNRWA et les autorités libanaises et autorise le rajout d'un étage maximum, par nécessité. La deuxième est plus rapide et se réalise en cachette, en échappant au contrôle des gendarmes, et ne connait aucune limitation quant à la hauteur du bâti.

2.3.1. Constructions autorisées par les Forces de Sécurité Intérieures

La première démarche concerne la réhabilitation d'un bâti existant et dans certains cas l'ajout d'un étage. Ces travaux sont autorisés par les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) pour les camps de Beyrouth et par l'armée libanaise pour le reste des camps du Liban. La réhabilitation est gérée par le *Shelter Rehabilitation Unit* (SRU) de l'ICIP-UNRWA et concerne les logements des Palestiniens les plus vulnérables du camp. Selon les cas, cette procédure résulte en une rénovation, un renforcement structurel ou la démolition puis la reconstruction des habitations dans des mauvaises conditions d'habitabilité. La reconstruction se réalise dans les limites de l'ancien bâti. La SRU adopte une approche de *self-help* suivant laquelle le ménage se charge de réhabiliter son logement.

> *Les travaux qui nous (ICIP) concernent sont par exemple le cas où le toit ou les murs ont besoin d'être démolis et reconstruits, ou bien s'ils ont besoin de renforcement structurel, s'ils n'ont pas d'enduit, s'il n'y a pas de carrelage, de cuisine, de tuyauterie, etc. (…) Si le prix des travaux est supérieur au prix de la démolition et de la reconstruction, on démolit et on reconstruit,* affirme Abdel-Aal, directeur de l'ICIP, le 4 janvier 2017.

La SRU envisage une extension verticale seulement dans le cas où le logement n'accomplit pas les critères d'habitabilité basés sur le rapport entre la surface de l'habitation et le nombre de personnes qui l'habite (figure 142).

Figure 142. Les standards de la *SRU* pour l'habitabilité des logements

Source : données tirées de l'entretien avec Abdel-Aal, le 4 janvier 2017

Taille du ménage	Organigramme
1 à 2 personnes	Une cuisine, une salle de bain et une chambre
3 à 5 personnes	Une cuisine, une salle de bain et deux chambres
6 à 8 personnes	Une cuisine, une salle de bain et trois chambres

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Comment réhabiliter son logement dans le camp via la SRU ?

Le Palestinien du camp dépose une demande d'autorisation de réhabilitation auprès de la SRU. Des ingénieurs et des travailleurs sociaux de l'unité réalisent une évaluation du logement en question. La décision est prise selon un système de notation basé sur des critères socio-économiques du ménage et des critères physiques du logement. Les travailleurs sociaux se concertent ensuite avec la famille pour décider des travaux à réaliser et estimer le budget. Une fois le budget fixé, un accord de *self-help* est signé entre la SRU et la famille. La famille se charge de la réhabilitation du logement et la SRU lui rembourse les frais, suivant des périodes d'acompte de paiement. D'après le directeur du l'ICIP, ce système d'auto-assistance permet d'éviter de passer par un constructeur et donc de faire des économies de budget, tout en encourageant l'autonomie des habitants.

Mais l'accès aux matériaux de construction dans les camps est restreint. D'autant que tout projet de construction dans le camp a besoin d'une autorisation des FSI, accompagnée de la liste détaillée des matériaux et des plans, explique Abdel-Aal. La SRU octroie au ménage une autorisation afin qu'il puisse faire pénétrer les matériaux pour ses travaux. Pour le faire, elle dépose une demande au bureau des FSI, accompagnée d'une liste détaillée des matériaux nécessaires. Un comité de gendarmes entre pour vérifier que l'état de la maison correspond aux besoins et aux travaux envisagés. Une fois la demande acceptée, l'UNRWA délivre le numéro de l'autorisation à la famille qui, avec ce numéro, peut faire passer les matériaux nécessaires au point de contrôle des FSI à la porte du camp. Avant chaque entrée de matériaux, le ménage fait signer à la gendarmerie un reçu des quantités dont il a besoin. Au contrôle à la porte, le gendarme vérifie que les quantités correspondent au reçu et que le reçu a bien été signé en bonne et due forme avant de laisser passer les matériaux. Si cette procédure *via* l'UNRWA semble claire, elle ne l'est pas dans son application, comme le montrent les notes de terrains ci-dessous.

> **Notes de terrain 8. Le 18 décembre 2016 vers 15h.**
>
> Nous avons croisé le frère d'Abou Jalal dans les ruelles du camp. (…) Il a déposé une demande de réhabilitation après que la toiture de sa maison se soit effondrée sur sa famille et que sa femme ait dû être hospitalisée. L'UNRWA lui a donné 1000$ pour louer un appartement pendant cinq mois, le temps que les travaux se terminent. Cinq mois après, rien n'avait changé. Le frère d'Abou Jalal appelle un membre du CS du camp et le menace de détruire la clinique de l'UNRWA. Le jour même, le directeur du camp l'appelle pour lui dire que les travaux de réparation commencent le lendemain.

D'après le directeur des services UNRWA du camp, la réalité des travaux dépend de l'humeur des gendarmes aux portes qui peuvent décider d'un jour au lendemain de ne plus laisser les matériaux passer. La démarche est susceptible de changer selon les

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

problèmes qui surgissent aux points de contrôle des camps de la capitale, explique t-il (entretien le 10 décembre 2015).

> **Notes de terrain 9. Le 13 décembre 2016 vers 13h.**
>
> L'association de Warda* a acheté un bâtiment dans le quartier As-Saïka pour le transformer en jardin d'enfants. (…) Le bâtiment sera démoli et reconstruit pour un prix de 125 000$. Warda m'explique qu'elle a déposé il y a un an la demande de travaux auprès de l'UNRWA et qu'elle vient juste de l'obtenir. (…) Elle veut tout faire selon les règles et a pris, pour cela, un an de retard, alors que d'autres ont déjà terminé leurs chantiers.

2.3.2. Les techniques de la verticalité dense : construire pour usage propre

La deuxième démarche concerne le rajout de plusieurs étages dans le camp conduisant à sa densification verticale intense (figure 143). Elle se réalise en cachette, échappant au contrôle des gendarmes, ou en accord informel avec eux. Elle est rendue possible par l'accessibilité de certains habitants à des matériaux de construction et à une main d'œuvre bon marché.

Figure 143. La densification verticale dans le camp

La photo a été prise à la limite sud du camp. Au deuxième et au troisième plan sur la photo, apparaissent trois chantiers de construction. Le bâtiment le plus élevé de la zone haute du camp montre une légère inclinaison vers la gauche, rappelant la qualité structurelle des bâtiments de dix et de douze étages qui poussent dans le camp.

Source : photo par N. Tabet, depuis l'extérieur, accompagnée par la police municipale, le 13 janvier 2017.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Dans l'interdiction de construire dans le camp (à l'exception des cas développés dans la partie antérieure), comment les habitants parviennent-ils à ajouter autant d'étages ? Comment ont-ils accès aux matériaux de construction pour le faire ?
L'obtention d'information sur la construction verticale du camp, hors du cadre formel validé par les membres FSI, a été très difficile. Parler avec des promoteurs du camp sur leurs expériences et les techniques employées pour pouvoir construire dans le camp est un sujet très délicat, m'explique Farid, *« je ne sais pas si je vais être capable de te mettre en contact avec eux. La construction et la drogue sont les deux sujets les plus délicats dans le camp. Je ne sais pas s'ils vont accepter de parler avec toi. Je peux te mettre en contact avec des personnes qui ont ajouté un étage pour usage propre si tu veux »* affirme-t-il (17 décembre 2016). Farid n'est pas la seule personne à refuser de nous mettre en contact avec des promoteurs-habitants du camp. Lors de nos entretiens, la majorité des interviewés ont également refusé de le faire et, pour ceux qui ont accepté, ils ne l'ont finalement jamais fait. Les notes de terrain 10 et 11 ci-dessous témoignent des difficultés rencontrées pour obtenir des informations sur cette extension verticale dense du camp.

Notes de terrain 10. Le 31 juillet 2016 vers 13h.

Chaza ne pourra pas m'aider avec les entretiens sur la construction. Elle dit qu'elle n'est pas connue dans le camp et que personne ne pourra la soutenir ; elle n'a pas accès à ces gens-là. Chez elle, sa mère lui demande de me présenter à son cousin qui construit des bâtiments dans le camp. Elle a dit que c'était impossible, qu'il n'acceptera pas parce que je ne suis pas voilée.

Notes de terrain 11. Le 4 janvier 2017 vers 14h.

Lors de la visite guidée avec Abou Jalal, j'ai pris en vidéo le chemin que nous avons suivi. (…) Dans le « nouveau quartier du camp » - l'extension illégale sud-ouest, il m'explique que la zone a été construite par des Palestiniens et des chiites.
Auteure : Ont-ils la propriété de ces bâtiments ?
Abou Jalal : Oui bien sûr.
Auteure : Propriétaires ? C'est-à-dire qu'ils ont acheté le terrain, que ce ne sont pas des empiètements sur les terrains des autres ?
Abou Jalal : Ils les achètent mais pas de leurs vrais propriétaires. Ils les achètent de ceux qui monopolisent (ihtikar) les terrains.

Arrivés devant le plus haut bâtiment de la zone (RDC + 11), il me demande de ne pas le prendre en photos.

Abou Jalal : ce bâtiment ne le filme pas pour qu'ils ne nous disent rien.

J'ai éteint la caméra sans oser demander pourquoi. Abou Jalal m'a promis de me mettre en contact avec le constructeur-propriétaire du bâtiment (figure 143).

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Face à ces difficultés, la recherche d'informations relatives aux constructions de plusieurs étages dans le camp a pris trois formes:

- Onze questions sur l'expérience de construire dans le camp, posées à 30 habitants choisis grâce à l'aide de Farid qui nous a accompagnée lors de l'enquête (annexe 4),
- Des entretiens enregistrés auprès des acteurs-clés du camp qui parlent du processus de construction dans le camp : le secrétaire du CP-OLP, le secrétaire CP-tahalof, le directeur du camp et un membre du Comité Sécuritaire du camp,
- Un entretien enregistré avec Aïda, une habitante qui a ajouté deux étages pour ses fils,
- D'après nos entretiens, les principaux promoteurs-habitants du camp sont environ 4 à 6 personnes. Nous avons réussi à obtenir un entretien non enregistré avec Rabih, un d'eux.

Construire des étages pour usage propre

Deux motifs sous-tendent l'extension verticale du camp. Le premier concerne l'ajout des étages pour usage propre (généralement pour sa famille). Le deuxième concerne l'ajout de plusieurs étages pour vendre ou louer des appartements. Les onze questions de l'enquête menée en janvier 2017, posées à 30 habitants sur leur propre expérience de la construction d'un ou deux étages dans le camp pour usage propre, tentent de dégager une compréhension globale de la situation et des techniques de construction dans le camp afin d'en déduire un noyau commun qui va au-delà des ouï-dire sur la construction.

Ces questions portent sur les caractéristiques du logement de l'enquêté, le prix des travaux et les modalités d'accès aux matériaux de construction. Les réponses obtenues divisent les enquêtés en deux groupes : (1) ceux qui ont construit avant le « boom de construction » en 2012 (figure 144) et (2) ceux qui ont construit après 2012 (figure 146). Le groupe 1 atteste qu'avant le récent boom de construction, ils pouvaient accéder sans problème à des matériaux. Cela est illustré dans les réponses de quelques enquêtés qui ont construit un étage avant 2012 et affiché dans le tableau de la figure 144 ci-dessous.

Figure 144. La construction dans le camp avant 2012-2013

Les réponses du groupe 1 : les enquêtés qui ont ajouté un étage avant 2012

Groupe (1). Construire avant le boom immobilier récent
Amir (33 ans) Amir habite dans un bâtiment de trois étages. Il y a huit ans, ses parents lui ont construit un étage. L'appartement couvre une surface de 80 m^2 et compte deux chambres, un salon, une cuisine et une salle de bain (SDB). Ils ont payé 30000$ pour les travaux. Amir dit qu'ils n'ont pas eu de problème de transport des matériaux dans le camp, cela n'étant pas interdit avant 2012.
Wadih (31 ans) Wadih habite dans un bâtiment de quatre étages. Il a construit un étage parce qu'il voulait « prendre sa liberté », affirme-t-il. L'appartement compte deux chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Le chantier a coûté 35000$, montant qu'il est en train de payer petit à petit. Il n'a pas eu de problèmes de transport des matériaux dans le camp, cela n'étant pas interdit avant 2012.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Tamer (34 ans) Tamer habite dans un bâtiment de trois étages. Son frère a construit un étage il y a quatre ans parce qu'il allait se marier. L'appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une SDB. A la question comment as-tu pu faire rentrer des matériaux dans le camp, Tamer dit qu'avant la situation était différente : « Avant, il n'y avait pas cette crise, il y avait moins de monde qui construisait, alors personne ne nous a rien dit » affirme–t-il.

Ahmad (27 ans) Ahmad habite avec ses parents au RDC d'un bâtiment de trois étages appartenant à la famille. Des membres de sa famille habitent les autres étages. L'appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une SDB. La famille d'Ahmad a réalisé les travaux de construction dans les années 2000. Cela leur a coûté 20000 $. Ils n'ont pas eu de soucis pour faire rentrer des matériaux dans le camp.

Mounir (23 ans) Mounir habite avec sa famille au RDC d'un bâtiment de trois étages. Son grand-père a construit le bâtiment durant les années 80. L'appartement où il habite compte quatre chambres, une cuisine, un salon et deux toilettes. Il estime que ce problème d'accès aux matériaux de construction dans le camp n'existait pas avant

Fouad (24 ans) Fouad habite un appartement dans un bâtiment de trois étages, construit durant les années 80. Il ne peut plus ajouter d'étages, la structure du bâti ne le permet pas. Chaque étage compte un appartement d'une chambre, un salon, une cuisine et une SDB. Il ne sait pas combien les travaux ont coûté mais dit que la construction était autorisée à l'époque.

Kamal (24 ans) Kamal habite avec ses parents dans un appartement d'un bâtiment de quatre étages construit en 1982 par sa famille. L'appartement compte trois chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Il ne sait pas combien les travaux ont coûté mais dit que la construction dans le camp était autorisée à l'époque.

Ali (61 ans) Ali habite dans un bâtiment de la famille de trois étages qu'il a construit pour lui et ses sœurs en 1990. Son appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une salle de bain. Il ne se rappelle plus du prix des travaux mais dit qu'à cette époque, la construction n'était pas interdite.

Aref (19 ans) Aref habite avec ses parents au RDC d'un bâtiment de trois étages. Il a un appartement dans le bâtiment. L'appartement était à son oncle qui a quitté le pays dans les années 90. Chaque étage compte deux appartements, chaque appartement deux chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Il ignore le prix des travaux et dit qu'il n'y a pas eu de complications pour construire dans le camp.

Farid (32 ans) Le grand-père de Farid a construit la maison de famille en zinc. Quand il a réalisé qu'ils n'allaient pas retourner en Palestine, il a élargi la surface. Le père de Farid a ensuite ajouté un étage et son oncle un deuxième. A la mort de son oncle, son fils a hérité la maison. Farid, lui, s'est ajouté un étage en plus. Pour la construction de son appartement de 60 m^2 il a payé 40000$. Pour avoir accès aux matériaux, il dit qu'avant 2012-2013, il n'y avait pas de contrôles pour l'entrée des matériaux. Pour transporter les matériaux jusqu'au chantier situé au cœur du camp, Farid a eu recours à des ouvriers syriens, le camion ne pouvant pas accéder aux petites ruelles. Le camion s'est garé à l'entrée et les ouvriers syriens transportaient les matériaux à partir de ce point jusqu'au chantier. La figure 145 ci-dessous montre une façon de transporter les matériaux dans les petites ruelles du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 145. Transport des matériaux de construction dans les petites ruelles du camp

(1) Transport des pierres de parpaing *via* un motocycle muni d'une caisse à l'arrière.
(2) Motocycle muni d'une caisse à l'arrière.
(3) Affiche dans le camp annonçant la location de ces motocycles.
Source : photos par N. Tabet, juillet 2014 (3), août 2016 (1) et décembre 2016 (2).



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Pour ceux qui ont construit après 2012, l'élément marquant est la récurrence, dans leur propos, du caractère dissimulé, caché, voire contrebandier des constructions. Les matériaux étaient fréquemment amenés durant la nuit à travers des entrées secondaires du camp ou après avoir payé plus cher à un constructeur qui s'occupait de les faire passer à la porte. Les expériences de quelques-uns d'entre eux s'affichent dans le tableau 146 ci-dessous.

Figure 146. Réponses de quelques enquêtés qui ont construit dans le camp dans les sept dernières années

Groupe (2) Construire après 2012
Hamid (31 ans) Hamid est marié et habite avec ses parents dans un bâtiment de trois étages, un appartement par étage. L'appartement compte deux chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Pour les travaux, Hamid a payé entre 15 et 16 000 $. Pour avoir accès à des matériaux de construction, il a demandé à une personne intermédiaire (*semsar*) capable de les faire passer aux contrôles.
Charif (26 ans) Charif habite dans un bâtiment de trois étages. Il s'est construit un étage il y a trois ans. L'appartement couvre une surface de 95 m^2 et compte trois chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Les travaux ont coûté 42000$. Il justifie le prix élevé par son choix de produits de qualité comme la céramique au sol. L'UNRWA l'a aidé à hauteur de 5000$. Il a fait rentrer des matériaux en contrebande mais cela lui a coûté plus cher. Ce qui coûte dehors 100$, il l'a payé 250$ dans le camp explique-t-il.
Ismaël (56 ans) Ismaël habite dans un bâtiment de cinq étages qu'il a commencé à construire en 1985 pour ses quatre enfants. Chaque appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une SDB. L'ossature était déjà construite mais les travaux de cloisonnement et de finition lui ont coûté 12000$/appartement. Il a fait rentrer les matériaux en contrebande la nuit et a dû payer deux fois le prix normal.
Saïd (28 ans) Saïd habite dans un bâtiment de quatre étages appartenant à sa famille, qui a ajouté deux étages il y a deux ans. Il justifie l'ajout des étages par son incapacité financière à louer à l'extérieur. L'appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une SDB. L'ossature des deux étages était déjà construite, les travaux de cloisonnement lui ont coûté 14000$. Il a fait passer les matériaux par l'entrée principale en payant plus cher. Saïd a payé 12000 L.L. le sac de ciment de 10000 L.L.
Wakim (30 ans) Wakim habite dans un bâtiment de trois étages. Il est en train de construire un étage. Le nouvel appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une salle de bain. Un des appartements du bâtiment est loué à une famille syrienne pour 250000 L.L./mois charges non incluses (eau et électricité). Les travaux ont coûté 20000$. Il a réussi à faire rentrer des matériaux en contrebande, la nuit par les entrées secondaires ; « les contrôles les plus visibles sont ceux d'en haut et de As-Saïka ».
Hamza (24 ans) Hamza habite dans un bâtiment de cinq étages. Il a déjà construit un étage pour quand il va se marier. L'appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une salle de bain. Il le loue actuellement pour 200$/mois. Les travaux lui ont coûté 23000$. Quant à l'entrée des matériaux, Hamza préfère ne pas en parler.
Chaker (26 ans) Chaker habite dans un bâtiment de trois étages. Il n'a pas construit un étage mais a divisé un étage en deux. L'appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

une SDB. Les travaux lui ont coûté 2500$. Il a payé plus cher à une personne intermédiaire qui l'a aidé à faire passer les matériaux au contrôle.
Habib (25 ans) Habib habite dans un bâtiment de quatre étages. Il est en train de construire un étage pour se marier. L'appartement compte deux chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Les travaux lui ont coûté 18000$. Il a fait rentrer des matériaux en cachette *via* des motocycles mais a payé plus cher le transport : « le prix de transport *via* motocycle ici équivaut au prix du transport par camion dehors ».
Hekmat (23 ans) Hekmat habite dans un bâtiment de trois étages. Son frère est en train de construire un étage. L'appartement compte une chambre, un salon, une cuisine et une salle de bain. Il ne sait pas combien les travaux ont coûté. C'est le constructeur qui s'occupe de transporter les matériaux dans le camp.
Amer (55 ans) Amer habite dans un bâtiment de trois étages. Il a construit l'un d'eux pour y habiter. Chaque étage compte deux appartements, chaque appartement une chambre, un salon, une cuisine et une SDB. Les travaux lui ont coûté 13000$. Il a fait rentrer les matériaux en contrebande la nuit et a dû payer deux fois le prix normal.
Omar (28 ans) Omar habite dans un bâtiment de quatre étages. Son père lui a construit un étage parce qu'il s'est marié en 2016. L'appartement compte deux chambres, un salon, une cuisine et deux toilettes. L'ossature du bâtiment était déjà construite dans le passé, son père a construit l'enveloppe extérieure. Le chantier a coûté 20000$. Il a fait rentrer les matériaux en contrebande la nuit et a payé plus cher leur prix.
Kamal (25 ans) Kamal habite dans un bâtiment de deux étages à la limite nord du camp, côté Al-Aamliyeh. L'appartement compte deux chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Il ne peut pas ajouter d'étages parce que le bâtiment donne sur la rue du dehors et le chantier sera facilement visible. Il connait des gens qui ont tenté de le faire mais ont été arrêtés par la police qui a démoli les murs ajoutés.

Ainsi, d'après notre enquête sur l'activité de la construction pour usage propre, les habitants distinguent clairement la période avant 2012 (quand la construction dans le camp était tolérée) de la période à partir de 2012, période d'intensification des contrôles de la construction pour empêcher les habitants de s'étendre verticalement. D'après Abou Samer, membre du Comité Sécuritaire (CS) du camp (le 13 décembre 2016), l'interdiction est due à un bâtiment structurellement mal construit qui s'élève sur 12 niveaux dans le camp. C'est le plus haut bâtiment de figure 143 ci-dessus. Après la fin des travaux, le bâtiment s'est légèrement incliné, impliquant un danger pour les habitants du camp et de la banlieue et sur les passagers le long du boulevard de l'Aéroport. La hauteur élevée du bâtiment, situé dans la partie haute du camp, donne une vue sur toute la banlieue sud et sur l'AIB. Ainsi, n'importe quelle opération organisée contre la banlieue sud (le Hezbollah) ou l'aéroport peut facilement être exécutée à partir de ce point-là. Et d'après Abou Samer, c'est depuis la construction de cet immeuble que l'entrée de matériaux dans le camp est contrôlée. Ce contrôle prend la forme d'une autorisation officielle auprès des membres des FSI, de checkpoints de contrôle aux portes du camp, ou des visites de chantiers du camp par des gendarmes libanais qui viennent arrêter le chantier et démolir toute construction ajoutée.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

La voisine d'Abou Jamil, Aïda, en témoigne. Elle nous raconte les difficultés qu'elle a rencontrées pour le rajout récent d'un étage (entretien le 13 décembre 2016 dans la maison d'Abou Jamil). Aïda habite dans un RDC constitué de deux chambres, un salon, une cuisine et une SDB. Chacun de ces deux fils s'est construit un étage au-dessus de la maison familiale. La construction de la maison familiale s'est faite progressivement, Aïda travaillait dans les maisons et recevait occasionnellement de l'argent des organisations pour payer les travaux. Elle recevait de l'argent des organisations parce que son mari est martyr, mort au champ de bataille durant la guerre des camps. Aïda explique qu'il est actuellement très difficile d'avoir accès aux matériaux et de construire ouvertement : *« Pour le dernier étage qu'on a construit, tout m'a coûté plus cher ».*

En effet, depuis l'interdiction du transport de matériaux dans le camp en 2012, certaines personnes intermédiaires entre le camp et le dehors (*semsar*) profitent de leurs réseaux pour acheter de l'extérieur et vendre à des prix plus élevés dans le camp, explique Omar, le secrétaire du CP-OLP du camp (10 juillet 2016). L'immeuble d'Aïda se situe à l'intersection entre le camp et le dehors, à la limite Est. Selon elle, la localisation de l'immeuble, *« visible depuis la rue »* a rendu le déroulement des travaux plus difficile et lui a causé beaucoup de problèmes avec les gendarmes libanais :

> *J'ai dû faire transporter les matériaux par une autre entrée parce que l'immeuble est exposé. On a payé des pots-de-vin pour pouvoir construire parce qu'on est à la limite. Si le chantier était dedans, on ne serait pas obligé de payer. Dedans, les gendarmes ne peuvent pas entrer.*

Le problème est le même pour les bâtiments à la limite Nord du camp : ils ne peuvent pas s'étendre verticalement parce qu'ils sont exposés directement à l'extérieur, explique Abou Jamil. Alors que, dans d'autres régions du camp, les bâtiments comptent cinq étages et plus, ceux aux limites Nord et Est, facilement exposés au contrôle de la police, ne peuvent pas s'étendre en hauteur. La comparaison de la hauteur du bâti du camp à sa limite sud-ouest et à sa limite Nord illustre ce fait (figure 147). Situé directement à la limite Est, le chantier d'Aïda a été arrêté deux fois par le même gendarme :

> *La première fois, il était venu me prévenir de ne pas construire un deuxième étage (…). Quand il a vu que j'ai commencé avec le deuxième, il est venu tout démolir. Quand il est venu, je ne pouvais rien faire. Je lui ai montré le papier de l'UNRWA attestant que la maison tombe dans les limites du camp, il ne l'a pas regardé, je lui ai offert de l'argent, il n'a pas accepté.*

Pour finaliser les travaux, Aïda a eu recours au CP. Elle a finalisé les travaux la nuit, pendant que le CS bloquait l'entrée du camp pour arrêter les gendarmes s'ils viennent.

> *Le gendarme est venu la nuit. Le membre du CS lui a expliqué que la maison tombe dans les limites du camp. (…) Le gendarme a appellé son chef à la gendarmerie : « Chef ils sont venus armés, 70 hommes » alors le responsable*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

> *du CS a pris le téléphone et dit « 70 personnes ? Nous sommes du CS, nous sommes là pour éviter les problèmes et la maison tombe dans les limites du camp ». Le gendarme s'est retiré et j'ai pu finaliser les travaux.*

Face à l'exclusion des Palestiniens du droit à la prorpiété foncière, les habitants du camp s'ajoutent des étages verticalement dans les limites du camp répondant à la croissance générationnelle de la population. Ils développent un savoir-faire autour de la construction et certains vont jusqu'à développer un marché immobilier dans le camp. L'analyse de l'activité de la construction pour usage propre reflète une dynamique d'inclusion et de coopération avec l'extérieur - les autorités libanaises, gendarmes à la porte, le personnel de l'UNRWA ou autres - motivée par une sociabilité obligée, relative à des relations utilitaires comme celles entretenues avec un policier à la porte du camp pour faciliter le passage des matériaux. Mais cette dynamique d'inclusion et de coopération avec l'extérieur n'est pas stable : au surgissement d'un problème entre le camp et son extérieur, elle se transforme en un repli sur soi et une mise à distance du camp par rapport à son extérieur, comme le montre l'expérience d'Aïda et la confrontation entre l'équipe Aïda-membres du CS et l'équipe des FSI.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 147. Comparaison de la hauteur des bâtiments à la limite Sud-Ouest du camp et à sa limite Nord

Photo 1. Les bâtiments à la limite sud-ouest se situent en retrait par rapport à l'extérieur, d'où la possibilité de construire jusqu'à dix étages comme le montre la photo ci-dessous. Au premier plan, apparait le cimetière du camp planté d'oliviers. Au second plan, apparaissent les bâtiments en retrait par rapport à l'extérieur. Photos 2 et 3 (en bas) La limite Nord directement exposée à l'extérieur du camp est facilement contrôlée par la police libanaise. Comme Aïda, les habitants palestiniens à cette limite font face à plus de difficultés pour ajouter des étages.
Source : photos par N. Tabet, depuis l'extérieur du camp accompagnée par la police municipale, le 13 janvier 2017.



Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

2.3.3. Commercer dans le secteur foncier du camp

Le deuxième motif de construction verticale dans le camp est celui de l'ajout de plusieurs étages à fin de vente ou location des appartements. Vu le manque de terrains vides dans le camp, la nouvelle construction s'opère suivant deux techniques. La première technique est celle de la consolidation structurelle du bâti existant et le rajout de plusieurs étages, à l'initiative des habitants-propriétaires ou après l'achat du vide par des habitants-promoteurs du camp. Dans ce cas, on assiste à un arrangement de gré à gré entre les deux parties. La deuxième technique concerne surtout les quelques habitants-promoteurs du camp, qui disposent d'un accès privilégié à la construction dans le camp. D'après nos entretiens, nous comptons entre quatre à six habitants-promoteurs (Tabet, 2017, p. 236-243). Ils contrôlent principalement le marché immobilier du camp et, par leurs tactiques et leurs moyens informels, ils forment, déforment, démolissent et reconstruisent l'espace du camp. La technique utilisée est celle de la substitution, par laquelle l'habitant-promoteur démolit le bâti existant et le remplace par un autre d'une surface et d'une hauteur plus importante. Dans ce cas, il achète le terrain et le bâti existant de ses « propriétaires par occupation » et érige un bâtiment plus élevé.

> *Celui qui a un étage et est incapable d'en ajouter un autre est ravi lorsqu'un constructeur lui propose de le démolir et de construire six niveaux, trois pour lui et trois pour le constructeur,* explique El-Hage Ali, historien et habitant du camp, le 22 juin 2016.

> *Ils s'engagent à construire ton immeuble en échange d'un prix. Ils te laissent payer progressivement parce que tu ne peux pas prendre un prêt à la banque, et que, même si tu as une fiche de paie, la banque ne te donne qu'un prêt personnel aux intérêts très élevés. Alors le promoteur te propose des paiements échelonnés, sur deux ans par exemple,* affirme Farid, habitant du camp, le 17 décembre 2016.

Rabih est un promoteur/fils du camp, il construit et vend des appartements dans le camp depuis 2012. Il a actuellement trois chantiers de construction dans la partie haute du camp. La localisation de la construction dépend de la disponibilité de surface vide, explique-t-il. Vu le manque d'espaces vides pour construire, Rabih a deux options : soit il achète le vide et ajoute des étages, soit il achète l'habitation, démolit le bâtiment et en construit un autre à sa place.

Pour comprendre comment certains habitants négocient les normes et ont accès à des grandes quantités de matériaux de construction dans le camp, nous proposons d'étudier l'activité de la construction à la frontière Ouest du camp. En effet, l'évolution de la hauteur du bâti le long de la façade Ouest du camp, entre juillet 2014 et décembre 2016, illustrée par la figure 148 ci-dessous, montre que, malgré l'interdiction de l'accès à des matériaux de construction dans le camp, certains habitants arrivent à construire verticalement. Alors que l'accès à des matériaux pour la construction de plusieurs étages est interdit, la figure 148 montre que dans les faits, le paysage urbain à l'Ouest du camp est marqué par la multiplication de chantiers de construction.

La dialectique de l'exclusion(s)/inclusion(s) des camps de réfugiés palestiniens au Liban

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 148. Evolution de la façade de la frontière Ouest du camp entre août 2014 et décembre 2016



Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Transgressions frontalières : l'accès aux matériaux de construction dans le camp

Si l'environnement institutionnel, légal, social et culturel trace un rapport de forces inégal entre l'intérieur et l'extérieur du camp, l'étude de la frontière, ici la frontière ouest, montre des intérêts convergents des deux parties palestinienne et libanaise à maintenir entre elles un équilibre coopératif, marqué néanmoins par une asymétrie des gains (Cleaver, 2002, p. 11-30). C'est par ces négociations qu'un retranchement à un rapport de domination libanais d*e jure* se comprend. La frontière ouest constitue une succession de limites diverses, caractérisées par différents degrés de porosité : politiques, juridiques, économiques, sociales, *etc.* (Bertrand et Moulis, 2010, p. 39-79). Ces limites se rassemblent dans une bande géographique plus ou moins importante qui définit notre zone d'étude : une zone formée à la fois par la ligne de séparation dedans – dehors et par l'espace de proximité se mouvant au gré de la dynamique de cette ligne (Renard, 2002, p. 40-66).

Depuis 2013, et avec l'engagement du Hezbollah aux côtés d'Al-Assad en Syrie, la banlieue sud-ouest apparaît comme le territoire cible des attentats contre le parti. L'attentat du 9 juillet 2013 à Bir El Abed, suivi par l'attentat du 15 Août 2013 à Roueiss, forcent le Hezbollah à réagir en déployant ses points de contrôle aux entrées de la banlieue sud-ouest. Ces points de contrôle seront par la suite repris par l'armée libanaise et les FSI. L'entrée principale du camp, située à sa frontière ouest, constitue une des entrées secondaires de la *Dahyeh*. Elle sera contrôlée par un *checkpoint* des FSI inspectant à la fois les voitures se dirigeant vers la banlieue et les matériaux de construction vers le camp.

> *Ça fait depuis 2007 que j'occupe ce poste. Avant, il n'y avait aucun checkpoint. Ces checkpoints ont été installés à cause de la construction (…). Les FSI ont installé des contrôles autour du camp pour contrôler l'activité foncière,* affirme le directeur des services UNRWA du camp, le 19 août 2016.

> *Avec la décision étatique d'interdire la propriété aux Palestiniens, on s'était dit que celui qui veut construire verticalement dans le camp pourrait le faire. Les habitants ont commencé à construire et à vendre et nous ne pouvions plus contrôler la situation. C'est alors que l'Etat libanais a installé autour du camp des checkpoints pour contrôler l'entrée des matériaux de construction,* explique Hasan, secrétaire du CP-tahalof du camp, le 23 décembre 2015.

L'étude de la frontière Ouest du camp ci-dessous montre que, dans les faits, certains Palestiniens, par leurs moyens, leur réseau de contacts et les liens avec les partis politiques au pouvoir, arrivent à contourner l'interdiction d'accéder à la construction et en tirer du profit. Le choix de cette frontière se justifie par son rôle d'interface entre l'intérieur et l'extérieur du camp. Les composantes spatiales à la frontière confirment son importance dans les liens entre le camp et son dehors. Elle abrite la principale entrée du camp et est traversée par l'axe routier le plus important du camp, le reliant aux plus importantes infrastructures routières de la métropole. Cet axe est le plus large du camp : il assure un

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

accès automobile à sa plus grande surface et donc un accès facile en matériaux de construction. Elle est contrôlée par la gendarmerie libanaise locale (*al-darak*).

La surveillance à la frontière produit des processus de négociations intérieur/extérieur menant au phénomène de densification évoqué plus haut. Comprendre comment le camp s'élève, c'est examiner les stratégies d'approvisionnement en matériaux de construction. C'est *via* ces stratégies que l'activité de construction à la frontière ouest s'intensifie, repoussant la limite « dedans – dehors » chaque fois un peu plus.

D'après les entretiens réalisés, l'accès aux matériaux dépend de deux éléments principaux. Le premier est lié aux relations que les habitants-promoteurs maintiennent avec les gendarmes aux portes. Franchir le point de contrôle à l'Ouest, c'est avoir et maintenir des bonnes relations et donc des relations d'intérêt avec les membres des FSI à l'entrée ou au Centre de Sûreté Générale situé à deux kilomètres du camp. Ces relations se maintiennent par des pots-de-vin offerts aux gendarmes.

> *La construction dans le camp est malheureusement devenue une source de revenus pour les gendarmes,* affirme le directeur des services UNRWA du camp, le 10 décembre 2015.
>
> *On n'a dans le camp ni usine de sable, ni acier, ni gravillons. Alors, comment arrive-t-on à construire des tours ?(…) C'est grâce aux pots-de-vin payés aux FSI et aux gendarmes à la porte (…). Je suis incapable de ramener 100 parpaings pour réparer ma maison alors que d'autres ramènent 10 camionnettes. Comment ? Ils paient !* affirme Abou Samer, membre du CS du camp, le 13 décembre 2016.

Le deuxième élément de l'équation de l'approvisionnement est la route du chauffeur du camion, depuis son lieu d'approvisionnement en sable, gravier, ciment et acier, jusqu'à son arrivée dans le camp. Moins son chemin est exposé à des points de contrôles libanais, plus rentable et sûre sera son entrée dans le camp. Ce chemin est donc révélateur des tactiques mises en place par ces habitants-promoteurs pour pouvoir construire. Dans le camp de Bourj El-Barajneh, la présence d'une usine de sable et de ciment à l'entrée Ouest du camp, à quelques mètres du point de contrôle, facilite l'accès aux matériaux (figure 150). Le trajet que fait le chauffeur du camion est court et la pénétration des matériaux peut se faire rapidement et avant dénonciation. Ce trajet est donc décisif dans la négociation pour l'accès aux matériaux dans le camp.

La situation est différente pour le camp de Mar Elias, situé aux limites municipales de Beyrouth et qui n'a pas connu ce phénomène de verticalité dense (figure 149). À Mar Elias, nous ne retrouvons pas de chantier de construction ou d'immeubles qui dépassent les quatre étages. L'entretien avec Chadi (le 5 janvier 2017), ancien habitant du camp Chatila et travaillant dans le domaine de la rénovation du bâti des camps, le témoigne :

> *Le camp de Mar Elias est contrôlé à tous les niveaux. Il y a même un poste des FSI juste en face, il est impossible de construire. A Bourj El-Barajneh,*

© 2020 Tous droits réservés. lilliad.univ-lille.fr

> *l'usine de sable se situe directement à l'entrée principale du camp, juste à côté des gendarmes. Personnellement, je n'ai jamais eu de soucis à faire entrer des matériaux à Chatila ou à Bourj. Ici, les gendarmes ne m'ont pas laissé amener ne seraient-ce que quelques sacs de sable.*

L'expérience de Rabih illustre le même phénomène. Ce promoteur-habitant du camp de Bourj El-Barajneh achète ses matériaux en cachette à deux fournisseurs : un Libanais situé à la porte Ouest du camp (figure 150), et un autre situé à côté de l'hôpital El-Rasoul Al-Aazam à environ 300 m. du camp. Rabih explique que les matériaux de construction sont vendus plus chers dans le camp parce qu'il doit d'abord payer le gendarme à la porte, puis payer cher pour les transporter dans les petites ruelles du camp.

Figure 149. L'environnement bâti du camp de Mar Elias

Dans le camp Mar Elias, les bâtiments dépassent rarement les quatre étages.

Source : photos par N. Tabet, décembre 2016.



Renouvellement spatial et social à la frontière

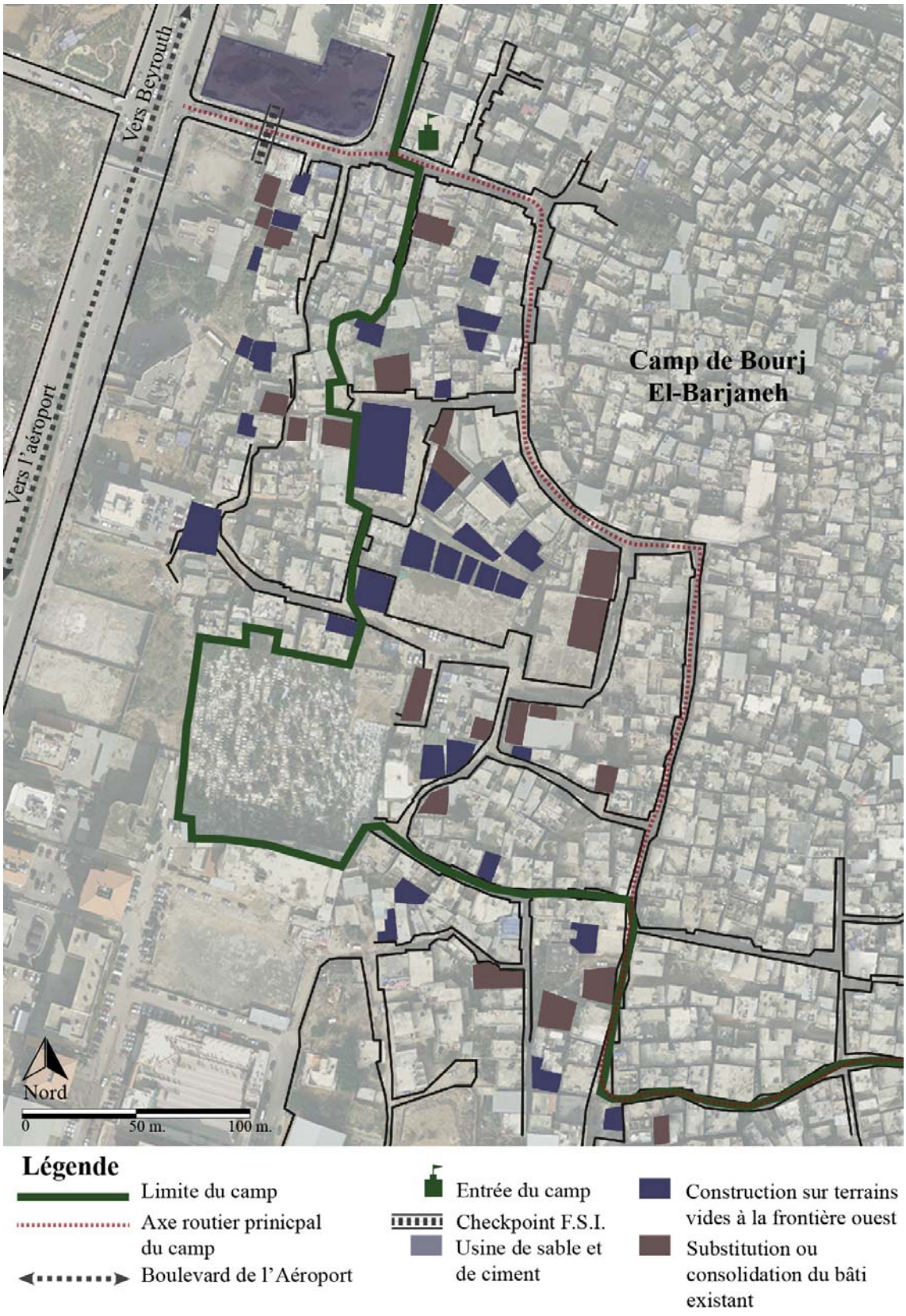
Les zones frontalières sont des espaces de négociations entre acteurs qui, par leurs pratiques quotidiennes, produisent des formes d'inclusion (Hinger, Schäfer et Pott, 2016, p. 440-463). L'analyse de la zone frontalière Ouest démontre des degrés d'interaction et de perméabilité à la frontière Ouest. L'ensemble des éléments analysés ci-dessus contribue à l'ouverture sélective et informelle de la frontière quant à l'entrée des matériaux et de la construction (figure 150). Cet ensemble participe à la recomposition de cette frontière qui s'étale, se construit et donc se renouvelle. De cette ouverture de la frontière aux épaisseurs multiples, nait un renouvellement du bâti et donc un renouvellement social et spatial du camp. La porosité de la frontière Ouest favorise un phénomène de densification verticale intense dans le camp. Les conséquences aujourd'hui sont une urbanisation effrénée et le développement d'un marché immobilier important. Un marché de location, d'achat et de vente de biens immobiliers s'organise à l'intérieur du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 150 Le renouvellement spatial à la frontière ouest du camp.

Les données sur les nouvelles constructions affichées sur la carte sont issues de l'analyse comparative de deux images satellitaires du camp de 2008 et de 2018.

Source : Réalisation N. Tabet, 2019, extraite de Batibonak, Simba et Coulibaly (dir.), 2019.



© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Le renouvellement du bâti par consolidation ou par substitution mène à une substitution et/ou un changement des propriétaires, des locataires et donc au renouvellement du tissu social du camp. Certains s'installent dans le camp. Leur arrivée constitue une source financière pour d'autres qui déménagent et partent habiter à l'extérieur (Tabet, 2017, p. 236-243).

De ce renouvellement à la fois social et spatial se produit une ouverture du camp sur le dehors - son environnement voisin. Le camp constitue un territoire mouvant qui se redéfinit sans cesse par les pratiques de ses acteurs-réfugiés. Suivant ce processus dialectique d'ouverture et de fermeture de la frontière, d'exclusion sociale des Palestiniens et de leur inclusion dans la ville, le camp se transforme en un quartier en devenir, un *camp-quartier* de la ville et s'ouvre progressivement vers l'extérieur. Quels impacts ont donc ces différents degrés d'ouverture de la frontière sur le renouvellement social et spatial du camp ?

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

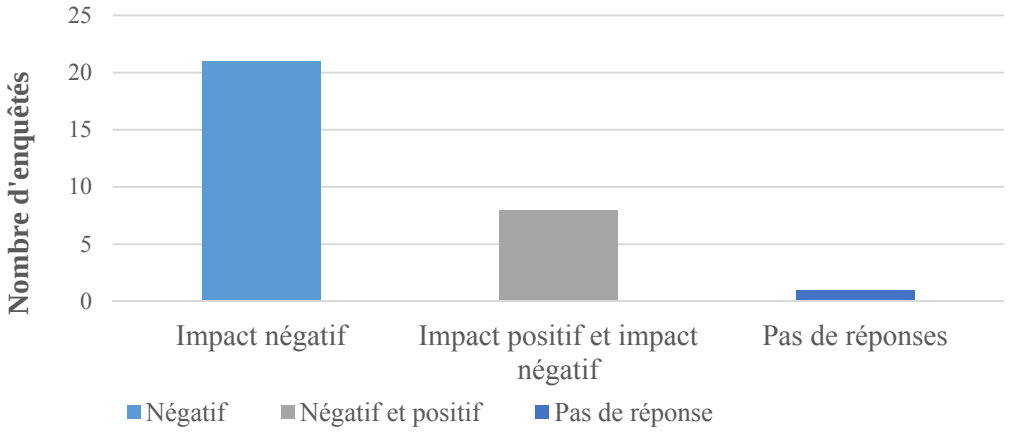
© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

2.4. Impact de la présence syrienne dans le camp

L'arrivée dans le camp de réfugiés syriens et palestiniens en provenance de la Syrie a provoqué une forte hausse de la demande en logements, bénéficiant aux quelques-uns dotés des moyens financiers et des réseaux pour construire, louer ou vendre. Le reste du camp assimile l'arrivée des Syriens à la dégradation de leurs conditions de vie : l'augmentation du taux de chômage et la perte des emplois, l'inflation des prix du foncier à l'intérieur du camp, la surpopulation et l'apparition des vols, *etc*. Cette pression démographique « étrangère » a donc des conséquences sur l'environnement du camp et sur sa population (Tabet, 2017, p. 236-243).

D'après une enquête menée en janvier 2017 (annexe 5) auprès de 30 habitants palestiniens du camp sur l'impact de la présence syrienne dans le camp (annexe 9), 70% des enquêtés pensent que cette présence a un impact négatif sur le camp contre 27% qui pensent que cette présence a un impact à la fois négatif et positif (figure 151).

Figure 151. L'impact de la présence syrienne sur le camp d'après ses habitants palestiniens



Outre le foncier et l'inflation du prix des logements, les enquêtés parlent, pour justifier leur choix, d'autres aspects de la vie du camp affectés négativement par l'arrivée massive des réfugiés syriens : le marché du travail palestinien, l'activité commerciale palestinienne, l'hygiène du camp, la pression démographique sur le camp, la réduction des aides sociales dédiées aux Palestiniens, les problèmes de sécurité dans le camp et les conflits dus aux différences culturelles. Le tableau de la figure 152 ci-dessous classe ces huit thèmes en fonction des réponses et des justifications données par les enquêtés sur l'impact de cette présence étrangère dans le camp. Il permet au lecteur de mieux comprendre la situation de cohabitation actuelle entre Palestiniens et Syriens dans le camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 152. L'impact de la présence des réfugiés en provenance de la Syrie sur le camp de Bourj El-Barjaneh

	Marché du travail	Activité commerciale	Hygiène	Pression démographique	Aides sociales	Problèmes sécuritaires	Différences culturelles	Marché locatif
01	« Chômage, tu travailles dans une entreprise, tu gagnes 25 $/jour, le syrien gagne 18 $/jour »	« De la compétition sur les magasins du camp »	« La propreté, l'UNRWA a triplé ses employés pour la collecte des déchets solides et ce n'est pas suffisant. »	« Il y a de plus en plus de Palestiniens qui quittent le camp et font louer leur maison. Ils sont devenus très nombreux (…) »	« Tu vois le Syrien, les portes du paradis lui sont ouvertes. Le Syrien peut voyager légalement, le Palestinien non. S'il voyage, il ne sait même pas s'il va arriver, il peut mourir sur le chemin, se noyer »	« (…) on ne sait plus qui habite chez nous et qui habite dans mon quartier, quelle est son idéologie politique. Donc on est tout le temps sur nos gardes, on ne sait plus ce qui se passe dans le camp »	« Il y a aussi eu un changement dans les traditions et les coutumes dans le camp »	« Les prix des loyers ont augmenté dans le camp »
02	« Même pour le travail, on préfère le Syrien au Palestinien. Ils ont tout mangé, les Syriens. Même le Libanais ne trouve plus de travail en ce moment ».	« Leur présence a créé de la concurrence avec ceux qui ont des *business* dans le camp »	« C'est de pire en pire, ils ont ravagé le camp, des ordures, de la saleté. »	« La surface du camp est très restreinte, on était 20000 et on est maintenant 45000 habitants. Il y a beaucoup de monde »	« Les services et les aides pour les Palestiniens sont réduits alors qu'il y a plus de demandeurs »	« Avant si on perdait quelque chose on le retrouvait, maintenant on ne le retrouve plus. »	« (…) ils habitent à 15 dans un même appartement. »	« Le marché locatif, on veut louer dans le camp mais on ne trouve plus d'appartements vides (…) »
03	« Il y a moins d'opportunités de travail pour le peuple palestinien. Sur les chantiers, le Palestinien ne travaille pas comme ouvrier alors que le Syrien est prêt à travailler dans tout »	« Dans l'entourage du camp, la marchandise chinoise tue le marché et toute cette marchandise vient de la Syrie. Quand tu rentres dans un magasin syrien, tu vois des dépôts et des dépôts de marchandise au sous-sol ».	« (…) le Syrien est là temporairement, il ne voit pas le camp comme on le voit nous, ce n'est pas son milieu. Comme par exemple pour les ordures, il met son sac devant chez lui et ne se pose pas la question d'où il faut le déposer, il ne se sent pas concerné »	« Ils étaient 1000 et 2000. Aujourd'hui ils sont 27000 dans le camp. Ils font des enfants ici, chaque jour, il y a un mariage et de la musique. (…) il y a une grande salle pour les fêtes et chaque soir un mariage »	« Les associations les aident beaucoup plus que nous. Même pour les loyers, ils les aident. Le Syrien ouvre un restaurant, conduit une voiture, personne ne lui demande un permis alors que le Palestinien, on l'empêche et lui met des amendes. Les Nations Unies les prennent en avion, leur donnent des passeports (…) »	« Ils ont des îles à l'intérieur du camp. Avant on veillait sur le camp. Maintenant on est obligé de surveiller plusieurs fronts. (…) Les problèmes de sécurité »	« Tu vois la femme syrienne avec un bébé dans ses bras, un autre autour du cou et deux qui traînent derrière elle. »	« Ils ont un impact fort négatif sur le camp. Si je veux ouvrir un business dans le camp, avant la location du magasin le plus luxueux était pour 200$/mois, maintenant c'est pour 700$ /mois. »
04	« Au travail, ils préfèrent le Syrien au Palestinien parce qu'il est moins cher »	« Ils ont affecté les propriétaires de *business* (*maslaha*) dans le camp »	« Il y a un manque de propreté, saleté partout dans le camp »	« Le fils du camp a été forcé de partir. Le syrien contrôle le pays aujourd'hui »	« Les aides, tout leur est assuré et nous, on n'a rien »	« Ils nous ont causé des problèmes sécuritaires avec l'entourage »	« Les traditions et les coutumes sont différentes. »	« Les loyers ont augmenté »
05	« Je ne trouve plus de travail. Qu'ils leur demandent de partir, de retourner chez eux »	« Sur l'activité commerciale, un réfugié syrien n'achète pas d'un magasin palestinien. Ils achètent de chez eux. »	La propreté	« Ils sont très nombreux. Ils ont épuisé le pays et pas seulement le camp. Dehors ils ont tout pris. »	« Dans la clinique de l'UNRWA la priorité est donnée au Palestinien syrien et au Syrien. A l'hôpital Haïfa, la priorité est donnée au Syrien. Les Nations Unies donnent plus aux Syriens (…). »	« Et certains me parlent de problèmes de sécurité que les Syriens ont causés. »	« Les traditions (…) sont différentes, les mentalités sont différentes entre le Palestinien et le Syrien. (…) moi j'ai une culture et lui en a une autre. Il s'installe chez moi, ça va forcément créer quelque chose de faux chez moi (…) »	
06	« Ils ne nous ont pas laissé de travail »			« Ils sont nombreux, de la pression démographique »		« Tu ne sais plus qui habite avec toi, des groupes *takfiriyeh* »		
07	« Ils sont partout, dans tous les travaux, tous les métiers, dans la construction et gagnent moins d'argent. »			« On souffre, il y a beaucoup de monde, du dérangement, plein d'enfants ».		« Il n'y a plus de sécurité. »		
08	Chômage			« Ils sont très nombreux »				

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

09	« C'est la destruction totale, ils nous ont pris nos droits, notre vie et nos maisons. On est au chômage. »			« De la pression démographique sur le camp »				
10	« La réduction des opportunités de travail. »			« La population du camp a augmenté. »				
11	« Ils ont pris le travail et n'ont rien laissé. »			« De la pression »				
12	« Sur tout, le travail, la vie, la sécurité »							
13	« Chômage, je ne trouve plus de travail (…) »							
14	Sur le travail							
15	« Ils ne nous ont rien laissé, on est sans travail »							
16	« On ne trouve plus de travail »							
17	« Ils n'ont laissé du travail à personne, ils n'ont rien laissé »							
18	« C'est le pire, il n'y a plus de travail dans la peinture »							
19	« Les opportunités de travail, la main d'œuvre syrienne »							
20	« Du travail, il n'y en a plus »							
21	Le chômage							
	21 enquêtés parlent du marché de travail	**5 enquêtés parlent de l'activité commerciale**	**5 enquêtés parlent de l'hygiène**	**11 enquêtés parlent de la pression démographique**	**5 enquêtés parlent des aides sociales**	**7 enquêtés parlent des problèmes sécuritaires**	**5 enquêtés parlent de différences culturelles**	**5 enquêtés parlent du marché locatif**

© 2020 Tous droits réservés.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Le marché du travail

Le principal problème dans la cohabitation est celui du marché du travail dans le camp et à l'extérieur : 21 des 29 réponses, soit 70% des enquêtés, mentionnent la réduction des opportunités d'emploi pour les Palestiniens suite à l'arrivée des Syriens dans le camp. L'extrait des réponses du groupe de discussion ci-dessous décrit cette situation de chômage telle qu'elle est vécue par les Palestiniens du camp au quotidien :

> *Avec tout mon respect envers eux, ils pourraient trouver du travail ailleurs. Mon fils ne fait rien depuis six mois. (…) Maintenant, les aides, l'assistance médicale, tous préfèrent les Syriens à nous, sachant que le Syrien est expulsé de chez lui et le Palestinien est expulsé de chez lui, mais le syrien peut retourner dans son pays, le Palestinien non*, affirme une Palestinienne.

La pression démographique

Le deuxième aspect marquant des réponses est celui de la pression démographique exercée par la présence syrienne dans le camp. 11 des 29 réponses, soit environ 37% des enquêtés, parlent de cette pression. Les extraits des réponses du groupe de discussion et des réponses à l'enquête l'illustrent plus en détail :

> *Je préfère vivre dans le camp mais pas en ce moment. (…) Notre camp n'est plus comme avant (…). Les habitants originels du camp sont toujours ici. Mais il y beaucoup d'étrangers, les traits du camp sont en train de changer comme on dit ici dans le camp. Tu marches dans la rue, sur 50 femmes syriennes, tu trouves deux ou trois palestiniennes*, explique une habitante du camp.

Les problèmes de sécurité

7 des 29 réponses, soit environ 23.5 % des enquêtés, parlent du danger sécuritaire porté par cette forte présence syrienne étrangère dans le camp. L'extrait du groupe de discussion ci-dessous permet de mieux illustrer ces discours au quotidien :

> *Le camp est ouvert de tous les côtés. Nous n'avons pas, nous, une surveillance sur le camp et sur tout ce qui rentre. (…) Crois-moi, nous ne savons pas qui il y a dans le camp. Ces syriens viennent louer des maisons mais nous ne savons rien sur eux,* explique une habitante palestinienne du camp.

L'activité commerciale

6 des 29 réponses mentionnent l'impact négatif de la présence syrienne sur le camp soit 20% des enquêtés. L'extrait du groupe de discussion l'illustre :

> *Corrigez-moi si ce que je dis est faux, mais aujourd'hui, le Palestinien vend son produit à un certain prix, le syrien arrive et le vend à un prix moins cher. Au syrien ça lui suffit, au Palestinien non,* affime une palestinienne du camp.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Lui, cela lui suffit de manger chaque jour du pain, nous ça ne nous suffit pas, on veut manger de la viande, ajoute une autre.

Note conclusive

Le camp a évolué, des tentes de tuiles et de tôle en 1948, jusqu'aux *tours* de béton en 2017. Si, au cours des décennies précédentes, les membres d'une famille occupaient tout un bâtiment, l'arrivée massive des réfugiés de la Syrie ces dernières années a modifié la situation : le modèle de l'habitat vertical dans le camp, ainsi que la dynamisation de son marché de logement locatif et de vente se sont développés, poussant vers une densification du camp. Le renouvellement social, avec le changement des propriétaires et des locataires, et le renouvellement spatial avec ce phénomène de verticalité intense conduisent à un renouvellement de l'habitat du camp. Progressivement, le camp se renouvelle. D'un espace de mise à l'écart de l'étranger par rapport au national, le camp de réfugiés de Bourj El-Barajneh se transforme progressivement en un espace accueillant toutes les catégories de personnes cherchant un refuge pas cher et proche de la ville.

Dans le prolongement de l'exil, le camp perd ses caractéristiques temporaires et s'installe dans la durée, tant spatialement que socialement. Malgré la stigmatisation de cet espace comme un camp, l'habitat des Palestiniens, ses caractéristiques physiques (les réseaux, le bâti, *etc*.) rappellent ceux des quartiers informels de la banlieue sud. Malgré leur exclusion de certains aspects de la vie quotidienne, les Palestiniens du camp trouvent, intentionnellement ou pas, des moyens d'inclusion, et donc d'ancrage et de pérennité sur le territoire libanais. *« Les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth semblent avoir perdu leur caractère temporaire et être devenus des solutions plus permanentes, accueillant des réfugiés ainsi que d'autres exclus du système libanais »* affirme Martin (2015, p. 14, traduit de l'anglais par N. Tabet).

Spatialement, cela se manifeste par le flou des frontières séparant le camp de Bourj El-Barajneh de son extérieur. Pour décrire la fluidité et l'élasticité des frontières des camps, Martin parle non pas de camp mais de *campscape.* Martin associe le suffixe –escape définit par Appadurai (1996, p. 33) comme un suffixe qui nous permet de souligner la fluidité et l'irrégularité de la forme de l'objet d'étude. Associé à un mot, l'ensemble renvoit à l'idée de l'élasticité et à des frontières non statiques. La notion de *campscape* devient alors l'image d'un camp qui est passé au-delà de sa forme initiale et a tissé des liens avec son entourage, jusqu'au point où la différence entre l'intérieur du camp et son extérieur devient à peine perceptible.

Mais si les camps se sont intégrés progressivement au tissu urbain de la ville, leur statut légal continue à tracer une frontière bien distincte entre le dedans et le dehors. Cela n'annule pas le fait que les habitants du camp ne soient pas à certains niveaux inclus dans la ville : certains travaillent, fréquentent la ville, se déplacent, se promènent, se baignent, étudient dans les universités de la ville. Ils sont inclus *« mais dans des conditions qui les rendent souvent exploités économiquement, réprimés politiquement, socialement*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

stigmatisés et culturellement exclus » (traduit de l'anglais par N. Tabet, Al Sayyad, 2004, p. 9). *Via* ces processus d'inclusion, le camp n'apparait plus comme un moyen de séparer les réfugiés des citoyens libanais (Martin, 2015, p. 9-18) mais comme un quartier de la ville. Toutefois, le camp de Bourj El-Barajneh représente toujours l'affirmation dans l'espace urbain d'une présence proprement palestinienne, et le symbole d'une Palestine dans l'exil. Même si le camp et ses habitants tissent des liens avec le voisinage transformant sa morphologie, depuis sa dénomination, sa gestion et jusqu'à son symbolique politique et communautaire, il continue à renvoyer à une présence étrangère dans l'espace urbain de la ville. Dans ce sens, il ne constitue pas un quartier de la ville comme les autres, mais un quartier en devenir, un *camp-quartier* de l'aggomération beyrouthine.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Conclusion générale

Au terme du chapitre précédent, nous avons vu comment l'habitat du camp est devenu permanent malgré les tentatives de l'Etat de garder la présence des réfugiés temporaire. Nous avons étudié également les pratiques de la construction informelle dans le camp, ses techniques et ses conséquences sur le tissu urbain du camp et ses frontières. En guise de conclusion à ce travail, nous souhaitons revenir brièvement sur notre propos et répondre aux principales questions soulevées par cette thèse.

Dès le début de ce travail, nous avons souhaité dépasser les idées reçues des camps des réfugiés comme des espaces d'exclusion et de la vie nue (Agamben, 1998, cité dans Fresia et Von Känel, 2015, p. 250-272), et des camps palestiniens au Liban comme des espaces qui échappent au contrôle de l'Etat libanais et des espaces dangereux caractérisés par l'illégalité. Cette volonté d'appréhender différemment le camp et les expériences très variées qui ont lieu dans le camp et à ses limites, nous a conduit à formuler l'hypothèse générale selon laquelle le camp de réfugiés palestiniens urbain de Bourj El-Barajneh est devenu aujourd'hui un quartier de la ville, et les réfugiés palestiniens du camp sont devenus des réfugiés-citadins. A partir de l'étude du cas du camp de Bourj El-Barajneh et suivant une approche dialectique, nous avons étudié les tendances opposées, les contradictions et les complexités entre les processus d'exclusions et d'inclusions qui ont mené à la transformation du camp en un quartier de la ville.

Interroger la ville à partir de ses marges - ici les camps urbains de l'agglomération beyrouthine – nous a offert à la fois une compréhension des modalités de production informelle de la ville et des nouvelles perspectives et réalités du groupe étudié – les réfugiés palestiniens. Notre travail a montré que, au-delà des images négatives stigmatisant les camps palestiniens existent d'autres réalités. En donnant la parole aux plus vulnérables, nous avons mis en exergue leurs capacités d'adaptation aux épreuves soulignant la figure du réfugié, non pas comme une victime, mais comme un agent actif qui résiste à la domination exercée par les institutions de l'Etat d'accueil et, en se faisant, se construit des nouvelles identités (Corbet, 2015 ; Fresia, 2007).

L'exclusion des réfugiés palestiniens au Liban est multiforme. Au Liban, les Palestiniens sont des réfugiés à vie ; ils naissent et meurent réfugiés. La quatrième génération de Palestiniens au Liban porte toujours le statut de réfugié. L'accès à l'emploi formel des Palestiniens au Liban est limité par un cadre juridique qui les maintient dans une situation économique précaire et les empêche d'améliorer leur situation socio-économique. Une personne qui naît palestinienne au Liban est deux fois plus susceptible d'être pauvre que son homologue Libanais (Chaaban et al., 2010). Les Palestiniens sont interdits l'accès aux hôpitaux publics libanais (Al-Natour, 2003). Pour les soins médicaux, ils dépendent de l'assistance humanitaire, principalement des cliniques de l'UNRWA et des hôpitaux

© 2020 Tous droits réservés.

du Croissant-Rouge Palestinien. L'éducation primaire et secondaire des Palestiniens au Liban reste largement assurée par les écoles de l'UNRWA avec une part très limité des Palestiniens qui intègrent le système éducatif libanais. Les Palestiniens n'ont pas le droit d'acquérir par achat ou par héritage, un bien immobilier sur le sol libanais.

Ces différentes formes d'exclusion macrosociale passent par une localisation, celle du camp palestinien. Aujourd'hui, presque la moitié de la population palestinienne continue à habiter dans les camps qui représentent symboliquement l'habitat des Palestiniens, leurs lieux de vie. Dans l'imaginaire collectif libanais, les camps renvoient à des images négatives, des lieux hors contrôle étatique, des lieux d'armement, des lieux de délinquance, *etc*. La stigmatisation associée au fait d'habiter dans un camp porte préjudice à ses habitants et conduit à une construction identitaire inscrite dans un espace négativement représenté. S'éloignant de cette acception du camp comme un modèle spatial d'exclusion, nous avons souhaité mettre en évidence les décalages qui s'opèrent entre les politiques d'exclusion étatiques et les réalités sociologiques des réfugiés sur le terrain. Pour ce faire, nous avons choisi d'explorer la relation entre les réfugiés palestiniens, le camp de Bourj El-Barajneh et la ville, et les logiques de pouvoir à l'œuvre dans le camp et à ses limites. En ce faisant, ce travail apporte une contribution aux recherches s'intéressant à l'urbain dans l'étude de la politique et de la géographie des réfugiés.

Face à notre intuition de départ selon laquelle le camp constituait un espace ouvert sur la ville et accessible depuis l'extérieur, nous avons cherché dans un premier temps à comprendre pourquoi cet espace est stigmatisé et stigmatisant. Nous avons montré jusqu'à quel point les discours politiques, médiatiques, et urbanistiques discriminatoires des camps et des réfugiés au Liban ont une incidence sur l'urbanisation du camp de Bourj El-Barajneh, sur sa géographie de l'exclusion et sur l'accentuation de l'entre-soi et de sa mise à distance sociale et spatiale. Les médias ne mettent jamais l'accent sur les bonnes pratiques citoyennes qui naissent dans le camp de Bourj El-Barajneh comme par exemple les récentes pratiques de recyclage des déchets solides, l'installation de potagers urbains sur les toits des bâtiments du camp ou la richesse de la scène artistique palestinienne dans le camp. Elles visualisent le camp sous l'angle sécuritaire, comme une île de misère et de danger, et en se faisant continuent à renforcer l'isolement du camp, sa stigmatisation et sa mise à distance.

Aussi, l'analyse de l'attitude de l'Etat libanais, l'attitude des réfugiés palestiniens, l'attitude des Etats arabes et de l'OLP, vis-à-vis des camps, a souligné l'incidence de la dimension politique et géopolitique du conflit israélo-palestinien sur l'évolution de la situation de vie dans le camp de Bourj El-Barajneh. Dès les premières années de l'arrivée des réfugiés en 1948, le gouvernement libanais veut garder la présence des réfugiés provisoire et interdit donc l'usage de matériaux dur. Mais, l'arrivée de la résistance palestinienne dans le camp de Bourj El-Barajneh (1969) va permettre le durcissement et l'extension du bâti et l'amélioration des habitations. Ainsi, notre travail de l'histoire

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

politique et urbaine du camp de Bourj El-Barajneh a souligné l'importance de la politique de l'Etat libanais, de ses alliances et de ses adversaires et l'équilibre de force entre eux sur ce qui se joue à l'intérieur des camps palestiniens. Nous rappelons à ce titre, l'influence de la chute du Nassérisme et de la montée en pouvoir de la Révolution palestinienne, du jeu syrien et des pressions israéliennes, sur les relations libano-palestiniennes, celles-ci marquées tantôt par l'hostilité et tantôt par l'entente. Nous rappelons également les conséquences de ces relations sur l'environnement du camp, sur la politisation de ses habitants, le durcissement et la densification de son bâti, les destructions et les reconstructions qu'il connaît et les liens entre les Palestiniens du camp et le voisinage.

La signature des accords du Caire entre le Liban et l'OLP et par la suite l'arrivée de l'OLP et sa lutte armée au Liban placent les camps au cœur du conflit israélo-palestinien. La lutte armée recrute dans le camp de Bourj El-Barajneh qui devient un véritable terrain de recrutement et d'entraînement militaire. La lutte armée organise l'espace du camp ; la toponymie des lieux suit la logique de la lutte, les infrastructures spatiales aussi avec par exemple la construction des abris souterrains dans le camp. Pour mettre fin à l'autonomie du mouvement palestinien dans les années 1980, le régime syrien soutient le blocus mené par la milice chiite pro-syrienne Amal sur le camp de Bourj El-Barajneh. Alors que la communauté chiite a été l'allié de la présence palestinienne au Liban, en 1985, Amal mène une guerre sur le camp de Bourj El-Barajneh. Cette guerre produit une rupture dans les relations entre le camp et son voisinage chiite et après cette guerre, les Palestiniens du camp sont méfiants vis-à-vis de leur voisinage, surtout les zones dominées par la milice Amal. L'évolution des relations libano-palestiniennes a donc eu un rôle majeur dans le développement socio-spatial du camp de Bourj El-Barajneh et la porosité de ses frontières.

Notre analyse a montré que, malgré la tendance gouvernementale continue, mais à des degrés variables, d'exclure les camps et de garder leur présence provisoire, les camps ont réussi à transformer l'exclusion, à tisser des liens avec le voisinage libanais, à se densifier, à s'étaler, et à se constituer une présence et une place sociale, démographique, culturelle et spatiale dans la ville.

Nous avons également souligné la nature multiple et mouvante de l'identité du camp et les réalités qui la constituent. Au regard du jeu politique et des relations libano-palestiniennes, s'affirme dans le camp une identité ou une autre : le camp comme un espace de refuge, le camp comme lieu de vie provisoire jusqu'au retour, le camp comme le symbole de la lutte palestinienne, le camp comme le chez soi, le camp comme la menace à la stabilité du Liban, le camp comme l'habitat des *Autres*, le camp comme espace d'armement et de danger, *etc*.

Dans un contexte historique d'exclusion à des degrés variable, l'analyse a mis en valeur les transformations spatiales du camp, de sa morphologie, de ses habitations et de ses

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

réseaux malgré un cadre règlementaire restrictif et l'absence de tout projet public de sa planification urbaine. Au regard de ces transformations identitaires et morphologiques, nous avons mis l'accent sur la nature fluctuante de la frontière entre l'intérieur du camp de Bourj El-Barajneh et son extérieur, entre les habitants du camp et les voisins libanais.

L'oppression et la surveillance libanaise du camp, sa politisation et sa militarisation palestinienne par la suite, jusqu'aux destructions qu'il subit, jouent sur l'épaisseur de la frontière entre le camp de Bourj El-Barajneh et son dehors. Celle-ci se ferme et s'épaissit à des moments, s'ouvre et s'amincit à d'autres. Cela se réalise en fonction du contexte politique national et régional et l'implication du camp dans la guerre du Liban ; en fonction du contexte urbain beyrouthin et l'exclusion du camp de la planification urbaine et des projets de reconstruction ; et en fonction du contexte social du camp et de son voisinage et les liens qui naissent par la religion, la culture ou encore l'idéologie politique panarabe. Cette rétrospective retraçant les cinq premières décennies de la présence du camp de Bourj El-Barajneh, nous a donc permis de comprendre la dialectique de l'exclusion(s)-inclusion(s) des réfugiés et du camp dans son environnement voisin et d'évaluer les conséquences de cette dialectique sur l'habitat actuel du camp.

Dans ce travail, nous avons accordé une attention particulière à l'habitat *sauvage* du camp de Bourj El-Barajneh dans l'étude des processus de son inclusion. L'étude de l'habitat du camp et de ses caractéristiques nous a permis d'appréhender l'exclusion des camps à travers une approche spatiale. L'habitat *sauvage* des camps palestiniens urbains au Liban est une forme d'habitat non soumis au droit foncier libanais et au droit de propriété privée. Aux yeux des autorités locales et nationales, il est associé à l'illégalité et l'informalité urbaine. L'adjectif *sauvage* met l'accent, à notre sens, sur cette exclusion juridique et ses conséquences, tant dans la forme que dans la gestion, sur la transformation spontanée du camp au regard des besoins et des intérêts de ses habitants. L'habitat *sauvage* du camp de Bourj El-Barajneh apparait donc comme une forme de contestation de la privation au droit de propriété et de la planification urbaine et une forme de lutte de ses habitants pour un espace de vie matériel et social dans la ville.

Dans notre étude de l'habitat *sauvage* du camp, nous nous sommes d'abord focalisée sur l'accès des Palestiniens aux réseaux de services de base urbains dans le camp : les voies, l'électricité, l'eau, le réseau des eaux usées et la collecte des déchets solides. L'élaboration d'une typologie des voies de circulation du camp, de ses réseaux de services de base urbains et de leur gestion, des éléments de leur attractivité et de leur répulsion, a mis en valeur la nature mouvante de l'exclusion du camp et a souligné une multitude de situations intermédiaires, entre exclusion et inclusion.

L'exclusion du camp de Bourj El-Barajneh des services urbains publics a poussé les réfugiés à trouver des alternatives. Par des pratiques informelles, les habitants et les différents acteurs du camp bricolent leurs propres réseaux. Ils tracent un réseau de voies véhiculaires qui relie le camp à l'extérieur, et en se faisant rompent avec son isolement et

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

sa marginalisation. Ils installent un réseau électrique de distribution et de gestion mais restent excluent de la production de l'énergie électrique. Ils se trouvent des moyens pour combler leurs besoins en eau domestique et pompent l'eau des nappes phréatiques. Avec l'aide de l'UNRWA, ils trouvent des solutions d'évacuation et de collecte de déchets solides permettant de maintenir l'hygiène et la propreté du lieu.

L'accès du camp à ces services bricolés lui permet de dépasser son contexte d'exclusion, et par ces processus d'inclusion « par le bas », les habitants assurent leurs besoins au quotidien. Avec la connexion du réseau de voirie du camp au réseau extérieur, par exemple, ils s'assurent une mobilité dedans-dehors facilitant l'accès des réfugiés aux universités libanaises, et les commerçants libanais aux marchandises des grossistes palestiniens du camp. Ce même réseau viaire facilite la mobilité professionnelle des habitants et accroit leurs opportunités de travail dans la ville. Avec la négociation d'une connexion au réseau de collecte de déchets solides hors-camp, les acteurs du camp arrivent à maintenir l'hygiène et la propreté dans le camp et dans certains quartiers voisins, habités par des Palestiniens et des Libanais.

C'est à partir de leur exclusion de l'accès aux réseaux services de base que leur accès informel et donc leur informalité se produisent. Et grâce à cette production informelle des réseaux, les prix des services en eau et en électricité dans le camp sont plus bas qu'à l'extérieur, attirant de ce fait une clientèle de l'extérieur souhaitant s'installer dans le camp. C'est grâce à ces productions hors les circuits formels que l'activité commerciale, par ces prix bas, attirent une clientèle de vendeurs et d'acheteurs venus s'approvisionner dans le camp. Et c'est par le manque d'espaces de loisirs dans le camp que les associations du camp organisent des sorties pour les enfants vers les terrains de sport à proximité, ou que les familles palestiniennes du camp ramènent leurs enfants à Manara à Beyrouth pour jouer le long de la promenade maritime. Par ces *inclusions dans l'exclusion*, ces échanges économiques et sociaux, du camp vers l'extérieur, de l'extérieur vers le camp, le camp se transforme progressivement en un *camp-quartier* de la ville.

L'habitat des Palestiniens ne se limite donc pas au camp, il s'étend au gré de leurs déplacements, de leurs besoins et leurs envies, de leurs relations au voisinage, et de leur géographie affective (Paquot, 2005). Il se rétrécit au gré de leurs possibilités économiques et de leur pouvoir d'achat, au gré des événements politiques ou sociaux et au gré de la géographie confessionnelle du Liban. Le faible nombre de mosquées sunnites dans une zone majoritairement chiite pousse les communautés sunnites environnantes - palestinienne, libanaise et syrienne - de prier dans la mosquée Al-Forkan du camp. La religion, et donc la culture, apparait comme un facteur d'inclusion du camp dans son environnement car les Palestiniens et les Libanais de la *dahyeh* partagent une même religion musulmane/culture. La forte présence du Hezbollah chiite anti-israélien dans la *dahyeh* joue également sur le tissage des liens entre le camp et son voisinage. Les idéologies politiques dominantes dans le camp et dans son voisinage partagent un même

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

ennemi, l'Etat d'Israël. De ce fait, ces principes politiques anti-israéliens facilitent l'inclusion du camp dans la *dahyeh*.

Les habitants du camp et les communautés environnantes traversent les limites du camp selon les motifs : pour vivre et survivre, les réfugiés quittent donc le camp en quête de moyens de subsistance, de loisirs ou une qualité de vie meilleure, les communautés d'accueil entrent dans le camp pour profiter de ses services de base moins chers, de son commerce, de ses infrastructures religieuses et de santé.

Dans ce contexte, notre dernier constat a porté sur les différents degrés de perméabilité et d'étanchéité des frontières du camp, différents degrés d'exclusion et d'inclusion du camp, produits par l'activité de la construction dans le camp. Dans un premier temps, nous avons étudié le symbolique du camp, le sens qu'il porte pour ses habitants. Nous avons montré comment, l'habitat du camp constitue un outil d'affirmation d'une identité palestinienne.

L'affirmation d'une identité palestinienne est visible dans l'évolution physique de cet espace. En effet, déplacés de chez eux, les réfugiés, pour vivre et survivre, doivent s'adapter. Ils transforment cet espace et lui donnent un sens ; ils développent un «chez-soi» géographique. Ils occupent l'espace culturellement et démographiquement : avec la croissance de la population, ils s'étendent horizontalement et verticalement, occupent les terrains vides autour, agrandissent la surface de leur logement, ajoutent des étages supplémentaires pour les membres de leur famille, et vont jusqu'à transformer le Rez-de-chaussée en petit magasin de famille. L'évolution de l'espace physique du camp et sa densification apparait donc comme une réponse à la mouvance générationnelle de la population du camp et donc outil d'affirmation d'une identité palestinienne.

L'affirmation d'une identité palestinienne est également visible dans la parole de ses habitants, dans la toponymie et dans les géosymboles : les graffitis, les drapeaux, les photos, le décor des lieux, *etc*., ou encore dans la toponymie des lieux du camp et comment on les désigne : la place de l'Armée de la Libération, le quartier Kweikat, *etc*. Le camp apparait comme l'affirmation d'une identité palestinienne, que celle-ci soit liée à une identité politique avec le camp comme l'extension du territoire palestinien et du conflit israélo-palestinien, ou qu'elle soit liée à une identité sociale avec le camp comme l'appartenance à la communauté palestinienne et le chez-soi.

L'étude du camp et de son habitat comme l'affirmation d'une identité proprement palestinienne retrace une discontinuité entre le camp et son dehors. L'analyse montre que face à la distanciation externe très forte légitimée par le politique et ses qualifications négatives de cet espace, se construit une qualification positive interne du camp et une tendance à l'entre-soi. Dans ce contexte, malgré la porosité des frontières, les tendances à l'inclusion qui prennent place et la transformation du camp en un quartier en devenir de la ville, l'identité de cet espace reste avant tout, un camp et surtout palestinien. Malgré les liaisons économiques, culturelles, politiques ou spatiales avec le dehors, le camp reste un quartier différencié de la ville parce qu'il représente en lui-même, un espace à la fois

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

physique et symbolique de la réaffirmation d'une identité étrangère palestinienne dans la ville.

Dans un dernier temps, l'analyse a porté sur le phénomène de la verticalité dense du bâti du camp. Alors que la construction dans le camp est interdite par les autorités libanaises, les habitants du camp réussissent à densifier horizontalement et verticalement le camp. Que ce soit par des empiètements et des occupations des terrains privés vacants, ou par la démolition d'anciens bâtis et leur substitution par des bâtiments de surface et de hauteur plus importantes, les habitants contournent les interdictions et réussissent à développer tout un marché immobilier intense à l'intérieur du camp. En effet, les habitants saisissent toute opportunité pour améliorer leurs conditions de vie. Avec la croissance de la demande du foncier dans le camp, surtout depuis le déclenchement de la crise syrienne en 2011, les habitants du camp, par leurs stratégies de négociation et de contournement des restrictions imposées, leurs possibilités économiques et leurs réseaux de contacts dans le camp et à son extérieur, profitent pour densifier verticalement le camp et louer ou vendre des appartements.

La porosité de la frontière libano-palestinienne a mené à la multiplication des chantiers de construction dans le camp, conduisant à sa recomposition. Cette activité de construction a attiré de nouvelles populations intéressées par les prix bas de la vie quotidienne. Aujourd'hui, le camp n'est plus habité que par des Palestiniens qui ne constituent que 55 % de sa population en 2016[141]. Ce sont venus s'installer dans le camp des populations d'origines diverses – des Libanais, des Syriens, *etc*., cherchant à minimiser leurs dépenses de la vie quotidienne. Ce travail a montré comment, de cette recomposition du bâti à la frontière du camp est né un renouvellement social et un changement de ses habitants, des propriétaires des appartements, des locataires et donc d'occupants.

C'est dans ce contexte, que l'« *exclusion incluse* » du camp dont parle Turner (2015) prend tout son sens. Elle sera le résultat d'un processus dialectique faisant interagir les politiques des pouvoirs publics, le contexte urbain, social, familial et les pratiques individuelles des Palestiniens du camp urbain de Bourj El-Barajneh. Et de cette exclusion incluse, les camps passent de lieux des indésirables, d'abandon et de confinement (Agier, 2002, 2011), à des lieux inclus sur le territoire libanais et participant à sa fabrication. Les bâtiments aux limites côtoient ceux des quartiers informels voisins formant un même ensemble de bâtiments délabrés, revêtus partiellement d'enduit et aux murs en parpaings visibles. Les câbles électriques tracent des continuités visuelles entre le camp et ces quartiers. Les voies routières sont dégradées et mal pavées des deux côtés de la frontière, et seuls les drapeaux et les photos des leaders politiques changent selon d'un quartier à un autre.

[141] Données fournies par le CP-*tahalof*

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Dans un contexte national où le pouvoir structurel représente « *un domaine fragmenté de souverainetés multiples et concurrentes* » (AlSayyad et Roy, 2006, p. 12) et face à cette catégorisation des réfugiés palestiniens comme non-légitimes et non-citoyens, les réfugiés sont obligés, pour vivre, de transformer le camp et négocier ses frontières suivant des processus de production et de négociation informels (Darling, 2016). A travers ces processus de négociations, ces indices d'exclusion incluse, le camp ne représente plus un espace d'exclusion mais un lieu ouvert et de mobilité.

***

Nous pouvons parler d'une inclusion du camp dans son environnement voisin dans la mesure où, par les liens socio-spatiaux avec l'extérieur, les réfugiés transforment la nature exclusive de leur camp : cela par les flux d'étrangers vers le camp attirés par le différentiel économique quant au logement, l'accès aux réseaux, l'activité commerciale, l'hôpital Haïfa ou les mosquées sunnites du camp, ou par les flux de Palestiniens du camp vers l'extérieur attirés par le marché d'emploi, les universités, les loisirs ou la qualité de vie. De ces pratiques socio-spatiales se produit une ouverture, à des degrés variables, du camp sur son environnement voisin. Ces pratiques témoignent de différents niveaux d'inclusion du camp qui n'apparait plus comme un espace de contrôle et de ségrégation de la communauté d'accueil. Les Palestiniens du camp tissent des liens avec le voisinage, fabriquent des réseaux et négocient les frontières. En ce faisant, ils dépassent la situation d'exclusion - du travail, de l'éducation, de la santé, du foncier, de la politique – qui leur est imposée et produisent des processus de leur inclusion et de l'inclusion du camp dans la ville.

Les conséquences urbaines du camp, ce modèle provisoire devenu permanent dans la ville Beyrouth, concernent aussi bien la communauté du camp que la communauté hors-camp. D'abord, dans la forme physique du camp, son urbanisation informelle constitue une réponse spontanée et créative des habitants face à la non-volonté de l'État d'assurer leurs besoins. Les conséquences physiques sont l'occupation de terrains publics ou privés hors camp, la densification et l'extension verticale du bâti du camp sans renforcement structurel adéquat et le bricolage de réseaux de services de base indépendants de la gestion publique.

Les dangers de cette exclusion concernent aussi bien le camp que son voisinage : le risque d'écroulement des hauts bâtiments du camp bloquant par exemple le boulevard de l'aéroport représente un danger pour les habitants des deux côtés de la frontière, la surexploitation des réseaux et des ressources communes provoquant la pollution des sols et des eaux souterraines représente un danger sur la santé publique libanaise et palestinienne. La surcharge du réseau électrique ou l'électrocution provoque un incendie bloquant le courant électrique des deux côtés de la frontière.

Les conséquences d'ordre social du camp permanent dans la ville sont multiples. La surdensification du camp et la diversification de sa population ont conduit à la

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

multiplication des conflits identitaires et la croissance de l'insécurité urbaine qui lui sont liée. Le poids démographique important de la présence syrienne dans le camp a généré des tensions liées à la différence des pratiques entre la communauté du camp et ses nouveaux arrivés. Cette forte présence étrangère a accru la compétition sur le marché de travail palestinien, a renforcé l'insécurité des Palestiniens et a augmenté le taux de chômage des Palestiniens du camp. L'arrivée de ces nouvelles populations accompagnée d'une forte demande en logement a conduit à l'inflation des prix du foncier, en particulier du marché locatif dans le camp et par conséquence au dehors. La forte présence syrienne dans le camp exacerbe les tensions liées à l'accès différentiel aux aides entre la communauté du camp et ces autres réfugiés, surtout dans un contexte de traitement différencié entre les Palestiniens et les Syriens au Liban. A titre d'exemple, les réfugiés palestiniens du camp relèvent de l'assistance de l'UNRWA, les réfugiés syriens du camp relèvent de l'assistance de l'HCR. Contrairement au HCR, l'UNRWA n'assure pas une protection internationale des réfugiés, ses services se limitent à fournir les services sociaux de base. De ce fait, les Syriens du camp bénéficient du droit et des procédures d'asile vers d'autres pays, alors que les Palestiniens du camp sont exclus de ces démarches.

Les conséquences d'un espace exclu en permanence de tout système de gouvernance sont également nombreuses. D'abord, l'absence d'une autorité centrale forte chargée de faire respecter la loi, de contrôler le respect des normes et de lutter contre les conflits et la détention d'armes dans le camp conduit à la subordination de l'intérêt commun du camp aux intérêts particuliers. L'habitant, palestinien ou pas, ne pense plus qu'à son intérêt : il construit et occupe l'espace commun du camp comme il veut, il se branche aléatoirement au réseau électrique mettant en danger la sécurité des habitants, il vole de l'eau et en se faisant transgresse les normes non écrites du camp. Cette subordination du camp à l'intérêt de chacun se produit dans un rapport de force fortement déséquilibré entre les habitants. Certains, par leurs contacts et leurs moyens, disposent d'une importante marge de manœuvre dans le camp, alors que le reste des habitants du camp subissent les conséquences. L'absence de *« structures de gouvernance légitimes »* dans le camp a conduit à la mise en place d'alternatives de gouvernance marquées par des factions palestiniennes déchainées, le clientélisme, le favoritisme, la corruption et les conflits confessionnels (Hanafi et Long, 2010, p. 134-5).

Ce vide institutionnel met en péril la sécurité à la fois des Palestiniens du camp et des Libanais du voisinage : la construction d'un bâtiment par empiètement sur un terrain vide aux limites du camp est le résultat d'une négociation palestino-libanaise locale au sein de laquelle ni la partie libanaise ni la partie palestinienne ne détient la propriété du terrain. L'occupation illégale de ce terrain peut générer des tensions entre ces constructeurs et la police municipale conduisant au déclenchement de conflits armés et l'aggravation de l'insécurité dans la zone en question. Cette insécurité - réelle ou perçue - ressentie par ceux, Palestiniens ou Libanais, qui subissent de près ou de loin ces réalités tendues,

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

mènent au redressement des frontières, du camp vis-à-vis du voisinage et du voisinage vis-à-vis du camp.

Notre étude fait ressortir la place qu'occupe le camp dans la ville. Elle témoigne de comment dans l'exclusion, les réfugiés négocient des droits pour être inclus et comment par ces négociations, ils organisent l'espace du camp et nous informent sur ses inclusions et sa place dans l'agglomération beyrouthine. Par ces négociations, le camp de Bourj El-Barajneh s'ouvre et se transforme progressivement en un *camp-quartier* de la ville. Toutefois, si notre étude a montré comment le camp de Bourj El-Barajneh oscille entre des processus d'exclusion et des processus d'inclusion, cette oscillation s'opère dans un rapport inégal entre les deux.

Il est donc important de souligner les limites et la fragilité de ces processus d'inclusion du camp. Par la mobilité, l'activité commerciale, les services urbains, les soins de santé ou le marché immobilier, le camp s'ouvre progressivement et à différents degrés sur son voisinage. Cependant, il constitue un espace fermé pour tous ceux qui ne l'ont jamais visité et donc, dont le regard est facilement *affecté* par les *images* négatives sur les camps diffusées par les médias. Dans cette perspective, le camp constitue toujours dans l'imaginaire collectif libanais, un espace où « l'Etat ne rentre pas » et où se cachent les criminels.

Cela nous amène à questionner les tendances que nous avions évoquée au départ de ce travail quant au camp devenu un quartier de la ville de Beyrouth. Parce qu'il suffit que des tensions naissent dans d'autres camps du pays pour que l'identité « camp de réfugiés » de cet espace se réaffirme et que ses frontières se referment. Il suffit qu'un habitant du camp, Palestinien ou pas, commette un délit à l'extérieur du camp, comme le témoigne le double attentat-suicide en novembre 2015 aux limites du camp, pour que le camp soit accusé dans son entièreté et ses frontières brutalement refermées.

Cela nous amène à questionner également les limites de la capacité des réfugiés à transformer leur situation d'exclusion. Parce que bien qu'il soit important de mettre en valeur la capacité des réfugiés à négocier les exclusions auxquelles ils font face, déconstruisant l'image des réfugiés comme des victimes ou des fauteurs de troubles, il est essentiel de souligner la fragilité de ces situations d'inclusion. Parce qu'il suffit qu'une décision ministérielle s'avère discriminatoire à leur égard, comme la campagne lancée depuis juin 2019 par le ministère du Travail pour lutter contre l'emploi illégal des étrangers, pour que les Palestiniens employés sans permis de travail au Liban soient licenciés et les commerces palestiniens ouverts sans permis soient fermés. Il suffit d'une politique ségrégationniste à leur égard pour que l'exclusion des habitants du camp de Bourj El-Barajneh se réaffirme et l'entre soi s'accentue.

Dans ce contexte, il ne faut pas romancer de tels efforts et capacités à l'inclusion et à la lutte pour la survie des Palestiniens du camp de Bourj El-Barajneh. Célébrer la résilience et l'adaptation des réfugiés dans les camps à des conditions de vie impossibles, n'occulte

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

et ne doit pas occulter le rôle et la responsabilité de l'Etat libanais à leur égard. Apporter des solutions à l'exclusion « par le haut » imposée aux camps de réfugiés et de potentielles politiques de leur régularisation, s'avère à nos yeux avantageux pour le Liban et pour les réfugiés des camps. Si ce n'est pas pour améliorer les conditions de vie des réfugiés, ces solutions permettront à l'Etat libanais de maintenir la sécurité sur l'entièreté de son territoire et donc de permettre une stabilité essentielle pour le développement local et régional, à Bourj El-Barajneh ou ailleurs au Liban.

Le camp palestinien urbain du Liban constitue un territoire mouvant qui se redéfinit sans cesse par les pratiques de ses acteurs. Le camp lutte pour devenir un quartier de la ville, il réussit à des périodes de le faire, et à d'autres, le contexte est si contraignant que cela s'avère plus difficile. Ainsi, il s'avère plus judicieux dans cette étude de parler d'une évolution du camp de Bourj El-Barajneh vers un *camp-quartier* plutôt que vers un quartier de la ville. D'abord, parce que le camp de Bourj El-Barajneh, et comme nous l'avons montré auparavant, continue à être principalement marqué par une identité palestinienne dans l'exil : au Liban, le mot « camp » est associé au mot « palestinien », que ce dernier fasse référence à la « lutte », au « retour », ou à l'habitat des « Autres ». Après, parce que malgré une présence de longue durée sur le territoire national, le mot « camp » incarne l'aspect provisoire de la présence palestinienne et en ce faisant donne l'assurance aux Palestiniens à leur droit au retour, et aux Libanais que la présence de ces invités est temporaire. Enfin, parce que malgré la forme physique du camp rappelant celle d'un quartier informel de la ville, la fragilité des processus d'inclusion du camp « par le bas » au sein d'un système d'exclusion « par le haut », replace le camp dans une composition double à la fois « camp » et « quartier » - *camp-quartier*, des fois « camp », et des fois et à une moindre mesure quartier.

Cette étude a montré que malgré un contexte d'exclusion, dans les faits, certains Palestiniens, par leurs moyens, leur réseau de contacts et les liens avec les partis politiques au pouvoir, arrivent à contourner ces obstacles et à en tirer du profit. Elle montre en particulier comment les frontières du camp s'affirment à des moments et se dissolvent à d'autres et que cette porosité permet la circulation des biens, des personnes et des idées suivant des logiques de négociations internes-externes. Suivant ce processus dialectique d'ouverture et de fermeture des frontières, d'exclusion sociale du palestinien et de son inclusion dans la ville, le camp se transforme en un *camp-quartier* de la ville de Beyrouth.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Bibliographie

Réfugiés et camps de réfugiés

Agier, M. (2002). Between War and City. *Ethnography*, *3*(3), 317□341. doi: 10.1177/146613802401092779

Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables: Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Éd. Flammarion.

Agier, M. (dir.). (2014). *Un monde de camps*. Paris : La Découverte.

Agier, M., & Madeira, A. V. (dir.). (2017). *Définir les réfugiés*. Paris : PUF.

Black, R. (1994). Livelihoods under Stress: A Case Study of Refugee Vulnerability in Greece. *Journal of Refugee Studies*, *7*(4), 360□377. doi: 10.1093/jrs/7.4.360

Black, R. (1998, août). Putting refugees in camp. *Forced Migration Review*, (2), 4-7. Consulté à l'adresse https://www.fmreview.org/camps

Black, R. (2001). Fifty Years of Refugee Studies: From Theory to Policy. *International Migration Review*, *35*(1), 57□78. doi: 10.1111/j.1747-7379.2001.tb00004.x

Bun, C. K., & Christie, K. (1995). Past, present and future: the Indochinese refugee experience Twenty Years Later, *Journal of Refugee Studies*, *8*(1), 75–94. doi: 10.1093/jrs/8.1.75

Cambrézy, L. (2001). *Réfugiés et exilés: crise des sociétés, crise des territoires*. Paris : Edition des archives contemporaines.

Chatty, D. (2013). Refugees, Exiles, and Other Forced Migrants in the Late Ottoman Empire. *Refugee Survey Quarterly*, *32*(2), 35□52. doi:10.1093/rsq/hdt001

Chatty, D., & Marfleet, P. (2013). Conceptual Problems in Forced Migration. *Refugee Survey Quarterly*, *32*(2), 1□13. doi:10.1093/rsq/hdt008

Clochard, O. & Doraï, M. (2005). Aux frontières de l'asile, les réfugiés non palestiniens au Liban. *A contrario*, vol. 3(2), 45-65. https://www.cairn.info/revue-a-contrario-2005-2-page-45.htm.

Corbet, A. (2015). Community After All? An Inside Perspective on Encampment in Haiti. *Journal of Refugee Studies*, *29*(2), 166-186. doi: 10.1093/jrs/fev022

Crisp, J., & Jacobsen, K. (1998). Refugee camps reconsidered. *Forced Migration review*, (3), 27-30. Consulté à l'adresse https://www.fmreview.org/fmr-3/crisp-jacobsen

© 2020 Tous droits réservés.

Feldman, I. (2015). What is a camp? Legitimate refugee lives in spaces of long-term displacement. *Geoforum*, *66*, 244□252. doi: 10.1016/j.geoforum.2014.11.014

Fábos, A., & kibreab, G. (2007). Urban Refugees: Introduction. *Refuge : Canada's Journal on Refugees*, *24*(1), 3-10. Consulté à l'adresse https://refuge.journals.yorku.ca/index.php/refuge/article/view/21363

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. (2007). *Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés*. Consulté à l'adresse https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.pdf

Harrell-Bond, B. (1998, août). Camps: literature review. *Forced Migration review*, (2), 22-23. Consulté à l'adresse https://www.fmreview.org/camps

Hinger, S., Schäfer, P., & Pott, A. (2016). The Local Production of Asylum. *Journal of Refugee Studies*, *29*(4), 440-463. doi: 10.1093/jrs/few029

Kibreab, G. (2007). Why Governments Prefer Spatially Segregated Settlement Sites for Urban Refugees. *Refuge: Canada's Journal on Refugees*, *24*(1), 27□35. Consulté à l'adresse https://refuge.journals.yorku.ca/index.php/refuge/article/view/21365

King, R. (2012). Geography and Migration Studies: Retrospect and Prospect. *Population, Space and Place*, *18*(2), 134□153. doi: 10.1002/psp.685

Malkki, L. H. (1995). Refugees and Exile: From « Refugee Studies » to the National Order of Things. *Annual Review of Anthropology*, *24*(1), 495□523. doi: 10.1146/annurev.an.24.100195.002431

Sanyal, R. (2014). Urbanizing Refuge: Interrogating Spaces of Displacement. *International Journal of Urban and Regional Research*, *38*(2), 558-572. doi: 10.1111/1468-2427.12020

Schmidt, A. (2003). *FMO Thematic Guide: Camps versus settlements*. Forced Migration Online. Consulté à l'adresse http://repository.forcedmigration.org/show_metadata.jsp?pid=fmo:5134

Turner, S. (2015). What Is a Refugee Camp? Explorations of the Limits and Effects of the Camp. *Journal of Refugee Studies*, *29*(2), 139-148. doi: 10.1093/jrs/fev024

Ward, P. (2014). Refugee Cities: Reflections on the Development and Impact of UNHCR Urban Refugee Policy in the Middle East. *Refugee Survey Quarterly*, *33*(1), 77□93. doi: 10.1093/rsq/hdt024

Exclusion et inclusion

Ager, A., & Strang, A. (2008). Understanding Integration: A Conceptual Framework. *Journal of Refugee Studies*, *21*(2), 166-191. doi:10.1093/jrs/fen016

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Atkinson, R., & Davoudi, S. (2000). The Concept of Social Exclusion in the European Union: Context, Development and Possibilities. *JCMS: Journal of Common Market Studies*, *38*(3), 427-448. doi: 10.1111/1468-5965.00229

Autès, M. (1995). Genèse d'une nouvelle question sociale : l'exclusion. *Lien social et Politiques*, (34), 43-53. doi :10.7202/005048ar

Berman, Y., & Phillips, D. (2000). Indicators of Social Quality and Social Exclusion at National and Community Level. *Social Indicators Research*, *50*(3), 329-350. doi: 10.1023/A:1007074127144

Burchardt, T., Le Grand, J., & Piachaud, D. (1999). Social Exclusion in Britain 1991-1995. *Social Policy & Administration*, *33*(3), 227-244. doi:10.1111/1467-9515.00148

Burchard, T., Le Grand, J., & Piachaud, D. (2002). Degrees of exclusion: developing a dynamic multidimensional measure. Dans P. Agulnik, J. Hills, J. Le Grand, & D. Piachaud (dir.), *Understanding Social Exclusion* (p. 30-43). New York : Oxford University Press.

Burchard, T., Le Grand, J., & Piachaud, D. (2002). Introduction. Dans P. Agulnik, J. Hills, J. Le Grand, & D. Piachaud (dir.), *Understanding Social Exclusion* (p. 1-12). New York : Oxford University Press

Castel, R. (1995). Les pièges de l'exclusion. *Lien social et Politiques*, (34), 13-21. doi: 10.7202/005065ar

Carrillo Gáfaro, J. F. (2012). *Comprendre l'exclusion sociale à la lumière de la reconnaissance Réflexions théoriques sur l'approche d'Axel Honneth et illustration à partir d'une étude de cas à Bogotá* (Thèse de doctorat en Science Politique). Université Lumière Lyon 2. Consulté à l'adresse https://www.academia.edu/

Chopart, J.-N., & Roy, S. (1995). Y a-t-il vraiment des exclus ? *Lien social et Politiques*, (34), 5-8. doi : 10.7202/005160ar

D'Allondans, A. G. (2003). *L'exclusion sociale: les métamorphoses d'un concept (1960-2000)*. Paris : L'Harmattan.

Fréchet, G., & Lanctôt, P. (2003). Pauvretés, inégalités et exclusion sociale au Quebec. *Santé, Société et Solidarité*, *2*(1), 21-34. doi : 10.3406/oss.2003.911

Haudegand, N., & Lefébure, P. (2000). *Dictionnaire des questions politiques: 60 enjeux de la France contemporaine*. Paris : Ed. de l'Atelier.

Karsz, S. (dir.) (2000). *L'exclusion, définir pour en finir* . Paris : Dunod.

Lafarge, G. (2015). La production sociologique de " l'exclusion sociale " en France (années 1970-1990). *RT6 Working Papers - Réseau de l'Association Française de Sociologie : Protection sociale, politiques sociales et solidarités*, (3), 3-24. Consulté à l'adresse https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01235987/document

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Paugam, S. (1998). Les formes contemporaines de la pauvreté et de l'exclusion. Le point de vue sociologique. *Genèses*, *31*(1), 138-159. doi : 10.3406/genes.1998.1516

Ségrégation et exclusion spatiale

Backouche, I., Ripoll, F., Tissot, S., & Veschambre, V. (dir.) 2011. *Dimension spatiale des inégalités*. Rennes: Presses universitaires de Rennes. doi:10.4000/books.pur.26705

Baumont, C. & Guillain, R. (2013). Introduction. *Revue économique*, vol. 64(5), 765-774. doi:10.3917/reco.645.0765.

Brun, C. (2001). Reterritorilizing the relationship between people and place in refugee studies. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, *83*(1), 15-25. doi: 10.1111/j.0435-3684.2001.00087.x

Cameron, A. (2006). Geographies of welfare and exclusion: social inclusion and exception. *Progress in Human Geography*, *30*(3), 396-404. doi: 10.1191/0309132506ph614pr

Denèfle, S. (dir.) (2016). *Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Fitoussi, J-P., Laurent, É., & Maurice, J. (2004). *Ségrégation urbaine et intégration sociale* (Rapport n° 1/2004). Paris : Conseil d'Analyse Economique. Consulté à l'adresse http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/045.pdf

Hall, E. (2005). The entangled geographies of social exclusion/inclusion for people with learning disabilities. *Health & Place*, *11*(2), 107-115. doi: 10.1016/j.healthplace.2004.10.007

Lehman-Frisch, S. (2009). La ségrégation : une injustice spatiale ? Questions de recherche. *Annales de géographie*, 665-666(1), 94-115. doi:10.3917/ag.665.0094.

Lévy, J., & Lussault, M. (dir.). (2013). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (2e éd.). Paris : Belin.

Madoré, F. (2004). *Ségrégation sociale et habitat.* Rennes: Presses universitaires de Rennes. doi:10.4000/books.pur.2181

Mathieu, N. (1997). Les enjeux de l'approche géographique de l'exclusion sociale. *Économie rurale*, *242*(1), 21-27. doi: 10.3406/ecoru.1997.4894

Paugam, S. (dir.). (1996). *L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris : Editions de La Découverte.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Séchet, R., & Veschambre, V. (dir.). (2006). *Penser et faire la géographie sociale : Contribution à une épistémologie de la géographie sociale.* Rennes: Presses universitaires de Rennes. doi: 10.4000/books.pur.362

Sibley, D. (1995). *Geographies of Exclusion: Society and Difference in the West*. New York : Routledge.

Valentine, G. (2014). *Social Geographies: Space and Society* (2e ed.). London : Routledge. Consulté à l'adresse https://www.taylorfrancis.com/books/9781315839271

Habitat et habitat informel

Al Sayyad, N. (2004). Urban informality as a "New" way of life. In A. Roy, & N. AlSayyad, (dir.), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia* (p. 7-33). New York: Lexington Books.

Al Sayyad, N., & Roy, A. (2006). Medieval modernity: On citizenship and urbanism in a global era. *Space and Polity*, *10*(1), 1-20. doi : 10.1080/13562570600796747

Barbier, C., Giraud, P.-N., Ruet, J. & Zérah, M.-H. (2005). Un rythme d'urbanisation supérieur à la production de logements formels et à l'extension des services. Dans Document de synthèse du séminaire mensuel *L'accès aux services essentiels dans les pays en développement au cœur des politiques urbaines*, Iddri-Cerna - Paris. Consulté à l'adresse http://i-r-e.org/bdf/docs/a007_an_services-essentiels-urbanisation-ped.pdf

Beauchard, J., & Moncomble, F. (2013). *L'architecture du vide: espace public et lien civil*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Davis, M. (2005). La planète bidonville : involution urbaine et prolétariat informel. *Mouvements*, nº 39-40(3), 9-24. doi:10.3917/mouv.039.0009.

Deboulet, A. (2011). Contrer la précarité par la sécurisation foncière et la légalisation. *Revue Tiers Monde*, *206*(2), 75. doi : 10.3917/rtm.206.0075

Fijalkow, Y. & Lévy, J. (2008). Un siècle d'étude sur l'habitat français en géographie urbaine (1900-2000). *Annales de géographie*, 662(4), 20-41. doi:10.3917/ag.662.0020.

Friedman, Y. (2016). *L'architecture de survie: une philosophie de la pauvreté* (2e éd.). Paris : Éditions de l'éclat.

Humain-Lamoure, A. (2007). 3. Le quartier comme objet en géographie. Dans J. Authier, M. Bacqué, & F. Guérin-Pace (dir.). *Le quartier* (p. 41-51). Paris : La Découverte.

Katkhouda, R. (1998). *Affordable Housing in the Suburbs of Beirut: Prospects in Post-War Reconstruction* (Mémoire de Master). McGill University. Consulté à l'adresse

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

http://digitool.library.mcgill.ca/webclient/StreamGate?folder_id=0&dvs=1570521524687~828

Lazzarotti, O. (2006). Habiter, aperçus d'une science géographique. *Cahiers de géographie du Québec*, *50*(139), 85-102. doi : 10.7202/012936ar

Legros, C. (2016). L'urgence participative de l'habitat précaire. *Chimères*, 88(1), 150-161. doi:10.3917/chime.088.0150.

McFarlane, C., & Rondeau, J. (2016). Repenser l'informalité : la politique, les crises et la ville. *Lien social et Politiques*, (76), 44□76. doi : 10.7202/1037065ar

MacLeod, G., & Jones, M. (2011). Renewing Urban Politics. *Urban Studies*, *48*(12), 2443-2472. doi : 10.1177/0042098011415717

Paquot, T. (2005). Habitat, habitation, habiter: Ce que parler veut dire.... *Informations sociales*, 123(3), 48-54. Consulté à l'adresse https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-3-page-48.htm.

Paquot, T. (2015). IV. De la voirie aux espaces publics. Dans T. Paquot (dir.), *L'espace public* (p. 69-92). Paris: La Découverte.

Paquot, T., Lussault, M., & Younès, C. (dir.). (2007). *Habiter, le propre de l'humain: villes, territoires et philosophie*. Paris : La Découverte.

Roy, A. (2005). Urban Informality: Toward an Epistemology of Planning. *Journal of the American Planning Association*, *71*(2), 147-158. doi: 10.1080/01944360508976689

Segaud, M. (2010). *Anthropologie De L'espace. Habiter, Fonder, Distribuer, Transformer*. Paris : Armand Colin.

Segaud, M., Bonvalet, C., & Brun, J. (dir.). (1998). *Logement et habitat: l'état des savoirs*. Paris : La Découverte.

Simone, A. (2008). The politics of the possible: Making urban life in Phnom Penh. *Singapore Journal of Tropical Geography*, *29*(2), 186-204. doi : 10.1111/j.1467-9493.2008.00328.x

Tabet, N. (2017). Entre exclusion et inclusion : l'imaginaire habitant dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth (Liban). Présenté à Imaginaire : construire et habiter la terre, Université de Lyon. Consulté à l'adresse https://icht2.sciencesconf.org/data/pages/ICHT_2017_actes.pdf

Tabet, N. (2019). Entre exclusion et inclusion : rôle et recomposition de la frontière ouest du camp de réfugiés palestiniens de Bourj El-Barajneh dans la banlieue sud-ouest de Beyrouth (Liban). Dans S. Batibonak, J-F Simba, H. Coulibaly, *Mutations dans les migrations, conflictualités dans les pratiques* (p. 125-141). Paris : L'Harmattan.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

UN-HABITAT. (mai 2015). *HABITAT III ISSUE PAPERS 22 – Informal settlements SETTLEMENTS*. Consulté à l'adresse http://habitat3.org/wp-content/uploads/Habitat-III-Issue-Paper-22_Informal-Settlements-2.0.pdf

Yassin, N., Stel, N., & Rassi, R. (2016). Organized Chaos: Informal Institution Building among Palestinian Refugees in the Maashouk Gathering in South Lebanon. *Journal of Refugee Studies*, *29*(3), 341-362. doi: 10.1093/jrs/few016

Frontières et transgressions frontalières

Amilhat-Szary, A. L. (2015). *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?* Paris : Presses Universitaires de France.

Bashizi, A. & Geenen, S. (2015). Les limites d'une « gouvernance par le bas » : les logiques des coopératives minières Kalimbi/Sud-Kivu. Dans S. Marysse & J. O. Tshonda (dir.), *Conjonctures congolaises 2014: politiques, territoires et ressources naturelles : changements et continuités*. *Cahiers Africains*, n° 86, 2015, Paris : L'Harmattan. p 239-257.

Bertrand, P., & Moulis, C. (2010). Conception et matérialité des frontières en l'an Mil : l'exemple des boucles mosanes ardennaises. In J.-L. Deshayes & D. Francfort (Éd.), *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales* (p. 39□79). Nancy : Presses Universitaires de Nancy.

Bulley, D. (2014). Inside the tent: Community and government in refugee camps. *Security Dialogue*, *45*(1), 63□80. doi: 10.1177/0967010613514788

Cleaver, F. (2002). Reinventing Institutions: Bricolage and the Social Embeddedness of Natural Resource Management. *The European Journal of Development Research*, *14*(2), 11-30.

Dahdah, A. (2014). Négocier sa place chez l'autre. Les migrants dans les espaces palestiniens à Beyrouth. *Revue européenne des migrations internationales*, *30*(2), 25□47. doi: 10.4000/remi.6859

Darling, J. (2016). Forced migration and the city. *Progress in Human Geography*, *41*(2), 178-198. doi: 10.1177/0309132516629004

De Genova, N. (2013). Spectacles of migrant "illegality": the scene of exclusion, the obscene of inclusion. *Ethnic and Racial Studies*, *36*(7), 1180–1198. doi: 10.1080/01419870.2013.783710

De Genova, N. (2015). Border Struggles in the Migrant Metropolis. *Nordic Journal of Migration Research*, 5(1). 3-10. doi : 10.1515/njmr-2015-0005

Foucher, M. (1991). *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique.* Paris : Librairie Arthème Fayard.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Fresia, M. (2007). Les réfugiés comme objet d'étude pour l'anthropologie : enjeux et perspectives. *Refugee Survey Quarterly*, *26*(3), 100-118. https://doi.org/10.1093/rsq/hdi0246

Fresia, M., & Von Känel, A. (2015). Beyond Space of Exception? Reflections on the Camp through the Prism of Refugee Schools. *Journal of Refugee Studies*, *29*(2), 250-272. doi: 10.1093/jrs/fev016

Gladden, J. (2013). Coping Strategies of Sudanese Refugee Women in Kakuma Refugee Camp, Kenya. *Refugee Survey Quarterly*, *32*(4), 66□89. doi: 10.1093/rsq/hdt017

Hinger, S., Schäfer, P., & Pott, A. (2016). The Local Production of Asylum. *Journal of Refugee Studies*, *29*(4), 440□463. https://doi.org/10.1093/jrs/few029

Horst, C. (2002). Document. Vital links in social security: Somali refugees in the Dadaab camps, Kenya. *Refugee Survey Quarterly*, *21*(1 and 2), 242□259. doi: 10.1093/rsq/21.1_and_2.242

Jops, P., Lenette, C., & Breckenridge, J. (2019). Lessons of Survival: Exploring the Social Networks and Coping Mechanisms of Chin Refugee Women in Delhi. *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, *17*(4), 509□528. doi: 10.1080/15562948.2018.1550230

Mezzadra, S., & Neilson, B. (2012). Between Inclusion and Exclusion: On the Topology of Global Space and Borders. *Theory, Culture & Society*, *29*(4-5), 58-75. doi: 10.1177/0263276412443569

Mezzadra, S. & Neilson, B. (2010). Frontières et inclusion différentielle. *Rue Descartes*, 67(1), 102-108. doi:10.3917/rdes.067.0102.

Pekar Lempereur, A. (2004). L'évolution des rapports de force en négociation: Dix cas de revirement. *Revue française de gestion*, nº 153(6), 125-140. https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2004-6-page-125.htm.

Renard, J-P. (2002). La frontière : Limite géopolitique majeurs mais aussi aire de transition. Dans L. Carroué, P. Claval, G. Di Méo, A. Miossec, J.-P. Renard, L. Simon, Y. Veyret et J.-P. Vigneau, *Limites et discontinuités en géographie* (p. 40-66). Paris : Sedes.

Staszak, J. F. (2017). *Frontières en tous genre. Cloisonnement spatial et constructions identitaires*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Schweitzer, R., Greenslade, J., & Kagee, A. (2007). Coping and Resilience in Refugees from the Sudan: A Narrative Account. *Australian & New Zealand Journal of Psychiatry*, *41*(3), 282□288. doi: 10.1080/00048670601172780

Tambakaki, P. (2015). Citizenship and inclusion: rethinking the analytical category of noncitizenship. *Citizenship Studies*, *19*(8), 922-935. doi: 10.1080/13621025.2015.1110285

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Conditions socio-économiques des réfugiés palestiniens au Liban

Abbas, M., Shaaban, H., Sirhan, B., & Hassan, A. (1997). The socio-economic conditions of Palestinians in Lebanon. *Journal of Refugee Studies*, *10*(3), 378-396. doi : 10.1093/jrs/10.3.378

Al-Natour, S. (2002). Les Palestiniens au Liban et la modification du droit immobilier. *Revue des études palestiniennes*, *13*(50), 1-32. Consulté à l'adresse https://www.palestine-studies.org/sites/default/files/mdf-articles/-20%تقارير20%الناطور.pdf

الناطور, س. (2002). الفلسطينيون في لبنان وتعديل قانون الملكية العقارية. مجلة الدراسات الفلسطينية 32-1 .13(50).

Consulté à l'adresse https://www.palestine-studies.org/sites/default/files/mdf-articles/الناطور20%-20%تقارير.pdf

Al-Natour, S. (2003). Les réfugiés palestiniens. *Confluences Méditerranée*, 47(4), 111-122. doi:10.3917/come.047.0111.f

Al Husseini, J. (2006). La gestion de l'immigration des réfugiés palestiniens dans les pays arabes : à la recherche d'un équilibre incertain. Dans Bel-Air, F. d. (dir.), *Migration et politique au Moyen-Orient.* Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.4779

Al Husseini, J., & Doraï, M. (2003). De la lutte armée à la nation palestinienne : Vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés. *Autrepart*, 26(2), 91-106. doi:10.3917/autr.026.0091.

Al Husseini, J., & Signoles, A. (dir.) (2011). *Les Palestiniens, entre État et diaspora: le temps des incertitudes*. Paris : IISMM-Karthala.

Al-Natour, S. (1997). The legal status of Palestinians in Lebanon. *Journal of Refugee Studies*, *10*(3), 360-377. doi: 10.1093/jrs/10.3.360

Chaaban, J., Ghattas, H., Habib, R., Hanafi, S., Sahyoun, N., Salti, N., Seyfert, K., Naamani, N. (2010), *Socio-Economic Survey of Palestinian Refugees in Lebanon*. Beirut : American University of Beirut (AUB) and the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East. Consulté à l'adresse https://www.unrwa.org/userfiles/2011012074253.pdf

Doraï, M. K. (2008). Du brouillage des catégories de réfugié et de demandeur d'asile à partir d'exemples moyen-orientaux. Dans L. Cambrézy, S. Laacher, V. Lassailly-Jacob, & L. Legoux (dir.), *L'asile au Sud* (p. 89-109). Paris : La Dispute.

El-Hage, A. M. (2019, septembre 12). À Beyrouth, le cri de désespoir des réfugiés palestiniens. *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/1186215/-accordez-nous-lasile-humanitaire-collectif-lancent-des-milliers-de-palestiniens.html

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Forsythe, D. P. (1983). The Palestine Question: Dealing with a Long-Term Refugee Situation. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, *467*(1), 89-101. doi: 10.1177/0002716283467001007

Hanafi, S., & Doraï, M. K. (2003). Des réfugiés qui ne relèvent pas du Haut-Commissariat aux Réfugiés : les Palestiniens. Dans M. Guillon, L. Legoux, & E. Ma Mung (dir.), *L'asile politique entre deux chaises: droits de l'homme et gestion des flux migratoires* (p. 287-310). Paris : L'Harmattan.

Hanafi, S., Chaaban, J., & Seyfert, K. (2012). Social Exclusion of Palestinian Refugees in Lebanon: Reflections on the Mechanisms that Cement their Persistent Poverty. *Refugee Survey Quarterly*, *31*(1), 34-53. doi: 10.1093/rsq/hdr018

Kodmani-Darwish, B. (1997). *La diaspora palestinienne* [Version Kindle]. Consulté à l'adresse https://lire.amazon.fr

Knudsen, A. J., & Ḥanafī, S. (dir.). (2010). *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*. London : Routledge.

Lebanese Palestinian Dialogue Committee, Central Administration of statistics, & Palestinian Central Bureau of Statistics. (2018). *The Population and Housing Census in Palestinian Camps and Gatherings 2017 : Key Findings Report*. Consulté à l'adresse http://www.lpdc.gov.lb

Le nombre de Palestiniens au Liban n'excède pas les... 174 422 personnes. (2017, décembre 22). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/1090855/le-nombre-de-palestiniens-au-liban-nexcede-pas-les-174-422-personnes.html

Meier, D. (2009a). « L'implantation » comme construction de la présence palestinienne au Liban durant la tutelle syrienne (1989-2005). *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (126), 223-242. Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/remmm/6497

Meier, D. (2009b). Quelle intégration pour les réfugiés palestiniens du Liban ? Etude à partir des mariages libano-palestiniens », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], *49* (4). Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/rge/2021

Nasrallah, F. (1997). Lebanese perceptions of the Palestinians in Lebanon: case studies. *Journal of Refugee Studies*, *10*(3), 349-359. doi: 10.1093/jrs/10.3.349

Saleh, M. M. (dir.). (2012). *La situation des réfugiés palestiniens au Liban*. Beyrouth : Centre Al-Zaytounah pour des Etudes et des Consultations. Consulté à l'adresse https://www.alzaytouna.net

صالح, م. م. (2012). *أوضاع اللاجئين الفلسطينيين في لبنان* . بيروت : مركز الزيتونة للدراسات والاستشارات. Consulté à l'adresse https://www.alzaytouna.net

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

United Nations High Commissioner for Refugees. (2014). *DAFI 2014 Annual report*. Consulté à l'adresse https://www.unhcr.org/protection/operations/568bd4a59/dafi-annual-report-2014.html

Weighill, M.-L. (1997). Palestinians in Lebanon: the politics of assistance. *Journal of Refugee Studies*, *10*(3), 294-313. doi : 10.1093/jrs/10.3.294

Histoire politique et sociale des Palestiniens au Liban

Brand, L. A . (1990). Asad's Syria and the PLO: Coincidence or Conflict of Interests? *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, *14*(2), 22-44. Consulté à l'adresse https://www.jstor.org/stable/41857807

Bayat, A. (2000). From `Dangerous Classes' to `Quiet Rebels'. *International Sociology*, *15*(3), 533-557. doi: 10.1177/026858000015003005

Ben Ali Aawaji, G. (2001). *Groupes contemporains appartenant à l'islam et la position de l'islam de ces groupes.* Tome 1. Jaddah : El-Maktaba el'Asriyrah el-zahabiyah. Consulté à l'adresse https://books.google.es/

بن علي العواجي، غ. (٢٠٠١). فرق معاصرة تنتسب إلى الاسلام وبيان موقف الاسلام منها. الجزء الاول. جدة : المكتبة العصرية الذهبية

Dahl, B. (2006). *The Lebanese-Palestinian Conflict in 1973: The Social (De) Construction of Lebanese Sovereignty* (Mémoire de master). University of Oxford. Consulté à l'adresse http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.577.7361&rep=rep1&type=pdf

El-Zirikli, K. E. (2002). *Luminaires : Dictionnaire des traductions des hommes et des femmes les plus célèbres arabes et arabistes et orientalistes.* Tome 4, Beyrouth: Dar el'Elem lilmalayin. Consulté à l'adresse https://books.google.es/

الزركلي، خ. ا. (٢٠٠٢). . الأعلام : قاموس تراجم لأشهر الرجال والنساء من العرب والمستعربين والمستشرقين. الجزء الرابع. بيروت: دار العلم للملايين.

Hamid, R. (1975). What is the PLO? *Journal of Palestine Studies*, *4*(4), 90-109. doi: 10.2307/2535603

Hinnebusch, R. A. (1986). Syrian Policy in Lebanon and the Palestinians. *Arab Studies Quarterly*, *8*(1), 1-20. Consulté à l'adresse https://www.jstor.org/stable/41857807

Hudson, M. (1997). Palestinians and Lebanon: the common story. *Journal of Refugee Studies*, *10*(3), 243-260. doi: 10.1093/jrs/10.3.243

Joffé, E. G. H. (1983). Arab Nationalism and Palestine. *Journal of Peace Research*, *20*(2), 157-170. doi: 10.1177/002234338302000204

Journal Officiel Libanais, article 1 du décret n 927. (1959, mars 31). Consulté le 3 mai 2018, à l'adresse http://www.legallaw.ul.edu.lb

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Journal Officiel Libanais, décret n 3909. (1960, avril 26). Consulté le 15 mai 2018, à l'adresse http://www.legallaw.ul.edu.lb

Journal Officiel Libanais, article 27, 28 et 19 du décret n 2867. (1959, décembre 28). Consulté le 3 mai 2018, à l'adresse http://www.legallaw.ul.edu.lb

Kamm, H. (1972, juin 14). Guerillas Fading From Base in Lebanon. *The New York Times*, p. 15.

Khawaja, B. (2011). *War and memory : the role of Palestinian refugees in Lebanon* (Honors Project). Macalester College. Consulté à l'adresse https://digitalcommons.macalester.edu/

Nashef, H. (2018). *Palestinian Culture and the Nakba: Bearing Witness*. New York : Routledge.

Liban-France - Une interview de Hoss à RFI Pas de refroidissement des relations avec Paris. (1998, décembre 14). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/271764/Liban-France_-_Une_interview_de_Hoss_a_RFI_Pas_de_refroidissement_des_relations_avec_Paris.html

Ban appelle la communauté internationale à « pleinement coopérer » avec la 1757, Moallem dit « non » À Nahr el-Bared, la bataille décisive contre le terrorisme. (2007, juin 2). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com

Picaudou, N. (1989). *Le mouvement national palestinien: genèse et structures*. Paris : L'Harmattan.

Picaudou, N. (2003). *Les Palestiniens, un siècle d'histoire: le drame inachevé*. Bruxelles : Ed. Complexe.

Rey-Schyrr, C. (2001). Le CICR et l'assistance aux réfugiés arabes palestiniens (1948-1950). *Revue internationale de la Croix-Rouge*, *83*(843), 739□761. Consulté à l'adresse https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/irrc_843_001_rey-schyrr.pdf

Rubenberg, C. A. (1983). The Civilian Infrastructure of the Palestine Liberation Organization: An Analysis of the PLO in Lebanon Until June 1982. *Journal of Palestine Studies*, *12*(3), 54-78. doi: 10.2307/2536151

Said, E. W. (1982). Palestinians in the Aftermath of Beirut: A Preliminary Stocktaking. *Arab Studies Quarterly*, *4*(4), 301-308. Consulté à l'adresse https://www.jstor.org/stable/41857641

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Said, E. W. (1994). On Mahmoud Darwish. *Grand Street*, (48), 112-115. doi: 10.2307/25007730

Sam Pope Brewer, S. P. (1957, November 20). Lebanon imposes a refugee curb: decree sets rigid controls over Ex-Palestinians to halt subversive acts. *The New York Times*, p. 7.

Sanbar, E. (1984). *Palestine 1948: l'expulsion* [Version Kindle]. Consulté à l'adresse https://lire.amazon.fr.

Sayigh, Y. (1999). *Armed Struggle and the Search for State: The Palestinian National Movement, 1949-1993* (2e éd.). New York : Oxford University Press.

Schmidt, D. A. (1969, November 13). Commandos rule 14 refugee camps: Lebanese Authorities Are Ousted by Palestinians from U.N. settlements. *The New York Times*. p. 1 et p. 12.

Schmidt, D. A. (1962, janvier 12). Lebanon seeking tighter security: Beirut is clamping down on subversive political units. *The New York Times,* p. 3.

Sfeir, J. (2008). *L'exil palestinien au Liban. Le temps des origines (1947-1952).* Paris : Karthala-Ifpo.

Shiblak, A. (1997). Palestinians in Lebanon and the PLO. *Journal of Refugee Studies*, *10*(3), 261-274. doi: 10.1093/jrs/10.3.261

Siklawi, R. (2017). The Palestinian Resistance Movement In Lebanon 1967–82: Survival, Challenges, and Opportunities. *Arab Studies Quarterly*, *39*(3), 923-937. Consulté à l'adresse https://www.jstor.org/stable/10.13169/arabstudquar.39.3.0923

Tanner, H. (1974, juin 23). Raid into Lebanon by Israel feared. *The New York Times*, p. 1 et p.10.

Vicker, R. (1979, octobre 22). Not Just Guerrillas: The PLO Makes Gains On Both the Industrial And Diplomatic Fronts. *The Wall Street Journal*, p. 1 et 27.

Histoire du Liban

Beauchard, J. (2018, novembre). Le pouvoir syrien : essor du double ennemi et régénération sans fin des conflits. *Diplomatie*, (95), 12-16.

Catusse, M., & Karam, K. (2008). Les euphémismes de la résistance sociale au Liban. *Alternatives Sud - État des résistances dans le Sud*, *15*(4), 103-109. Consulté à l'adresse https://www.cetri.be/Etat-des-resistances-dans-le-Sud-3575?lang=fr

Corm, G. (2012). *Le Liban contemporain: histoire et société* (3e éd.). Paris : La Découverte.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

De Onis, J. (1975, janvier 3). 1,500 Lebanese Abandon Israeli-Damaged Village. *The New York Times*, p. 3.

Gilroy, H. (1955, septembre 30). Lebanon Moves Arab Refugees Away From Israeli Border Area; 9,000 Are Forced to Leave Within 48 Hours -- U. N. Agency Erects Tents. *The New York Times*, p. 3.

Grafton, D. (2003). Chapter 5. The Position of Ulema in Lebanese Society and Politics. In *The Christians of Lebanon: Political Rights in Islamic Law* (p. 115-135). London, New York : Bloomsbury Academic.

Hasbani, N. (2007). Liban : crise politique sur fond de nouveau partage du pouvoir. *Politique étrangère*, printemps(1), 39-51. doi:10.3917/pe.071.0039.

Kanafani-Zahar, A. (2000). Liban, mémoires de guerre, désirs de paix. *La pensée de midi*, 3(3), 75-84. https://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2000-3-page-75.htm.

Kanafani-Zahar, A. (2004). La réconciliation des druzes et des chrétiens du Mont Liban ou le retour à un code coutumier. *Critique internationale*, nº 23(2), 55-75. doi:10.3917/crii.023.0055.

Malsagne, S. (2014). L'armée libanaise de 1945 à 1975: Du socle national à l'effritement. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *124*(4), 15-31. doi:10.3917/vin.124.0015.

Nasrallah, F. (1992). *Prospects for Lebanon : the questions of South Lebanon*. Oxford : Center for Lebanese Studies. Consulté à l'adresse https://lebanesestudies.com/crc/

Nassif, N. (2005). *Le Deuxième Bureau, gouverneur d'ombre*. Beyrouth : Dar Moukhtarat.

ناصيف, ن.(2005) .*المكتب الثاني حاكم في الظل* .بيروت : دار المختارات.

Multiplication des appels à l'unité après le double attentat dans la banlieue-sud de Beyrouth. (2015, novembre 12). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/954438/la-classe-politique-condamne-le-double-attentat-suicide-dans-la-banlieue-sud-de-beyrouth.html

Picard, E. (2007). 9. Le Hezbollah, milice islamiste et acteur communautaire pragmatique. Dans F. Mermier (dir.). *Liban, une guerre de 33 jours* (p. 84-94). Paris: La Découverte.

Salibi, K. (2008). *Histoire du Liban contemporain*. Beyrouth : Dar Al-Nahar.

صليبي, ك. (2008) .تاريخ *لبنان الحديث*. بيروت : دار النهار للنشر.

Sanlaville, P. (1969). La personnalité géographique du Liban. *Revue de géographie de Lyon*, *44*(4), 375-394. doi: 10.3406/geoca.1969.2648

Verdeil, É. (2007). 1. Le bilan des destructions. Dans F. Mermier (dir.). *Liban, une guerre de 33 jours* (p. 15-29). Paris: La Découverte.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Youssef, N. (2013). Le Liban : la transition inachevée vers l'État de droit. *Revue française de droit constitutionnel*, *95*(3), 735-756. doi:10.3917/rfdc.095.0735.

Camps de réfugiés palestiniens au Liban

Abou El-Aala, H. (1980). Géographie urbaine du camp de Bourj El-Barajneh (étude de terrain). *Affaires palestiniennes* (103), 40-53.

أبو العلا, ح. (1980). الجغرافيا العمرانية لمخيم برج البراجنه (دراسة ميدانية) .شؤون *فلسطينية* .(103) 53-40.

Al-Hout, B. N. (2004). *Sabra and Shatila: September 1982*. London : Pluto Press.

Ayoub, L. (2016, juin 26). La mort par électricité dans les camps de Bourj el-Barajneh et de Shatila se poursuit: plus de cinquante morts*. Legal Agenda.* Consulté à l'adresse https://www.legal-agenda.com/article.php?id=4606

أيوب, ل .(26 juin2016) .الموت بالكهرباء في مخيمي برج البراجنة وشاتيلا مستمر: أكثر من خمسين قتيلاً *المفكرة القانونية*. Consulté à l'adresse https://www.legal-agenda.com/article.php?id=4606 .

Berg, K. G. (2014). 5. From chaos to order and back: the construction of UNRWA shelters and camps, 1950–1970. Dans S. Hanafi, L. Hilal and L. Takkenberg (dir.). *UNRWA and Palestinian Refugees. From relief and works to human development* (p. 109-128). London and New York: Routledge studies on the Arab-Israeli conflict.

Dias, S. A. (2013). *Aux marges de la ville et de l'État: camps palestiniens au Liban et favelas cariocas*. Paris : Karthala.

Doraï, M. K. (2006). *Les réfugiés palestiniens du Liban: Une géographie de l'exil.* Paris: CNRS Éditions. doi:10.4000/books.editionscnrs.2418

Doraï, M. K., & Puig, N. (dir.). (2012). *L'urbanité des marges: migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*. Paris : Téraèdre.

El-Hage Ali, A. A. (2007). *Le camp de Bourj El Barajneh : l'ombre de la mort et de la vie.* Beyrouth : Thabet, l'Organisation palestinienne pour le droit au retour.

الحاج علي, أ.ع. (2007) .مخيم *برج البراجنه ظل الموت والحياة* .بيروت: المنظمة الفلسطينية لحق العودة ثابت.

Gorokhoff, P. (1984). Création et évolution d'un camp palestinien de la banlieue sud de Beyrouth : Bourj El-Barajneh. Politiques urbaines dans le Monde Arabe. *Etudes sur le monde Arabe, 1,* 313-330.

Hajj, N. (2017). *Protection Amid Chaos: The Creation of Property Rights in Palestinian Refugee Camps*. New York : Columbia University Press.

Halabi, Z. (2004). Exclusion and identity in Lebanon's Palestinian refugee camps: a story of sustained conflict. *Environment and Urbanization*, *16*(2), 39-48. doi : 10.1177/095624780401600221

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Hanafi, S., & Long, T. (2010). Governance, Governmentalities, and the State of Exception in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon. *Journal of Refugee Studies*, *23*(2), 134-159. doi : 10.1093/jrs/feq014

Hejoj, I. (2007). A Profile of Poverty for Palestinian Refugees in Jordan: the Case of Zarqa and Sukhneh Camps. *Journal of Refugee Studies*, *20*(1), 120□145. doi: 10.1093/jrs/fel025

Huybrechts, É. (2002). Des micro-territoires de la guerre à la métropole du Proche-Orient arabe. *Cahiers de la Méditerranée [En ligne]*, (64), 249-255. Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/cdlm/79

Kapeliouk, A. (1982). *Sabra et Chatila : Enquête sur un massacre* [Version Kindle] Consulté à l'adresse https://lire.amazon.fr

Kliot, N. (1986). Lebanon—a geography of hostages. *Political Geography Quarterly*, *5*(3), 199-220. doi: 10.1016/0260-9827(86)90034-0

Latif, N. (2008). Space, Power and Identity in a Palestinian Refugee Camp. *REVUE Asylon(s),* (5). Consulté à l'adresse : http://www.reseau-terra.eu/article800.html

Martin, D. (2015). From spaces of exception to 'campscapes': Palestinian refugee camps and informal settlements in Beirut. *Political Geography*, *44*, 9-18. doi : 10.1016/j.polgeo.2014.08.001

Mauriat, J. (1997). *Les camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth : Dynamiques internes et articulations à leur environnement immédiat* (Mémoire de maitrise). Université Paris X Nanterre.

Oesch, L. (2014). The urban planning strategy in Al-Hussein Palestinian refugee camp in Amman: heterogeneous practices, homogeneous landscape. Dans S. Hanafi, L. Hilal et L. Takkenberg (dir.). *UNRWA and Palestinian Refugees : From Relief and Works to Human Development* (p. 240-260). London : Routledge. Consulté à l'adresse https://www.academia.edu/

Oesch, L. (2017). The refugee camp as a space of multiple ambiguities and subjectivities. *Political Geography*, *60*, 110□120. doi : 10.1016/j.polgeo.2017.05.004

Organisation de Libération de la Palestine – Direction des affaires des réfugiés. (2010). Règlement intérieur modifié des comités populaires pour les services dans les camps de réfugiés palestiniens.

منظمة التحرير الفلسطينية - دائرة شؤون اللاجئين. (2010). *النظام الداخلي المعدل للجان الشعبية للخدمات في مخيمات اللاجئين الفلسطينيين.*

Calme précaire à Bourj el-Brajneh après des affrontements armés qui ont fait un mort et trois blessés. (2017, mars 10). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/1039859/affrontements-armes-entre-palestiniens-et-clan-jaafar-pres-de-bourj-el-brajneh.html

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Peteet, J. (1987). Socio-Political Integration and Conflict Resolution in the Palestinian Camps in Lebanon. *Journal of Palestine Studies*, *16*(2), 29□44. doi: 10.2307/2537086

Peteet, J. (1996). From Refugees to Minority: Palestinians in Post-War Lebanon. *Middle East Report*, (200), 27-30. doi: 10.2307/3013265

Peteet, J. (2005). *Landscape of Hope and Despair: Palestinian Refugee Camps*. Pennsylvania : University of Pennsylvania Press.

Peteet, J. (2015). Camps and Enclaves: Palestine in the Time of Closure. *Journal of Refugee Studies*, *29*(2), 208□228. doi: 10.1093/jrs/fev014

Roberts, R. (1999). *Bourj al-Barajneh: the significance of village origin in a Palestinian refugee camp* (Mémoire de master). Université de Durham. Consulté à l'adresse http://etheses.dur.ac.uk/800/

Roberts, R. (2010). *Palestinians in Lebanon: Refugees Living with Long-term Displacement*. London and New York : I. B. Tauris.

Rougier, B. (2005). Les camps palestiniens du Liban. *Transcontinentales [En ligne]*, (1), 51-67. Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/transcontinentales/272

Saghieh, N. & Saghieh, R. (2008). *Legal Assessment of Housing, Land and Property Ownership, Rights, Transfers, and Property Law related to Palestinian Refugees in Lebanon*. Beirut: Norwegian Refugee Council. Consulté à l'adresse https://www.nrc.no/resources/reports/legal-assessment-of-housing-land-and-property-ownership-rights-transfers-and-property-law-related-to-palestinian-refugees-in-lebanon/

Sayigh, R. (1987). The third siege of Bourj Barajneh camp: a woman's testimony. *Race & Class*, *29*(1), 25-34. doi: 10.1177/030639688702900102

Sayigh, R. (2015). *Too Many Enemies* (2e éd.). Poland : Al Mashriq.

Seren, H. (dir.). (2004). *L'urbanisation des camps de réfugiés dans la bande de Gaza et en Cisjordanie* (Rapport de rechercher Projet 93). Paris : SHAML–PRUD. Consulté à l'adresse http://www.gemdev.org/prud/rapports/rapport30.pdf

Suleiman, J. (1999). The Current Political, Organizational, and Security Situation in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon. *Journal of Palestine Studies*, *29*(1), 66-80. doi: 10.2307/2676432

Traboulsi, F. (2010, mai). De l'oppression palestinienne-libanaise - comment s'est effectuée la distribution des camps palestiniens. *Assafir Palestine*. Consulté à l'adresse http://palestine.assafir.com/Article.aspx?ArticleID=1508

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

طرابلسي , ف. (mai, 2010) .من المكبوت الفلسطيني ـ اللبناني كيف جرى توزيع المخيمات الفلسطينية؟ *السفير فلسطين* Consulté à l'adresse http://palestine.assafir.com/Article.aspx?ArticleID=1508.

Beyrouth et ses banlieues : histoire urbaine et développement urbain

Arnaud, J. (dir.). (1996). *Beyrouth, Grand Beyrouth.* Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.3219

Bourgey, A. (1985). La guerre et ses conséquences géographiques au Liban. *Annales de Géographie*, *94*(521), 1-37. doi: 10.3406/geo.1985.20299

Bourgey, A., & Pharès, J. (1973). Les bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth. *Revue de géographie de Lyon*, *48*(2), 107-139. doi: 10.3406/geoca.1973.1623

Charafeddine, W. (1987). *La banlieue sud de Beyrouth: structure urbaine et économique* (Thèse de doctorat en géographie). Université Paris IV-La Sorbonne.

Clerc-Huybrechts, V. (2006). Beyrouth : l'influence du foncier et des plans d'urbanisme sur la formation des quartiers irréguliers de la banlieue sud. *M@ppemonde*, *84*(4), 1-15. Consulté à l'adresse https://mappemonde-archive.mgm.fr/num12/articles/art06406.html

Clerc-Huybrechts, V. (2008). *Les quartiers irréguliers de Beyrouth, une histoire des enjeux fonciers et urbanistiques dans la banlieue sud*. Beyrouth : Presses de l'Ifpo.

Conseil de Développement et de Reconstruction. (2005). *Recherche sociale rapide : Beyrouth et ses banlieues*. Consulté à l'adresse http://www.cdr.gov.lb/study/

مجلس الإنماء والإعمار.(2005). *البحث الإجتماعي السريع : بيروت وضواحيه*. Consulté à l'adresse http://www.cdr.gov.lb/study/

Davie, M. (1996). *Beyrouth et ses faubourgs: Une intégration inachevée*. Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.3299

Davie, M. F. (1991). La gestion des espaces urbains en temps de guerre. Circuits parallèles à Beyrouth. In N. Beyhum (Éd.), *Reconstruire Beyrouth : Les paris sur le possible* (p. 157-193). Consulté à l'adresse https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01078071

Davie, M. F. (1997). « Beyrouth-Est » et « Beyrouth-Ouest » : territoires confessionnels ou espaces de guerre ? Essai d'interprétation. *Beyrouth. Regards croisés, URBAMA*, (2), 17-49. Consulté à l'adresse https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01075271/document

Déclaration de la Coalition des forces palestiniennes au Liban rejette la décision des autorités libanaises de démolir 700 maisons dans le camp de Bourj el-Barajneh, Beyrouth, le 17/6/1998. (1998, juin 17). *Revue des Etudes Palestiniennes, 9*(36), 196. Consulté à l'adresse https://www.palestine-studies.org/ar/mdf/abstract/34682

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

بيان لتحالف القوى الفلسطينية في لبنان يرفض قرار السلطات اللبنانية جرف 700 منزل في مخيم برج البراجنة , بيروت،1998/6/17, *مجلة الدراسات الفلسطينية* ,المجلد 9 ، العدد 36 خريف 1998، ص 196.
Consulté à l'adresse https://www.palestine-studies.org/ar/mdf/abstract/34682

ECODIT (2001). *Lebanon State of the Environment Report.* Ministry of Environment/LEDO. Consulté à l'adresse http://www.moe.gov.lb/ledo/soer2001pdf/preface.pdf

Faour, G., Haddad, T., Velut, S., & Verdeil, E. (2005). Beyrouth : Quarante ans de croissance urbaine. *M@ppemonde*, *3*(79). Consulté à l'adresse https://mappemonde-archive.mgm.fr/num7/articles/art05305.html

Favier, A. (2001). *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*. Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.4251

Fawaz, M. (1998). *Islam, resistance and community developement : The Case of the Southern Suburb of Beirut City* (Mémoire de Master). Massachusetts Insitute of Technology. Consulté à l'adresse http://dspace.mit.edu

Fawaz, M. et Peillen, I. (2003). Summary of City Case Studies : The case study of Beirut. In United Nations Human Settlements. *The Challenge of Slums: Global Report on Human Settlements.* (p.195-228). Consulté à l'adresse https://www.un.org/ruleoflaw/files/Challenge%20of%20Slums.pdf

Fawaz, M. (2014). The Politics of Property in Planning: Hezbollah's Reconstruction of Haret Hreik (Beirut, Lebanon) as Case Study. *International Journal of Urban and Regional Research*, *38*(3), 922-934. doi: 10.1111/1468-2427.12114

Féré, C. & Scherrer, F. (2010). 22. L'eau urbaine après le réseau : Villes du Liban et des nouveaux Länder allemands. Dans : Graciela Schneier-Madanes (dir.). *L'eau mondialisée: La gouvernance en question* (p. 403-417). Paris : La Découverte. Consulté à l'adresse https://www.cairn.info/l-eau-mondialisee--9782707154965-page-403.htm

Gabillet, P. (2010). Le commerce des abonnements aux générateurs électriques au Liban. *Géocarrefour*, *85*(2), 153-163. doi: 10.4000/geocarrefour.7861

Geara-Matta, D., Moilleron, R., El Samarani, A., Lorgeoux, C., & Chebbo, G. (2010). State of Art about water uses and wastewater management in Lebanon. Présenté à World Wide Workshop for Young Environmental Scientists : Arcueil, France. Consulté à l'adresse https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00521446/document

Ghiotti, S. & Riachi, R. (2013). La gestion de l'eau au Liban : une réforme confisquée ?. *Études rurales*, 192(2), 135-152. doi: 10.4000/etudesrurales.9941

Harb el-Kak, M. (1996). *Politiques urbaines dans la banlieue-sud de Beyrouth.* Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.3578

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Harb, M. (2003). La Dâhiye de Beyrouth : parcours d'une stigmatisation urbaine, consolidation d'un territoire politique. *Genèses*, n°51(2), 70-91. doi:10.3917/gen.051.0070.

Karam, M. (2018, janvier 31). Électricité au Liban : ce qu'il faut savoir pour comprendre une crise qui va crescendo. *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/1097035/electricite-au-liban-ce-quil-faut-savoir-pour-comprendre-une-crise-qui-va-crescendo.html

Kassir, S. (2012). *Histoire de Beyrouth* (2e éd.). Paris : Editions Perrin.

Marthelot, P. (1963). L'expansion récente de la ville de Beyrouth. *Bulletin de l'Association de géographes français*, *313*, 74-84. doi : 10.3406/bagf.1963.5634.

Marthelot, P. (1963). Une ville remplit son site : Beyrouth. *Méditerranée*, *4*(3), 37-56. doi : 10.3406/medit.1963.1088

Nasr, S. 1985. La transition des chiites vers Beyrouth : mutations sociales et mobilisation communautaire à la veille de 1975. In Zakaria, M., & Chbarou, B. (Eds.), *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq: Mouvements* communautaires et espaces urbains au Machreq. Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.3417

Dossier spécial : Historique et impact de la crise des déchets. (2016, mars 31). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/978454/historique-et-impact-de-la-crise-des-dechets.html

L'eau au Liban : une richesse au compte-gouttes. (2018, janvier 12). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/1093885/leau-au-liban-une-richesse-au-compte-gouttes.html

Nouveau rapport du CDR sur l'état des travaux entre octobre 1996 et juillet 1997 Le Liban a consacré 3.8 milliards de dollars à sa reconstruction depuis 1992. (1997, août 14). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/236524/Nouveau_rapport_du_CDR_sur_letat_des_travaux_entre_octobre_1996_et_juillet_1997_Le_Liban_a_consacre_3.8_milliards_de_dollars_a_sa_reconstruction_depui.html

Riachi, R. (2013). *Institutions et régulation d'une ressource naturelle dans une société fragmentée : Théorie et applications à une gestion durable de l'eau au Liban* (Thèse de doctorat en sciences économiques). Université de Grenoble. Consulté à l'adresse https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00979509/document

Ruppert, H. (1999). *Beyrouth, une ville d'Orient marquée par l'Occident.* Beyrouth: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.3814

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Saidi, M. (1998). La ligne verte de Beyrouth 1975-1991. *Guerres Mondiales Et Conflits Contemporains,* (190), 43-60. Consulté à l'adresse http://www.jstor.org/stable/25732502

Tohme, A. Y. (2018, août 26). L'histoire vraie du compteur d'électricité. *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse https://www.lorientlejour.com/article/1069220/lhistoire-vraie-du-compteur-delectricite.html

Verdeil, E. (2002). *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction* (Thèse de doctorat en géographie). Université Panthéon-Sorbonne - Paris I. Consulté à l'adresse https://tel.archives-ouvertes.fr/halshs-00003919/document

Verdeil, E. (2009). Électricité et territoires : un regard sur la crise libanaise. *Revue Tiers Monde*, 198(2), 421-436. doi:10.3917/rtm.198.0421.

Verdeil, E. (2010). *Beyrouth et ses urbanistes. Une ville en plans (1946-1975)*. Beyrouth : Presses de l'Ifpo.

Verdeil, E., Faour, G., & Hamzé, M. (dir.). (2016). *Atlas du Liban: Les nouveaux défis*. Beyrouth : Presses de l'Ifpo/CNRS Liban.

Verdeil, E., Faour, G., & Velut, S. (2007). *Atlas du Liban: Territoires et société.* Beyrouth, Liban: Presses de l'Ifpo. doi:10.4000/books.ifpo.402

Verdeil, E., Féré, C. & Scherrer, F. (2009). De la rétroaction entre différenciation territoriale et modèle universel des services urbains en réseau : les enseignements du cas libanais. *Flux*, 75(1), 27-41. doi:10.3917/flux.075.0027.

Yassin, N. (2012). Beirut. *Cities*, *29*(1), 64-73. doi: 10.1016/j.cities.2011.02.001

Eléments de méthodologie

Alami, S., Desjeux, D. & Garabuau-Moussaoui, I. (2013). Le terrain d'enquête. Dans S. Alami (dir.), *Les méthodes qualitatives* (p. 77-106). Paris, France: Presses Universitaires de France.

Blanchet, A., & Gotman, A. (2015). *L'entretien* (2e éd.). Malakoff : A. Colin.

Bruggeman, D. (2011). Conditions d'enquête et démarches méthodologiques de recherches « à domicile ». Le chercheur sur le terrain des familles. *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, vol. 44(4), 51-73. doi:10.3917/lsdle.444.0051.

Duchastel, J., & Laberge, D. (2014). Au delà de l'opposition quantitatif/qualitatif. Convergence des opérations de la recherche en analyse du discours, *Corela* [En ligne], HS-15. doi: 10.4000/corela.3524

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Lapassade, G. (2016). Observation participante. Dans : J. Barus-Michel (dir.), *Vocabulaire de psychosociologie : Références et positions* (p. 392-407). Toulouse, France: ERES. doi:10.3917/eres.barus.2016.01.0392.

Ramos, E. (2015). *L'entretien compréhensif en sociologie: Usages, pratiques, analyses*. Paris : Armand Colin.

Analyse spatiale et paysagère

Aldhuy, J. (2008). *Au-delà du territoire, la territorialité ?* Géodoc, Toulouse : Université de Toulouse-Le Mirail Institut de géographie Daniel Faucher. Consulté à l'adresse https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00278669/document

Bailly, A.-S. (1989). L'imaginaire spatial. Plaidoyer pour la géographie des représentations. *Espaces Temps*, *40*(1), 53-58. doi: 10.3406/espat.1989.3461

Bonnemaison, J. (1992). Le territoire enchanté. *Géographie et cultures*, (3), 71-88. doi : 10.4000/gc.6918

Bonnemaison, J. (1981). Voyage autour du territoire. *Espace géographique*, *10*(4), 249□262. doi : 10.3406/spgeo.1981.3673

Bouillon, F., Fresia, M., & Tallio, V. (2005). Introduction. Dans F. Bouillon, M. Fresia, & V. Tallio (dir.), *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie* (p. 13□28). Paris : Centre D'etudes Africaines.

Chelkoff, G., & Thibaud, J.-P. (1992). L'espace public, modes sensibles : le regard sur la ville. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, (57-58), 7-16. Consulté à l'adresse https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00112653/document

Giraut, F., Houssay-Holzschuch, M. & Guyot, S. (2008). Au nom des territoires : Enjeux géographiques de la toponymie. *L'Espace géographique*, tome 37(2), 97-105. doi:10.3917/eg.372.0097.

Goré, O. (2006). Le géosymbole, vecteur de la territorialité régionale. L'exemple du fest-noz en Bretagne. *Norois*, (198), 21-33. doi : 10.4000/norois.2014

Gravari-Barbas, M. (1998). Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique. *Norois*, *178*(1), 175-193. doi: 10.3406/noroi.1998.6863

Grosjean, M., & Thibaud, J. P. (dir.). (2001). *L'espace urbain en méthodes*. Marseille : Parenthèses.

Jaeger, C. (1995). *Les voiries urbaines: évolution, usage et aménagement*. Lausanne : EPF.

Lynch, K. (1960). *The Image of the City*. Massachusetts : Joint Center for Urban Studies - M.I.T. Press.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Mosser, S. (2007). Eclairage et sécurité en ville : l'état des savoirs. *Déviance et Société*, vol. 31(1), 77-100. doi:10.3917/ds.311.0077.

Ovstedal, L., & Olaussen Ryeng, E. (2002). Who Is The Most Pleased Pedestrian? Présenté à WALK21 3rd International Conference, Steps towards liveable cities, Donastia-San Sebastián. Consulté à l'adresse http://virtual.vtt.fi/virtual/prompt/who%20is.pdf

Panerai, P., Demorgon, M., & Depaule, J. C. (2002). *Analyse urbaine*. Marseille : Parenthèses.

Panerai, P., & Langé, l. (2001). *Formes urbaines, tissus urbains essai de bibliographie raisonnée, 1940-2000*. La Défense : Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, Centre de documentation de l'urbanisme.

Thibaud. J-P. (2010). La ville à l'épreuve des sens. Dans O. Coutard, J-P. Lévy (dir.), *Ecologies urbaines : états des savoirs et perspectives* (p. 198-213). Paris : Economica-Anthropos. Consulté à l'adresse https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00502591/document

Définitions

Jamaa Islamiya (Liban) — Wikipédia (s.d.) Consulté à l'adresse https://fr.wikipedia.org/wiki/Jamaa_Islamiya_(Liban).

Sanjak. (2009). Dans G. Ágoston et B. Masters, Encyclopedia of the Ottoman Empire (p. 619). New York : Facts On File.

Wilāya. (2009). Dans G. Ágoston et B. Masters, Encyclopedia of the Ottoman Empire (p. 619). New York : Facts On File.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Liste des figures

Figure 1. Le Onion Diagram 50
Figure 2. Les dimensions fonctionnelle, physique, politique et symbolique d'une habitation à la limite Ouest du camp 68
Figure 3. Projet de réhabilitation des abris dans le cadre du *self-help shelter repair program* : l'exemple du camp d'Ein El-Helwe en 1982 74
Figure 4. Coupe schématique des nouvelles habitations construites suite à la destruction du camp de Ein El Helwe en 1982 75
Figure 5. Camp d'Ein El-Helwe en 1982 : autoconstruction des habitations..... 75
Figure 6. Les techniques d'autoconstruction et d'autoréparation des habitations par les réfugiés du camp d'Ein El-Helwe en 1982..... 77
Figure 7. Extension d'un bâtiment tout en respectant la morphologie du rez-de-chaussée d'origine 79
Figure 8. La morphologie de la voirie dans l'ancien noyau du camp 80
Figure 9. Comparaison morphologique de deux types de bâtiments : ancien et nouveau bâtiments dans le camp..... 81
Figure 10. Morphologie d'un nouveau bâtiment dans le camp 82
Figure 11. La qualité du bâti : effondrement des toitures des habitations..... 83
Figure 12. Le paysage du camp : accrochage et superposition des réseaux sur les façades 84
Figure 13. Absence de lumière naturelle le long des voies du noyau ancien du camp en pleine journée ensoleillée 86
Figure 14. Occuper le vide « public » de la voirie du camp. Cas d'un passage couvert dans le camp..... 87
Figure 15. Graffitis et drapeaux politiques dans différents camps palestiniens au Liban 89
Figure 16. Dénomination culturelle de certains magasins dans le camp de Nahr El-Bared après sa reconstrucion lancée en 2009..... 90
Figure 17. La morphologie d'une ruelle à l'intérieur camp de Bourj El-Barajneh 90
Figure 18. Situation de droit des terrains occupés par le camp 93
Figure 19. L'occupation illégale des terrains : contradictions entre la situation de droit et la situation de fait du parcellaire du camp..... 93
Figure 20. Résultat de l'analyse paysagère réalisée par Sama (28 ans), étudiante en master en paysagisme à l'Université Libanaise 96
Figure 21. Les résultats de la grille de lecture paysagère de Sama 97
Figure 23. La rue, un lieu de stationnement masculin..... 101
Figure 22. La rue, un espace de jeu pour les enfants..... 101
Figure 24. Schéma de raisonnement et d'analyse de la deuxième partie 108
Figure 25. La diversité morphologique des camps de réfugiés palestiniens 119

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Figure 26. La répartition des camps palestiniens sur le territoire libanais au milieu des années 50 121
Figure 27. La répartition de la population palestinienne sur le territoire libanais en 1951 122
Figure 28. Photo aérienne de Beyrouth et sa périphérie en 1936 124
Figure 29. Photo de la Cité sportive au début des années 70 125
Figure 30. Les transformations urbaines en banlieue sud en 1960 127
Figure 31. Camps palestiniens et quartiers irréguliers de l'agglomération en 1960 131
Figure 32. Camps palestiniens en banlieue sud de Beyrouth durant les années 1950.. 132
Figure 33. Coupe transversale du terrain 140
Figure 34. L'expansion de Beyrouth entre 1840 et 1967 153
Figure 35. Evolution de la population de Beyrouth de 1950 à 1983 154
Figure 36. Répartition confessionnelle des municipalités de la banlieue sud avant 1975 155
Figure 37. Urbanisation de la banlieue Sud vers la fin des années cinquante 157
Figure 38. Carte des quartiers irréguliers à proximité du camp de Chatila 158
Figure 39. Caractéristiques des quartiers irréguliers à proximité du camp de Chatila. 158
Figure 40. Quartiers irréguliers autour du camp de Bourj El-Barajneh en 1962 161
Figure 41. Caractéristiques des quartiers irréguliers autour du camp de Bourj El-Barajneh 161
Figure 42. Carte de la zone d'étude en 1945 165
Figure 43. Le voisinage du camp de Bourj El-Barjaneh en 1945 166
Figure 44. Le camp et son environnement voisin au début des années 1960 167
Figure 45. Le camp et son environnement voisin en 1962 168
Figure 46. Tracé des grandes voies de circulations envisagées en 1964 pour desservir Beyrouth et ses banlieues 169
Figure 47. Le paysage du camp de Tell Ez-Zaatar en 1969 171
Figure 48. Forme physique de l'habitat des camps de réfugiés palestiniens des banlieues de Beyrouth ; le cas du camp de Tell Ez-Zaatar en 1971 172
Figure 49. L'habitat du camp de Beddawi à la fin des années 60 174
Figure 50. La ligne de démarcation Est-Ouest, appelée aussi ligne verte, vers la fin de la guerre libanaise 182
Figure 51. Victimes du siège du camp de Tell Ez-Zaatar 183
Figure 52. Le camp de Tell Ez-Zaatar en 1971 et 1977 184
Figure 53 La population des camps palestiniens de l'agglomération en 1971 190
Figure 54. Le secteur de Chatila durant les années 1970 193
Figure 55. Les massacres de Sabra et Chatila 199
Figure 56. Le camp de Chatila suite aux semaines de combats acharnés dans et autour du camp en 1987 201
Figure 57. La population du camp entre 1971 et 1986 selon l'UNRWA 202
Figure 58. Distribution d'un logement composé de deux pièces dans le camp 203
Figure 59. Morphologie d'une ruelle du camp en 1983- 1984 205

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 61. Paysage urbain du camp de Bourj El-Barajneh en 1982 207
Figure 60. L'occupation au sol des habitations du camp de 1962 à 1983 207
Figure 62. Les constructions illégales à Raml en 1984 210
Figure 63. Paysage urbain du quartier de Raml en 1984 211
Figure 64 La morphologie d'un bâtiment dans le quartier Raml en 1984 211
Figure 65. Les destructions dans le camp de Bourj El-Barajneh durant la Guerre des camps 214
Figure 66. « Planification des investissements de la reconstruction (10 premiers postes) » 222
Figure 67. « Les tentes de l'Etat installées au Stade municipal de Beyrouth, sont restées vides » 223
Figure 69. Carte indicative des principales zones touchées par la guerre et des zones d'habitat non réglementaires dans l'agglomération de Beyrouth 224
Figure 70. "Pour les réfugiés, la tente ou la « requisition » 224
Figure 71. Limites des camps de Chatila et de Bourj El-Barjaneh au sein du périmètre Elyssar 227
Figure 72. Extrait du plan masse du projet Elyssar pour le réaménagement de banlieue sud de Beyrouth 229
Figure 73. Les camps palestiniens du Liban, surface et population en 1993 230
Figure 74. Le camp menacé par le passage de l'autoroute reliant Hazmieh à l'aéroport 231
Figure 75. Le paysage des camps marqué par les aides de l'UNRWA à la sortie de la guerre 234
Figure 76. Carte mentale du camp de Bourj El-Barajneh réalisée par une famille du quartier Kweikat dans les années 90 236
Figure 77. Etat des lieux des destructions dans le camp de Chatila en 1991 238
Figure 78. Les destructions au voisinage de Chatila suite à la guerre des camps 239
Figure 79. Le transport des biens à Chatila après la guerre 241
Figure 80. Le camp de Chatila en 1987 : un camp en ruines 241
Figure 82. Bâtiments UNRWA pour reloger les déplacés 242
Figure 81. Les projets de l'UNRWA à Chatila et ses limites spatiales 242
Figure 83. Proposition du projet de reconstruction de Chatila par le bureau d'études Eastern Tact en 1991 243
Figure 84. Les nouveaux bâtiments de cinq et six étages aux frontières du camp de Chatila 244
Figure 85 Chiffres de l'UNRWA de la population du camp de Bourj El-Barajneh entre 1983 et 1997 244
Figure 86. Photo aérienne du camp de Bourj El-Barajneh en 1991 245
Figure 87. Les limites géographiques du camp de Bourj El-Barajneh en 1983 et en 1991 247
Figure 88. Un mur sépare le camp de l'extérieur à la frontière Nord du camp 249
Figure 89. Aux frontières du camp en 1997 251

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 90. Grille d'observation dans l'élaboration de la typologie du réseau viaire basée sur ses caractéristiques attractives et répulsives 259
Figure 91. Étude du réseau viaire du camp de Bourj El-Barajneh : localisation des types de voies de communication 261
Figure 92. Type 1 : la voirie automobile dans le camp 267
Figure 93. Drapeaux des partis palestiniens et photos des leaders de la Révolution le long des voies 269
Figure 94. La voirie automobile du camp le soir 271
Figure 95. Vue depuis la rue Abdel Nasser vers une des entrées piétonnes du camp, l'entrée Abou Fayçal 272
Figure 96. Le type 2 : les chemins piétonniers dans le camp 275
Figure 97. Comparaison entre les dimensions de base d'un cheminement piéton et les dimensions des chemins piétons du camp 277
Figure 98. Les ouvertures fermées des façades aux Rez-de-chaussée des bâtiments... 280
Figure 99. La relation entre l'espace privé et l'espace public/collectif du camp 281
Figure 100. Les placettes, lieux de divertissement et de jeux pour les enfants 283
Figure 101. Nuage de mots réalisé à partir des réponses des enquêtés sur la forme physique du camp 286
Figure 102. Typologie de la voirie du camp de Bourj El-Barajneh 288
Figure 103. Capacité d'attirer des flux externes et des échanges extérieur/intérieur pour chaque type de voies 290
Figure 104. Incendie dans une des chambres électriques du camp 292
Figure 105. Comparaison entre le nombre de disjoncteurs des abonnements aux générateurs privés dans chaque boîte électrique dans les camps de Mar Elias et de Bourj El-Barajneh 296
Figure 106. Le réseau électrique suspendu le long des rues 299
Figure 107. Frais mensuels de raccordement et de consommation d'électricité « publique » dans le camp 303
Figure 108. Frais mensuels de raccordement et de consommation d'électricité fournie par les propriétaires des générateurs privés dans le camp 303
Figure 109. Les différentes façons d'accès à l'électricité dans le camp 305
Figure 110. Comparaison entre le paysage de la rue de l'Espoir et une autre rue du camp de Chatila 308
Figure 111. Synthèse : typologie du réseau électrique du camp de Bourj El-Barjaneh 308
Figure 112. Les différentes sources de l'eau produites au Liban en 2010 311
Figure 113. Organisation générale des secteurs de l'eau et de l'énergie au Liban 311
Figure 114. Part du budget des ménages consacré à l'eau en fonction des sources d'eau par région 312
Figure 115. Frais de consommation d'eau dans le camp 314
Figure 116. Les différentes composantes du réseau d'eau du camp de Bourj El-Barajneh 317
Figure 117. Accrochage du réseau intérieur de distribution en eau sur les façades 318

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 118. Le processus d'accès à l'eau courante et à l'eau potable dans le camp 320
Figure 119. Phénomène d'intrusion saline et pompage d'eau salée dans les puits du camp 321
Figure 120. Processus d'élimination des déchets solides dans le camp 325
Figure 121. Point de dépôt des déchets du camp situé à 30 m. de l'entrée principale . 325
Figure 122. L'évolution de l'habitat au cours de la première décennie, de la tente à l'abri de fortune 339
Figure 123. L'évolution de l'habitat au cours de la deuxième décennie, la consolidation des habitations 343
Figure 124. L'évolution de l'habitat au cours de la troisième décennie, la bétonisation des habitations 345
Figure 125. L'évolution de l'habitat au cours de la quatrième décennie 347
Figure 126. Résultat de l'enquête sur le choix d'habiter en location à l'extérieur du camp 349
Figure 127. Tableau des réponses recueillies sur les raisons des enquêtés de ne pas habiter à l'extérieur du camp 350
Figure 128. Nuage de mots réalisé à partir des réponses à l'enquête 350
Figure 129. La représentation du camp par ses habitants 352
Figure 130. Récurrence de chaque catégorie de représentation auprès des enquêtés... 353
Figure 131. Je ne t'oublie pas Palestine, la Nakba 356
Figure 132. Un graffiti rappelant la vie dans l'exil et le droit au retour dans le quartier Al-Dabdoub du camp 356
Figure 133. « Révolution, Liberté, Destruction, Retour, Libération, Résistance, Sang, Siège ... » 357
Figure 134. « La Terre », le drapeau palestinien et le Dôme du Rocher (mosquée à Jérusalem) 357
Figure 135. Célébrations palestiniennes organisées par Beit Atfal Assoumoud dans les camps 358
Figure 136. Liste des noms des lieux-clés du camp et du voisinage 359
Figure 137. Exemples de pancartes de trois rabtat dans le camp 361
Figure 138. Exemple d'un contrat de vente d'une maison située dans le camp de Nahr El-Bared en août 2003 365
Figure 139. Modèle du contrat d'achat et de vente d'une propriété foncière utilisé dans le camp de Beddawi 367
Figure 140. Répartition régionale des dégâts aux habitations et commerces lors de la « guerre des trente-trois jours » 370
Figure 141. Résultat de l'enquête sur le choix d'acheter un appartement et d'habiter à l'extérieur du camp 373
Figure 142. Nuage de mots réalisé à partir des réponses à l'enquête 374
Figure 143. Les standards de la *SRU* pour l'habitabilité des logements 376
Figure 144. La densification verticale dans le camp 378
Figure 145. La construction dans le camp avant 2012-2013 380

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Figure 146. Transport des matériaux de construction dans les petites ruelles du camp382
Figure 147. Réponses de quelques enquêtés qui ont construits dans le camp dans les sept dernières années..... 383
Figure 148. Comparaison de la hauteur des bâtiments à la limite Sud-Ouest du camp et à sa limite Nord 387
Figure 149. Evolution de la façade de la frontière Ouest du camp entre août 2014 et décembre 2016..... 391
Figure 150. L'environnement bâti du camp de Mar Elias..... 395
Figure 151 Le renouvellement spatial à la frontière ouest du camp..... 396
Figure 152. L'impact de la présence syrienne sur le camp d'après ses habitants palestiniens 399
Figure 153. L'impact de la présence des réfugiés en provenance de la Syrie sur le camp de Bourj El-Barjaneh..... 401

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Liste des encadrés

Notes de terrain 1. Le 13 décembre 2016 à 11h. 87
Notes de terrain 2. Le 25 juillet 2016 à 9h40. 272
Notes de terrain 3. Le 20 juin 2016 à midi. 287
Notes de terrain 4. Le 8 janvier 2017 vers 14h..... 319
Notes de terrain 5. Le 20 juin 2016 vers 14h..... 332
Notes de terrain 6. Le 8 janvier 2017 à 19h30..... 354
Notes de terrain 7. Le 8 janvier 2017 à 10h..... 358
Notes de terrain 8. Le 18 décembre 2016 vers 15h. 377
Notes de terrain 9. Le 13 décembre 2016 vers 13h. 378
Notes de terrain 10. Le 31 juillet 2016 vers 13h. 379
Notes de terrain 11. Le 4 janvier 2017 vers 14h..... 379

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Liste des encadrés

© 2020 Tous droits réservés.

Annexes

Annexe 1. Liste des interviewés, date et lieu des entretiens..... 452
Annexe 2. Questionnaire sur la relation des usagers le long de la rue Abdel-Nasser à Bourj El Barajneh avec le camp 454
Annexe 3. Questionnaire sur le fonctionnement et l'accès aux services urbains de base des habitants du camp de Bourj El Barajneh..... 456
Annexe 4. Activité foncière et techniques de la construction dans le camp 457
Annexe 5. Sur le symbolique du camp et la représentation de l'extérieur 459
Annexe 6. Analyse paysagère du camp..... 461
Annexe 7. Quelques résultats de l'analyse paysagère 463
Annexe 8. Le camp représenté par ses habitants. Réponses au questionnaire de l'annexe 5, partie C. 469
Annexe 9. La présence syrienne dans le camp perçue par ses habitants palestiniens. Réponses au questionnaire, annexe 5, partie C. 473

© 2020 Tous droits réservés.

Annexe 1. Liste des interviewés, date et lieu des entretiens

**Les noms utilisés ci-dessous sont des pseudonymes.*

**BB: Bourj El-Barajneh*

Interviewé et fonction	Date	Lieu
UNRWA		
CSO - directeur des services de l'UNRWA dans le camp de BB depuis 2007	10 décembre 2015 19 août 2016	Bureau du directeur, camp de BB
Directeur des services de l'UNRWA de la région de Beyrouth	19 août 2016	Bureau UNRWA de la région de Beyrouth
Anne Colquhoun, représentante médiatique de l'UNRWA,	19 décembre 2016	Bureau de Anne Colquhoun, UNRWA Field Office, Bir Hassan.
Mohammad Abdel-Aal, chef du *Infrastructure and Camp Improvement Program* de l'UNRWA	4 janvier 2017	Bureau de M. Abdel-Aal, UNRWA Field Office, Bir Hassan.
Mona*, conseillère juridique de l'UNRWA	24 mai 2017	Entretien téléphonique
Comités Populaires et Comités Sécuritaires		
Abou Ihab*, Secrétaire du CP-*tahalof* du camp de BB	23 décembre 2015	Bureau du CP de l'Alliance des Forces Palestiniennes (*tahalof al-kiwa al-filsatiniyah*)
Hassan*, employé du CP-*tahalof* du camp de BB	23 décembre 2015	Bureau du CP de l'Alliance des Forces Palestiniennes (*tahalof al-kiwa al-filsatiniyah*)
Omar*, secrétaire du CP- OLP de BB	10 juillet 2016	Bureau du Comité Populaire de l'Organisation de la Libération de la Palestine
Abou Jalal*, habitant du camp et ancien membre du Comité Sécuritaire	31 juillet 2016	Epicerie d'Abou Jalal, camp de BB
Abou Samer*, membre du Comité Sécuritaire du camp	13 décembre 2016	Epicerie d'Abou Jalal, camp de BB
Secrétaire du CP-OLP du camp de Chatila	26 décembre 2016	Bureau CP-OLP, camp de Chatila
Membres municipaux		
Bilal*, membre de la municipalité de BB	30 décembre 2015 30 août 2016	Bureau de Bilal, municipalité de BB
Irchad*, membre de la municipalité de BB	13 juin 2016	Bureau d'Irchad, municipalité de BB
Infrastructures sociales du camp		
Warda*, présidente d'une association du camp de BB	10 décembre 2015	Salle de conférence de l'association
Menwer*, gérant du centre *Ensan* pour la réhabilitation des dépendances	31 juillet 2016	Centre Ensan pour la réhabilitation des dépendances, camp de BB

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Directeur de l'hôpital Haïfa du camp	31 juillet 2016	Bureau du directeur, hôpital Haïfa du camp de BB
Rana*, directrice du centre de l'association Beit Atfal Assoumoud du camp de BB	18 août 2016	Bureau de Rana à l'association, camp de BB
Yasmine*, maternelle *al-mahabba*	27 août 2016	Son bureau, maternelle *al-mahabba*, camp de BB
Sheikh, homme de religion dans le camp	4 janvier 2017	Maison du frère d'Abou Jamil, camp de BB
Habitants (historien, ingénieur, constructeur, *etc*.)		
Hamed*, habitant du camp de Nahr El-Bared	20 août 2015	Chez Hamed, camp de Nahr El-Bared
Farid*, journaliste, activiste, membre de Fatah et habitant du camp de BB	23 décembre 2015[1] 17 décembre 2016[2]	(1) Salle d'attente du bureau de CP-*tahalof* (2) Café à Beyrouth
Halim*, musicien, originaire du camp de Rachidiyeh et gérant du café	13 juin 2016	Café Moultaka Jafra El-Thakafi, camp de BB
Karim*, ingénieur civil et habitant du camp de BB	20 juin 2016	Café *Moultaka Jafra El-Thakafi*, camp de BB
Ahmad Ali El-Hage Ali, historien et habitant du camp de BB	22 juin 2016	Café *Moultaka Jafra El-Thakafi*, camp de BB
Abou Jamil et Rima*, couple palestino-libanais, habitants du camp	31 juillet 2016 13 décembre 2016	Chez Abou Jamil et Rima, camp de BB
Abou Khaled et Imad*, habitants du camp	1 août 2016	Pâtisserie Abou Karim, camp de BB
Aïda*, voisine d'Abou Jamil et habitante du camp de BB	13 décembre 2016	Chez Abou Jamil et Rima, camp de BB
Chaza*, habitante du camp, de 23 ans en architecture d'intérieur que j'ai rencontré	13 décembre 2016 8 janvier 2017	Chez Chaza, camp de BB
Chadi*, ingénieur électrique et originaire du camp de Chatila et membre de l'association *Ahlam laje'*	13 décembre 2016(1) 5 janvier 2017	(1) Bureau de l'association Ahlam laje'- camp de Chatila (2) Camp de Mar Elias
Rabih*, habitat et constructeur dans le camp de BB	10 janvier 2017	Bureau de Fatah, camp de BB

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 2. Questionnaire sur la relation des usagers le long de la rue Abdel-Nasser à Bourj El Barajneh avec le camp

Echantillon : 37 personnes
Date et lieu : Rue Gamal Abdel-Nasser, le 3 et le 4 août 2016
Traduit de l'arabe par N. Tabet

(1) Identification des enquêtés

Age : Sexe : Nationalité
Lieu de résidence : Depuis :

Niveau d'éducation
(1) Collège (2) Lycée (3) Université (88) Pas de réponse

Profession
(1) Femme/homme au foyer (2) Chômage (3) Etudiant (4) Profession libre
(5) Employé (7) Autre (88) Pas de réponse

Comment décrivez-vous votre niveau de vie ?
(1) Faible (2) Moyen (3) Elevé (4) Je ne sais pas (88) pas de réponse

(2) Fréquentations et usages

(1) Etes-vous déjà rentré dans un camp palestinien ? si oui lequel ? si non pourquoi ?
(1) Oui (2) Non (88) Pas de réponse
Pourquoi.....

Si oui :

A- Lequel ?

B- Dans quelles rues vous vous sentez le plus à l'aise ?
1. les rues principales (2) les rues secondaires (3) les deux (88) pas de réponse

C- Comment arrivez-vous à vous repérer à l'intérieur du camp ?
…….

D- Comment décrivez-vous la forme du camp (la notion d'espace en arabe dialectal renvoie à la distance ou encore à l'espace cosmique) de l'intérieur ?……

E- A votre avis, quel « monde » (en arabe dialectal, le mot monde renvoie à populations) habite dans le camp, de quelles nationalités ? ……..

Si non :

(1) Comment imaginez-vous le camp de l'intérieur ?…….
(2) A votre avis, quel « monde » (en arabe dialectal, le mot monde renvoie à populations) habite dans le camp, de quelles nationalités ?…….....

(2) Avez-vous des amis ou des collègues palestiniens ?
(1) amis (2) collègues (3) les deux (4) aucun (88) pas de réponse
a. Si oui, vous vous êtes connus comment ?……

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

(3) Avez-vous des amis ou de la famille qui habite dans un camp palestinien ? si oui lequel ?

(1) oui (2) non (88) pas de réponse

(1) Si oui, lequel ?……..……

(3) Perceptions et représentations

(4) A votre avis, la présence du camp de BB dans la région a un effet positif ou négatif sur le voisinage ? et pourquoi ?

a. positif (2) négatif (3) neutre (88) pas de réponse

Pourquoi ?……

(5) Quelle est la première image qui vous vient en tête quand vous pensez à un camp palestinien ?……...

(6) Quelle est la première idée qui vous vient en tête quand vous pensez à un camp palestinien ?……...

(7) A votre avis, quelle est la solution à la situation du camp de BB aujourd'hui?

(8) Qu'est ce que symbolise le camp palestinien pour vous ?…….

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 3. Questionnaire sur le fonctionnement et l'accès aux services urbains de base des habitants du camp de Bourj El Barajneh

Echantillon : 25 habitants du camp, dont 4 font partie de nos interviewés

Date et lieu : aléatoire, accompagné de Farid notre informateur, en décembre 2016 et janvier 2017

Traduit de l'arabe par N. Tabet

A. Identification des enquêtés

Age : Sexe : Nationalité

Lieu de résidence : Depuis :

Niveau d'éducation

(1) Collège (2) Lycée (3) Université (88) Pas de réponse

Profession

(1) Femme/homme au foyer (2) Chômage (3) Etudiant (4) Profession libre

(5) Employé (7) Autre (88) Pas de réponse

Comment décrivez-vous votre niveau de vie ?

(1) Faible (2) Moyen (3) Elevé (4) Je ne sais pas (88) Pas de réponse

B. Sur l'environnement bâti du camp

1. Avez-vous des problèmes au niveau du bâti de votre logement ?
   (9) Oui (2) Non (88) Pas de réponse
   Si oui, lesquels ?……...
2. Combien payez-vous pour les services d'eau du camp par mois ?
   Si vous ne payez pas, pourquoi ?……...……...……..……...
3. Combien payez-vous pour les services d'électricité du camp par mois ?.....
   Si vous ne payez pas, pourquoi ?……...……...……..……...
4. Combien payez-vous pour les services d'électricité privée par mois ?.....

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 4. Activité foncière et techniques de la construction dans le camp

Echantillon : 30 habitants du camp

Date et lieu : (1) au niveau de la rue principale en face du marché aux légumes, (2) le long des petites ruelles dans le noyau ancien du camp et (3) dans un des bureaux du parti Fatah situé à côté de Samed, le 10 et le 12 janvier 2017

Traduit de l'arabe par N. Tabet

A. Identification des enquêtés

Age : Sexe : Nationalité :

Lieu de résidence : Depuis :

Niveau d'éducation

(1) Collège (2) Lycée (3) Université (88) Pas de réponse

Profession

(1) Femme/homme au foyer (2) Chômage (3) Etudiant (4) Profession libre
(5) Employé (7) Autre (88) Pas de réponse

Comment décrivez-vous votre niveau de vie ?

(1) Faible (2) Moyen (3) Elevé (4) Je ne sais pas (88) Pas de réponse

B. Le bâti

1. De combien d'étages compte votre bâtiment de résidence ?……

2. Combien d'étages avez-vous construit ? Et pourquoi ?…….……

3. Combien d'appartements compte chaque étage ?……..…

4. Combien de chambres compte chaque appartement ?……..……

5. Y-a-t-il des appartements loués dans votre bâtiment ?

(1) Oui (2) Non (3) Je ne sais pas (88) Pas de réponse
Si oui : A qui ? …… Combien /mois?.....

C. Chantiers de construction

Combien vous ont coûté les travaux de construction par étage?

6. Avez-vous pris un prêt de la banque pour finir les travaux de construction ?

(1) Oui (2) Non (88) Pas de réponse

7. Est-ce que l'UNRWA vous a aidé avec les frais du chantier ?

(1) Oui (2) Non (88) Pas de réponse

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

8. Comment étiez-vous capable de faire rentrer des matériaux de construction dans le camp ?……..……

9. Est-ce qu'il y a eu des conflits avec les voisins pour le rajout des étages ?

1. Oui (2) Non (88) Pas de réponse
Si oui, quels problèmes ?……..

10. Avez-vous un appartement à l'extérieur du camp ?

(1) Oui (2) Non (88) Pas de réponse

C. Choix d'habiter dans le camp

11. Si vous avez les moyens financiers de louer à l'extérieur du camp, le feriez-vous ?
(1) Oui (2) Non (3) Je ne sais pas (88) Pas de réponse
Pourquoi ?.....

12. Si la loi foncière libanaise change permettant la propriété aux Palestiniens et vous avez les moyens financiers d'acheter un logement et d'habiter dehors, le feriez-vous ? »

(1) Oui (2) Non (3) Je ne sais pas (88) Pas de réponse
Pourquoi ? .....

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 5. Sur le symbolique du camp et la représentation de l'extérieur

Echantillon : le même échantillon que l'annexe 4.

Date et lieu : (1) au niveau de la rue principale en face du marché aux légumes, (2) le long des petites ruelles dans le noyau ancien du camp et (3) dans un des bureaux du parti Fatah situé à côté de Samed, le 10 et le 12 janvier 2017.

Traduit de l'arabe par N. Tabet

A. Identification des enquêtés

Age : Sexe : Nationalité

Lieu de résidence : Depuis :

Niveau d'éducation

(1) Collège (2) Lycée (3) Université (88) Pas de réponse

Profession

(1) Femme/homme au foyer (2) Chômage (3) Etudiant (4) Profession libre

(5) Employé (7) Autre (88) Pas de réponse

Comment décrivez-vous votre niveau de vie ?

(1) Faible (2) Moyen (3) Elevé (4) Je ne sais pas (88) Pas de réponse

B. Représentation et liens avec l'extérieur

Avez-vous de la famille qui habite à l'extérieur du camp ?

C. Oui (2) Non (88) Pas de réponse

Si oui, dans quelle municipalité ?……..……

A votre avis, les habitants de Bourj El-Barajneh ont-ils un problème de rentrer dans le camp ?

2. Oui (2) Non (88) Pas de réponse

Pourquoi ? ……..……

Avez-vous des amis proches libanais ? Vous les avez rencontrés comment ?

2. Oui (2) Non (88) Pas de réponse……

C. Représentation du camp

A votre avis, la présence des migrants syriens a eu un effet positif ou négatif sur le camp ? (1) Oui (2) Non (88) Pas de réponse

Pourquoi ?.....

Quelle image vous vient à l'esprit quand vous pensez au camp palestinien ?

Que représente pour vous le camp palestinien de Bourj El-Barajneh?

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 6. Analyse paysagère du camp

Echantillon : 23 étudiants en Master paysagisme à l'Université Libanaise
Date et lieu : Département d'urbanisme, Université Libanaise, Hadath, le 10 janvier 2017

A. Identification des enquêtés:

Municipalité de résidence : ……..… Depuis combien d'années :……
Genre: (1) Homme (2) Femme Age ……...

Profession: (1) Sans emploi (2) Construction (3) Ecologie (4) Etudiant (5) Autre (6) Homme/Femme d'affaires (88) Pas de réponse

Comment décrivez-vous votre niveau de vie? (1) Bas (2) Moyen (3) Elevé (4) Je ne sais pas (88) Pas de réponse

De quelle culture religieuse êtes-vous ? (1) Sunnite (2) Chiite (3) Chrétien (4) Druze (5) Autre

Lecture et analyse paysagère de la photo

Vue d'ensemble - Paysage : ouvert, vaste, fermé, profond, *etc*.

Eléments constitutifs : bâtiments, espaces verts, *etc*.

Impression d'ensemble - Plans successifs : combien de plans, percevable à l'œil nu, *etc*.

Description des plans : verts, villa, bâtiment résidentiel, *etc*.

Proportions : plan dominant, inclinaison, verticalité, *etc*.

Composantes de l'espace - Relief de plans : pente moyenne, forte, *etc*.

Couverture de l'espace (naturelle : végétale et minérale ; artificielle : immeubles, densité urbaine, concentration urbaine, *etc*.)

Caractéristiques de ces composantes : dominantes ou pas, en mouvement, uniforme, harmonie, architecture, *etc*.

Luminosité de l'espace : ensoleillé, à l'ombre, couvert, *etc*.

Couleurs, texture

	Composante naturelle	Bâti	Rues et ruelles	Autres
Couleur				
Texture				

Critères de dominance - Lignes de force : regard vers où ? incliné vers une même direction, *etc*.

Points d'appels et points focaux : repères, évidents ou pas, *etc*.

Eléments valorisants : lisibilité, ombre, lumière, *etc*.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Le symbolique de l'espace dans la photo

Quel est le fonctionnel de cet espace ?……..……

L'imaginaire de cet espace : à quoi vous renvoie cette image ? Pourquoi ?…….…….
……...

Qu'est-ce que ce paysage vous inspire? Pourquoi ?……

Avec un papier beurre, améliorez cet espace.

Sur le symbolique des camps palestiniens

Que représente un camp palestinien pour vous?……...……..

Comment imaginez-vous l'espace d'un camp palestinien ?……..……..…

Etes-vous jamais allé dans un camp palestinien ? (1) Oui (2) Non

Si oui, lequel et pourquoi ?
Si non, pourquoi ?

Qu'est-ce qu'un camp palestinien représente pour vous ? …….

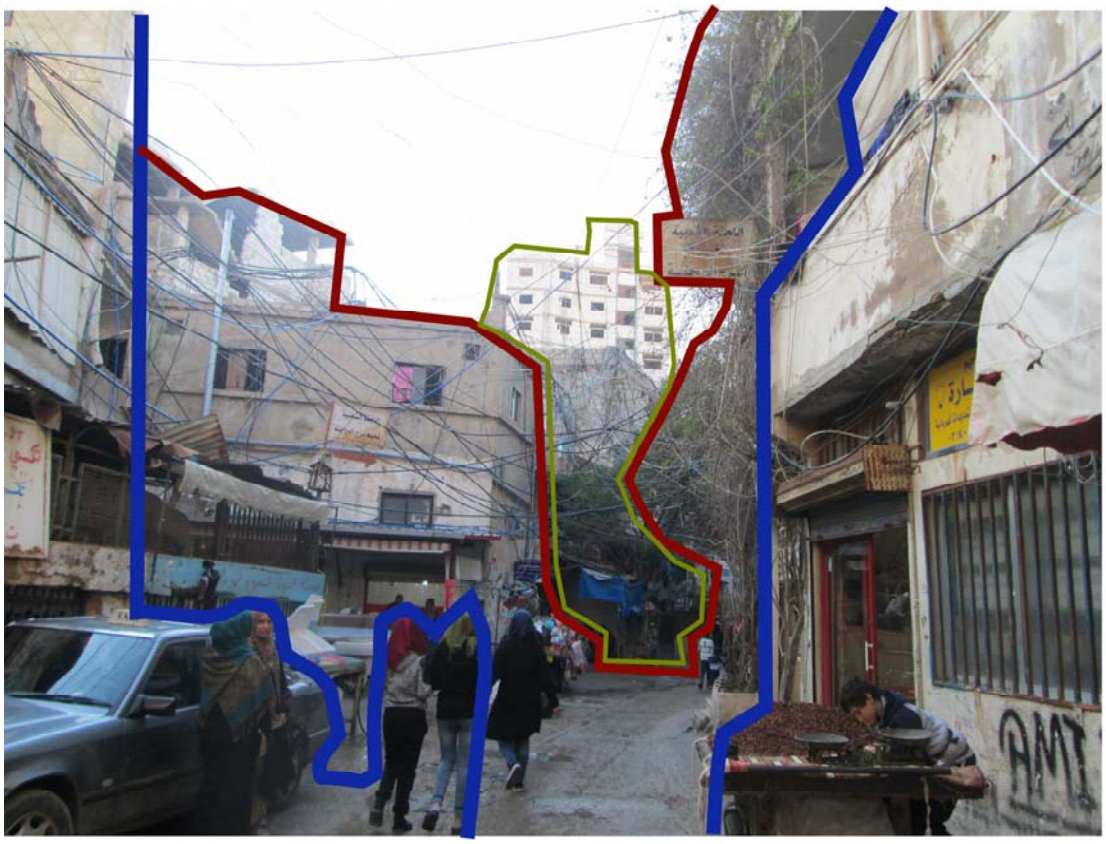
A votre avis, la population des camps est de quelle origine ? ……..….

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 7. Quelques résultats de l'analyse paysagère

Les noms utilisés ci-dessous sont des pseudonymes.

Exemple 1. Résultat de l'analyse paysagère réalisée par Antoine (27 ans)



Trois plans successifs

Le premier plan est la zone de détail.

Le deuxième plan est la zone non détaillée mais on en perçoit toujours les masses et les formes.

Le troisième plan est le plan le moins lisible, on n'arrive plus à repérer les formes

A. Identification de l'enquêté :

Municipalité de résidence : HALAT Depuis combien d'années : 27 ANS

Genre: (1) HOMME Age : 27 ANS Profession : (2) CONSTRUCTION

Comment décrivez-vous votre niveau de vie? (2) MOYEN

De quelle culture religieuse êtes-vous ? (3) CHRETIEN

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

B. Lecture et analyse paysagère de la photo

f. Vue d'ensemble	Le paysage dans la photo est fermé et profond avec des bâtiments et des espaces verts de part et d'autre de la voirie. - Fermé par les bâtiments des deux côtés de la rue, et par la végétation mal traité et délaissé. - Le vide est ouvert, on voit le ciel.
g. Impression d'ensemble	Trois plans sont percevables à l'œil nu : - Premier plan (la zone de détail) : la voiture, les piétons, le marchand ambulant et les hauts bâtiments à gauche et à droite - Deuxième plan (zone non détaillée, on ne perçoit que des masses) : fils électriques et bâtiments un peu plus loin - Troisième plan (on n'arrive plus à repérer les formes) : grand bâtiment au fond.
h. Composantes de l'espace	- Pente moyenne avec de la végétation, - Pas d'uniformité ni d'harmonie ; désordre, - Concentration et forte densité urbaine, - Paysage à l'ombre, - Couverture de l'espace artificielle (béton, parpaing) et forte densité urbaine.
i. Couleurs et textures	- Les composantes naturelles sont le ciel et la végétation - Le nuancier des couleurs des bâtiments : gris et vert, - Le tissu bâti est poreux, les ruelles rudes, le paysage embrouillé
j. Critères de dominance	Le point de fuite est obscur, manque de lisibilité au fond.

Le symbolique de l'espace

Quel est le fonctionnel de cet espace ? Ruelle d'un camp, état médiocre.

L'imaginaire de cet espace : à quoi vous renvoie cette image ? Pourquoi ?

Un ancien Souk du village de Douma. Des petits magasins, des marchands ambulants, ruelles couvertes de végétations.

Qu'est-ce que ce paysage vous inspire? et pourquoi ?

Espace troublant, espace qui dérange avec les câbles électriques et la végétation délaissée.

Avec un papier beurre, améliorez cet espace.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Sur le symbolique des camps palestiniens

Que représente un camp palestinien pour vous?

Un espace temporaire donc mal traité, beaucoup de problèmes d'hygiène.

Comment imaginez-vous l'espace d'un camp palestinien ?

Doit être contrôlé puisque c'est un camp pour des gens étrangers. L'Etat doit prendre contrôle et après, tous les problèmes seront résolus.

Etes-vous jamais allé dans un camp palestinien ? (2) NON

Si non, pourquoi ? Raison de sécurité et de propreté, ce n'est pas un endroit où nous allons.

Qu'est-ce qu'un camp représente pour vous ? ……..……

A votre avis, la population des camps est de quelle origine ? Palestiniens, mais avec le temps les générations nouvelles ont oubliés l'origine.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Exemple 2. Résultat de l'analyse paysagère réalisée par Sarah (40 ans)



Trois plans successifs

Le premier plan est la zone de détail.

Le deuxième plan est la zone non détaillée mais on perçoit toujours les masses et les formes.

Le troisième plan est le plan le moins lisible, on n´arrive plus à repérer les formes.

A. Identification de l'enquêté :

Municipalité de résidence : BEYROUTH Depuis combien d'années :
Genre: (2) FEMME Age : 40 ANS Profession : (5) AUTRE
Comment décrivez-vous votre niveau de vie? (2) MOYEN
De quelle culture religieuse êtes-vous ? (3) SUNNITE

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

B. Lecture et analyse paysagère de la photo

Vue d'ensemble	Le paysage dans la photo est très serré, une ruelle étroite entre les bâtiments.
Impression d'ensemble	Trois plans sont percevables à l'œil nu : - Premier plan (la zone de détail) : les bâtiments les plus proches avec le magasin et sa marchandise avec les ballons de plusieurs couleurs. L'ombre et l'obscurité sont dominants, - Deuxième plan (zone non détaillée, on ne perçoit que des masses) : bâtiments de couleur rosâtre dans la continuité de l'axe, un peu plus loi, - Troisième plan (on n'arrive plus à repérer les formes) : les deux enfants avec un escalier au fond. Ce plan lumineux. - Le point de fuite nous ramène du début jusqu'à la fin de l'axe.
Composantes de l'espace	- Légère pente qui monte, - Bâtiments résidentiels et commerces au RDC, - Concentration et forte densité urbaine, - Paysage à l'ombre, - Couverture artificielle de l'espace physique peint en couleurs pastel (rose et orange) et du béton.
Couleurs et textures	- Les composantes naturelles sont inexistantes - Le nuancier des couleurs des bâtiments : couleurs pastels (rosâtre), bleu et blanc pour les rideaux, grège pour la ruelle.
Critères de dominance	Le point de fuite est fermé, l'axe de la ruelle n'est pas rectiligne et tourne vers la droite.

Le symbolique de l'espace

Quel est le fonctionnel de cet espace ? Une ruelle étroite entre bâtiments.

L'imaginaire de cet espace : à quoi vous renvoie cette image ? Pourquoi ?

Ça me rappelle d'un ancien quartier pauvre du vieux Tripoli.

Qu'est-ce que ce paysage vous inspire? Et pourquoi ?

Dense et compacte, l'ensemble crée de la claustrophobie. Ça me rend triste voir les deux enfants au bout de la ruelle sale et dangereuse. Si seulement on peut les aider à améliorer leur espace de vie.

Avec un papier beurre, améliorez cet espace.

Sur le symbolique des camps palestiniens

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Que représente un camp palestinien pour vous? Les réfugiés

Comment imaginez-vous l'espace d'un camp palestinien ? Beaucoup de réfugiés habitant dans un espace dense, sans sécurité, sans eau ni lumière.

Etes-vous jamais allé dans un camp palestinien ? (2) NON

Si non, pourquoi ? J'ai pensé d'y aller. Bientôt j'irais.

Qu'est-ce qu'un camp représente pour vous ? ……..……..

A votre avis, la population des camps est de quelle origine ? Palestiniens.

© 2020 Tous droits réservés.
lilliad.univ-lille.fr

Annexe 8. Le camp représenté par ses habitants. Réponses au questionnaire de l'annexe 5, partie C.

Interlocuteur	Représentation politique du camp		Représentation sociale	
	Le camp comme l'extension du territoire palestinien	**Le camp comme axe du conflit israélo-palestinien**	**Qualité de vie**	**Appartenance à la communauté du camp**
01 – 26 ans				Mon amour, ma passion. Ma vie, ma maison.
02 – 26 ans	Ma culture, ma civilisation. Une partie de Palestine.			
03 – 33 ans		Tragédie, résistance (de *soumoud*).	*Souk Al-Hamadiyeh*, *Porte de Sabra*, un espace blindé de monde. Il n'y a plus de Palestiniens, on étouffe.	
04 – 25 ans	La petite Palestine.			Tout, ma vie, je ne peux pas vivre dehors. Ici, psychiquement je suis à l'aise. C'est notre vie.
05 – 26 ans		Le droit au retour. Installé ici et on veut le retour pour sentir la terre de Palestine.		Amour, des gens de bonté, affabilité, les parents, les proches, l'entraide.
06 – 26 ans		Le droit au retour.		Amour et honneur. Tout.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

07 – 31 ans		L'air que je respire, l'origine de l'histoire. L'étincelle de la révolution, le plus accroché à la terre et au droit du retour. Le plus de tragédie et de douleur.		
08 – 19 ans		Abou Ammar (Arafat). C'est tout, ma maison, mon identité, ma mère, mon honneur, notre maison jusqu'au moment du retour.		
09 – 28 ans	Chacune de ces ruelles représente la Palestine. C'est le seul air qui nous rappelle la Palestine.	Palestine, le retour.		
10 – 56 ans		L'existence palestinienne, l'unité nationale.		Mon milieu.
11 – 55 ans		Le symbole du patriotisme. L'unité nationale, la libération de la Palestine.		
12 – 23 ans		Le retour, la résistance.		Tout, mes parents, mes chers.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

13 – 19 ans		Abou Ammar, la résistance palestinienne.		Ici je suis né, ici j'ai grandi.
14 – 53 ans		Notre regroupement, notre existence, l'existence de nos parents, le retour. L'asile jusqu'au retour.	Un regroupement humain.	
15 – 28 ans		Sacrifice, résistance.	Pauvreté, misère, mauvaises infrastructures.	
16 – 34 ans	Le drapeau de la Palestine	Martyre et sang.		Mes proches et mes frères.
17 – 25 ans*		L'asile, la dispersion.	La misère	
18 – 30 ans	La Palestine	La révolution.	La privation, écœurée, dégouté, le chaos.	Mes proches.
19 – 24 ans	Ma patrie la Palestine.		Pauvreté, serrement, pression.	
20 – 27 ans	C'est une deuxième Palestine.			Mes amis c'est ici. C'est là où je suis né.
21 – 31 ans		L'unique espace où l'on peut vivre, l'asile.		L'air qu'on respire, on est né et on a grandi ici.
22 – 24 ans		La résistance, l'unité nationale.		
23 – 61 ans	La Palestine.	Le droit au retour, le regroupement jusqu'au retour.		
24 – 23 ans		Un seul peuple.		Ma famille et mes proches.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

25 – 27 ans	Ma deuxième patrie.	Le droit au retour.		
26 – 56 ans				Mon milieu, ma maison. Quand je rentre au camp je me repose.
27 – 58 ans		Abou Ammar, la révolution, notre existence palestinienne		
28 – 30 ans	La deuxième Palestine.			Ma famille et mes proches.
29 – 28 ans		On est là jusqu'au retour.		
30 – 26 ans				Ici c'est mon milieu, là où j'appartiens

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

Annexe 9. La présence syrienne dans le camp perçue par ses habitants palestiniens. Réponses au questionnaire, annexe 5, partie C.

Interlocuteur	L'impact de la présence syrienne sur le camp	Pourquoi
01 - 26 ans	Négatif et positif	(-) Du travail y'en a plus, la population du camp a augmenté. Les traditions et les coutumes sont différentes. (+) La main d'œuvre est moins chère. Ceux qui avaient des logements vides ils les ont loués.
02 - 26 ans	Négatif	(-) Chômage, tu travailles dans une entreprise, tu gagnes 25 $/jour, le syrien gagne 18$/jour.
03 - 33 ans	Négatif	(-) Ils ont eu un impact fort négatif sur le camp. Je veux ouvrir un business dans le camp, avant le magasin le plus luxueux était pour 200$/mois, maintenant c'est pour 700$ /mois. La propreté, l'UNRWA a triplé ses employés pour les ordures et ce n'est pas suffisant. Dans la clinique de l'UNRWA la priorité est donnée au Palestinien Syrien et au Syrien. A l'hôpital Haïfa la priorité est donnée au syrien. Les Nations Unis donnent plus aux syriens, c'est de l'abus, L'électricité avant on en avait pour 6h maintenant on l'a durant 1 h. Il y a un peu de répugnance envers eux.
04 - 25 ans	Négatif et positif	(-) La réduction des opportunités de travail. (+) L'amélioration du marché de construction dans le camp.
05 - 26 ans	Négatif et positif	(-) Tu ne sais plus qui habite avec toi, des groupes *takfiriyeh,* on souffre, beaucoup de monde, chômage, dérangement, plein d'enfants. (+) Le prix des loyers a augmenté.
06 - 24 ans	Négatif et positif	(-) Dégât, je ne trouve plus de travail. Qu'ils les demandent de partir, de retourner chez eux. Ils ont affecté les propriétaires de *business* (*maslaha*) dans le camp. (+) Ça a bénéficié à ceux qui sont en train de louer leur appartement.
07 - 31 ans	Négatif et positif	(-) La surface du camp est très restreinte, on était 20 000 maintenant on est 45 000 habitants. Il y a beaucoup de monde. Leur présence a créée de la concurrence avec ceux qui ont des *business* dans le camp. Aussi, il y a eu un changement dans les traditions et les coutumes. (+) Ils ont dynamisé l'activité économique du camp.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

08 - 19 ans	Négatif	Ils ont laissé du travail à personne, ils ont rien laissé.
09 - 28 ans	Négatif	Le travail, ils prennent le syrien avant le Palestinien parce qu'il est moins cher.
10 - 56 ans	Négatif	Les prix ont augmenté dans le camp et on ne trouve plus de travail. De la compétition sur les magasins du camp et en plus ils habitent à 15 dans un même appartement.
11 - 56 ans	Négatif	C'est la destruction totale, ils ont pris nos droits, notre vie et nos maisons. On est au chômage.
12 - 23 ans	Négatif	Ils ont pris le travail et n'ont rien laissé.
13 - 28 ans	Négatif	Il y a moins d'opportunités de travail pour le peuple palestinien, de la pression démographique sur le camp. Dans les chantiers le Palestinien ne travaille pas comme ouvrier par exemple alors que le syrien si, il travaille dans tout.
14 - 34 ans	Négatif	Ils ne nous ont pas laissé du travail. Il y a un manque de propreté, saleté partout dans le camp.
15 - 25 ans	Négatif	C'est de pire en pire, ils ont ravagé le camp, des ordures, de la saleté.
16 - 30 ans	Négatif	Ils sont très nombreux, ils nous ont causé des problèmes sécuritaires avec l'entourage. Les services et les aides sont réduits alors qu'il y a plus de demandeurs. Chômage, je ne trouve plus de travail, il n'y a plus de sécurité.
17 - 24 ans	Négatif	Sur tout, la propreté, le travail, la vie, la sécurité. Avant si on perdait quelque chose on le retrouvait, maintenant on ne le retrouve plus.
18 - 27 ans	Négatif et positif	(-) Sur l'activité commerciale, un réfugié syrien n'achète pas d'un magasin palestinien. Ils achètent de chez eux. Et certains me parlent de problèmes de sécurité que les syriens ont causés. (+) Parce que c'est des gens en asile et qui débarquent dans un endroit, ils vivent dans la misère.
19 - 31 ans	Négatif	Ils sont nombreux, de la pression démographique, ils sont dans tous les travaux, dans tous les métiers, dans la construction et gagnent moins.
20 - 26 ans	Négatif	C'est le pire, il n'y a plus de travail dans la peinture.
21 - 61 ans	Pas de réponse	Que dieu soit avec eux.
22 - 27 ans	Négatif	Sur le travail et sur le marché locatif, on veut louer dans le camp mais on ne trouve plus d'appartements vides à louer.
23 –	Négatif et positif	(-) Du chômage, de la pression.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

19 ans		(+) Que dieu les aide.
24 - 53 ans	Négatif	Le fils du camp a été forcé de partir. Ils ont des iles à l'intérieur du camp. Avant on veillait sur le camp maintenant on est obligé de surveiller plusieurs fronts. Le syrien contrôle le pays aujourd'hui, la main d'œuvre syrienne, les problèmes de sécurité, les opportunités de travail, les aides, tout leur est assuré et nous, on a rien.
25 - 23 ans	Négatif	Ils nous ont rien laissé, on est sans travail et les loyers ont augmenté.
26 - 58 ans	Négatif	Ils sont très nombreux. Ils ont épuisé le pays pas seulement le camp. Ne la mesure pas à l'échelle du camp, mesure là à l'échelle du pays. Dehors ils ont tout pris. Les associations les aident beaucoup plus que nous. Même pour les loyers, ils les aident. Le syrien ouvre un restaurant, conduit une voiture, personne ne lui demande un permis alors que le Palestinien, on l'empêche et lui mets des amendes. Les Nations Unis les prennent en avion, leur donnent des passeports pour ceux qui n'en ont pas.
27 - 55 ans	Négatif	Ils étaient 1000 et 2000 aujourd'hui ils sont 27 000 dans le camp. Ils font des enfants ici, chaque jour, il y a un mariage et de la musique. En montant vers l'hôpital, avant le bureau du commandement général, juste avant il y a une grande salle pour les fêtes et chaque soir un mariage. Tu vois la femme syrienne avec un bébé dans son bras, un autre autour de cou et traîne deux derrière elle. C'est triste.
28 - 26 ans	Négatif	Les traditions sont différentes, les mentalités sont différentes entre le Palestinien et le Syrien. Parce que moi j'ai une culture et lui il a une autre. Il s'installe chez moi, ça va forcément créer quelque chose de faux chez moi dans le camp.
29 - 28 ans	Négatif et positif	(-) La situation est différente depuis que les syriens sont arrivés. Il y a de plus en plus de Palestiniens qui quittent le camp et font louer leur maison. Ils sont devenus très nombreux on ne sait plus qui habite chez nous et qui habite dans mon quartier, quelle est son idéologies politique. Donc on est tout le temps sur nos gardes, on ne sait plus ce qui se passe dans le camp. (+) Mais il n'y a pas de problèmes entre palestiniens et syriens, le traitement du palestinien au syrien est un traitement d'un réfugié à un autre. On sent leur souffrance. Mais le problème c'est que le syrien est là temporairement, il ne voit pas le camp comme on le voit nous, ce n'est son milieu. Comme par exemple pour les ordures, il met son sac

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

		dehors de chez lui et se pose pas la question de où il faut le déposer, il ne se sent pas concerné.
30 - 30 ans	Négatif	Le Palestinien vit dans la pauvreté et la misère dans ce pays. Tu vois le Syrien, les portes du paradis lui sont ouvertes. Le syrien peut voyager légalement, le Palestinien non. S'il voyage, il ne sait même pas s'il va arriver, il peut mourir sur le chemin, se noyer. Même pour le travail on préfère le Syrien au Palestinien. Ils ont tout mangé les Syriens. Même le Libanais ne trouve plus de travail en ce moment. Dans l'entourage du camp, la marchandise chinoise qui tue le marché, toute cette marchandise vient de la Syrie. Tu rentres dans un magasin syrien, il a des dépôts et des dépôts de marchandise au sous-sol.

Thèse de Nicole Tabet, Université de Lille, 2020

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr

Résumé

Les discours politiques hégémoniques et les images véhiculées par les médias contribuent à la construction d'un imaginaire collectif d'un Palestinien traître et menaçant sur le territoire libanais. Ces formes de stigmatisations sociales passent par une localisation, celle du camp associé au danger et à la misère, le camp comme l'espace à éviter. Face à cette exclusion, les Palestiniens du camp de Bourj El-Barajneh de la banlieue sud-ouest de Beyrouth développent des formes de survie, jusqu'à transformer le camp, leur chez-soi, en un lieu inclus dans la ville. Dans la durée et l'exclusion, l'habitat du camp se transforme. Par l'auto-construction et la coproduction, il passe de tentes en tuiles en 1948 à des bâtiments en béton en 2017. Ce travail montre qu'au-delà de l'image des camps de réfugiés comme des espaces de contrôle, et de celle des réfugiés comme des victimes, existent d'autres réalités, des réalités au sein desquelles les camps apparaissent comme des espaces ouverts et inclus dans la ville, des camps-quartiers, et les réfugiés comme des acteurs capables de contourner l'exclusion exercée par les institutions de l'Etat d'accueil.

Summary

The hegemonic political discourses and images conveyed by the media contribute to the construction of a collective perception of a treacherous and threatening Palestinian on Lebanese territory. These forms of social stigmatization are reflected on space as well, thus associating the camp with danger, and misery, and eventually as the space to avoid. Faced with this exclusion, Palestinians in the Bourj El-Barajneh camp in the southwestern suburbs of Beirut are developing survival methods, to transform the camp -their home- into a space that is part of the city. With time and the exclusion, the habitat of the camp of Bourj El-Barajneh is transformed. Through self-construction and coproduction of space, the camp went from being a home to tents in 1948 to becoming prosperous with concrete buildings in 2017. This work shows that beyond the image of refugee camps as spaces of control, and of refugees as victims, exist other realities, realities in which camps appear as spaces included in the city- camp-districts, and refugees as key stakeholders capable of countering the exclusion imposed on them by the institutions of the receiving State.

© 2020 Tous droits réservés.

lilliad.univ-lille.fr